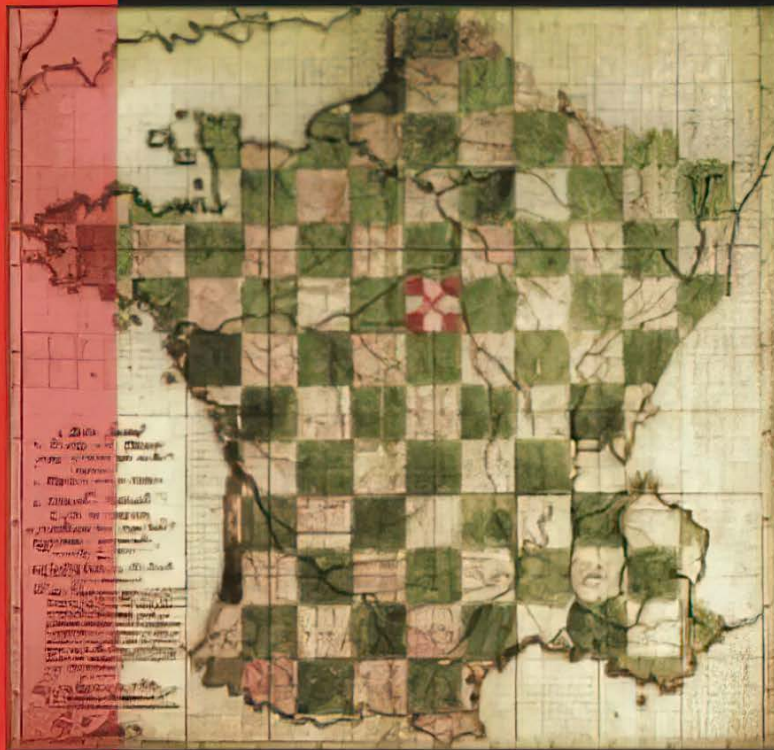


MONDIALISME

Atlas
du



Pierre Hillard



Pierre Hillard

MONDIA *Atlas* *du* ALISME

Édité par :

© Culture & Racines

www.cultureetracines.com

REMERCIEMENTS

Les éditions *Culture & Racines* tiennent à remercier l'ensemble des organismes, revues, sites internet et auteurs pour la mise à disposition des documents que nous citons dans cet atlas. Nous sommes particulièrement reconnaissants envers Parag Khanna qui nous a permis d'utiliser les cartes publiées de son livre : « *Connectography – Cartographier l'avenir de la civilisation mondiale* » (éditions Random House, 2016).

Directeur éditorial : Antony Bonamy

Création graphique et mise en pages : Véronique Vagneur
(vagneur.veronique@wanadoo.fr)

Couverture : Véronique Vagneur

Tous droits réservés pour tous pays

Achevé d'imprimer en août 2020 dans l'Union européenne

Dépôt légal : septembre 2020

ISBN : 978-2-491861-07-0

Les temps sont mûrs

*« Dieu se rit des hommes qui déplorent
les effets dont ils chérissent les causes »*

Jacques-Bénigne Bossuet

Sommaire

Prologue	7
Chapitre 1 • L'Europe ethnique selon l'Allemagne et l'Union européenne	9
Chapitre 2 • L'Union européenne et la régionalisation	45
Chapitre 3 • Les Fonds structurels de l'Union européenne (financement des régions)	61
Chapitre 4 • Coopération transfrontalière, eurorégion et origine du concept dans l'Union européenne	67
Chapitre 5 • Refontes politiques, financières et territoriales des États-Unis du XVIII ^e au XXI ^e siècle	91
Chapitre 6 • Les mondes musulman et juif, composition et décomposition	115
Introduction	115
I11 Historique du Bagdad-Bahn, les origines et les conséquences	116
I21 Aux sources de la politique sioniste	130

Les temps sont mûrs

*« Dieu se rit des hommes qui déplorent
les effets dont ils chérissent les causes »*

Jacques-Bénigne Bossuet

131 Le sionisme en action avec Theodor Herzl	143
Conclusion	166
Chapitre 7 • Les origines et les différentes composantes de la gouvernance mondiale	173
Introduction	173
111 Les référents religieux de l'ancienne et de la nouvelle synagogue	174
121 Le noachisme ou la religion des Gentils dans le cadre du nouvel ordre mondial	182
131 Messianisme et Rédemption de la nouvelle synagogue	187
141 Le renouveau de la Kabbale et ses conséquences	193
151 Tsevi, le révolutionnaire en faveur de la « rédemption par le péché »	198
161 Jacob Frank, le théoricien de la révolution mondiale	207
171 Jacob Frank et sa cour, une vie d'influence	218
181 La Révolution de 1789 au seuil du Temple	222
191 Le frankisme dans la Révolution : Junius Frey et Eve Frank	228
101 Le frankisme, la mystique, la finance et la politique du temps des guerres napoléoniennes	238
111 De 1804 à 1945 : les mutations en cours	250
121 Accélération du processus de décomposition depuis 1945	264
131 Conclusion : Tentatives d'achèvement de la tour de Babel	285
Sources	324

Prologue

Avec l'arrivée à la présidence de la République d'Emmanuel Macron en mai 2017, une nouvelle ère propre au mondialisme s'ouvre. Désormais, il s'agit de parachever une ambition ancienne permettant la mise en forme d'une Union européenne encore plus intégrée en liaison avec d'autres unions régionales obéissant à des degrés divers à la même tendance. Le tout doit aboutir à une gouvernance mondiale. Ce bouleversement est sous nos yeux. Qui le voit ? Pas grand monde. Ne serait-ce pas une révolution silencieuse, une révolution par en haut ? Cet Atlas du mondialisme poursuit l'objectif de s'intéresser au dessous des cartes. L'arrivée au pouvoir en France d'un jeune président semble ouvrir de nouvelles perspectives. Qui connaît, parmi les nombreux réseaux dans le monde structurant les milieux oligarchiques, l'existence par exemple de la Fondation franco-américaine (French-American Foundation, la FAF) ? Recrutant depuis 1981 et après sélection des personnes appelées à jouer un rôle important dans des domaines aussi divers que la politique, l'économie, la finance, les médias et l'armée, les heureux élus nommés « Young Leaders » ont pour mission de poursuivre l'idéal mondialiste. « Il faut que tout change pour que rien ne change » comme l'écrivait le romancier italien Giuseppe Tomasi di Lampedusa. Cette maxime s'applique à notre époque. La recrue « Young Leader » de 1996 et ancien président François Hollande cède la place au « Young Leader » Emmanuel Macron, recrue de 2012. Les Français n'y ont vu que du feu. Cette oligarchie inamovible régissant l'ascension ou la destitution des politiciens poursuit en sous-main une ambition où l'idéal d'unification planétaire baignant dans une spiritualité toute noachide doit s'imposer dans le cadre d'un Temple rénové. Qui sait que la reconnaissance des lois noachides par les États-Unis, le 26 mars 1991 au profit de l'Education Day, constitue une étape nécessaire avant d'aboutir à un nouveau jardin d'Éden ? C'est tout l'enjeu de ce livre d'ouvrir grand à la lumière les portes et les fenêtres de ce monde obscur.

L'Europe ethnique selon l'Allemagne et l'Union européenne

Chap 1

Les mouvements sécessionnistes (Catalogne, Pays basque, Italie du Nord, Écosse, Flandre, Tyrol du Sud...) et l'affirmation grandissante du fait régional soulignent les lignes de fractures de plus en plus nombreuses au sein des États européens.

Les revendications régionalistes n'ont fait que croître parallèlement à la montée en puissance des prérogatives de la Communauté économique européenne (CEE) devenue Union européenne (UE) à partir de l'adoption du Traité de Maastricht en 1992. Cette évolution n'est pas innocente. En effet, les instances européennes ont élaboré de nombreux documents préparant la promotion du fait ethno-linguistique. Deux documents-clefs parachèvent cette politique : la Charte européenne des langues régionales ou minoritaires (1992) et la Convention-Cadre pour la protection des minorités nationales (1995). Ces textes sont entrés en vigueur en 1998 après avoir obtenu les ratifications nécessaires. En 2016, la plupart des pays du Conseil de l'Europe ont adopté dans leur législation ces documents autorisant une vision racialisée propre à la doxa du modèle germanique. La France fait bande à part car la République ne reconnaît pas le principe des droits accordés aux ethnies. Seul compte le principe du citoyen identique et interchangeable en tout point du territoire national. Ce concept niveleur doit être distingué de celui de l'Ancien Régime qui reconnaissait une variété d'identités non d'un point de vue racial mais culturel. La France d'avant 1789 admettait le principe de la variété des peuples et des cultures constituant la nation française¹. Lorsque Louis XIV lança son appel du 12 juin 1709 aux Français, lu dans les 39 000 paroisses du pays, afin de leur demander de le soutenir dans sa résistance face aux forces coalisées, il n'hésitait pas à écrire :

1 L'historien Frantz Funck-Brentano (1862-1947) n'hésitait pas à résumer cette situation par la formule : « *La France était hérissée de libertés* ».

« (...) Mais, quoique ma tendresse pour mes peuples ne soit pas moins vive que celle que j'ai pour mes propres enfants ; quoique je partage tous les maux que la guerre fait souffrir à des sujets aussi fidèles, et que j'aie fait voir à toute l'Europe que je désirais sincèrement de les faire jouir de la paix, je suis sûr qu'ils s'opposeraient eux-mêmes à la recevoir à des conditions également contraires à la justice et à l'honneur du nom FRANÇAIS (...)². »

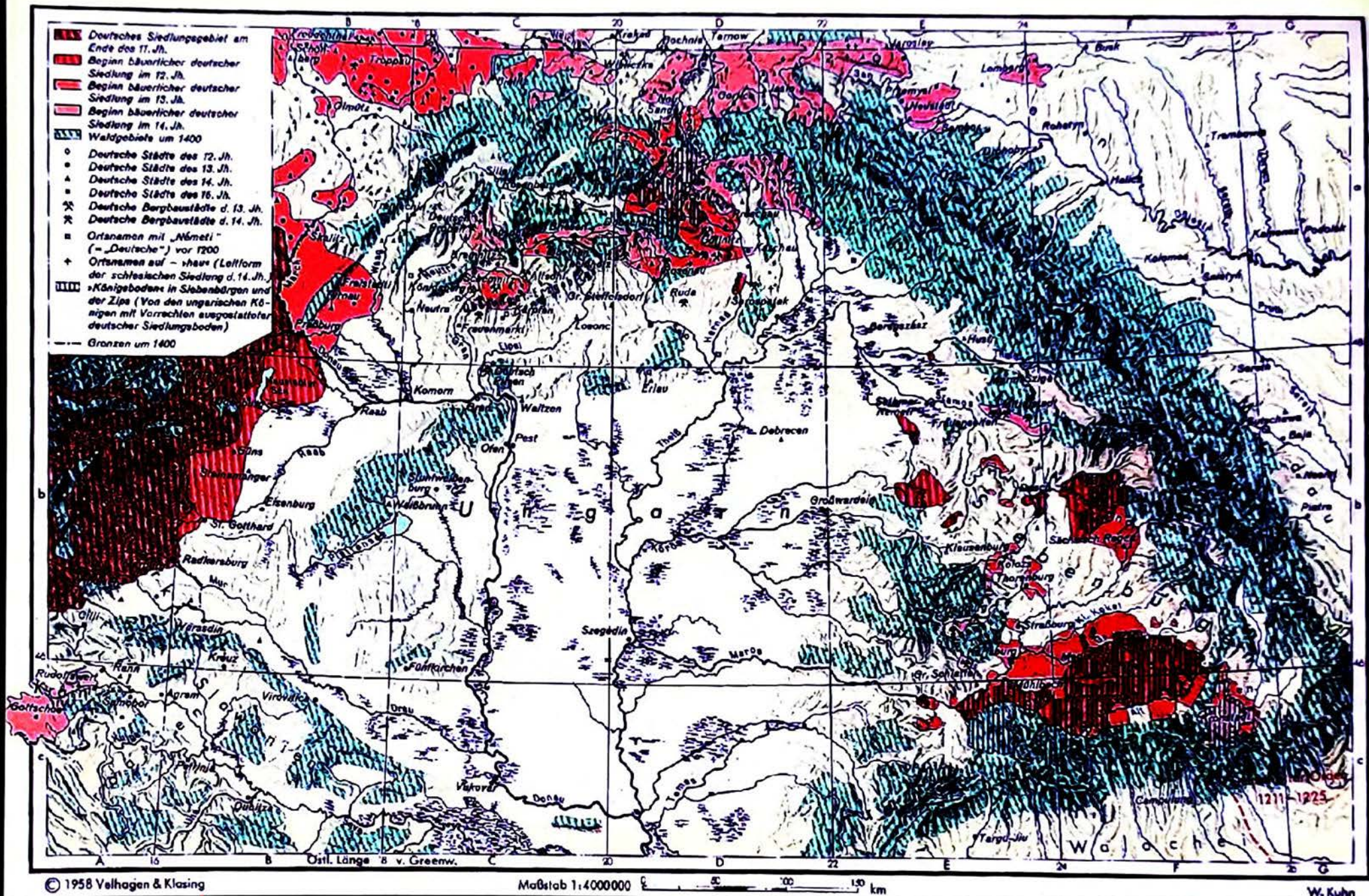
Entre, d'un côté, une vision raciale imposée par des documents issus des travaux d'instituts et d'organismes allemands et autrichiens et, de l'autre, un concept de citoyenneté hors-sol émanant des principes de 1789, le drame des États européens est de se partager soit à partir de principes européistes permettant la promotion d'une Europe des tribus, soit en faveur d'une idéologie républicaine conduisant à une citoyenneté de parfaits déracinés. L'évolution en faveur d'une tribalisation du Vieux Continent s'est accélérée à la chute du mur de Berlin. L'objet de ce chapitre n'est pas d'entrer dans les détails ayant conduit à l'émergence du fait ethno-régionaliste doublé de son corollaire technocratique. Les lecteurs curieux de connaître les coulisses de ce long travail de préparation peuvent se référer à nos livres « *Minorités et régionalismes* », « *La décomposition des nations européennes* » et « *Chroniques du mondialisme* »³. Les propos qui vont suivre, éclairés par de nombreuses cartes, présentent les origines profondes et l'évolution en cours ayant conduit à cette vision ethnique et communautaire propre à l'Europe de 2016.

Au temps de l'an Mil, la frontière du monde germanique avec les populations slaves se situait le long de l'Elbe. En liaison avec des missionnaires chargés d'évangéliser, des familles princières allemandes mais aussi hongroises ou polonaises soucieuses d'augmenter leurs revenus incitèrent des colons allemands à migrer en Europe centrale. Cette fameuse « marche vers l'Est » (*Drang nach Osten*), lancée entre autres par les chevaliers teutoniques, se caractérisa par l'installation de communautés germaniques gérées par leurs propres lois (*Selbstverwaltung* dans les domaines politiques, juridiques et administratifs). Ce fut le cas sous le règne du roi Geisa II de Hongrie qui attira des colons allemands dans les Carpates et la Transylvanie vers 1150⁴. Ce phénomène se poursuivit sous l'égide de l'Autriche des Habsbourg qui, soucieuse de contrer les Ottomans, favorisa l'installation de colons germaniques dans la plaine hongroise (Batschka, Slavonie, Banat...) au cours du

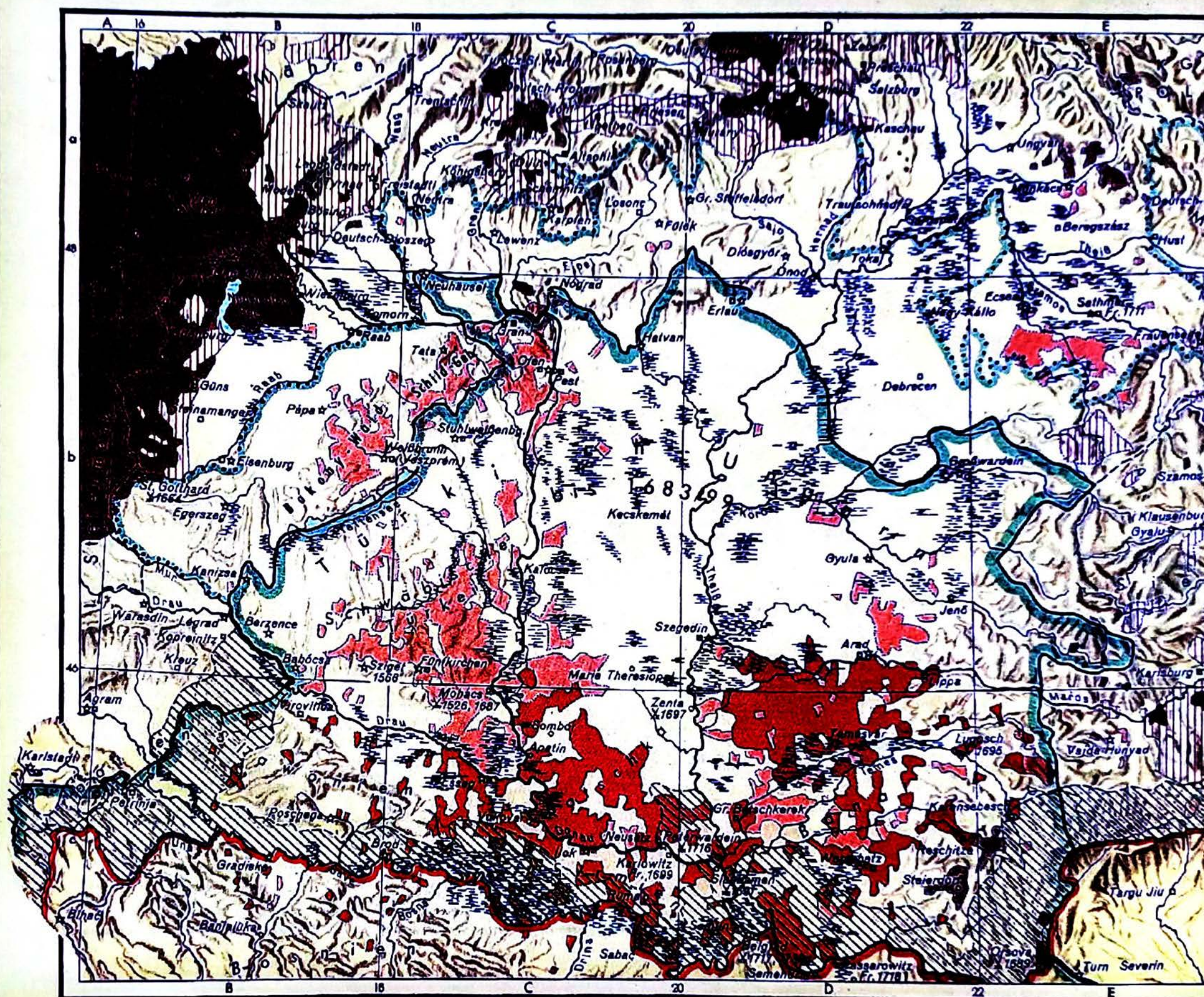
2 <http://www.france-histoire-esperance.com/12-juin-1709-louis-xiv-fait-publier-sa-lettre-dappel-a-laide-a-ses-sujets/>

3 Pierre Hillard, *Minorités et régionalismes*, Paris, Éditions François-Xavier de Guibert, 5^e édition, 2001 ; *La décomposition des nations européennes*, Paris, Éditions François-Xavier de Guibert, 2^e édition, 2004 et *Chroniques du mondialisme*, Paris, Éditions Le Retour aux sources, 2^e édition, 2014.

4 Chapitre I, annexe 1 : carte du peuplement germanique dans l'espace danubien et des Carpates (XII^e et XIV^e siècles).



Carte du peuplement germanique dans l'espace danubien et des Carpates (xii^e et xiv^e siècles)



Carte du peuplement germanique dans l'espace danubien et des Carpates (xvii^e et xx^e siècles)



xviii^e siècle, qui s'organisèrent dans le cadre d'une autonomie complète⁵. Ces divers peuplements structuraient toute l'Europe danubienne⁶ et centrale⁷ jusqu'aux expulsions massives de ces populations après 1945. Ce principe de l'autonomie s'est étendu jusqu'en Russie quand Catherine II, princesse allemande à l'origine (Anhalt-Zerbst), appela des colons allemands en 1763 afin de les installer du côté de la Volga (Allemands de la Volga) avec force privilèges (exemption d'impôts, autonomie politique...) afin de favoriser le développement économique de la région. Cette politique fut prolongée par les tsars jusqu'à la première moitié du xix^e siècle, ce qui permit l'implantation de migrants allemands en Ukraine, en Crimée et en Bessarabie⁸.

Il faut conserver à l'esprit que la présence germanique en Europe centrale et en Russie marqua profondément tous ces pays qui, en raison du réveil des nationalités issues des principes de 1789, cherchèrent à s'affirmer face à la prépondérance germanique. Ce fut particulièrement développé dans le cas de la monarchie des Habsbourg. Après la défaite humiliante face aux Prussiens à Sadowa en 1866, le pouvoir à Vienne muta, l'année suivante, en donnant naissance à l'Autriche-Hongrie. Ces deux entités politiques et territoriales (Cisleithanie pour la zone autrichienne et Transleithanie pour la zone hongroise) géraient chacune de nombreuses ethnies. Dans le cas autrichien⁹, une prise de conscience se fit de plus en plus vive en raison de la poussée démographique slave. Les travaux du baron von Czoernig soulignaient un tassement des populations germaniques au sein de l'Empire au cours de la deuxième moitié du xix^e siècle¹⁰. Cette

5 Chapitre I, annexe 2 : carte du peuplement germanique dans l'espace danubien et des Carpates (xvii^e et xx^e siècles).

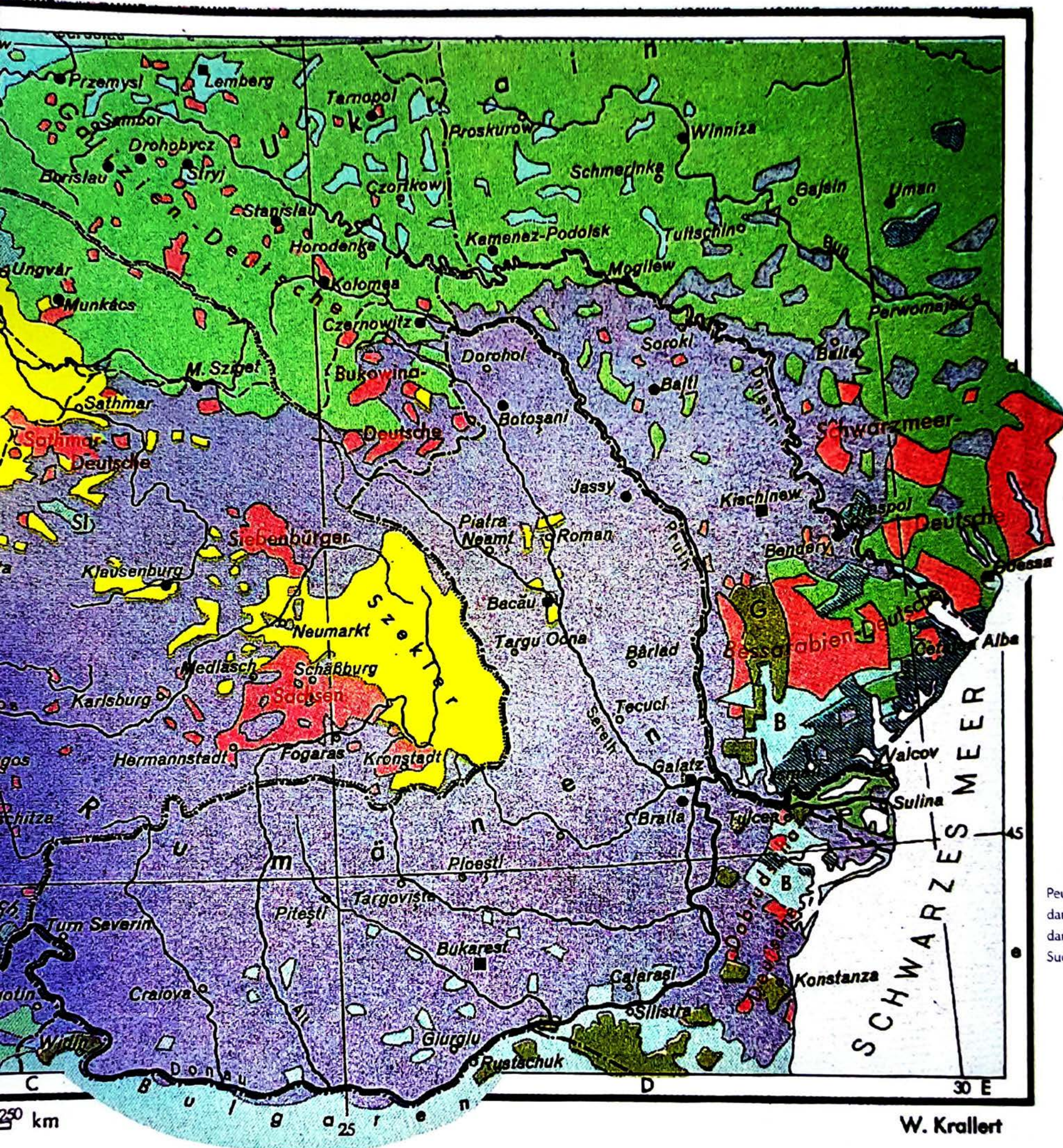
6 Chapitre I, annexe 3 : peuples et langues dans l'Europe danubienne et du Sud-Est jusqu'en 1918.

7 Chapitre I, annexe 4 : carte ethnique de l'Europe centrale au xix^e siècle.

8 Chapitre I, annexe 5 : carte des migrations allemandes en Russie aux xviii^e et xix^e siècles.

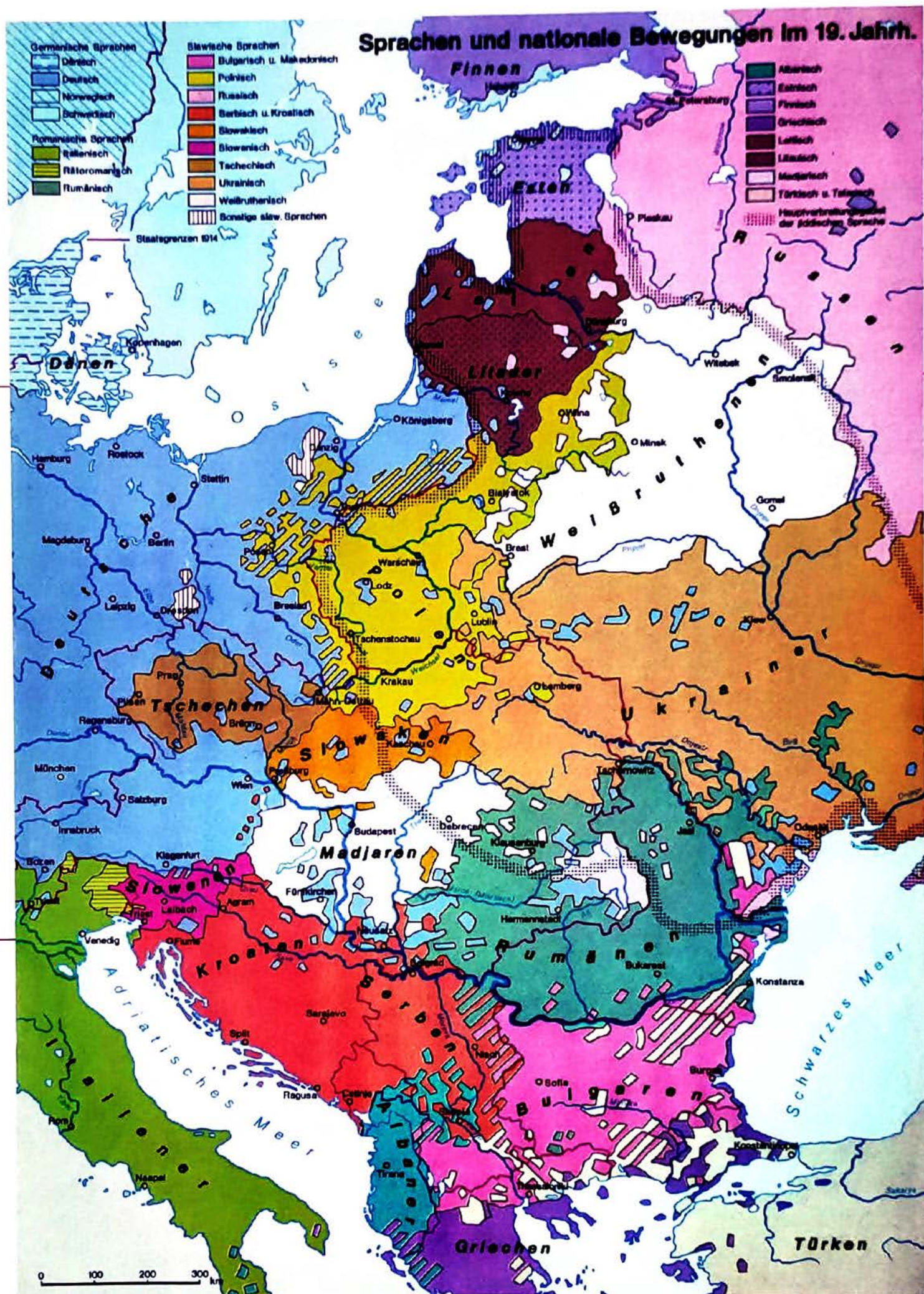
9 Chapitre I, annexe 6 : Autriche vraie (recensement des peuples d'Autriche, situation en 1901).

10 Revue d'Allemagne et des pays de langue allemande, tome 28, numéro 1, janvier-mars 1996, p. 71.



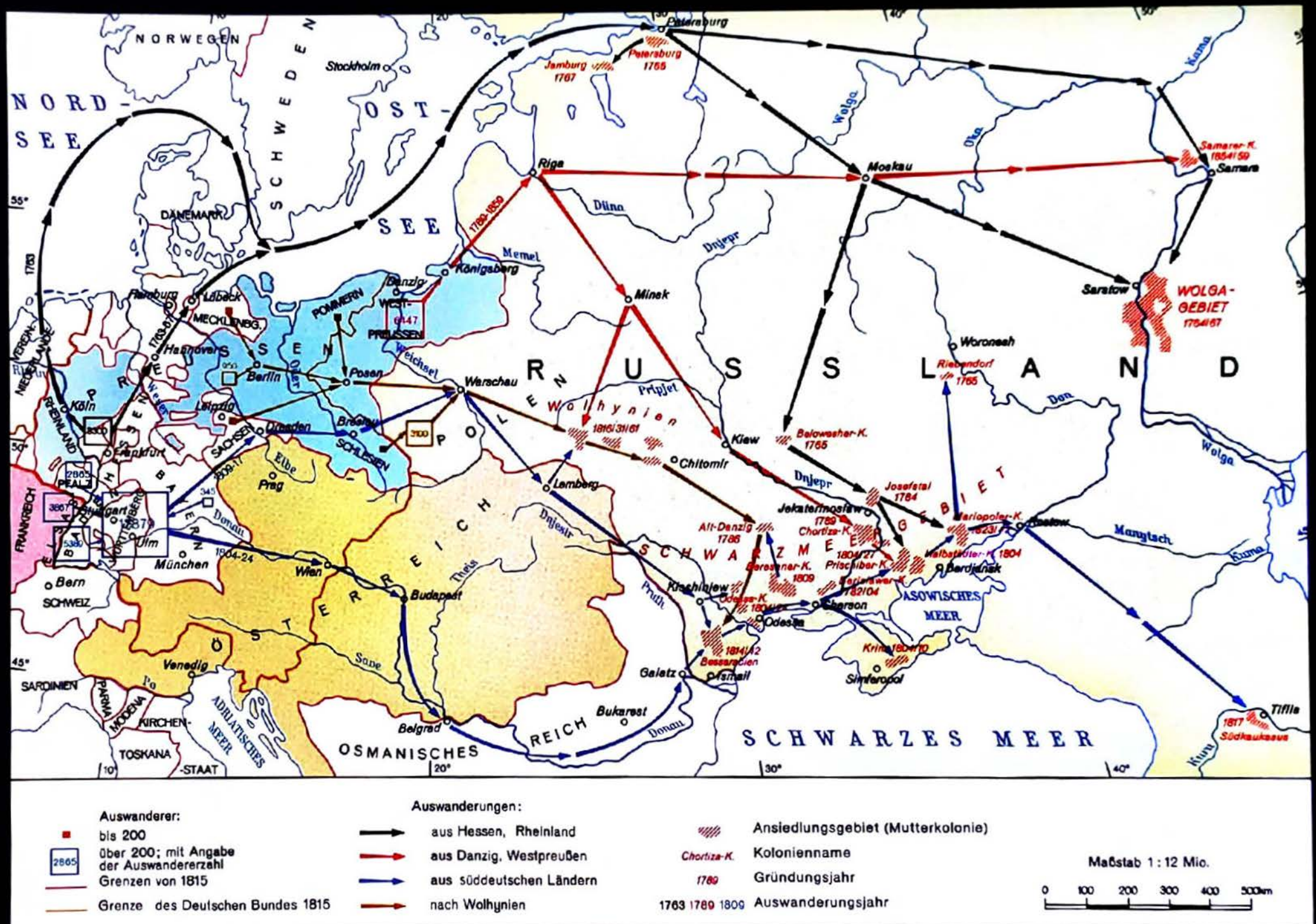
Peuples et langues
dans l'Europe
danubienne et du
Sud-Est jusqu'en 1918

W. Krallert



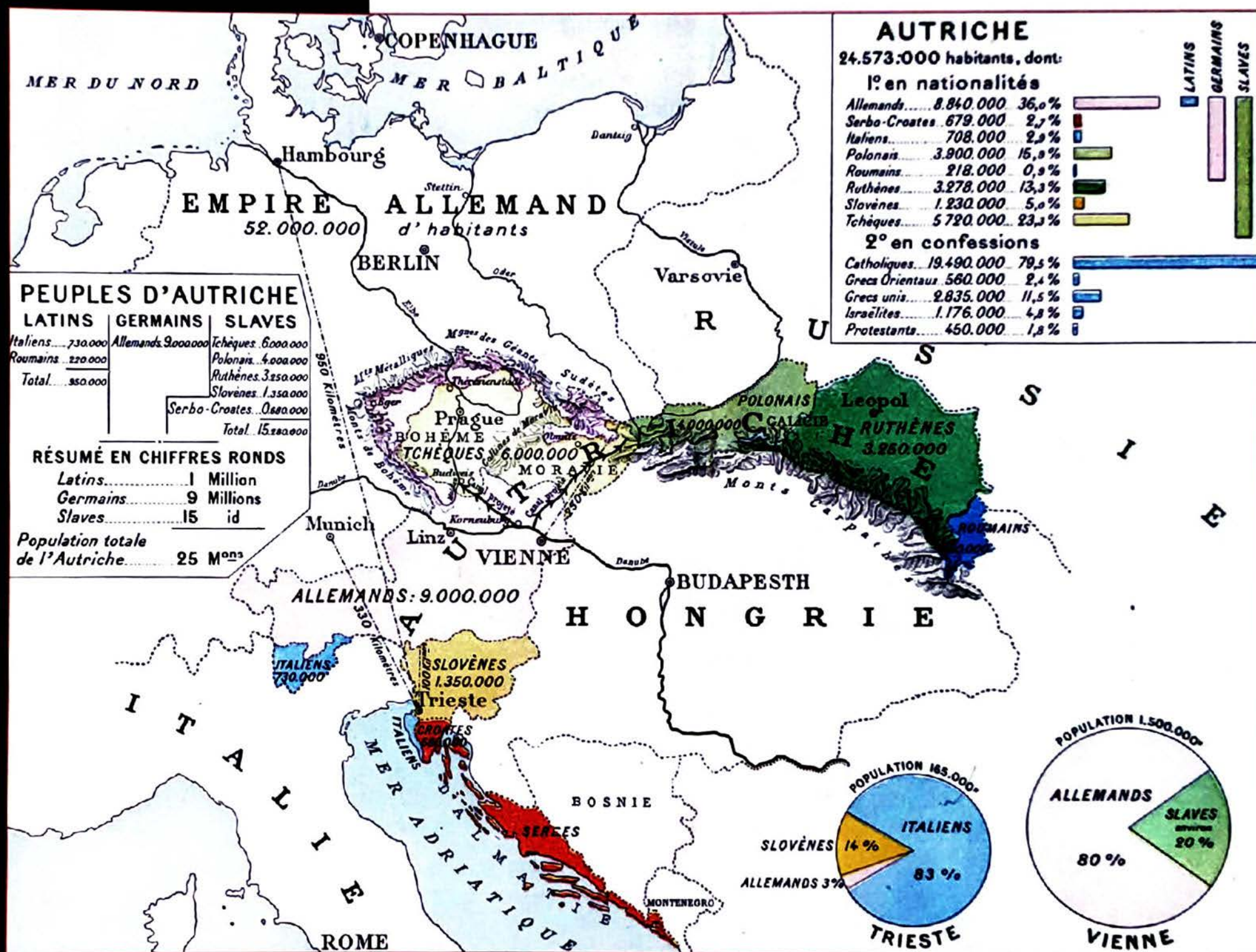
Carte ethnique de
l'Europe centrale
au xix^e siècle

L'Europe ethnique selon l'Allemagne et l'Union européenne



Carte des migrations allemandes en Russie aux XVIII^e et XIX^e siècles

L'Autriche vraie

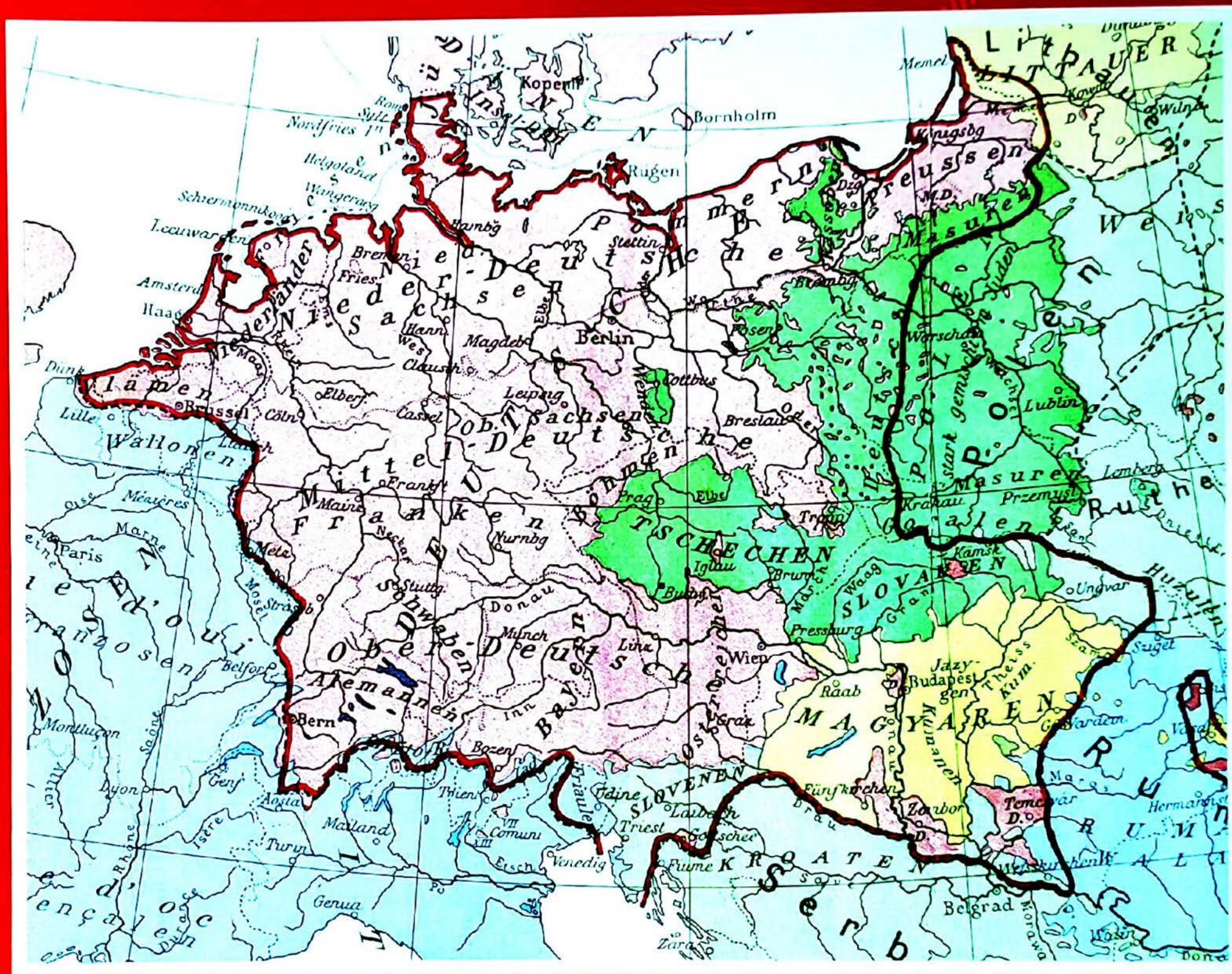


Autriche vraie (recensement des peuples d'Autriche, situation en 1901)

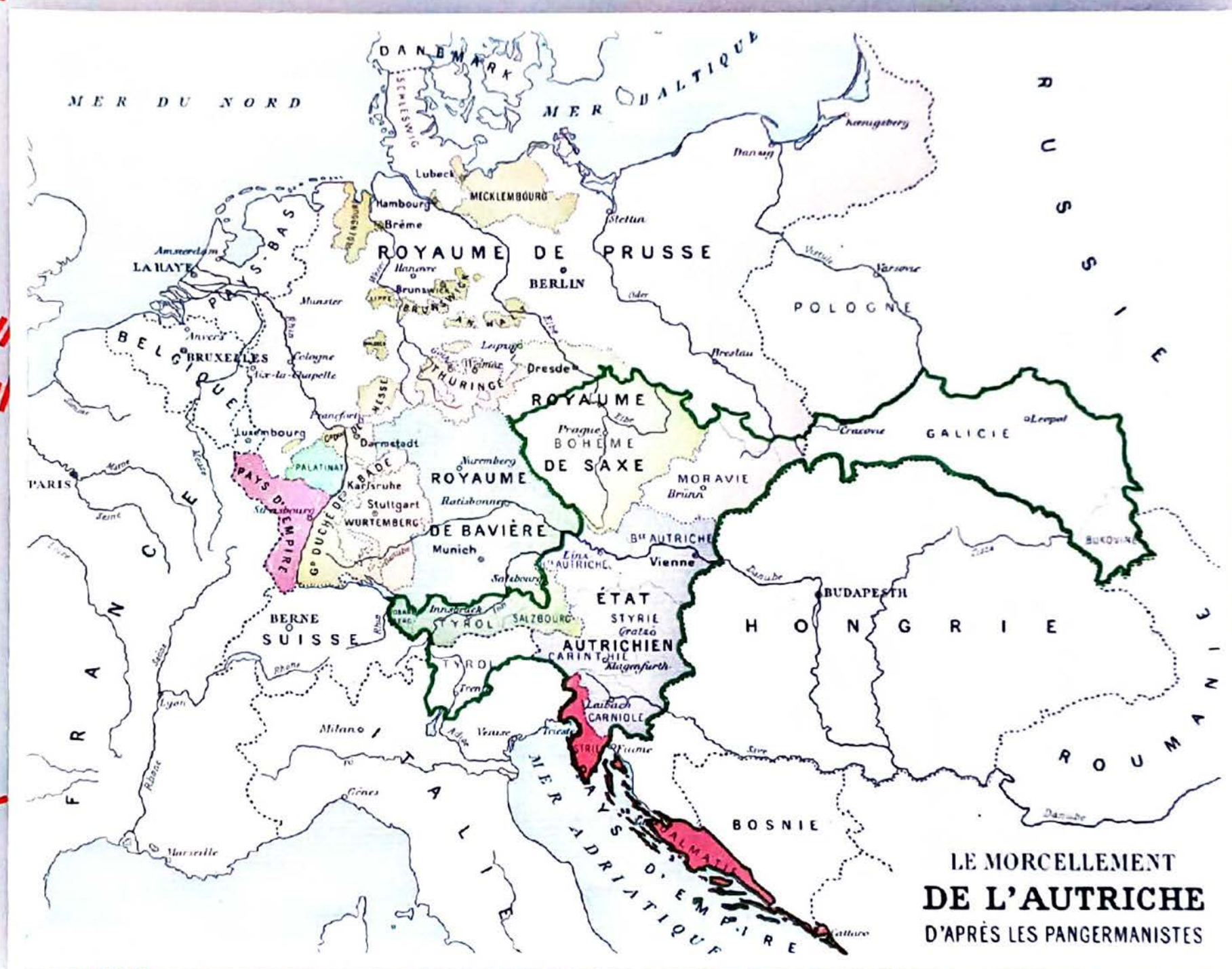
crainte de devoir subir une pression slave de plus en plus importante entraîna des réactions des pangermanistes autrichiens qui, en liaison avec leurs homologues allemands, élaborèrent des politiques d'union austro-allemande et de soumission de l'Europe centrale au dépens des peuples non germaniques¹¹. Ces ambitions qui se faisaient sous l'égide de Berlin conduisirent à la mise sur pied d'une réorganisation de l'Europe centrale en fonction des intérêts du monde germanophone. Le grand journaliste spécialiste des questions de géopolitique André Chéradame (1871-1948) publia en 1901 dans un ouvrage très fouillé, *L'Europe et la question d'Autriche (au seuil du xx^e siècle)*, une carte des objectifs pangermanistes prévus pour 1950¹² en liaison avec la politique allemande de contrôle de l'Empire ottoman. Sa concrétisation aurait permis de créer un bloc politique, économique et militaire unifié de Hambourg jusqu'au golfe Persique au profit de l'Allemagne. La Première Guerre mondiale mit un coup d'arrêt à cette politique. Profitant du conflit,

11 Le chancelier Bismarck (1815-1898) réprouvait ce type de politique tant qu'il fut au pouvoir (démission en mars 1890). Après la victoire sur la France en 1870, il chercha à maintenir un *statu quo* en faveur de l'Allemagne qui était, selon son expression, une « *puissance saturée* » en Europe. Il savait que toute volonté hégémonique d'un pays européen entraîne une coalition d'États pour y mettre fin. Sa vision était celle de l'équilibre dans les rapports entre les différentes puissances. Selon lui, il fallait bâtir « *Une puissance qui, sans être elle-même conquérante, soit assez forte pour interdire la guerre à ses voisins* ». In Jean Nurdin, *L'idée d'Europe dans la pensée allemande à l'époque bismarckienne*, Éditions Peter Lang SA, Berne, 1980, p. 121. Il ne croyait pas à l'Europe en tant que force morale. En réponse à un diplomate russe (Gortchakov) évoquant la position de l'Europe dans les litiges entre États, il fit cette réponse lapidaire : « *Qui parle d'Europe a tort. Notion géographique* », *Ibid.*, p. 113.

12 Chapitre I, annexe 7 : carte de la « Grande Allemagne » et de l'Europe centrale selon les pangermanistes pour 1950. Au sujet de cette carte prévue pour 1950, André Chéradame précise : « *La carte ci-jointe est une fraction exactement copiée de la carte annexée à la brochure Grossdeutschland. Cette carte est elle-même une reproduction de la planche n° 12 c. de l'Atlas de Debes, Éditions 1899. Europa, Sprachen- und Völkerkarte. (Carte linguistique et ethnographique de l'Europe). Un fort trait rouge, ajouté par l'auteur de la brochure, marque les futures frontières.* » in André Chéradame, *L'Europe et la question d'Autriche au seuil du xx^e siècle*, Plon, 1901, p. 100. Chapitre 1, annexe 8, carte du morcellement de l'Autriche d'après les pangermanistes. Cet auteur ajoute : « *La Prusse recevrait la Silésie et la Moravie ; la Bohême proprement dite serait la part de la Saxe ; la Bavière prendrait la région de l'Inn, Salzbourg, le Voralberg et le Tyrol ; la Haute-Autriche, la Basse-Autriche, la Styrie, la Carinthie et la Carniole formeraient un État autrichien d'environ 5 300 000 habitants. Le littoral (Küstenland) avec la partie sud de la Dalmatie, Raguse, les bouches du Cattaro, Trieste et Pola, constitueraient, comme l'Alsace-Lorraine, un Reichsland, un pays d'empire, administré par un gouverneur militaire impérial, territoire qui servirait de base à la puissance maritime de l'Allemagne dans l'Adriatique et dans la Méditerranée. Le royaume d'Autriche serait lié à la Prusse par une convention militaire, mettant son armée dans une situation analogue à celle du duché de Bade ou du Wurtemberg. La flotte autrichienne se fondrait dans la flotte allemande. Pola et Cattaro deviendraient des ports de guerre de l'empire.* » in *Ibid.*, p. 102-103.



Carte de la « Grande Allemagne » et de l'Europe centrale selon les pangermanistes pour 1950



Carte du morcellement de l'Autriche d'après les pangermanistes (publiée par les Éditions Lehmann en 1899).



les autorités politiques et économiques allemandes voulurent imposer une union douanière (sorte de *Mitteleuropa* élargie : programme de septembre 1914 du chancelier Bethmann-Hollweg) sur une grande partie de l'Europe et favoriser des annexions territoriales à l'ouest et à l'est du Reich allemand¹³. Plus précisément, il s'agissait dans ce programme pour l'Europe de l'Est de créer des États-tampons entre l'Allemagne et la Russie en libérant les nationalités (Polonais, Ruthènes, Lituanais, Ukrainiens...)¹⁴. Enfin, n'oublions pas que la guerre de 1914-1918 a consisté pour le monde anglo-saxon à empêcher l'Allemagne de réaliser son projet de voie ferrée de Hambourg au Koweït, le *Bagdad-Bahn*, projet qui lui aurait permis de soumettre et de contrôler le Proche-Orient et ses hydrocarbures jusqu'au golfe Persique¹⁵.

Issue de la défaite de 1918, l'Allemagne de Weimar, territorialement diminuée¹⁶, relança sous l'égide du chancelier Stresemann une politique de contrôle des minorités allemandes hors de ses frontières avec, comme but lointain, d'étendre son influence vers l'est. Cette politique de promotion de l'ethno-régionalisme devait se faire dans le cadre de la Société des Nations (SDN). Un mémoire secret rédigé de la main de Stresemann en janvier 1925, et révélé après 1945, intitulé « *La nécessité en politique extérieure d'un règlement du droit des minorités à l'intérieur du Reich correspondant aux besoins des minorités en Europe* »¹⁷,

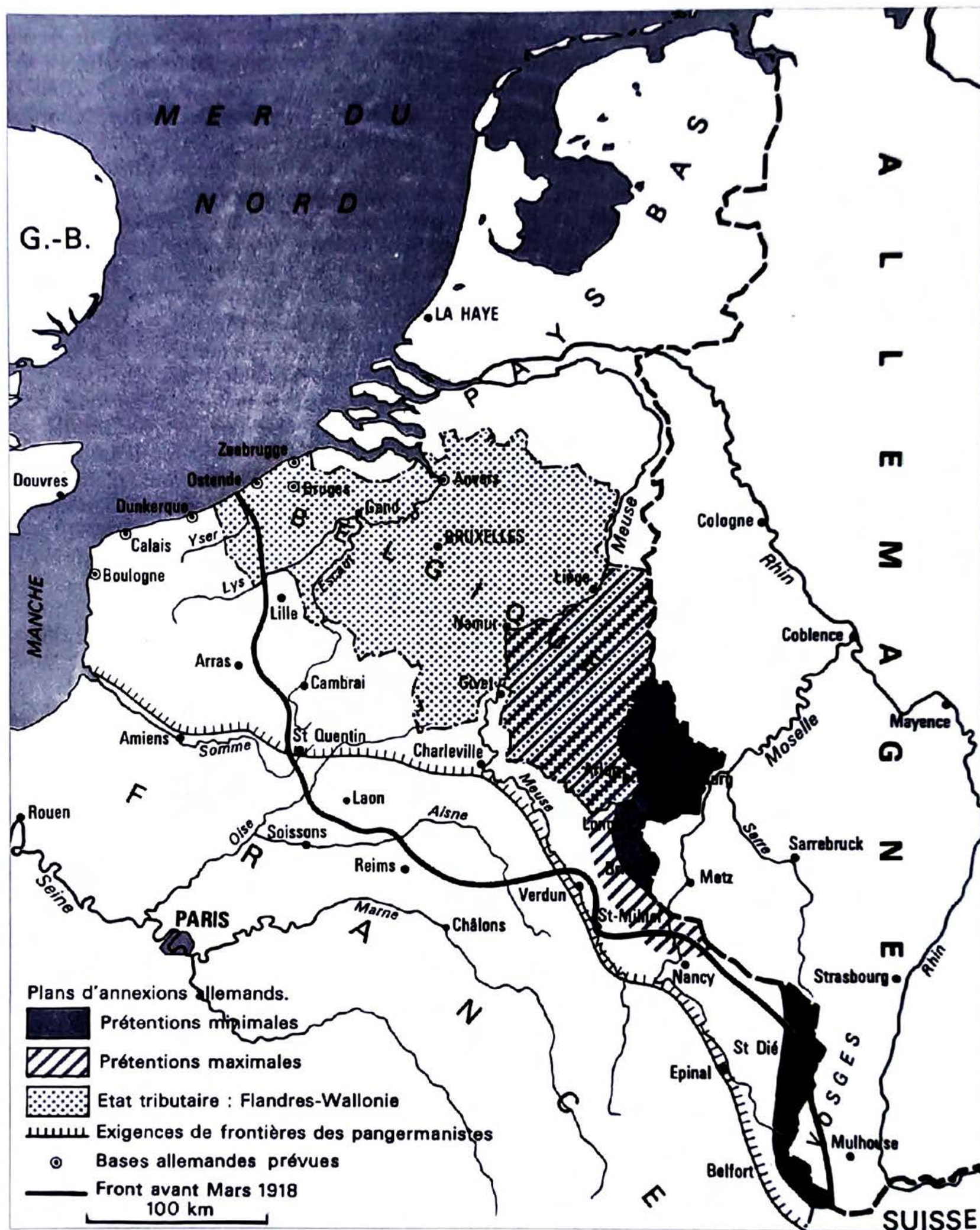
13 Chapitre I, annexe 9 : carte des buts de guerre allemands à l'Ouest de l'Europe (1914-1918).

14 Chapitre I, annexe 10 : carte des buts de guerre allemands à l'Est de l'Europe (1914-1918).

15 Chapitre VI, annexe 3 : carte des ambitions du bloc politique et économique germano-austro-ottoman pour le contrôle du Proche-Orient (situation en 1901).

16 Pertes à l'ouest : Alsace-Moselle et Eupen/Malmédy ; au nord : territoire du Schleswig ; à l'est : Memel, Prusse occidentale avec le couloir de Dantzig, Posnanie et une partie de la Haute-Silésie.

17 Helmut Pieper, *Die Minderheiten Frage und das deutsche Reich 1919-1933/1934*, Frankfurt/Main, Institut für Internationale Angelegenheiten der Universität Hamburg, in Kommission beim Alfred Metzner Verlag, 1974.



Carte des buts de guerre allemands à l'Ouest de l'Europe (1914-1918)

établissait un véritable plan de bataille afin d'asseoir la vision ethnociste de l'Allemagne sur toute l'Europe. Cette politique ne put être véritablement poursuivie en raison de la crise de 1929 et de la mort subite la même année de ce chancelier. L'arrivée au pouvoir du nazisme en 1933 constitua une accélération foudroyante des idées pangermanistes avec l'annexion de l'Autriche (mars 1938), des Sudètes (septembre/octobre 1938), de la Bohême-Moravie (mars 1939), du territoire de Memel (le même mois) pour aboutir sur le couloir de Dantzig en septembre 1939. Le déclenchement de la Seconde Guerre mondiale fut pour l'hitlérisme la possibilité de créer un grand Reich réunissant l'essentiel des populations allemandes tout en imposant sa férule à presque toute l'Europe. Cependant, la caractéristique essentiellement germanique du nazisme prit une coloration européenne dans le cadre de la Waffen SS. Cette armée d'élite, allemande à l'origine, s'européanisa au point d'être constituée d'une multitude de nationalités comme les divisions « Charlemagne » pour la France, « Viking » pour les Scandinaves, Kama, Skanderberg et Handchar regroupant des musulmans (Bosniaques, Albanais) etc. Cette mutation que l'on retrouve aussi dans les objectifs du nazisme de favoriser l'unité européenne politique et économique, comme l'ont montré parfaitement les travaux de l'universitaire John Laughland¹⁸, s'est poursuivie à un haut degré. Le collaborationniste Saint-Loup (de son vrai nom Marc Augier, 1908-1990¹⁹), engagé dans la Légion des Volontaires Français (LVF) puis dans la Waffen SS, n'hésita pas à publier en 1975 une Europe des régions voulue, selon lui, par la partie paneuropéenne de

18 John Laughland, *La Liberté des nations, Essai sur les fondements de la société politique et sur leur destruction par l'Europe*, Paris, Éditions François-Xavier de Guibert, 2001. L'auteur cite un périodique nazi en faveur de l'unité européenne : « La nouvelle Europe, magazine de combat contre la vision anglo-américaine du monde et de l'histoire » édité par Walther Körber. Les articles de cette revue traitaient de sujets comme « l'impérialisme du dollar », « l'économie *völkisch* dans la nouvelle Europe », « les ennemis de la construction européenne » ou encore un article dont le titre a été appelé à avoir du succès après 1945 : « la communauté économique européenne » (voir page 151).

19 Jérôme Moreau, *Sous le signe de la roue solaire, itinéraire politique de Saint-Loup*, Éditions de l'Encre, 2002.

la SS²⁰. Même si les preuves irréfutables manquent pour affirmer l'authenticité de cette carte, elle reste néanmoins cohérente avec le projet de dépassement des nations voulu par le nazisme. Il faut remarquer que le bloc régional Alsace-Pays de Bade présenté sur cette carte correspond tout à fait à l'eurorégion du même nom dans le cadre de l'Union européenne²¹. On appelle cela avoir un « air de famille ».

L'écrasement de l'Allemagne en 1945 conduisit, dans des conditions épouvantables, à l'expulsion de près de 14 millions d'Allemands hors de l'Europe centrale et de territoires faisant partie intégrante du Reich dans ses frontières orientales de 1937²². Les réfugiés fuyant des territoires germanisés depuis des siècles se regroupèrent à leur arrivée dans la partie occidentale de l'Allemagne en association afin de préserver la mémoire et leurs origines dans le cadre de la « Fédération des réfugiés » (*Bund der Vertriebenen*, BdV). Ces associations de réfugiés (*Landmannschaften*)²³ réunissant les expulsés (Sudètes, Poméraniens, Silésiens, Prussiens orientaux, Souabes du Danube, Allemands des Carpates...) ayant traversé des épreuves terribles obtinrent du pape Pie XII, le 29 juin 1946, sa bénédiction apostolique²⁴.

20 Chapitre I, annexe 11 : carte de l'Europe des régions de la Waffen SS.

21 Une eurorégion est une entité territoriale administrative réunissant au moins deux régions de part et d'autre d'une frontière étatique abolie. Voir chapitre IV : Coopération transfrontalière, eurorégions et origine du concept dans l'Union européenne.

22 Heinz Nawratil, *Le Livre noir de l'expulsion*, Saint-Genis-Laval, Éditions Akribia, 2001.

23 Chapitre I, annexe 12 : Blasons des associations au sein de la Fédération des réfugiés (*Bund der Vertriebenen*) représentant les expulsés après 1945.

24 Chapitre I, annexe 13 : Lettre de soutien apportée aux expulsés allemands au lendemain de la Seconde Guerre mondiale par le pape Pie XII (29 juin 1946) : « À nos chers fils et filles qui ont dû quitter leur Heimat (intraduisible, dans le sens « petite patrie ») dans des circonstances douloureuses, nous les exhortons à ne pas chanceler dans leur confiance en Dieu qui, dans sa toute-puissance et amour, est en mesure d'orienter ce qu'il y a de plus dur vers ce qu'il y a de meilleur, et nous leur accordons comme gage de la miséricorde pleine et entière du Cœur Rédempteur dans Sa sollicitude paternelle la bénédiction apostolique ». Au Vatican, 29 juin 1946, Pie XII.





L'EUROPE DES ETHNIES

Telle qu'elle figurait sur les cartes ébauchées par le clan non pangermaniste de la Waffen SS qui devenait majoritaire en 1945. Dans l'esprit de cette organisation chaque province — après retour de tous les Juifs en Palestine ou ailleurs — recevait son autonomie culturelle totale et restait dépendante de la fédération pour l'économie, la politique étrangère et la défense. A l'échelon supérieur, composé exclusivement d'hommes ayant acquis leurs mérites dans les combats de la seconde guerre mondiale, et nés dans chaque province dont ils prenaient la responsabilité, les pouvoirs de décision et d'orientation dépendaient de la SS, puissance fédératrice et responsable du "devenir" du continent dont le siège central devait se situer à Vienne ou Prague. L'espace de l'Est était considéré comme colonie en voie de développement jusqu'au détroit de Bering.

Pour la SS il s'agissait de passer de la notion ethnique à la notion race par une politique génétique visant à développer ce qu'elle considérait comme races supérieures : nordiques, germaniques, celtiques, alpines.

Il est curieux de constater que, trente ans plus tard, certains mouvements qui n'ont rien de "néonazis" — bien au contraire — proposent des cartes voisines de celle-ci. L'idée de fédération succédant aux nationalismes historiquement fondés mais dépassés par l'évolution, flotte dans l'air du temps, même en France, nation jacobine par excellence et préfigure peut-être des découpages ethniques, plus proches de la nature des hommes que le maintien de communautés purement linguistiques.

VIENNE
capitale fédérale

Carte de l'Europe des régions de la Waffen SS

PAYS du MONT BLANC
Hte Savoie Valais Val d'Aoste



**Bund der
Vertriebenen**

Vereinigte Landsmannschaften
und Landesverbände



1



2/8/15



3



4



5



6



7



9



10



11



12

Wir
informieren
über uns



13



14



16



17



18



19



20



21

1. Deutsch-Baltische LM
2. LM der Banater Schwaben aus Rumänien in Deutschland
3. LM Berlin-Mark Brandenburg
4. LM der Bessarabiendeutschen (Bukowina)
5. LM der Buchenlanddeutschen (Bukowina)
6. Bund der Danziger HAUS HANSESTADT DANZIG
7. LM der Dobrudscha- und Bulgariendeutschen
8. LM der Donauschwaben aus Jugoslawien
9. Karpatendeutsche LM Slowakei
10. LM der Deutschen aus Litauen
11. LM der Oberschlesier
12. LM Ostpreußen
13. Pommersche LM (Pommerscher Zentralverband)
14. LM der Deutschen aus Rußland
15. LM der Sathmarer Schwaben
16. LM Schlesien - Nieder- und Oberschlesien
17. LM der Siebenbürger Sachsen in Deutschland
18. Sudetendeutsche LM
19. LM der Deutschen aus Ungarn
20. LM Weichsel-Warthe
21. LM Westpreußen

Blasons des associations au sein
de la Fédération des réfugiés
(Bund der Vertriebenen)
représentant les expulsés
allemands après 1945

Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, l'oligarchie anglo-américaine lança la construction européenne avec ses relais comme Joseph Retinger, Paul-Henri Spaak ou Robert Schuman²⁵. La volonté de promouvoir l'ethnisme se fit jour dès 1949 avec la création de l'institut « Union Fédéraliste des Communautés ethniques européennes » (UFCE, *Föderalistische Union Europäischer Volksgruppen*, FUEV) qui obtint le soutien financier de l'Allemagne en 1956. L'UFCE ne fit que reprendre une politique amorcée dès 1925 par le « Congrès des Nationalités » dirigé par Ewald Ammende ; ce dernier ayant travaillé aussi en liaison avec Leo Motzkin²⁶. Celui-ci avait été à la tête du Comité des délégations juives lors du Traité de Versailles (1919) pour la protection des minorités avec le soutien entre autres de « l'Organisation sioniste »,

Unsere geliebten Söhne und
Töchter, die unter so leidvollen
Umständen ihre Heimat verlassen
mussten, ermahnen Wir, nicht
wankend zu werden im Vertrauen
auf Gott, der in seiner Allmacht
und Liebe auch das Schwerste zum
Besten zu lenken vermag, und er-
teilen ihnen als Unterpfand der
überreichen Erbarmungen des Er-
löserherzens in väterlicher Teil-
nahme den Apostolischen Segen.

Aus dem Vatikan, 29. Juni 1946

Pius pp. XII

25 Le chercheur Joshua Paul de l'université de Georgetown a consulté des documents déclassifiés de l'*Office of Strategic Services* (l'OSS, ancêtre de la CIA) dirigé par William Donovan prouvant que cette agence, par l'intermédiaire des fondations Ford et Rockefeller, finançait entre autres ces personnes afin de promouvoir l'unité de l'Europe. Cette information fut répercutée par le journaliste anglais Ambrose Evans-Pritchard : <http://www.telegraph.co.uk/news/world-news/europe/1356047/Euro-federalists-financed-by-US-spy-chiefs.html> (19 septembre 2000). Voir le chapitre VII.

26 Ewald Ammende, *Die Nationalitäten in den Staaten Europas*, Wilhelm Braumüller, Vienne-Leipzig, avant-propos, p. IX.

Lettre de soutien apportée aux expulsés Allemands au lendemain de la Seconde guerre mondiale par le pape Pie XII (29 juin 1946)

des « B'nai B'rith » et du président Wilson²⁷. C'est au sein de l'UFCE qu'une pléthore de juristes allemands et autrichiens élaborèrent des textes juridiques en faveur des minorités. Les contours de ces textes furent fixés en 1995, notamment en liaison avec la « Fédération des réfugiés » (BdV) acquise à une Europe des régions, la Paneurope fondée par Richard de Coudenhove-Kalergi ou encore l'*European Center for Minorities Issues* (ECMI)²⁸. Ce vaste travail a bénéficié de multiples relais, en particulier avec l'économiste Leopold Kohr, auteur d'un ouvrage appelant au démantèlement des États grâce à l'émergence de petites entités territoriales plus faciles à gérer selon lui²⁹ ou encore avec l'institut munichois INTEREG recensant toutes les zones ethniques en Europe aptes à s'échapper de l'autorité étatique³⁰. Dans cet encouragement donné à l'ethnisme, il faut souligner l'engagement complet des gouvernements de Berlin, peu importe l'étiquette politique, qui ont fait feu de tout bois pour s'assurer le maintien des quelques minorités ethniques allemandes en Europe centrale (rescapées des expulsions de 1945) mais aussi en Russie³¹, véritables relais économiques, ainsi que la protection culturelle de tous les territoires de l'Est de l'Europe³² ayant connu la présence de ces populations jusqu'à la Seconde Guerre mondiale³³.

27 Nathan Feinberg, *La question des minorités à la Conférence de la paix de 1919-1920 et l'action juive en faveur de la protection internationale des minorités*, thèse de droit, Paris, Rousseau, 1929. L'original de cette thèse est entièrement disponible à l'adresse suivante : <http://www.bvltaire.fr/document/de-nathan-feinberg.45040> Comme le précise l'auteur de la thèse concernant l'action du président Wilson : « (...) Et en fait, en la personne du président Wilson, le peuple juif eut un dévoué et sincère ami et les revendications juives concernant tant la Palestine que les droits des minorités ont toujours trouvé auprès de lui, au plus haut point, compréhension et sympathie. Dans les archives personnelles du président Wilson, parmi ses divers papiers et documents, se trouve également le texte de l'allocution qu'il a adressée le 28 novembre 1918, soit 6 jours avant son départ pour l'Europe, à Washington, aux représentants de l'Ordre B'nai B'rith. » *Ibid.*, p. 42. Il faut signaler que Léo Motzkin (1867-1933) fut acquis dès le début à la cause sioniste de Theodor Herzl in <http://www.jewishvirtuallibrary.org/jsource/biography/motzkin.html> À sa mort, Nahum Goldman prit sa succession. Il devait créer en 1936, en liaison avec Stephen Wise, le Congrès juif mondial in Gerhard Riegner, *Ne jamais désespérer, soixante années au service du peuple juif et des droits de l'homme*, Cerf, Paris, 1999, p. 44.

28 Félix Ermacora et Christoph Pan, *Volksgruppenschutz in Europa*, Ethnos 46, Braumüller, 1995.

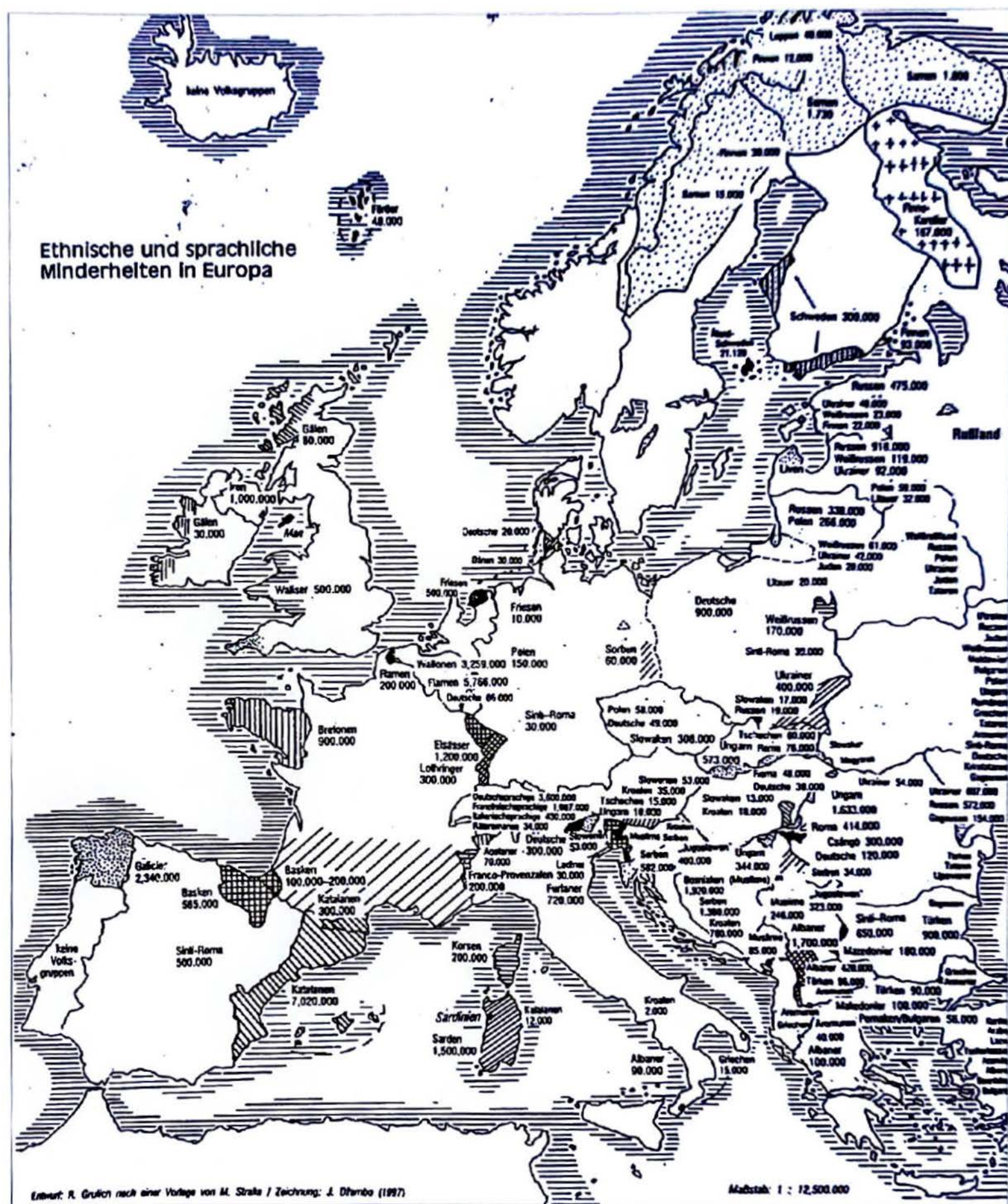
29 Chapitre I, annexe 14 : carte ethnique de l'Europe selon Leopold Kohr (1957).

30 Chapitre I, annexe 15 : carte ethnique de l'Europe selon INTEREG (1993).

31 Chapitre I, annexe 16 : carte de la présence germanique en Russie (1993).

32 Chapitre I, annexe 17 : carte de la protection culturelle apportée par le ministère de l'Intérieur allemand aux anciennes zones de peuplement germanique en Europe centrale depuis 1991.

33 Chapitre I, annexe 18 : carte de la protection culturelle apportée par le ministère de l'Intérieur allemand aux anciennes zones de peuplement germanique en Russie depuis 1991.



Deutsche nach der Volkszählung der ehemaligen Sowjetunion von 1989

Republik Kasachstan	957 518
Russische Föderation	842 295
Republik Kirgistan	101 309
Republik Usbekistan	39 809
Ukraine	37 849
Republik Tadschikistan	32 671
Republik Moldau	7 335
Türkmenistan	4 434
Letland	3 783
Republik Weißrussland	3 517
Estland	3 466
Litauen	2 058
Republik Georgien	1 546
Republik Aserbaidschan	748
Republik Armenien	265
Insgesamt:	2 038 603

Nach neueren Erkenntnissen dürfte die Zahl der Deutschen noch höher liegen; viele haben sich erst in jüngster Vergangenheit bereitgefunden, sich zu ihrer deutschen Nationalität zu bekennen.



Deutschsprachige Zeitungen

Dieses Symbol kennzeichnet den Erscheinungsort von deutschsprachigen Zeitungen.

- "Neues Leben" in Moskau
- "Nachrichten" in Sibirsk
- "Deutsche Allgemeine" in Almaty
- "Zeitung für Dich" in Slavgorod
- "Die Zeitung der Wolgadeutschen" in Saratow
- "St. Petersburgische Zeitung" in St. Petersburg
- "Der Tropfen" in Bishkek
- "Königsberger Kurier" in Kaliningrad
- "Deutsche Zeitung für Litauen" in Klaipeda

Zu ihrer Unterstützung werden Fortbildungsprogramme für Journalisten durchgeführt.

Darüber hinaus erhalten die Redaktionen zum Teil technische Ausstattungshilfe, Zeitungen, Zeitschriften und Pressedienste, um die Herausgabe der Zeitung zu sichern und die Leser möglichst rasch und umfassend unterrichten zu können.



Fernseh- und Hörfunkanstalten

Die Sender mit deutschsprachigen Redaktionen erhalten technische Ausstattungshilfe sowie deutsche Zeitungen, Zeitschriften und Pressedienste. Ihre Journalisten können an Fortbildungsprogrammen teilnehmen.

Seit Herbst 1992 produziert die Deutsche Welle wöchentlich zwei halbstündige Ost-europa-Magazine: "Drehscheibe Europa" für das Fernsehen und "Blickpunkt Europa" für den Hörfunk.

Mit diesen neuen Magazinen, die auch in Polen, Rumänien, Bulgarien, Ungarn, der Tschechischen Republik und der Slowakischen Republik ausgestrahlt werden, möchte die Deutsche Welle ein umfassendes Bild über Europa vermitteln. Um möglichst viele Zuschauer zu erreichen, werden die Fernsehprogramme von einzelnen nationalen Sendern in der jeweiligen Landessprache mit Untertiteln versehen.

Ergänzend stellt die Deutsche Welle von den ausgestrahlten Magazinen Ton- und Videokassetten allen interessierten Institutionen (insbesondere Begegnungsstätten, Fortbildungsinstitute) zur Verfügung.



Wirtschaftliche / landwirtschaftliche Starthilfen

Besondere Bedeutung kommt der Verbesserung der Wirtschaftsstruktur zu. Die Bundesregierung unterstützt daher in Gebieten mit einem größeren Anteil deutscher Bevölkerung wie in Weißrussien, Nordkasachstan und an der Wolga z. B. die Einrichtung von Metzgereien, Bäckereien und Käsereien.

Zu diesen Einrichtungen zählt auch ein fahrbarer Schlachthof, der in das Altai-Gebiet geliefert worden ist.

Dieses Aufbauprogramm dient der Verbesserung der Lebensmittellieferung, die allen Bevölkerungsgruppen zugute kommt. Daneben wird jungen Menschen die Möglichkeit gegeben, sich in diesen Betrieben ausbilden zu lassen.



Medizinische Hilfen

Krankenhäuser und Rayonapotheken an Orten mit diesem Symbol werden unterstützt. Krankenhäuser werden mit Medikamenten und medizinischem Gerät, Rayonapotheken und Apotheken mit Medikamenten ausgestattet.

Dieses Programm dient der Verbesserung der örtlichen Gesundheitsfürsorge und kommt allen Einwohnern zugute.



Wohnungsbaumaßnahmen

Dieses Symbol kennzeichnet Orte, in denen Wohnungsbaumaßnahmen finanziell unterstützt werden. Im einzelnen handelt es sich um den Bau von Wohnhäusern und die Errichtung von Übergangswohnheimen. Darüber hinaus sind auch Orte mit diesem Symbol gekennzeichnet, in denen Bauhöfe errichtet und ausgestattet werden.



Begegnungsstätten

Bislang sind rund 60 Begegnungsstätten eingerichtet worden. Weitere sind geplant. Ein Ausbau der vorhandenen und entstehenden Begegnungsstätten ist vorgesehen.

Die Besucher finden hier neben deutschsprachigen Büchern, Zeitungen, Fernsehern mit Videorecordern auch Nähmaschinen für Handarbeitskreise und Handwerkszeug für Bastler. Sprachkurse und Filmvorführungen können das Angebot ergänzen. Vorgesehen sind auch Fortbildungskurse in den Bereichen Landwirtschaft, Bau und Handwerk. Alle diese Maßnahmen tragen dazu bei, das Zusammengehörigkeitsgefühl zu fördern und zu stärken.

Немцы согласно переписи населения бывшего Советского Союза в 1989 году

Республика Казахстан	957 518
Российская Федерация	842 295
Республика Кыргызстан	101 309
Республика Узбекистан	39 809
Украина	37 849
Республика Таджикистан	32 671
Республика Молдова	7 335
Туркменистан	4 434
Латвия	3 783
Республика Беларусь	3 517
Эстония	3 466
Литва	2 058
Республика Грузия	1 546
Республика Азербайджан	748
Республика Армения	265
Итого:	2 038 603

По новейшим данным число немцев в СНГ ещё возросло. Многие из них только в последнее время проявили готовность открыто выразить свою принадлежность к немецкой национальности.



Газеты на немецком языке

Это символ для обозначения места выхода газет на немецком языке.

- "Neues Leben" in Moskau
- "Nachrichten" in Sibirsk
- "Deutsche Allgemeine" in Almaty
- "Zeitung für Dich" in Slavgorod
- "St. Petersburgische Zeitung" in Saint-Petersburg
- "Der Tropfen" in Bishkek
- "Königsberger Kurier" in Kaliningrad
- "Deutsche Zeitung für Litauen" in Klaipeda

Um die Leser mit diesen Zeitungen, Zeitschriften und Pressediensten versorgen zu können, werden Fortbildungsprogramme für Journalisten durchgeführt.

Darüber hinaus erhalten die Redaktionen zum Teil technische Ausstattungshilfe, Zeitungen, Zeitschriften und Pressedienste, um die Herausgabe der Zeitung zu sichern und die Leser möglichst rasch und umfassend unterrichten zu können.



Телевизионные центры и радиостанции

Телевизионные и радиостанции с немецкоязычными редакциями получают помощь в форме технического оснащения, газет, журналов и бюллетеней информационных агентств. Их журналисты могут участвовать в программах повышения квалификации.

С осени 1992 г. "Немецкая волна" каждую неделю передает тележурнал "Deutsches Europa". Кроме того, она делает радиопередачу под названием "Blickpunkt Europa".

Посредством этих новых теле- и радиожурналов, которые транслируются также в Польшу, Румынию, Болгарию, Венгрию, Чехословацкую Республику и Словацкую Республику, "Немецкая волна" стремится дать всестороннее представление о Европе.

Чтобы добиться возможно лучшего их приёма зрителями, отдельные национальные телецентры снабжают эти телепередачи титрами на языке своих стран.

Дополнительно "Немецкая волна" изготовляет звуковые и видеокассеты с переданными в эфир радио- и телепередачами и предоставляет их всем заинтересованным организациям (в особенности, центрам коммуникации, институтам повышения квалификации).



Помощь в экономическом / сельскохозяйственном развитии

Особое значение придается улучшению экономической структуры. Поддержку Федеральное правительство в рамках со значительной долей немецкого населения, как Западной Сибири, Северного Казахстана и Поволжья, оказывает, например, созданию микропредприятий, включая цеха, булочные и сыроварни. К таким объектам относятся также перерабатывающие предприятия, которые были поставлены в Алтайский край.

Эта программа экономического строительства служит улучшению снабжения продовольствием, которое даёт пользу всем слоям населения. Кроме того, молодым людям предоставляется возможность в этих цехах пройти профессиональную подготовку.



Медицинская помощь

Поддержку получают больницы и аптеки в обозначенных этим символом населённых пунктах.

Больницы оснащаются лекарствами и медицинским оборудованием, районные аптеки и аптекарские пункты лекарствами.

Эта программа служит улучшению местного медицинского обслуживания, идёт на пользу всем жителям.



Меры в области жилищного строительства

Этим символом указаны те посёлки, где оказывается финансовая помощь осуществлению мер в области жилищного строительства. В частности, речь идёт о строительстве жилых домов и установлении жилых контейнеров для временного проживания. Кроме того, этим символом указаны и те посёлки, где создаются и оснащаются стройбазы.

Культурprogramme

Für die Bewahrung der kulturellen deutschen Identität ist es wichtig, einen engen Kontakt zu künstlerischen Kreisen in Deutschland zu erhalten bzw. wieder aufzubauen.

Bisher wurden insgesamt 54 Kulturveranstaltungen (Tourneen von Chören, Singschulen für Volkstanzgruppen und Chorleiter, musikalische Früherziehung) durchgeführt, und zwar 47 in der Russischen Föderation, zwei in Kasachstan, jeweils zwei in Weißrussland, Kirgistan und Usbekistan sowie eine in Tadschikistan.

Auch diese Maßnahmen können aufgrund der Vielfalt nicht durch Symbole auf der Karte kenntlich gemacht werden.

Besonderes Augenmerk gilt der Förderung des deutschsprachigen Theaters in Almaty. Es erhielt personelle und Ausstattungshilfe. Um dem Theater künstlerischen Nachwuchs zu sichern, wurde im Auftrag der Bundesregierung und mit ihren Mitteln ein deutschsprachiges Schauspielstudio an der kasachischen Theaterhochschule eingerichtet.

Kindergärten, Schulen, Hochschulen, Jugendaustausch

Die Bewahrung der deutschen Sprache, zum Teil auch erst die Wiedereinnahme, ist von fundamentaler Wichtigkeit.

Die Unterstützung der Bundesregierung wird an so vielen Orten geleistet, daß diese Maßnahmen auf der Karte durch Symbole nicht wiedergegeben werden können:

225 Kindergärten, 549 Schulen und 30 Hochschulen wurden mit Lehrmaterialien und Geräten ausgestattet. 24 Fortbildungsveranstaltungen für Kindergärtnerinnen, 21 für Lehrer und 6 für Hochschullehrer wurden durchgeführt. 16 Sprachassistenten und Lehramtskandidaten sind an Schulen sowie 5 Sprachdozenten und Lektoren an Hochschulen im Einsatz.

185 Jugendliche haben an Austauschaufenthalten teilgenommen.

Programme in der Kultur

Für die Bewahrung der kulturellen deutschen Identität ist es wichtig, einen engen Kontakt zu künstlerischen Kreisen in Deutschland zu erhalten bzw. wieder aufzubauen. Bisher wurden insgesamt 54 Kulturveranstaltungen (Tourneen von Chören, Singschulen für Volkstanzgruppen und Chorleiter, musikalische Früherziehung) durchgeführt, und zwar 47 in der Russischen Föderation, zwei in Kasachstan, jeweils zwei in Weißrussland, Kirgistan und Usbekistan sowie eine in Tadschikistan.

Auch diese Maßnahmen können aufgrund der Vielfalt nicht durch Symbole auf der Karte kenntlich gemacht werden.

Besonderes Augenmerk gilt der Förderung des deutschsprachigen Theaters in Almaty. Es erhielt personelle und Ausstattungshilfe.

Um dem Theater künstlerischen Nachwuchs zu sichern, wurde im Auftrag der Bundesregierung und mit ihren Mitteln ein deutschsprachiges Schauspielstudio an der kasachischen Theaterhochschule eingerichtet.

Детские сады, школы, вузы, молодежный обмен

Сохранение, а также и повторное изучение немецкого языка имеет фундаментальное значение.

Поддержка Федерального правительства оказывается в столь многих населённых пунктах, что эти меры не могут быть на карте отмечены символами.

225 детских садов, 549 школ и 30 вузов были оснащены учебными пособиями и материалами.

Были проведены 24 семинара по повышению квалификации для воспитателей, учителей, 21 для учителей и 6 для преподавателей вузов.

В школах СНГ работают 16 преподавателей немецкого языка, а в вузах 5 докторов-лингвистов и лекторов из Германии ведут занятия.

185 молодых и девушек побывали в Германии по обмену.



Центры коммуникации

До сих пор было создано примерно 60 центров коммуникации. Намерено основанные дальнейшие такие центры. Предусмотрено расширение имеющихся и создаваемых центров коммуникации.

Посетители найдут здесь наряду с книгами и газетами на немецком языке телевизоры с видеомонитором, а также швейные машины для кружков рукоделия и инструменты для кружков мастерства. Языковые курсы и демонстрация кинофильмов могут расширить программу таких центров. Предусматриваются также курсы повышения квалификации в таких сферах, как сельское хозяйство, строительство и ремесла. Все эти меры содействуют развитию и укреплению чувства общности.

Légende de la carte de la présence germanique en Russie (1993)

Die Regierung der Bundesrepublik Deutschland

Liebe Deutsche,
seit der 1. Auflage dieses Faltblattes vom April 1991
haben sich politische und wirtschaftliche Verände-
rungen ergeben, die bis vor kurzem unvorstellbar
erschieden.
Das Faltblatt bedurfte schon deswegen einer
Aktualisierung.

Ich freue mich, daß auch die Zahl der Hilfsmaß-
nahmen, die unsere Bundesregierung zur Verbesse-
rung Ihrer Lebensperspektiven durchgeführt und ein-
geleitet hat, weiter angestiegen ist. Dabei handelt es
sich um kulturelle, soziale und medizinische, aber
auch um wirtschaftliche und landwirtschaftliche
Maßnahmen. Diese Hilfen werden Ihre Lage verbes-
sern. Auch die Menschen, mit denen Sie zusammen-
leben, sollen davon profitieren.

Wie ich aus vielen Gesprächen und Schreiben von
Ihnen weiß, sind diese Hilfsmaßnahmen von Ihnen
gut aufgenommen worden.
In vielen Fällen konnten die Lebensbedingungen
bereits deutlich verbessert werden.
Die Regierung der Bundesrepublik Deutschland
wird in enger Abstimmung mit den Regierungen
Ihrer Länder auch in Zukunft diese Maßnahmen
fortführen und weiter ausbauen.

All dies wird dazu beitragen, Ihre Kultur und Identi-
tät als Deutsche auch in Zukunft zu bewahren.

Horst Waffenschmidt

Dr. Horst Waffenschmidt
Beauftragter der Bundesregierung
für Aussiedlerfragen

Правительство Федеративной Республики
Германия

Дорогие немцы,

Со времени выпуска первого издания этого
буклета в апреле 1991 года произошли полити-
ческие и экономические изменения, которые
ещё недавно были невообразимы.
Уже поэтому требовалась актуализация данного
буклета.

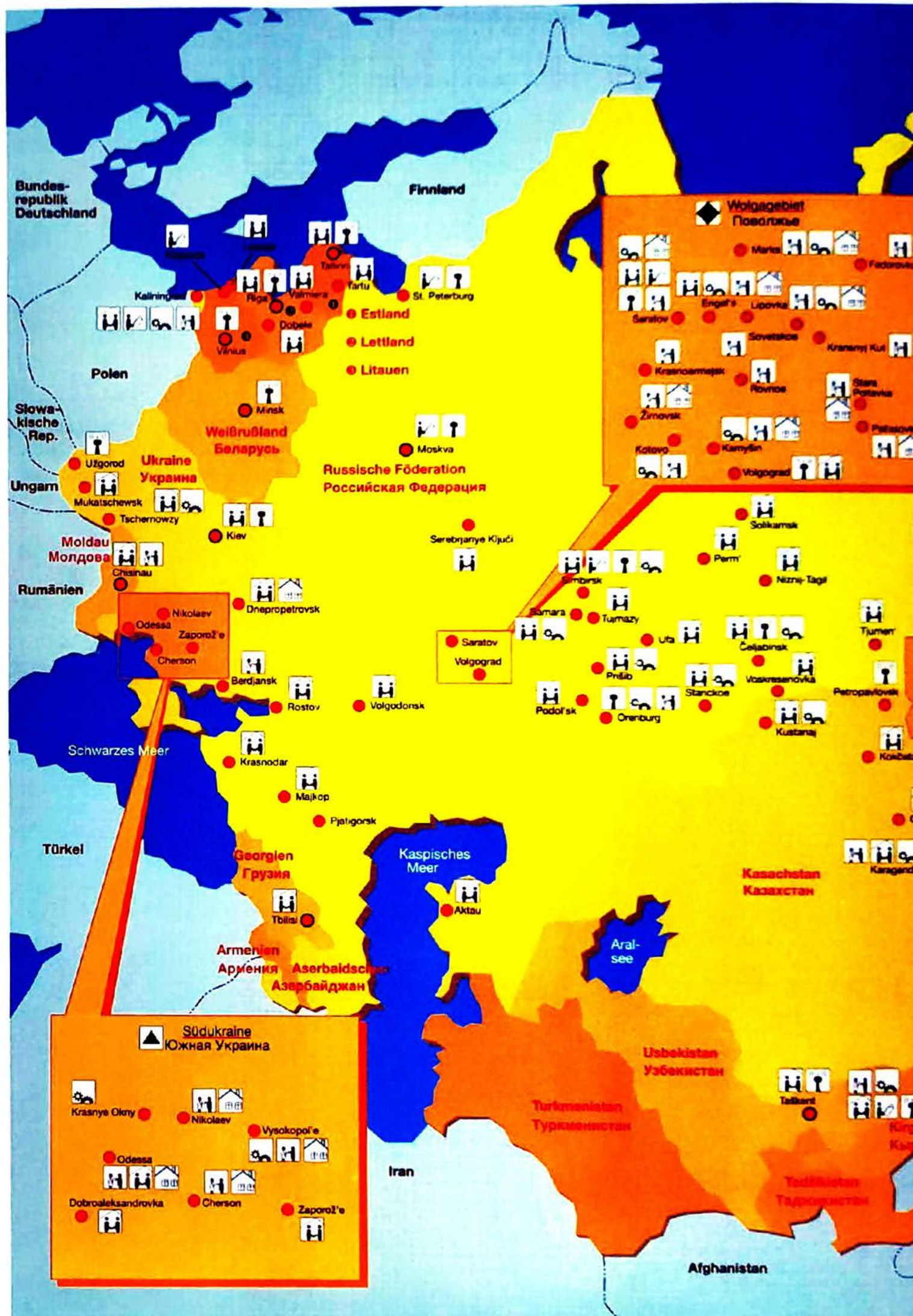
Я рад тому, что снова увеличилось число мер
помощи, уже оказываемых и начинаемых нашим
Федеральным правительством для улучшения
Ваших жизненных перспектив. При этом речь
идёт о мерах в области культуры, о социальных
и медицинских, но также об экономических и
сельскохозяйственных мерах. Эти меры помощи
улучшат Ваше положение. Из них должны из-
влечь выгоду и люди, живущие вместе с Вами.

Как мне известно из многих бесед с Вами и из
Ваших писем, эти меры помощи хорошо Вами
приняты. Во многих случаях уже удалось
заметьно улучшить условия Вашей жизни.
По согласованию с Правительствами Ваших
стран Правительство Федеративной Республики
Германия и впредь будет продолжать и разви-
вать эти меры помощи.

Всё это будет способствовать тому, чтобы Вы и в
будущем могли сохранить свою немецкую
культуру и самобытность.

Horst Waffenschmidt

Д-р Хорст Ваффеншмидт
Уполномоченный Федерального правительства
по вопросам переселенцев



Carte de la présence germanique en Russie (1993)



Hilfen für Deutsche in den Ländern der GUS, Georgien und den baltischen Staaten



Виды помощи немцам в странах СНГ, Грузии и прибалтийских государствах.

Die Regierung der Bundesrepublik Deutschland
Правительство Федеративной Республики Германия

Siedlungsgebiete der Deutschen



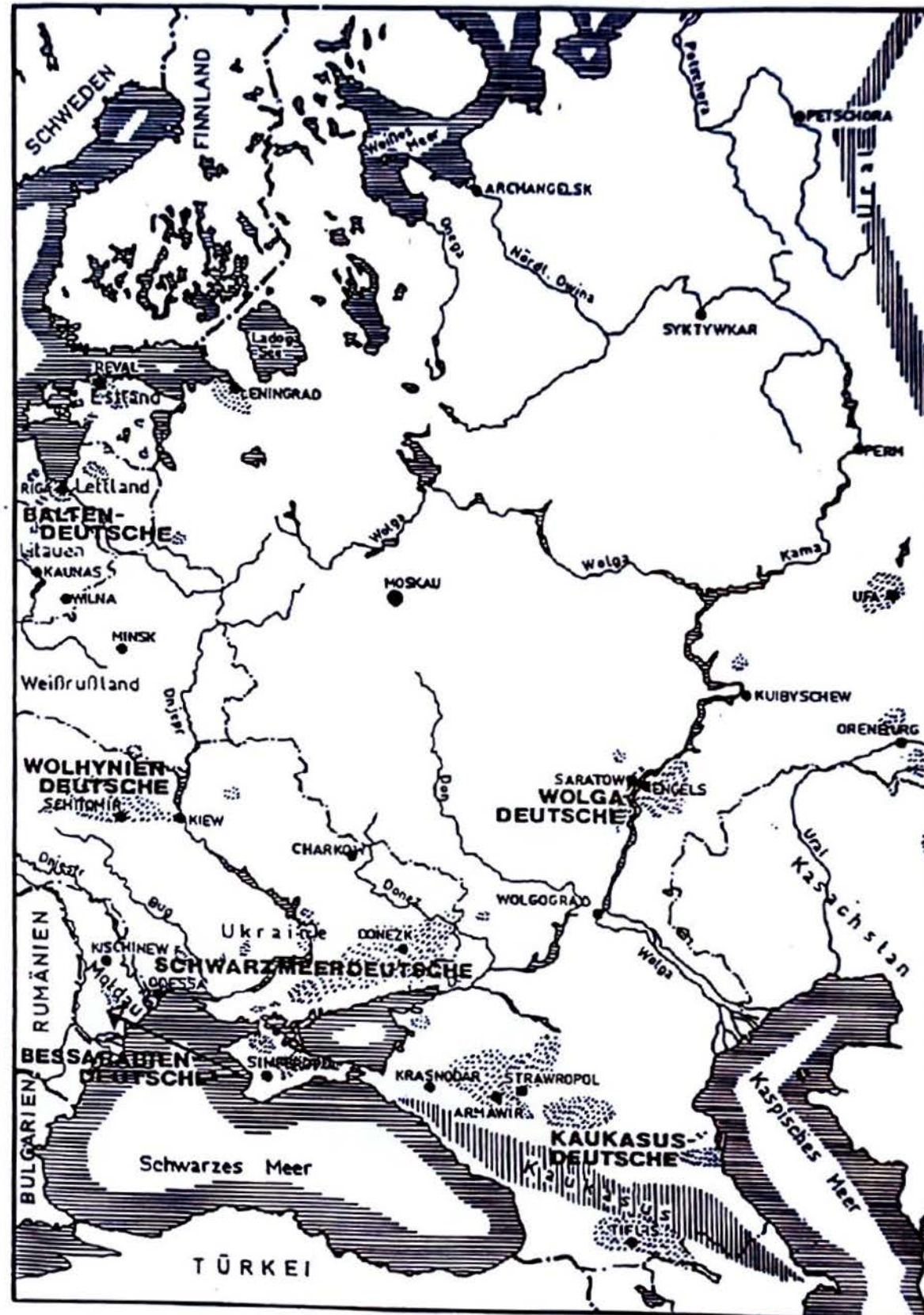
Karte: Marie-Luise Ketzian
(unter teilweiser Verwendung von Angaben des
Bayerischen Staatsministeriums für Arbeit- und Sozialordnung)

-  1 Bestehende deutsche Sprachgebiete und Volksgruppen
-  2 Nur noch Reste der deutschen Bevölkerung vorhanden
-  3 Vollständig vertriebene deutsche Volksgruppen

Nachdruck aus „Ketzian, Ortfried: Die Aussiedler und ihre Kinder“. Eine Forschungsdocumentation über die Deutschen im Osten der Akademie für Lehrerfortbildung Dillingen und des Bukowina-Instituts Augsburg. Sonderdruck des Modellversuchs „Aussiedler“, Dillingen/Donau 1990

Carte de la protection
culturelle apportée par
le ministère de l'Intérieur
allemand aux anciennes
zones de peuplement
germanique en Europe
centrale depuis 1991

Die ursprünglichen Siedlungsgebiete der Rußlanddeutschen



Karte: Marie-Luise Kotzian (mit freundlicher Genehmigung)

Carte de la protection culturelle apportée par le ministère de l'Intérieur allemand aux anciennes zones de peuplement germanique en Russie depuis 1991



L'Europe ethnique selon l'Allemagne et l'Union européenne

En raison de tous ces travaux parmi les juristes germano-autrichiens et du soutien apporté par les politiques allemands à cette cause dans les cénacles du Conseil de l'Europe et du Parlement européen, il ne faut pas s'étonner de voir fleurir des cartes émanant des instances européennes comme celles de 1997³⁴ et de 2004³⁵. À l'origine, l'Alliance Libre Européenne (ALE) constituée en 1981 réunit des partis politiques régionalistes promouvant l'autodétermination des peuples. Au fil du temps, elle n'a fait que se renforcer pour s'allier au parti des Verts européens dirigé pendant de longues années par Daniel Cohn-Bendit (les Verts/ALE). Promotions de l'ethnisme, des langues régionales et d'un gouvernement régional autonome dans le cadre d'une Europe émietlée en territoires ethniques sont autant d'éléments correspondant parfaitement à la spiritualité politique et philosophique germanique amorcée dès le Moyen-Âge. La situation de l'Europe en ce début du XXI^e siècle avait déjà été annoncée dans la première moitié du XIX^e siècle par des intellectuels allemands adeptes de l'éclatement des États européens en fonction de référents ethniques : « *Le principe de la nationalité, de l'autonomie et de la décentralisation, du selfgovernment de toutes les collectivités et communautés politiques est le cri de guerre général du présent. Des ethnies tout à fait inconnues, ignorées ou oubliées jusqu'ici surgissent en Europe, font valoir leur nationalité et gagnent chaque jour en importance. Il en est ainsi par exemple des Basques, des Bretons, des Irlandais, des Flamands, des Bas-Allemands, des Thuringiens, des Saxons, des Alémaniques, des Franconiens, des Souabes, des Bavaois, des Tyroliens et des autres ethnies allemandes, puis des Serbes, des Bohémiens, des Bulgares, des Ruthènes, des Roumains, des Lituanais, des Finnois etc. (...). Il faut dégager le substrat ethnique de la gangue étatique avant de procéder à de nouvelles combinaisons*³⁶. » L'Europe en 2016 est en plein dans ce processus.

34 Chapitre I, annexe 19 : carte ethnique du Parlement européen sous l'égide du PDPE-ALE (1997).

35 Chapitre I, annexe 20 : carte ethnique des Verts/Alliance Libre Européenne (Verts/ALE, 2004).

36 *L'idée d'Europe dans la pensée allemande à l'époque bismarckienne*, op. cit., p. 138-139.



WAT IS DE EVA?

De **EUROPESE VRIJE ALLIANTIE (EVA)** is een Europese politieke partij die vecht voor democratie en zelfbeschikking voor de regio's en statenloze naties van Europa. De 25 partijen die lid zijn van EVA hebben verkozenen op verschillende beleidsniveau's in heel Europa. Als beweging heeft zij zich ertoe verbonden haar strijd te voeren met democratische, grondwettelijke en vreedzame middelen.

DE EVA STRIJDT VOOR :

- Democratie voor de statenloze naties en regio's van Europa
- Eerbiediging en erkenning van de rechten van minderheden
- Uitroelen van racisme en vreemdelingenhaat
- Sociale gerechtigheid, gelijkheid en een vooruitstrevend beleid
- Duurzame ontwikkeling en milieubescherming
- Vreedzame oplossing van geschillen en nooit meer oorlog

ACHTERGROND

De EVA is in 1991 ontstaan uit een vereniging van verschillende Europese politieke partijen (lidens van Oostenrijk tot de Baltische landen) die wilden zien de beste manier om hun gemeenschappelijke belangen te verdedigen. Tijdens deze eerste bijeenkomst besloot de partijleiders dat zij zich samen zouden inzetten voor decentralisatie en voor een Europa van volken en regio's. Ze verwierpen het denkbeeld van een gecentraliseerd Europa van naties en grote naties. Sinds deze eerste bijeenkomst in 1991 is de EVA steeds krachtiger geworden. De leden van de EVA zijn vertegenwoordigd in de nationale of regionale parlements en in de vertegenwoordigingen van auto, Catalonië, Galicië, Andalus, Baskenland, Schotland, Wales, Vlaanderen, Friesland en Sardinië.

De EVA-partijen hebben in het Europees Parlement (EP) een fractie gevormd die samenwerkt met EP-leden uit de hele Unie. In het EP verdedigen de tot EVA behorende parlementariërs de rechten van statenloze naties en regio's, vragen op Europees niveau belangrijke besluiten worden genomen. Onze EP-leden hebben grotere samenwerking verworven voor de statenloze naties van Europa en hebben gewerkt op de discriminatie waaraan zij onderworpen zijn. Het doel is om de rechten van de minderheden van Europa door zich óók in te zetten voor een eerlijke prijs van zaken wanneer in de EU wordt besloten op welke manier de structuurfondsen moeten worden uitgegeven. Onze fractie is ook bijzonder actief als schendingen van de mensenrechten in de hele wereld aan de kaak worden gesteld en als de burgerrechten moeten worden verdedigd.

OP WEG NAAR EEN EUROPA VAN DIVERSITEIT

De EVA heeft een acht punten beleidsprogramma opgesteld met het oog op erkenning van de verscheidenheid in Europa.

- Democratische hervormingen van het Europees Parlement, o.a. kiesdistricten met erkenning van historische naties en regio's
- Hervorming van het Europees Comité van de Regio's of afschaffing ervan
- De historische naties en regio's van Europa moeten de erkenning krijgen die hen toekomt en een eigen plaats verwerven binnen de instellingen
- Hervorming van de EU-verdragen zodat de Commissie wordt gedwongen tot meer algemene raadpleging van de bevolking en de betrokken regio's
- Meer mogelijkheden voor historische naties en regio's om zich te wenden tot de Raad van Ministers of tot het Europees Hof van Justitie
- Betere toepassing van het principe van de subsidiariteit zodat elk besluit zo dicht mogelijk bij de burgers kan worden genomen
- Officiële participatie van zelfbesturende en autonome parlementen aan de besluitvorming van de EU
- Bescherming en bevordering van de taalkundige en culturele diversiteit van de EU.

Carte ethnique
des Verts/Alliance
Libre Européenne
(Verts/ALE, 2004)



UNITING PEOPLE,
CELEBRATING DIVERSITY



The Greens | EFA
in the European Parliament

EUROPEAN FREE ALLIANCE

UNITY IN DIVERSITY

WHAT IS EFA ?

The EUROPEAN FREE ALLIANCE (EFA) draws together political parties fighting for democracy and self-determination for the regions and stateless nations of Europe. EFA member parties are represented at different levels of government right across Europe. As a movement we are committed to continuing our struggle by democratic, constitutional and peaceful means.

EFA FIGHTS FOR :

- democracy for the stateless nations and regions of Europe
- respect and recognition for the rights of minorities
- an end to racism and xenophobia
- social justice, equality and progressive politics
- sustainable development and environmental protection
- peaceful conflict resolution and an end to war

BACKGROUND

EFA was formed in 1981 when representatives of like-minded European political parties met in Brussels to discuss how best to take forward their shared objectives. At this first meeting, representatives affirmed their shared commitment to decentralisation and a Europe of communities, rejecting the notion of a centralised Europe of overly powerful large nation states. Since that first meeting in 1981, EFA has gone from strength to strength and our member parties are represented in national or regional parliaments and assemblies including those of Catalunya, Galicia, Andalucía, Euskadi, Scotland, Wales, Flanders, Friesland and Sardinia.

The EFA parties have formed a group in the European Parliament working with MEPs from across the Union. In Parliament, EFA Euro-MPs defend the rights of stateless nations and regions when Europe makes key decisions affecting all of our lives. Our MEPs have achieved greater recognition for Europe's stateless nations and have highlighted the discrimination faced by minority language speakers. The group are powerful advocates for Europe's disadvantaged regions, fighting for fair play when the EU decides how to spend its structural funds. Our group has also been particularly active in exposing human rights abuses across the world and in defending civil liberties.

TOWARDS A EUROPE OF DIVERSITY

EFA has adopted a nine point policy platform to promote the recognition of diversity in Europe.

This incorporates:

- Democratic reform of the European Parliament, with constituencies recognising historic nations and regions
- Reform or abolition of Europe's Committee of the Regions
- Better use of terminology so that historic nations and regions get the recognition they deserve
- Reform of EU Treaties forcing the Commission to consult more widely
- Better access for historic nations and regions to the Council of Ministers and to the European Court of Justice
- Improved understanding of subsidiarity with appropriate decisions made at the local level
- Formal involvement of self governing and autonomous parliaments in EU decision making
- Protection and promotion of the linguistic and cultural diversity of the EU.





0 1/13.300.000 500 km
Cartography & © CARTO uitgeverij, 1029 Brussels



THE EUROPE FREE ALLIANCE IS POLITICALLY ACTIVE IN THE FOLLOWING 29 STATELESS NATIONS AND REGIONS:

	GALIZA
	CATALUNYA
	EUSKAL HERRIA
	FRYSLÂN
	EMILIANA-ROMAGNA
	VENETO
	SAVOIE
	KERNOW (CORNWALL)
	DEUTSCHSPRACHIGE GEMEINSCHAFT BELGIENS
	ANDALUCIA
	OCCITANIA
	SARDEGNA
	CORSE

	CYMRU
	MACEDONIAN MINORITY IN GREECE
	SCOTLAND
	SILESIA
	FRIULI
	VLAANDEREN
	BREIZH
	ELSAß-ALSACE
	SÜDTIROL
	VALLE D'AOSTA

Future members in:

BALEARES - MORAVIA - TRANSYLVANIA-BANAT - ARAGON
HUNGARIAN MINORITY IN SLOVAKIA -
POLISH MINORITY IN LITHUANIA

Secretariaat/secrétariat: Rue Wiertzstraat 60, PHS 2C 33.-

1047 Brussel/Bruxelles - tel. 02-284 30 40

e-mail: Jllinazasoro@europarl.eu.int <http://www.efa-dpp.org>

Union européenne et régionalisation

Chap 2

La régionalisation est un phénomène qui bouleverse la structure des États européens, en priorité ceux régis par une forte tendance centralisatrice.

Ce chapitre consiste à passer en revue les origines et les volontés de favoriser le régionalisme. Cependant, nous demandons au lecteur de relier ces pages avec celles du chapitre IV³⁷. En effet, la promotion du fait régional n'est pas une fin en soi mais une étape pour réorganiser toute l'Europe selon des critères ethniques et/ou économiques. Il s'agit de soustraire la région à l'autorité de l'État afin de l'amener à se fondre avec d'autres régions, l'ensemble devant constituer une nouvelle entité territoriale, politique et économique dépendant directement de l'autorité supranationale de Bruxelles. Le processus est long et se fait à diverses vitesses selon les pays européens. Mais c'est le chemin pris par tous les États. Nous devons rappeler que le fait régional en Europe était déjà évoqué par Saint-Loup avec l'Europe des régions de la Waffen SS. Même si, comme nous l'avons écrit au chapitre précédent, l'authenticité de la carte n'est pas totale, elle correspond bien à l'esprit du nazisme, qui voulait unifier l'Europe sous sa coupe au dépens des États qui la composaient. Le germaniste et historien Jean Nurdin rapporte les faits suivants : « *"L'Allemagne ne sera véritablement l'Allemagne que lorsqu'elle sera l'Europe", déclare Hitler à Rauschning. "L'Allemagne, c'est l'Europe... Notre espace complet à nous, c'est l'Europe. Celui qui la conquerra imprimera son empreinte au siècle à venir. Nous sommes désignés pour cette tâche. Si nous ne réussissons pas, nous succomberons, et tous les peuples européens périront avec nous". Dans l'esprit du Führer, le but de la guerre doit être l'unification européenne, car "les Allemands seuls peuvent réellement organiser l'Europe", comme il l'explique à Goebbels en 1943. L'unité de cet "ordre nouveau" reposerait bien entendu sur l'hégémonie du "peuple des seigneurs", et l'homogénéité raciale. Dans "L'Expansion du Troisième Reich", Hitler se dit d'ailleurs conscient des difficultés de la tâche. Surmonter les différences, les disparités ethniques, les diversités linguistiques demanderait beaucoup de temps*³⁸. » Dans le cas d'une victoire nazie, des

37 Chapitre IV : Coopération transfrontalière, eurorégions et origine du concept dans l'Union européenne.

38 Jean Nurdin, *Le Rêve européen des penseurs allemands*, Presses universitaires du Septentrion, 2003, p. 224.

structures étatiques/régionales permettant la rationalisation maximale devaient émerger sur les décombres des nations européennes défunctes. Le phénomène n'échappait pas au monde américain qui, dès les années 1930, au temps du *New Deal*, concevait des documents en faveur d'une régionalisation des États-Unis³⁹. Cet aspect technocratique a été parfaitement analysé par l'universitaire Antony Sutton n'hésitant pas à évoquer le rôle des « *socialistes corporatifs* » qui, selon les pays, a conduit à des variantes, « *à savoir, le socialisme bolchevique en Russie, le New Deal socialiste aux États-Unis et le national-socialisme en Allemagne*⁴⁰. »

Cette volonté de découper l'Europe d'une manière technocratique avait été aussi présentée par l'économiste déjà cité Leopold Kohr. Outre une carte de l'Europe ethnique évoquée au chapitre I (annexe 14), celui-ci n'hésitait pas à tracer des lignes droites et à créer des combinaisons géométriques détachées de toutes références historiques⁴¹. Ce phénomène était dans la droite ligne de l'esprit de la Révolution française (« les Lumières ») adepte de « l'Homme nouveau », interchangeable et uniformisé⁴². Les travaux de Leopold Kohr ont influencé considérablement un de ses étudiants, l'économiste Ernst Friedrich Schumacher, auteur d'un livre célèbre dont le titre, « *Small is beautiful* » paru en 1973, est dû à l'origine à son mentor. De nombreux sujets sont évoqués dans ce livre, en particulier l'importance de l'échelle humaine, l'autosuffisance communautaire, l'instauration de principes économiques permettant l'amélioration des facultés humaines appelées « économie bouddhiste », et la décentralisation. Ces sujets, qui peuvent paraître attrayants, doivent toujours être considérés sous l'angle de la rentabilité économique et de la déification de l'homme⁴³ la plus complète dans le cadre d'unions continentales européenne, nord-américaine, etc., outils de la gouvernance mondiale et de son corollaire, le mondialisme.

À la même époque, fleurissent dans les journaux américains des cartes de l'Europe régionalisée. Dans le cadre de la guerre froide, le *Herald Tribune*⁴⁴ a fait la promotion d'une Europe occidentale entièrement régionalisée où les États ont disparu. Cet intérêt américain en faveur des régions a trouvé plus tard un nouvel

39 Chapitre V : Refontes politiques, financières et territoriales des États-Unis du XVIII^e au XXI^e siècle.

40 Antony Sutton, *Wall Street et l'ascension de Hitler*, Éditions le Retour aux sources, 2012 (voir sa préface).

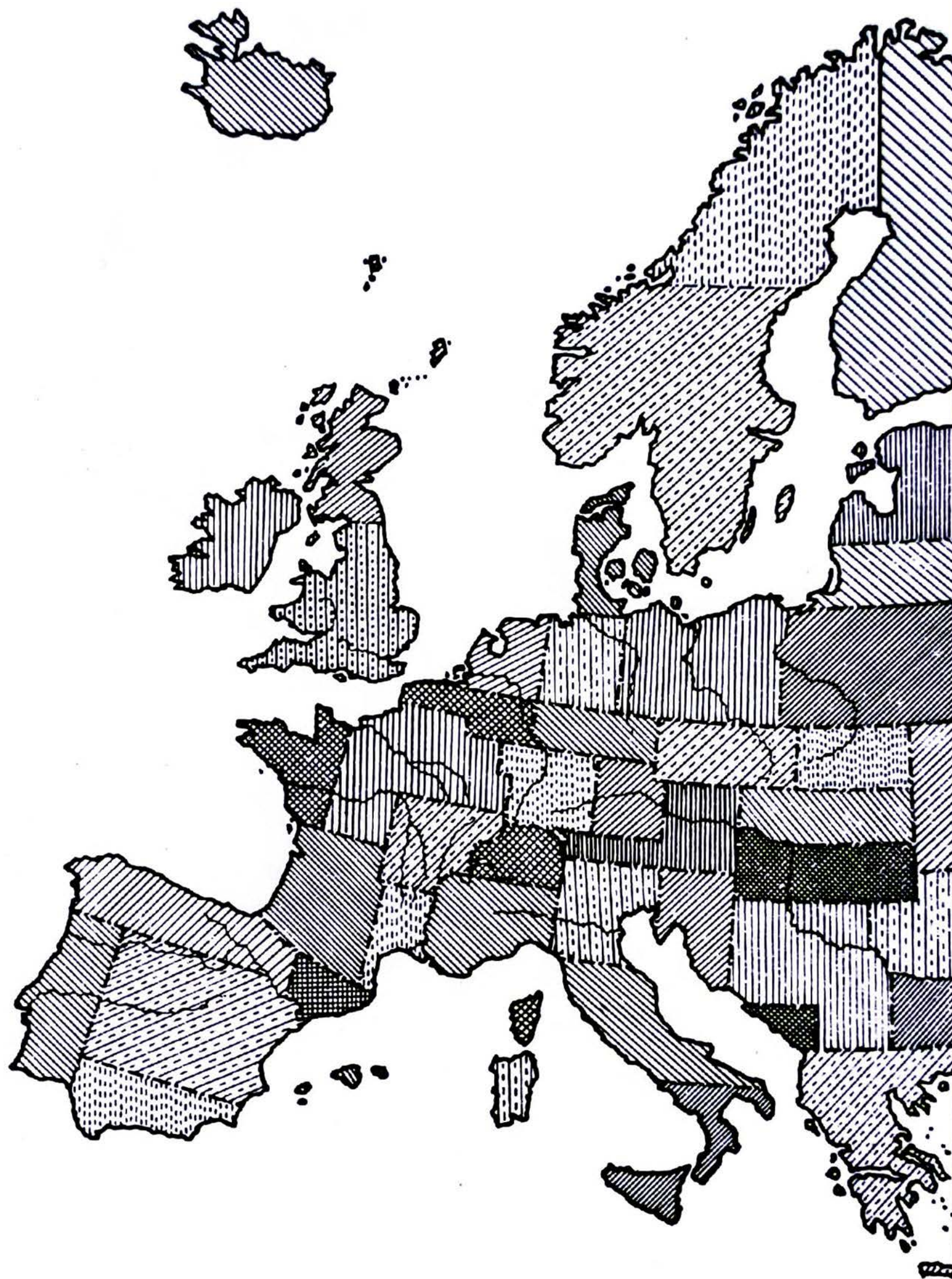
41 Chapitre II, annexe 1 : carte de l'Europe régionalisée et géométrique selon Leopold Kohr (1957).

42 Chapitre IV, annexe 1 : France des départements en damier (Révolution française de 1789).

43 Le titre de ce livre en français est, certes, *Small is beautiful*, mais avec un sous-titre écartant toute transcendance : « *Une société à la mesure de l'homme* ».

44 Chapitre II, annexe 2 : carte de l'Europe de l'Ouest régionalisée (16 septembre 1974).

1957



Carte de l'Europe
régionalisée et
géométrique selon
Léopold Kohr (1957)



Carte de l'Europe de l'Ouest régionalisée (16 septembre 1974)

héraut en la personne du président William J. Clinton qui a reçu en 2000 à Aix-la-Chapelle la plus haute distinction en faveur de la construction européenne : le Prix Charlemagne. Cette distinction, accordée pour la première fois en 1950 au fondateur de la Paneurope, Richard de Coudenhove-Kalergi, puis entre autres à Jean Monnet, Robert Schuman, le général George Marshall (plan Marshall), Henry Kissinger, Tony Blair, Valéry Giscard d'Estaing, Angela Merkel, Jean-Paul II et son successeur François (2016), Jean-Claude Juncker, a vu le président des États-Unis faire la promotion du régionalisme européen : « (...) *L'unité de l'Europe est en train d'engendrer quelque chose de véritablement neuf sous le soleil : des institutions communes plus vastes que l'État-nation, parallèlement à la délégation de l'autorité démocratique aux échelons inférieurs. L'Écosse et le Pays de Galles ont leurs propres parlements. L'Irlande du Nord, dont ma famille tire son origine, a retrouvé son nouveau gouvernement. L'Europe est pleine de vie et résonne à nouveau des noms d'anciennes régions dont on reparle – la Catalogne, le Piémont, la Lombardie, la Silésie, la Transylvanie etc. – non pas au nom d'un quelconque séparatisme, mais dans un élan de saine fierté et de respect de la tradition. La souveraineté nationale est enrichie des voix régionales pleines de vie qui font de l'Europe un lieu garantissant mieux l'existence de la diversité (...)*⁴⁵. »

Il va de soi que le président des États-Unis se moque éperdument des caractéristiques historiques et culturelles propres aux régions européennes. Le fin mot de l'histoire est purement matériel. Les régions s'émancipant de plus en plus de l'autorité des États peuvent traiter directement avec le pouvoir supranational de Bruxelles où grouillent les *lobbies* et multinationales en tout genre. Dans le cadre d'un marché transatlantique (s'il voit le jour)⁴⁶ régi par les normes anglo-saxonnes, ces grandes compagnies mercantiles pourront faire jouer la concurrence entre les régions en exigeant les conditions les plus avantageuses, avant de s'implanter, pour retirer le maximum de profit. Le lecteur doit bien comprendre que les « acquis sociaux » seront en lambeaux dans cette affaire (remboursements de médicaments tirés vers le bas, création de divers salaires régionaux les plus comprimés...). C'est l'esclavage pur et dur qui est au bout du chemin si rien n'arrête le processus. Un grand patron comme le brasseur hollandais Freddy Heineken n'a pas hésité à participer

45 <http://www.karlspreis.de/en/laureates/william-jefferson-bill-clinton-2000/speech-by-bill-clinton>

46 Marché transatlantique : le Traité de libre-échange transatlantique (sigle anglais : TTIP) pour les États-unis et l'Accord économique et commercial global (sigle anglais : CETA) pour le Canada doivent aboutir à un marché unique avec l'Union européenne. Le CETA a été signé entre le Canada et le Parlement européen. Il doit être ratifié par tous les États de l'UE. Ce n'est pas gagné. Quant au TTIP, les factions oligarchiques européennes et américaines n'arrivent pas à s'entendre sur le principe des normes, sans oublier l'existence de tribunaux d'arbitrage capables de se substituer aux États. Voir chapitre VII.

Carte de l'Europe
régionalisée du magnat
Freddy Heineken



à l'élaboration d'un livre, paru en 1992 lors du lancement du Traité de Maastricht, présentant une Europe des régions composée d'une multitude d'entités territoriales parfaitement digestes à la sauce mondialiste⁴⁷.

Il est vrai que les instances européennes se prêtent au jeu de la régionalisation la plus totale par le biais de l'Allemagne. Ce pays a insufflé dans le corps européen son concept de régionalisation via la Charte européenne de l'autonomie locale préparée à l'origine par un juriste allemand, Alfons Galette⁴⁸, et la Charte européenne de l'autonomie régionale (1997 appelée ensuite projet de Charte de la démocratie régionale en 2008). À l'origine, le rapporteur de ce document était l'Allemand Peter Rabe, député socialiste du Land de Basse-Saxe dans les années 1990 (à l'époque dirigé par le ministre-président Gerhard Schröder). Les autorités allemandes intéressées à promouvoir l'ethno-régionalisme ont toujours travaillé avec des groupes rebelles à l'unité des États (Basques, Galiciens, Flamands, Frioul-Vénitiens...). Il n'est donc pas étonnant de relever le nom du président du groupe de travail chargé de promouvoir le régionalisme européen : le Catalan Llibert Cuatrecasas. Signalons le rôle important d'un autre Allemand en faveur de la régionalisation : Bernd Semmelroggen. Il faut rappeler aussi que les instances européennes comme le Comité des Régions (CdR), l'Assemblée des Régions d'Europe (ARE) et le Congrès des Pouvoirs locaux et régionaux d'Europe (CPLRE) œuvrent largement à cette évolution. Les cartes entièrement régionalisées de l'Europe⁴⁹ élaborées par l'ARE⁵⁰ le prouvent largement.

Tout ce travail de fond explique les répercussions sur l'organisation territoriale et politique française. La division de la France métropolitaine en sept circonscriptions régionales (la 8^e concerne l'outre-mer) dans le cadre des élections européennes (depuis 2004) correspond à cette volonté de fondre la France dans une organisation politique supranationale. Ainsi, le député français au Parlement européen n'est plus le représentant de la France dans sa totalité mais d'un bloc territorial artificiel (terme fétiche du mondialisme) ne correspondant à aucune référence historique sauf pour Paris et sa région (Nord-Ouest, Ouest, Est, Massif Central-Centre, Sud-Ouest, Sud-Est, Île-de-France et Outre-Mer)⁵¹ travaillant directement avec les *lobbies* et les multinationales. Cette organisation n'est pas sans rappeler les projets de régionalisation politique de la France souhaitée par les pangermanistes allemands dans la première moitié du XIX^e siècle. En effet, ceux-ci prévoyaient

47 Chapitre II, annexe 3 : carte de l'Europe régionalisée du magnat Freddy Heineken.

48 Rapporteur : Alfons Galette, *Rapport sur "Les institutions régionales en Europe"*, Strasbourg, Éd. Congrès des pouvoirs locaux et régionaux de l'Europe, quinzième session, Strasbourg, 10-12 juin 1980 (CPL(15) 5 final), projet de résolution présenté par la Commission des structures et des finances locales.

49 Chapitre II, annexe 4 : carte de l'Europe des régions (1999).

50 Chapitre II, annexe 5 : carte de l'Europe des régions (2002).

51 Chapitre II, annexe 6 : carte de la France régionalisée pour les élections européennes (depuis 2004).



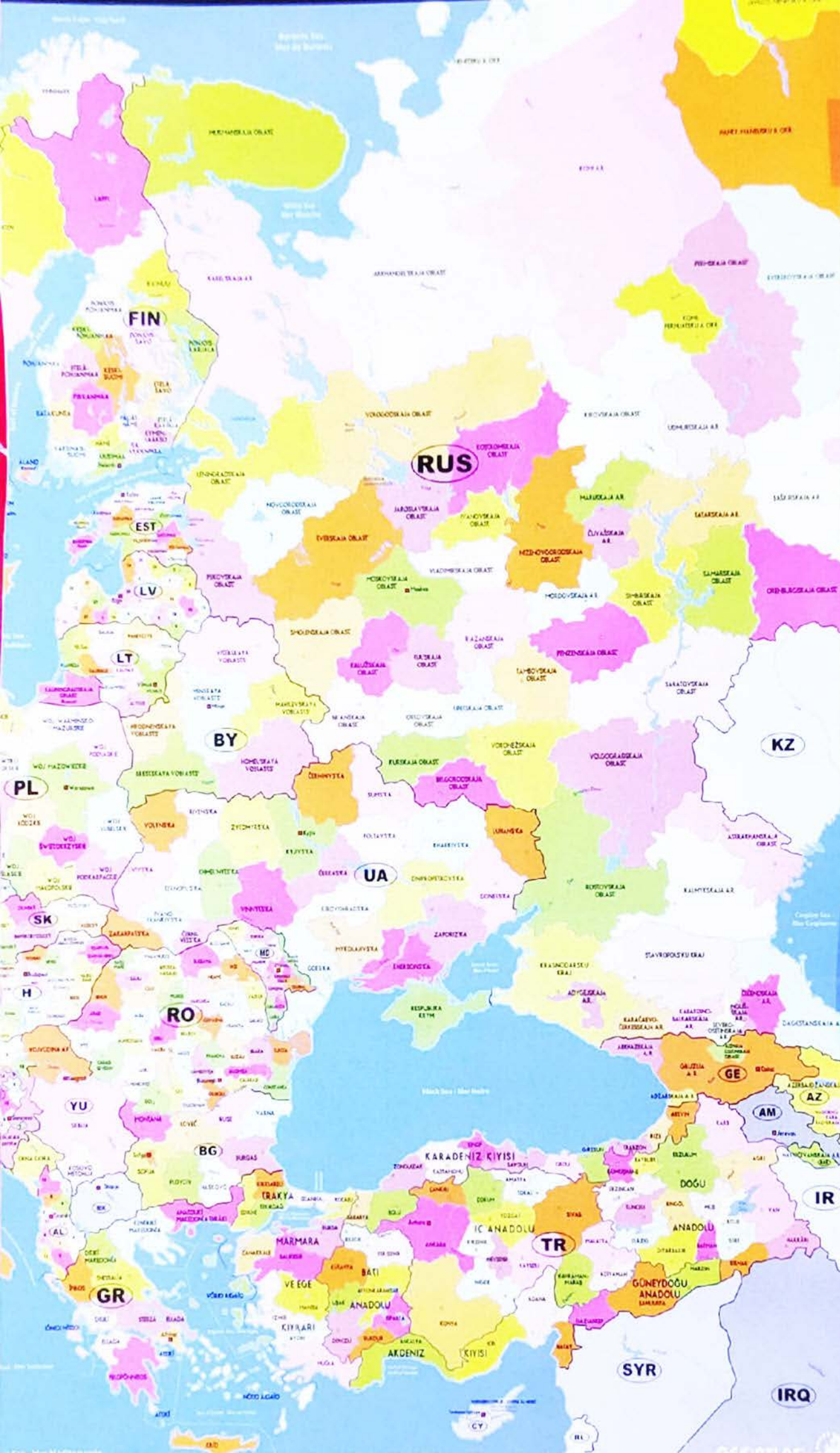
Carte de
l'Europe
des régions
1999

Assembly of European Regions

2002

A		B		C		D		E		F		G		H		I		J		K		L		M		N		O		P		Q		R		S		T		U		V		W		X		Y		Z		AA		AB		AC		AD		AE		AF		AG		AH		AI		AJ		AK		AL		AM		AN		AO		AP		AQ		AR		AS		AT		AU		AV		AW		AX		AY		AZ		BA		BB		BC		BD		BE		BF		BG		BH		BI		BJ		BK		BL		BM		BN		BO		BP		BQ		BR		BS		BT		BU		BV		BW		BX		BY		BZ		CA		CB		CC		CD		CE		CF		CG		CH		CI		CJ		CK		CL		CM		CN		CO		CP		CQ		CR		CS		CT		CU		CV		CW		CX		CY		CZ		DA		DB		DC		DD		DE		DF		DG		DH		DI		DJ		DK		DL		DM		DN		DO		DP		DQ		DR		DS		DT		DU		DV		DW		DX		DY		DZ		EA		EB		EC		ED		EE		EF		EG		EH		EI		EJ		EK		EL		EM		EN		EO		EP		EQ		ER		ES		ET		EU		EV		EW		EX		EY		EZ		FA		FB		FC		FD		FE		FF		FG		FH		FI		FJ		FK		FL		FM
---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----



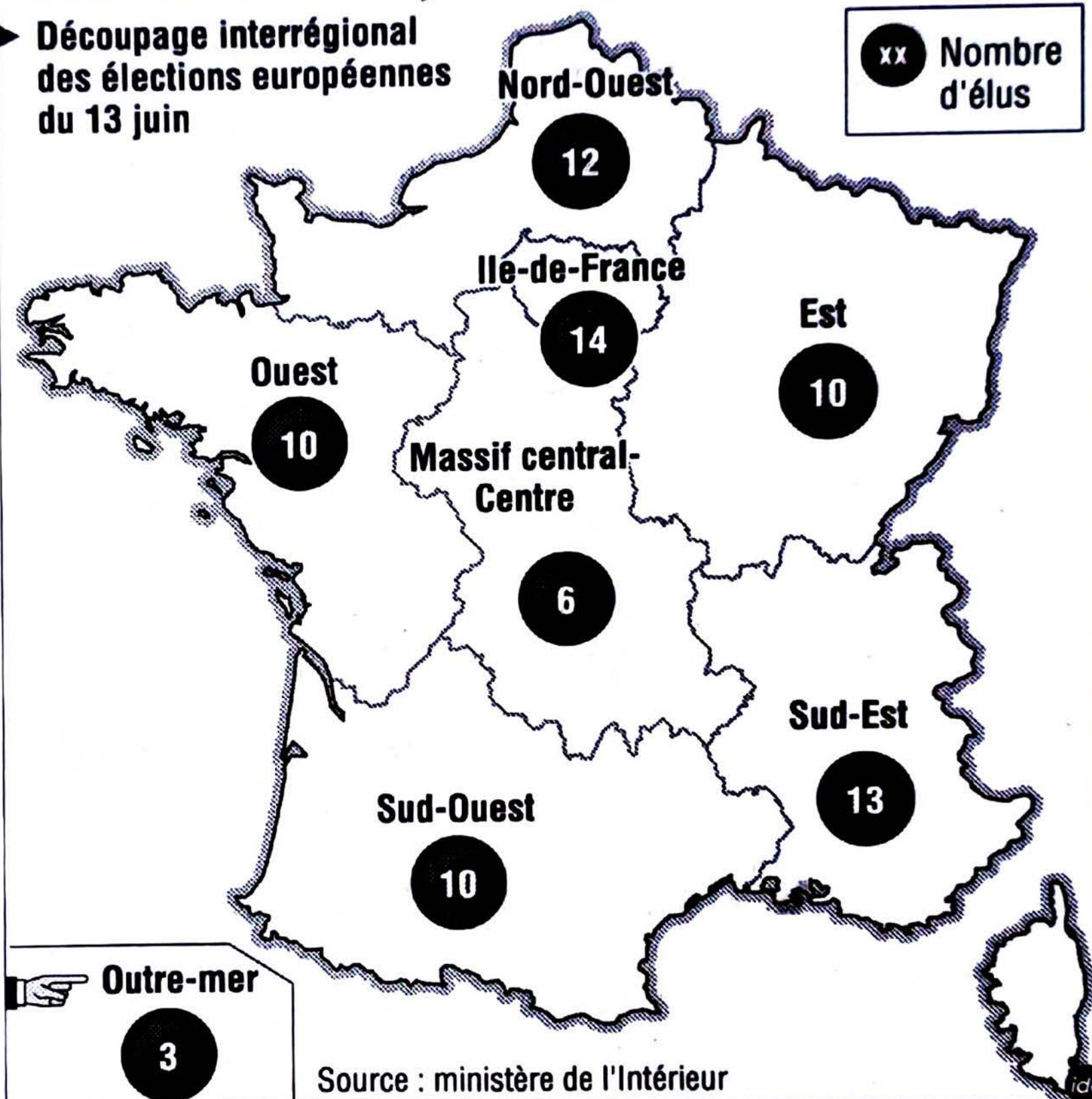


Carte de l'Europe des régions 2002

Huit circonscriptions pour 78 députés

► Découpage interrégional
des élections européennes
du 13 juin

xx Nombre
d'élus



Carte de la France régionalisée pour les élections européennes (depuis 2004). Pour les élections européennes de 2019,
le mode de scrutin en huit circonscriptions a été unifié en une seule circonscription nationale.

de fédéraliser la France grâce à l'émergence de communes, cantons et provinces couronnés par des élus se répartissant en cinq groupes :

1. - Le groupe oriental : Alsace, Lorraine et Bourgogne
2. - Le groupe alpin et rhodanien
3. - Les provinces de la Garonne ou de langue d'oc
4. - Les provinces de Loire ou de langue d'oïl
5. - Le groupe de la Seine et du Nord⁵².

52 Jean Nurdin, *l'idée d'Europe dans la pensée allemande à l'époque bismarckienne*, Berne, Éditions Peter Lang SA, 1980, p. 139. L'idée d'unification européenne voire planétaire est ancienne. On peut relever le nom du juriste Pierre Dubois qui, en 1305, présente un projet d'unité des Européens avec l'existence d'une cour internationale d'arbitrage, le tout conduisant à une reconquête de la Terre Sainte (*De recuperatione Terrae sanctae*). Dante dans son *De monarchia*, en 1312, souhaite l'établissement d'une monarchie universelle. Le roi de Bohême, Georges de Podiebrad, propose à partir de 1465 un projet de confédération des rois et des princes chrétiens dotée d'une assemblée permanente et d'une cour internationale de justice. On peut relever aussi les ambitions de Sully qui, dans ses Mémoires de 1638, propose un plan de réorganisation de l'Europe appelé le « Grand dessein ». Cependant, la forme la plus aboutie et la plus en avance sur son temps est celle du moine français, Émeric Crucé (1590?-1648). Publié en 1623, le titre et le sous-titre de son livre sont déjà tout un programme : *Le nouveau Cynée ou discours d'État, représentant les occasions et moyens d'établir une paix générale et liberté de commerce pour tout le monde*. Ce livre, réédité aux Presses Universitaires de Rennes en 2004, est présenté par Alain Fernet et Astrid Guillaume. Se référant à Cynéas, adepte de la paix et conseiller du roi Pyrrhus, les concepts de ce moine reposent sur les points suivants : le rejet de la violence ; l'acceptation de toutes les religions dans un esprit digne de l'œcuménisme de Vatican II (« *Qu'est-il besoin de se faire la guerre pour la diversité des cérémonies* ») ; l'établissement d'une organisation universelle et permanente (« *composée des ambassadeurs de tous les monarques et républiques souveraines qui seraient dépositaires et otages de la paix publique* ») réunissant tous les peuples chrétiens, les mahométans, les Juifs, la Moscovie, la Perse, la Tartarie, la Chine etc ; la liberté du commerce (« *Il n'est pas besoin de faire distinction entre le marchand sujet et l'étranger (...), car la condition du trafic doit être par tout égale, (...)* ») ; l'unité des monnaies et des mesures (« [que les rois] consentent tous à un règlement général, par lequel non seulement l'or et l'argent mais aussi les marchandises soient vendues à un poids égal en tout pays », pratique qui « *ne se peut bien entretenir que par l'égalité des poids et mesures.* »). Pour le moine Émeric Crucé, ce monde régi par un tel modèle aurait comme capitale mondiale ... Venise. Rappelons au lecteur la présence du ghetto au cœur de la Sérénissime.

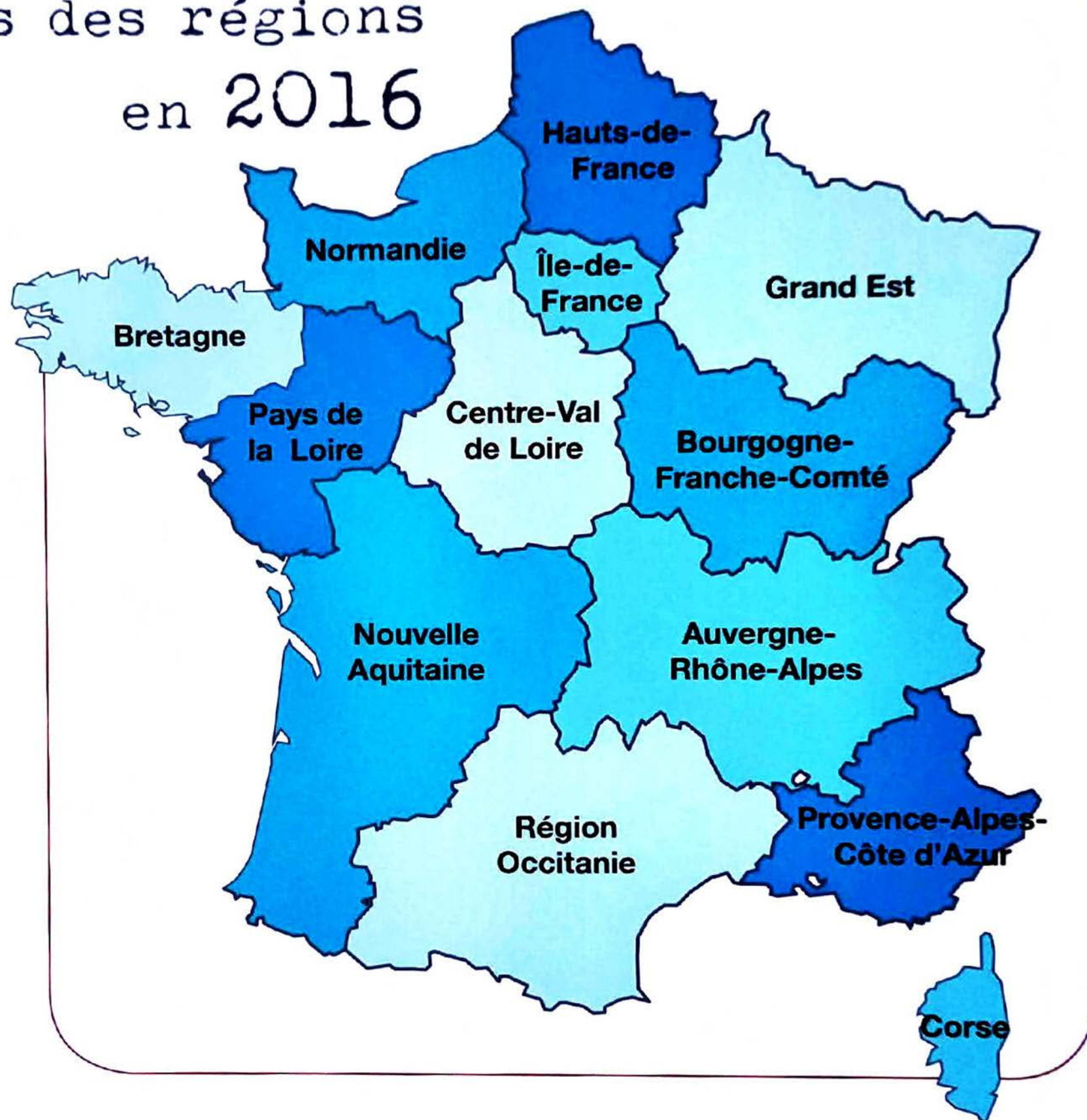
Les représentants allemands de cette époque n'hésitaient pas à affirmer : « *Le grand fédéralisme des peuples européens qui viendra un jour (...), portera également les couleurs allemandes ; tout ce qui est grand, profond et éternel dans toutes les institutions européennes ne peut être qu'allemand (...). Qui donc peut encore séparer et couper l'élément allemand de ce qui est européen ? (...)*⁵³. » « *Tout Reich est une sorte de fédération et toute fédération mérite le nom de Reich*⁵⁴. » Le passage de 22 à 13 régions⁵⁵ sous la présidence de François Hollande est la suite logique des travaux européistes correspondant, si le processus va à son terme, à un ajustement de la France, dans un cadre continental, à une Europe des régions intégrée à un marché transatlantique (ou peut-être à l'Eurasie) et à une gouvernance mondiale en préparation.

53 *Ibid.*, p. 218.

54 *Ibid.*, p. 168.

55 Chapitre II, annexe 7 : France organisée en 13 régions (2016).

Les nouveaux noms des régions en 2016



Les fonds structurels de l'Union européenne

(financement des régions)

Chap 3

L aspect financier concernant les relations entre, d'un côté, l'Union européenne et, de l'autre, les États membres et leurs régions ne doit pas être négligé car ce secteur brasse des milliards d'euros qui aiguissent bien des convoitises.

Cette politique de développement économique consistant à distribuer une manne financière repose sur quatre fonds : le Fonds européen de développement régional (FEDER), le Fonds social européen (FSE), le Fonds européen agricole pour le Développement rural (FEADER) et le Fonds européen pour les Affaires maritimes et la Pêche (FEAMP), l'ensemble étant encadré par le Fonds européen structurel d'Investissement (le FESI). Pour la période 2014-2020, cette politique régionale reçoit 351,8 milliards d'euros sur un budget total européen de 1 082 milliards d'euros et représente le deuxième secteur après celui de l'agriculture (la Politique agricole commune, PAC). Comme le rapportent les textes officiels de la Commission européenne : *« Ces ressources sont utilisées pour financer des infrastructures stratégiques en matière de transport et de communication, favoriser la transition vers une économie plus respectueuse de l'environnement, aider les petites et moyennes entreprises (PME) à devenir plus innovantes et plus compétitives, créer des emplois nouveaux et durables, renforcer et moderniser les systèmes d'enseignement et construire une société plus inclusive⁵⁶. »*

Pour la période 2014-2020, la France reçoit près de 28 milliards d'euros qui se subdivisent en quatre branches :

- Le FEDER : 8,4 milliards d'euros.
- Le FSE : 6 milliards d'euros.

⁵⁶ Comprendre les politiques de l'Union européenne, Luxembourg, Office des publications de l'Union européenne, 2014, p. 3.

- Le FEADER : 11,4 milliards d'euros.
- Le FEAMP : 588 millions d'euros.

À ces nombres, il faut ajouter 1,1 milliard d'euros pour la coopération territoriale européenne et 310 millions d'euros au titre de l'Initiative pour l'Emploi des Jeunes (IEJ)⁵⁷.

Les enveloppes financières du FEDER et du FSE sont attribuées aux régions en fonction de leur degré de développement s'articulant sur trois niveaux :

- Les régions les moins développées : PIB/habitant inférieur à 75 % de la moyenne européenne.
- Les régions en transition : PIB/habitant compris entre 75 % et 90 % de la moyenne européenne.
- Les régions les plus développées : PIB/habitant supérieur à 90 % de la moyenne européenne⁵⁸.

Les deux cartes présentant la politique des fonds structurels en Europe, la première, pour la période 2000-2006⁵⁹, avant l'intégration des pays d'Europe centrale, et la deuxième après leur accueil pour la période 2014-2020⁶⁰, soulignent les variations dans les aides, montrant le décalage profond entre l'Europe de l'Ouest et de l'Est, sans oublier les États baltes. Dans cette affaire, la France n'est pas gagnante. Avec une contribution de 21,51 milliards d'euros au budget européen (prévision en 2016)⁶¹, ce versement représente 16,3 % du total des recettes de l'UE, en deuxième position derrière l'Allemagne avec 21,7 % (pour l'année 2014)⁶². Le sénateur François Marc, rapporteur à la Commission des finances, fait le constat suivant : « *La différence positive entre notre contribution au budget communautaire et les dépenses de ce budget sur notre sol classe la France parmi les États membres "contributeurs nets". Ce statut s'accroît depuis quinze ans, années pendant laquelle le solde net de la France s'est nettement dégradé. Alors qu'il représentait moins de 400 millions d'euros en 1999, il a été multiplié par près de 20 depuis. Selon le dernier exercice disponible (2014), notre situation ne se détériore plus*

57 https://www.senat.fr/fileadmin/Fichiers/Images/commission/affaires_europeennes/Actualites/Actualites_europeennes_n_47-FESI.pdf

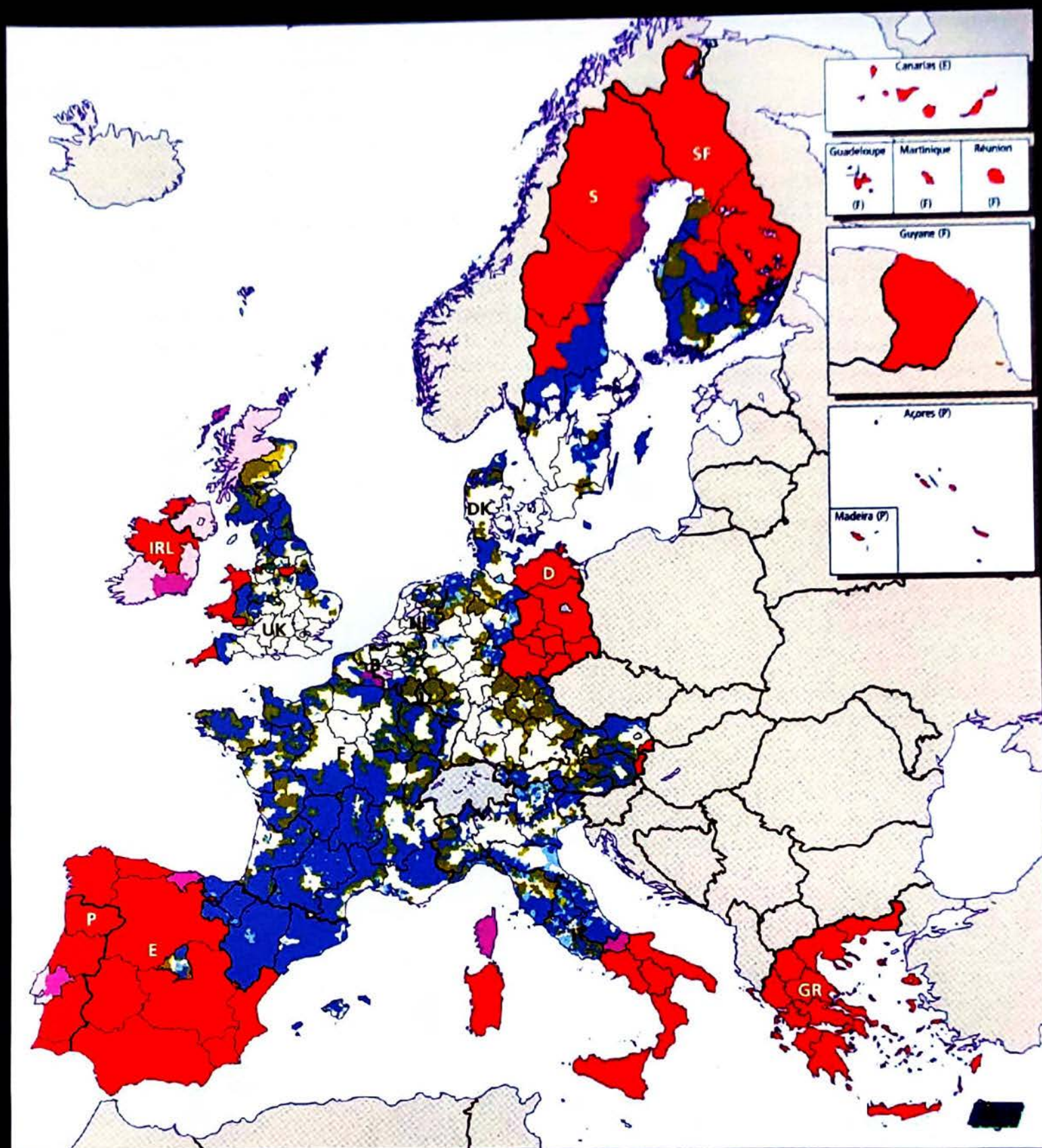
58 <http://www.europe-en-france.gouv.fr/L-Europe-s-engage/Fonds-europeens-2014-2020>

59 Chapitre III, annexe 1 : carte de l'Europe des fonds structurels (2000-2006)

60 Chapitre III, annexe 2 : carte de l'Europe des fonds structurels (2014-2020)

61 <http://www.senat.fr/rap/l15-164-2-2/l15-164-2-21.html>

62 *Ibid.*, p. 3.



Régions en retard de développement

- Objectif 1
- Soutien transitoire (jusqu'à la fin 2005)
- Soutien transitoire (jusqu'à la fin 2006)
- Programme spécial

Régions en reconversion

- Objectif 2
- Objectif 2 (partiellement)
- Soutien transitoire (jusqu'à la fin 2005)
- Soutien transitoire (partiellement) (jusqu'à la fin 2005)

Λ Limites NUTS 2

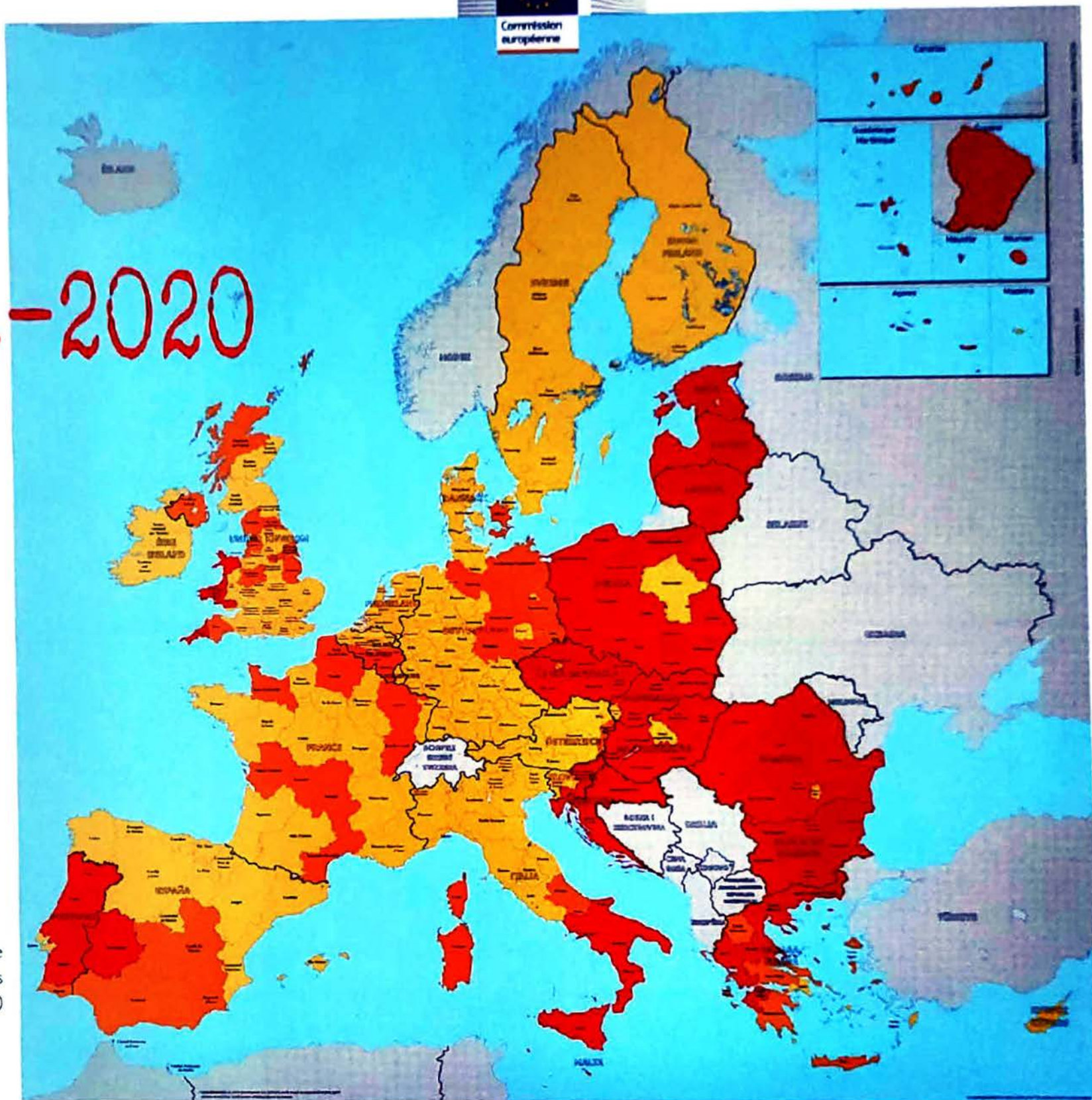
Sources:
© MEGRIN pour les limites administratives (situation 1997)
Données régionales et nationales

0 100 500 km

Carte de l'Europe
des Fonds structurels
(2000-2006)

2014-2020

Carte de l'Europe des Fonds structurels (2014-2020)



→ Fonds structurels et d'investissement européens (FEDER et FSE)
Éligibilité 2014-2020

11 objectifs thématiques pour atteindre les objectifs de la stratégie Europe 2020

15 000 000 de participants (théoriques) aux milieux de travail cofinancés par le FSE dans toute l'UE

5% du budget consacré au développement durable en milieu urbain

32,5% du budget total de l'UE consacré à la politique de cohésion

274

L'UE est actuellement couverte en 274 régions «NUTS 2», toutes couvertes par la politique de cohésion

77 800 jeunes entrepreneurs soutenus entre 2007 et 2013

70

milliards d'euros d'assistance aux petites et moyennes entreprises au cours de la période 2007-2013

→ Pour en savoir plus:
ec.europa.eu/regional_policy
ec.europa.eu/esf

→ 182,2 milliards d'euros pour les régions moins développées
PIB par habitant < 75% de la moyenne de l'UE-27



27% de la population de l'UE

→ 55,4 milliards d'euros pour les régions en transition
PIB par habitant compris entre 75 et 90% de la moyenne de l'UE-27



52% de la population de l'UE

→ 54,3 milliards d'euros pour les régions plus développées
PIB par habitant > 90% de la moyenne de l'UE-27



21% de la population de l'UE

Politique de cohésion

→ Qu'est-ce que la politique de cohésion?

La politique de cohésion est la principale politique d'investissement de l'UE. Elle cible toutes les villes et régions de l'Union européenne dans le but de soutenir la création d'emploi, la compétitivité des entreprises, la croissance économique, le développement durable et d'améliorer la qualité de vie des citoyens.

La politique de cohésion a un grand impact dans de nombreux domaines

Les investissements contribuent à la réalisation de bien d'autres objectifs des politiques de l'UE. La politique de cohésion vise à compléter des politiques européennes, notamment dans le domaine de l'éducation, de l'emploi, de l'énergie, de l'environnement, du marché unique, de la recherche et de l'innovation. Elle soutient également la recherche scientifique et la stratégie innovatrice à la réalisation des objectifs de croissance durable.

Depuis 2010, l'UE a investi 32,5 milliards d'euros dans l'emploi, l'innovation, l'énergie, l'environnement, le marché unique, la recherche et de l'innovation. Chaque État membre a accès aux programmes de l'UE, mais aussi à des financements nationaux.

Avant de réaliser ces objectifs et de répondre aux divers besoins de développement dans toutes les régions européennes, un budget de 32,5 milliards d'euros - près d'un tiers du budget total de l'UE - a été alloué à la politique de cohésion 2014-2020.

La politique de cohésion favorise la solidarité européenne

L'essentiel du financement de la politique de cohésion se concentre sur les régions et pays européens moins développés afin de les aider à réduire leur retard et de réduire les disparités économiques, sociales et territoriales qui persistent en Europe.

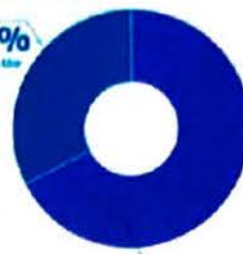
L'impact financier global

La politique de cohésion est un catalyseur de financement public et peut non seulement compléter mais aussi stimuler les financements à partir du financement existant dans les budgets nationaux, mais aussi pour qu'ils renforcent la confiance des investisseurs.

Compte tenu des contributions nationales et des investissements privés, l'impact de la politique de cohésion 2014-2020 devrait s'élever à près de 450 milliards d'euros.

BUDGET TOTAL DE L'UE POUR 2014-2020 TOTAL 1 082 milliards €

32,5%
Financement au titre de la politique de cohésion
331,8 milliards €



67,5%
Autres programmes de l'UE, agriculture, pêche, développement rural
750,2 milliards €

Création d'emploi et de croissance

- Le revenu net augmente dans les régions les plus pauvres de l'UE, où le PIB par habitant est passé de 60,5 % de la moyenne de l'UE en 2007 à 62,7 % en 2013.
- Selon les estimations, 154 000 emplois ont été créés entre 2007 et 2013.

Investissement dans le capital humain

- Chaque année, près de 15 millions de personnes participent aux milliers de programmes financés par le Fonds social européen (FSE) dans toute l'Europe.
- 2,4 millions de personnes ont obtenu du FSE un diplôme ou un emploi ou un apprentissage entre 2007 et 2013.

Soutien aux entreprises

- 130 000 petites et moyennes entreprises (PME) ont reçu une aide directe à l'investissement.
- 11 000 petites entreprises ont bénéficié d'un soutien.
- 252 000 emplois ont été créés dans les PME.

Renforcement de la recherche et de l'innovation

- 65 000 projets de recherche ont été soutenus.
- 6 milliards de projets et de programmes de recherche ont été financés par le Fonds européen de la recherche.
- 22 000 emplois à long terme ont été créés dans la recherche.

Amélioration de l'environnement

- Les systèmes d'assainissement en eau ont été modernisés au profit de 1,2 millions de citoyens.
- 6 000 projets ont amélioré la durabilité et l'efficacité des villes et agglomérations.

Modernisation des transports

- 1 000 km de routes et 1 500 km de voies ferrées ont contribué à la mise en place d'un réseau trans-européen de transport (TEN-T) efficace.

→ Quel en est le fonctionnement?

Octroi du financement

La politique de cohésion est mise en œuvre par le biais de trois fonds principaux :

- **Fonds européen de développement régional (FEDER)** vise à renforcer la croissance économique et sociale régionale en investissant dans des secteurs prioritaires de croissance afin d'améliorer la compétitivité et la résilience régionale. Le FEDER finance également des projets de coopération transnationale.
- **Fonds social européen (FSE)** investit dans le capital humain dans le but d'améliorer l'emploi et les opportunités de formation. Il vise aussi à aider les personnes défavorisées menacées de pauvreté ou d'exclusion sociale.
- **Fonds de cohésion** investit dans la croissance verte et le développement durable, et améliore la connectivité dans les États membres dont le PIB est inférieur à 90 % de la moyenne de l'UE.

Avec le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) et le Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche (FEAMP), ils forment les Fonds structurels et d'investissement européens (Fonds FSEI).

Définir les bons objectifs

La Commission collabore avec les États membres et les régions pour élaborer des accords de partenariat et des programmes opérationnels définissant les priorités des investissements et les besoins en matière de développement. Les autorités de gestion au sein des États membres gèrent les programmes et sélectionnent les projets individuels.

Affectation des fonds

- Les autorités de gestion affectent des paiements directs, si le coût total d'un projet dépasse 50 millions d'euros, et doit être financé par la Commission.
- La Commission met les fonds à disposition au début de chaque année pour permettre aux pays de commencer à investir dans les projets.
- Les dépenses sont prises en compte par les autorités nationales et les autorités régionales.
- Les programmes sont constamment contrôlés. Cette surveillance comprend des audits et vérifications sur place par la Commission et l'État membre qui soumettent des rapports tout au long de la période budgétaire de six ans.

Quoi de neuf en 2014-2020?

- Une attention accrue aux résultats des objectifs plus directs et mesurables pour une meilleure redevabilité.
- Simplification d'un ensemble de règles applicables aux cinq fonds.
- Création d'un mécanisme de conditionnalité pour l'allocation des fonds.
- Renforcement de la dimension urbaine et mise en œuvre d'initiatives sociales mentant minimum du FEDER consacré aux projets intégrés dans les villes et du FSE pour soutenir les communautés marginalisées.
- Les pays en retard économique de la Commission peut suspendre le financement pour un État membre qui ne respecte pas les règles budgétaires de l'UE.

→ Quels sont les principaux résultats?

→ Quelles sont les priorités?

La politique de cohésion a défini 11 objectifs thématiques généraux de croissance pour la période 2014-2020.

- Les investissements du FEDER soutiendront les 11 objectifs, mais les objectifs 1 à 4 sont les priorités des investissements.
- Les priorités du FSE sont les objectifs 8 à 11, même si le Fonds soutient également les objectifs 1 à 4.
- Le Fonds de cohésion soutient les objectifs 4 à 7 et 11.

1. Renforcer la recherche, le développement technologique et l'innovation.
2. Améliorer l'accès aux technologies de l'information et de la communication, leur utilisation et leur qualité.
3. Renforcer la compétitivité des PME.
4. Favoriser la transition vers une économie à faibles émissions de CO₂.
5. Promouvoir l'adaptation au changement climatique ainsi que la prévention et la gestion des risques.
6. Protéger l'environnement et promouvoir l'éducation relative des ressources.
7. Promouvoir le transport durable et améliorer les infrastructures de réseau.
8. Promouvoir des emplois durables et de qualité, et favoriser la mobilité de la main-d'œuvre.
9. Promouvoir l'inclusion sociale et lutter contre la pauvreté et contre toute forme de discrimination.
10. Investir dans l'éducation, la formation et l'apprentissage tout au long de la vie.
11. Renforcer l'efficacité de l'administration publique.

→ Qui en profite?

La politique de cohésion profite à toutes les régions de l'UE

Le niveau des investissements reflète les besoins des États membres en matière de développement. Les régions sont classées selon leur produit intérieur brut (PIB) en tant que régions **plus développées**, **en transition** ou **moins développées**. Selon ces catégories, le Fonds peut fournir entre 50 % et 85 % du financement total d'un projet. Le financement restant peut provenir de sources publiques (nationales ou régionales) ou privées. L'objectif final de la politique consiste à rendre les villes et régions européennes plus compétitives, à encourager la croissance et à créer de l'emploi.

Qui peut postuler?

Les bénéficiaires potentiels comprennent des organismes publics, des entreprises, des associations, des ONG et des entrepreneurs individuels.

Les demandes de financement doivent être soumises à l'autorité nationale responsable en charge du gestion du programme concerné.

Coopération territoriale européenne

La politique de cohésion encourage les villes et régions de différents États membres de l'UE à coopérer et à répondre ensemble aux défis de la croissance, de l'emploi et de la compétitivité. Les autorités de gestion de l'UE encouragent les villes et régions de différents États membres de l'UE à coopérer et à répondre ensemble aux défis de la croissance, de l'emploi et de la compétitivité.

et transnationales sont financés par le FEDER. Les programmes sont mis en œuvre par les autorités nationales et les autorités régionales.

La coopération internationale peut également être mise en œuvre au travers d'une stratégie trans-européenne. Il s'agit d'un cadre intégré reliant les priorités de développement aux défis de la croissance et de la compétitivité. Les autorités de gestion de l'UE encouragent les villes et régions de différents États membres de l'UE à coopérer et à répondre ensemble aux défis de la croissance, de l'emploi et de la compétitivité.

Assistance en situation de crise

La politique de cohésion a apporté une réponse rapide et efficace à la crise avec un niveau de flexibilité accru en réaffectant les fonds en fonction des besoins et en investissant dans des secteurs clés pour la croissance et la création d'emplois. De même, les réductions d'impôts et le paiement anticipé des allocations financières aux États membres en crise ont fourni les liquidités nécessaires en ces temps de restrictions budgétaires.

En cas de catastrophe naturelle majeure, les États Membres ont également la possibilité de demander de l'aide via le Fonds de solidarité de l'Union européenne (FSUE), qui peut être mobilisé jusqu'à un montant annuel maximal de 500 millions d'euros.

FINANCEMENT AU TITRE DE LA POLITIQUE DE COHÉSION 2014-2020 (351,8 milliards €)



- 1957 Première mention de différences régionales dans le Traité de Rome.
- 1958 Création du Fonds social européen.
- 1975 Création du Fonds européen de développement régional.
- 1986 Mise à jour pour le «coefficient régional» stable dans l'acte unique européen.
- 1988 Pour l'Espagne et le Portugal (1984), les Fonds structurels ont été créés dans une politique de croissance générale. Budget : 64 milliards d'ECU.
- 1993 Le Traité de Maastricht introduit le Fonds de cohésion, le Corrélat des Régions, et le principe de subsidiarité.
- 1994-1999 Doubler des ressources pour faire correspondre les fonds à un tiers du budget de l'UE.
- 1995 Ajout d'un objectif «social» pour soutenir les régions à faible densité de population de l'Europe et de Suède.

- 2000 Le «réajustement de Lisbonne» renforce les objectifs de l'UE en matière d'emploi et d'innovation.
- 2000-2006 Les priorités de cette période sont ciblées pour refléter les objectifs de la stratégie de Lisbonne. Les instruments de planification mettent les financements et le soutien à la disposition des États membres (2004-2006).
- 2004 De nouveaux pays rejoignent l'UE, augmentant sa population de 20% mais son PIB de seulement 5%. Le budget spécifique est alloué aux nouveaux États membres (2004-2006).
- 2007-2013 10% du budget sont consacrés aux infrastructures, environnementales et à la lutte contre le changement climatique, et 25 % à la recherche et l'innovation.
- 2014-2020 La nouvelle période de programmation introduit des règles communes simplifiées et une architecture aux résultats. Un budget de 351,8 milliards d'euros est également consacré aux 11 objectifs. L'accent est mis sur les objectifs de la stratégie Europe 2020.

→ Où puis-je trouver plus d'informations?

La politique de cohésion de l'UE sur le Web

- <http://ec.europa.eu/eu2020>
- <https://twitter.com/EU2020>
- <https://www.facebook.com/eu2020>
- <https://www.youtube.com/user/eu2020>
- <https://www.linkedin.com/company/eu2020>
- <https://www.instagram.com/eu2020>

Site web InfoEurope
http://ec.europa.eu/info/eu2020_policy

Office des publications

Europe Direct

Europe Direct est un réseau de centres d'information et de documentation sur l'UE présent dans tous les États membres. Il propose également un service d'information centralisé.

- Trouvez votre centre d'information local le plus proche sur ec.europa.eu/eu2020
- Pour contacter le service d'information centralisé

Appel gratuit Europe Direct au 00 800 6 7 8 9 10 11
Sans frais dans les langues officielles

Envoyez votre question par e-mail à info@ec.europa.eu/eu2020_policy

Chaque site http://ec.europa.eu/eu2020_policy dispose d'un service d'information centralisé.

Autorités de gestion

Suivant les objectifs de l'UE et du FSE, une mission est confiée aux autorités nationales responsables de la gestion du financement de la politique de cohésion. Elles ont pour tâche de sélectionner les projets et de verser les fonds.

Représentants de la Commission européenne
En France :
200, boulevard Saint-Germain, F-75007 Paris
Téléphone : +33 1 40 63 34 00
Courriel : commissariat@ec.europa.eu

En Belgique :
Rue de la Loi 175, B-1040 Bruxelles
Téléphone : +32 2 293 98 44
Courriel : commissariat@ec.europa.eu

En Allemagne :
Maison de l'Europe 7, rue du Marché-aux-Herbes
D-10117 Berlin
Téléphone : +49 30 450 34 000
Courriel : commissariat@ec.europa.eu

En Espagne :
http://ec.europa.eu/eu2020_policy



au regard de notre solde net. Alors qu'il s'élevait à - 7,2 milliards d'euros en 2011, à - 9,1 milliards d'euros en 2012 et à - 9,4 milliards d'euros en 2013, le solde net de notre pays représentait ainsi - 7,9 milliards d'euros en 2014⁶³. » La différence aux dépens de notre pays va vers les pays économiquement en retard (essentiellement à l'Est de l'Europe).

Cependant, derrière ces comptes d'apothicaire, il faut souligner le point essentiel concernant la gestion de ces financements. À l'origine, ces fonds attribués par l'Union européenne à la France, puis dispersés aux régions en fonction des besoins de chacune, se faisaient par le truchement des préfetures de région, c'est-à-dire l'autorité de l'État⁶⁴. Une première brèche a été ouverte, pour l'Alsace en 2003, par le gouvernement Raffarin. Le conseil régional alsacien peut désormais s'adresser directement à Bruxelles pour gérer le FEDER. Cette situation avait soulevé l'ire des présidents des autres régions qui, littéralement, bavaient d'envie devant le privilège financier accordé à l'Alsace. François Hollande avait promis en 2012, lors de sa campagne électorale, d'étendre le cas alsacien à l'ensemble des régions françaises. C'est chose faite depuis le 27 janvier 2014⁶⁵. Les conseils régionaux devenus « autorités de gestion » gèrent directement ces fonds structurels. Comme le soulignent ces instances régionales : « *Ce sont les conseils régionaux qui disposent désormais des subsides du FEDER ainsi que de 35 % du FSE sur leur territoire. (...) Les régions devenues autorités de gestion, elles pourront plus simplement assurer la complémentarité entre leurs propres politiques et les objectifs européens*⁶⁶. »

Dans cette architecture à trois étages (régions, État, Union européenne), ces nouvelles baronnies où se concentrent tant d'ambitieux contournent l'autorité de l'État pour traiter directement avec le pouvoir supranational bruxellois ouvert aux requins du libre-échange. L'Union européenne, dépendant largement des contributions des États membres pour son budget, redistribue le pactole à des représentations régionales dont la finalité est de se détacher du cadre national. Les autorités françaises ont donc donné un blanc-seing à un système qui, dans son essence, permet l'affirmation d'un phénomène où les régions n'ont plus que l'Union européenne comme seul référent.

63 *Ibid.*

64 Petit rappel historique concernant la mise en place du fait régional en France depuis 1945 ; 1954 : création des régions de programme ; 1963 : création de 21 régions administratives ; 1972 : la région est érigée en établissement public à vocation spécialisée ; loi du 2 mars 1982 portant sur la décentralisation ; 2004 : la région est reconnue dans la constitution française ; la loi n° 2006-823 du 10 juillet 2006 autorise l'approbation de la Charte européenne de l'autonomie locale.

65 Loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles.

66 <http://www.lagazettedescommunes.com/294166/fonds-europeens-les-regions-planchent-sur-les-projets/>

Coopération transfrontalière, eurorégions et origine du concept dans l'Union européenne

Chap 4

Par définition, les frontières sont l'expression des caractéristiques régaliennes d'un État (battre monnaie, diplomatie...). Cela s'appelle la souveraineté.

Les trois premiers chapitres ont eu pour objectif de rappeler quatre éléments essentiels propres à l'Union européenne : la promotion de l'ethnisme/communautarisme⁶⁷, la montée en puissance des régions acquérant des compétences multiples au dépens des États mais au profit de l'UE, la création en 2004 de sept grandes circonscriptions métropolitaines faisant du député français au Parlement européen le représentant d'un bloc

67 Cette promotion de l'ethnisme/communautarisme ne concerne pas uniquement les groupes ethniques européens (Basques, Flamands, Catalans...). Ce principe s'étend et s'étendra de plus en plus vers la reconnaissance de droits en tout genre (linguistiques et territoriaux) aux populations extra-européennes présentes d'une manière croissante en Europe. Le Kosovo, à l'origine serbe et orthodoxe, a accueilli au fil des décennies une population musulmane qui, devenue majoritaire, a imposé ses vues, permettant à ce territoire de se détacher de la Serbie pour constituer, en 2012, un État souverain musulman en Europe.

territorial et non de la France dans sa totalité, enfin la gestion du nerf de la guerre (les fonds structurels) octroyés directement par les instances européistes aux autorités régionales sans passer par l'échelon national. Ces caractéristiques qui révolutionnent déjà l'organisation interne des États, favorisant leur liquéfaction, ne suffisent pas complètement car un autre élément freine le processus : les frontières étatiques.

Des esprits chagrins ne se privent pas d'affirmer que les frontières étatiques empêchent l'ouverture au monde et les échanges multiples. Ce ne sont que des élucubrations de pseudo- esprits détachés du réel. Les frontières peuvent être comparées aux cloisons amovibles et étanches de la soute d'un bateau. Elles n'empêchent pas de se déplacer, mais, au moindre trou de la coque, le verrouillage d'une ou plusieurs portes permet de sauver le navire. La frontière d'un État obéit au même principe. Elle autorise le passage contrôlé nécessaire à la sécurité du pays des biens et des hommes et, au moindre problème, on bloque afin de parer à la menace. La frontière est le système immunitaire des États évitant l'intrusion de corps étrangers susceptibles de déstabiliser leur organisation interne. Ceux qui prétendent que l'on ne peut surveiller et appliquer partout le contrôle des frontières ne sont que des défaitistes qui éprouvent un plaisir morbide à ne vouloir rien faire. Ce ne sont que des esprits faibles qui, diplômés ou non, sont une plaie. Il faut une volonté politique s'appuyant sur l'expérience de l'histoire⁶⁸, des moyens financiers et l'affirmation clairement affichée que toute arrivée clandestine sur le territoire national coûtera cher aux personnes bravant l'intégrité de la nation. Un État doit inspirer aux autres une crainte respectueuse. Si cela ne se fait pas, tôt ou tard, le peuple et ses dirigeants organisent leurs propres funérailles. Comme le rapportait un historien et philosophe espagnol : « *L'utopie, c'est tout ce qui ne s'est pas vu dans l'histoire romaine* »⁶⁹. Depuis des millénaires, ce concept de bon sens a régi la vie des États... mais le bon sens n'est pas l'apanage des idéologues. La soi-disant « construction européenne » est une idéologie remettant en cause la frontière des États. Cependant, pour mieux cerner cette politique d'abolition de la frontière, il s'avère nécessaire de remonter le fil du cours idéologique expliquant l'acharnement des européistes à la détruire.

C'est à la France que revient le triste honneur d'avoir inauguré le principe de la frontière artificielle avec la Révolution de 1789. À l'origine, l'organisation administrative de l'Ancien Régime reposait sur des provinces et des bailliages qui étaient les fruits lents et respectueux de l'histoire des hommes. Comme il a été rappelé ici

68 Les grands hommes politiques sont toujours imprégnés d'histoire car seule la connaissance du passé permet au chef véritable de prendre les décisions nécessaires à la sûreté de l'État.

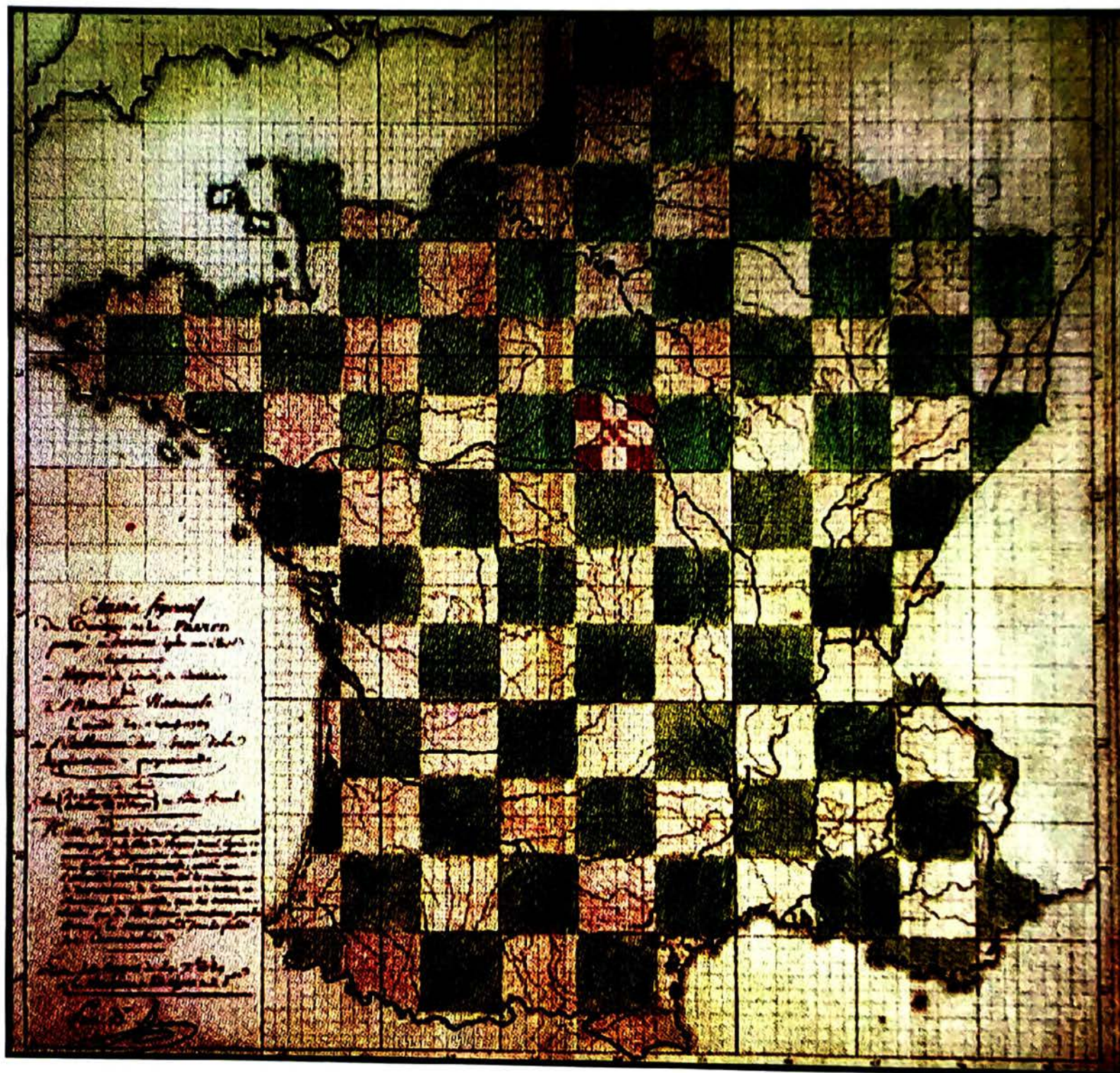
69 Avec une exception notable : sainte Jeanne d'Arc. Se référer au livre incontournable de Louis-Hubert et Marie-Christine Rémy, *La vraie mission de sainte Jehanne d'Arc*, Les amis du Christ Roi de France, 2012.

au chapitre I, les rois de France ont respecté la diversité culturelle des peuples dans le cadre de la nation française. L'uniformité à cette époque était un concept absolument inconnu. La déification de l'homme lancée par la Renaissance, renforcée par l'idéologie maçonnique implantée dès le début du XVIII^e siècle et diffusée par les « Lumières » ont conduit à l'élaboration d'un « Homme universel » vu d'une manière indifférenciée. Les droits de l'homme et du citoyen ne sont que l'expression d'une création humaine détachée de toute référence culturelle et historique. 1789, c'est le déracinement complet faisant table rase du passé. Les provinces étaient donc des insultes au principe de cet « Homme universel » car elles rappelaient l'esprit de la tradition propre à chacune d'entre elles. Il fallait par conséquent pour les révolutionnaires de l'époque, technocrates avant l'heure, l'élaboration d'une organisation administrative plaçant l'ensemble des peuples composant la France sous une seule et même grille uniformisatrice. C'est à Mathias Robert de Hesseln (1733-1780 ?), imprégné de l'esprit des « Lumières » et géographe à la ville de Paris, que revient le titre de « gloire » d'avoir posé les premiers jalons permettant la réorganisation administrative française. D'un cerveau coupé d'une histoire de France démarrée avec le baptême de Clovis est née une France quadrillée en damier⁷⁰. Que le lecteur regardant cette carte comprenne cette volonté de créer un cadre littéralement aseptisé et indifférencié car elle est le marche-pied permettant l'instauration à un degré supérieur de « La République universelle » ou gouvernance mondiale si bien expliquée dans le livre du révolutionnaire Anacharsis Cloots en 1792⁷¹. Cette version « échiquier » a servi de socle pour la création de la France en départements. C'est Jacques-Guillaume Thouret, s'inspirant des travaux de Hesseln, qui présenta dans un rapport à l'Assemblée constituante, le 29 septembre 1789, une France composée de 80 départements en carré de 18 lieues de côté en plus de Paris. Sa vision du pays vu comme un bloc est exprimée par les propos suivants : « (...) *Il n'y a point de représentants de bailliage et de province, il n'y a que des représentants de la nation. C'est surtout en matière de constitution dont les premières maximes sont celles de l'union politique de tous les membres de l'État en un seul corps et de la subordination de toutes les parties, au grand tout national* (...) »⁷². Cependant, l'Assemblée constituante écarta ce projet géométrique et confia à un comité composé de quatre députés : Pierre Dupont de Nemours, Jean Bureaux de Buzy, Pierre-François Aubry-Dubochet et Louis Gossuin, avec l'aide d'un expert, Cassini, le soin d'éroder pour des raisons pratiques (géographiques) ces carrés afin de les transformer en 83 départements,

70 Chapitre IV, annexe 1 : France des départements en damier (Révolution française de 1789).

71 Voir le chapitre VII : Les origines et les différentes composantes de la gouvernance mondiale.

72 http://www.assemblee-nationale.fr/histoire/thouret_division1.asp



France des départements en damier (Révolution française de 1789)

entités territoriales artificielles, dans le cadre des limites anciennes des provinces légalement abolies. Le 26 février 1790, la nouvelle organisation administrative de la France fut adoptée par décret⁷³.

Cette nouvelle construction centralisatrice, coupée des racines historiques qui avaient fait l'âme de la France, fut un modèle pour de nombreux pays. Ainsi, on peut relever la fascination des « Jeunes Turcs » pour la Révolution française comme prototype à imiter⁷⁴. Ces derniers, descendants pour beaucoup d'entre eux de Juifs faussement convertis à l'islam en 1683 à Salonique et appelés « Dönme » (littéralement : « apostats »)⁷⁵, investirent l'appareil politique ottoman dans le cadre du « Comité Union et Progrès » à la fin du XIX^e et début XX^e siècle. Arrivés au pouvoir, les « Jeunes Turcs » améliorèrent, en 1913, le principe du « Vilayet »⁷⁶ – subdivision administrative introduite dans l'Empire ottoman en 1867 – en s'inspirant directement de l'organisation départementale française qui avait été modernisée par la loi du 10 août 1871 sur les conseils généraux⁷⁷. La Turquie laïque de Mustapha Kemal ne fit que poursuivre cette politique. Cependant, il y a un autre pays qui acclimata le modèle révolutionnaire français à son organisation administrative : l'Allemagne nazie.

L'unité politique de l'Allemagne en 1871 (le II^e Reich) ne renfermait pas, loin de là, toutes les populations allemandes⁷⁸ ; d'où les velléités pangermanistes d'unifier par la suite en un tout les territoires rassemblant des germanophones. Ce pays a conservé pendant des siècles une diversité de duchés, royaumes et cités-États que l'on retrouve dans les *Länder* (toutefois bien remaniés par rapport aux entités historique) composant la république fédérale d'Allemagne née en 1949. C'est la marque de fabrique de la spiritualité politique allemande. Cependant, cette longue tradition fut écornée lors de la création de la république de Weimar. En effet, du fait des troubles qui suivirent l'abdication de Guillaume II en 1918, la proclamation de la république conduisit à une tentative d'éradication des « provinces » allemandes (Bavière, Saxe, Thuringe...). La figure de proue dans cette affaire fut le juriste juif allemand Hugo Preuss. Sa famille était liée à une autre famille juive, les Riegner, dont un des représentants (Gerhard Riegner) allait devenir le premier secrétaire du Congrès juif mondial en

73 http://www.assemblee-nationale.fr/histoire/thouret_division2.asp

74 Le mouvement « Jeune-Turc » fut créé le 14 juillet 1889, lors du centenaire de la prise de la Bastille.

75 Gershom Scholem, *Le Messianisme juif, essais sur la spiritualité du judaïsme*, Calmann-Lévy, 1974, p. 120 et p. 239. Cet auteur cite un des représentants « Jeune-Turc », David Bey, comme étant un Dönme (p. 239).

76 http://ovipot.free.fr/collectivites_territoriales_en_turquie_hande_tek_103.htm

77 <https://www.senat.fr/rap/r07-074/r07-0742.html>

78 Chapitre I, annexe 4 : carte ethnique de l'Europe centrale au XIX^e siècle.

1936⁷⁹ sous la présidence de Nahum Goldmann, acquis à la cause sioniste et représentant « l'Agence juive » à New York⁸⁰. Comme le rappelle Riegner dans ses « Mémoires » en évoquant son grand-père paternel : « *Grossiste en céréales, il était associé à un certain M. Preuss. La raison sociale de leur firme était tout naturellement "Preuss et Riegner". L'association devait durer une trentaine d'année. L'affaire était prospère. M. Preuss était le père de Hugo Preuss qui allait devenir un célèbre professeur de droit constitutionnel et, plus tard, ministre de l'Intérieur et auteur de la constitution de Weimar. Nos familles étaient très liées. Mon père avait des relations très proches avec M. Preuss fils, partageant ses idées politiques, démocratiques et progressistes*⁸¹. » Hugo Preuss, démocrate convaincu, souhaitait appliquer le même régime administratif centralisé et jacobin propre à la France à l'ensemble de l'Allemagne en dissolvant ses entités historiques. Comme l'écrit l'universitaire François-Georges Dreyfus : « (...) *Le Reich aurait été un État centralisé et divisé en quatorze Gauen*⁸². » Qu'est-ce qu'un « Gau » (pluriel « Gauen ») ? C'est l'équivalent du département français version allemande. Cependant, même si les provinces allemandes furent dépouillées de certaines prérogatives dans la constitution de la république de Weimar, cet héritage territorial propre à l'Allemagne historique perdura en raison de la résistance engagée par leurs dirigeants... jusqu'à l'arrivée d'Adolf Hitler en 1933. L'État nazi était adepte de la centralisation à outrance dans la même veine que les révolutionnaires français. Il supprima les provinces historiques allemandes pour les remplacer par des... *Gauen*. Adolf Hitler a mis en place un système administratif que le Juif Hugo Preuss souhaitait instaurer. La carte de l'Allemagne des *Gauen* en 1943 rappelle ce fait largement méconnu mais logique dans l'esprit centralisateur du socialisme national allemand⁸³. La défaite de l'Allemagne en 1945 rétablit les « provinces » historiques (*Länder*) mais avec des remaniements territoriaux rejetant souvent l'héritage du passé (Bade-Wurtemberg, Rhénanie-Westphalie, Basse-Saxe...) dans sa partie occidentale tandis que sa partie orientale, la République démocratique allemande (RDA), tombée sous la férule du communisme russe centralisateur et d'esprit jacobin⁸⁴, maintint ces entités administratives artificielles (*Gauen*) avec, là aussi, quelques

79 Gerhard Riegner, *Ne jamais désespérer, soixante années au service du peuple juif et des droits de l'homme*, Paris, Éditions du Cerf, 1999, p. 50.

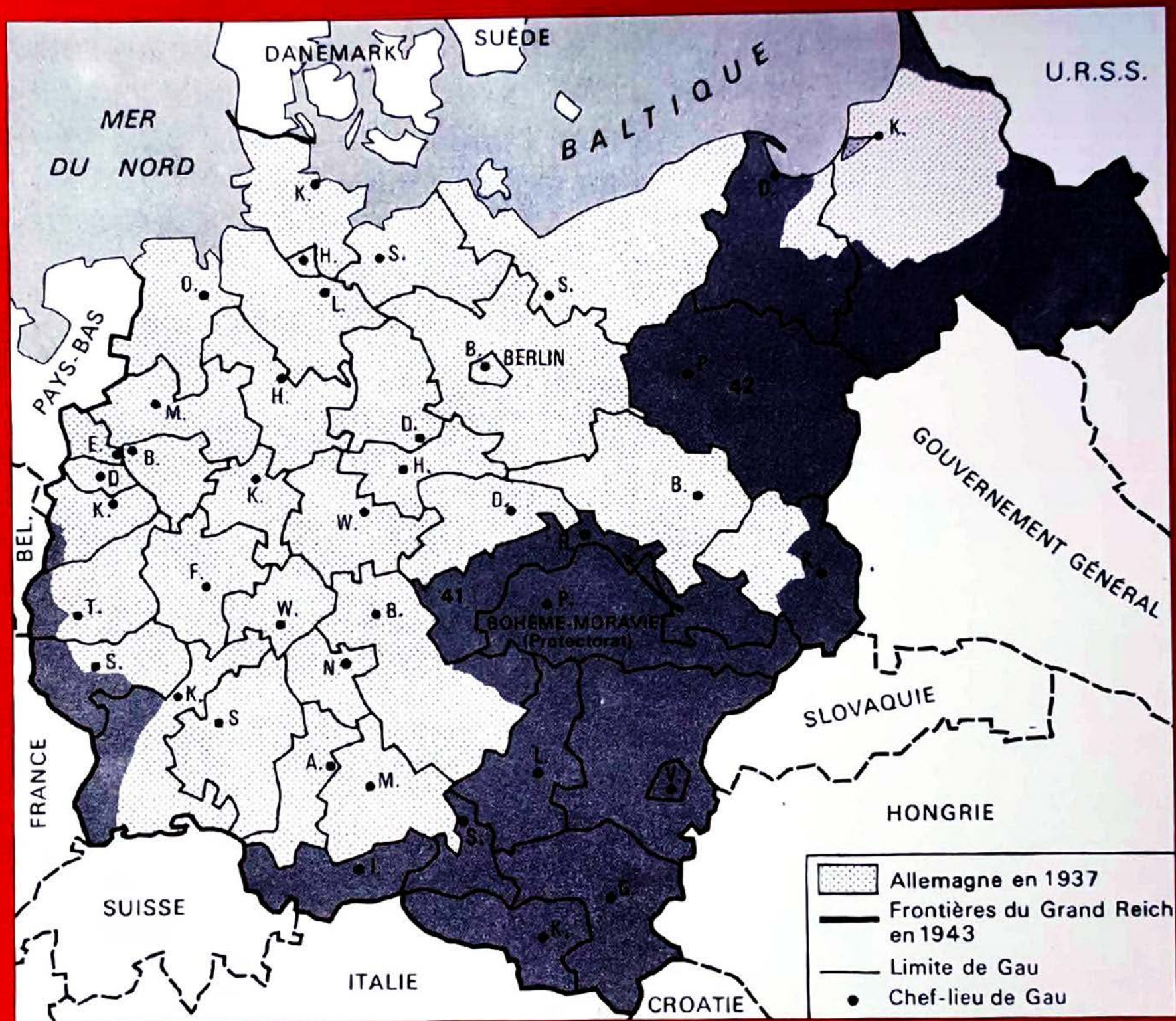
80 <http://www.jewishagency.org/leaders/content/26330>

81 Gerhard Riegner, *Ibid.*, p. 16.

82 François-Georges Dreyfus, *Le III^e Reich*, Paris, Éditions de Fallois, 1998, p. 32.

83 Chapitre IV, annexe 2 : L'Allemagne nazie de 1943 en départements (« entités administratives » : les *Gauen*)

84 Rappelons que lorsque Lénine arriva en 1917 à Pétrograd (Saint-Petersbourg), un orchestre bolchevique l'accueillit en signe de bienvenue en jouant la « Marseillaise ». Les bolcheviques ont toujours su rendre hommage à la Révolution de 1789, mère de toutes les révolutions.



L'Allemagne nazie de 1943 en départements (« entités administratives » : les Gaue)

modifications de frontière. Seule l'appellation changea de *Gauen* en... *Bezirke* (« districts »). Le principe demeura jusqu'à la chute de la RDA. À sa disparition et son annexion à l'Allemagne fédérale en 1990, les « provinces » allemandes de l'ex-RDA furent remises à l'honneur (Saxe, Thuringe...).

Avec ces exemples d'organisation administrative des frontières, nous constatons que l'esprit de la Révolution française perdure : centralisation à outrance et création de petites entités territoriales artificielles soumises au pouvoir central n'ayant rien à voir avec les traditions historiques. Cette caractéristique se retrouve à l'échelle de l'Union européenne. En effet, un institut est chargé de s'occuper des frontières, plus exactement de la coopération transfrontalière. C'est « l'Association des Régions frontalières européennes » (l'ARFE ou AGEF : *Arbeitsgemeinschaft Europäischer Grenzregionen*) fondée en 1971. Cet institut n'a d'européen que le nom. À l'origine, il est allemand dans sa fondation et dans sa direction, même si, par la suite, différentes nationalités s'y sont greffées. Parmi les différents présidents, nous pouvons citer le nom de Wolfgang Schäuble (période 1979-1983)⁸⁵, ministre des Finances du gouvernement Merkel (situation en 2016). Nous pouvons relever le nom de l'Espagnol, d'origine catalane, Joan Vallvé (période 1996-2004). Depuis 2010, l'ARFE est dirigée par le Belge de la minorité germanophone d'Eupen et Saint-Vith, Karl-Heinz Lambertz.

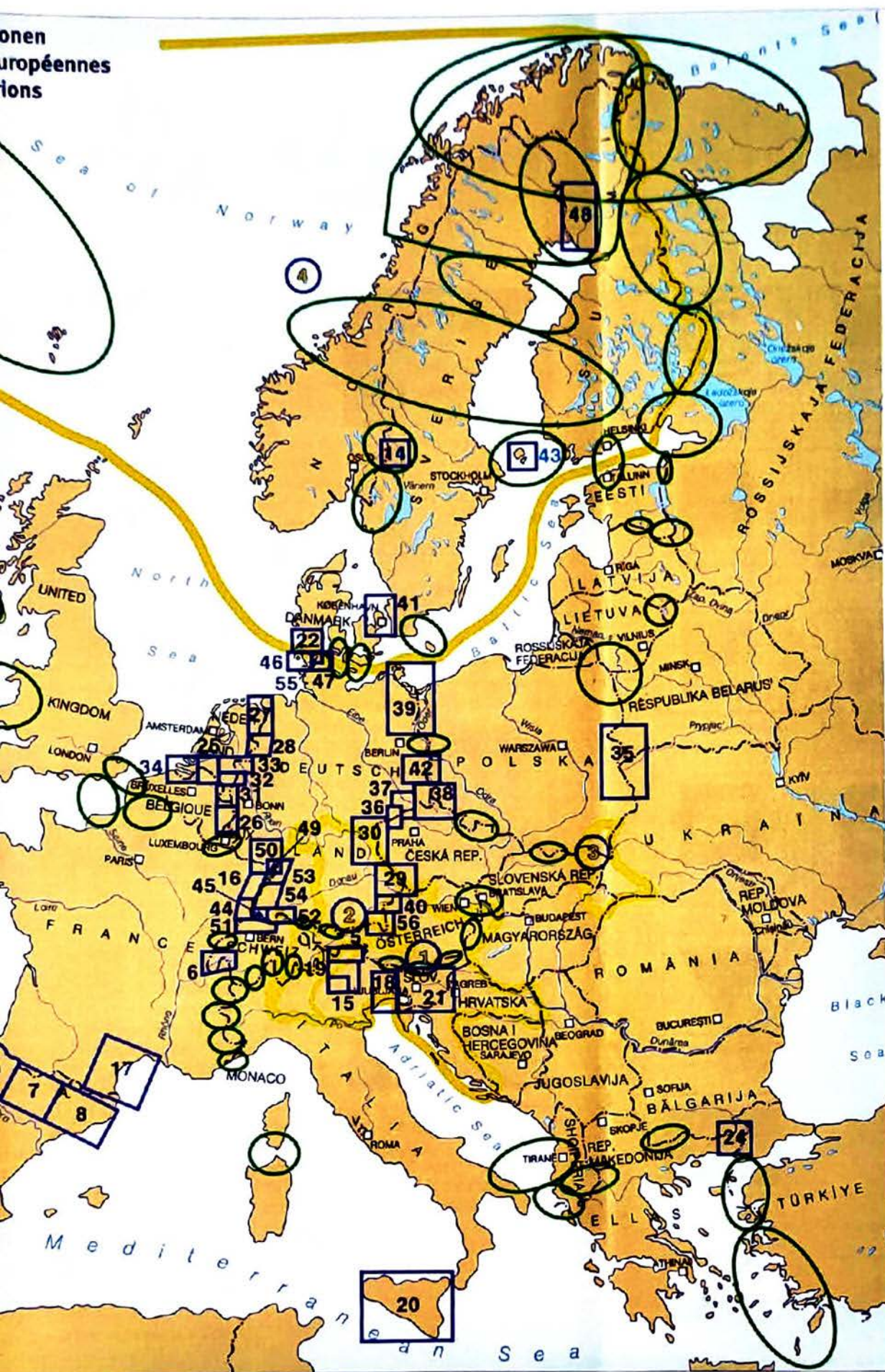
Les frontières étatiques sont la bête noire de l'ARFE et l'objectif officiel est de les détruire. Comme l'affiche clairement la Charte de cet institut (1^{er} décembre 1995) : « Nulle part ailleurs que dans les régions frontalières d'États voisins, n'est mieux reconnue la nécessité de dépasser des réglementations nationales handicapantes. Ce qui, pour le citoyen de "l'intérieur", demeure souvent une théorie européenne, constitue, pour celui qui vit dans une région frontalière, une expérience vécue quotidiennement. Celui-là souffre des conséquences de la frontière : c'est pourquoi il souhaite la disparition des causes et principes qui sont à la source des problèmes auxquels il est confronté. La disponibilité des citoyens des communes et régions à chercher en commun des solutions transfrontalières⁸⁶, n'implique pas l'intention de vouloir faire disparaître la souveraineté des États (ndla : « doux »

85 <http://www.aebr.eu/de/profil/geschichte.php>

86 Chapitre IV, annexe 3 : carte de la coopération transfrontalière de l'ARFE (1996).



on en
européennes
ions



Le profil des membres de l'ARFE I

> Les plus gros ne sont pas toujours les plus forts

ORGANISATIONS INTERNATIONALES, FORMÉES PAR LA COOPÉRATION TRANSFRONTALIÈRE DE PLUSIEURS GRANDES RÉGIONS (MEMBRE DE L'ARFE)

1 Arbeitsgemeinschaft
Alpen-Adria
(D/A/N/S/L/O/H/R)

2 Arbeitsgemeinschaft
Alpenländer
(D/C/H/A/I)

3 Carpathian
Euroregion
(H/P/L/S/R/U/K/I)

4 Nordisk
Ministerråd
(DK/S/N/S/F)

RÉGIONS FRONTALIÈRES ET RÉGIONS TRANSFRONTALIÈRES (MEMBRES DE L'ARFE)

5 Autonome Provinz
Bozen-Südtirol
(I)

18 Regione Autonoma
Friuli-Venezia Giulia
(I)

31 Euregio Maas-Rhein
(B/N/L/D)

44 Département du
Haut-Rhin
(F)

6 Canton de Genève
(CH)

19 Regione Autonoma
Trentino-Alto Adige
(I)

32 Euregio
Rhein-Meuse-Nord
(NL/D)

45 Freiburger
Regio-Gesellschaft e.V.
(D)

7 Diputación General
de Aragón
(E)

20 Regione Siciliana
(I)

33 Euregio Rhein-Waal
(NL/D)

46 Landkreis
Nordfriesland
(D)

8 Generalitat de Catalunya
(E)

21 Republika Slovenija
(SLO)

34 Euregio
Scheidegg
(B/NL)

47 Landkreis
Schleswig-Flensburg
(D)

9 Gobierno de Navarra
(E)

22 Sönderjyllands
Amtskommune
(DK)

35 Euroregion Bug
(U/K/R/P/L)

48 Österbottens
Förbund
(SF)

10 Gobierno Vasco
(E)

23 Xunta de Galicia
(E)

36 Euroregion
Erzgebirge
(D/CZ)

49 Planungsgemein-
schaft Rheinpfalz/
Koordinierungsstelle
Südpfalz (D)

11 Junta de Andalucía
(E)

24 Association of
Rhodopy Municipalities
(BG/GR)

37 Euroregion
Elbe-Labe
(D/CZ)

50 Planungsgemein-
schaft Westpfalz
(D)

12 Junta de Castilla
y León
(E)

25 BENELUX-
Middengebied
(B/NL)

38 Euroregion Neisse
(D/PL/CZ)

51 Regio Basiliensis
(CH)

13 Junta de Extremadura
(E)

26 Eifel-Ardennen-
Region
(B/D/LUX)

39 Euroregion
Pomerania
(D/PL)

52 Regionalverband
Hochrhein-Bodensee
(D)

14 Kommunförbundet
Värmland
(S)

27 Ems-Dollart-Region
(D/NL)

40 Inn-Salzach-Euregio
(A/D)

53 Regionalverband
Mittlerer Oberrhein
(D)

15 Provincia Autonoma
di Trento
(I)

28 EUREGIO
(D/NL)

41 Öresundskomiteen
(DK/S)

54 Regionalverband
Südlicher Oberrhein
(D)

16 Région Alsace
(F)

29 Euregio Bayerwald/
Böhmerwald
(D/A/CZ)

42 Euroregion
Spree-Neisse-Bober
(D/PL)

55 Stadt Flensburg
(D)

17 Région Languedoc-
Roussillon
(F)

30 Euregio Egreensis
(D/CZ)

43 Åslands
Landskapsstyrelse
(SF)

56 Eureregion Salzburg-
Berchtesgadener
Land-Traunstein (A/D)

0 RÉGIONS FRONTALIÈRES ET RÉGIONS TRANSFRONTALIÈRES
(PAS ENCORE MEMBRES DE L'ARFE)

Carte de la coopération transfrontalière de l'ARFE (1996)

DEPUIS SA FONDATION EN 1971,
L'ARFE S'EST ACCRU D'UNE MA-
NIÈRE CONSTANTE ET REGROUPE
AUJOURD'HUI 56 MEMBRES
QUI REPRÉSENTENT ENVIRON
90 RÉGIONS FRONTALIÈRES DE
PARTOUT EN EUROPE. DE LARGES
TERRITOIRES COMPRENANT DES
RÉGIONS FRONTALIÈRES DE PLU-
SIEURS ETATS SONT MEMBRES
AU MÊME TITRE QUE DES RÉ-
GIONS FRONTALIÈRES D'UN SEUL
ETAT. DE NOMBREUSES ASSO-
CIATIONS RÉGIONALES, QUI SE
COMPOSENT D'UNITÉS TERRITO-
RIALES RÉGIONALES ET LOCALES,
FONT ÉGALEMENT PARTIE DE LA
TOTALITÉ DES MEMBRES DE
L'ARFE.

I
Organisations formées
par la coopération de
plusieurs grandes
régions



1 Arbeitsgemeinschaft
Alpen-Adria
(D/A/H/SLO/HR)



2 Arbeitsgemeinschaft
Alpenländer
(D/CH/A/I)



3 Carpathian
Euroregion
(H/PL/SK/UKR)



4 Nordisk Ministerråd
(DK/IS/N/S/SF)



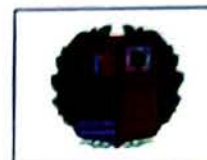
7 Diputació General
de Aragón
(E)



8 Generalitat
de Catalunya
(E)



9 Gobierno de Navarra
(E)



10 Gobierno Vasco
(E)



11 Junta de Andalucía
(E)



12 Junta de Castilla
y León
(E)



17 Région Languedoc-
Roussillon
(F)



18 Regione Autonoma
Friuli-Venezia Giulia
(I)



19 Regione Autonoma
Trentino-Alto Adige
(I)



20 Regione Siciliana
(I)



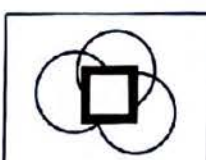
21 Republika Slovenija
(SLO)



22 Sönderjyllands
Amtskommune
(DK)



25 BENELUX-
Middengebied
(B/NL)



26 Eifel-Ardenne-
Region
(B/D/LUX)



27 Ems-Dollart-Region
(D/NL)



28 EUREGIO
(D/NL)



29 Euregio Bayerwald/
Böhmerwald
(D/A/CZ)



30 Euregio Egrensis
(D/D/CZ)



35 Euroregion Bug
(UKR/PL)



36 Euroregion
Erzgebirge
(D/CZ)



37 Euroregion
Elbe-Labe
(D/CZ)



38 Euroregion Neisse
(D/PL/CZ)



39 Euroregion
Pomerania
(D/PL)



40 Inn-Salzach-Euregio
(A/D)

III
Régions frontalières
nationales appartenant
à la catégorie II a



51 Regio Basiliensis
(CH)



52 Regionalverband
Hochrhein-Bodensee
(D)



53 Regionalverband
Mittlerer Oberrhein
(D)



54 Regionalverband
Südlicher Oberrhein
(D)



43 Aalands
Landskapsstyrelse
(SF)



44 Département du
Haut-Rhin
(F)



45 Freiburger
Regio-Gesellschaft e.V.
(D)



46 Landkreis
Nordfriesland
(D)



55 Stadt Flensburg
(D)



56 Euroregion Salzburg
Berchtesgaderer Land-
Traunstein (A/D)

1996

II a
Régions selon la définition de l'UE et du Conseil de l'Europe: le premier niveau (grandes régions).



5 Autonomie Provinz Bozen-Südtirol (I)



6 Canton de Genève (CH)



14 Kommunförbundet Värmland (S)



15 Provincia Autonoma di Trento (I)



16 Région Alsace (F)



Galicia

II b
Regions avec des liens transfrontaliers



24 Association of Rhodopy Municipalities (BG/GR)



Maas-Rhein



32 Euregio Rhein-Maas-Nord (NL/D)



33 Euregio Rhein-Waal (NL/D)



34 Euregio Scheldemond (B/NL)



komiteen



42 Euroregion Spree-Neisse-Bober (D/PL)



48 Österröbottens Förbund (S)



49 Planungsgemeinschaft Rheinpfalz/Koordinierungsstelle Südpfalz (D)



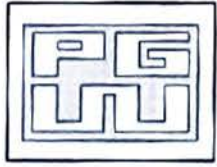
50 Planungsgemeinschaft Westpfalz (D)



nsburg



IV
Membres consultatifs



58 Innergemeinschaftliches Regionalinstitut/IRI (LUX)

mensonge quand on connaît la gestion des fonds structurels). Il s'agit simplement de surmonter les cicatrices laissées par l'histoire, de permettre à la population vivant de part et d'autre d'une frontière de mieux coopérer et de vivre ensemble⁸⁷, et de concrétiser ainsi une "Europe des citoyens". L'objectif de l'action menée au sein des régions frontalières et le but poursuivi au travers de la coopération transfrontalière sont la suppression des obstacles et des facteurs de distorsion existant entre ces régions, ainsi que le dépassement de la frontière, tout au moins la réduction de son importance à une simple frontière administrative (ndla : souligné par nous)⁸⁸. » Dans la revue célébrant son 25^e anniversaire, cet institut précise : « (...) Elle (ndla : l'ARFE) a contribué à la préparation de toutes les "conférences des régions frontalières" du Conseil de l'Europe et elle a influencé les résultats d'une manière significative. La "Charte de Madrid" sur la coopération aux frontières des États européens⁸⁹ n'aurait pas ou au moins pas encore abouti sans la contribution de l'ARFE. Cela est aussi le cas avec l'initiative Interreg de l'UE, qui finance la promotion du développement des régions frontalières⁹⁰, et qui n'aurait pas été mise en place sans le travail préparatoire de l'ARFE et sa persistance vis-à-vis de tous les organismes politiques⁹¹. »

Nous touchons au cinquième point capital après la promotion de l'ethnisme/communautarisme, des régions s'émancipant

87 Chapitre IV, annexe 4 : Membres adhérents de l'ARFE (1996).

88 Charte européenne des régions frontalières et transfrontalières, Gronau, Éditions ARFE, 20 novembre 1981, modifiée le 1^{er} décembre 1995, p. 3.

89 Chapitre IV, annexe 5 : carte de la coopération transfrontalière de l'ARFE (2001).

90 Chapitre IV, annexe 6 : Membres adhérents de l'ARFE (2001).

91 ARFE, Association des régions frontalières européennes, 25 ans de travail en commun, Gronau, Éditions ARFE, novembre 1996, p. 6.

European Border Regions 2000 Régions frontalières européennes 2000 Europäische Grenzregionen 2000

Editor/Éditeur/Herausgeber:

Arbeitsgemeinschaft Europäischer Grenzregionen (AGEG)
Association de Régions Frontalières Européennes (ARFE)
Association des régions frontalières européennes (ARFE)
Association of European Border Regions (AEBR)
Comunità di lavoro delle regioni europee di confine (AGEG)
Europäische grensregionen Arbejdsfællesskab (AGEG)
Verlgemeenschap van Europese grensgebieden (WVEG)
Associação das Regões Fronteiras Europeias (ARFE)
Ενώνυμο Ευρωπαϊκών Περιφερειών (ΕΕΠΕ)
Stowarzyszenie Europejskich Regionów Granicznych (SERG)

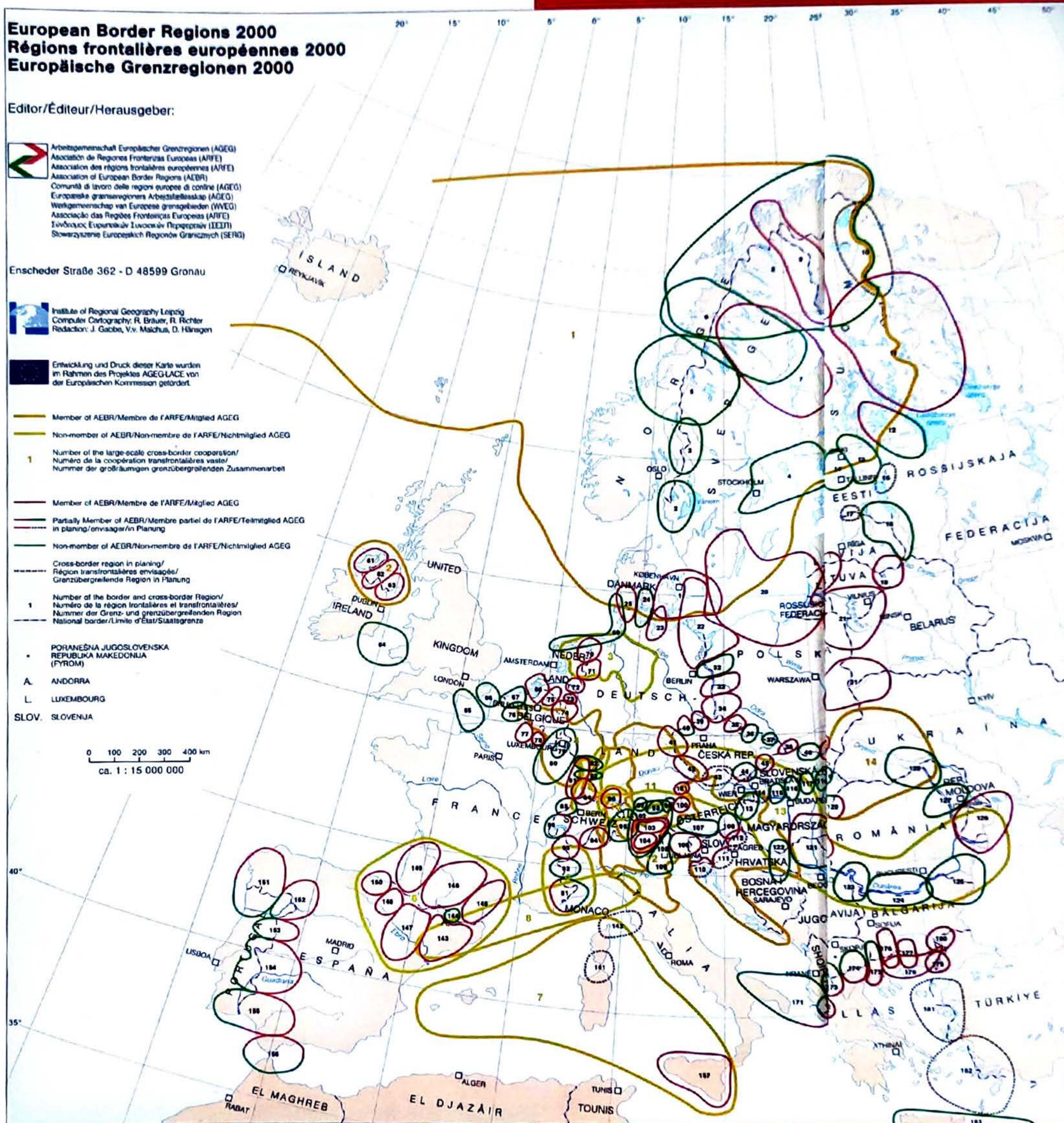
Enscheder Straße 362 - D 48599 Gronau

Institute of Regional Geography Leipzig
Computer Cartography: R. Brauer, R. Richter
Redaction: J. Gabbe, V.v. Malchus, D. Hünig

Entwicklung und Druck dieser Karte wurden
im Rahmen des Projektes AGEGLACE
von der Europäischen Kommission gefördert.

- Member of AEBR/Membre de l'ARFE/Mitglied AGEG
- Non-member of AEBR/Non-membre de l'ARFE/Nichtmitglied AGEG
- Number of the large-scale cross-border cooperation/
Numéro de la coopération transfrontalière vaste/
Nummer der großräumigen grenzübergreifenden Zusammenarbeit
- Member of AEBR/Membre de l'ARFE/Mitglied AGEG
- Partially Member of AEBR/Membre partiel de l'ARFE/Teilmitglied AGEG
in planing/envisager/in Planung
- Non-member of AEBR/Non-membre de l'ARFE/Nichtmitglied AGEG
- Cross-border region in planing/
Région transfrontalière envisagée/
Grenzübergreifende Region in Planung
- Number of the border and cross-border Region/
Numéro de la région frontalière et transfrontalière/
Nummer der Grenz- und grenzübergreifenden Region
- National border/Limite d'Etat/Staatsgrenze
- PORANEŠNA JUGOSLOVENSKA
REPUBLIKA MAKEDONIJA
(FYROM)
- A. ANDORRA
- L. LUXEMBOURG
- SLOV. SLOVENIJA

0 100 200 300 400 km
ca. 1 : 15 000 000



Les plus grands ne sont pas toujours les plus forts

Large-scale Cross-border Cooperation Coopération transfrontalière vaste Großräumige grenzübergreifende Zusammenarbeit

- | | | | |
|---|--|--|--|
| 1 Nordisk Ministerraad (DK/FR/NO/SE) | 5 Oberheinkonferenz – EuroRegion Oberhein (CH/DE/FR) | 9 CAFI (FR/IT) | 12 Arbeitsgemeinschaft Alpen-Adria (AT/CH/DE/HR/HU/IT/SI) |
| 2 Cooperation Ireland (GB/IE) | 6 Communauté de Travail des Pyrénées (AD/ES/FR) | 10 Internationale Bodenseekonferenz (IBK) – Euregio Bodensee (AT/CH/DE/LI) | 13 Arbeitsgemeinschaft Donauländer (AT/BG/DE/HR/HU/MD/RO/SK/UA/YU) |
| 3 Neue Hanse Interregio (DE/NL) | 7 IMEDOC Corse – Sardagna – Sicilia – Balears (ES/FR/IT) | 11 Arbeitsgemeinschaft Alpenländer – Arge Alp (AT/CH/DE/IT) | 14 Carpathian Euroregion (HU/PL/RO/SK/UA) |
| 4 GrandeRégion Saar-Lor-Lux (BE/DE/FR/LU) | 8 Arc Latin (ES/FR/IT) | | |

Border and Cross-border Regions Régions frontalières et transfrontalières Grenz- und grenzübergreifende Regionen

- | | | | |
|---|---|--|---|
| 1. Nordeuropa und Ostseeraum | 39 Euroregion ELBE/LABE (CZ/DE) | 92 Cooperation Province Turin – Département des Hautes Alpes (FR/IT) | 126 Lower Danube Euroregion (MD/RO/UA) |
| 1 Oresund-Region (DK/SE) | 40 Euroregion Erzgebirge – Krušnohoří (CZ/DE) | 93 ESPACE MONT-BLANC (CH/FR/IT) | 127 Middle Prut Euroregion (MD/RO) |
| 2 Gränskommittén Östfold – Bohuslän/Dalsland (NO/SE) | 41 Euroregion Egreensis (CZ/DE) | 94 Regio Insubrica (CH/IT) | 128 Upper Prut Euroregion (MD/RO/UA) |
| 3 ARKO (NO/SE) | 42 EUREGIO Bayerischer Wald – Šumava – Mähviertel (AT/CZ/DE) | 95 Raetia Nova – Rätisches Dreieck (AT/CH/IT) | 5. Südwesteuropa – Westliches Mittelmeer |
| 4 Skånegården (FI/SE) | 43 Euroregion Waldviertel – Budowice – Jižní Čechy (AT/CZ) | 96 Regionalverband Hochrhein-Bodensee (DE) | 141 Corse – Sardagna (Sassari) (FR/IT) |
| 5 Mittnorden (NO/SE) | 44 Euroregion Weinviertel – Jižní-Morava – Záhonie (AT/CZ/SK) | 97 EUREGIO via salina (AT/DE) | 142 Corse – Toscana (Livorno) (FR/IT) |
| 6 MittSkandia (NO/SE) | 45 Euroregion Blå – Bielo Karpát (CZ/SK) | 98 EUREGIO Zugspitze/Wetterstein – Karwendel (AT/DE) | 143 Catalunya (ES) |
| 7 Kvarken (FI/SE) | 46 Euroregion Beskidy (PL/SK) | 99 Euroregion Inntal (AT/DE) | 144 Andorra (AD) |
| 8 Nordkalotten (FI/NO/SE) | 47 Euroregion TATRY (PL/SK) | 100 EuRegio Salzburg – Berchtesgadener Land – Traunstein (AT/DE) | 145 Languedoc-Roussillon (FR) |
| 9 Tornedalsrådet (FI/NO/SE) | 3. Nordwesteuropa | 101 Inn – Salzach-Euregio (AT/DE) | 146 Midi-Pyrénées (FR) |
| 10 Finnmark – Lappland – Murmansk (FI/NO/RU) | 61 North West Region Cross Border Group (GB/IE) | 102 Euroregion Tirol – Südtirol/Alto Adige – Trentino (AT/IT) | 147 Aragón (ES) |
| 11 Euroregion Karjala – Karelia (FI/RU) | 62 Irish Central Border Area Network – ICBAN (GB/IE) | 103 Provinz Bozen – Südtirol (IT) | 148 Comunidad Foral de Navarra (ES) |
| 12 Etoia – Karjala – Kymenlaakso – Etoia – Soov/Leningrad oblast – St. Petersburg (FI/RU) | 63 East Border Region Ltd. (GB/IE) | 104 Provincia Trento (IT) | 149 Aquitaine (FR) |
| 13 Estonia – Finnish 3 + 3 Regional Cooperation (EE/FI/RU) | 64 Wales – South-East Ireland (GB/IE) | 105 Regione Trentino – Südtirol (IT) | 150 País Vasco/Euskadi (ES) |
| 14 Euroregion Helsinki – Talkin (EL/FI) | 65 East Sussex – Haute Normandie – Picardie (FR/GB) | 106 Euroregion Stoicmark – Nordost-Slowenien (AT/SI) | 151 Galicia – Região Norte (ES/PT) |
| 15 Narva – Ivangorod – Cudskoje Ozero (EE/FR/RU) | 66 Kent – Nord-Pas de Calais (FR/GB) | 107 Kärnten (AT) | 152 Castilla y León – Região Norte (ES/PT) |
| 16 Council for Cooperation of Border Regions Võru – Alūksne – Pakov (EE/LV/RU) | 67 Nord-Pas de Calais – Westflandern (BE/FR) | 108 Friuli-Venezia-Giulia – West-Slovenia (IT/SI) | 153 Castilla y León – Região Centro (ES/PT) |
| 17 Cross-border cooperation between Latvia – Estonia (EE/LV) | 68 Scheldtemond (BE/NL) | 109 Venezia (IT/SI) | 154 Extremadura – Região Centro – Região Alentejo (ES/PT) |
| 18 Euroregion Country of Lakes – Ezeru Zieme (BY/LT/LV) | 69 Euroregion Walleninsel (DE/DK/NL) | 110 Istria (HR/SI) | 155 Andalucía – Região Algarve (ES/PT) |
| 19 Euroregion SAULE (LT/LV/RU) | 70 Ems – Dollart – Region (DE/NL) | 111 South Slovenia – Croatia West (HR/SI) | 156 Andalucía – Gibraltar – Morocco (ES/GB/MA) |
| 20 Euroregion „Baltica – Baltyk – Baltija“ (DK/LT/LV/PL/RU/SE) | 71 EUREGIO (DE/NL) | 112 South Slovenia – Croatia East (HR/SI) | 157 Sicilia (IT) |
| 21 Euroregion NEMUNAS – NIEMEN – NIE MAH (BY/LT/PL/RU) | 72 Euroregion Rhein – Waal (DE/NL) | 113 Euroregion West/Nyugat Pannónia (AT/HU) | 6. Südosteuropa – Östliches Mittelmeer |
| 22 EUROREGION POMERANIA (DE/PL/SE) | 73 Euroregion Rhein-Maas-nord (DE/NL) | 114 Raum Bratislava – Wien – Győr – Sopron (AT/HU/SK) | 171 Puglia – IONIAN ISLANDS – (Epyros) – Albania (AL/GR/IT) |
| 23 Storstrøms Amt – Kreis Ostholsten – Lübeck (DE/DK) | 74 Euroregion Maas – Rhein (BE/DE/NL) | 115 Euroregion Vagus – Danubius – Ipoly (HU/SK) | 172 Epyros – South-Albania (AL/GR) |
| 24 Kooperation Fyns Amt – KERN (DE/DK) | 75 BENELUX – Middengebied (BENEGO) (BE/NL) | 116 Euroregion Ipalsky – Ipoly (HU/SK) | 173 West Macedonia – Albania – FYROM (AL/GR/MK) |
| 25 Region Sønderjylland/Schleswig (DE/DK) | 76 Hainaut – Nord-Pas de Calais – Picardie (BE/FR) | 117 Euroregion Neogradensis (HU/SK) | 174 Central Macedonia – FYROM (GR/MK) |
| 2. Mittel- und Osteuropa | 77 Région Champagne – Ardenne (FR) | 118 Euroregion Sajo – Rima – Szlón – Rimava (HU/SK) | 175 Central Macedonia – Blagoevgrad (BG/GR) |
| 31 Euroregion Bug (BY/PL/UA) | 78 Région Lorraine (FR) | 119 Euroregion Košice – Miskolc (HU/SK) | 176 Euroregion Nestos – Mesta (BG/GR) |
| 32 Euroregion PRO EUROPA VIADRIANA (DE/PL) | 79 Zukunft San-Moselle Avenir (DE/FR) | 120 Euroregion Hajdu-Bihar/Bihar (HU/RO) | 177 Euroregion Delta – Rhodopi (BG/GR) |
| 33 Euroregion Sprée-Neisse-Bober (DE/PL) | 80 EuRegio SaarLorLuxRhin (DE/FR/LU) | 121 Euroregion Danube – Körös – Maros – Tisza (HU/RO/YU) | 178 Region East Macedonia – Thrace (GR) |
| 34 Euroregion Neisse-Nisa-Nysa (CZ/DE/PL) | 81 Region Alsace (FR) | 122 Euroregion Danube – Drava – Sava (BA/HR/HU) | 179 Euroregion Network Polis – Kent (GR/TR) |
| 35 Euroregion Glacensis (CZ/PL) | 82 Regio PAMINA (DE/FR) | 123 Euroregion Danube 21. Century (BG/RO/YU) | 180 Euroregion Evros – Meric – Maritsa (BG/GR/TR) |
| 36 Euroregion Praded – Pradziad (CZ/PL) | 83 CENTRE (DE/FR) | 124 Euroregion Danube – South (BG/RO) | 181 Vario Egeo – Turkey (GR/TR) |
| 37 Euroregion Śląsk/Silesia (CZ/PL) | 84 Regio TrRhena (CH/DE/FR) | 125 Euroregion Danube – East (BG/RO) | 182 Notio Egeo – Turkey (GR/TR) |
| 38 EUROREGION Těšínské Slezsko – Śląsk Cieszyński (CZ/PL) | 85 Communauté de Travail du Jura (CH/FR) | | 183 Crete – Kypros (CY/GR) |
| | 86 CONSEIL DU LEMAN (CH/FR) | | |
| 4. Alpen- und Donaumaum | 91 Alpes Maritimes – Cuneo Imperia (FR/IT) | | |

2001

Carte de la coopération transfrontalière de l'ARFE (2001)

DEPUIS SA FONDATION EN 1971,
L'ARFE S'EST ACCRU D'UNE
MANIÈRE CONSTANTE ET
REGROUPE AUJOURD'HUI 81
MEMBRES QUI REPRÉSENTENT
ENVIRON 160 RÉGIONS FRON-
TALIÈRES DE PARTOUT EN EURO-
PE. DE LARGES TERRITOIRES
COMPRENANT DES RÉGIONS
FRONTALIÈRES DE PLUSIEURS
ÉTATS SONT MEMBRES AU
MÊME TITRE QUE DES RÉGIONS
FRONTALIÈRES D'UN SEUL ÉTAT.
DE NOMBREUSES ASSOCIA-
TIONS RÉGIONALES, QUI SE COM-
POSENT D'UNITÉS TERRITORIA-
LES RÉGIONALES ET LOCALES,
FONT ÉGALEMENT PARTIE DE LA
TOTALITÉ DES MEMBRES DE
L'ARFE.

1)
Grandes associati-
ons régionales-gou-
vernementales



Arbeitsgemeinschaft
Alpen-Adria



Arbeitsgemeinschaft
Alpenländer-ARGE
ALP



Carpathian
Euroregion



Nordisk
Ministerraad



EUREGIO



Euregio Bayrischer
Wald/Böhmischer-
wald/Mühlviertel



Euregio Egensis



Euregio Maas-Rhein



euregio rhein-maas-
nord



Euroregion Delta
Rhodopi



Euroregion
ELBE/LABE



Euroregion Evros-
Maritsa-Meric



Euroregion
Glacensis



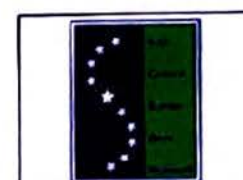
Euroregion Karjala -
Karelia



Euroregion TATRY



Euroregion Tesínske
Slezsko-Slask
Cieszyński



ICBAN



Inn-Salzlach-Euregio



Kvarken Council



Autonome Provinz
Bozen-Südtirol



Canton de Genève



Diputación General
de Aragón



Generalitat de
Catalunya



Région Alsace



Région Aquitaine



Region of Central
Macedonia



Region of Eastern
Macedonia and
Thrace



Région Champagne-
Ardenne



Regione Autonoma
Trentino-Alto Adige



Regione Siciliana



Republika Slovenija



Xunta de Galicia



Bihor Country
Council

4)
Membres con-
sultatifs



Interregionaler
Parlamentarierrat



Co-operation Ireland

2)
Associations trans-
frontalières régiona-
les-communales



Baltic Euroregion



BENELUX
Middengebied
(BENEGO)



East Border Region



Ems-Dollart-Region



ESPACE MONT-BLANC



Euregio Rhein-Waal



EuRegio Salzburg-
Berchtesgadener
Land-Traunstein



Euregio Scheldemond



Euroregion Country of
Lakes



EUROREGION
POMERANIA



Euroregion Bilé-Biele
Karpaty



Euroregion Bug



Lower Danube
Euroregion



Euroregion Neisse-
Nisa-Nysa



Euroregion Nestos-
Mesta



Euroregion
NEMUNAS NIEMEN-
HEMAH



Euroregion Network
Polis-Kent



Euroregion SAULE



Euroregion Spree-
Neisse-Bober



North-West Region
Cross Border Group



Öresundskomiteen



Regio Insubrica



Regio TriRhena



Region Sønderjylland/
Schleswig



Tornedalsrådet



Gobierno de Navarra



Gobierno Vasco



Junta de Andalucía



Junta de Castilla y
León



Junta de Extremadura



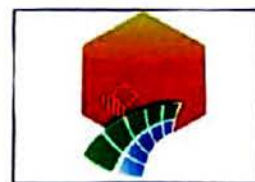
Österbottens förbund



Provincia Autonoma
di Trento



Region of Epirus



Région Languedoc-
Roussillon



Région Lorraine



Région Midi-Pyrénées



Region of Western
Macedonia



Regional Council of
South Karelia



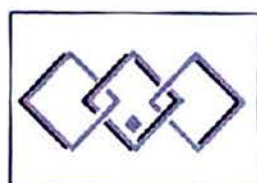
Regione Autonoma
Friuli-Venezia Giulia



Conseil General des
Alpes-Maritimes



Planungsgemein-
schaft Westpfalz



Regionalverband
Hochrhein-Bodensee



Euroregion
Erzgebirge



Weinviertel
Sudmähren
Westslowakei

2001

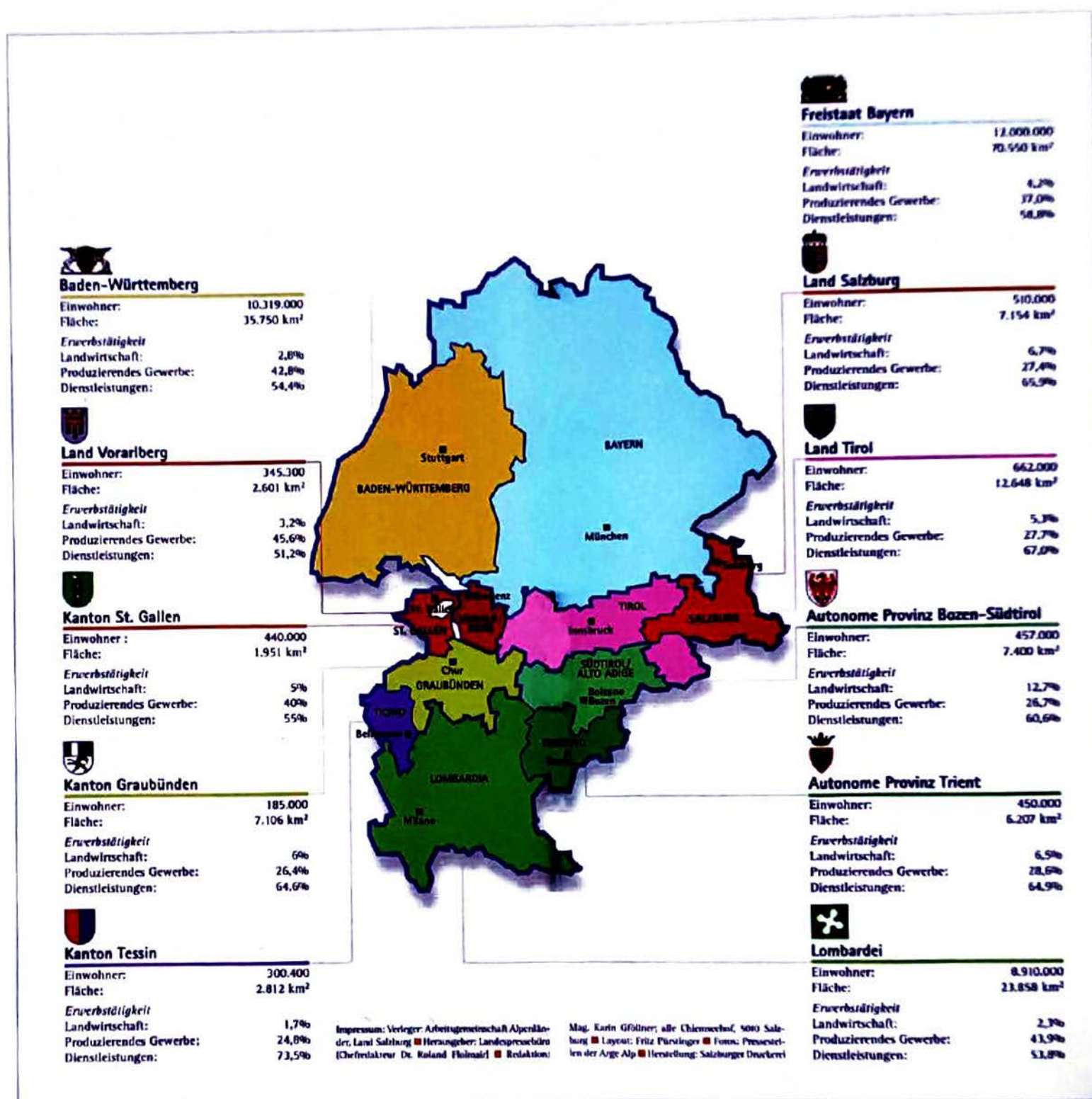


Carte de l'eurorégion adriatique

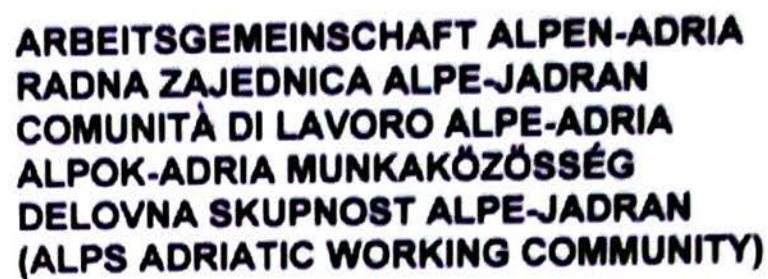
de l'autorité de l'État, des députés représentant des circonscriptions électorales régionales, brisant ainsi l'unité nationale au profit du Parlement européen et des fonds structurels gérés par les conseils régionaux dans le cadre de l'Union européenne. En effet, les fameuses frontières étatiques, symboles de la souveraineté, entre la France et l'Allemagne ou encore entre la France et l'Espagne, perdent en consistance pour ne devenir que de simples frontières administratives. Par conséquent, les régions devenant de plus en plus puissantes, en particulier celles accolées aux frontières étatiques devenues défunctes, peuvent nouer des liens multiples avec les régions des États limitrophes et constituer de nouvelles entités territoriales artificielles (sans lien avec l'histoire), administratives, financières, juridiques... appelées « eurorégions ». Les eurorégions sont les « départements » de l'Union européenne. D'une certaine manière, les eurorégions sont à l'Europe au niveau continental ce que les départements, *Vilayet*, *Gauen* ou *Bezirke* sont à l'échelle nationale. C'est le même état d'esprit qui anime leurs promoteurs, c'est-à-dire la création d'entités administratives purement technocratiques n'ayant aucune référence historique et culturelle. Le processus se fait tout simplement en plus grand. Ces eurorégions en voie de formation obéissent à différentes règles juridiques et il n'est pas l'objet de ce chapitre de se perdre dans le maquis des mesures régissant les différents types d'eurorégions ainsi que les agglomérations transfrontalières. Il faut retenir que ces entités territoriales obtiennent progressivement des droits supplémentaires en tout genre leur permettant de s'émanciper de l'autorité nationale⁹². Ce phénomène valable partout dans l'Union européenne peut être observé avec les nombreuses cartes décrivant le processus de décomposition des États, méthode qui n'a rien à envier au travail des mites⁹³.

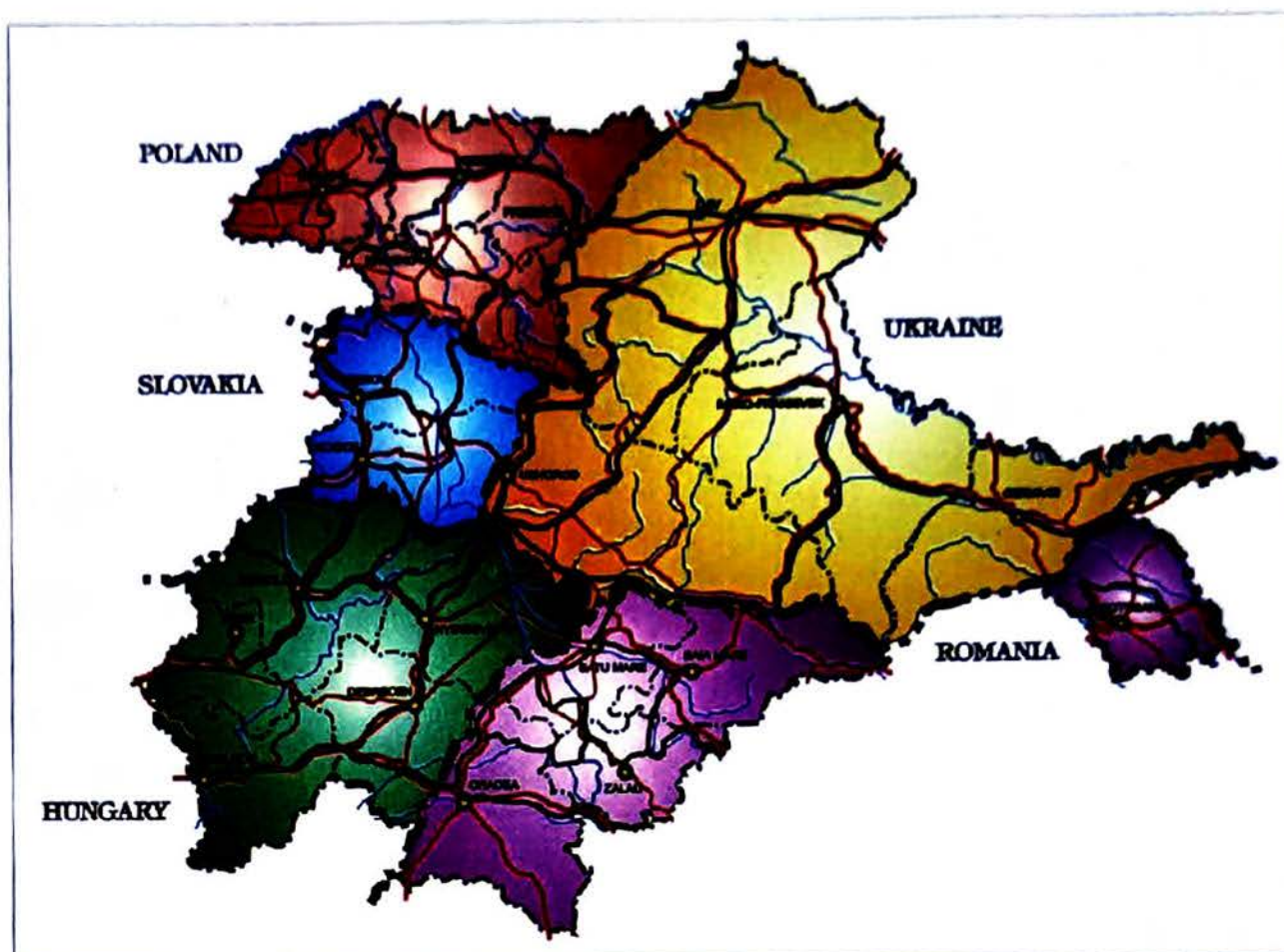
92 Ces régions et/ou eurorégions acquièrent des pouvoirs si importants qu'elles pourront s'opposer aux directives de l'État national. Imaginons un gouvernement défendant sincèrement la souveraineté de la France et voulant quitter l'Union européenne. Il est tout à fait envisageable de voir ces baronnies régionales dirigées par des ambitieux s'opposer à ces mesures et proclamer que l'avenir de la région et/ou eurorégion est dans l'Union européenne et plus dans le cadre territorial français. C'est la dislocation du pays qui se prépare.

93 Chapitre IV, annexes 7 à 14. Nous signalons au lecteur l'existence du site « Mission opérationnelle transfrontalière » (le MOT) travaillant directement avec les instances européennes et présentant toute une panoplie de cartes avec les eurorégions se substituant aux États européens in <http://www.espaces-transfrontaliers.org/ressources/cartes/>



Carte de la Communauté de travail des pays alpins





**CARPATHIAN EUROREGION
SECRETARIAT**

ul. Prochownia 4
38-400 Krosno
POLAND
phone 48.13.4364911
fax 48.13.4364928

CE Representative for Romania

Romeo Nicoara
County Council of Satu Mare
P-ta 25 Octombrie nr. 1
3900 Satu Mare
ROMANIA
phone 40.61.711004
fax 40.61.710651

CE Representative for Ukraine

Mykhailo Bizilia
Strilnychna str. 79
294 000 Uzhgorod
UKRAINE
phone 380.3122.16283
fax 380.3122.14555

CE Representative for Hungary

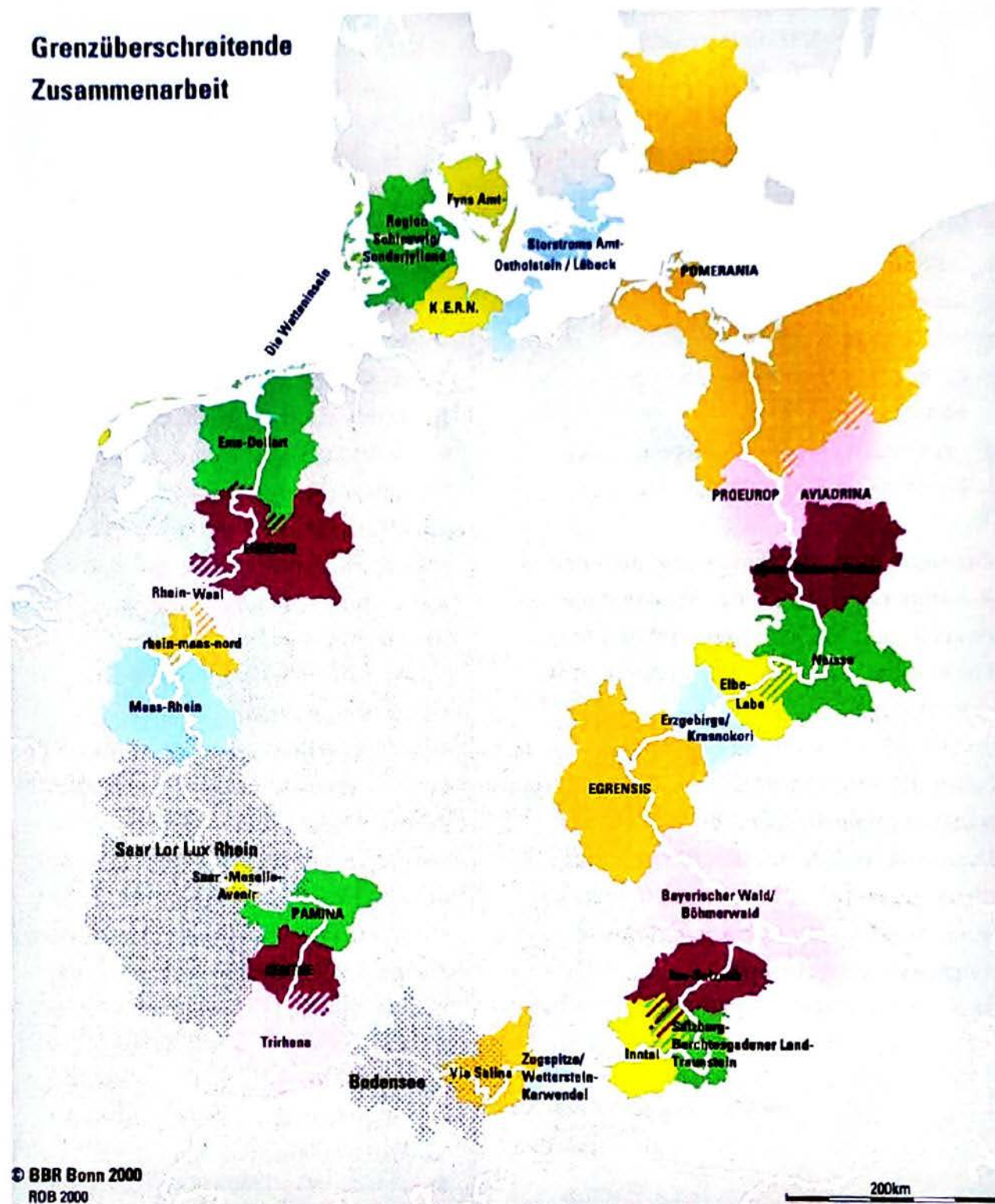
Brigitta László
Szabolcs-Szatmár-Bereg
County Council
H-4400 Nyíregyháza
Hosok tere 5
HUNGARY
phone 36.42.311773
fax 36.42.312603

CE Representative for Slovakia

Pavol Popjak
Mestský úrad
Radničné námestie 16
085 01 Bardejov
SLOVAK REPUBLIC
phone 421.935.746476
fax 421.935.722476

Carte de l'eurorégion des Carpathes

Grenzüberschreitende Zusammenarbeit



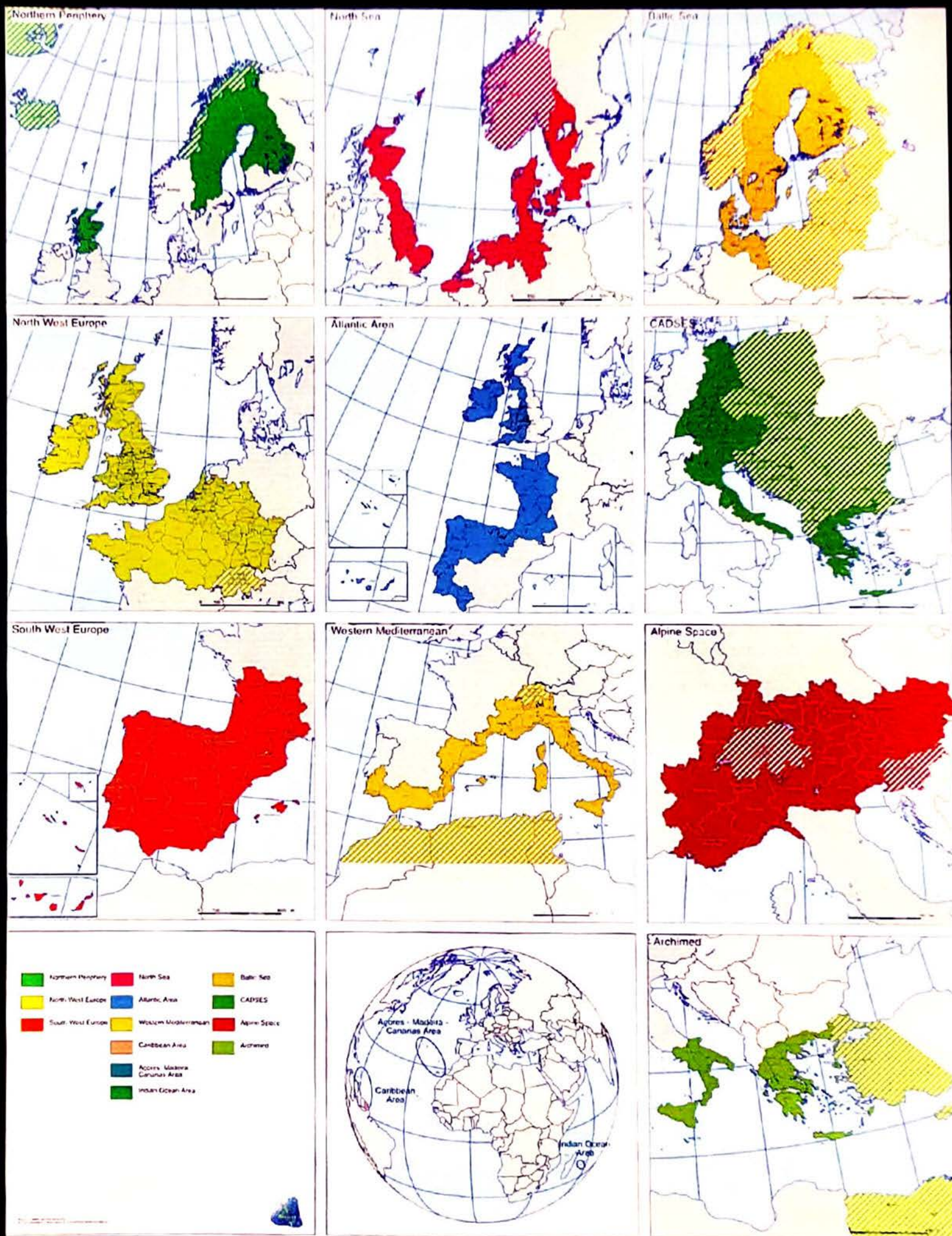
Arbeitsgebiete der Euroregionen, Euregios und
grenzübergreifende Arbeitsgemeinschaften
mit deutscher Beteiligung



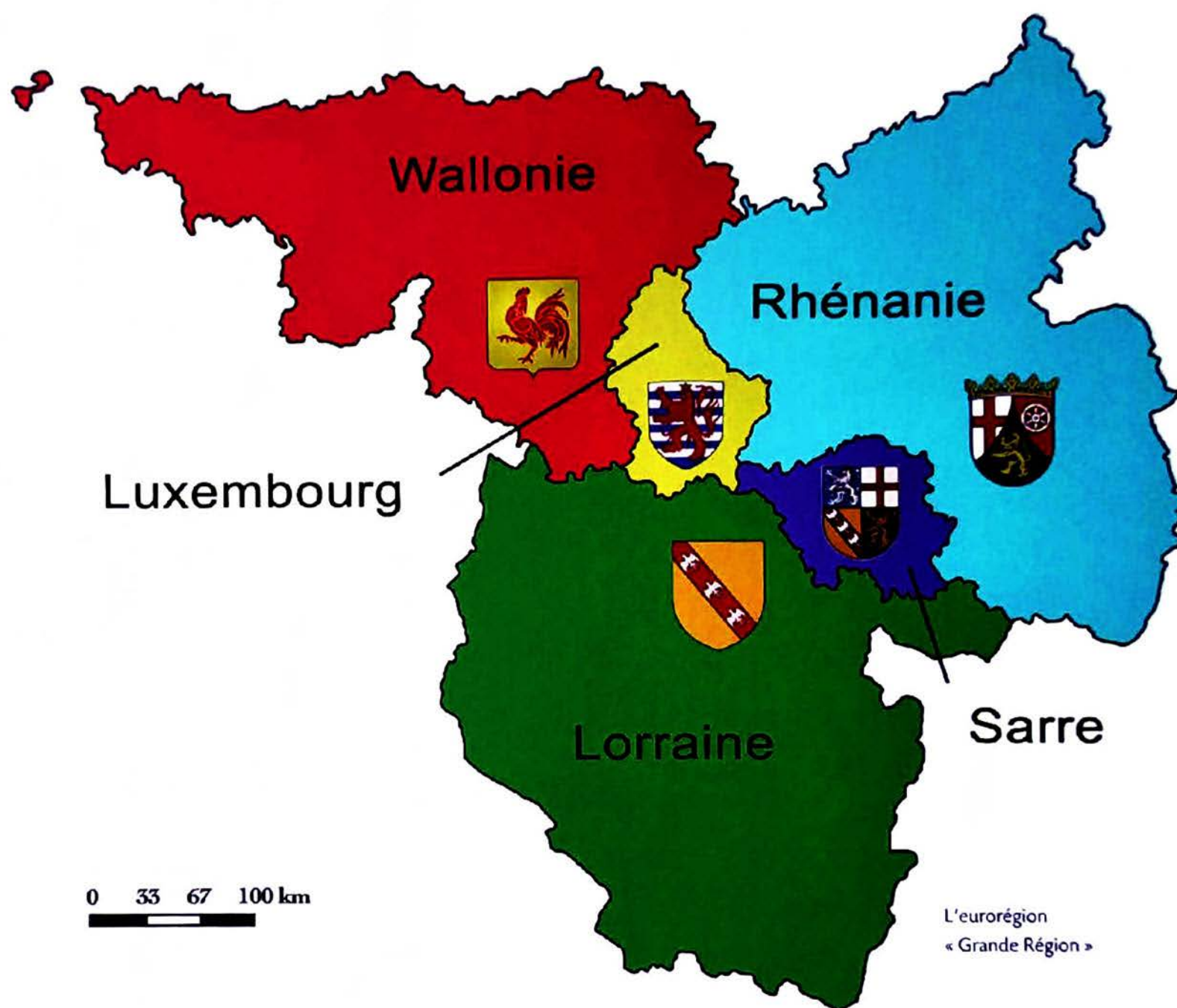
sonstige grenzüberschreitende Arbeitsgemeinschaften

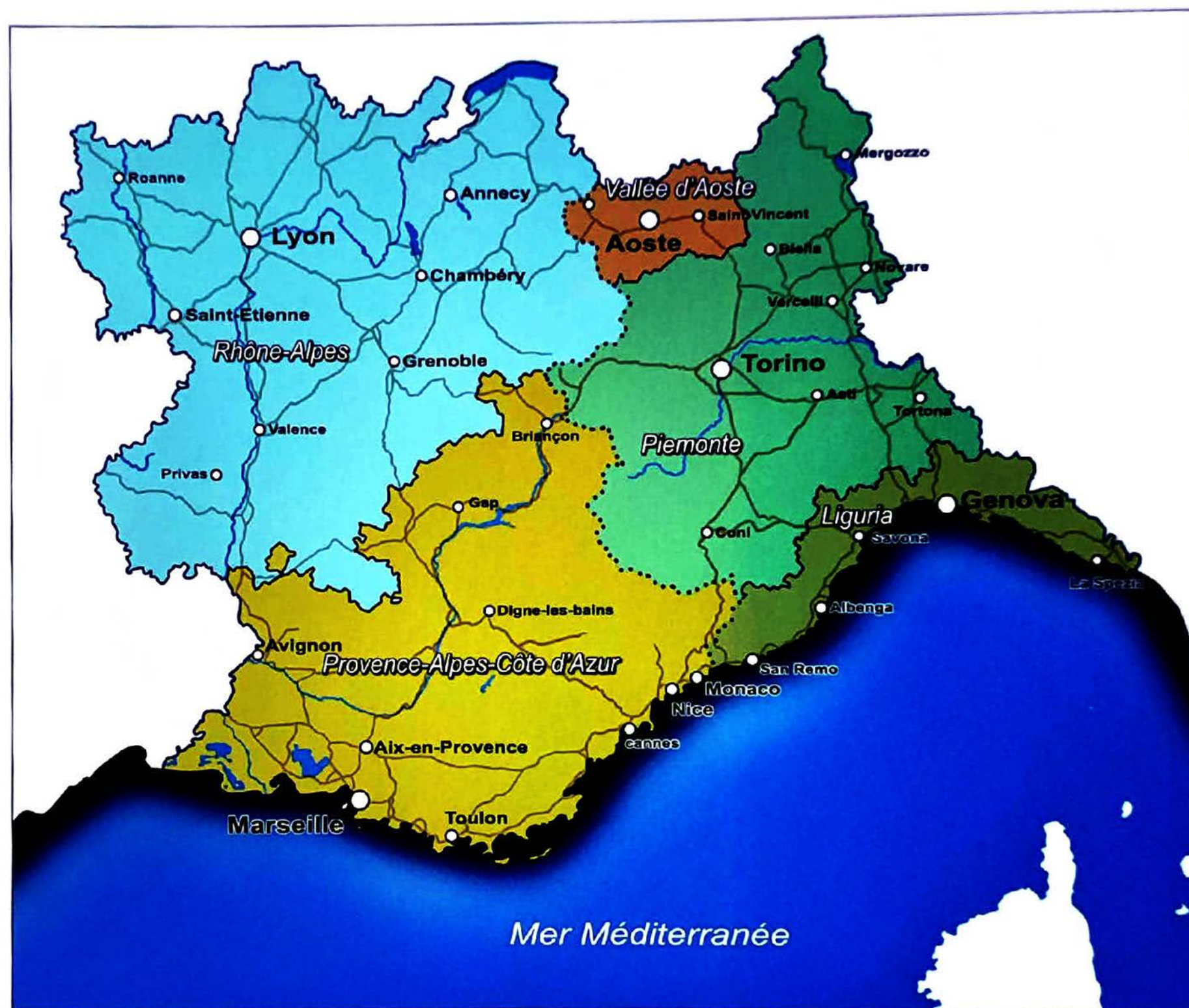
Euroregions
autour de l'Allemagne

2000-2006



Les 13 programmes
Interreg 2000-2006





L'eurorégion Alpes Méditerranée

Refontes politiques, financières et territoriales des États-Unis du XVIII^e au XXI^e siècle

Chap 5

Les États-Unis représentent un « gros » morceau de l'architecture mondialiste en raison de leur poids économique et financier. Cependant, il faut toujours se rappeler que le centre de la puissance financière reste la City de Londres.

Cette marque de fabrique peut être comprise en raison des liens étroits et subordonnés entre les mondes anglais et américain. L'indépendance politique américaine en 1776 ne signifiait pas l'indépendance financière. La création de la *Première Banque des États-Unis* (*First Bank of the United States*), en 1791, à l'instigation du Secrétaire au Trésor du gouvernement de George Washington, Alexander Hamilton, rendit possible la fondation d'une banque de statut privé. Globalement, elle était régie sur le modèle de la Banque d'Angleterre créée en 1694. Cette dernière devait son existence aux événements politiques de 1688, « La Glorieuse Révolution ». Celle-ci permit l'instauration définitive sur le trône d'Angleterre d'une dynastie protestante avec Guillaume d'Orange et l'appui financier de riches Juifs portugais, comme l'a rapporté l'universitaire Cecil Roth⁹⁴. Cet institut bancaire anglais, selon les termes d'un de ses fondateurs, William Paterson (1658-1719) se caractérisait par le fait suivant : « Cette banque tire ses bénéfices des intérêts sur tous les fonds qu'elle crée à partir de rien⁹⁵. » C'est donc en référence à ce modèle que la *Première Banque des États-Unis* vit le jour par une charte valable sur

94 Cecil Roth, *Histoire des marranes*, Éditions Liana Levi, 2002, p. 211.

95 Eustace Mullins, *Les Secrets de la Réserve Fédérale*, Le Retour aux Sources, 2010, p. 123.

vingt ans. L'affaire ne fut pas aisée car le grand opposant politique à Alexander Hamilton, Thomas Jefferson, futur président des États-Unis de 1801 à 1809, voyait cette première banque privée comme l'intrusion d'une force capable de déstabiliser la jeune démocratie américaine en transformant « *nos citoyens, leurs propriétés et leur travail, en victimes passives des tours de passe-passe frauduleux des banquiers et des charlatans*⁹⁶. » Arrivée à expiration en 1811, cette charte régissant cette banque centrale américaine (mais surtout privée) fut renouvelée, en 1816⁹⁷, pour une période de 20 ans. Cette *Seconde Banque des États-Unis* semblait s'enraciner dans le paysage économique et financier américain pour le plus grand bonheur de la haute finance. Cependant, certains dirigeants au Congrès s'inquiétaient de voir cette puissance financière indépendante croître aux dépens du pouvoir politique. La figure de proue à la résistance fut Andrew Jackson qui engagea le combat en devenant président des États-Unis (1828-1836). Conscient de l'influence des Rothschild de la City de Londres et du président de la *Seconde Banque des États-Unis*, Nicholas Biddle, sur la vie politique et financière américaine, il n'hésitait pas à affirmer : « *Vous êtes un nid de vipères. J'ai l'intention de vous déloger et, par l'Éternel, je vous délogerai. Si seulement le peuple était conscient de l'injustice flagrante de notre monnaie et de notre système bancaire, il y aurait une révolution avant demain matin*⁹⁸. » Cette guerre à mort fut remportée par Andrew Jackson qui réussit à imposer à ses adversaires de la finance le non-renouvellement de la charte en y mettant son veto. La banque centrale américaine privée ne devait reprendre le dessus sur le pouvoir politique qu'en... 1913, avec la création de la Banque fédérale (la Fed).

Cette victoire d'Andrew Jackson, qu'il fit graver sur sa tombe – « *J'ai tué la banque* » (*I killed the bank*) – ne doit pas faire oublier que les Rothschild de Londres réussirent, avant leur revanche de 1913, à conserver une influence sur la vie politique et économique américaine, secouée par des paniques financières en 1873, 1893 et 1907. La grande figure de la puissance financière américaine fut incarnée en la personne de John Pierpont Morgan (1837-1913) dont le père, Junius Morgan, dut son ascension à George Peabody (1795-1869, *George Peabody & Company*) homme lige des Rothschild⁹⁹. Cette présence de la City de Londres,

96 Alternatives économiques, n° 293, juillet 2010.

97 En 1811, le Congrès des États-Unis refusa de renouveler cette Charte. Doit-on voir une relation de cause à effet dans la guerre engagée par la Grande-Bretagne ou, plus exactement la City de Londres, contre les États-Unis de 1812 à 1814 aboutissant à une forme de *statu quo* (Traité de Gand du 24 décembre 1814) entre les deux partis ? En tout cas, la charte pour la *Seconde banque des États-Unis* fut renouvelée en 1816.

98 *Les Secrets de la Réserve Fédérale*, op. cit., p. 108.

99 *Les Secrets de la Réserve Fédérale*, op. cit., p. 106 et suivantes. Eustace Mullins rapporte les propos du journaliste spécialiste en histoire économique, Matthew Josephson : « *George Peabody & Company, le vieil arbre qui a permis à la maison Morgan de grandir (...)* », p. 111 ; Carroll Quigley, *Tragedy and Hope*, GSG & Associates, 1966, p. 53, 60 et 327 et David Kynaston, *City of London*, Vintage, 2012, p. 73-74.

via tout un réseau de relais financiers, dans la vie des États-Unis prit un tour décisif dans l'instauration d'une banque centrale aux mains de l'oligarchie sous la présidence de Woodrow Wilson (1913-1921). Eustace Mullins a décrit avec précision toute la préparation aboutissant à la création de la Fed, le 23 décembre 1913, possédée par des actionnaires privés, responsable de l'émission monétaire, contrôlant le crédit national et indépendante du pouvoir politique. C'est sous l'égide du sénateur Nelson Aldrich, chef de la *Commission monétaire nationale*, qu'un concentré de riches financiers se rendit, en novembre 1910, sur une île au nom prémonitoire au large de la Géorgie appelée à tyranniser les États-Unis et le monde : *Jekyll Island*. Dans cet événement crucial, l'auteur a dressé la liste des noms des prédateurs : « (...) *Le sénateur Aldrich était accompagné de son secrétaire particulier, Shelton, de A. Piatt Andrew, le Secrétaire adjoint au Trésor et assistant spécial de la Commission monétaire nationale, de Frank Vanderlip, le président de la National City Bank of New York, de Henry P. Davison, l'associé principal dans J.P Morgan Company et généralement considéré comme l'émissaire personnel de Morgan, et de Charles D. Norton, le président de la First National Bank of New York, dominée par Morgan. (...) Le groupe fut rejoint par Benjamin Strong, connu également pour être un lieutenant de J.P Morgan, ainsi que Paul Warburg¹⁰⁰, un récent immigré d'Allemagne qui avait rejoint la maison bancaire Kuhn Loeb & Co. à New York, en tant qu'associé rémunéré cinq cent mille dollars par an¹⁰¹. »*

C'est sous l'appellation « Plan Aldrich » que la bataille fut engagée pour imposer la loi de la banque. Dans cette affaire, le gouverneur du New Jersey et ancien président de l'université de Princeton, Woodrow Wilson, fut le porte-voix de l'oligarchie. Après moult combats politiques dans les divers cénacles du pouvoir et l'arrivée à la présidence de Wilson le 4 mars 1913, le couvercle de la cocotte-minute oligarchique fut définitivement vissé sur les libertés politiques américaines. Dans cette affaire, l'imposition de la *Réserve Fédérale* (la Fed) ne put se faire qu'avec l'appui décisif du colonel Edward Mandell House (1854-1938). Intime du président Wilson¹⁰²,

100 Paul Warburg fut membre du premier Conseil de la *Réserve Fédérale* lors de sa mise en forme le 10 août 1914 in <http://www.federalreservehistory.org/People/DetailView/84>

101 *Les Secrets de la Réserve Fédérale*, op. cit., p. 33-34.

102 Dans ses « Mémoires », Jean Monnet (1888-1979) confirme ces liens étroits. Évoquant le rôle du comité chargé, lors du Traité de Versailles, de l'établissement de la charte de la Société des Nations, il ajoute : « *Wilson, qui réalisait l'œuvre de sa vie, prit la chose en main, secondé par le fameux colonel House. L'amitié qui liait le président des États-Unis, le professeur austère et idéaliste, et son fidèle conseiller, le Texan entreprenant et imaginatif, évoquait un véritable phénomène d'osmose dont je n'ai retrouvé d'exemple aussi frappant que vingt ans plus tard, avec Roosevelt et Hopkins – un autre président, un autre conseiller secret, et la même intime association de deux intelligences complémentaires : l'une projetait de puissantes visions, l'autre était toute d'exécution, mais dans les deux cas, un constant échange rendait profondément solidaires ces hommes unis pour la conception et l'action* » in Jean Monnet, *Mémoires*, Fayard, Paris, 1976, p. 93.

cette Éminence grise sut imposer un modèle politico/économico/philosophique, un socialisme centralisateur, qui a grandi en puissance bien après les événements de 1914-1918. Il est l'auteur d'un livre, paru en 1912, qui est un véritable programme annonçant la gouvernance mondiale : *Philip Dru, administrator*¹⁰³. C'est l'histoire d'un officier de Westpoint (le Saint-Cyr américain), Philip Dru, qui impose après un coup d'État une dictature aux États-Unis (« *administrator* »), supprime la constitution du pays et instaure « *un socialisme tel que l'avait rêvé Karl Marx* » où « *la propriété et les vies de tous sont maintenant aux mains d'un seul homme*¹⁰⁴. » L'intérêt majeur de ce livre est de présenter un programme très large annonçant les réformes du président Wilson et l'engagement de celui-ci en faveur des fameux « Quatorze Points »¹⁰⁵ préparant la mise en place de la Société des Nations (SDN) et, par la suite, le programme du *New Deal* de Franklin Roosevelt. Comme le confirme Eustace Mullins : « *Ce "roman" prédisait la promulgation d'un impôt progressif sur le revenu, d'un impôt sur les bénéfices excessifs, d'une assurance chômage, de la sécurité sociale et d'un système monétaire flexible. Bref, c'était le projet politique que suivirent plus tard les administrations de Woodrow Wilson et de Franklin D. Roosevelt.* » Et précisant les liens étroits entre le colonel House et les grands noms de la finance, l'auteur ajoute : « *Les Schiff, Warburg, Kahn, Rockefeller et Morgan avaient placé leur confiance en House. Les intérêts des Schiff, des Rockefeller et des Morgan étaient personnellement représentés lors de la mystérieuse conférence de Jekyll Island. Frankfurter*¹⁰⁶ *a atterri à la faculté de droit de Harvard, grâce à une contribution versée à celle-ci par Felix et Paul Warburg (...)*¹⁰⁷. » Plus largement, l'ouvrage du colonel House exprimait l'idéal d'une alliance

103 Colonel Edward Mandell House, *Philip Dru, administrator*, Robert Welch University Press, 1998, paru à l'origine à New York en 1912 par B. W. Huebsch.

104 *Ibid.*, p. 2-3.

105 Ces mesures, qui annonçaient un monde nouveau, tenaient à cœur au colonel House. Il n'hésita pas face à des Français et des Anglais sceptiques sur ces « Quatorze Points » à les menacer d'une paix séparée conclue entre les États-Unis et l'Allemagne in *Tragedy and Hope*, op. cit., p. 254.

106 Felix Frankfurter (1882-1965) était un juge américain siégeant à la Cour suprême des États-Unis et conseiller avisé du président Roosevelt dans le cadre du *New Deal*. Jean Monnet le confirme dans le cas de Frankfurter : « *"Justice" Frankfurter – on désigne ainsi les juges – n'avait évidemment pas de fonction officielle auprès du président, mais il avait accès à son bureau chaque fois qu'il le jugeait utile. Roosevelt était exempt du formalisme des hommes d'État européens et je n'avais pas besoin de titre pour aller lui parler : il savait bien que je ne le ferais que pour de bonnes raisons, et d'ailleurs je n'abusai pas de cette facilité* » in *Mémoires*, op. cit., p. 184. Précisons que Jean Monnet entretenait des liens étroits avec le juge Frankfurter : « *Je ne manquais pas d'aller prendre les avis de Felix Frankfurter jusqu'à sa mort en 1965* » in *Mémoires*, op. cit., p. 321.

107 *Les Secrets de la Réserve Fédérale*, op. cit., p. 69.

anglo-américaine¹⁰⁸ constituant le socle réunissant les puissances du monde au sein d'une ligue. La SDN était annoncée avant l'heure¹⁰⁹.

Cette présentation dans les grandes lignes a pour objectif de souligner que le monde de la finance a réussi à soumettre le pouvoir politique américain. Les locataires de la Maison Blanche qui se succèdent n'ont aucun pouvoir sur la Fed, reliée à la City de Londres, peu importe l'étiquette politique. Ces présidents ne sont que les employés plus ou moins efficaces d'un programme qui ne s'arrête pas à l'aspect financier. En effet, il s'agit d'instaurer strate par strate toute une série de mesures permettant l'élaboration d'une architecture permettant de gérer des blocs continentaux, eux-mêmes s'intégrant dans une gouvernance mondiale. L'annonce par le colonel House d'une sorte d'Union nord-américaine appelait des réformes territoriales administratives afin d'adapter le pays à un stade géographique unifié supérieur : l'Amérique du Nord. À la suite de la crise de 1929, déstabilisant profondément le pays, et de l'arrivée de l'administration Roosevelt, l'application du *New Deal* a consisté entre autres à repenser l'organisation interne des 48 États fédérés composant les États-Unis dans le cadre d'un nouvel aménagement du territoire¹¹⁰. C'est sous l'égide du *National Planning Board*, créé le 20 juillet 1933 et qui, après plusieurs modifications de noms, fut fixé le 7 juin 1935, sous le titre de *National Resources Committee*¹¹¹ qu'il fut décidé d'installer 12 *Planning Districts*¹¹², le 1^{er} mars 1934, constitués de bureaux régionaux dont le but officiel était de planifier l'organisation des villes et des États fédérés. De nouvelles retouches furent apportées et présentées dans la revue américaine *The New York Times Magazine*,

108 Le chapitre 52 indique bien que les deux grandes nations de langue anglaise maintiennent la paix et la liberté de commerce sur les sept mers du monde. Qui plus est, le colonel House annonçait une forme d'union nord-américaine avant l'heure. Le titre de ce chapitre est « *L'unité de la moitié Nord de l'hémisphère occidentale dans le cadre de la nouvelle République* » in Philip Dru, *administrator*, op. cit., p. 235-236.

109 La création de la Société des Nations (SDN) ne fut pas ratifiée par le Sénat américain, sous l'impulsion des sénateurs républicains Henry Cabot Lodge et William Edgar Borah. Ces derniers ne voulaient pas que les États-Unis fussent engagés dans une guerre sans l'accord au préalable du Congrès. Or, l'article 10 stipulait que toute violation de l'indépendance d'un pays membre de la SDN obligeait les autres États à intervenir. Enfin, précisons que certains prétendaient que la SDN, d'essence supranationale, était une version déguisée d'un Empire britannique élargi qui, acceptant en son sein les États-Unis, aurait permis la réintégration de ce pays sous la coupe de la City de Londres, rendant caduque l'indépendance de 1776. Ces considérations ont été défendues en particulier par le Républicain Jacob Thorkelson (1876-1945).

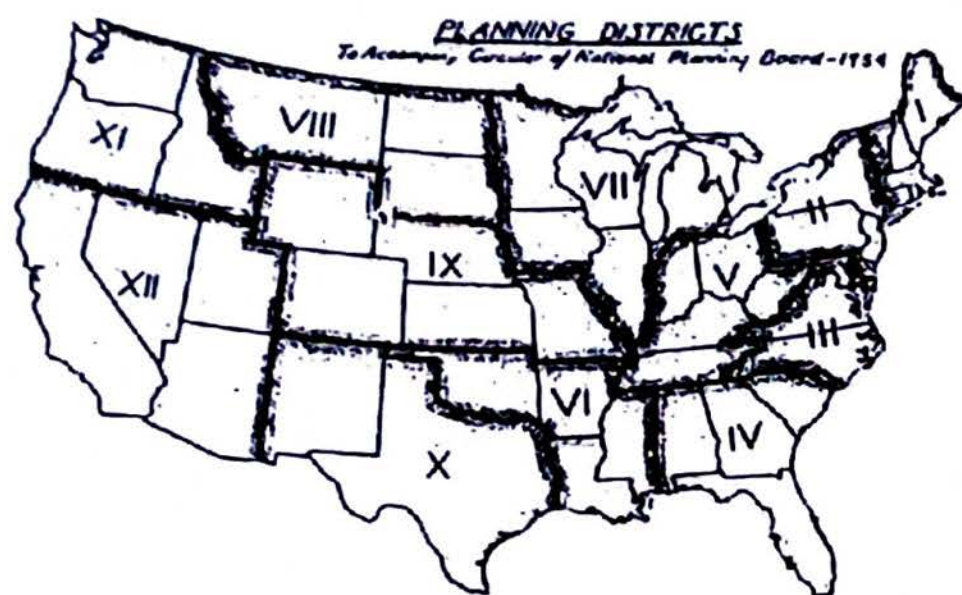
110 L'Alaska et les îles Hawaï sont devenus les 49^e et 50^e États américains en 1959.

111 <http://www.archives.gov/research/guide-fed-records/groups/187.html>

112 Chapitre V, annexe 1 : Aménagement des États-Unis en 12 districts régionaux (« Planning Districts », 1^{er} mars 1934).

1934

The Seditious Cover-up RESTRUCTURING AMERICA



Aménagement des États-Unis en 12 districts régionaux
(« Planning Districts », 1^{er} mars 1934)

le 21 avril 1935, sous la plume de Delbert Clark, présentant les États-Unis divisés en neuf entités territoriales qui, dans le texte du journaliste, sont appelés « *Departments* »¹¹³. L'ensemble du projet devait favoriser un plus grand centralisme du pays sous l'égide, ou plutôt, à cause du *New Deal*, en raison de la situation d'urgence due à la crise de 1929. Il faut rappeler que les États fédérés américains sont protégés du pouvoir central de Washington par deux textes fondamentaux : *Insurrection Act* (1807) et le *Posse Comitatus Act* (1878). Ces deux textes limitent les pouvoirs d'intervention du gouvernement central de Washington dans l'usage de la force militaire. Ce sont les États fédérés qui se chargent des problèmes de sécurité, sous certaines conditions, et selon des modalités définies par la loi¹¹⁴. Pour l'auteur de l'article, porte-parole de l'oligarchie, il s'agit d'abolir ces États fédérés en conservant, selon son expression pour des raisons sentimentales, les bornes rappelant leur existence, pour y substituer ces « *Departments* » se gérant par eux-mêmes mais sans pour autant paralyser le pouvoir d'intervention du gouvernement

113 Chapitre V, annexe 2 : Projet de régionalisation des États-Unis en 9 blocs régionaux (« *Departments* », 1935).

114 Depuis les événements du 11 septembre 2001, certaines mesures prises par l'administration Bush ont amoindri l'*Insurrection Act* avec le *John Warner National Defense Authorization Act* (Section 1076). Elles autorisent les forces armées à intervenir après un événement grave (attaque terroriste, désastre naturel...). Cette tendance est appelée à s'aggraver dans le contexte de tensions internes (guerre civile sous-jacente) caractérisant les États-Unis et permettant, en liaison avec une crise économique violente qui s'annonce, l'instauration de la loi martiale.



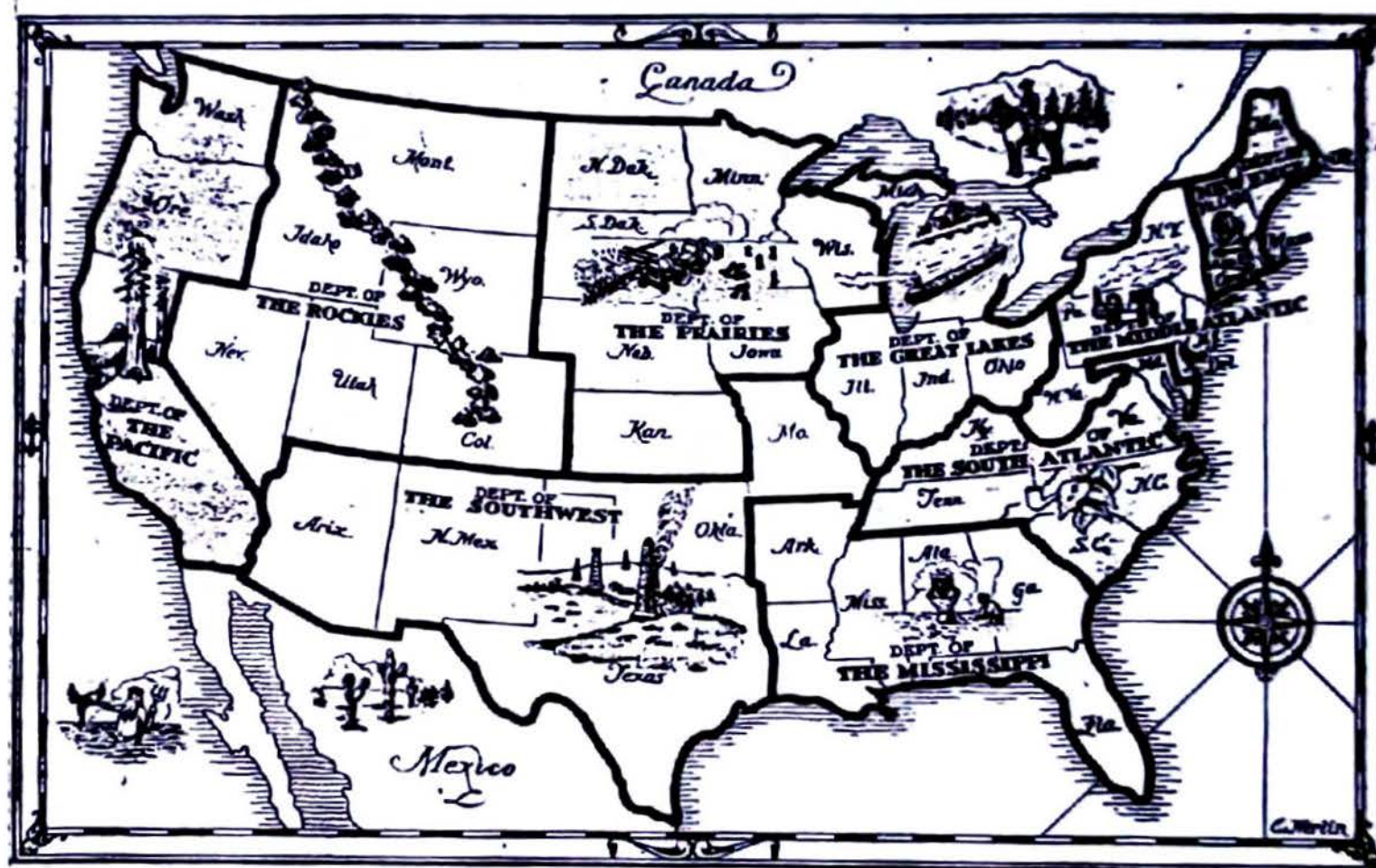
The Pennsylvania Crier

VOL. 2, NO. 6

\$1.25 a copy - \$3.00 per year

JUNE 1973

THE NEW YORK TIMES MAGAZINE, APRIL 21, 1935.



Projet de régionalisation des États-Unis en 9 blocs régionaux (« Departments », 1935)

fédéral dans ses actes législatifs. Nous retrouvons un état d'esprit farouchement centralisateur qui n'aurait pas choqué les révolutionnaires de 1789. Cette organisation en neuf entités territoriales fut confirmée, le 1^{er} juillet 1937, par le *National Resources Committee*¹¹⁵ subdivisant le États-Unis selon les appellations suivantes : 1. *New England*, 2. *Middle Atlantic*, 3. *Southeastern*, 4. *Ohio-Great Lakes*, 5. *South Central*, 6. *Missouri Valley*, 7. *Intermountain-Great Plains*, 8. *Pacific Southwest* et 9. *Pacific Northwest*.

Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, le processus continua son cours. On peut relever qu'un Leopold Kohr, déjà cité, n'avait pas uniquement parcellisé l'Europe. On retrouve dans ses travaux le processus de création de blocs régionaux dans la continuité du *National Resources Committee* concernant les États-Unis¹¹⁶. Cependant, il faut attendre la présidence de Richard Nixon (1969-1974) pour voir littéralement bondir le projet de création de grandes régions soumises au pouvoir central de Washington. C'est avec l'*Executive Order 11647* du 10 février 1972¹¹⁷ que l'administration Nixon lança les « conseils régionaux fédéraux » (*Federal Regional Councils*) gérant chacun une des dix grandes régions administratives constituant l'État américain¹¹⁸. Le centralisme y est parfaitement exprimé puisque c'est le chef de l'État lui-même qui désigne chaque président chargé de diriger l'entité territoriale administrative dans des domaines aussi variés que l'éducation, la santé, le développement urbain, l'environnement...¹¹⁹. Ces caractéristiques furent renforcées par l'administration Carter avec l'*Executive Order 12149* du 20 juillet 1979¹²⁰ et par l'administration Reagan avec l'*Executive Order 12314* du 22 juillet 1981¹²¹. Cependant, cette même administration Reagan supprima, sans autre forme de procès et sans explication, les « conseils régionaux fédéraux » avec l'*Executive Order 12407* du 22 février 1983¹²². Doit-on croire que l'affaire était classée ? ... Nenni. Dans ce domaine, les dix grandes régions administratives sont maintenues et l'ensemble a repris du poil de la bête sous l'impulsion de l'administration de George Bush dans le cadre du *National Defense Authorization Act for fiscal year 2008* signé le 28 janvier 2008¹²³. Le président Obama n'a fait qu'entériner cette

115 <http://www.archives.gov/research/guide-fed-records/groups/187.html>

116 Chapitre V, annexe 3 : carte régionalisée des États-Unis (1957).

117 <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=106739>

118 Chapitre V, annexe 4 : régionalisation des États-Unis en 10 blocs par l'administration Nixon (1972).

119 Executive Order 11647 du 10 février 1972 : « *The President shall designate one member of each such Council as Chairman of that Council and such Chairman shall serve at the pleasure* (ndla : souligné par nous) *of the President* ».

120 <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=32630>

121 <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=44110>

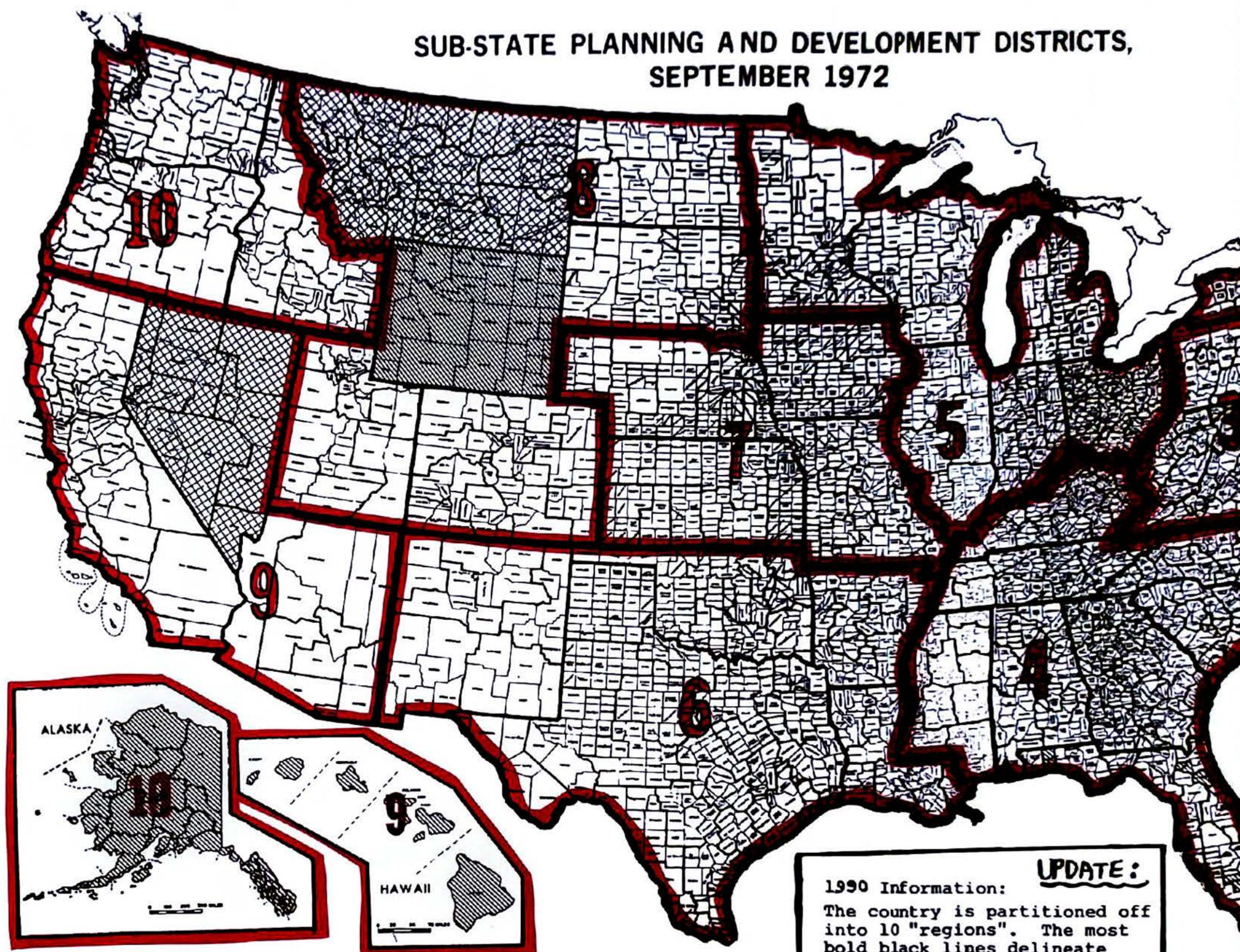
122 <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=40958>

123 <https://www.gpo.gov/fdsys/pkg/PLAW-110publ181/html/PLAW-110publ181.htm> (voir SEC. 1822).



Carte régionalisée des États-Unis (1957)

SUB-STATE PLANNING AND DEVELOPMENT DISTRICTS, SEPTEMBER 1972



1990 Information:

UPDATE:

The country is partitioned off into 10 "regions". The most bold black lines delineate the ten sections (regions), each having its own "capital". The less bold lines depict the replacements for counties. They are called U.M.J.O.s (Umbrella Multi-jurisdictional Organizations). Every state has been so recast. The finest lines are the present county structure that is "planned" to be abolished.

Régionalisation des États-Unis en 10 blocs par le Président Nixon (1972)

STATES AND COUNTIES ARE NO LONGER DESIRED BY THE RECASTING GROUP IN WASHINGTON, D.C. THOSE LINES ARE SCHEDULED TO BECOME INACTIVE. ELECTED REPRESENTATION IS ALSO NO LONGER DESIRED. THE ORDER FOR THIS RECASTING SYSTEM CAME FROM THE UNITED NATIONS.

"New States may be admitted by the Congress into this Union; but no new State shall be formed or erected within the jurisdiction of any other state; (nor any State formed by the junction of two or more States,) or parts of States without the consent of the Legislatures of the States concerned as well as the Congress."

UNITED STATES CONSTITUTION
Article IV, Section 3, Paragraph 1

REGIONALISM—PRESIDENT NIXON'S NEW FEDERALISM

REGIONAL ALIGNMENTS

Region	Capital	States	Region	Capital	States
1	Boston	Conn., Maine., Mass., N.H., R.I., Vt.	6	Dallas-Ft. Worth	Ark., La., N. Mex., Okla., Tex.
2	N.Y. City	N.Y., N.J., Puerto Rico, Virgin Islands	7	Kansas City	Iowa, Kan., Mo., Nebr.
3	Phila.	Del., D.C., Md., Pa., Va., West Va.	8	Denver	Colo., Mont., N.D., S.D., Utah, Wyo.
4	Atlanta	Ala., Fla., Ga., Ky., Miss., N.C., S.C., Tenn.	9	San Francisco	Ariz., Cal., Hawaii, Nev.
5	Chicago	Ill., Ind., Minn., Mich., Ohio, Wisc.	10	Seattle	Alaska, Idaho, Ore., Washington

President Nixon on 3-27-69 through the Government Reorganization Act divided the United States into ten Regions. To further implement this Regional Governance over the U.S.A., President Nixon signed Executive Order 11647 and entered it in the Federal Register Feb. 12, 1972. (Vol. 37, No. 30)

Through the authority vested in him as President of the U.S., he established a Federal Regional Council for each of the ten standard regions. It stated that, the President shall designate one member of each such Council as Chairman of that Council and such chairman shall serve at the pleasure of the President.

mesure avec l'*Executive order 13528* du 11 janvier 2010¹²⁴ qui établit un « Conseil de gouverneurs »¹²⁵ composé de dix gouverneurs, chacun dirigeant un État appartenant à l'une des dix grandes unités territoriales administrative créée par l'administration Nixon. Ces dix gouverneurs, dont cinq appartiennent à un des deux partis politiques, sont nommés directement par le président des États-Unis pour une période de deux ans et imposeront les ordres émanant du pouvoir de Washington aux États appartenant à leur juridiction en période de crise. Ces mesures ont été entérinées par la signature d'une loi par le président Obama, le 31 décembre 2011 : le *National Defense of Authorization Act for Fiscal Year 2012*¹²⁶. Cette nouvelle mouture présente un caractère militaire car cet *Executive Order* stipule que ce « Conseil de gouverneurs » renforce le partenariat entre le gouvernement de Washington et les gouverneurs des États fédérés concernant tout type de problème. En effet, l'ensemble évoque des relations étroites entre ce Conseil et l'appareil militaire américain (le ministère

124 <https://www.whitehouse.gov/the-press-office/president-obama-signs-executive-order-establishing-council-governors>

125 <https://www.nga.org/cms/CoG>

126 Cette loi signée par le président Obama est controversée et lourde de conséquences, en particulier la section 1021 (SEC. 1021, c. 1) consacrée à la lutte contre le terrorisme (*Subtitle D – Counterterrorism*) qui stipule qu'une personne peut être mise en détention dans le cadre de la loi martiale jusqu'à la fin des hostilités « sans procès » : « *Detention under the law of war without trial under the end of the hostilities authorized by the authorization for use of military force* » in <https://www.gpo.gov/fdsys/pkg/BILLS-112hr1540enr/pdf/BILLS-112hr1540enr.pdf> En cas de troubles (guerre civile), ces mesures seront utilisées sans état d'âme.

de la Défense, le Département de la Sécurité intérieure des États-Unis, le bras droit du président pour la Sécurité intérieure, le *Northcom*, organisme militaire créé en 2002 chargé de protéger le territoire américain, le commandant du bureau de la « Garde nationale »...). Dans cette liste, nous avons cité le Département de la Sécurité intérieure des États-Unis (*United States Department of Homeland Security*) créé en 2002 sous l'administration Bush par le *Homeland Security Act*. Ce Département coiffe la FEMA (*Federal Emergency Management Agency*, « Agence fédérale des Situations d'urgence »), créée en 1979 sous l'administration Carter, et concerne la gestion des catastrophes naturelles et celles liées aux activités humaines frappant le territoire national. La carte de la FEMA est le reflet de l'organisation administrative voulue par les élites américaines puisque les structures territoriales correspondent exactement aux dix grandes régions instaurées sous l'administration Nixon¹²⁷. On observe le même type d'organisation concernant l'Agence chargée de la Protection de l'Environnement (*United States Environmental Protection Agency*, EPA)¹²⁸ créée le 2 décembre 1970 sous l'administration de... Richard Nixon¹²⁹. À ce rythme, l'idéal du colonel House exprimé dans *Philip Dru, administrator*, n'est plus très loin.

Il est vrai que la crise de 2008 a considérablement aggravé les tensions internes aux États-Unis, en particulier raciales. La communauté noire s'appuie sur des associations défendant sa cause. Parmi celles-ci, on peut distinguer *Democracy Alliance*. Dans un article pour « Boulevard Voltaire » le 17 juillet 2016, nous écrivions : « (...) Fondée en 2005 par Rob Stein dont les activités multiples se sont manifestées en particulier en tant que chef de cabinet du bureau de l'administration Clinton/Gore de 1992 à 1993, cet institut promeut les idées progressistes dans les domaines politiques et éthiques (démocratie, économie et environnement au service de l'homme) soutenant de nombreuses associations dont Black lives matter (« Les vies noires comptent »). Parmi les nombreux donateurs accordant chacun au minimum

127 Chapitre V, annexe 5 : carte de l'Agence fédérale des Situations d'urgence (FEMA) organisée en 10 blocs régionaux.

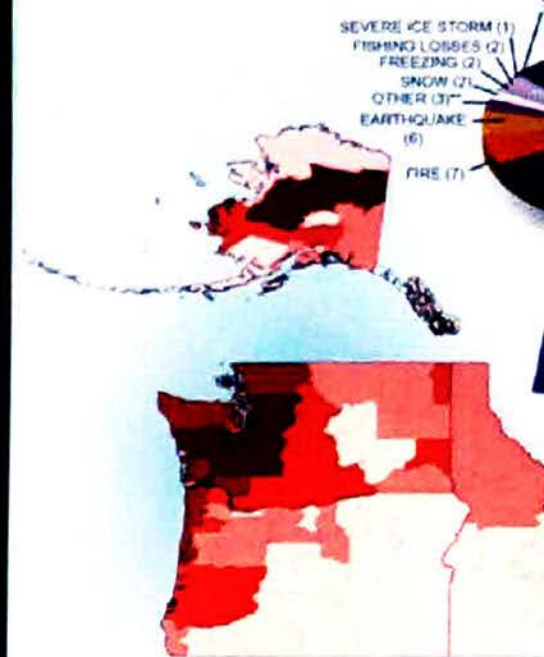
128 Chapitre V, annexe 6 : carte de l'Agence fédérale pour la Protection de l'Environnement (EPA) organisée en 10 blocs régionaux.

129 <https://www.epa.gov/aboutepa/epa-history>

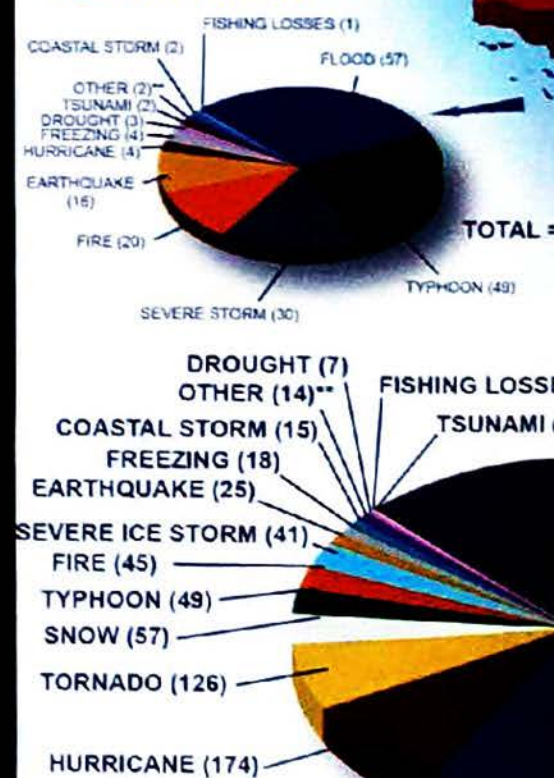
Carte de l'Agence fédérale des situations d'urgence (FEMA) organisée en 10 blocs régionaux

PRESID

FEMA REG



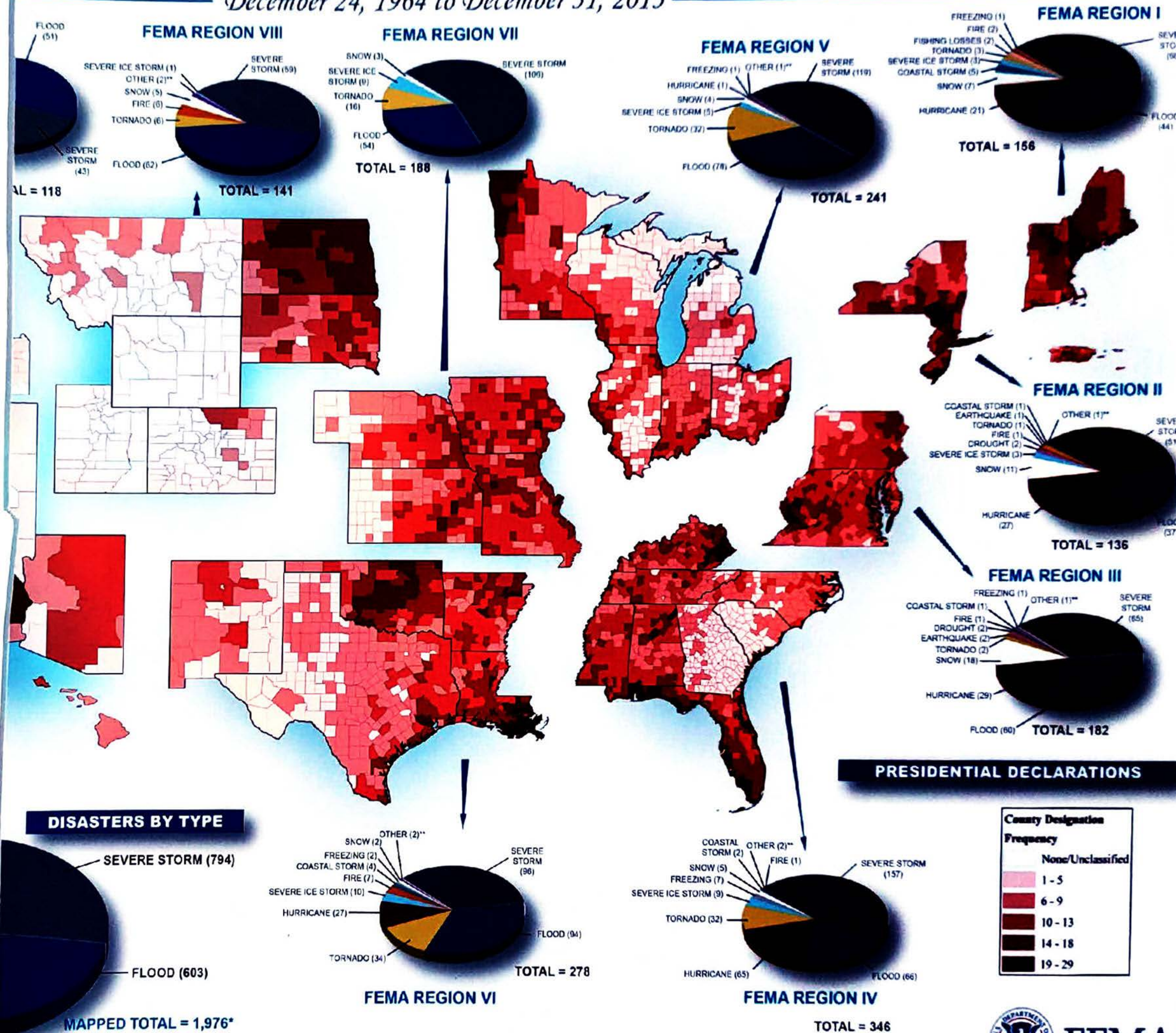
FEMA REGION IX



*Prior to December 24, 1964, county designations are not available.
**Other Includes: Dam/Levee Break, Human Cause, Mud/Land

PRESIDENTIAL DISASTER DECLARATIONS

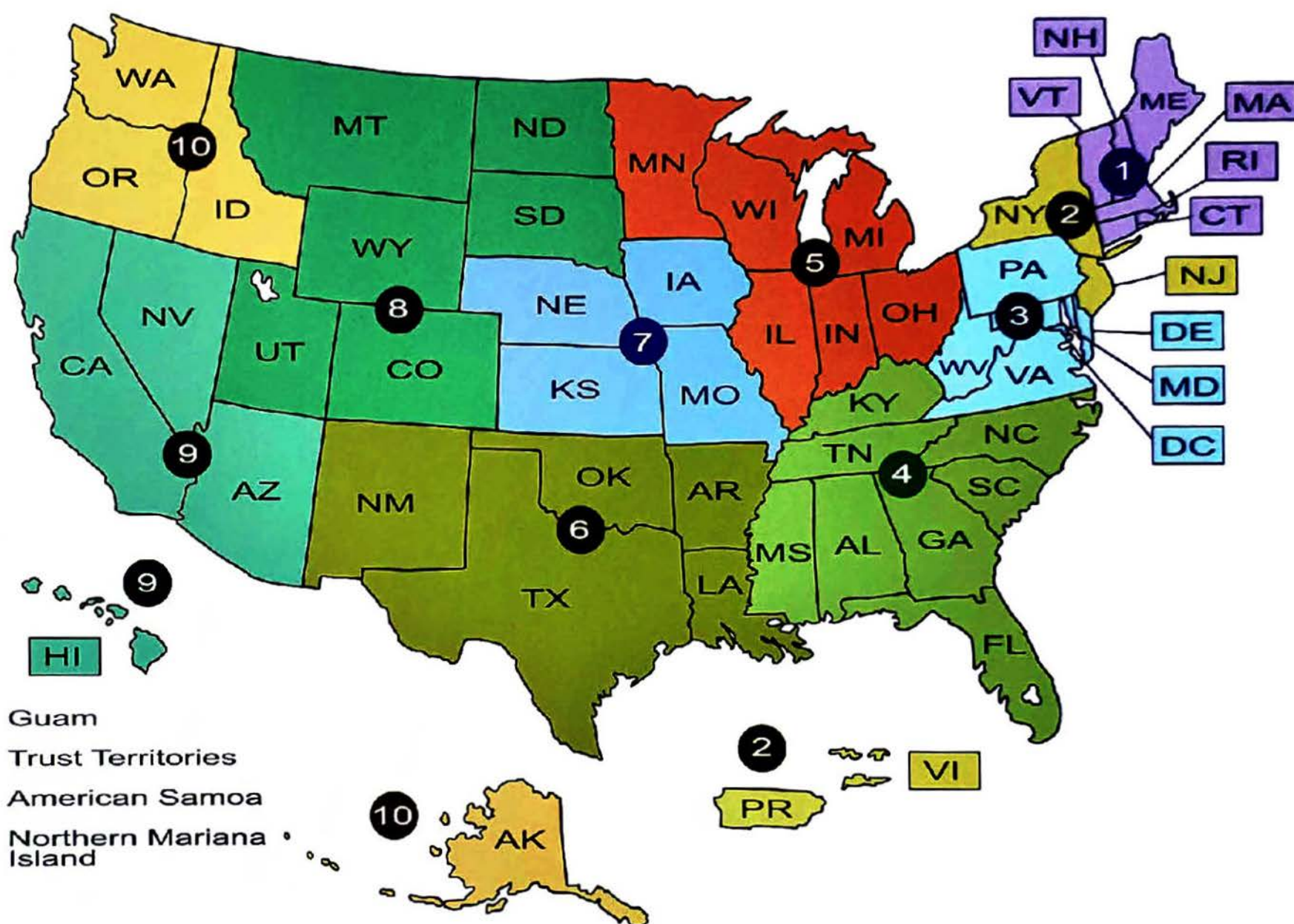
December 24, 1964 to December 31, 2013



*Of the total Declared Disasters (2,158), only 1,976 are included in the Mapped Total.



FEMA



Carte de l'Agence fédérale pour
la protection de l'environnement (EPA)
organisée en 10 blocs régionaux

200 000 dollars par an, on relève le nom de George Soros (ainsi que celui de son fils, Jonathan), milliardaire à l'origine de la création de l'Open Society Foundation promouvant les idées les plus libérales (politique, mœurs, droits des minorités...) dans le cadre d'un monde sans frontières. L'action de ce « philanthrope » s'est traduit, entre autres, par une donation de 33 millions de dollars à différents groupes activistes noirs après le meurtre de l'un des leurs par un policier blanc à Ferguson comme le révèle le Washington Times (14.01.2015). Un véritable maillage de soutiens à la cause de ces activistes peut être souligné avec l'action d'un autre fils de George Soros, Alex. Ce dernier est le généreux donateur d'une association promouvant la justice sociale, les droits pour la cause LGBT ou encore la lutte contre les discriminations raciales : Bend the Arc PAC (PAC : Political Action Committee) comme le relève la Jewish Telegraphic Agency (21 avril 2015). On peut relever aussi dans la liste des donateurs le nom de Paul Egerman. Or, ce dernier est aussi le trésorier de Democracy Alliance¹³⁰.

En raison de cet arrière-fond, l'action de Black lives matter, créée en 2013 par trois jeunes Afro-Américaines (Alicia Garza, Patrisse Cullors et Opal Tometi), a le soutien, entre autres, de la New York Women's Foundation qui bénéficie de dizaines de donateurs prestigieux parmi lesquels JP Morgan ou Goldman Sachs. Travaillant en liaison avec Democracy Alliance et le Parti Démocrate — le président Obama a noué des liens avec ces dirigeants à la Maison-Blanche en octobre 2014 — ces discussions ont abouti à la création de Campaign Zero, plate-forme dont l'objectif est de concrétiser les revendications du mouvement. La figure de proue qui émerge de cet outil de combat est Deray McKesson. Candidat malheureux à la course à l'investiture de la mairie de Baltimore au sein du Parti Démocrate en avril 2016 — il n'a fait que 2 % — cet activiste a été dans l'obligation comme tous les autres candidats de publier son adresse (mais aussi date de naissance, courriel...) sur le registre officiel d'enregistrement de sa candidature : 1104 Bryn Mawr Road, Baltimore, MD, 21210¹³¹. Il est intéressant de constater que

130 <http://democracyalliance.org/people/paul-egerman/>

131 <https://campaignfinancemd.us/Public/ShowReview?memberID=4637731%20&memVersID=1%20&cTypeCode=01>

Deray McKesson a vécu, pendant cette campagne électorale¹³², dans une maison cossue de Baltimore (Maryland) appartenant au couple James et Robin Wood. Le cadastre indiquant l'adresse de ce couple est exactement celle de Deray McKesson¹³³. Ces liens ne sont pas l'effet du hasard car l'épouse, Robin Wood, est membre du conseil consultatif de l'Open Society Institute de Baltimore (...) ¹³⁴. »

En raison de tous ces troubles aux États-Unis liés aux problèmes économiques et qui sentent la guerre civile, il n'est pas étonnant de relever, comme le fait l'agence Reuters, que près d'un Américain sur quatre en 2014 est favorable à l'indépendance de son État avec des écarts allant de 19 % à 34 % selon les zones géographiques¹³⁵, en lien aussi avec l'hispanisation croissante du pays. Cette situation qui reflète un malaise certain au sein de la population américaine peut être observée, entre autres, dans le cas californien prônant la sécession¹³⁶ ou encore avec le Texas¹³⁷. Cependant, les représentants de ces mouvements ne se rendent pas compte qu'une indépendance par rapport à Washington ne constituerait pas une rupture complète avec le système oligarchique qui procède à une refonte politique, économique, juridique et militaire en favorisant la création d'une unité nord-américaine¹³⁸. Nous ne décrirons pas dans le détail le phénomène conduisant à cette unité ; nous l'avons fait dans *La marche irrésistible du nouvel ordre mondial* et *Chroniques du mondialisme*. Il nous suffit de rappeler les points essentiels qui sont les conséquences logiques des ambitions oligarchiques dans la continuité d'un colonel House exprimée dans son livre de 1912. Après la mise en forme de l'Accord de Libre-Échange nord-américain en 1994 (l'ALENA), les chefs d'État américain, canadien et mexicain lancent en 2005 le « Partenariat nord-américain pour la sécurité et la prospérité » (PSP). Ce programme est présenté sur le site du *Council on Foreign Relations* (CFR, créé à l'origine sous l'impulsion du

132 <http://www.baltimoresun.com/news/maryland/baltimore-city/2016-mayor-race/bs-md-ci-mckesson-profile-20160322-story.html>

133 <http://www.city-data.com/baltimore-county/B/Bryn-Mawr-Road-1.html>

134 <https://www.opensocietyfoundations.org/people/robin-wood> Les Fondations Open Society ont été créées par Georges Soros à partir de 1979.

135 Chapitre V, annexe 7 : carte des mouvements sécessionnistes aux États-Unis (situation en septembre 2014).

136 <http://www.yescalifornia.org/>

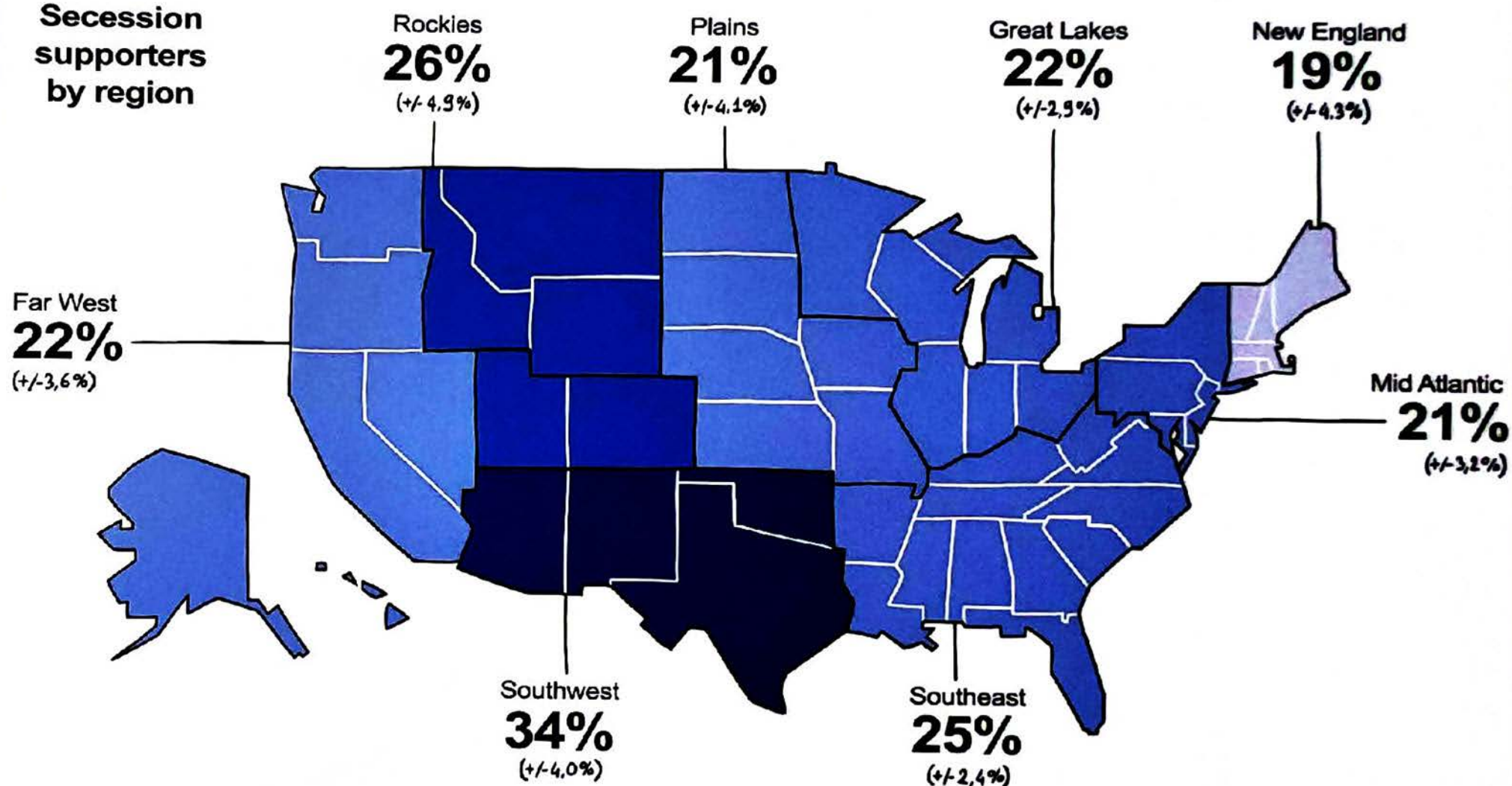
137 <http://www.thetnm.org/why>

138 Il faut rappeler que ces ambitions d'unité nord-américaine, comme les autres projets prônant la gouvernance mondiale, peuvent se fracasser en raison d'une multitude de raisons (voir chapitre VII). Nous décrivons les plans établis. Concernant leur application pratique... rien n'est gagné d'avance. De toute manière, tôt ou tard, ces ambitions mondialistes échoueront car d'essence babélique.

2014

« Do you support or oppose the idea of your state peacefully withdrawing from the United States of America and the federal government ? »

Secession supporters by region



Carte des mouvements sécessionnistes aux États-Unis (situation en septembre 2014)

colonel House) dans le cadre d'une « Communauté nord-américaine »¹³⁹. Cette dernière est particulièrement soutenue, en 2014, par le général Petraeus et Robert Zoellick membre de Goldman Sachs et ancien président de la Banque mondiale¹⁴⁰. Enfin, nous pouvons signaler la volonté de favoriser la création d'un passeport nord-américain¹⁴¹. Ces quelques exemples doivent être complétés par un autre élément révélateur de la mutation en cours. Il s'agit de la restructuration des voies de communications à l'échelle nord-américaine. À partir du moment où les économies canadiennes, américaines et mexicaines sont fondues, il faut établir tout un réseau de communications (autoroutes, routes, voies ferrées...) permettant à l'ensemble du système de fonctionner d'un seul tenant. Pour la réussite de ce méga-projet, la mission a été dévolue à un organisme réunissant les mondes de la politique et des affaires : le *North American Strategy for Competitiveness* (NASCO) fondé en 1994. Il s'agit au nom de la compétitivité et de l'amélioration de la qualité de vie d'assurer une sorte de « colonne vertébrale » ou « Corridor » (*North America's Supercorridor*) de voies de communications du Canada jusqu'au Mexique¹⁴². Ce modèle est complété par de multiples corridors de circulation zébrant du Nord au Sud tout le continent nord-américain. Nous pouvons citer, par exemple, le corridor de « Canamex » partant d'Edmonton (province d'Alberta au Canada) pour finir à Mexico¹⁴³.

Ce travail de fond se fait de plus en plus visible à condition que la faction oligarchique soutenant l'administration Trump accepte de parachever le travail. En raison des rivalités internes oligarchiques entre défenseurs de l'intégrité du territoire américain et ceux voulant le fondre dans un cadre plus vaste, il n'est pas interdit d'imaginer que le processus se bloque ou soit modifié (par exemple, par rapport au cas mexicain). Concernant les agents s'activant en faveur d'un remodelage des États-Unis intégrés à un bloc unifié nord-américain, nous pouvons relever le nom de Parag Khanna. Cet expert en relations internationales, travaillant avec les fondations mondialistes les plus en vue (*Council on Foreign Relations, Brookings Institution...*) et ayant obtenu un doctorat en relations internationales de la très mondialiste *London School of Economics* (LSE) fondée en 1895 à l'origine

139 http://l.cfr.org/content/publications/attachments/NorthAmerica_TF_final_fr.pdf

140 <http://www.cfr.org/americas/north-america/p33536>

141 <http://edition.cnn.com/2015/01/26/opinion/martinez-kurtz-phelan-north-american-passport/> Parmi les promoteurs de ce passeport, nous pouvons relever le nom de Daniel Kurtz-Phelan qui était un des conseillers de Hillary Clinton quand cette dernière était Secrétaire d'État (ministre des Affaires étrangères) sous la première administration Obama. Signalons aussi que la chaîne de télévision CNN a évoqué ce projet d'unification continentale avec le journaliste Lou Dobbs sous le titre « Vers une Union nord-américaine ? » in <https://www.youtube.com/watch?v=JgGEv-cdoms>

142 Chapitre V, annexe 8 : carte du corridor de Nasco.

143 Chapitre V, annexe 9 : carte du corridor de Canamex.

North America's SuperCorridor Coalition, Inc.

Tri-national, non-profit, multi-modal trade and transportation coalition for the efficient and secure movement of freight



Carte du corridor de NASCO



Carte du corridor
de Canamex

par la « Société fabienne » (*Fabian Society*)¹⁴⁴, est l'auteur de nombreux livres dont *Connectography*¹⁴⁵. Il ressort de cet ouvrage que les moyens de communication en tout genre et les corridors énergétiques conduisent à l'émergence d'une nouvelle civilisation reposant sur un réseau de méga-cités. Il s'avère nécessaire, selon l'auteur, de repenser l'organisation interne des États. Les États-Unis n'échappent pas à la règle. Parag Khanna n'invente finalement rien de neuf car il ne fait que reprendre et améliorer les travaux lancés dès les années 1930 par les technocrates de l'époque. Il propose la disparition des 50 États fédérés américains reformatés en sept méga-régions¹⁴⁶ selon des critères de rentabilité économique, le tout aboutissant à une Union nord-américaine¹⁴⁷. Pour lui, comme pour les personnes naviguant dans cette sphère technocratique, le modèle chinois composé de vingt-quatre méga-cités intégrées entre elles par de multiples liens de communication constitue le modèle à suivre¹⁴⁸. Ayant le profil du parfait planiste des années 1930, les médias américains, porte-voix d'une frange importante de l'oligarchie comme le *New York Times*¹⁴⁹ (15 avril 2016) et le *Washington Post*¹⁵⁰ (29 avril 2016), n'hésitent pas à lui donner le maximum d'audience au nom du « Meilleur des mondes ».

144 À l'origine, le blason de la Société fabienne était un loup recouvert d'une peau d'agneau. Trop révélateur de la pensée du Système, ce blason fut abandonné au profit d'une tortue. La Société fabienne prône, d'une manière progressive, la fusion du capitalisme et du socialisme. Ajoutons que la Société fabienne est aussi à l'origine de la fondation du parti *Labour* (parti socialiste) en 1900. Parmi les premiers membres de cette société : George Bernard Shaw, Aldous Huxley, H. G. Wells, Annie Besant, le couple Sidney et Beatrice Webb. Il faut souligner que Sidney Webb (1859-1947), alias Lord Passfield, a joué un rôle important en particulier concernant l'immigration juive en Palestine, voir chapitre 6, « Les mondes musulman et juif, composition et décomposition ».

145 Parag Khanna, *Connectography*, Random House, New-York, 2016.

146 Chapitre V, annexe 10 : Carte d'un projet politique des États-Unis transformés en sept méga-régions avec voies de communication (situation en 2016)

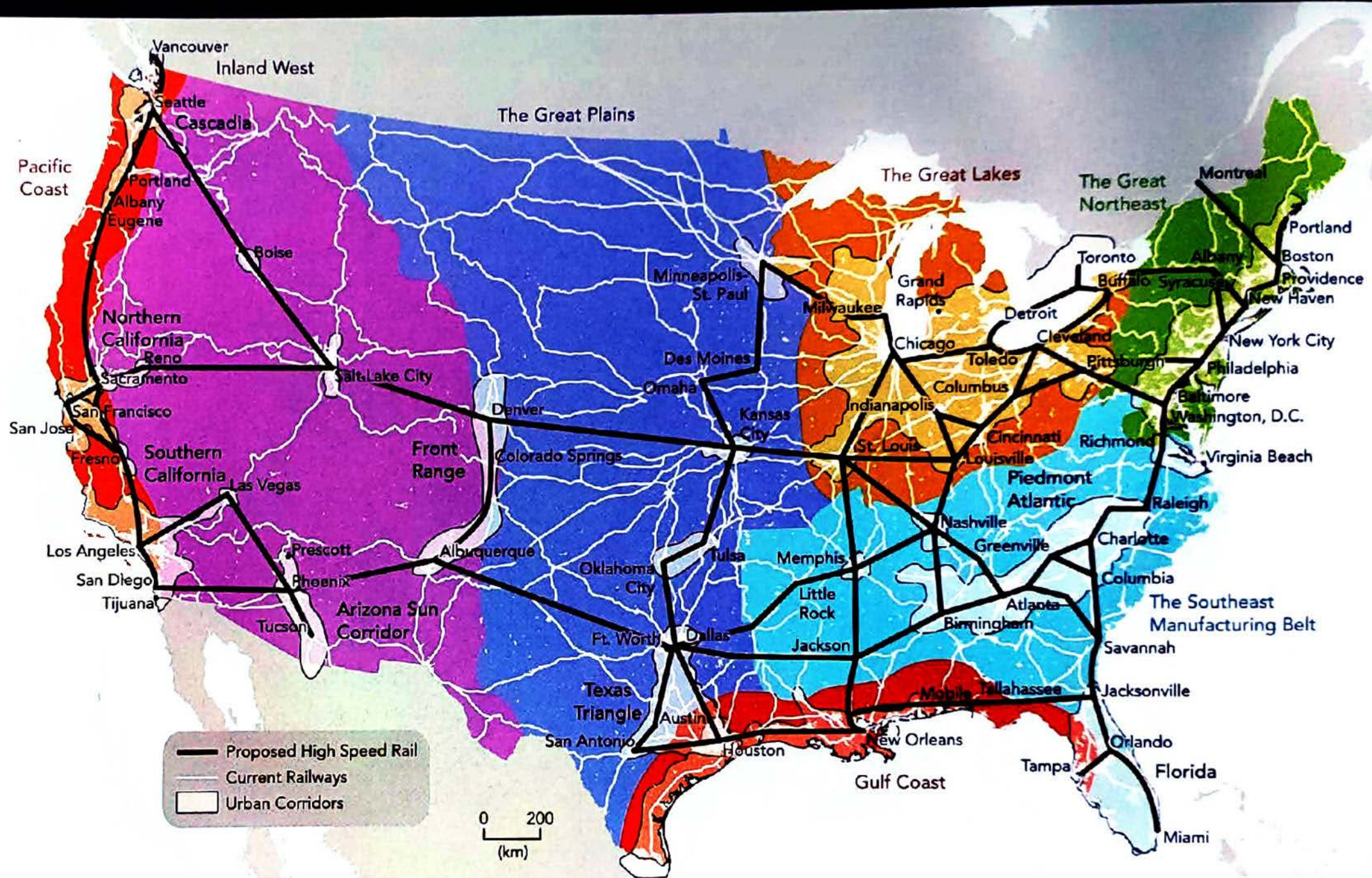
147 Chapitre V, annexe 11 : carte de l'ALENA à l'Union nord-américaine (situation en 2016). Est-ce que la faction oligarchique derrière l'administration Trump va accepter de parachever cette union, en particulier avec le Mexique ? Tout est affaire de réglage par rapport aux autres unions régionales en formation, en liaison avec une ONU modernisée reconnaissant ce concept. Pour que cela aboutisse, il faut que les oligarchies arrivent à s'entendre sur des intérêts communs (voir chapitre VII).

148 Chapitre V, annexe 12 : carte de la Chine, Empire des méga-cités.

149 <http://www.nytimes.com/2016/04/17/opinion/sunday/a-new-map-for-america.html>

150 <http://www.nytimes.com/2016/04/17/opinion/sunday/a-new-map-for-america.html>

BEYOND THE FIFTY STATES: AMERICA'S NEXT MAP



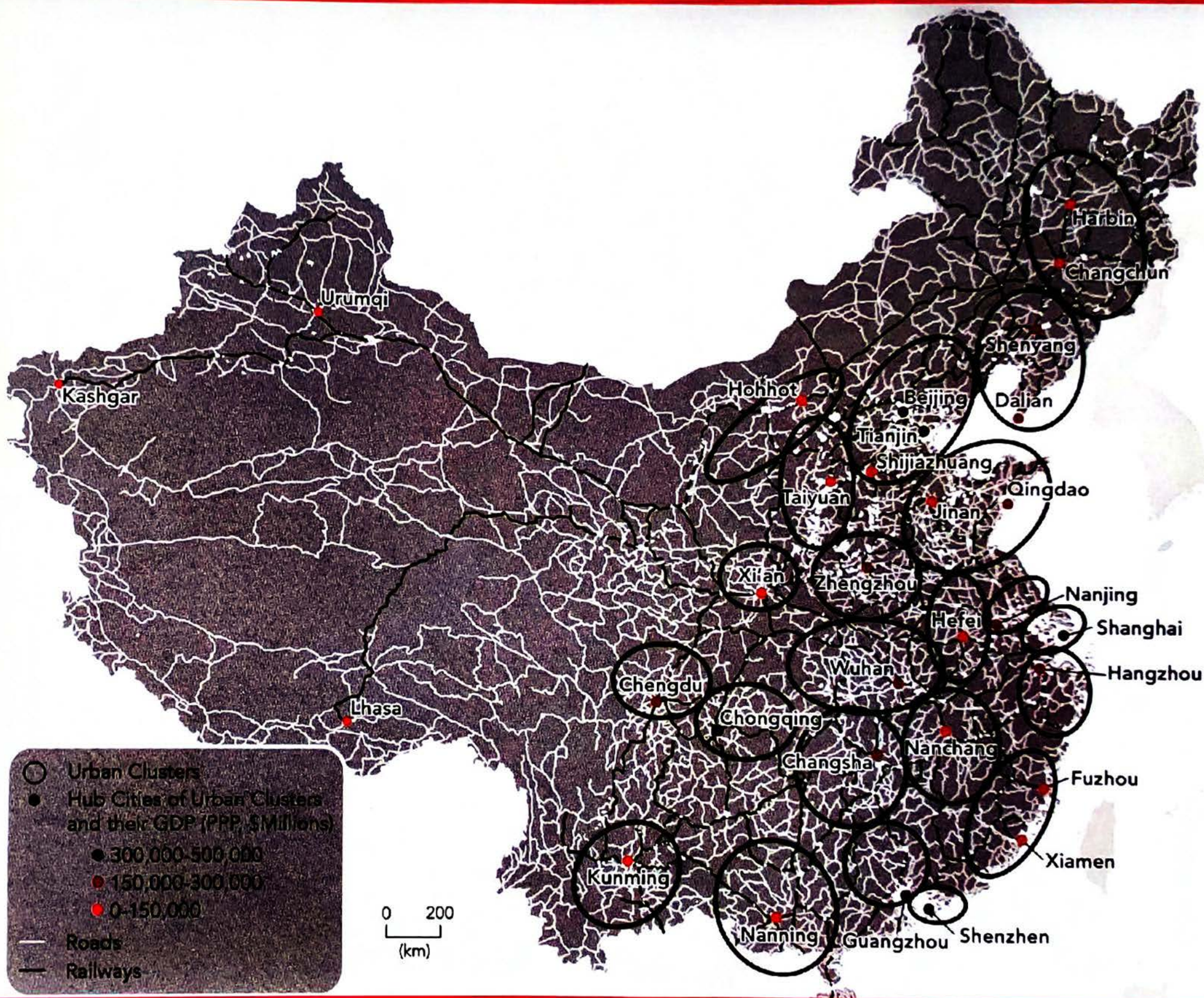
America's functional economic regions have broader geographies than the traditional map of fifty states but center around key city hubs. High-speed railways and Internet cables could efficiently connect American cities together, creating a "United City-States of America."

FROM NAFTA TO NORTH AMERICAN UNION



Canada, the United States, and Mexico are increasingly integrate through cross-border infrastructures, resource sharing, trade, and investment.

CHINA: EMPIRE OF MEGACITIES



China is functionally reorganizing itself around approximately two dozen megacity clusters, each internally integrated through dense transportation networks, while high-speed rail connects the entire country.

Les mondes musulman et juif, composition et décomposition

Chap 6

Les guerres modernes déchirent le monde musulman depuis plusieurs générations. De l'Empire ottoman au XIX^e siècle jusqu'au conflit en Syrie démarré en 2011, il s'avère nécessaire de trouver le fil conducteur expliquant, derrière tous les événements douloureux et sanglants touchant ces pays, la trame de ces drames.

Introduction

À la chute du mur de Berlin, l'affaiblissement temporaire de la Russie permit au monde anglo-saxon en liaison avec Israël d'agir au Proche-Orient, en 1991, à la suite de l'invasion du Koweït par l'Irak de Saddam Hussein. Ce dernier ne fut pas complètement abattu et l'intervention militaire américaine terrestre contre ce pays, en mars 2003, permit de porter l'estocade finale contre le régime baasiste irakien. Officiellement, une nouvelle ère en faveur de la démocratie et de la force du droit devait s'instaurer en Irak et se propager dans toute la région. Ce fut tout le contraire. Le feu et le sang se répandirent dans tous les pays alentour pareils à un incendie de forêt incontrôlable. Cette responsabilité ne concerne pas que les premiers intervenants israélo-anglo-saxons et leurs affidés français face aux pays arabes et perse. Depuis l'intervention russe en septembre 2015 en réponse aux interventions occidentales, il faut compter avec Moscou et aussi la Chine. Bref, la montée en puissance des tensions attirent, tel un maelström, les grandes et moyennes puissances de ce monde appelées à se fracasser les unes aux autres sur ces terres antiques du Proche-Orient si rien n'arrête le processus. Pour comprendre cette situation, nous pouvons aligner des raisons politiques, énergétiques, stratégiques et spirituelles. Cependant, on oublie trop souvent – pour ne pas dire que l'on ignore – que ces explications concernant cette

zone géographique ne remontent pas à 1991 avec la politique de l'administration Bush senior contre l'Irak. En fait, la genèse de ces événements a commencé à la fin du XIX^e siècle. Nous retrouvons les mêmes combinaisons et les mêmes raisons empoisonnant les relations entre le Proche-Orient et les pays européens conduisant à la guerre mondiale de 1914. Sauf prise de conscience salutaire, si la logique est respectée, c'est le même dénouement violent qui attend le monde de 2017 (sans oublier les autres problèmes : crise financière...). Nous avons déjà cité, dans le premier chapitre, les écrits d'un visionnaire, André Chéradame, avec son ouvrage *L'Europe et la question d'Autriche*. Son auteur expliquait que le pays des Habsbourg soumis au II^e Reich de Guillaume II servait de tremplin à Berlin qui projetait de soumettre et de contrôler l'Empire ottoman via la construction de voies ferrées appelées « Chemin de fer de Bagdad », ou *Bagdad-Bahn*, partant de Hambourg jusqu'au golfe Persique. Il aurait permis des échanges économiques accélérés sans oublier les atouts stratégiques en faveur d'une politique mondiale. Pour André Chéradame, la question autrichienne, c'est-à-dire le contrôle de l'Europe centrale, était liée à la politique allemande au Proche-Orient. Ces ambitions furent expliquées avec encore plus de précision dans un autre livre, paru en 1903 : *La Macédoine, le chemin de fer de Bagdad*¹⁵¹. Celui-ci permet de comprendre les enjeux de l'époque qui, chose extraordinaire, correspondent à notre situation de début XXI^e siècle avec seulement des moyens techniques plus développés et des intervenants à peine différents. À moins que les différents acteurs de 2017 acceptent sagement de s'entendre dans la répartition des zones d'influence et sur le respect à accorder aux intérêts de chacun, ils semblent ne pas savoir qu'ils repassent sur les mêmes chemins empruntés par les différents protagonistes à la veille de la guerre de 1914-1918.

11 | Historique du *Bagdad Bahn*, les origines et les conséquences

Comme le rappelle avec raison André Chéradame, les Allemands ont compris très tôt l'importance des voies de communications terrestres dans les domaines économique et militaire. À l'époque, c'était les chemins de fer. En 1841, le futur maréchal von Moltke (1800-1891) attirait l'attention sur les bienfaits du contrôle de

¹⁵¹ André Chéradame, *La Macédoine, le chemin de fer de Bagdad*, Plon, 1903.

la Turquie et en particulier de l'Asie Mineure. Il est vrai que ce militaire avait saisi l'importance de la révolution industrielle conduisant à un élargissement géopolitique allant bien au-delà de l'Europe. Cette compréhension se fit sentir dans le soutien qu'il accorda aux chemins de fer pour le transport rapide des troupes et du matériel de guerre. Les Autrichiens à Sadowa (1866) et les Français à Sedan (1870) en firent largement les frais. L'importance stratégique de l'Empire ottoman, qui dans sa partie asiatique couvrait la Turquie actuelle et une large zone de la péninsule arabique, avait déjà retenu, dès les années 1830, l'attention des Anglais à la tête d'un Empire colonial dont un des joyaux était l'Inde. Outre l'idée de favoriser la navigation sur l'Euphrate, les Anglais envisageaient de construire une voie ferrée à partir de Suedië dans le golfe d'Alexandrette (zone turque depuis 1938, non loin de la côte syrienne où se trouvent les bases militaires russes de Tartous et de Hmeimim, situation en 2016) traversant la Mésopotamie pour aboutir au golfe Persique. Les choses prirent tournure avec une compagnie ferroviaire créée en 1851 avec à sa tête le général Sir Francis Chesney et William Andrew, président de la compagnie du chemin de fer indien Delhi, Punjab et Scinde. L'idée d'une voie de communication entre l'Europe et l'Inde via la péninsule Arabique semblait prendre forme. Cependant, l'affaire stagna en raison des difficultés techniques et du coût financier, phénomène accentué avec l'ouverture du canal de Suez en 1869, qui détourna les Anglais de leur projet ferroviaire. À la même période, des financiers s'activaient pour la construction d'une voie ferrée en Turquie européenne, en la personne du baron Maurice de Hirsch, issu d'une famille juive bavaroise anoblie. Ce dernier signa, le 17 avril 1869, un contrat avec le gouvernement turc (ou plutôt le sultan Abdülaziz) pour la construction d'une ligne allant d'Europe occidentale jusqu'à Constantinople... le futur « Orient Express » qui, à l'origine, avait été une initiative franco-belge (Van der Elst & Cie et Langrand Dumonceau). De cette signature, il résulta la création de « La Société impériale des chemins de fer de Turquie » qui dura quelque temps et de « La Compagnie générale des chemins de fer de Turquie ». Cette dernière, à partir de 1878, fut rebaptisée « Société d'exploitation des chemins de fer orientaux » ou, plus communément, « Les Orientaux ». Pour le développement de ces projets ferroviaires traversant les Balkans jusqu'à Constantinople, le baron de Hirsch fit appel à un ingénieur allemand de talent, Wilhelm von Pressel. C'est ce dernier qui *« conçut alors le plan complet d'un réseau de voies ferrées couvrant toute la Turquie d'Asie. L'idée d'atteindre Bagdad le hanta comme les autres. D'après lui, en conséquences de ses multiples investigations, la grande artère Bosphore-golfe Persique devrait passer par Boli, Merzifoun (Amasia), Sivas, Kiarbékir, Mardin, Mossoul, Bagdad, Bassora et Koweït¹⁵². »* Ce fut la première ébauche d'une politique ferroviaire qui allait inspirer la politique allemande dans toute la Turquie Mineure. Il est vrai qu'à la même

152 *Ibid.*, p. 26.

période, la première manifestation officielle de l'Influence de l'Allemagne en Turquie fut l'envoi, en 1882, d'une mission militaire avec à sa tête le futur général baron Colmar von der Goltz. Ce dernier entreprit la réforme des écoles militaires turques permettant d'attirer l'Empire ottoman dans l'orbite germanique¹⁵³. Cette évolution facilitant progressivement cette bascule s'explique aussi en raison des liens financiers unissant le baron de Hirsch au banquier juif allemand Gerson Bleichröder¹⁵⁴, investissant ensemble dans le monde turc. Ce dernier, agent des Rothschild, était l'ami intime, le confident et le banquier personnel du chancelier Bismarck¹⁵⁵. Un cran supérieur fut atteint après la mort du baron de Hirsch, en 1896, lorsque « *sa succession manifesta le désir (...), de se défaire de la plupart de ces titres* (ndla : tronçons ferroviaires appelés « lots turcs »). *C'est alors que la Deutsche Bank*¹⁵⁶ *de Berlin entra en ligne*¹⁵⁷. »

Cette banque avait déjà posé les jalons en liaison avec un autre institut bancaire, la *Württembergische Vereinsbank*, dès mars 1889, en fondant la société dite *Société ottomane des chemins de fer d'Anatolie* à la suite d'un accord avec le sultan. Cette mainmise était germanique car, comme le rappelle André Chéradame, « (...) *Son chef, le directeur général, est M. Türk Zander, ancien avocat à Berlin et conseiller légiste de la Deutsche Bank. Sous une direction allemande construits avec un capital et un matériel allemands, "les chemins de fer d'Anatolie" sont*

153 *Ibid.*, p. 3-4.

154 Comme le rapporte le journal viennois *Fremdenblatt* le 25 février 1882 : « *La maison berlinoise Bleichröder s'implante dans les chemins de fer turcs ; elle profite de l'intimité entre l'Empire allemand et la Turquie pour pénétrer dans toutes les grandes affaires de l'Orient* » in *Ibid.*, p. 222.

155 Comme le rapporte Jacques Attali : « *Un seul banquier – peut-être le plus discret de tous – joue un véritable rôle politique au XIX^e siècle en Europe : Gerson Bleichröder, que le baron Carl Meyer de Rothschild présente en 1865 à Bismarck, alors en quête d'un "bon banquier à Berlin". Et c'est un bon banquier : tous les clients des Rothschild, lorsqu'ils se rendent dans la capitale allemande, règlent leurs affaires chez Bleichröder, sur Behrenstrasse, à quelques minutes du château de l'empereur et face à la future résidence de Bismarck, sur la Wilhelmstrasse* » in Jacques Attali, *Les Juifs, le monde et l'argent*, Fayard, Paris, 2002, p. 381. Jacques Attali précise quelques lignes plus loin que Bleichröder apporte à Bismarck tous les crédits lui permettant de faire les guerres contre l'Autriche (1866) et la France (1870) tout en lui assurant un lien avec le ministre anglais Disraeli (p. 382). Ce dernier travaillait en liaison étroite avec les Rothschild, comme le souligne l'historien David Kynaston in *City of London*, Vintage Books, Londres, 2012, p. 108.

156 La « Deutsche Bank », fondée en 1870, fut dirigée par George von Siemens jusqu'en 1900. Signalons que cette même banque (situation en 2016) est fortement exposée aux produits dérivés, instruments financiers utilisés pour couvrir les risques liés à la spéculation à hauteur de 51 trillions de dollars (51 000 milliards) selon Bloomberg (situation au 29 septembre 2016) in <https://www.bloomberg.com/gadfly/articles/2016-09-29/deutsche-bank-hedge-funds-back-away> Rappelons que le PIB allemand tourne autour des 3,5 trillions d'euros.

157 *La Macédoine, le chemin de fer de Bagdad*, op. cit., p. 35.

*totale­ment une œuvre allemande*¹⁵⁸. » Possédant une part du mor­ceau ferroviaire turc en Asie mineure (Haïdar-Pacha-Is­midt pro­longé jus­qu'à An­gora), les Allemands via la *Deutsche Bank* en profitèrent pour compléter leur conquête. En effet, « Les Orientaux » de la Turquie européenne étaient à l'origine sous contrôle français. La politique du baron de Hirsch, en liaison étroite avec le gouvernement viennois, fut d'accepter massivement des capitaux autrichiens qui firent basculer l'entreprise dans l'escarcelle germanique¹⁵⁹. À la mort de ce baron, la *Deutsche Bank* par l'intermédiaire de la Banque de Zürich racheta les titres des « Orientaux » dont la succession du baron de Hirsch à sa mort voulait se défaire. L'acquisition par la *Deutsche Bank* de la ligne ferroviaire de la partie européenne ottomane (« Les Orientaux ») allant jusqu'à Constantinople lui permit d'assurer la sou­dure avec le tronçon de l'autre ligne ferroviaire de la Turquie asiatique, la *Société ottomane des Chemins de Fer d'Anatolie*. C'est à partir de ce socle que l'empereur Guillaume II put accélérer cette politique de pénétration germanique dans l'Empire ottoman, à la suite de son voyage à Jérusalem et à Constantinople : « *Après son voyage à Constantinople, en octobre 1898, Guillaume II comprit l'importance capitale pour sa politique d'une mainmise allemande progressive et dissimulée en Asie Mineure. Le prolongement des chemins de fer d'Anatolie jusqu'au golfe Persique lui parut la meilleure solution du problème. Par son ordre, une commission dirigée par le consul général allemand Stemrich, composée des ingénieurs Mackensen, von Kapp et Habich, étudia le tracé technique du chemin de fer projeté par Konia, pendant que le major Morgen, attaché militaire près de l'ambas­sade allemande de Constantinople, se rendait à Erzeroum et à Bagdad pour évaluer le rendement stratégique de la future voie. Simultanément, le souverain allemand détachait de son escadre du Pacifique le croiseur Arcona et l'envoyait découvrir au fond du golfe Persique quel serait le meilleur point d'aboutissement de la ligne projetée*¹⁶⁰. »

Ces efforts furent rapidement récompensés puisque la Sublime Porte et George von Siemens, directeur de la *Deutsche Bank* et président du Conseil d'administration des chemins de fer d'Anatolie, signèrent, le 27 novembre 1899, une convention assurant le prolongement de la voie ferrée de Konia jusqu'au golfe Persique¹⁶¹. Cependant, la finalisation complète eut lieu par un irade¹⁶² du sultan Abdülhamid approuvant cette convention, en janvier 1902, et autorisant la construction du chemin de fer de Bagdad, divisé en 14 sections de 200 km chacune¹⁶³. Le plus incroyable dans cette affaire résidait dans le fait que les financiers français acceptaient de

158 *Ibid.*, p. 23.

159 *Ibid.*, p. 34.

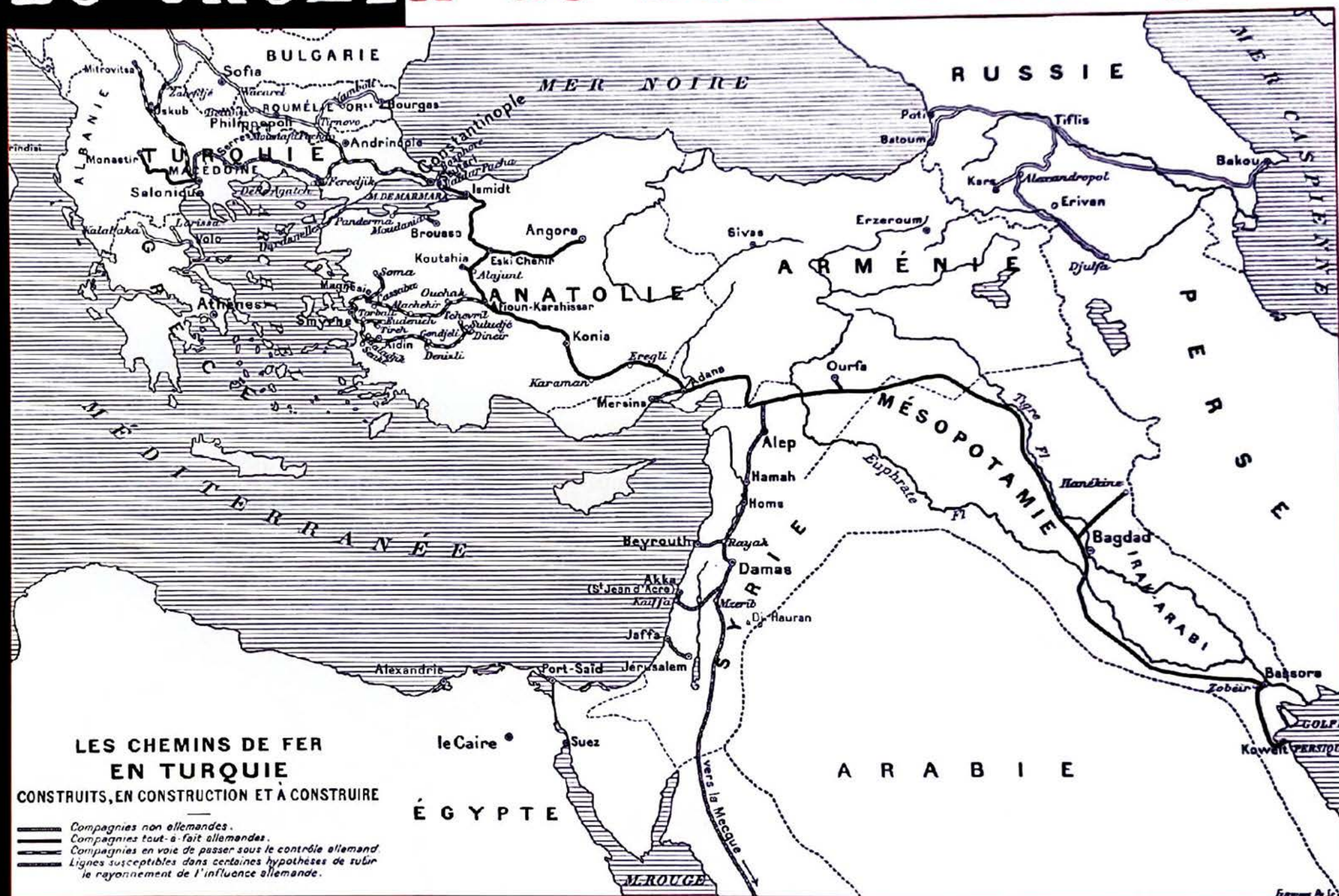
160 *Ibid.*, p. 28.

161 Chapitre VI, annexe 1 : carte des chemins de fer turcs sous contrôle allemand ou en voie de contrôle.

162 Un irade est un décret impérial propre à l'Empire ottoman.

163 Chapitre VI, annexe 2 : carte de la Convention germano-turque relative au chemin de fer de Bagdad (janvier 1902).

Le chemin de fer en Turquie



Carte des chemins de fer turcs sous contrôle allemand ou en voie de contrôle

Le chemin de fer à Bagdad



Carte de la Convention germano-turque relative au chemin de fer de Bagdad (janvier 1902)

1902

participer à hauteur de 40 % à la construction du *Bagdad Bahn* (40 % l'Allemagne et 20 % autres nationalités). L'Allemagne ne disposait pas de ressources financières suffisantes pour alimenter complètement la mise en forme de ce projet. Comment expliquer un tel aveuglement du côté français ? En dehors d'un petit groupe de financiers pouvant bénéficier d'avantages immédiats (droits de commission, courtages...), les retombées économiques en faveur des petits porteurs (la majorité) ne pouvaient pas être immédiates en raison des travaux immenses à réaliser sur le terrain. L'engagement financier de la France était à courte vue car l'ensemble du réseau ferroviaire contrôlé par les Allemands aurait permis de soumettre l'intégralité de la région au *made in Germany* et de réduire l'influence français à sa partie congrue. Qui plus est, en cas de guerre, le II^e Reich bénéficiant de tout ce réseau de transport en faveur des militaires turcs mais aussi allemands présents sur toute la zone aurait profité complètement de cet atout permettant les déplacements rapides de forces aux dépens de l'Empire britannique, de la France et de la Russie. La Première Guerre mondiale l'a prouvé (par exemple : la bataille des Dardanelles en 1915) et les 40 % d'investissements français¹⁶⁴ ont été en fin de compte en défaveur des Alliés dans cette affaire. En tout cas, l'acceptation par le sultan de cette convention forte de 46 articles, en janvier 1902, couronna les ambitions allemandes dans toute l'Asie Mineure, permettant une soumission complète de ce vaste territoire. En dehors des aspects techniques, financiers et politiques évoqués dans cette convention intégrant l'Empire ottoman aux volontés de l'Allemagne, nous pouvons citer les articles 23 et 45, révélateurs de l'étendue du projet et de ses conséquences géopolitiques :

◆ Article 23 : « *La société (ndla : Société ottomane du chemin de fer d'Anatolie) aura le droit d'exploiter et de construire : à Bagdad sur le Tigre, à Bassora sur le Chatt-el-Arab, et sur un point à fixer du littoral du golfe Persique des ports, avec toutes les installations nécessaires pour l'accostage à quai des navires, l'embarquement, le débarquement et la mise en magasin des marchandises. Les projets de ces ports devront être présentés dans un délai maximum de huit ans et la construction devra en être achevée au plus tard en douze ans, à partir de l'échange de la présente convention. Ces trois ports feront partie intégrante du chemin de fer et leurs recettes nettes seront versées au compte des recettes nettes du chemin de fer (...). La société, en installant ses services de*

164 Concernant l'engagement de France à hauteur de 40 % dans le chemin de fer de Bagdad, André Chéradame lui-même avoue ne pas saisir l'intérêt de tout cela : « *Quant à moi, voici trois ans que je cherche la clef de cette énigme (...). Malgré de longues recherches faites en toute bonne foi, je ne le perçois pas encore* » in *La Macédoine, le chemin de fer de Bagdad*, op. cit., p. 329-330.

navigation sur l'Euphrate, le Tigre et le Chatt-el-Arab, et en créant des installations provisoires de débarquement et d'embarquement à Bagdad, Bassora ainsi qu'au golfe Persique, aura huit ans pour étudier les avantages que pourraient présenter pour elle la construction et l'exploitation sur ces points de ports définitifs. »

- ◆ Article 45 : « *Le gouvernement (ndla : ottoman) demande qu'il soit créé sur certains points désignés par lui des stations militaires ; la société s'engage à exécuter à ses propres frais, pour ces installations, des travaux dont le prix pourra s'élever jusqu'à 4 millions de francs¹⁶⁵. »*

Pour bien saisir les conséquences de cette politique allemande en Asie Mineure, il s'avère nécessaire de rappeler les fondamentaux de la géopolitique exprimés à la même époque par l'Anglais Halford Mackinder (1861-1947). Dans une conférence prononcée le 25 janvier 1904 à la *Royal Geographic Society*, il établit les concepts directeurs résumant les relations entre les puissances de la mer (le monde anglo-saxon) et les puissances de la terre (l'Allemagne de Guillaume II et la Russie de Nicolas II). Pour Mackinder, la terre se compose de neuf douzièmes d'espaces maritimes (Atlantique, Indien, Pacifique, Arctique et Antarctique), l'ensemble constituant un seul et même océan, l'*Océan mondial* ou *World Ocean*. Les trois autres douzièmes se répartissent sur deux grandes zones terrestres : l'*Île mondiale* ou *World Island* constituée de l'Europe, l'Asie et de l'Afrique (soit deux douzièmes) tandis que le dernier douzième représente les *Îles de la périphérie* ou *Outlying Islands* ; c'est-à-dire les Amériques du Nord et du Sud ainsi que l'Australie. Il se dégage de ses travaux que les moyens de communication se développant tous azimuts, le monde est interconnecté et se doit d'être vu comme un tout. Cependant, le contrôle de zones géographiques détermine les flux économiques (sans oublier les répercussions dans le domaine militaire) entre les différentes régions du monde. Ce géopolitologue anglais estime, en tant que défenseur de la thalassocratie britannique, que la menace réside dans le *Cœur du monde* ou *Heartland* couvrant un vaste espace géographique : l'Eurasie. Il ajoute même un deuxième *Heartland* situé en Afrique au sud du Sahara. Revenant à l'Eurasie, il considère que cet espace pivot, « *citadelle de la puissance terrestre* », est constitué de différentes lignes de démarcation se présentant sous la forme de demi-cercles concentriques incluant plusieurs zones territoriales. Ainsi, en utilisant l'image de la pointe d'un compas fichée au cœur de l'Eurasie, il trace une première ligne appelée *croissant intérieur* ou *inner crescent* s'étalant de la Sibérie, des chaînes de l'Himalaya, de l'Iran pour aboutir à la plaine eurasiatique et finissant sa course sur les bords de l'océan Atlantique. Une autre ligne de démarcation plus avancée se profile et est constituée de vastes régions

165 *Ibid.*, p. 90, 91 et 111.

côtières ou *coastlands* : l'Europe, le Proche-Orient, l'Inde, la péninsule indochinoise et la Chine maritime. À la périphérie de ces régions côtières, il ajoute les îles du *croissant extérieur* ou *outer crescent*, représentées par le Royaume-Uni et le Japon. Enfin, le dernier demi-cercle le plus éloigné du cœur de l'Eurasie (*croissant insulaire* ou *insular crescent*) est constitué des grandes îles du grand large ; c'est-à-dire les Amériques et l'Australie. Le lecteur doit conserver à l'esprit cette architecture qui a conditionné la politique anglo-saxonne face au II^e Reich et à la Russie des tsars et continue à s'exercer à plein en ce début de XXI^e siècle¹⁶⁶. « *La politique d'un État est dans sa géographie* » comme se plaisait à le dire Napoléon. Cette maxime, les Anglais l'ont utilisé pleinement car, pour Mackinder, le monde anglo-saxon (les Îles britanniques avec leur Empire et les États-Unis) doivent à tout prix empêcher l'unification du monde eurasiatique soit par l'Allemagne soit par la Russie. En effet, un tel processus permettrait au pays obtenant le contrôle complet de ce vaste territoire avec ses richesses agricoles, minières, énergétiques et humaines la domination sans partage sur le monde, évinçant et reléguant ainsi les pays anglo-saxons en position de deuxième classe. Cette vision géopolitique est résumée par Mackinder : « *Qui contrôle le cœur du monde commande à l'île du monde, qui contrôle l'île du monde commande au monde.* »

Fort de ce cadre géopolitique, on constate tout de suite que la politique de Guillaume II en Asie Mineure empiétait sur un territoire hautement stratégique ouvrant à l'Allemagne, puissance terrestre, une voie royale pour se prolonger via l'Empire ottoman jusqu'au golfe Persique, permettant la cassure d'une barrière de protection géographique aux dépens de l'Empire maritime britannique. Même si la Russie des tsars avec sa politique en direction des mers chaudes de l'océan Indien (rivalités anglo-russes en Afghanistan au XIX^e siècle) causait bien des soucis à Londres en raison de l'Inde sous contrôle britannique, les initiatives allemandes constituaient la menace suprême capable de remettre en cause le contrôle des mers cher à la *Navy*. Ce danger avait été signalé à l'opinion publique anglaise quelques semaines avant la signature, en novembre 1899, du projet permettant le lancement du *Bagdad Bahn* entre les autorités allemandes et turques par le *Times* le 3 octobre 1899 et le *Financial News* le 6 octobre 1899¹⁶⁷. Les dissensions anglo-germaniques ne pouvaient que croître car, comme le soulignait avec raison André Chéradame : « *Maîtres de cette gigantesque voie ferrée qui s'étendra sans interruption depuis Hambourg jusqu'au golfe Persique, les Allemands feront de son point d'aboutissement*

166 Nous pouvons ajouter parmi les géopolitologues le nom de Nicholas Spykman (1893-1943) qui appuie les travaux de Mackinder en insistant sur l'importance du *Rimland* ou « terres du bord » correspondant à l'Europe côtière, la péninsule Arabique, l'Inde, l'Indochine, le Japon. Cette langue de terre côtière doit enserrer tout le pourtour géographique de l'Eurasie et, tel un nœud coulant, empêcher son extension vers les mers chaudes.

167 William Engdahl, *Pétrole, une guerre d'un siècle*, Éditions Jean-Cyrille Godefroy, 2007, p. 39.

la tête de ligne de leurs navires rapides à destination de l'Extrême-Orient¹⁶⁸. » Propos confirmés dans une revue militaire allemande de l'époque (*Internationale Revue über die gesamten Armeen und Flotten*, juillet 1902) : « Un regard jeté sur la carte nous montre que si le golfe Persique est en possession stable d'une puissance étrangère, et si de plus le chemin de fer de Bagdad ouvre au commerce du monde et aux communications de nouvelles voies de transport, de l'Ouest à l'Est et inversement, non seulement le rôle économique de l'Angleterre changera, mais son importance militaire en Asie subira une transformation complète et un développement défavorable¹⁶⁹. » Ce constat était le même de la part du député allemand Ernst Hasse, président de « l'Union pangermanique », reconnaissant que le *Bagdad Bahn* « établit une nouvelle communication entre l'Europe et les Indes¹⁷⁰. » Ceci explique aussi que les pangermanistes aient toujours souhaité le contrôle de l'Europe centrale (sous-entendu l'Autriche des Habsbourg)¹⁷¹ et des petits États balkaniques comme la très rebelle Serbie ou la Bulgarie, car ces territoires représentaient le point de passage obligé permettant la mainmise de l'Empire ottoman et de l'Asie Mineure. C'est le même parallèle que nous pouvons établir en rappelant la politique américaine de tentative de contrôle de tout le Proche-Orient (situation en 2016) dans sa volonté de ravir cet ensemble géographique

168 *La Macédoine, le chemin de fer de Bagdad*, op. cit., p. 218-219.

169 *Ibid.*, p. 239. André Chéradame précise que le développement économique de l'Asie Mineure, en particulier la production des hydrocarbures, prendra du temps. Néanmoins, il signale déjà un élément qui n'a pas échappé aux Allemands à une période (nous sommes en 1903) de substitution du charbon au profit du pétrole : « Bien qu'il existe en Turquie d'Asie de nombreux gisements de pétrole, pas un seul n'est encore exploité. Le sultan a adjugé à sa liste civile, c'est-à-dire à lui-même, la propriété de vingt-quatre de ces gisements qu'il a fait sonder et étudier par des ingénieurs allemands, et il paraît attendre pour les exploiter que la contrée soit desservie par le nouveau réseau allemand » in *Ibid.*, p. 156.

170 *Ibid.*, p. 31. Chapitre VI, annexe 3 : carte des ambitions du bloc politique et économique germano-austro-ottoman pour le contrôle du Proche-Orient.

171 Voir chapitre I, annexe 7 : carte de la « Grande Allemagne » et de l'Europe centrale selon les pangermanistes pour 1950. Comme le confirme André Chéradame : « Ceci nous autorise donc à conclure : au point de vue autrichien, l'achèvement du réseau de Bagdad a une importance capitale, car il est intimement lié au problème de l'Europe centrale » in *Ibid.*, p. 250. Ces propos vont dans le même sens que ceux de R.G.D Laffan, conseiller militaire anglais de haut rang attaché à l'armée serbe : « Un coup d'œil à la carte du monde nous montre comment la chaîne des États s'étire de Berlin à Bagdad : l'Empire germanique, l'Empire austro-hongrois, la Bulgarie, la Turquie. Une seule petite bande de territoire bloque la voie et empêche les deux extrémités de la chaîne de se rejoindre : la Serbie. La Serbie est petite, mais reste rebelle entre l'Allemagne et les grands ports de Constantinople et Salonique, gardienne des portes de l'Orient... La Serbie est véritablement la première ligne de défense de nos possessions orientales. Si elle venait à être brisée ou attirée dans le système "Berlin-Bagdad", notre vaste empire mal défendu subirait rapidement le choc de la pression germanique vers l'Est » in *Pétrole, une guerre d'un siècle*, op. cit., p. 35.

à la Russie et à la Chine ; ces derniers favorisant dans le cadre de « la route de la Soie » la mise en forme de voies de communication eurasiennes sans oublier le tracé des oléoducs et des gazoducs¹⁷² aux dépens de la thalassocratie anglo-saxonne. En outre, rappelons que la guerre de l'Otan contre la Yougoslavie en 1999 avec la création de la base de Bondsteel au Kosovo poursuivait le but de raccorder l'ensemble balkanique en un tout stratégiquement homogène en liaison avec le Proche-Orient, permettant ainsi d'isoler l'Eurasie. La Russie de Vladimir Poutine et, en arrière-fond la Chine, font tout pour casser cette politique (situation en 2016).

L'Empire britannique devinant les conséquences désastreuses du *Bagdad Bahn*, capable de remettre en cause sa suprématie, chercha tous les moyens de bloquer le projet allemand. Dans cette affaire, le terminus de cette voie ferrée aboutissait au Koweït et, comme le reconnaissait un militaire allemand avec une franchise totale : « *Le port du Koweït se trouve à 80 kilomètres environ du bord Ouest du delta que le Chatt-el-Arab forme à son embouchure ; il est parfaitement abrité contre les vents, présente un fond d'ancrage excellent, et il est assez vaste pour abriter toute une flotte ; on le dirait d'ailleurs créé pour servir de port de guerre*¹⁷³. » La réponse britannique ne se fit pas attendre. Voyant les préparatifs allemands se confirmer avec le régime ottoman, les Anglais n'hésitèrent pas à soutenir une série de cheikhs indigènes vivant dans la zone du Koweït dont la suzeraineté était partagée entre la Turquie et la Perse. Londres s'immisça dans les querelles en fournissant des armes et des munitions aux indigènes du Koweït et envoya sa flotte au large de ses côtes afin de faciliter la rébellion. Il s'ensuivit une indépendance (fragile) de ce pays placé sous protectorat britannique, en janvier 1899, signée entre l'Anglais M. J. Meade et le cheikh koweïtien Mubarak-al-Subak¹⁷⁴. Cet accord enlevait une partie de la façade maritime turque sur le golfe Persique au détriment des Allemands qui, comme le rapporte Chéradame, « *ont bien cherché une autre solution. Ils ont pensé à mettre leur terminus à Fao, sur le Chatt-el-Arab, ce qui les obligerait à des travaux de dragages, longs, incertains et fort coûteux, aussi le Koweït avec sa vaste rade et ses belles eaux profondes continue-t-il à exciter leurs convoitises. Il est donc incontestable que l'Angleterre peut créer de sérieuses difficultés à l'Allemagne pour le choix du point de terminus du railway de Bagdad*¹⁷⁵. » Afin d'entraver la route du chemin de fer de Bagdad, les Britanniques, qui s'étaient si longtemps opposés aux Russes en Asie Centrale et du Sud pour protéger la « perle de l'Empire » (l'Inde) dans le cadre du « Grand Jeu » (*Great Game*) au XIX^e siècle, n'hésitèrent pas à conduire des négociations secrètes avec l'Empire des tsars durant 15 mois,

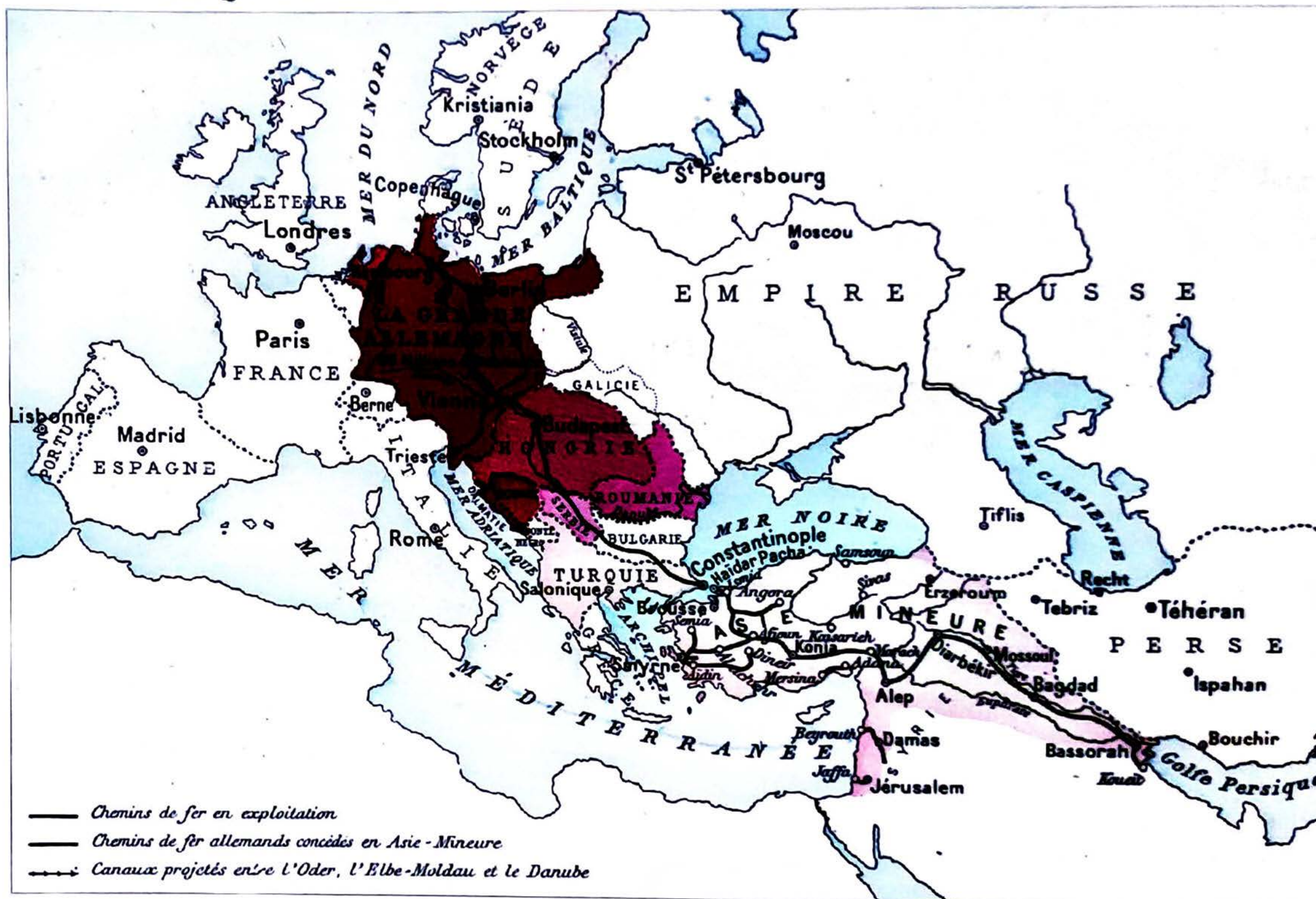
172 Chapitre VII, annexe 12 : Les diverses routes de la Soie (voies ferrées, autoroutes, corridors énergétiques... situation en 2016).

173 *La Macédoine, le chemin de fer de Bagdad*, op. cit., p. 120.

174 *Pétrole, une guerre d'un siècle*, op. cit., p. 36.

175 *La Macédoine, le chemin de fer de Bagdad*, op. cit., p. 237-238.

CE QUE SERAIT L'ALLEMAGNE AGRANDIE DE L'AUTRICHE



Carte des ambitions du bloc politique et économique germano-austro-ottoman pour le contrôle du Proche-Orient (situation en 1901)

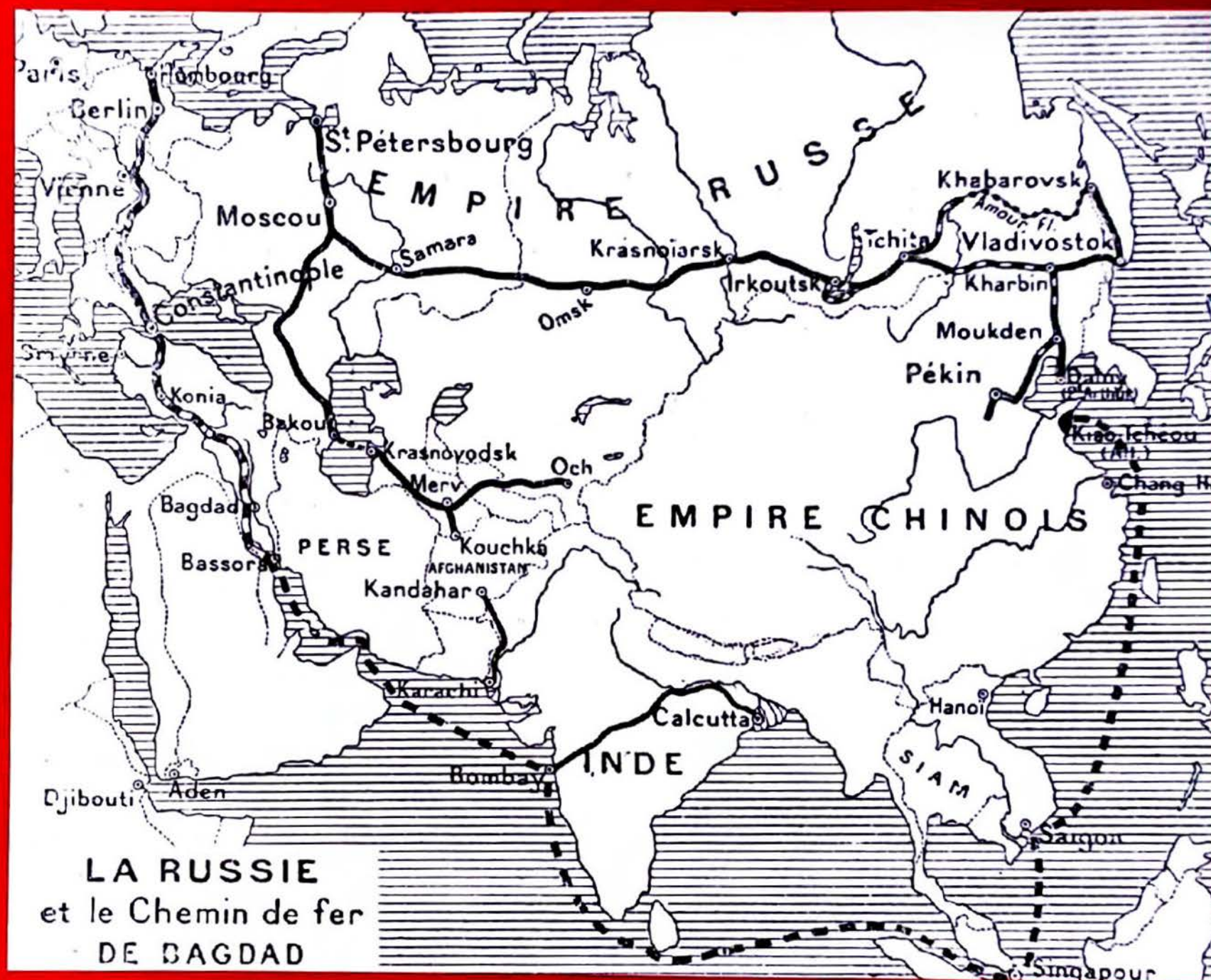
aboutissant, en août 1907, à un accord (*Anglo-Russian Convention*) pour se partager les zones d'influence de la Perse (l'Iran) ; sa partie Nord tombant sous l'influence de Saint-Petersbourg, tandis que la partie Sud donnant sur le golfe Persique était dévolue à l'Angleterre¹⁷⁶. Finalement, dans cette affaire, le gouvernement britannique fit tout pour freiner la mise en forme de ce « canal de Suez allemand ».

En dehors du cas anglais arc-bouté face aux ambitions germaniques, un autre pays est fortement concerné par ce chemin de fer de Bagdad, c'est la Russie. L'étude de son cas dans cette période précédant la Première Guerre mondiale est fort utile car on y trouve une analogie avec la Russie de Poutine dans l'affaire syrienne en liaison avec la Turquie d'Erdogan et le Proche-Orient au sens large. Outre la possibilité de déplacer plus facilement des troupes turques sur le Caucase, pouvant menacer la zone d'extraction pétrolière de Bakou grâce aux ramifications du chemin de fer de Bagdad, le contrôle de l'Empire ottoman par Berlin, comme le rapportaient les cercles militaires allemands, « met notamment obstacle à la pénétration dans la Méditerranée de la puissante nation asiatico-européenne, la Russie (...). L'Allemagne a également un grand intérêt à ce que cette barrière soit maintenue, et à ce que la Russie ne pénètre pas dans la Méditerranée. S'il en était ainsi, l'Asie Mineure, que cette puissance a déjà égrenée lors de la paix d'Andrinople (ndla : victoire russe sur les Turcs en 1829), deviendrait bientôt sa proie. Or, l'Allemagne est intéressée à ce qu'un nouveau et si important déplacement de forces dans l'Orient ne permette pas au colosse russe de s'enfler encore davantage¹⁷⁷. » Dans cette affaire, les voies ferrées russes (le Transsibérien) étaient en concurrence avec le chemin de fer de Bagdad, concernant les échanges économiques avec l'Inde et l'Extrême-Orient, sans oublier les implications politiques et militaires¹⁷⁸. Il faut reconnaître à André Chéradame une véritable prescience lorsqu'il affirme : « Sans doute, dans la marche concurrente vers les Indes, le gouvernement du tsar peut bien imaginer l'exécution d'une voie ferrée joignant Kouchka à Kandahar, franchissant l'Afghanistan pour se raccorder ensuite avec le réseau indien. Mais le tracé de cette ligne russe ne saurait jamais être aussi favorable que celui de la ligne de Turquie d'Asie ; elle présenterait des difficultés d'exécution exceptionnelles ; il n'est nullement démontré en outre que le gouvernement anglais consentirait au raccordement des lignes russes et indiennes. Le tracé Tiflis-Tabris-Bender-Bouchir, plus

176 Roger Adelson, *London and the invention of the Middle East*, Yale University Press, 1995, p. 60.

177 *La Macédoine, le chemin de fer de Bagdad*, p. 253-254.

178 Chapitre VI, annexe 4 : carte du réseau ferroviaire russe en concurrence avec le chemin de fer de Bagdad (situation en 1903). Que le lecteur compare cette carte avec celle du chapitre VII, annexe 12 (Les diverses routes de la Soie). En 2016, nous sommes dans la même configuration dans les rivalités entre puissances de la terre et de la mer avec des moyens techniques plus développés par rapport à la situation d'avant 1914.



Carte du réseau ferroviaire russe en concurrence avec le chemin de fer de Bagdad (situation en 1903)

1903

réalisable, est également moins dans l'orbite de la circulation générale que celui du railway allemand. On peut donc admettre que la ligne de Bagdad l'emportera sur les deux tracés russes possibles vers le golfe Persique et les Indes, surtout si la ligne de Bagdad se raccorde avec le réseau indien au moyen d'un tronçon traversant la Perse et le Baloutchistan. On doit remarquer enfin qu'au point de vue économique le chemin de fer de Bagdad aura pour la Russie des conséquences nécessairement fâcheuses. Le railway allemand, en effet, fera concurrence au Transsibérien pour certaines catégories de voyageurs ; en permettant l'exploitation des mines de pétrole de Kirkouk (ndla : Kirkouk et Mossoul recèlent de grandes réserves de pétrole dans la partie kurde de l'État moribond irakien, situation en 2016), il rendra plus difficile le commerce des pétroles du Caucase ; il donnera toutes commodités aux produits allemands pour se répandre en Perse, débouché naturel de la Russie, sans compter que les blés de Mésopotamie, amenés en masses plus grandes aux échelles de la mer Noire, de la mer Égée et à Constantinople, feront tomber le prix des blés russes¹⁷⁹. » Le monde anglais était fort conscient des difficultés rencontrées par l'Empire des tsars face aux volontés germaniques en résumant la situation par cette formule lapidaire : « Il devient clair que le nœud de la question russo-allemande est le chemin de fer de Bagdad¹⁸⁰. »

| 2 | Aux sources de la politique sioniste)

Ces rivalités opposant les grandes puissances à la fin du XIX^e siècle ne doivent pas nous faire oublier qu'un élément très important s'est imposé : la question de la création d'un État juif en Palestine. Cet élément est absolument inséparable de l'affaire du chemin de fer de Bagdad et des suites de cette affaire. Tout d'abord, nous devons rappeler dans les grandes lignes que le peuple juif, à l'origine, a perdu son indépendance après la destruction du royaume d'Israël vers 720 av. J-C par les Assyriens, phénomène accentué avec l'anéantissement du royaume de Juda (composé des tribus de Juda et de Benjamin) en 587 av. J-C par Nabuchodonosor. Celui-ci détruisit le premier Temple de Jérusalem et déporta les populations dans l'Empire babylonien. À leur retour sur la terre de leurs ancêtres après la chute de cet Empire sous les coups du roi des Perses Cyrus II en 539 av. J-C, les Juifs construisirent un second Temple, permettant ainsi la réaffirmation de leur foi monothéiste. Cette situation perdura sous différentes dominations (perses, grecques, romaines). Un tournant décisif se

179 *La Macédoine, le chemin de fer de Bagdad, op. cit.*, p. 255-257.

180 *Ibid.*, p. 260.

produisit en 70 ap. J.-C à la suite de la première guerre judéo-romaine (de 66 à 73) aboutissant à la destruction de Jérusalem et du Temple par les légions de Titus. Cet événement contribua largement à la dispersion des Juifs sous la forme d'une diaspora éparpillée peu à peu, au fil du temps, au Proche-Orient, en Afrique du Nord et en Europe. Il est vrai que les conditions de vie sur leurs terres n'étaient guère possibles car, comme le rappelle le journaliste Charles Enderlin, « *l'Empire romain changea le nom de Judée en "Palestina"*¹⁸¹. *À l'emplacement de Jérusalem, une nouvelle ville fut construite, appelée Aelia Capitolina*¹⁸². » La destruction semblait totale d'autant plus que les Juifs furent expulsés de leur ville. Dans les siècles qui suivirent, la diaspora juive lutta pour maintenir ses caractéristiques propres dans un monde hostile à son mode de vie et à ses référents religieux (Talmud...) en particulier dans l'Europe catholique du Moyen-Âge. Cependant, l'idée d'un retour des Juifs vers la Terre promise occupait l'esprit de certains. Cette caractéristique est clairement expliquée par le chercheur Youssef Hindi¹⁸³. Des personnages comme Moïse Nahmanide (1194-1270), Abraham Aboulafia (1240-1290), David Reuveni (1490 ?-1541 ?), Solomon Molcho (1500-1532) s'appuyant ou s'adressant à des papes comme Clément VII (1478-1534) et/ou à des représentants politiques comme Charles Quint (1500-1558) souhaitaient, en étant animés d'un esprit messianique, un retour des Juifs en Palestine en faisant la guerre aux Ottomans. Ces tentatives furent sans succès. En revanche, l'historien Cecil Roth rappelle que la première tentative migratoire de Juifs d'Europe vers la Palestine se fit sous la direction d'un marrane¹⁸⁴ portugais, João Miguez (1524-1579) qui occupa une position élevée auprès de la Sublime Porte « *au point d'être considéré pendant un certain temps comme le dirigeant de l'Empire turc et l'un des hommes les plus puissants d'Europe*¹⁸⁵. » Vivant à Constantinople, prenant le nom de Joseph Nasi¹⁸⁶ et nommé duc de Naxos, « *Il a surtout marqué l'histoire juive pour sa tentative de restaurer un centre juif en Palestine, à Tibériade et dans ses environs, ville en ruines dont le sultan*

181 Selon la *Jewishvirtuallibrary*, le mot « Palestine » dériverait des mots hébreu et égyptien « Peleshet », terme utilisé pour désigner les habitants au nord-est de l'Égypte, les Philistins in <http://www.jewishvirtuallibrary.org/jsourc/Histroy/palname.html>

182 Charles Enderlin, *Au nom du Temple, Israël et l'irrésistible ascension du messianisme juif (1967-2013)*, Seuil, Paris, 2013, p. 91. Il fut le correspondant de la chaîne de télévision France 2 en Israël de 1981 à 2015.

183 Youssef Hindi, *Occident et Islam, sources et genèse messianiques du sionisme de l'Europe médiévale au choc des civilisations*, Sigest, 2015.

184 Marrane, juif faussement converti au catholicisme et pratiquant en secret le judaïsme (voir chapitre VII).

185 Cecil Roth, *Histoire des marranes*, Liana Levi, 1990, p. 161.

186 Pour l'orthographe du nom « Nasi », nous employons celle utilisée par Cecil Roth. Rappelons que « nasi » signifie « prince » en hébreu.



lui avait fait don¹⁸⁷. » Ce même auteur montre aussi que le monde ottoman de cette époque accueillait des Juifs à l'influence prépondérante comme le marrane Alvaro Mendes (1520 ?-1603), qui prit le nom de Salomon Aben-Ayish. « Il était l'un des principaux inspirateurs de l'alliance historique entre l'Angleterre et la Turquie contre l'Espagne (...) »¹⁸⁸. » Ces liens judéo-turcs peuvent être confirmés dans le cas de Sabbataï Tsevi (1626-1676) qui, comme le rappelle le philosophe et historien israélien Gershom Scholem, après s'être proclamé Messie et avoir déclenché un enthousiasme énorme chez les Juifs, se convertit en septembre 1666 à l'islam¹⁸⁹ : « À ses yeux, l'apostasie devait confirmer ses titres en révélant le paradoxe de la mission messianique. Elle serait le degré suprême de "saint péché", son apothéose¹⁹⁰. » Son exemple fut suivi par plusieurs centaines de familles juives de Salonique en 1683 qui, elles aussi, se convertirent faussement à l'islam et intégrèrent la société turque (voir chapitres IV et VII avec les *Dönme*, « apostats » en turc). Cette bascule de groupes juifs sous une étiquette musulmane dans le cas turc trouva son parallèle avec l'acceptation des Juifs et des marranes venant des Provinces-Unies (Pays-Bas) dans l'Angleterre d'Oliver Cromwell (1599-1658). En nous référant à ce que nous avons écrit dans la préface du livre de Carroll Quigley, *Histoire secrète de l'oligarchie anglo-américaine*¹⁹¹, le protestantisme/puritanisme de Cromwell et de son entourage offrit une convergence de vue politico-économico-spirituelle avec la communauté juïdaïque talmudique d'Amsterdam (la fameuse « Jérusalem hollandaise ») dont

187 *Histoire des marranes*, op. cit., p. 161.

188 *Ibid.*, p. 162.

189 La vie et la doctrine de Sabbataï Tsevi sont traitées dans le chapitre VII. Il est à l'origine d'un concept, la *rédemption par le péché*, dont les conséquences politiques et religieuses ont été énormes pour le judaïsme talmudique mais aussi pour les non-Juifs (les Gentils).

190 Gershom Scholem, *Le Messianisme juif*, Calmann-Lévy, 1974, p. 117.

191 Carroll Quigley, *Histoire secrète de l'oligarchie anglo-américaine*, Le Retour aux sources, avant-propos de Pierre Hillard, 2015.

la figure de proue fut le rabbin Menasseh ben Israël (1604-1657). Celui-ci, faisant pression sur Cromwell, était un agent actif en faveur de la migration d'une partie de la communauté juive en Angleterre afin de parfaire sa dispersion géographique complète qui, selon les textes religieux, permettra la rédemption finale des Israélites. À quelques exceptions près, l'Angleterre ne connaissait plus leur présence depuis les expulsions de 1290. Ces événements, qui eurent lieu dans la deuxième moitié du XVII^e siècle, allèrent de pair avec l'arrivée de Juifs faussement convertis à l'islam dans la société turque. À la différence de cas de Juifs cités plus haut qui souhaitaient un choc entre l'Europe et le monde musulman et s'adressaient sans grand succès à des autorités politiques et religieuses (XV^e ou XVI^e siècle) rétives aux concepts talmudiques, il y avait désormais deux pays accueillant en leur sein des communautés juives dont certains représentants, en occupant certains postes de l'État, facilitèrent une politique plus généreuse ou moins brutale à l'égard de la cause juive avec, bien entendu, des fluctuations. Par la suite, la Révolution française, en accordant la citoyenneté aux Juifs grâce aux efforts du député Adrien Duport (septembre 1791)¹⁹², donna une impulsion en faveur d'une plus grande émancipation de cette communauté en Europe. Napoléon 1^{er}, avec la convocation du grand Sanhédrin en 1807, organisa le judaïsme français afin de mieux l'intégrer dans le régime des « cultes reconnus », phénomène qui fut un exemple en faveur des Juifs du Vieux Continent. Cette situation, héritée d'un bouleversement des mentalités (déification de l'homme via la Renaissance, le protestantisme et les Lumières), concernant l'Europe occidentale à la fin du XVIII^e et durant le XIX^e siècle, s'étendit progressivement vers l'Est. Cependant, la Russie fut le pays où la mécanique se grippa. Certes, il y eut une volonté d'amélioration des conditions politiques pour les Juifs russes, comme l'a expliqué magistralement Alexandre Soljénitsyne¹⁹³. Cette politique, qui combinait volonté d'émancipation dans certains domaines et blocages dans d'autres, a été bien résumée par l'écrivain russe : « On a pris le pli de dire : la persécution des Juifs en Russie. Mais le mot n'est pas juste. Ce n'était pas une persécution à proprement parler. Ce fut toute une série de restrictions, de brimades. Vexantes, certes, douloureuses, scandaleuses, même¹⁹⁴. » Cette politique d'assimilation des Juifs au monde russe qui ne se fit pas ou mal provoqua des désillusions parmi certains intellectuels au sein de la communauté qui commencèrent, dès les années 1880, à vouloir voir ailleurs. La Palestine apparut, pour beaucoup d'entre eux, comme l'échappatoire.

Bien avant les années 1880, cette impulsion fut l'œuvre du rabbin allemand Zevi Hirsch Kalischer (1795-1874) qui lança l'idée – au grand dam de nombreux rabbins – que le retour du Messie devrait être

192 Voir l'avant-propos de notre livre « Chroniques du mondialisme », Le Retour aux Sources, 2014.

193 Alexandre Soljénitsyne, *Deux siècles ensemble*, Fayard, deux tomes, 2002.

194 *Ibid.*, p. 315 (tome 1).

accélééré en favorisant un courant migratoire de Juifs vers la Palestine. C'est par une lettre adressée à la branche allemande de la famille Rothschild à Berlin, en 1836, qu'il fit part de ses projets en liaison avec le rabbin Yehudad Alkali (1788-1878)¹⁹⁵. Par la suite, d'autres projets apparurent, dont l'un conçu, par un médecin d'Odessa, Léon Pinsker (1821-1891), qui publia un manifeste sioniste¹⁹⁶ « *Auto-émancipation* », en 1882, appelant les Juifs à quitter l'Europe et à créer leur propre État. Cette publication allait de pair avec la création en 1881 des « Amants de Sion » (*Hovevei Zion*), une association dirigée, entre autres, par le même Pinsker, qui prônait une immigration vers *Eretz Israel* (« Terre d'Israël »), alors partie intégrante de l'Empire ottoman¹⁹⁷. Ce dernier estimait que l'aboutissement de ses réflexions devait se conclure par l'établissement d'un peuple juif sur le territoire ancestral de celui-ci afin de donner un avenir à sa communauté face à l'oppression alentour car, selon lui, « *Il faut être aveugle pour ne pas voir que les Juifs sont le "peuple élu" de la haine universelle*¹⁹⁸. » Avec de telles convictions, Pinsker organisa en 1887 le premier congrès des palestiniophiles. Le résultat fut mitigé car de nombreux rabbins estimèrent que seul le Messie était en mesure de ramener les Juifs en Palestine tandis que d'autres considéraient qu'il fallait avant tout, comme Asher Guinzberg, « *une renaissance des cœurs* » d'ordre spirituel, « *une amélioration intellectuelle et morale du peuple.* » Cet idéal reçut le nom de « sionisme spirituel » (mais non religieux). C'est dans cette optique que Pinsker créa un ordre : *Bné-Moshé* (« les fils de Moïse ») dont les statuts, selon Soljénitsyne, « *ressemblaient fort à ceux des loges maçonniques*¹⁹⁹. » En raison de ce bouillonnement propre à la Russie, le mouvement révolutionnaire monta en force avec la création du *Bund*²⁰⁰ en 1897 sous l'influence de l'école rabbinique de Vilnius (« la Jérusalem lituanienne ») et, en 1898, du Parti ouvrier social-démocrate de Russie dont le futur dirigeant allait s'appeler Lénine. Ces révolutionnaires juifs russes issus, pour l'écrasante majorité d'entre eux, de familles aisées germanophones et imprégnés des écrits de Marx et de Engels, se faisaient remarquer par un idéal qui fait dire à Alexandre Soljénitsyne que « *Ces jeunes gens étaient soudain empoignés par les grands idéaux universels, rêvant de voir tous les hommes devenir frères et jouissant tous de la même prospérité. La tâche était sublime : libérer l'humanité de la misère*

195 http://zionism-israel.com/bio/kalischer_biography.htm

196 L'expression « sionisme » fut inventée par Nathan Birnbaum (1864-1937) en 1890 in <http://www.jewishvirtuallibrary.org/jsource/biography/Birnbaum.html>

197 http://www.jewishvirtuallibrary.org/jsource/Zionism/Hovevei_Zion.html

198 *Deux siècles ensemble, op. cit.*, p. 283 (tome 1).

199 *Ibid.*, p. 286.

200 *Bund* en yiddish signifie « Union » : « L'Union générale des ouvriers juifs de Lituanie, Pologne et Russie ».

et de l'esclavage²⁰¹. » Dans ce magma en ébullition, passions, adhésions, discussions échauffaient les esprits de nombreux Juifs. Cependant, un élément est à retenir. Le *Bund* rejetait, à ses débuts²⁰², l'idée d'une nation juive universelle et, coïncidence historique, au moment de la création de ce groupe, en octobre 1897, le mois d'août de la même année vit le lancement d'un congrès tenu à Bâle appelé à révolutionner le monde juif et, par ricochet, la politique des États : le 1^{er} Congrès universel du sionisme sous la direction de Theodor Herzl (1860-1904).

Cet homme²⁰³, à l'origine, n'éprouvait pas de passion véritable à l'égard de la cause juive. Rapportant les propos de l'écrivain Stefan Zweig, Alexandre Soljénitsyne ajoute : « Herzl caressait le rêve de voir les Juifs de Vienne entrer dans la cathédrale pour se faire baptiser, et de voir ainsi résolue une fois pour toutes la question juive — par la fusion du judaïsme et du christianisme²⁰⁴. » Cependant, la montée de l'antisémitisme en Autriche-Hongrie et l'affaire Dreyfus en France contribuèrent à la bascule, poussant Herzl à s'engager en faveur de la cause avec la création d'un État juif. La parution en 1896 de son livre, *Judenstaat*²⁰⁵, défendait cet idéal. Face à ce programme, la bourgeoisie juive viennoise bouda largement ces écrits craignant même

201 *Deux siècles ensemble*, op. cit., p. 242.

202 Les choses changèrent par la suite. Vladimir (Zeev) Jabotinski (1880-1940), engagé dans la cause sioniste, rappelle que : « À mesure qu'il grandit, le Bund substitue une idéologie nationale au cosmopolitisme » in *Ibid.*, p. 272. Il faut ajouter que la famille du Premier ministre Benjamin Netanyahu est liée à l'engagement de Vladimir Jabotinski. Charles Enderlin évoque ainsi le père du Premier ministre israélien prénommé Benzion qui a hébraïsé son nom en Netanyahu ce qui signifie "don de Dieu" : « Durant ses études à l'Université hébraïque de Jérusalem, il milite dans l'aile la plus dure du sionisme dit "révisionniste", au sein du groupe formé par Abba Ahiméir et sa cellule secrète, le Brit Ha'Birionim, dirige diverses publications du mouvement nationaliste où Zeev Jabotinsky le remarque et, en 1938, le convoque à New York pour en faire son secrétaire personnel. Après la mort du vieux leader en août 1940, tout en poursuivant son doctorat à Philadelphie, le jeune homme assume la direction de la Nouvelle Organisation sioniste américaine au sein de la communauté juive, adversaire déclaré des sionistes travaillistes de Ben Gourion » in *Au nom du Temple*, op. cit., p. 131.

203 Journaliste à Paris de 1891 à 1896, il fut le directeur littéraire d'un journal viennois de grande influence, la *Neue Freie Presse*.

204 *Deux siècles ensemble*, op. cit., p. 287 (Tome 1).

205 La traduction du titre de ce livre est « *L'État des Juifs* » prônant la nécessité d'un territoire pour le bien des Juifs. Par la suite, Theodor Herzl publia, en 1902, « *Altneuland* » (« *Terre ancienne, Terre nouvelle* »), ouvrage racontant l'histoire d'un jeune Juif qui, après être passé en Palestine, revient vingt ans plus tard pour y découvrir une société florissante après l'arrivée des migrants juifs. Theodor Herzl écrit, le 30 avril 1899, que l'idée de ce titre lui est venue en référence au nom de la synagogue de Prague s'appelant « *Altneuschul* » in Theodor Herzl, *The diaries of Theodor Herzl*, introduction de Marvin Lowenthal, The Dial Press, New-York, 1956, p. 322.

que cela ne renforçât l'antisémitisme. En fait, cet ouvrage fit l'effet d'un coup de fouet sur l'intelligentsia juive russe. Comme le rapporte Soljénitsyne : « Vienne... l'abandonna et se moqua de lui. Mais la réponse lui parvint d'ailleurs ; elle éclata comme un coup de tonnerre, si subite, chargée d'un tel poids de passion et d'une telle extase qu'il fut presque effrayé d'avoir éveillé de par le monde, avec ses quelques douzaines de pages, un mouvement aussi puissant et par lequel il se trouvait débordé. Elle ne lui vint pas, il est vrai, des Juifs d'Occident... mais des formidables masses de l'Est. Herzl, avec sa brochure, avait fait flamber ce noyau du judaïsme qui couvait sous la cendre de l'étranger »²⁰⁶, et d'ajouter, en se référant aux dires de différents spécialistes du sujet : « Mais les premiers sionistes russes — or, c'est de Russie que sont sortis la plupart des fondateurs de l'État d'Israël et les pionniers édificateurs de cet État, et c'est en russe que furent écrites les meilleures pages du journalisme sioniste — étaient emplis d'un irrépressible enthousiasme à l'idée de rendre à leur peuple la patrie perdue, l'antique terre de la Bible et de leurs aïeux, d'y créer un État d'une qualité hors pair et d'y faire grandir des hommes d'une qualité hors du commun »²⁰⁷. » Afin de donner corps à ces ambitions, Herzl s'appuya sur des personnes que nous avons déjà citées, en particulier, le baron Maurice de Hirsch. De nombreux Juifs quittant la Russie, celui-ci avait fondé en 1891 une association en faveur de la colonisation juive vers l'Amérique du Nord et du Sud, mais surtout l'Argentine (*Jewish Colonization Association*, JCA). Les carnets personnels de Theodor Herzl apportent des informations fort intéressantes sur les contacts, échanges, réussites et déceptions rencontrés par cet homme en faveur de la cause. Dans le cas de la JCA, cette association avait engagé près de 40 millions de dollars (somme colossale pour l'époque) pour favoriser des implantations juives essentiellement en Argentine dans le cadre de colonies agricoles²⁰⁸. En raison de la puissance financière du baron de Hirsch et de son intérêt porté à la situation des Juifs, Theodor Herzl eut des échanges épistolaires avec celui-ci et le rencontra afin « d'avoir une conversation politique concernant le monde juif »²⁰⁹. Cependant, l'entente entre les deux hommes n'était pas excellente et ce n'est qu'après la mort du baron de Hirsch, en 1896, qu'un renforcement financier put avoir lieu. En effet, Theodor Herzl sut rallier à sa cause Edmond de Rothschild (1845-1934), banquier et philanthrope. Dans ses carnets personnels, à la date du 11 juillet 1896,

206 *Deux siècles ensemble*, op. cit., p. 288 (Tome 1). Alexandre Soljénitsyne rapporte : « À ce 1^{er} Congrès, les délégués du sionisme russe constituaient le tiers des participants... soit 66 sur 197 (...). Au sionisme avait adhéré tous les Khovevei-Tsion russes, contribuant ainsi à la mise sur pied du sionisme mondial » in *Ibid.*, p. 289.

207 *Ibid.*, p. 291-292.

208 The diaries of Theodor Herzl, op. cit., p. 13.

209 *Ibid.*,

Theodor Herzl évoque une rencontre avec différents Juifs (Samuel Montagu²¹⁰, colonel Goldschmid²¹¹) dont un représentant juif polonais, qui n'est pas nommé, est membre du « Comité Hirsch »²¹². Il y est exposé un plan consistant à rallier à la cause Edmond de Rothschild²¹³ mais aussi d'inciter le chancelier Bismarck (alors à la retraite)²¹⁴ à écrire au sultan afin que celui-ci soit favorable à l'idée d'un statut vassal plaçant l'État juif²¹⁵ ainsi créé sous la protection de l'autorité turque²¹⁶. En ce qui concerne Edmond de Rothschild, il est vrai que cet homme s'était engagé avant Herzl dans la colonisation juive en Palestine, dès 1882, pour Rishon le-Zion²¹⁷. En 1900, Edmond de Rothschild confia la gestion de ses colonies agricoles à la JCA²¹⁸ en leur apportant un appui financier conséquent²¹⁹. Enfin, il faut ajouter la création de l'institut bancaire, le *Jewish Colonial Trust* (JCT), outil financier du sionisme enregistrée à Londres en 1899 qui, à partir de 1902, réalisait ses activités en Palestine par une filiale, la « Banque anglo-palestinienne ». En 1934, le JCT devint une société regroupant des

210 Samuel Montagu, banquier juif anglais (1832-1900) qui, au nom de *Hovevei Sion* « Amants de Sion », présenta une pétition au sultan concernant un projet de colonisation en Transjordanie. Son neveu, Sir Herbert Samuel (1870-1963), fut le premier Haut-Commissaire pour la Palestine sous le mandat britannique en 1920 in *Ibid.*, p. 469-470.

211 Colonel Albert Goldschmid (1846-1904), Juif anglais appartenant à une famille de banquiers, a travaillé en liaison avec le baron de Hirsch pour une colonisation juive en Argentine. Il est un des premiers adhérents de *Hovevei Sion* en Angleterre in *Ibid.*, p. 454.

212 A sa création en 1891, le « Fonds Hirsch » regroupait des sommités in <http://www.jewishencyclopedia.com/articles/7731-hirsch-fund-baron-de>. On peut relever en particulier un des plus grands noms de la finance américaine, à l'origine Juif allemand, Jacob Schiff (1847-1920), violemment anti-russe, qui prêta 200 millions de dollars au gouvernement japonais dans sa guerre contre la Russie tsariste (1904-1905) in <https://www.jewishvirtuallibrary.org/jsource/biography/schiff.html> mais aussi Oscar S. Strauss (à l'origine Juif allemand, 1850-1926), Secrétaire au Commerce du président Théodore Roosevelt de 1906 à 1909. Auparavant, il occupa le poste de « ministre » (équivalent d'ambassadeur) des États-Unis à Constantinople puis à nouveau de 1898 à 1899. Il eut l'occasion de rencontrer et d'échanger avec Theodor Herzl in *The Diaries of Theodor Herzl*, op. cit., p. 324.

213 *Ibid.*, p. 178-179. Theodor Herzl exprima sa satisfaction de la bonne tournure des événements à la date 15 juillet 1896 in *Ibid.*, p. 183.

214 Dans *The diaries of Theodor Herzl*, il est indiqué que ce dernier écrivit une longue lettre à Otto von Bismarck concernant son plan d'un État Juif. Il ne reçut aucune réponse in *Ibid.*, p. 50.

215 *Ibid.*, p. 179.

216 <http://www.jewishagency.org/herzl/content/25338>

217 *The diaries of Theodor Herzl*, op. cit., p. 277.

218 *Ibid.*, p. 475.

219 *Ibid.*, p. 458.

participations diverses au service de cette banque. Après la Seconde Guerre mondiale, cette banque anglo-palestienne fut la plate-forme permettant la création après plusieurs étapes de la « Banque Nationale d'Israël »²²⁰.

Tous ces événements qui se bousculaient à la fin du XIX^e siècle²²¹ ont trouvé un écho dans les propos de Theodor Herzl tenus lors du III^e Congrès sioniste, en août 1899 à Bâle. Il y fit un compte rendu de ses échanges avec l'empereur Guillaume II, lors du long voyage de ce dernier à Constantinople et à Jérusalem (et autres localités) du 11 octobre au 26 novembre 1898, et de ses souhaits exprimés devant le sultan Abdül Hamid. Ce discours, dont nous présentons des extraits, fut publié dans la première revue sioniste en langue française, « L'Écho sioniste », parue pour la première fois en septembre 1899. Ses deux administrateurs s'appelaient Léon Paperin et Abraham Rokéach : « (...) *Ce fut un événement considérable, passé sous silence, comme d'ordinaire, par nos adversaires ou bien défiguré par eux, que la réception de la délégation sioniste par sa Majesté l'empereur d'Allemagne à Jérusalem. Le fait que le grand empereur a prêté attention à notre mouvement national eût suffi pour nous donner quelque confiance. Des mouvements de peu d'importance ne sont point remarqués en si haut lieu. Mais ce fut plus qu'une simple marque d'attention. Ce ne fut pas une députation juive quelconque, ce ne furent pas des membres de quelque société de colonisation "pratique" qui furent reçus, mais bien les délégués du Comité d'action sioniste. Les bases et les visées de notre mouvement étaient d'avance connues, et c'est dans ces conditions que sa Majesté l'empereur d'Allemagne, en une journée mémorable pour les destinées du judaïsme, nous a assurés de son bienveillant intérêt*²²². De cela, tous les vrais Juifs doivent lui être reconnaissants. Mes chers collègues, vous comprendrez aisément que les simples convenances nous font un devoir de ne pas faire une arme de propagande de l'événement mémorable et heureux que fut la réception accordée à Jérusalem en de telles

220 <http://www.jewishvirtuallibrary.org/jsource/Zionism/jct.html>

221 Dès 1897, nous assistons à la création d'une organisation sioniste américaine : *Zionist Organization of America* (ZOA) in <http://zoa.org/about/> Notons la participation de Louis Brandeis (voir aussi le chapitre VII), éminent juriste au service du sionisme qui joua un rôle déterminant en liaison avec le président Wilson et Léo Motzkin. Concernant ce dernier, il s'était engagé dès le début auprès de Theodor Herzl pour promouvoir le sionisme. Qui plus est, lors du traité de Versailles (1919), Léo Motzkin dirigea le « Comité des délégations juives auprès de la Conférence de la paix » chargé d'élaborer un mémorandum en faveur de la protection des Juifs et des minorités d'Europe centrale in Pierre Hillard, *Minorités et régionalismes*, Éditions François-Xavier de Guibert, 2001, p. 71 et suivantes (voir annexe 5 de ce livre).

222 Ces propos sont à nuancer. Pendant son séjour dans l'Empire ottoman, Theodor Herzl était accompagné de David Wolffsohn qui lui succéda après sa mort, de Max Bodenheimer, de Josef Seidener et de Moses Schnirer. Lors de l'entretien avec Guillaume II, celui-ci lui demanda ce qu'il souhaitait que lui, l'empereur, dise au sultan : « *Une charte sous protection allemande* » fut la réponse de Herzl in *The diaries of Theodor Herzl*, op. cit., p. 272. Après cet entretien, le compte rendu que fit Herzl à Moses Schnirer fut : « *Il n'a dit ni oui ni non* » in *Ibid.*, p. 293.

circonstances (...), nous devons relever ceci au moins, que l'absolue légalité et le parfait loyalisme de notre mouvement sont, après cet événement, à tout jamais hors de discussion. Bien naturellement, c'est avant tout et surtout vis-à-vis du gouvernement turc que nous tenons à démontrer notre loyalisme. Aucune démarche ne sera tentée de nous qui puisse, même de loin, éveiller la légitime méfiance du souverain propriétaire de la Palestine. Nous voulons et nous pouvons être très utiles à l'Empire ottoman, nous pouvons donc procéder ouvertement. Celui qui s'insinue quelque part, subrepticement, n'a généralement pas l'intention d'y apporter quelque chose. C'est ce raisonnement bien compréhensible qui a abouti aux entraves actuellement opposées à l'émigration en Palestine. Ce n'est pas nous qui avons provoqué ces entraves : elles sont antérieures au mouvement représenté ici. Mais bien que l'on n'ait pas le droit de nous rendre responsable de ces lois prohibitives, nous voulons cependant indiquer clairement quelle est notre pensée à cet égard (...). Nous expliquons nos pensées au grand jour ; nous n'avons pas Dieu merci ! à craindre la lumière, et nous voulons obtenir la légalité avant de tenter une entreprise qui, sans cela, serait une expérience redoutable de lourdes responsabilités. Car il ne s'agit pas seulement d'y amener les gens, il faut encore les y faire rester. Et cela dans une situation bien assurée (...). Ce résultat cherché, de quel genre doit-il être ? Disons-le d'un mot : une charte ! Nos efforts tendent à obtenir du gouvernement turc une charte sous la souveraineté de sa Majesté le sultan²²³. Ce n'est que lorsque nous serons en possession de cette charte, qui doit contenir les garanties officielles et légales nécessaires, que nous pourrons commencer en grand notre œuvre de colonisation pratique. En échange de cette charte, nous assurerons au gouvernement turc de grands avantages. Mais ceci ne pouvait et ne peut être mené à bonne fin par le Congrès, qui n'a pas la personnalité juridique nécessaire. Il a fallu créer pour ces négociations un contractaire

223 Ce ne sont pas les mêmes termes utilisés lors de son entretien avec Guillaume II.

spécial. C'est la Compagnie coloniale juive (...)»²²⁴. La Banque coloniale existe aujourd'hui (...). Aujourd'hui, nous transmettons l'œuvre au Congrès, auquel nous avons assuré le contrôle absolu de l'administration honnête et conforme aux visées sionistes de la Banque. Le Congrès aura, par l'intermédiaire de ses représentants annuellement renouvelés, la haute main sur la direction de l'établissement (...). C'est sur les bases de la charte à obtenir que l'on fondera la compagnie agraire proprement dite et, cela va de soi, avec un capital plus considérable (...). Voici un peuple qui lutte pour son existence, son honneur et sa liberté. D'une atmosphère où il étouffe, il veut apparaître à la lumière du soleil (...). Nous voulons nous élever à un degré plus haut de moralité, nous voulons augmenter le bien-être, bâtir des routes nouvelles au commerce des peuples et frayer un passage à la justice sociale. Et comme notre poète aimé fixa en poèmes ses douleurs, nous préparons de nos souffrances un progrès de l'humanité que nous servons²²⁵. »

Les entretiens de Theodor Herzl, entamés avec l'empereur Guillaume II, se poursuivirent avec une rencontre avec le sultan Abdül Hamid, en mai 1901. Celle-ci se fit grâce à l'entremise d'un professeur juif hongrois en langues orientales à l'université de Budapest, Ármin Vámbéry (1832-1913), grand aventurier dans sa jeunesse, et qui manifestait des sympathies à l'égard de la cause sioniste. Lors d'une prise de contact avec cet homme relatée le 17 juin 1900, Herzl dresse son portrait, révélant aussi des traits plus cachés : « *J'allais connaître l'un des hommes les plus intéressants dans ce Juif boitillant âgé de 70 ans et qui ne sait pas s'il est plus Turc qu'Anglais, qui écrit des livres en allemand, parle douze langues avec une égale maîtrise et a professé cinq religions dans deux desquelles il a servi comme prêtre. Au contact de ces différentes religions, il était devenu naturellement athée. Il me raconta mille et une légendes sur l'Orient, sur ses liens étroits avec le sultan, etc. Je lui*

224 Cette banque avait été enregistrée à Londres en 1899. Tout en s'adressant à l'Allemagne de Guillaume II et au sultan Abdül Hamid, il est à noter que les sionistes traitaient aussi avec les Anglais et la City de Londres. L'empereur d'Allemagne avait eu l'occasion de rencontrer William Hechler (ami de Herzl), qui était le chapelain de l'ambassade britannique à Vienne de 1885 à 1910, lors d'une réception chez le grand-duc de Bade. Ayant été le tuteur de son fils, il avait noué des liens d'amitié avec le père qui était aussi l'ami intime de Guillaume II. C'est par ces différents liens que Herzl pût entrer en contact avec l'empereur. Précisons que lors de cette réception (avril 1896), Guillaume II qui connaissait les efforts de Hechler pour appuyer les ambitions de Herzl lui lança : « *Est-ce que les Rothschild ne se cacheraient pas derrière tout cela ?* » in *The diaries of Theodor Herzl, op. cit.*, p. 113. Outre les contacts de Herzl avec Edmond de Rothschild, il réussit à s'entendre par la suite, après des débuts difficiles, avec le banquier Nathaniel Meyer Rothschild (1840-1915), dirigeant la branche britannique de la famille, à partir d'une rencontre qualifiée d'historique par la *Jewish Agency*, le 4 juillet 1902 in <http://www.jewishagency.org/israel/content/23395> C'est ce même Rothschild qui travaillait en liaison avec Cecil Rhodes et son équipe (Alfred Milner, Lord Balfour...). Voir Carroll Quigley, *Histoire secrète de l'Oligarchie anglo-américaine*, le Retour aux sources, 2015.

225 <http://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k54053313>

ai immédiatement inspiré confiance et il me révéla, sous le sceau de la confiance, qu'il était un agent secret de la Turquie et de l'Angleterre (...)»²²⁶. » C'est par son intermédiaire et avec l'appui de ses hommes de confiance, un Juif hongrois le Dr Wellisch²²⁷ (1866-1926)²²⁸ et Tahsin Bey²²⁹ « Premier Secrétaire du sultan », que Theodor Herzl put se rendre au palais de Yildiz (résidence du sultan). Élément révélateur de la tournure d'esprit de son mentor, Ármín Vámbéry le mit en garde : « Vous ne devez pas lui parler du sionisme. C'est une fantasmagorie. Jérusalem est aussi saint pour lui que La Mecque. Néanmoins, le sionisme est bon — contre le christianisme²³⁰. » Pendant cet entretien, Herzl fit tout pour inciter le sultan à accueillir les Juifs en Palestine. De prime abord, ce dernier semblait avoir une certaine considération à leur égard puisqu'il n'hésita pas à affirmer : « Je suis et j'ai toujours été un ami des Juifs. En fait, je compte principalement sur les musulmans et les Juifs. Je n'ai pas le même degré de confiance dans mes autres sujets²³¹. » Afin d'arracher son consentement, Herzl n'hésita pas, en échange de l'obtention d'une charte pour la Palestine, à lui promettre qu'en retour les Juifs lui garantiraient la dette nationale turque ce à quoi il lui fut répondu que les Juifs étaient acceptés dans l'Empire mais pas en Palestine²³². Après cet essai infructueux, les tentatives de Herzl pour faire progresser la cause piétinèrent. Nous pouvons évoquer différentes options de colonisation comme celle de l'Ouganda qui fut rejetée comme celle aussi de la ville d'El-Arish dans le Sinaï sous contrôle britannique. Ces tentatives tournèrent court. Il multiplia les contacts et les déplacements afin d'obtenir des appuis auprès du roi d'Italie Victor-Emmanuel III, mais sans succès avec saint Pie X, avec Joseph Chamberlain, Secrétaire d'État aux colonies et auprès de représentants russes comme le ministre de l'Intérieur Vyacheslav Plehve et le ministre des finances Sergueï Witte. Malgré ces blocages, cela n'empêcha pas Theodor Herzl de produire une carte du « Grand Israël » en 1904²³³ qui, chose étonnante pour le sionisme qui se veut laïc, affiche un idéal territorial s'étalant du Nil à l'Euphrate en référence à la Genèse 15-18 : « En ce jour-là, l'Éternel fit alliance avec Abram (sic), et dit :

226 *The diaries of Theodor Herzl*, op. cit., p. 327.

227 <http://www.jta.org/1926/11/08/archive/dr-wellisch-herzls-close-coworker-dies>

228 « *Physicien juif hongrois qui dirigea pendant plusieurs années le département de la Santé du ministère de l'Intérieur turc. Mort à Vienne* », *The diaries of Theodor Herzl*, op. cit., p. 483.

229 En parlant de Tsahin Bey, Ármín Vámbéry dit : « *Qui m'est entièrement dévoué* », *Ibid.*, p. 333 et voir notice *Ibid.*, p. 480. Comme on peut le constater dans l'affaire turque, Theodor Herzl jonglait littéralement entre l'Allemagne et l'Angleterre... deux fers au feu.

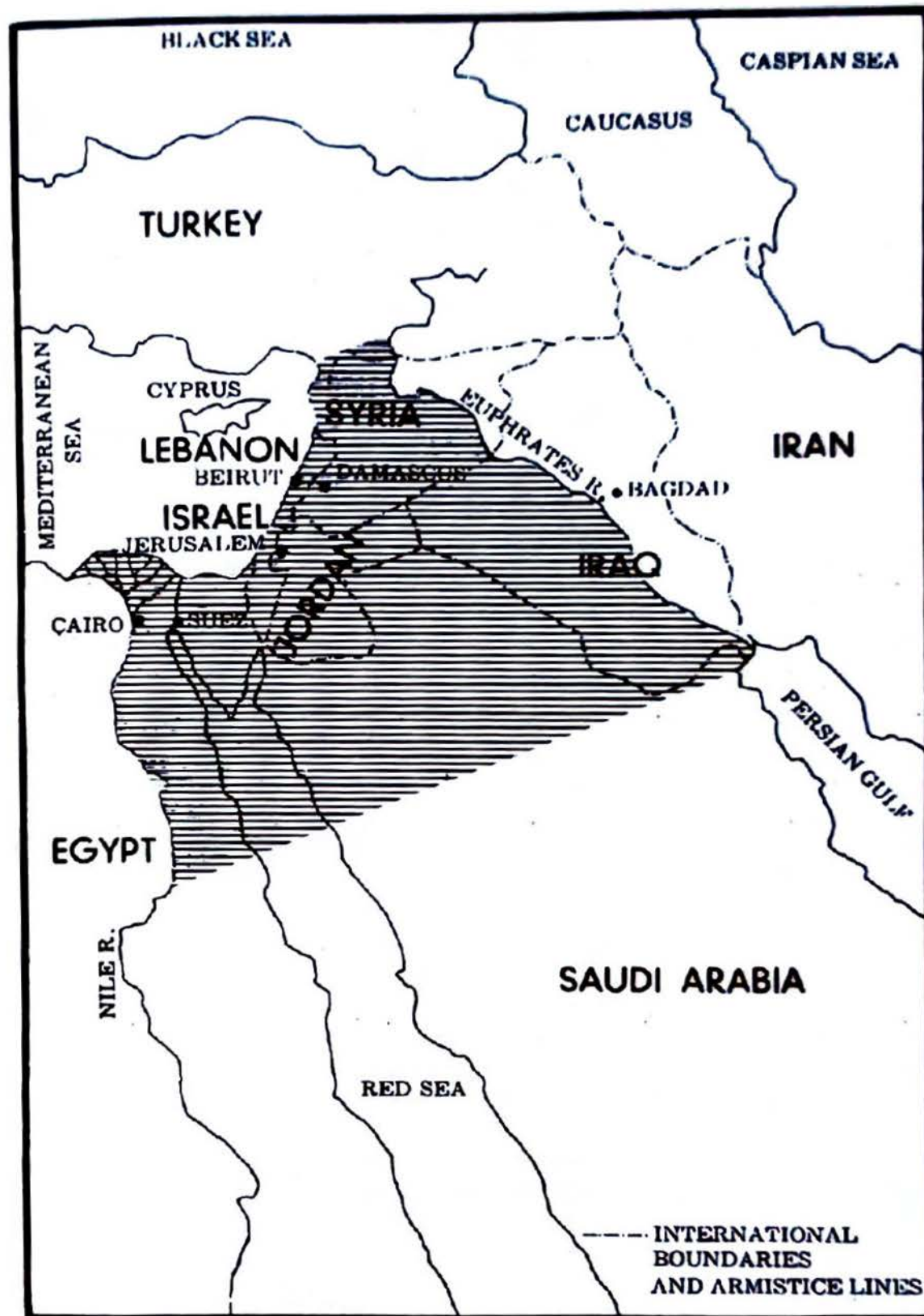
230 *Ibid.*, p. 333.

231 *Ibid.*, p. 339.

232 <http://www.jewishagency.org/israel/content/23395> (Voir à la date du 17 mai 1901).

233 Chapitre VI, annexe 5 : carte du « Grand Israël » selon Theodor Herzl et le rabbin Fischmann.

The Israel of Theodore Herzl (1904) and of Rabbi Fischmann (1947)



Carte du Grand Israël
selon Theodor Herzl et
le rabbin Fischmann

In his **Complete Diaries**, Vol. II, p. 711, Theodore Herzl, the founder of Zionism, says that the area of the Jewish State stretches : « From the Brook of Egypt to the Euphrates. »

Rabbi Fischmann, member of the Jewish Agency for Palestine, declared in his testimony to the U. N. Special Committee of Enquiry on 9 July 1947 : « The Promised Land extends from the River of Egypt up to the Euphrates, it includes parts of Syria and Lebanon. »

*Je donne ce pays à ta postérité, depuis le fleuve d'Égypte jusqu'au grand fleuve, au fleuve d'Euphrate (...) »²³⁴. Ces ambitions furent publiées dans les carnets complets de Theodor Herzl (*Complete Diaries*) et présentées dans un livret concernant le « Plan Oded Yinon » par Israël Shahak²³⁵, texte qui sera abordé un peu plus loin.*

| 3 | Le sionisme en action après Theodor Herzl

La disparition de Theodor Herzl, le 3 juillet 1904, renforça l'émergence de tendances au sein du sionisme, entre ceux prônant l'obtention d'un statut juridique officiel (ottoman ou d'un autre pays) favorisant l'implantation d'une population juive et ceux cherchant une action plus directe sur le terrain (institutions

²³⁴ <http://sainte bible.com/genesis/15-18.htm>

²³⁵ Israël Shahak (1933-2001), professeur de chimie à l'université hébraïque de Jérusalem et président de la Ligue israélienne pour les droits civils et humains de 1970 à 1990. Il a traduit de l'hébreu en anglais un plan de démantèlement des pays arabes du Proche-Orient (1982) à partir d'une revue sioniste dont les références publiées dans ce livret sont : « *KIVUNIM (Directions), A Journal for Judaism and Zionism ; Issue N° 14 – Winter, 5742, February 1982, Editor : Yoram Beck, Editorial Committee : Eli Eyal, Yoram Beck, Amnon Hadari, Yohanan Manor, Elieser Schweid. Published by the Department of Publicity/The World Zionist Organization, Jerusalem.* Il est ajouté à la fin de ce livret la carte du « Grand Israël » provenant des carnets complets de Theodor Herzl (Vol. 2, p. 711) en 1904 et de propos du rabbin Fischmann dans une déclaration devant les instances de l'ONU en 1947. L'auteur ne fut pas poursuivi à la suite de la publication de cette traduction. Le site juif « *Elder of Zion* » à la date du 5 mai 2015 confirme que la carte du « Grand Israël », selon les vœux de Theodor Herzl dans ses négociations avec l'Empire ottoman, s'étend bien du Nil à l'Euphrate en se référant au volume 2, page 711, de ses carnets complets in <http://elderofzion.blogspot.com/2015/05/an-example-of-how-twisted-palestinian.html> et en présentant un extrait de cette affirmation : « *Discussed with Bodenheimer the demands we will make. Area : from the Brook of Egypt to the Euphrates. Stipulate a transitional periode with our own institutions. A Jewish governor for this period. Afterwards, a relationship like that between Egypt and the sultan. As soon as the Jewish inhabitants (...) in https://books.google.fr/books?redlr_esc=y&hl=fr&id=IXbIAAAAMAAJ&focus=searchwithinvolume&q=brook* En revanche, selon « *Elder of Zion* », la réponse du rabbin Fischmann à un représentant d'un Comité de l'ONU (Sir Abdur Rahman, *India*) lui demandant ce qu'est la Terre promise, ne fut que de rappeler la référence biblique correspondant au « Grand Israël ». Cela ne veut pas dire qu'il était (officiellement) pour l'application de cette politique. Rappelons que le rabbin Fischmann, de son vrai nom Yehuda Leib Maimon (1875-1962), participa à la rédaction finale du texte et à sa signature, entre autres avec David Ben Gourion, proclamant la déclaration d'indépendance d'Israël en 1948 in <http://www.mfa.gov.il/mfa/aboutisrael/israelat50/pages/the%20signatories%20of%20the%20declaration%20of%20the%20establis.aspx>

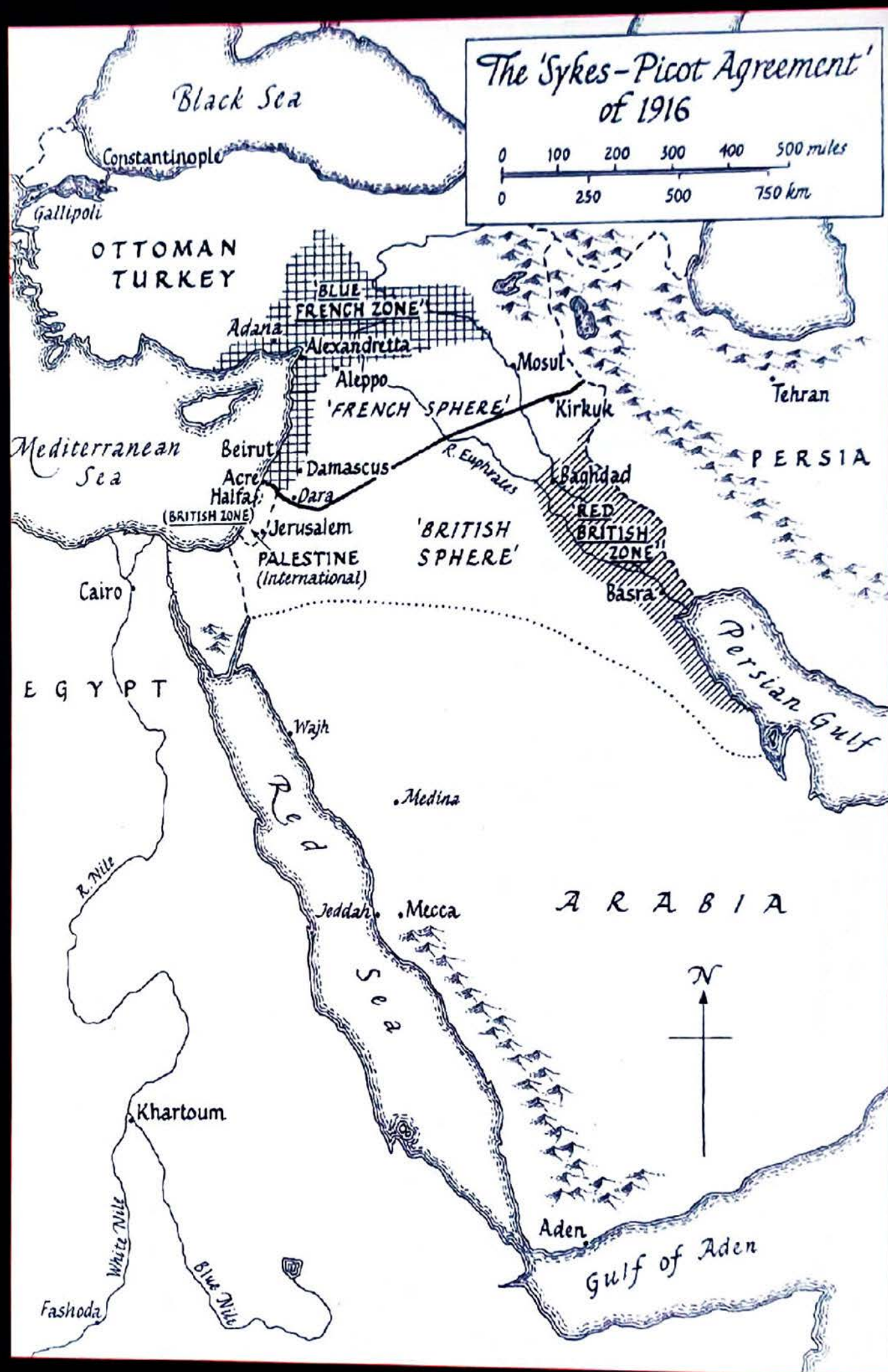
culturelles, éducatives...). Malgré ces différences, un consensus fut trouvé au X^e Congrès à Bâle, synthétisant ces options en 1911. Dans cette affaire, la figure de proue qui émergea s'appelait Chaïm Weizmann (1874-1952). Chimiste de formation et enseignant à l'université de Manchester tout en participant corps et âme à l'action sioniste, ce citoyen anglais sut être le porte-parole de la cause auprès des hautes sphères britanniques. Sa découverte d'un procédé synthétisant l'acétone, produit entrant dans la fabrication des munitions, joua un grand rôle dans le renforcement de ses contacts au cours de la Première Guerre mondiale, en particulier avec Lord Balfour²³⁶ qui, depuis 1915, était à la tête de l'Amirauté britannique. L'année suivante, le même personnage devint ministre des Affaires étrangères. Chaïm Weizmann comprit qu'il fallait que le mouvement sioniste soutînt le gouvernement britannique car il avait la conviction que la politique anglaise allait conduire à une prise de nombreux territoires appartenant à l'Empire ottoman. À première vue, ce n'était pas le chemin pris par les autorités britanniques. En effet, la correspondance entre le Britannique Henry MacMahon, Haut Commissaire en Égypte, et Hussein Ben Ali, Chérif de La Mecque, de juillet 1915 à janvier 1916, stipulait que la Grande-Bretagne était prête à reconnaître une indépendance des pays arabes à l'exception de quelques territoires en liaison avec les intérêts français. En contre-partie, les Arabes de l'Empire ottoman s'engageaient à combattre du côté des Alliés pour abattre les Turcs²³⁷. Les « Accords Sykes-Picot »²³⁸ en mai 1916, du nom des diplomates anglais et français, démantelant l'Empire ottoman avec répartition des zones d'influences entre la France et le Royaume-Uni, ignorèrent complètement les engagements pris précédemment. Pour Chaïm Weizmann, cette situation ne pouvait qu'être positive. Sa nomination, en février 1917, à la direction de la Fédération sioniste britannique, fondée en 1899²³⁹, renforça sa position auprès du monde politique anglais. N'oublions pas non plus que les branches française et anglaise Rothschild s'étaient ralliées à la cause sioniste grâce aux efforts de Theodor Herzl. Le chemin était donc balisé.

236 Lord Balfour était un élu au Parlement britannique à partir d'un district de Manchester in <http://www.jewishvirtuallibrary.org/jsource/biography/Balfour.html> Pour mieux cerner la mentalité de ce personnage, rappelons que Lord Balfour participa au premier Congrès eugéniste à Londres, le 24 juillet 1912, caractéristique propre à toute cette élite anglo-saxonne désireuse d'améliorer les capacités mentales et physiques de l'homme pour le « bien » et le progrès de l'humanité. Les nazis n'ont rien inventé, in <http://query.nytimes.com/mem/archive-free/pdf?res=9907E5DD1630E233A25756C2A9619C-946396D6CF>

237 <http://www.jewishvirtuallibrary.org/jsource/History/hussmac.html>

238 Chapitre VI, annexe 6 : carte des « Accords Sykes-Picot » (1916).

239 <https://zionist.org.uk/about-zf/>



Carte des Accords
Sykes-Picot (1916)

9161

La « Déclaration Balfour » du 2 novembre 1917²⁴⁰ proclamant la reconnaissance, par le gouvernement britannique, de l'existence d'un foyer national juif en Palestine fut une étape décisive permettant de poser la première pierre conduisant à la création de l'État d'Israël en 1948. Cette Déclaration fut adressée à Lord Walter Rothschild, ami de Chaïm Weizmann²⁴¹, qui était aussi le fils de Nathaniel Rothschild, celui-là même qui avait traité avec Theodor Herzl. Il faut ajouter aussi ce point largement méconnu parmi l'équipe travaillant dans l'orbite des Rothschild que le véritable auteur de cette Déclaration ne fut pas Lord Balfour mais Alfred Milner (1854-1925), bras droit et successeur de Cecil Rhodes. Comme l'a prouvé l'universitaire américain Carroll Quigley : « *La Palestine, cependant, occupait une position particulière parmi les mandats en raison de la déclaration Balfour de 1917, qui disposait que la Grande-Bretagne verrait favorablement l'établissement d'un foyer national pour les Juifs en Palestine. Cette déclaration, toujours connue sous le nom de déclaration Balfour, devrait plutôt s'appeler "Déclaration Milner", tant ce dernier en fut le concepteur réel et, apparemment, son soutien majeur dans le Cabinet de Guerre. Il fallut attendre le 21 juillet 1937 pour que ce fait soit rendu public. À ce moment Ormsby-Gore, s'exprimant pour le gouvernement à la Chambre des Communes, déclara "Le projet initialement affiché par Lord Balfour n'était pas le projet final approuvé par le Cabinet de Guerre. Le projet exact auquel consentit le Cabinet de Guerre et par la suite les gouvernements alliés ainsi que les États-Unis (...) et en fin de compte incarné dans le mandat, fut élaboré par Lord Milner. Le projet final doit être publié au nom du ministre des Affaires étrangères, mais le véritable rédacteur fut Lord Milner*²⁴². » Le ralliement des autorités britanniques à la cause sioniste peut être compris, comme nous l'avons écrit un peu plus haut, aux liens remontant aux accords conclus entre Oliver Cromwell et le rabbin Menasseh ben Israël à la fin du XVII^e siècle. Une communion d'esprit entre le christianisme puritain anglais et le judaïsme talmudique permit d'orienter le monde anglo-saxon dans une direction politico-spirituelle qui ne pouvait que plaire à la synagogue. Cette caractéristique fut particulièrement bien relevée par deux universitaires américains, John Mearsheimer et Stephen Walt : « *Le sionisme chrétien trouve son origine dans le dispensationalisme, une interprétation de la Bible née dans l'Angleterre du XIX^e siècle, en grande partie grâce aux efforts des pasteurs anglicans Louis Way et John Neslon Darby. Cette doctrine est une forme de prémillénarisme, selon laquelle le monde connaîtra une ère de chaos grandissant jusqu'au retour du Christ. Les dispensationalistes croient que le retour des Juifs en*

240 <http://www.mfa.gov.il/mfa/foreignpolicy/peace/guide/pages/the%20balfour%20declaration.aspx>

241 <http://www.jewishvirtuallibrary.org/jsource/biography/wrothschild.html>

242 *Histoire secrète de l'Oligarchie anglo-américaine*, op. cit., p. 263. Il faut rappeler qu'Alfred Milner (groupe de Cecil Rhodes) était le bras droit, au sein du Cabinet de guerre, du Premier ministre anglais Lloyd George, en activité de 1916 à 1922. Voir la note infrapaginale 244 concernant ses propos devant la Commission Peel.

Palestine précédera la seconde Venue du Christ, annoncée dans les prophéties de l'Ancien et du Nouveau Testament. La théorie de Darby, Way et leurs partisans a influencé certains responsables politiques anglais et il se peut même qu'elle ait contribué à convertir le secrétaire d'État aux Affaires étrangères Arthur Balfour à l'idée de la création d'un État juif en Palestine. Le courant dispensationaliste a été popularisé aux États-Unis au XIX^e siècle et au début du XX^e siècle par des théologiens protestants dont l'évangéliste Dwight Moody (fondateur du Moody Bible Institute de Chicago), C.I. Schofield et William E. Blackstone²⁴³. » Un autre élément a joué un rôle de premier plan en faveur des sionistes. C'est l'intervention militaire des États-Unis du côté des Français et des Anglais. Cependant, cette bascule ne s'est pas faite gratuitement. Le président Wilson était judéophile et son action en faveur des revendications juives durant le traité de Versailles pour la protection des minorités et pour la Palestine fut importante (voir chapitre I, note infrapaginale 27). Les Alliés comprirent qu'il fallait que la communauté juive américaine fasse pression auprès des dirigeants politiques de Washington afin de ranger les États-Unis de leur côté. Les rédacteurs des auditions de la Commission royale d'enquête sur la Palestine de juillet 1937 (Commission Peel) le confirment clairement, dans un rapport de plus de 400 pages, en s'appuyant sur une déposition de Lloyd George qui était Premier ministre de Grande-Bretagne en décembre 1916 : « (...) le lancement de la Déclaration Balfour fut, à cette époque, "motivé à des fins de propagande" ; et il souligna la gravité de la position dans laquelle étaient les Alliés. Les Roumains avaient été écrasés. L'armée russe était démoralisée. L'armée française était incapable de lancer une offensive à une large échelle. Les Italiens avaient subi une défaite sévère à Caporetto. Les sous-marins allemands avaient coulé des milliers de tonnes de cargaison de bateaux anglais. Aucune division américaine n'était à notre disposition dans les tranchées. Dans cette situation critique, on pensait que la sympathie de la communauté juive ou son antipathie, orienterait substantiellement la cause alliée vers une issue favorable ou non. En particulier, la sympathie juive pour les Alliés conforterait le soutien de la communauté juive américaine et générerait le désengagement militaire de l'Allemagne ainsi que son renforcement économique sur le front Est. Voici les circonstances dans lesquelles le gouvernement britannique promulgua la Déclaration Balfour : "les chefs sionistes [nous informa Lloyd George] nous ont donné une promesse formelle que, si les Alliés s'engageaient à fournir des moyens facilitant l'établissement d'un foyer national pour les Juifs en Palestine, ils feraient de leur mieux pour rallier les sentiments et le soutien des Juifs à travers le monde entier à la cause des Alliés. Ils ont tenu parole" (ndla : souligné par nous). Afin d'informer les Juifs du monde entier de cette Déclaration, des millions de tracts circulèrent dans toutes les communautés juives.

243 John Mearsheimer et Stephen Walt, *Le lobby pro-Israélien et la politique étrangère américaine*, La Découverte, Paris, 2009, p. 146-147.

Ils furent largués depuis le ciel au-dessus des villes allemandes et autrichiennes et largement diffusés à travers la ceinture regroupant des communautés juives allant de la Pologne à la mer Noire. Les puissances centrales, entre-temps, avaient reconnu l'importance militaire de l'engagement juif. Au moment de la Déclaration Balfour, le gouvernement allemand faisait tout ce qu'il pouvait pour gagner le mouvement sioniste à sa cause ; et après la Déclaration, il se hâta, en lien avec son allié turc, de formuler une proposition rivale. Une compagnie régie par une charte fut envisagée au profit des sionistes allemands (ndla : souligné par nous). Elle aurait eu une forme limitée d'auto-gouvernement local et un droit d'immigration vers la Palestine. À la fin de 1917, on savait que les Turcs étaient désireux d'accepter un accord dans ces grandes lignes. Mais, avant que les concessions ne soient finalement confirmées à Constantinople, la Palestine était aux mains du général Allenby²⁴⁴. » Force est de constater que cette « Déclaration Balfour » permettait aussi indirectement de renforcer la cause bolchevique en Russie au cours de l'année 1917 et par la suite. Comme Alexandre Soljénitsyne le rapporte : « (...) Le coup de force d'Octobre n'a-t-il pas coïncidé exactement, pour ce qui est des dates, avec la Déclaration Balfour qui jetait les bases d'un État juif indépendant ? Eh bien, qu'advint-il ? Une partie de la nouvelle génération juive emprunta la voie de Herzl et de Jabotinski, tandis que l'autre [précisons : la plus grande] a cédé à la tentation et est venue grossir les rangs de la bande à Lénine-Trotsky-Staline. (Exactement ce que craignait Churchill). La voie de Herzl apparaissait alors lointaine, irréelle, tandis que celle de Trotsky et Bagristski permettait aux Juifs de gagner une stature immédiate et de devenir immédiatement, en Russie, une nation égale en droits et même privilégiée²⁴⁵. »

La défaite allemande en 1918 permit au gouvernement anglais de régler l'affaire du chemin de fer de Bagdad en s'adjudicant les pays riches en pétrole tout en excluant Berlin de toute influence au Proche-Orient. Une nouvelle ère s'ouvrit donc pour la Palestine. Cela passa par l'occupation de ce territoire par les troupes anglaises dès 1917 avec la contribution de Lawrence d'Arabie et l'attribution en 1920, par la Conférence de San Remo, d'un mandat confiant la gestion de l'ensemble aux Britanniques. La ratification définitive de cette Conférence se fit par la Société des Nations (SDN) en 1922 permettant l'application des directives de la « Déclaration Balfour ». Cette situation dura de 1920 à 1948. Nous avons déjà eu l'occasion de citer Theodor Herzl et ses efforts pour la création d'un État juif, en liaison, entre autres, avec le banquier Samuel Montagu. C'est son neveu, Herbert Samuel (1870-1963) sioniste convaincu, qui fut le premier mandataire pour la Palestine.

244 <https://palestinianmandate.files.wordpress.com/2014/04/cm-5479.pdf> p. 23-24. Le rapport de la Commission Peel révèle qu'il y avait des rivalités violentes entre les Juifs sionistes allemands défendant le II^e Reich de Guillaume II et les Juifs sionistes acquis à la cause de la Grande-Bretagne, de la France et des États-Unis.

245 *Deux siècles ensemble, op. cit.*, p. 122-123 (tome 2). Nous pouvons ajouter que parmi ces événements de 1917 liés entre eux, il faut citer aussi l'apparition mariale de Fatima.

Par la suite, six autres mandataires se succédèrent : Lord Palmer, Sir John Chancellor, Arthur Wawchope, Sir Harold MacMichael, Lord Gort et Sir Alan Cunningham²⁴⁶. Les difficultés ne tardèrent pas à surgir entre les populations arabes et les Juifs en nombre croissant²⁴⁷. Des émeutes éclatèrent que les Britanniques essayèrent plus ou moins de juguler via des rapports appelés à régler le flux de l'immigration juive par rapport aux capacités économiques de la région. Les documents désignés sous le label *White Paper* ont été rédigés par différents intervenants : Winston Churchill en 1922, Lord Passfield en 1929 (alias Sidney Webb, membre de la Société fabienne) et MacDonald en 1939. Cependant, les tensions allaient croissant entre les deux communautés, ce qui se traduisit par la création d'organisations paramilitaires sionistes comme la Haganah ou l'Irgoun pour contrer les attaques arabes. À cela, il faut ajouter la fondation sous l'égide du sionisme de « l'Agence juive pour Israël » en 1929, sorte de pré-gouvernement avant l'heure²⁴⁸. L'action de Chaïm Weizmann, président du mouvement sioniste de 1921 à 1931 puis à nouveau de 1935 à 1946, contribua largement à cette évolution. Dès cette époque, chez certains sionistes, se manifestaient des espérances messianiques lointaines avec la reconstruction du Temple en bout de course comme c'est le cas avec Avraham Stern²⁴⁹ (1907-1942) un ancien de l'Irgoun (groupe « Lehi »). Dans une charte se référant aux « dix-huit principes de la Renaissance », il y est énoncé :

246 <http://www.jewishagency.org/israel/content/34106>

247 Un accord avait été signé entre Chaïm Weizmann, en ce qui le concerne au nom de l'organisation sioniste, et l'émir Fayçal, le 3 janvier 1919 (*Faisal-Weizmann Agreement*), afin de préparer les traités de paix. Il stipulait une coopération judéo-arabe avec un foyer juif, une nation arabe sur une grande partie du Moyen-Orient et une réglementation fixant les frontières. Cela passait par la reconnaissance de l'indépendance des pays arabes par les Britanniques, chose qui ne se fit pas. Cet accord passa à la trappe... au dépens des Arabes in <http://www.eretzyisroel.org/~samuel/feisal1.html>

248 <http://www.jewishvirtuallibrary.org/jsource/Orgs/jafi.html> Parmi les membres composant la direction de cette Agence juive, on peut relever les noms, outre Chaïm Weizmann, d'Edmond de Rothschild et de Félix Warburg dont un frère, Paul Warburg, joua un rôle décisif dans la création de la Fed en 1913 et fut aussi à la tête d'un institut de recherche d'esprit mondialiste, le *Council on Foreign Relations* (le CFR) au lendemain de la Première Guerre mondiale, tandis qu'un autre frère, Max Warburg, patron de la banque allemande du même nom, était membre du conseil d'administration d'IG Farben (entreprise chimique si utile au III^e Reich) au même titre que son frère Paul pour la filiale américaine de Farben in Antony Sutton, *Wall Street et l'ascension de Hitler*, le Retour aux sources, 2012, p. 46. Le même Max Warburg joua un rôle de premier plan dans le financement de la très mondialiste Paneurope créée par Richard de Coudenhove-Kalergi in Anne-Marie Saint-Gille, *La Paneurope*, Presses de l'université de Paris-Sorbonne, 2003, p. 118-119. Les liens familiaux favorisent l'émulation puisque Félix Warburg était marié à Frieda Schiff, fille du très influent Jacob Schiff, membre, comme nous l'avons écrit à la note infrapaginale 212, du Comité de direction du « Fond Hirsch » in <http://jwa.org/encyclopedia/article/warburg-frieda-schiff>

249 <http://www.jewishvirtuallibrary.org/jsource/biography/stern.html>

1. - « *La nation. Le peuple juif est un peuple élu, à l'origine du monothéisme et de l'enseignement des Prophètes, le porte-étendard de la culture humaine, le gardien d'un patrimoine glorieux. Le peuple juif est éduqué [dans l'esprit] du sacrifice et de la souffrance. Sa vision de la survie et sa foi en la rédemption sont indestructibles.*
2. - *La patrie. La patrie se trouve dans la Terre d'Israël dont les frontières ont été définies par la Bible ("À tes descendants je donnerai cette terre depuis le fleuve d'Égypte jusqu'à la grande rivière, l'Euphrate", Genèse 15,18). C'est la terre des vivants où la nation entière vivra en sécurité.*
3. - *La nation et sa terre. Israël a conquis la terre par l'épée. C'est là qu'il est devenu une grande nation et là qu'il renaîtra. Israël seul a donc un droit sur cette terre. C'est un droit absolu qui n'a jamais expiré et n'expirera jamais.*
4. - *Les objectifs. 1. Rédemption de la terre. 2. Établir la souveraineté. 3. La renaissance de la nation [...]*
Voici les objectifs du mouvement durant la période de souveraineté et de rédemption.
11. - *Souveraineté. Rétablissement de la souveraineté juive sur la terre après sa rédemption.*
12. - *Régime de justice. L'établissement d'un ordre social dans l'esprit de la morale juive et la justice des Prophètes. Dans un tel ordre social, il n'y aura ni affamés ni chômeurs. Tous vivront harmonieusement dans le respect mutuel et l'amitié et seront un exemple pour le monde.*
13. - *Bâtir le désert. Reconstruire les ruines et bâtir le désert pour une immigration de masse. [...]*
14. - *Les étrangers. Résoudre le problème des populations étrangères [les Arabes habitant la Terre d'Israël] par un échange de populations.*
15. - *Réunir les exilés. Réunir dans leur État souverain tous les exilés [juifs].*
16. - *Puissance. La nation juive deviendra une entité militaire, politique, culturelle et économique de premier plan au Proche-Orient et sur le pourtour de la Méditerranée.*
17. - *Renaissance. La renaissance de la langue hébraïque comme langage de la nation entière. La renaissance de la puissance historique et spirituelle d'Israël. La purification du caractère national par le feu de la renaissance.*
18. - *Le Temple. Construire le troisième Temple [juif] comme symbole d'une nouvelle ère de rédemption totale²⁵⁰. »*

250 *Au nom du Temple*, op. cit., p. 83-84.

À l'approche de la Seconde Guerre mondiale, la situation se détériorait de plus en plus entre Juifs et Arabes. Les résultats de la Commission d'enquête Peel (1937) qui accordaient une part importante du territoire aux Arabes (partition avec les Juifs) furent acceptés à contre-cœur par les dirigeants sionistes, en particulier sous la pression de Ben Gourion. Cependant, les Britanniques se rétractèrent dans le projet et l'affaire s'aggrava avec une limitation de l'immigration juive par le *White Paper* de 1939. Ce document fut considéré par le mouvement sioniste comme un « acte de trahison »²⁵¹. Pour ne pas faciliter les choses, il faut rappeler que les tensions étaient vives depuis l'arrivée au pouvoir d'Adolf Hitler²⁵². Le caractère antisémite du régime fit que de nombreuses organisations juives organisèrent un boycott des produits allemands. La chose fut officialisée dans le *Daily Express* du 24 mars 1933, barré d'un titre explicite : « *Les Juifs déclarent la guerre à l'Allemagne* »²⁵³. Afin de contourner cette situation, il y eut un accord signé entre, d'un côté, le ministère de l'Économie nazi et, de l'autre, la Fédération sioniste d'Allemagne en liaison avec l'Agence juive pour la Palestine le 25 août 1933, appelé « l'Accord Haavara »²⁵⁴ (*Haavara* signifiant « transfert »), afin de faciliter le départ de Juifs allemands en Palestine²⁵⁵, l'ensemble reposant sur des arrangements financiers. Lors du Congrès sioniste de Lucerne, en 1935, il fut décidé à une large majorité de placer cet accord sous les auspices de l'Agence juive. Comme le rapporte le document du *Shoah Resource Center*, un accord du même style fut signé entre l'Agence juive et le gouvernement polonais, en mars 1937, afin de faciliter le départ de Juifs de Pologne vers la Palestine²⁵⁶. La *Jewish Virtual Library* pré-citée estime que 60 000 Juifs allemands débarquèrent en Palestine de 1933 à 1939. La guerre éclatant en 1939 changea la donne. Les volontés d'accélérer le processus tendant vers la création d'un État juif passèrent à un cran supérieur avec l'adoption du « Plan de Biltmore » en mai 1942 sous la direction de Ben-Gourion à New-York. Il en résultait la volonté de favoriser dans un programme en huit points une immigration de masse juive (rejet du *White Paper* de 1939) et de poser les fondements permettant la création de l'État hébreu. Le point huit affirme en particulier : « *La Conférence déclare que le*

251 <http://www.jewishagency.org/Israel/content/34106>

252 Nous traitons du nazisme et des ses origines dans le chapitre VII en expliquant les origines profondes de cette haine farouche à l'égard des Juifs rabbiniques.

253 https://archive.org/stream/JewsDeclareWarOnGermany1933/JewsDeclareWarOnGermany1933_djvu.txt

254 http://www.yadvashem.org/odot_pdf/Microsoft%20Word%20-%20203231.pdf Voir aussi : <http://www.independent.co.uk/news/world/world-history/adolf-hitler-zionism-zionist-nazis-haavara-agreement-ken-livingstone-labour-antisemitism-row-a7009981.html>

255 http://www.jewishvirtuallibrary.org/jsource/Judaica/ejud_0002_0008_0_08075.html

256 http://www.yadvashem.org/odot_pdf/Microsoft%20Word%20-%20203231.pdf (Voir page 33).

nouvel ordre mondial qui suivra la victoire ne peut être établi sur des bases de paix, de justice et d'égalité qu'à la condition de remédier définitivement à l'absence d'un foyer juif²⁵⁷. » Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, les bouleversements apportés par le conflit sans oublier l'impact de la politique d'extermination exercée par les nazis à l'encontre des populations juives d'Europe accélérèrent la mise sur pied d'un État tant désiré par Theodor Herzl. Affaiblie par la guerre, la Grande-Bretagne s'associa aux États-Unis pour s'occuper de la question palestinienne. Il en résulta la création d'un Comité anglo-américain²⁵⁸ qui publia, en avril 1946, des recommandations incitant à favoriser entre autres l'émigration de 100 000 Juifs en Palestine. Les diverses mesures émanant de ce Comité furent rejetées par le gouvernement britannique, celui-ci craignant que son influence dans les États arabes (Koweït, Irak, Oman...) ne soit mise à mal. L'idée d'instaurer un État binational à base fédérative (un État arabe, un État juif), selon le plan Morrison-Grady, le tout sous tutelle britannique, fut rejetée par les deux blocs. Il est vrai aussi que Ben Gourion assurait, depuis 1935, la présidence de l'exécutif sioniste et, à partir de 1946, l'équivalent de la direction du ministère de la Défense à la tête de l'Agence juive, en opposition avec les Britanniques²⁵⁹. La détérioration de la situation contraignit la Grande-Bretagne à porter l'affaire devant les Nations Unies avec la convocation d'une session extraordinaire de l'Assemblée générale, le 28 avril 1947, conduisant à la création d'une Commission spéciale chargée d'étudier le problème de la Palestine. Après une enquête de trois mois au cours de laquelle cette Commission se rendit en Palestine, en Syrie, au Liban, en Transjordanie et visita les camps de personnes déplacées en Allemagne et en Autriche, il s'ensuivit déjà un accroc. Les organisations juives coopérèrent tandis que « *les dirigeants palestiniens de la Commission suprême arabe ont décidé eux, de ne pas y prendre part, faisant valoir que l'ONU avait refusé d'examiner la question de l'indépendance et n'avait pas dissocié le problème des réfugiés d'Europe de la question de Palestine. Selon la Commission suprême, les droits naturels des Arabes palestiniens étaient évidents, devaient être reconnus et ne pouvaient pas continuer à faire l'objet d'une enquête²⁶⁰.* » La Commission spéciale termina son enquête le 31 août 1947, stipulant que la « *La Palestine soit partagée en un État arabe et un État juif, la ville de Jérusalem devant recevoir un statut international spécial sous l'autorité administrative de l'Organisation des*

257 <http://www.jewishvirtuallibrary.org/jsource/History/biltmore.html>

258 <http://www.jewishvirtuallibrary.org/jsource/US-Israel/truman121045.html> Il est à noter que parmi les membres de ce Comité, on peut relever le nom de Frank Aydelotte, chargé de gérer les divers testaments et les bourses d'études Cecil Rhodes pour les États-Unis in *Histoire secrète de l'Oligarchie anglo-américaine*, op. cit., p. 83 et autres.

259 <http://www.terredisrael.com/BENGURION.php>

260 <http://www.un.org/french/Depts/palestine/history1.shtml>

*Nations Unies*²⁶¹. » Une deuxième session eut lieu qui, après de nombreuses discussions, aboutit à l'adoption le 29 novembre 1947 de la résolution 181 stipulant, outre la fin du mandat, le retrait progressif des forces militaires anglaises et la délimitation des frontières entre les deux États et de Jérusalem :

- « La création des États arabe et juif devait intervenir le 1^{er} octobre 1948 au plus tard ;
- la Palestine était divisée en huit parties : trois devaient devenir des divisions juives et trois des divisions arabes, la septième, la ville de Jaffa, devait devenir une enclave arabe à l'intérieur du territoire juif ;
- le régime international de Jérusalem, qui était la huitième division, serait administré par le Conseil de tutelle des Nations Unies²⁶². »

Acceptées par l'Agence juive, mais rejetées par les Arabes palestiniens et les États arabes, ces mesures déclenchèrent des violences dans la région. À l'expiration du mandat britannique, le 14 mai 1948, Ben Gourion proclama la création de l'État d'Israël suivie de la nomination de son premier président... Chaïm Weizmann. Une guerre immédiate avec les pays arabes s'ensuivit (1948-1949) parallèlement à l'expulsion de plusieurs centaines de milliers d'Arabes palestiniens. Par la suite, les guerres se multiplièrent, conduisant à des modifications de frontière et prises de territoire comme c'est le cas avec la « guerre des Six Jours » en 1967 (bande de Gaza, Sinaï, Jérusalem-Est, plateau du Golan, Cisjordanie) puis restitué en ce qui concerne le Sinaï (1979) ou Gaza avec le départ des colons et de l'armée israélienne en 2005. Ces tensions et ces violences qui perdurent depuis la création d'Israël ont amené certains intellectuels juifs à présenter les raisons, selon eux, à l'origine des oppositions farouches entre Israël – et l'Occident en arrière-fond – et les pays arabes. C'est le cas de Bernard Lewis (né en 1916). Juif ayant les nationalités anglaise, américaine et israélienne, spécialiste des populations du Proche-Orient, il est entre autres l'auteur d'un ouvrage, *Islam*, où sont traités des sujets aussi divers que les aspects politiques et religieux, la condition de la femme, les relations entre l'Occident et le monde musulman, les confrontations entre ces entités... Pour Bernard Lewis, les dissensions entre ces deux mondes reposent sur un concept qu'il est le premier à utiliser : « le Choc des civilisations ». Comme il le rapporte lui-même : « En août 1957, un congrès de quatre jours consacré aux "Tensions dans le Moyen-Orient" se tint à la School of Advanced International Studies de l'université John Hopkins à Washington (...). Les ressentiments actuels des peuples du Moyen-Orient se comprennent mieux lorsqu'on aperçoit qu'ils résultent, non pas d'un conflit entre

²⁶¹ *Ibid.*,

²⁶² <http://www.un.org/french/Depts/palestine/history2.shtml>



des États ou des nations, mais du choc entre deux civilisations. Commencé avec le déferlement des Arabes musulmans vers l'Ouest et leur conquête de la Syrie, de l'Afrique du Nord et de l'Espagne chrétienne, le "Grand Débat", comme l'appelait Gibbon, entre l'islam et la chrétienté s'est poursuivi avec la contre-offensive chrétienne des croisades et son échec, puis avec la poussée des Turcs en Europe, leur farouche combat pour y rester et leur repli. Depuis un siècle et demi, le Moyen-Orient musulman subit la domination de l'Occident – domination politique, économique et culturelle, même dans les pays qui n'ont pas connu un régime colonial [...]. Je me suis efforcé de hisser les conflits du Moyen-Orient, souvent tenus pour des querelles entre États, au niveau d'un choc des civilisations (...)²⁶³. » Dans cette affaire, l'auteur apporte un élément qui permet de mieux saisir les oppositions entre l'Occident avec sa tête de pont Israël et le monde musulman, la Révolution française de 1789 : « Il faut attendre la Révolution française pour qu'un grand courant d'idées enfonce la barrière qui séparait la Maison de la Guerre et la Maison de l'islam, et trouve un prompt accueil parmi les dirigeants et les intellectuels musulmans pour toucher plus ou moins profondément toutes les couches de la société musulmane (...). L'attrait initial de ces idées – qui furent par la suite modifiées pour répondre aux besoins politiques des temps et des lieux – il faut plutôt le chercher dans leur caractère laïque. La Révolution française est le premier grand bouleversement social qui, en Europe, trouve son expression intellectuelle en des termes non religieux²⁶⁴. » En ce domaine, les propos de Bernard Lewis doivent être vus sous l'angle de l'influence maçonnique en lien avec la Kabbale. Même si nous traiterons le sujet de la Révolution française, de ses origines et de ses conséquences en France et dans le monde dans le chapitre VII, il faut toutefois rappeler que la rupture consommée de la filiation divine de la

263 Bernard Lewis, *Islam*, Gallimard, 2005, p. 55.

264 *Ibid.*, p. 892.

monarchie française remontant au baptême de Clovis par la proclamation de la souveraineté du Tiers-État, le 17 juin 1789, fut la mise à l'honneur d'un autre modèle spirituel, sous couvert de laïcité, dans le cadre du noachisme (religion pour les non-Juifs, les Gentils) et que, depuis cette époque, le monde musulman doit lui aussi s'intégrer à cette architecture correspondant à l'idéal défendu par la synagogue. Ce fameux « Choc des civilisations » vient surtout de là.

En tout cas, Bernard Lewis ne s'est pas privé pour élaborer une politique consistant à remanier les frontières étatiques des États musulmans. En pleine guerre froide, il s'est associé à Zbigniew Brzezinski, conseiller du président Carter, afin de concevoir des cartes bouleversant l'intégrité territoriale de ces pays en profitant du fondamentalisme de certains groupes musulmans dans les années 1970. L'objectif, couvrant une vaste zone géographique allant de la Corne de l'Afrique jusqu'au Pakistan, appelée « Arc de crise » (*Crescent of Crisis*), consistait à provoquer une véritable déstabilisation de ces pays afin de propager l'incendie dans les républiques soviétiques musulmanes. Ces objectifs ont été clairement présentés à la Conférence de Bilderberg²⁶⁵, en 1979, comme le rappelle le journaliste William Engdahl : « *Le schéma en était fondé sur une analyse détaillée du fondamentalisme islamique, tel qu'il avait été présenté par le Dr Bernard Lewis, un islamologue britannique qui enseignait à l'époque à l'Université de Princeton. Le schéma de Lewis, qui fut révélé en Autriche, à l'occasion de la rencontre du groupe de Bilderberg, cautionnait le mouvement radical des Frères musulmans qui inspirait Khomeini, afin de favoriser la balkanisation de tout le Moyen-Orient musulman selon des lignes de fracture tribales et religieuses. Lewis soutenait que l'Occident devait encourager les groupes autonomes tels que Kurdes, Arméniens, Libanais maronites, Éthiopiens coptes, Turcs d'Azerbaïdjan etc. Le chaos se répandrait dans ce qu'il appelait un "arc de crise" qui déborderait jusque dans les régions musulmanes de l'Union soviétique*²⁶⁶. » Ces ambitions ont été clairement affichées dans la revue *Time Magazine* du 15 janvier 1979. La couverture est suffisamment explicite²⁶⁷.

Ce n'est sûrement pas l'effet du hasard si des politiques de recomposition des États musulmans sont apparues à la même époque, en particulier concernant le plan Oded Yinon en février 1982. Nous avons déjà

265 Créée en 1954 par un grand prince du mondialisme, Joseph Retinger (1888-1960), cet organisme très discret réunit chaque année dans une ville européenne ou nord-américaine la crème politique, économique, journalistique et militaire afin de discuter des grands problèmes qui assaillent nos sociétés et des solutions à apporter pour faire avancer la cause de la gouvernance mondiale. Le peuple dit souverain n'a pas voix au chapitre. Le cas de Retinger est traité au chapitre VII.

266 *Pétrole, une guerre d'un siècle*, op. cit., p. 196.

267 Chapitre VI, annexe 7 : carte de l'arc de crise selon Bernard Lewis (*Crescent of Crisis*).

JANUARY 13, 1979

\$1.25

TIME

INFLATION
Who Gets Hurt
Worst



Carte de l'arc de crise
selon Bernard Lewis
(crescent of crisis)



eu l'occasion de citer Israël Shahak, responsable de la traduction de l'hébreu en anglais d'un article paru dans la revue sioniste *Kivunim*, qui en profite pour rappeler les propos du correspondant militaire du journal israélien *Ha'aretz* du 2 juin 1982, Ze'ev Schiff, évoquant ce qu'il y a de meilleur pour son pays : « *La dissolution de l'Irak en un État chiite, un État sunnite et la séparation de la partie kurde* »²⁶⁸. Le plan Oded Yinon présente une ambition gigantesque consistant à dynamiter toute une zone géographique. Les événements sanglants secouant ces pays (situation en 2016) ne sont sûrement pas étrangers à ce programme : « *Le monde arabo-musulman, par conséquent, n'est pas le principal problème stratégique que nous allons rencontrer dans les années 1980, en dépit du fait qu'il soit porteur de la principale menace envers Israël, du fait de sa puissance militaire croissante. Ce monde, avec ses minorités ethniques, ses factions et ses crises internes, qui est incroyablement auto-destructeur, comme nous pouvons le voir au Liban, dans l'Iran non-arabe et maintenant aussi en Syrie, est incapable de régler avec succès ses problèmes fondamentaux et ne constitue donc pas une réelle menace contre l'État d'Israël à long terme, mais seulement à courte échéance où sa puissance militaire immédiate a beaucoup d'impact. À long terme, ce monde sera incapable d'exister dans son cadre actuel dans la région nous environnant, sans devoir passer de réels changements révolutionnaires. Le monde arabo-musulman est construit comme un château de cartes temporaire assemblé par des étrangers (la France et la Grande-Bretagne dans les années 1920) sans que soient pris en considération les souhaits et les désirs de ses habitants. Il a été arbitrairement divisé en 19 États, tous faits de combinaisons de minorités et de groupes ethniques hostiles les uns envers les autres, si bien que chaque État arabo-musulman est aujourd'hui confronté à la destruction ethnique et sociale de l'intérieur, et dans certains une guerre civile fait déjà rage (...)* »²⁶⁹. » À partir de ce constat, Oded Yinon présente les éléments rendant possible la désintégration des pays musulmans : « *L'Égypte est divisée entre plusieurs centres d'autorité. Si l'Égypte s'effondre, d'autres pays comme la Libye, le Soudan ou même les États plus lointains ne continueront pas d'exister sous leur forme actuelle et s'ajouteront à l'effondrement et à la dissolution de l'Égypte. La vision d'un État chrétien copte en Haute-Égypte à côté de quelques États faibles ayant un pouvoir très localisé et sans gouvernement centralisé à ce jour, est la clé d'un développement historique qui n'a été que ralenti par l'accord de paix mais qui semble inévitable à long terme. Le front occidental, qui en apparence semble le plus problématique, est en fait moins complexe que le front oriental, sur lequel la plupart des événements ayant récemment fait les gros titres se sont déroulés. La dissolution totale du Liban en cinq provinces distinctes sert de précédent à l'ensemble*

268 *The Zionist plan for the Middle East*, op. cit., avant-propos.

269 *Ibid.*, p. 3.

du monde arabe y compris pour l'Égypte, la Syrie, l'Irak et la péninsule Arabique empruntant déjà cette voie. La dissolution de la Syrie et plus tard de l'Irak en zones d'unité ethnique ou religieuse comme au Liban, est le principal objectif d'Israël sur le front oriental à long terme, tandis que la dissolution de la puissance militaire de ces États sert d'objectif principal à court terme. La Syrie va se disloquer, selon sa structure ethnique et religieuse, en plusieurs États comme dans le Liban actuel, de sorte qu'il y aura un État alaouïte chiïte le long de sa côte, un État sunnite dans la région d'Alep, un autre État sunnite à Damas hostile à son voisin du Nord, et les Druzes qui établiront un État, peut-être même dans notre Golan, et certainement dans le Hauran et au nord de la Jordanie. Cet état de fait sera la garantie de paix et de sécurité dans la région à long terme, et cet objectif est déjà à notre portée aujourd'hui. L'Irak, d'une part riche en pétrole et déchiré intérieurement de l'autre, est un candidat garanti comme cible d'Israël. Sa dissolution nous est encore plus importante que pour la Syrie. À court terme, c'est le pouvoir irakien qui constitue la plus grande menace à l'encontre d'Israël. Une guerre irako-iranienne déchirera l'Irak et provoquera son effondrement sur le plan domestique avant même qu'il n'ait le temps d'organiser une lutte contre nous sur un front plus large. Chaque espèce de confrontation inter-arabe nous assistera à court terme et raccourcira la voie vers l'objectif beaucoup plus important du morcellement de l'Irak en dénominations comme en Syrie et au Liban. En Irak, une division en provinces le long de lignes ethniques/religieuses comme en Syrie à l'époque ottomane est envisageable. Donc, trois (ou davantage) États existeront autour des trois villes principales : Bassorah, Bagdad et Mossoul, et les régions chiïtes du Sud se sépareront du Nord sunnite et kurde. Il est possible que l'actuelle confrontation entre l'Iran et l'Irak approfondisse cette polarisation. Toute la péninsule Arabique est candidate naturelle à la dissolution du fait de pressions internes et externes, et le sujet est particulièrement inévitable en Arabie Séoudite. Que sa puissance économique basée sur le pétrole demeure intacte ou qu'elle soit diminuée à long terme, les conflits et les querelles internes sont un développement clair et naturel au regard de la structure politique actuelle. La Jordanie constitue une cible stratégique immédiate à court terme mais non à long terme, car elle ne représente pas réellement une menace à long terme après sa dissolution, la fin mise au long règne du roi Hussein et le transfert du pouvoir aux Palestiniens à court terme. Il n'y a aucune chance que la Jordanie continue à exister dans sa structure actuelle très longtemps, et la politique d'Israël, à la fois en temps de paix comme en temps de guerre, devrait être orientée vers la liquidation de la Jordanie sous son régime actuel et au transfert de pouvoir à la majorité palestinienne. Changer le régime à l'est du fleuve amènera aussi la fin du problème des territoires densément peuplés d'Arabes à l'ouest du Jourdain. Que ce soit en temps de guerre ou dans des conditions de paix, l'émigration hors des territoires et la stagnation économique et démographique sur place sont les garanties du changement à venir sur les deux rives du fleuve, et nous devrions être actifs afin d'accélérer ce processus dans l'avenir le plus proche (...). Il devrait être clair, dans n'importe quelle situation politique ou constellation militaire à venir, que la solution au problème des indigènes arabes ne viendra que lorsqu'ils

auront admis l'existence d'Israël dans des frontières sécurisées jusqu'au fleuve Jourdain et au-delà (...)»²⁷⁰.

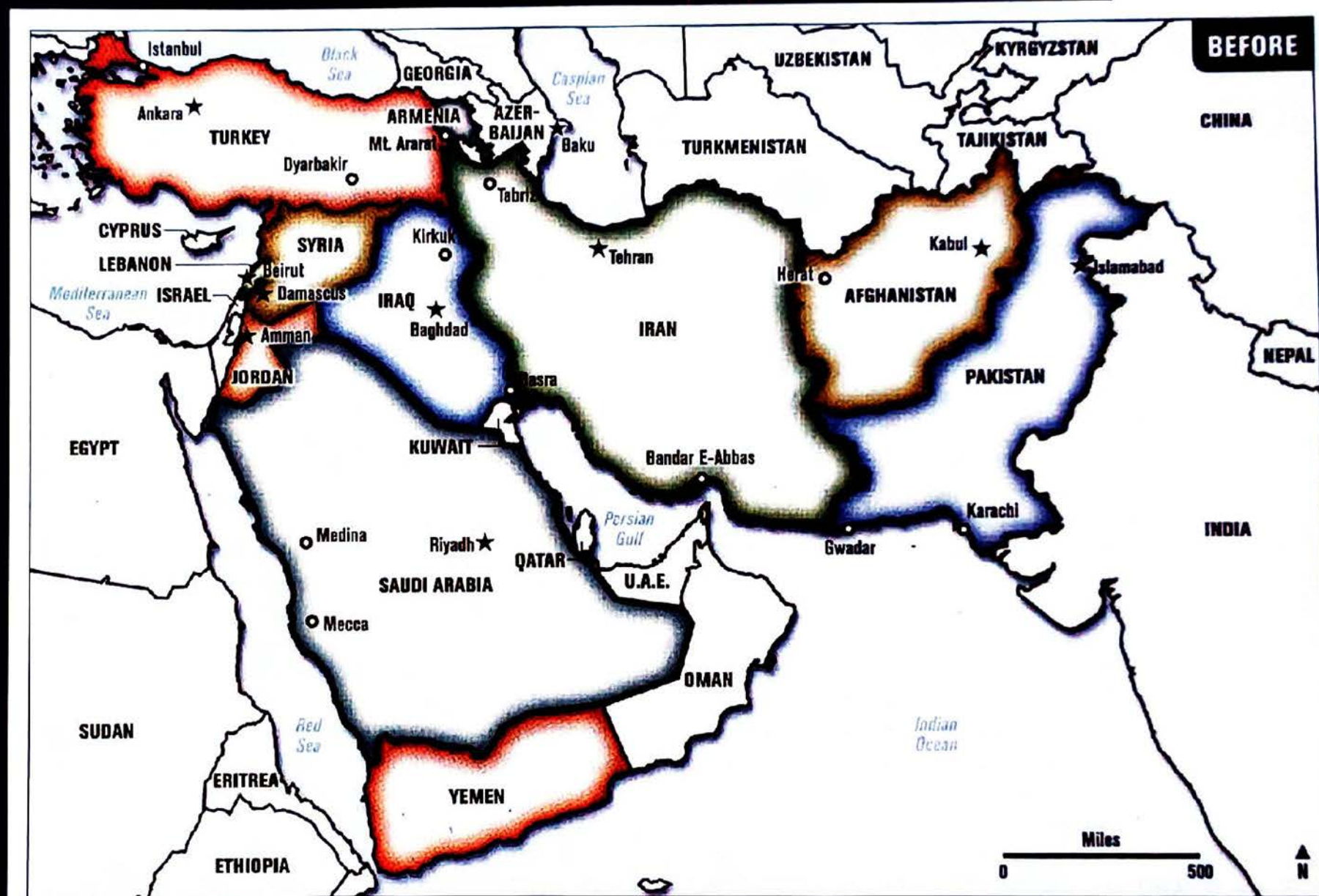
Nous rappelons qu'Israël Shahak n'a pas été poursuivi en justice pour cette traduction et la publication dans l'*Association of Arab-American University*. Des esprits chagrins prétendent que ces propos parus dans la revue sioniste *Kivunim* n'ont aucun sens et que cet Oded Yinon n'existe pas. Que cela soit son vrai nom ou un pseudonyme, si d'aucuns prétendent que ces lignes ne sont pas de cet auteur ou inventés de toute pièce ; on peut au moins attribuer à celui ayant rédigé ce texte le grand prix du roman d'anticipation, car c'est exactement ce qui se passe à différents degrés dans cette région géopolitiquement à grand risque sismique. En tout cas, la politique israélienne à l'égard des pays arabes n'a jamais perturbé ses relations avec les États-Unis car, comme le rappellent les universitaires américains Mearsheimer et Walt : « De 1948 à 2005, l'assistance directe, économique et militaire, fournie par les États-Unis à Israël s'est montée à presque 154 milliards de dollars (en dollar constant), sous la forme de subventions directes plutôt que de prêts »²⁷¹.

Par la suite, d'autres cartes de démembrement du Proche-Orient sont sorties d'officines anglo-saxonnes ayant pignon sur rue. C'est le cas de la revue militaire américaine *Armed Forces Journal* (AFJ) en 2006 qui, sous la plume du lieutenant-colonel Ralph Peters, a présenté un article au titre révélateur, « *Frontières de sang* » (« *Blood Borders* ») avec deux cartes de la région : la première dans les frontières reconnues par la communauté internationale, la deuxième avec de nombreuses modifications territoriales²⁷².

²⁷⁰ *Ibid.*, p. 8-11.

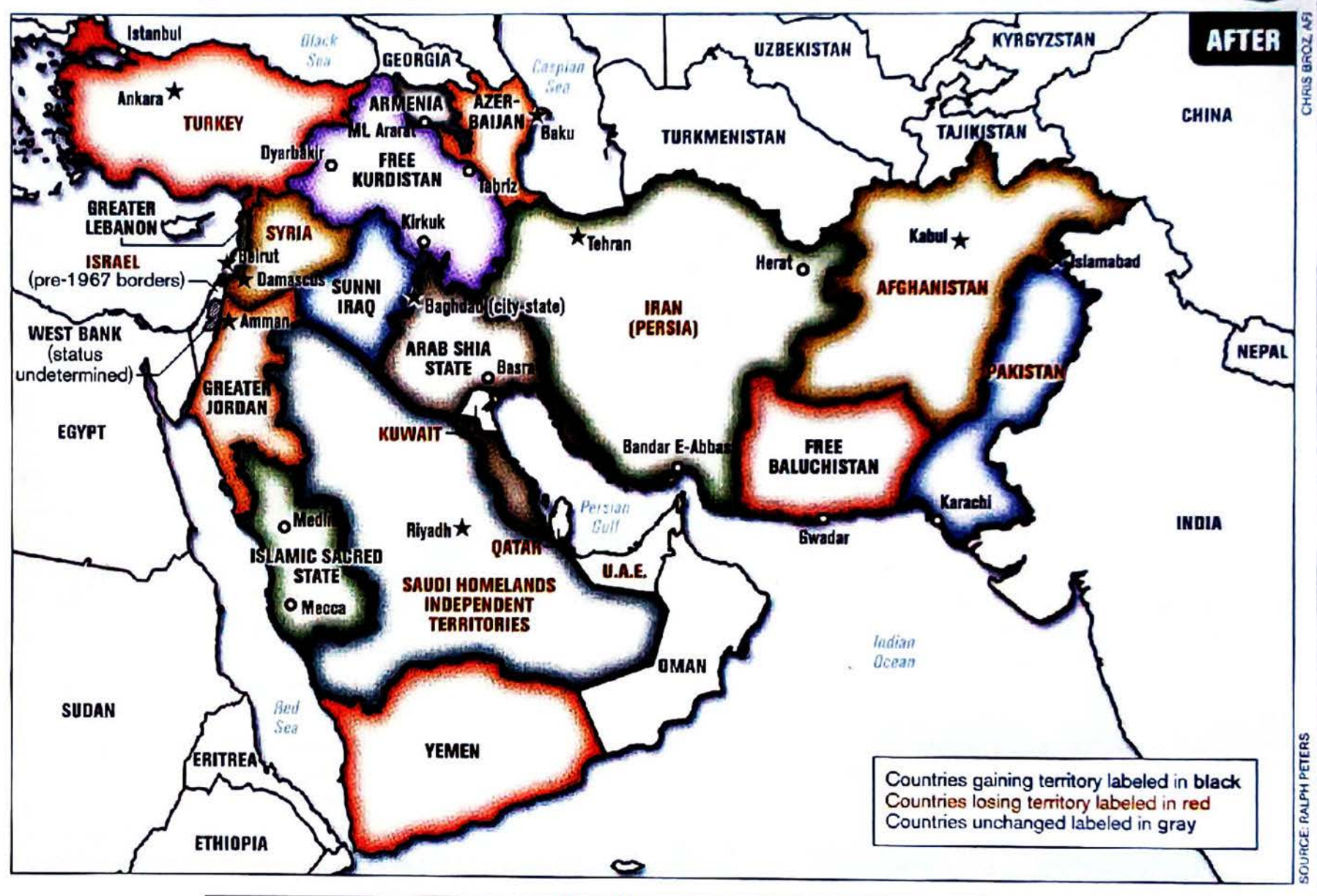
²⁷¹ *Le Lobby pro-israélien et la politique étrangère américaine*, op. cit., p. 36. Depuis cette époque, il faut ajouter 30 milliards de dollars d'aide militaire de la part des États-Unis à Israël de 2009 à 2018 et 38 milliards de dollars prévus pour la période 2019-2028 In *Le Figaro*, 14 septembre 2016.

²⁷² Chapitre VI, annexe 8 : cartes du Proche-Orient avant et après recomposition (projet en 2006).



Cartes du Proche-Orient
avant et après recomposition
(projet en 2006)

2006



CHRIS BROZ, AFI
SOURCE: RALPH PETERS

C'est une politique consistant à littéralement charcuter des pays, en fonction de références ethno-religieuses, qu'un Bernard Lewis, auteur en septembre 1990 d'un article voulant expliquer le ressentiment de ces populations à l'égard de l'Occident, « *Les racines de la rage musulmane* » paru dans la revue *Atlantic Monthly*²⁷³, ne désapprouverait pas. Il est intéressant de préciser que Ralph Peters, dans la continuité d'une tournure d'esprit propre à Bernard Lewis, accorde une importance à une refonte de l'Islam au dépens de la maison mère incarnée par l'Arabie Séoudite officiellement protectrice de La Mecque et de Médine : « *La cause principale de la large stagnation du monde musulman réside dans le traitement réservé à La Mecque et à Médine considérés comme son fief par la famille royale séoudienne. Les lieux saints de l'islam soumis au contrôle de la police d'État de la part d'un des plus bigots et oppressifs régimes au monde ont permis aux Séoud (ndla : la famille régnante d'Arabie Séoudite) de projeter leur croyance wahhabite à la fois intolérante et disciplinée au-delà de leurs frontières (...). Imaginez comme le monde musulman se sentirait mieux si La Mecque et Médine étaient dirigés par un Conseil représentatif tournant, issu des principales écoles et mouvements de l'islam dans le monde au sein d'un État sacré islamique (ndla : comme le montre bien la deuxième carte après remaniement) – une sorte de super Vatican musulman – où l'avenir de la foi serait débattu au lieu d'être arbitrairement fixé*²⁷⁴. » C'est dans la même veine qu'un article du *New York Times*, en 2013, a présenté le Proche-Orient passant de 5 à 14 États avec, en plus, une Libye éclatée en trois zones tandis qu'émergeraient trois cités-États (Misrata, Djebel el-Druze et Bagdad)²⁷⁵, prestation assurée par l'universitaire américaine Robin Wright, dont les états de service au service de la cause mondialiste sont des plus classiques (*Brooking Institution, Canergie Endowment for International Peace, Foreign Affairs...*). Ces cartes ne sont que dans la continuation et la confirmation de tous les projets élaborés par les tenants d'un monde musulman explosé en de multiples entités. Nous pouvons constater que Ralph Peters comme Robin Wright reconnaissent l'existence d'un État kurde regroupant toutes les communautés en provenance de Turquie, de Syrie, d'Iran et d'Irak. Un tel bouleversement ne peut pas laisser indifférent ces États, en particulier la Turquie territorialement amputée qui verrait l'émergence d'un pays détenteur de deux grandes richesses : le pétrole sans oublier le transit d'oléoducs et de gazoducs ; et l'eau avec le Tigre et l'Euphrate. Dans ces projets de remaniements, le traité de Lausanne de 1923, fixant les frontières de la Turquie pré-ottomane, serait remis à plat. Parallèlement à cela, des ambitions ont pris forme concernant le développement de la promotion de

273 <http://www.theatlantic.com/magazine/archive/1990/09/the-roots-of-muslim-rage/304643/>

274 *Armed Forces Journal*, op. cit., p. 53.

275 Chapitre VI, annexe 9 : carte du Proche-Orient politiquement et ethniquement décomposé de 5 à 14 États selon Robin Wright (projet en 2013).

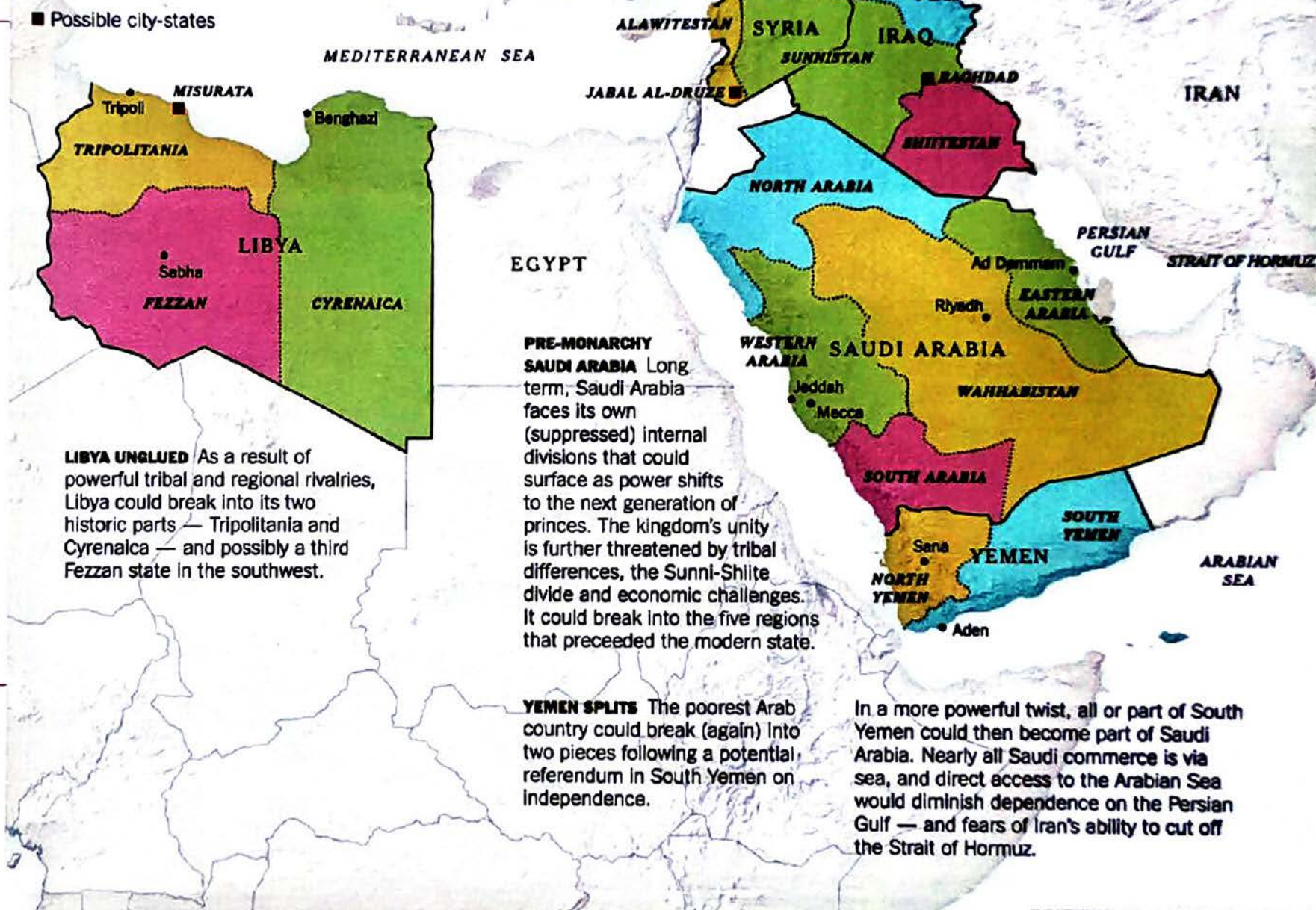
How 5 Could Become 14

Slowly, the map of the Middle East could be redrawn.

SYRIA: THE TRIGGER? Sectarian and ethnic rivalries could break it into at least three places:

1. **ALAWITES**, a minority that has controlled Syria for decades, dominate a coastal corridor.
2. **A SYRIAN KURDISTAN** could break off and eventually merge with the Kurds of Iraq.
3. **THE SUNNI HEARTLAND** secedes and then may combine with provinces in Iraq to form Sunnistan.

SPILLOVER TO IRAQ In the simplest of several possibilities, northern Kurds join Syrian Kurds. Many central areas, dominated by Sunnis, join Syria's Sunnis. And the south becomes Shiitestan. It's not likely to be so clean.



Carte du Proche-Orient politiquement et ethniquement décomposée de 5 à 14 États selon Robin Wright (projet en 2013)

DESER



CSP collector areas for electricity



World 2005



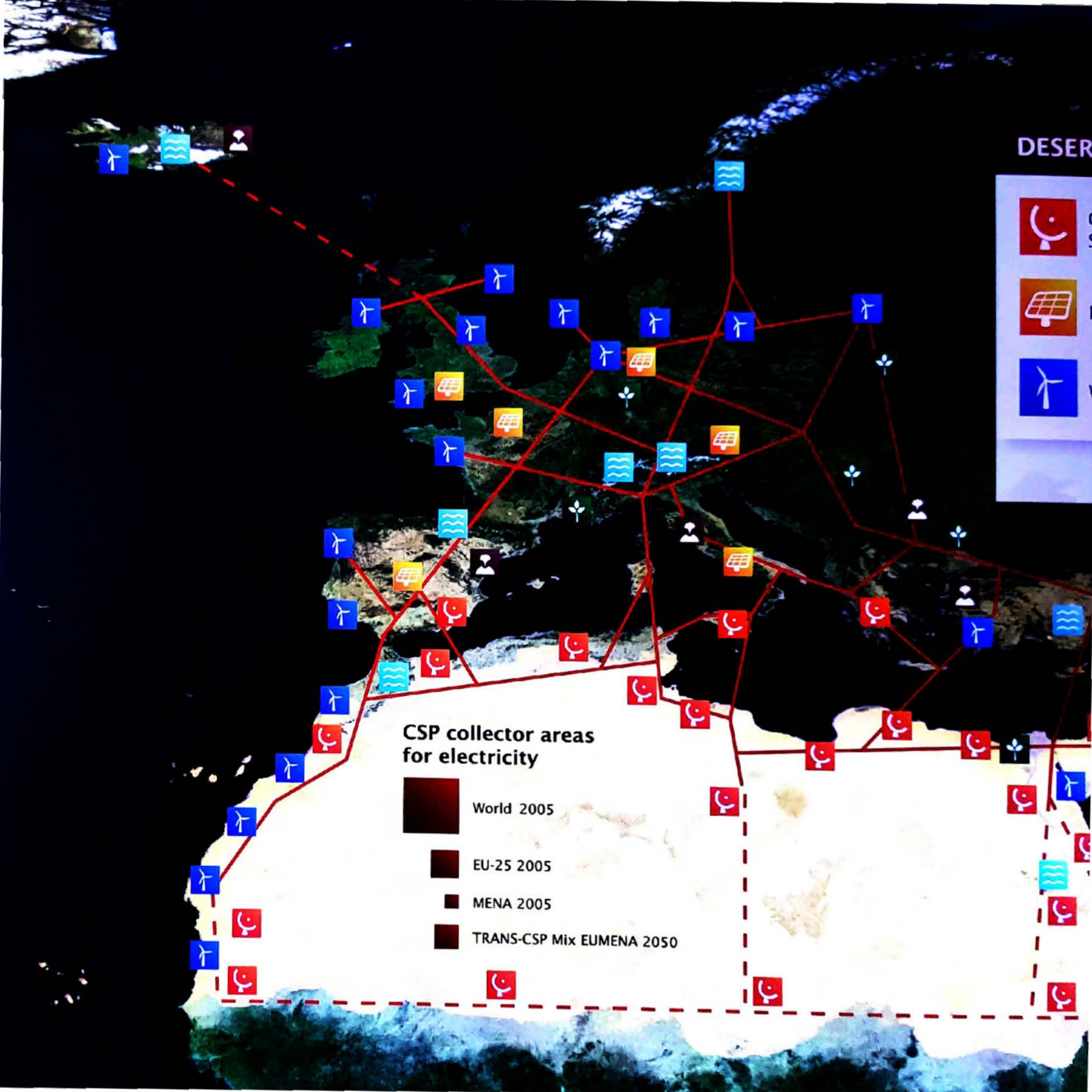
EU-25 2005



MENA 2005



TRANS-CSP Mix EUMENA 2050



E-EUMENA

Concentrating
Power



Hydro

Voltaics



Biomass



Geothermal

DESERTEC
FOUNDATION



l'énergie solaire. Le programme a été présenté par le prince jordanien Hassan bin Talal au Parlement européen sous la forme d'un « Livre blanc » en novembre 2007²⁷⁶ et mis en œuvre, en 2009, dans le cadre de « Desertec »²⁷⁷ sous l'impulsion de la branche allemande du Club de Rome et du Centre spatial allemand. Ce méga projet, étalé jusqu'en 2050 et dont la facture était évaluée à au moins 400 milliards d'euros, consistait à établir une sorte de toile d'araignée constituée de couloirs énergétiques entre l'Europe, le Maghreb et le Machrek pour l'approvisionnement en énergie solaire²⁷⁸. De nombreuses difficultés techniques, le coût financier et l'instabilité politique de nombreux pays musulmans n'ont pas permis de poursuivre cette entreprise pharaonique et, lors d'une conférence réunissant les principaux acteurs en octobre 2014, ce partenariat énergétique a été abandonné²⁷⁹.

²⁷⁶ http://www.trec-uk.org.uk/press/press_release_en_05_R1.pdf

²⁷⁷ <http://www.desertec.org/about-desertec>

²⁷⁸ Chapitre VI, annexe 10 : carte des corridors énergétiques solaires entre l'Europe et le monde sud-méditerranéen avec Desertec (2014).

²⁷⁹ <https://www.lenergieenquestions.fr/desertec-nexploitera-pas-lenergie-solaire-du-sahara-pour-alimenter-leurope/>

Carte des corridors énergétiques solaires entre l'Europe et le monde Sud-méditerranéen avec DESERTEC (2014)

Conclusion

Depuis la fin du XIX^e siècle, les rivalités entre puissances de la mer et de la terre se sont exercées sur tout le Proche-Orient. Des raisons stratégiques et économiques opposaient des puissances désireuses de renforcer leur influence voire d'imposer une hégémonie complète afin de s'assurer un surcroît de grandeur. Le chemin de fer de Bagdad voulu par le II^e Reich en fut le parfait exemple. Ces considérations matérielles sont, certes, importantes ; mais elles ne font pas tout. Nous observons à la même époque un fait qui bouleverse les chancelleries européennes et américaines ; le sionisme avec sa volonté d'établir un État juif sur les terres antiques des rois David et Salomon. La dispersion des Juifs après la destruction du Temple en 70 ap. J-C n'a pas fait oublier à ce peuple ses origines²⁸⁰. La fameuse formule « *L'année prochaine, à Jérusalem* », vieille de 2 000 ans, est un appel constant qui permet au Psaume 137, 5-6 d'orienter les esprits vers un idéal suprême sous peine de punition : *Si je t'oublie Jérusalem, que ma main droite m'oublie, que ma langue s'attache à mon palais si je ne me souviens pas de toi, si je ne place pas Jérusalem au sommet de ma joie* ». Le sionisme n'a été que la énième tentative, sous une apparence laïque, de satisfaire un idéal spirituel ancien lié à des conséquences politiques. Avec plus ou moins d'habileté et de force, ce phénomène du retour était, si on peut oser cette expression, dans les gènes de cette spiritualité juive, même si un nombre important de rabbins a toujours estimé que cela ne pouvait se faire qu'avec le retour du Messie. Malgré tout, cette transgression fut allègrement franchie par les tenants du sionisme, à croire que le « saint péché » propre à la spiritualité d'un Sabbataï

280 Cependant, il ne faut pas oublier que beaucoup de Juifs ne sont pas sémites mais d'origine khazar. Voir le sujet dans le chapitre VII.

Tsevi avait déteint sur Theodor Herzl et ses nombreux adeptes²⁸¹. Ce passage en force n'a pu se faire qu'en liaison avec de nombreux pays qui avaient accordé aux Juifs – c'est le cas de l'Angleterre de Cromwell au XVII^e siècle – l'égalité des droits dans le cadre d'une citoyenneté commune, à partir de 1791 pour la France, et progressivement au XIX^e siècle dans toute l'Europe. Un véritable maillage sans frontières européen et transatlantique reposant sur une communion de pensée et d'idéal, même si des désaccords ont pu surgir, permit d'élaborer une politique en relation avec des milieux financiers, essentiellement juifs (Rothschild, Schiff, Warburg, Kahn, Loeb...) capables de favoriser la création d'un État sur les bords du Jourdain. L'entreprise fut longue et, parfois, soumise à des ralentissements en liaison avec la situation politique et économique du moment. Cependant, inexorablement, l'idéal prit forme et la création de l'État d'Israël en 1948 couronna les efforts séculaires. Les pays arabes, depuis cette époque, n'ont pas accepté cet état de fait même si des pauses comme les « Accords de Camp David » en 1978 ont permis à Israël de normaliser sa situation avec l'Égypte d'Anouar el-Sadate. Malgré ces quelques épisodes de calme relatif, la situation reste soumise à des tensions, à des attentats et à des guerres. Le processus n'a fait que prendre de l'ampleur depuis la première guerre américaine contre l'Irak en 1991,

281 Cette caractéristique est soulignée par Gershom Scholem : « *La phraséologie messianique du sionisme, surtout dans les moments décisifs, n'est pas la moindre de ces tentations sabbatéennes qui peuvent mener à leur perte la renaissance du judaïsme et la stabilisation de son monde dans l'esprit intact de son langage* » in Gershom Scholem, *Aux origines religieuses du judaïsme laïque, de la mystique aux Lumières*, Calmann-Lévy, 2000, p. 124. Ce spécialiste israélien ajoute même que, peu importe ces « *édifices théologiques* », (...) « *l'impulsion la plus profonde et la plus destructrice du sabbatianisme, elle, demeure : l'hybris du Juif* » in *Ibid.*, De nombreux rabbins se sont opposés au projet de Theodor Herzl et de ses amis. À l'origine, le premier congrès sioniste devait avoir lieu à Munich. Le rejet farouche d'une frange importante de Juifs opposés au sionisme en raison de considérations religieuses et philosophiques a obligé Herzl à choisir la ville de Bâle in https://www.jewishvirtuallibrary.org/jsource/Zionism/First_Cong_&_Basel_Program.html

aggravé par la destruction du pays, en 2003, avec la disparition du régime de Saddam Hussein²⁸². Cette spirale de violence qui aboutit à la fragilisation des États arabes et à la désintégration pour certains correspond aux plans de parcellisation énoncés par des officines anglo-saxonnes et israéliennes. Qui plus est, les tracés d'oléoducs et de gazoducs dans toute cette région provoquent aussi des rivalités âpres entre les différentes puissances. Comme alternative à la voie maritime, le Qatar, à cette époque, cherche à faire passer un gazoduc par voie terrestre partant d'un grand gisement sous-marin de gaz localisé dans le golfe Persique et partagé avec l'Iran (*North Dome/South Pars*). Évitant l'Irak et se dirigeant vers la Syrie à partir de la plaque tournante de Homs, l'objectif était ensuite de se brancher sur la Turquie (libérée du gaz iranien) et le Liban, permettant d'irriguer toute l'Europe au dépens de la compagnie russe Gazprom. Le refus du chef d'État syrien, Bachar el-Assad, allié de la Russie, d'accéder à la demande du Qatar n'est pas étranger au déluge de feu que connaît ce pays depuis 2011. Il est vrai, comme l'expliquent les universitaires Mearsheimer et Walt, qu'un lobby comme l'AIPAC (*American Israel Public Affairs Committee*) dont les objectifs sont de promouvoir le renforcement des liens entre Israël et les États-Unis, a joué un rôle considérable en faveur d'une politique anti-syrienne par l'intermédiaire du représentant Démocrate Eliot Engel qui introduisit au Congrès le *Syria Accountability Act* au printemps 2002. Après maintes pressions, la législation anti-syrienne fut adoptée par le Congrès et paraphée par le président Bush le 12 décembre 2003²⁸³. Cette politique allait de pair avec celle de pays comme le Qatar liés aux intérêts anglo-saxons, ces derniers étant désireux de casser le monopole énergétique de la Russie vers l'Europe. La présence de forces militaires russes sur la côte syrienne (Tartous et Hmeimin) ouvrant une fenêtre pour Moscou sur tout l'Est de la Méditerranée s'est renforcée depuis l'intervention de ce pays au côté du gouvernement syrien en septembre 2015. Dans cette affaire, la Russie ne veut pas être oubliée dans le partage et la distribution des richesses énergétiques, sans compter sa volonté de surveiller de près les groupes rebelles qui, peu importants leurs noms, pourraient semer le chaos dans le Caucase. Qui plus est, de très grandes réserves de gaz au large des côtes israéliennes, libanaises, syriennes et chypriotes se trouvant dans le Bassin levantin, les gisements de Tamar et du Léviathan, renforcent la complexité de la situation. Raisons stratégiques et mannes énergétiques aiguissent les appétits de tout le monde, sans oublier l'aspect sécuritaire. Tous ces faits « bassement » matériels ne suffisent pas pour cerner les causes profondes qui fracassent les destinées de millions de

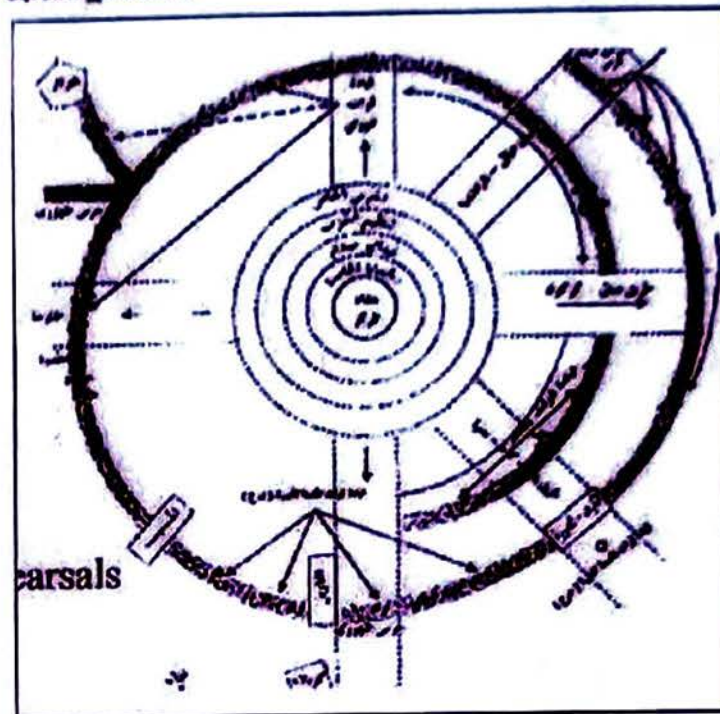
282 Il faut rappeler que l'Allemagne du gouvernement Schröder a fourni le plan de défense de la ville de Bagdad au profit de l'appareil politique et militaire américain en 2003, comme l'ont prouvé le *New York Times* et le *Spiegel* en 2006. Voir chapitre VI, annexe 11 : plan de défense de Bagdad livré par les services secrets allemands aux Américains (guerre d'Irak, 2003).

283 *Le Lobby pro-israélien et la politique étrangère américaine*, op. cit., p. 300-303.

Carte publiée dans le New York Times

The New York Times

February 27, 2003

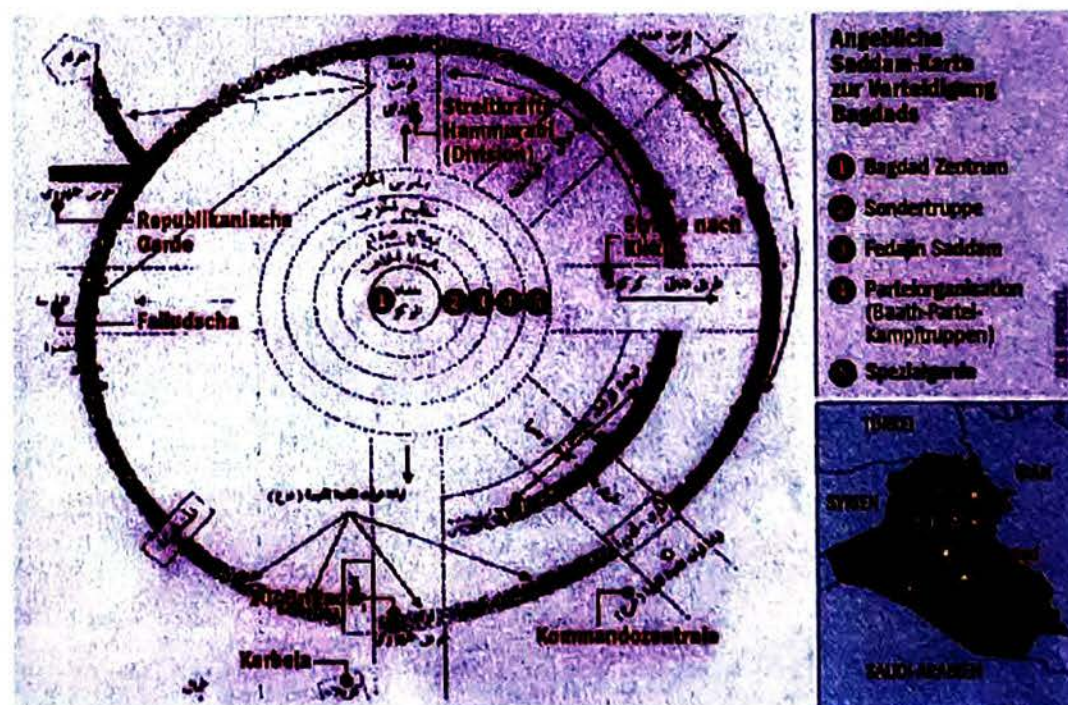


Saddam Hussein's plan for the defense of Baghdad, obtained by German agents and provided to the United States in February 2003, a month before the war, according to a study by the American military.

Carte publiée dans le Spiegel

intitulée "Carte présumée de Saddam pour la défense de Bagdad"

1. Centre de Bagdad
2. Troupe spéciale
3. Feddayin de Saddam (membres des services secrets de la Garde républicaine)
4. Organisation du parti (troupes de combat du parti Baas)
5. Garde spéciale



Angebliche Saddam-Karte zur Verteidigung Bagdads

DER SPIEGEL

Plan de défense de Bagdad
livré par les services secrets
allemands aux Américains
(guerre d'Irak, 2003)

personnes dans cette région. Le journaliste Charles Enderlin a rappelé dans son livre *« Au nom du Temple »* la montée en force du messianisme en Israël qui *« a fait un bond en avant en se dotant d'une instance supérieure, spirituelle et législative. Soixante-et-onze rabbins proclament, en effet, le 13 octobre 2004 à Tibériade, la création du nouveau Sanhédrin, le tribunal suprême du peuple juif²⁸⁴. »* À l'initiative du rabbin Israël Ariel, un *« Institut pour l'étude et la construction du Temple »* a été lancé afin d'y instaurer *« un lieu de prière pour tous les peuples²⁸⁵ »* doté d'objets propres aux cérémonies sacrificielles (habit du grand prêtre, chandelier en or massif...). Ces caractéristiques vont de pair avec un accroissement du phénomène religieux dans le pays qui se traduit, pour l'année 2009, par un taux de 51 % d'Israéliens croyant en la venue du Messie²⁸⁶. Ce messianisme est le reflet profond de l'histoire spirituelle juive qui, selon Gershom Scholem, *« dans son expression concrète, fut toujours plus vivant dans la masse de la nation, pour l'homme de la rue, pour le Juif de tous les jours que pour les philosophes, les penseurs et les idéologues²⁸⁷. »* Même si le sujet sera abordé plus largement dans le chapitre VII, rappelons les propos de ce spécialiste israélien : *« Le messianisme prit alors dans la conscience juive un double aspect, qu'il a gardé depuis. Ces deux aspects du messianisme se fondent sur les paroles des prophètes, où on les rencontre de façon plus ou moins explicite : un aspect qui souligne les cataclysmes et les destructions qui doivent accompagner la venue de la rédemption et un aspect utopique quant à ce que seront les réalités messianiques. Le messianisme juif est dans son origine et dans sa nature — on ne saurait jamais assez y insister — l'attente de cataclysmes historiques. Il annonce des révolutions, des catastrophes qui doivent se produire lors du passage du temps de l'histoire présente aux temps futurs messianiques (...). Ces cataclysmes et ces visions funestes prennent un tour nouveau et propre dans les visions de la venue du Messie. On les retrouve, en effet, dans l'ère de transformation ou de destruction qui verra naître la rédemption messianique ; c'est pourquoi cette période est regardée dans le judaïsme comme celle des "souffrances de l'enfantement" du Messie²⁸⁸. »* Les événements qui secouent et martyrisent à différents degrés les pays du Proche-Orient épousent les critères énoncés par Scholem. Lors d'un échange avec des journalistes américains le 21 juillet 2006, la Secrétaire d'État Condoleezza Rice du gouvernement Bush junior a su restituer l'état d'esprit propre à cette évolution selon un vocabulaire bien choisi : *« Ce que nous voyons ici, d'une certaine manière, c'est le commencement, les contractions de la*

284 *Au nom du Temple*, op. cit., p. 317. Ce tribunal suprême (nouveau Sanhédrin) a même son site internet : http://www.thesanhedrin.org/en/index.php?title=The_Re-established_Jewish_Sanhedrin

285 *Au nom du Temple*, op. cit., p. 120.

286 *Ibid.*, p. 372.

287 Gershom Scholem, *Le messianisme juif, Essais sur la spiritualité du judaïsme*, Calmann-Lévy, 1974, p. 80.

288 *Ibid.*, p. 31-32.

naissance d'un nouveau Moyen-Orient et quoi que nous fassions, nous devons être certains que nous poussons vers le nouveau Moyen-Orient et que nous ne retournerons pas à l'ancien²⁸⁹. » Le sionisme, qui n'a fait que poursuivre un idéal spirituel ancien sous un paravent laïc peut considérer, au-delà de ces événements violents ou « convulsions messianiques²⁹⁰ » pour reprendre

289 <http://www.washingtonpost.com/wp-dyn/content/article/2006/07/21/AR2006072100889.html>

290 *Aux Origines religieuses du judaïsme laïque*, op. cit., p. 154. L'Iran est la dernière puissance politique et militaire dans cette région à pouvoir freiner les tentatives de création d'un « Grand Israël ». Si cette attitude persiste, il y aura un prix à payer pour Téhéran. Dans cette affaire, tout dépend de la politique russe à l'égard de l'Iran déchiré en interne par des groupes d'intérêts rivaux. L'influence de la faction juive loubavitch, c'est-à-dire le judaïsme orthodoxe, encadrée par le rabbin Berel Lazar soutenant Vladimir Poutine mais s'opposant au judaïsme libéral-libertaire des Rothschild au sein du monde anglo-saxon est à signaler. Le mouvement loubavitch ou Habad, branche du hassidisme qui est une forme de messianisme avec différentes variantes, doit son existence au rabbin Shneur Zalman de Liadi (1745-1812) dont un des ancêtres est le rabbin Juda Loew (1512?-1609) créateur du golem de Prague : voir chapitre VII note infrapaginale 471. Les rivalités entre pays (Russie opposée au monde anglo-saxon par exemple) ne sont que des revêtements cachant souvent des oppositions violentes économiques et spirituelles entre factions juives. Comme le rapporte *The Times of Israël* du 5 avril 2014, les Juifs d'Ukraine appuyés par l'Occident sont en guerre contre les Juifs Loubavitch soutenant Poutine in <http://fr.timesofisrael.com/les-juifs-de-russie-et-dukraïne-sont-en-guerre/> Concernant ces rivalités entre factions, on peut établir aussi un lien entre les événements au Proche-Orient avec l'idéal du « Grand Israël » et l'affaire ukrainienne, particulièrement avec la Crimée annexée par Poutine en 2014, vaste zone ayant connu un peuplement khazar (peuple turcophone converti au judaïsme au IX^e siècle désigné par la suite sous l'appellation ashkénaze; voir chapitre VII, paragraphe 3 ; Messianisme et Rédemption de la nouvelle synagogue et annexe 1). Des projets d'envois de populations juives vers l'Ukraine et la Crimée, territoires considérés par certains comme une sorte de « Seconde Judée » en lien avec l'histoire des Khazars, sont rapportés par *The Times of Israël* du 18 mars 2014 (sous forme de canular afin de dissimuler une réalité de fond, méthode consistant à discréditer ceux qui soulignent l'existence de ce phénomène) en présentant les écrits du professeur Jim Wald : Leaked report : *Israel acknowledges Jews in fact khazars ; Secret plan for reverse migration to Ukraine* in <http://blogs.timesofisrael.com/leaked-report-israel-acknowledges-jews-in-fact-khazars-secret-plan-for-reverse-migration-to-ukraine/> ou encore sur une présence juive en Crimée à revivifier sous la plume du professeur Jeffrey Veidlinger dans un article du 4 mars 2014 intitulé *Before Crimea was an ethnic russian Stronghold, it was a potential jewish homeland* in <http://www.tabletmag.com/jewish-news-and-politics/164673/crimea-as-jewish-homeland> Des tensions entre pays peuvent s'expliquer pour des raisons économiques. Cependant, il ne faut jamais oublier la mémoire longue de la spiritualité juïque talmudique.

une expression sabbatéenne, qu'il ne lui reste plus qu'à parachever son œuvre dans le cadre d'un Armageddon à venir²⁹¹. Ne pourrait-on pas considérer la construction du troisième Temple²⁹² et l'avènement d'une « grande Judée » du Nil à l'Euphrate comme l'aboutissement suprême rendant possible la rédemption d'Israël et du monde ?

291 L'élément essentiel repose sur la finalité de la gouvernance mondiale qui sera traitée au chapitre VII. Signalons d'avance que le mondialisme repose sur deux concepts : le mondialisme anglo-saxon (une frange) cherchant à imposer son point de vue au dépens des autres dans le cadre de la gouvernance mondiale et le mondialisme planétaire (ou multipolaire) acquis à une organisation permettant une répartition à peu près équitable des intérêts entre les différentes factions dans la gestion du monde.

292 Le porte-parole du Sanhédrin, le rabbin Hillel Weiss, a rappelé que Donald Trump a promis de reconnaître Jérusalem comme capitale d'Israël tandis que Vladimir Poutine, lors de son voyage dans ce pays en 2012, a affirmé qu'il avait prié pour la reconstruction du Temple en récitant des psaumes russo-hébreux devant le Mur des Lamentations. Ce rabbin a annoncé l'envoi d'une lettre à ces deux dirigeants leur demandant d'appuyer le mouvement en faveur de la construction du troisième Temple in <http://www.israelnationalnews.com/News/News.aspx/220289> (15 novembre 2016). N'oublions pas qu'au sein des élites de l'État d'Israël, il existe une frange laïque opposée à ce type de vue entraînant des conflits internes mais aussi des oppositions avec une partie de la diaspora juive dans le monde. Afin de préparer le lecteur au chapitre 7, nous allons traiter de différents points concernant le judaïsme talmudique et ses conséquences. Concernant cet élément étudié à partir de la page 178, nous apportons une information de première main au sujet de la présence du Talmud de Babylone en lien avec l'histoire européenne mentionnée en 1523, à Venise, grâce à Daniel Bomberg imprimant une édition monumentale de ce document. En effet, les travaux de Lorraine de Meaux, agrégée et docteur en histoire, spécialiste de la Russie, apportent un élément complémentaire au sujet de ce texte religieux : « L'érudit Chayim Josef David Azulai trouva le manuscrit chez des descendants de Simon [le rabbin Simon Gunzburg, 1506-1585] à Pfersee en 1754. La notice actuelle de la bibliothèque de Munich précise : "Il s'agit du seul manuscrit au monde qui contienne, à l'exception de deux feuilles manquantes, le texte complet du Talmud de Babylone, y compris des traités non canoniques : Derekh Eretz zuta, Pirkei Azzai, Kallā, Sôfêrim et Gerîm. Il comporte également des textes ne se rapportant pas directement au Talmud. Grâce aux nombreuses entrées des noms des propriétaires, il est possible de suivre l'histoire de ce manuscrit, qui fut écrit en France en 1342. Selon l'entrée d'un manuscrit d'une Bible aujourd'hui conservée à la Bibliothèque nationale et universitaire de Hambourg, ce Talmud était en la possession des Ulma, une famille de commerçants juifs, à Pfersee près d'Augsbourg en 1772. Plus tard, il fut vendu au prieuré augustin de Polling (en Haute-Bavière). Après la dissolution du monastère en 1803, le manuscrit fut transféré avec d'autres ouvrages de grande valeur à la bibliothèque de la cour de Munich, aujourd'hui la Bibliothèque d'État de Bavière". » in Lorraine de Meaux, *Une grande famille russe : les Gunzburg*, Éditions Perrin, 2018, page 421, note infrapaginale 13. Nous précisons aussi que les aspects religieux et philosophiques étudiés dans ce chapitre 7 avec leurs répercussions spirituelles et politiques ne doivent pas nous faire oublier les contingences matérielles. Nous rappelons au lecteur que tout n'est pas linéaire. Les progrès techniques, les accidents de l'histoire, les événements climatiques peuvent accélérer, ralentir, dévier ou bloquer des ambitions humaines et/ou étatiques.

Les origines et les différentes composantes de la gouvernance mondiale

Chap 7

La création de l'État d'Israël, en 1948, est le résultat du travail de représentants juifs dévoués à une cause qui n'a pas toujours reçu l'aval des rabbins.

Introduction

Dans le chapitre VI, nous avons tenté d'expliquer les origines et l'évolution du sionisme. Nombreux étaient ceux qui estimaient que le processus ne pouvait se faire qu'avec le retour du Messie, l'homme n'ayant pas à intervenir dans cette affaire. Cette confrontation ou « bipartisme » au sein de la communauté judaïque se retrouve souvent dans son histoire. Elle révèle des oppositions d'ordre religieux avec des implications politiques, géopolitiques, économiques et psychologiques qui concernent les Juifs mais aussi les non-Juifs (les Gentils). C'est pourquoi, il s'avère nécessaire de remonter l'échelle du temps afin d'avoir une vision longue et profonde des événements qui jalonnent l'histoire judaïque et des contrecoups pour l'histoire du monde. Le sujet est délicat, vaste, complexe, mais aussi passionnant car il concerne l'humanité entière. On ne peut donc rester indifférent.

I 1 | Les référents religieux de l'ancienne et de la nouvelle synagogue

Concernant la religion juive, il s'avère nécessaire d'établir une césure entre le judaïsme avant et après le Christ. Dans l'Ancien Testament, les Hébreux furent choisis par Dieu comme le peuple dépositaire de la vraie religion face aux peuples idolâtres et de nombreux prophètes y annoncèrent l'arrivée du Messie. Prises à la lettre, les promesses d'un règne messianique se substituèrent pour de nombreux Juifs en promesses matérielles faites à leur race aux dépens des autres peuples et nations. Nous pouvons relever quelques exemples. C'est le cas dans la Genèse du chapitre XXII, versets 17 et 18 qui promet à Abraham : *« Je te bénirai et je bénirai ta descendance comme les étoiles du ciel et comme le sable du rivage de la mer : ta postérité possédera les portes de tes ennemis. Et en ta semence seront bénies toutes les nations de la terre. »* Ces propos sont considérés par les Juifs comme une reconnaissance matérielle exclusive qui leur est réservée. En revanche, la tradition de l'Église considère que les fils spirituels d'Abraham, dans le cadre de la Passion du Christ, c'est-à-dire les catholiques, sont tous appelés à obtenir leur salut face à leurs ennemis visibles et invisibles. Dans le chapitre VII du Deutéronome, on peut lire : *« Il livrera leurs rois entre tes mains et tu feras disparaître leurs noms de dessous les cieux ; personne ne pourra te résister jusqu'à ce que tu les aies détruits. »* Ces propos qui concernent les rois pécheurs du pays de Chanaan peuvent être interprétés, d'une manière littérale et à l'échelle universelle, comme un moyen de faire disparaître les éléments entravant les prophéties bibliques. Toujours dans ce chapitre VII, on trouve écrit : *« Et le règne, la domination et la grandeur des royaumes qui sont sous tous les cieux seront donnés au peuple des saints du Très Haut, dont le règne est un règne éternel, et tous les rois le serviront et lui obéiront. »* Là encore, selon le judaïsme talmudique, cette royauté sur un monde temporel unifié lui est échue alors que, dans le cadre de l'enseignement classique de l'Église, il s'agit du règne éternel du Christ. Ces quelques exemples soulignent l'abîme complet entre ces deux concepts concernant le temporel et le spirituel. Pour le monde judaïque, l'idéal a un horizon terrestre tandis que l'Église projette un idéal céleste.

Nous devons cerner les points essentiels constituant le judaïsme post-chrétique de la nouvelle synagogue. Celui-ci est composé de la Torah écrite (Torah signifiant « Loi »), enseignement divin transmis par Moïse au travers de cinq livres ; c'est-à-dire :

1. La Genèse (concernant la création du monde...),
2. L'Exode (la sortie des Hébreux d'Égypte puis l'errance dans le désert...),

3. Le Lévitique (traite des rites, des sacrifices, morale...),
4. Les Nombres (recensements des tribus israélites, séjour dans le Sinaï...) et
5. Le Deutéronome (lois à respecter, propos de Moïse...).

Selon des représentants du judaïsme talmudique, une seconde Torah existe, orale cette fois-ci, révélée à Moïse sur le mont Sinaï et transmise oralement (diverses règles et prescriptions) à Josué puis aux Anciens, aux prophètes, aux sages de la Grande Assemblée, ancêtre du grand tribunal rabbinique, le Sanhédrin de Jérusalem. Cette transmission se faisait en rappelant toujours la référence du nom du rabbin dont on tenait l'enseignement, sorte d'arbre généalogique de la pensée religieuse. Les deux torah (ou toroh au pluriel) se complètent. Cependant, les aléas de l'histoire des Hébreux bousculèrent cet état des choses. La destruction du second Temple en 70 ap. J-C conduisit à la dispersion des Juifs et à la disparition prématurée de nombreux maîtres de la Torah orale. Le fil de la transmission risquait d'être coupé. Afin de parer à cet anéantissement, des rabbins comme le rabbin Akiba²⁹³ avaient commencé, au début du II^e siècle, à mettre par écrit cette transmission orale. Cependant, la bascule complète se fit avec le rabbin Yehouda Hanassi qui décida de compiler par écrit l'ensemble de cette Torah orale (la Michna), au début du III^e siècle. Le travail se poursuivit avec l'élaboration de la Guemara (« le complément ») qui constitue les commentaires de la Mishna. Une partie du processus se fit en terre d'Israël (Talmud de Jérusalem) tandis que l'autre part se structura en liaison avec la diaspora juive de Babylone (Talmud de Babylone). La rédaction de ce dernier prit fin vers le VI^e siècle. La Mishna et la Guemara sont le corpus du Talmud. Ce dernier peut être défini selon les termes de l'ex-rabbin David-Paul Drach converti au catholicisme : « *Talmud (...) est un terme hébreu-rabbinique qui signifie doctrine, étude. Il désigne plus particulièrement le grand corps de doctrine des Juifs, auquel ont travaillé successivement, à des époques différentes, les docteurs les plus accrédités d'Israël. C'est le code complet, civil et religieux, de la synagogue*²⁹⁴. »

293 Outre son action en faveur du maintien de la mémoire religieuse juive, le rabbin Akiba soutint et reconnut comme Messie Shimon Bar Kokhba. Celui-ci, voulant restaurer un État juif indépendant et projetant la reconstruction du Temple, fit une guerre terrible aux Romains. Ces derniers écrasèrent la révolte en 135 ap. J-C dans la cité-forteresse du Betar dans laquelle Bar Kokhba s'était retranché avec ses hommes. Concernant cette Torah orale, nous rapportons un concept juif qui n'est en aucun cas reconnu et approuvé dans la Tradition de l'Église.

294 David-Paul Drach, *De l'harmonie entre l'Église et la synagogue ou perpétuité et catholicité de la religion chrétienne*, Paul Mellier, libraire-éditeur, Paris, p. 123 (tome 1). Voir aussi le site saint Libère : <http://www.liberius.net/bib.php> qui présente les deux tomes et autres ouvrages de référence. David-Paul Drach (1791-1865) prit le prénom de baptême de Paul-Louis-Bernard.

Parallèlement au Talmud, un autre pilier du judaïsme doit être mentionné : la Kabbale. Dans cette affaire, il faut distinguer deux sortes de Kabbale ; celle considérée par David-Paul Drach (avec réserve toutefois comme nous allons le voir) et l'autre vue selon le judaïsme post-christique. Il est nécessaire de comprendre les oppositions entre les deux et les répercussions qui s'ensuivent. Dans un premier temps, nous nous référons aux explications du converti David-Paul Drach qui, en tant qu'ancien enseignant du Talmud et connaisseur de la Kabbale, est particulièrement bien placé pour souligner les différences intrinsèques : *« Cabale, nom hébreu, signifie enseignement, doctrine qu'on reçoit, c'est-à-dire, admet, sans examen, avec une foi entière, d'une autorité digne de toute notre confiance (...). Le Talmud appelle souvent Cabale tous les livres du Vieux Testament autres que le Pentateuque (...). Il faut faire deux parts bien tranchées de la science cabalistique. 1. La Cabale vraie et sans mélange, qui s'enseignait dans l'ancienne synagogue et dont le caractère est franchement chrétien (...). 2. La Cabale fausse, pleine de superstitions ridicules et en outre s'occupant de magie, de théurgie (ndla : forme de magie pour communiquer avec les "bons esprits" afin d'atteindre Dieu), de goétie (ndla : magie pour évoquer les mauvais esprits) : en un mot, telle qu'elle est devenue entre les mains des docteurs cabalistes de la synagogue infidèle qui a fait divorce avec ses propres principes (...). Tout concourt à prouver (...) qu'une notable partie de la tradition dont le dépôt était confié à la synagogue ancienne, consistait dans les explications mystiques, allégoriques et anagogiques (ndla : notion qui désigne l'élévation de l'âme vers les choses célestes) du texte de l'Écriture ; en d'autres termes, tout ce que la tradition enseignait touchant la métaphysique sacrée, le monde spirituel, le rapport de celui-ci avec le monde matériel (ndla : l'ex-rabbin Drach souligne un point capital et déterminant pour comprendre l'histoire des hommes) ; elle l'enseignait d'autorité ou le rattachait au texte inspiré. Cette doctrine orale, qui est la Cabale, avait pour objet les plus sublimes vérités de la foi, qu'elle ramenait sans cesse au Rédempteur promis, fondement de toute l'économie de la religion ancienne. La nature de Dieu et des esprits créés, l'origine et la destination du monde inférieur, c'est-à-dire matériel, la signification mystique de tous les faits, de toutes les observances religieuses et de toutes les prophéties du Vieux Testament (...), les docteurs hébreux à leur tour n'ont cessé de proclamer que le Messie était l'objet final de toutes les prédictions des voyants*

d'Israël (...). La Cabale, qu'on peut appeler la "philosophie des Hébreux", lorsqu'elle était encore dans toute sa pureté, avait cela de particulier, qu'elle donnait ces notions sublimes auxquelles n'ont jamais pu arriver les plus profonds génies parmi les philosophes païens privés du secours de la révélation (...). Les docteurs de la synagogue enseignent d'une commune voix que le sens caché de l'Écriture fut révélé sur le Sinaï à Moïse, qui initia à cette connaissance Josué et ses autres disciples intimes ; que cet enseignement occulte se transmettait ensuite oralement de génération en génération, sans qu'il fût permis de le mettre par écrit²⁹⁵. » L'ex-rabbin conclut, en accord avec les rabbins fidèles au Talmud, que cette ancienne et bonne Kabbale s'est perdue en raison de plusieurs facteurs :

1. la transmission de ces mystères ne se faisait qu'à travers le fil ténu de quelques érudits,
2. rien ne pouvait être sauvegardé par écrit et
3. les persécutions que les Juifs subirent éteignirent le flambeau de cette science.

À ces caractéristiques, Paul-Louis-Bernard Drach ajoute un autre élément qui explique la bascule condamnant l'esprit de la nouvelle synagogue : *« Nous y ajouterons une autre considération. Vers les derniers temps de l'existence de Jérusalem, le culte des Juifs tourna rapidement au pharisaïsme qui envahit presque tout le terrain de la synagogue. Les présomptueux pharisiens étouffèrent la pure loi de Dieu sous leurs arguties et leurs vaines subtilités d'où résultait cette foule d'observances minutieuses que nous retrouvons dans les pratiques superstitieuses de la synagogue actuelle. Le cœur se desséchait et devenait étranger au culte qui bientôt ne consistait plus que dans l'accomplissement d'actes extérieurs et matériels. Dans cet état de choses toute*

²⁹⁵ *Ibid.*, p. 15-21 (Tome 2). Ajoutons que la Torah écrite est complétée par les Livres des prophètes et les Hagiographes. Nous ne discutons pas de la sincérité de la conversion de David-Paul Drach. Cependant, sur ce point concernant ses propos au sujet d'une transmission, il est nécessaire d'avoir la réponse de l'Église à ce sujet. Voir la note infrapaginale 296.

l'attention des docteurs se portait sur la théologie talmudique qui existait à l'état d'enseignement oral. Non seulement, on négligeait la théologie spéculative, mystique, mais en raison de sa tendance chrétienne, dont on ne tarda pas à s'apercevoir, elle tomba dans le discrédit quand les pharisiens commencèrent à s'opposer à la doctrine prêchée par Notre-Seigneur et par les Apôtres. Mais déjà alors la Cabale avait subi le sort de l'autre tradition. Elle était devenue ce que le Talmud appelle "vinaigre, fils du vin"²⁹⁶. » Il faut souligner que l'essence même de cette métamorphose qui structure le judaïsme depuis 2 000 ans s'est faite, d'abord et avant tout, en opposition au catholicisme naissant, modèle concurrent religieux avec ses conséquences politiques, et non l'islam qui n'existait pas à cette époque. L'ennemi premier du judaïsme talmudique, c'est le catholicisme, pas l'islam.

Après avoir vu les considérations portées sur la Kabbale et sa mystique, il est nécessaire de comprendre comment celle-ci est traitée sous l'angle du judaïsme. La référence en ce domaine repose sur les travaux de l'Israélien Gershom Scholem²⁹⁷. D'un point de vue général, ce dernier rappelle les points essentiels : « *Qu'est-ce que la mystique juive ? Car maintenant la question est la suivante : qu'est-ce qui doit être considéré comme le caractère général de la mystique dans le cadre de la tradition juive ? La Kabbale, il faut le rappeler, n'est pas le nom d'un certain dogme ou d'un système, mais plutôt le terme général appliqué à tout mouvement religieux. Ce mouvement, avec quelques-unes de ses étapes et de ses tendances que nous aurons à connaître, a continué depuis les temps talmudiques jusqu'à nos jours ; son développement a été ininterrompu, bien que nullement uniforme et souvent dramatique. Il part de Rabbi Akiba (...) et il va jusqu'au tardif Rabbi Abraham Isaac Kook²⁹⁸, chef religieux de la communauté juive en Palestine et magnifique visage de mystique juif²⁹⁹. »* La Kabbale qui veut dire « transmission, tradition », repose sur une volumineuse bibliographie dont la figure incontournable reste le Zohar ou « Livre de la splendeur », objet de méditation, rédigé par Moïse de Léon (1240-1305) qui représente la théosophie juive³⁰⁰ ; c'est-à-dire l'art de connaître le divin et ses mystères. Ces développements mystiques propres à la Kabbale atteignirent dans la continuité du Zohar

296 *Ibid.*, p. 26-27 (Tome 2). L'Église enseigne que le dépôt de la foi est clos depuis saint-Jean d'une manière complète et définitive. Cela signifie que rien ne peut être ajouté, modifié ou supprimé. Le Christ accomplit la Loi. Mais, comme nous allons le voir au cours de ce chapitre, certains estiment que l'on peut faire des ajouts au texte biblique et à l'enseignement de l'Église (ésotérisme). Cela s'appelle des hérésies. Concernant cette idée de transmission orale, les propos de Drach doivent être rejetés.

297 Gershom Scholem (1897-1982), Juif allemand devenu citoyen israélien, ce philosophe et historien a révolutionné la connaissance du judaïsme et de la Kabbale.

298 Abraham Isaac Kook (1865-1935), ce rabbin joua un rôle important en faveur du sionisme religieux.

299 Gershom Scholem, *Les grands courants de la mystique juive*, Éditions Payot, 2014, p. 36.

300 *Ibid.*, p. 302. Voir *Le Zohar, le Livre de la splendeur*, Seuil, extraits choisis et présentés par Gershom Scholem, 2011.

un degré supplémentaire, dans la deuxième moitié du xiv^e siècle, avec des ouvrages comme le « Livre de l'émerveillement » (*Sefer Ha-Pliah*) et le « Livre du roseau » (*Sefer Ha-Qaneh*)³⁰¹. Il ressort de ces propos que, selon Scholem, une constante détermine toute l'histoire de la Kabbale : l'interdépendance entre mystique et magie³⁰². Comme cet universitaire le reconnaît : « *Dès le début, la Kabbale adopta un ésotérisme (ndla : doctrine réservée à quelques initiés) très proche de l'esprit du gnosticisme³⁰³, lequel ne se limitait pas à l'enseignement de la voie mystique mais incluait aussi des idées portant sur la cosmologie (ndla : étude de la nature et de l'évolution de l'univers), l'angéologie (ndla : étude concernant les anges et des contacts occultes) et la magie. Ce n'est que plus tard, grâce à la confrontation avec la philosophie juive médiévale, que la Kabbale devint une "théologie mystique" juive, plus ou moins systématiquement élaborée. Ce processus entraîna la distinction des éléments mystiques et spéculatifs de la partie occulte et plus particulièrement magique – cette divergence, très nette à certaines époques, ne fut pourtant jamais totale³⁰⁴.* » De toutes ces réflexions, il faut signaler qu'un ouvrage contribua au

301 Gershom Scholem, *Aux origines religieuses du judaïsme laïque*, Calmann-Lévy, 2000, p. 43.

302 *Ibid.*, p. 25.

303 La gnose, qui est le syncrétisme de diverses spiritualités antiques, perse, indienne, égyptienne, mésopotamienne... signifiant « connaissance », se caractérise par deux éléments qui sont la foi en l'émanation divine et le salut par la science. Ils s'opposent aux principes catholiques traditionnels qui affirment l'idée d'un Dieu créateur et du salut par la foi qui n'a rien à voir avec le salut par la science. Selon la gnose, l'Homme étant une émanation du divin (croyance panthéiste) doit pouvoir revenir à la source (« la connaissance cachée »), par étape et par initiation, afin d'atteindre le « dieu bon » qui est le sommet de la spiritualité. Pour y arriver, l'initié gnostique doit contourner le « dieu mauvais » ou « Démurge » créateur du monde matériel incarnant le mal – « dieu bon » et « dieu mauvais », dualisme que l'on retrouve dans l'hérésie cathare aux xii^e et xiii^e siècles – afin que son âme s'élève et s'affranchisse du monde mauvais.

304 Gershom Scholem, *La Kabbale, une introduction, origines, thèmes et biographies*, Éditions du Cerf, 1998, p. 46. Il faut préciser que les pratiques de magie liées aux anges sont considérées, selon le catholicisme traditionnel, comme des liens et des échanges avec des forces démoniaques. Là aussi, on peut constater le fossé complet entre le catholicisme et le judaïsme talmudique lié à la Kabbale.

développement du mysticisme kabbalistique, le *Livre de la Création* (« *Sefer Yetsirah* »). Pour Scholem, c'est le premier essai de la pensée spéculative, composé entre le III^e et le VII^e siècle. Nous avons signalé l'importance de la magie et des méthodes utilisées par les kabbalistes afin d'obtenir une plus grande compréhension de Dieu et de l'univers pouvant même aboutir, dans certains cas, à des états de transe³⁰⁵. De cet ouvrage, il ressort l'importance donnée aux éléments primordiaux appelés les 22 lettres de l'alphabet hébreu et les 10 *Sefirot blima* (singulier *Sefira*, spéculations sur la sagesse et l'action divine dont le sens évolue à l'époque médiévale). La Torah recèle des informations occultes, une sorte de secret divin à découvrir, qui ne peuvent être cernées qu'à partir de combinaisons réunissant des lettres et des chiffres – « les 32 voies mystérieuses de la sagesse » – permettant de comprendre l'existence présente et à venir « dans le monde, dans l'année et dans l'âme³⁰⁶. » Selon les mystiques de la Kabbale, l'essence même de la Torah renferme trois éléments essentiels : 1. c'est un ouvrage céleste exhalant de manière mystérieuse le divin, 2. son interprétation permet de saisir l'histoire du monde et 3. la manière d'interpréter à la fois littérale, ésotérique (symbole occulte du mystère caché), allégorique suivie de son commentaire permettent au kabbaliste de prospecter dans un monde appelé « verger »³⁰⁷ afin d'obtenir des réponses aux doutes qui l'assaillent.

Ces recherches ouvrent la voie à des considérations et à des réflexions sans fin car, comme le précise Scholem, « Dans la Torah, chaque place des lettres, peu importe leur sens dans le discours humain, symbolise un aspect de la puissance créatrice de Dieu qui est à l'œuvre dans l'univers. Et précisément, de même que les pensées de Dieu, en contraste avec celles de l'homme, sont d'une profondeur infinie, de même il n'y a pas une seule interprétation de la Torah dans le langage humain qui soit capable d'embrasser toute sa signification³⁰⁸. » En dehors des 22 lettres de l'alphabet hébreu entrant dans la composition de ces recherches, il faut expliquer l'importance des *Sefirot* dont la signification prend un sens nouveau à l'époque médiévale. Dans la pensée kabbalistique, le Dieu caché se distingue comme l'Être « Infini » (*En-Sof*). Seule l'émanation de sa puissance le transforme

305 « De son côté, Abraham Aboulafia (ndla : 1240-1291) est le représentant le plus extrême d'une mystique spéculative et pratique qui aspire ouvertement à restaurer la prophétie et à susciter une nouvelle révélation religieuse. (...) Il développa d'une façon très systématique une "Kabbale prophétique". Elle consiste à pratiquer une contemplation méthodique en vue de parvenir à des états "prophétiques" de transe où l'on voit se révéler la shekhinah (ndla : immanence divine dans le monde) » in *Aux origines religieuses du judaïsme laïque*, op. cit., p. 41.

306 Ibid., p. 34.

307 Ibid., p. 47.

308 *Les grands courants de la mystique juive*, op. cit., p. 30.

en Dieu Créateur qui, selon Scholem, « correspond au Dieu vivant de la foi religieuse, au Dieu d'Israël³⁰⁹. » Il manifeste sa vitalité intérieure par des éons, véritables ondes divines venant des profondeurs de « l'Infini » et rejaillissant sur la création, dont la perception se manifeste par dix *Sefirot*, chacune représentant une qualité émanant de Dieu. Ces dix *Sefirot*, constituant le visage complet et le reflet intérieur du Dieu agissant tourné vers l'homme³¹⁰, ont été désignés par les kabbalistes selon les noms suivants : « 1. La "suprême couronne" de Dieu, 2. La "sagesse" ou l'idée primordiale de Dieu, 3. "L'intelligence" de Dieu, 4. "L'amour" ou la miséricorde de Dieu, 5. la "puissance" de Dieu pour juger et châtier, 6. La "miséricorde" de Dieu, 7. La "patience constante" de Dieu, 8. La "majesté" de Dieu, 9. La "base" ou le "fondement" de toutes les forces actives de Dieu et 10. La "royauté" de Dieu³¹¹. » Concernant ce dixième point, il faut noter que cette *Sefira* est le réceptacle des autres attributs reflétant l'élément féminin de la divinité (« la Reine » ou « la Matrone »)³¹² dans la *Shekhinah*³¹³ (présence de Dieu dans le monde)³¹⁴. Ces dix *Sefirot* constituent un véritable bouquet des émanations divines, ce qui fait dire à Scholem que « Telles sont les "dix puissances de Dieu". Lorsqu'elles se développent en un système organique, elles constituent l'Arbre des Sefirot où l'organisme divin s'épanouit à la façon d'un arbre, depuis sa

309 Aux origines religieuses du judaïsme laïque, op. cit., p. 48.

310 Gershom Scholem, *La mystique juive, les thèmes fondamentaux*, Éditions du Cerf, 1985, p. 59 : « Les Sefirot sont des puissances dont est constituée la divinité agissante, celles par quoi elle reçoit un visage, pour parler comme les kabbalistes. » Ces Sefirot décrivent symboliquement une forme d'apparence humaine appelée « homme primordial » ou « Adam Kadmon » rendant possible une interprétation mystique de l'image du divin par la Kabbale.

311 *Les grands courants de la mystique juive*, op. cit., p. 312.

312 Aux origines religieuses du judaïsme laïque, op. cit., p. 49.

313 « Littéralement : habitation, à savoir de Dieu dans le monde » in Gershom Scholem, *La Kabbale et sa symbolique*, Payot, 1975, p. 123.

314 Comme le reconnaît Gershom Scholem : « La dixième Sefira ne représente plus un membre de l'homme, mais représente (en tant que complément du "masculin") le féminin comme mère, épouse et fille à la fois, quoique se manifestant différemment sous ces divers aspects. L'affirmation d'un élément féminin en Dieu est naturellement l'un des progrès les plus riches en conséquence que la Kabbale ait accomplis en essayant de se fonder sur l'exégèse gnostique. Considérée souvent avec méfiance par le judaïsme rabbinique non kabbalistique et très strict, minimisée souvent par l'apologétique kabbalistique, la féminisation de la Shekhinah prouve la grande popularité que les aspects mythiques de cette conception ont acquise dans les cercles les plus vastes du peuple juif, et montre aussi que les kabbalistes ont suivi ici une impulsion religieuse fondamentale qui continue à agir dans le judaïsme » in *Ibid*, p. 124. Nous demandons au lecteur de retenir ce point particulier, que nous verrons un peu plus loin, en raison de l'influence ancienne et considérable du *Sefer Yetsirah* dans la mystique juive sous l'influence de la gnose, véritable manuel de magie, se référant entre autres à des éléments comme l'esprit de Dieu, l'air, l'eau, le feu. Voir la note infrapaginale 330.

racine cachée jusqu'à la plénitude de son accomplissement »³¹⁵. Ces *Sefirot* représentent une complète unité censée décrire le processus de la vie divine se répandant dans l'univers, car selon la formule consacrée, « *leur fin est dans leur commencement et leur commencement est dans leur fin* »³¹⁶. » Dans cette présentation, la mystique juive se concentre sur la divinité qui agit dans le cadre de la Création, de la Révélation et de la Rédemption. Parallèlement à ces considérations religieuses définissant les relations entre les Juifs et leur Dieu, il est nécessaire de présenter les éléments clefs régissant la vie spirituelle et politique des non-Juifs (les Gentils) selon les critères de la nouvelle synagogue post-chrétienne désignés sous le terme de « noachisme ».

12 | Le noachisme ou la religion des Gentils dans le cadre du nouvel ordre mondial

Le judaïsme de la nouvelle synagogue ne reconnaissant pas le Christ comme Fils de Dieu incarné maintient son idéal d'un Messie³¹⁷ qui doit venir pour la plus grande gloire d'Israël. Afin de préparer son arrivée, le monde doit être structuré religieusement et politiquement en fonction des référents propres aux idéaux du

315 *Aux origines religieuses du judaïsme laïque*, op. cit., p. 49.

316 *La Kabbale, une introduction, origines, thèmes et biographies*, op. cit., p. 74.

317 Dans un ouvrage rédigé par la Commission pontificale biblique en 2001 intitulé « *Le peuple juif et ses saintes Écritures dans la Bible chrétienne* », les rédacteurs, dans un esprit propre à Vatican II concernant le dialogue judéo-chrétien, nivellent les différences entre les principes du judaïsme talmudique et ceux du catholicisme. Ils disent, entre autres, que « (...) les chrétiens peuvent, néanmoins, apprendre beaucoup de l'exégèse juive pratiquée depuis plus de deux mille ans et, de fait, ils ont appris beaucoup au cours de l'histoire. De l'autre côté, ils peuvent espérer que les Juifs pourront tirer profit, eux aussi, des recherches exégétiques chrétiennes » (chapitre II, A-22). Il y est même ajouté de façon fort ambiguë que « *L'attente juive messianique n'est pas vaine* » (chapitre II, A-5) in http://www.vatican.va/roman_curia/congregations/cfaith/pcb_documents/rc_con_cfaith_doc_20020212_popolo-ebraico_fr.html Les autorités de l'Église conciliaire « semblent » oublier que, pour les catholiques, l'arrivée du Messie (le retour du Christ, Fils de Dieu incarné) se produit à la fin du monde avec le jugement dernier tandis que les Juifs, qui ne le reconnaissent pas, attendent l'arrivée de leur Messie, ce dernier inaugurant une nouvelle ère, un monde nouveau en leur faveur en tant que « peuple prêtre ». Cette opposition complète n'a pas empêché le cardinal Ratzinger, en 2001, d'approuver cet ouvrage en y faisant une préface élogieuse.

judaïsme talmudique. Dans cette affaire, les peuples non Juifs ont leur place, ce qui ne veut pas dire qu'ils font partie intégrante de la synagogue. Alors que l'Église née de la Révélation met tous les hommes à égalité d'un point de vue spirituel, la synagogue établit une répartition, une hiérarchie et des rôles bien définis entre deux communautés humaines : les Juifs et les non-Juifs. Les structures religieuses encadrant les Gentils ont été parfaitement présentées par le rabbin de Livourne, Élie Benamozegh (1823-1900), dans son livre *Israël et l'humanité* paru pour la première fois en 1914³¹⁸. Il est absolument capital de connaître les mesures énoncées par la synagogue à l'égard de l'ensemble de l'humanité. Cela permettra de mieux saisir les évolutions du courant religieux judaïque, de ses soubresauts internes et des répercussions pour les États et l'Église. Le livre de ce rabbin rappelle, entre autres, l'importance de la Kabbale telle qu'elle a été expliquée par Gershom Scholem : « (...) *belle théorie de la Kabbale qui fait de l'union et de la concorde des esprits ici-bas le moyen de réaliser la descente et l'établissement de la divinité sur la terre*³¹⁹. » Rappelant que le judaïsme a toujours conféré une importance primordiale à la dignité de l'homme plaçant la perfection, non au commencement, mais à la fin dans le cadre d'un messianisme triomphant³²⁰, il s'agit d'accorder à Israël « *Cette place particulière (...) ; le complément religieux nécessaire à la constitution de la grande famille humaine (...) et dans ce monde des nations qui constituent une grande famille, Israël apparaît comme le cœur de l'humanité avec une fonction toute particulière, et la glorieuse mission de travailler à l'unité future de tout le genre humain (...). Mais pour la démonstration que nous poursuivons en ce moment, il suffira d'établir que le judaïsme possède, non seulement un culte et une morale qui embrassent toute l'humanité, mais encore une politique universelle* (ndla : souligné par nous)³²¹. » Dans son esprit, s'appuyant sur la tradition judaïque, il s'ensuit la mise en forme du « *catholicisme d'Israël*³²² » (ndla : souligné par nous) dans le cadre des lois noachides au nombre de sept qui consistent d'abord, 1. à avoir des magistrats chargés de vérifier la bonne application des lois, et ensuite d'instaurer six autres lois qui proscrivent : 2. le sacrilège, 3. le polythéisme, 4. l'inceste, 5. l'homicide, 6. le vol et 7. l'usage d'un membre d'un

318 Élie Benamozegh, *Israël et l'humanité*, Albin Michel, préfacé par Aimé Pallière, 1961, avant-propos, p. 7. Précisons que cette édition de 1961 n'est pas complète. La première édition, de 1914, est « Ernest Leroux, éditeur ». Elle comptait près de mille pages.

319 *Ibid.*, p. 146.

320 « *Le jardin d'Éden est l'image anticipée du monde à venir. De même qu'Adam est le portrait du genre humain, de même l'Éden est la figure de la terre où il habite* » in *Ibid.*, p. 204 et « *Or, le jardin d'Éden, c'est l'état de la terre avant le péché, ou encore dans l'avenir, après la rédemption* » in *Ibid.*, p. 214.

321 *Ibid.*, p. 238-324.

322 *Ibid.*, p. 290.

animal vivant³²³. Il se dégage de tout cela une véritable construction politique et religieuse gérant le monde juif et le reste de l'humanité. Tout cet ensemble permet de mieux saisir l'évolution de notre monde mais aussi, comme nous le verrons un peu plus loin, de l'Église conciliaire liée avec Vatican II aux tentatives de mise en place d'une gouvernance mondiale. On peut, en particulier, le constater en lisant la correspondance entre un Français, Aimé Pallière, et le rabbin de Livourne. Aimé Pallière (1868-1949), né à Lyon dans une famille catholique, commença à être attiré par le judaïsme à partir de 17 ans pour ensuite s'y plonger entièrement. Son évolution religieuse et sa correspondance avec le rabbin Élie Benamozegh de Livourne (Italie) furent exposées dans son livre *Le Sanctuaire inconnu* en 1926³²⁴. De plus en plus attiré par cette religion, il fut en contact en particulier avec un Juif réellement converti au catholicisme, l'abbé Augustin Lémann, qui avait un frère jumeau du même acabit, l'abbé Joseph Lémann. L'abbé Augustin Lémann tenta d'attirer son attention sur un point décisif, le Talmud : « *Toute l'histoire juive postbiblique se résumait selon lui dans l'action néfaste exercée par le Talmud à l'égard duquel il professait une haine sacrée. Il était bien évident qu'il n'avait jamais navigué lui-même sur cette vaste mer ; lorsqu'il parlait des écueils qu'on y rencontre, c'était uniquement sur le témoignage suspect des apologistes chrétiens. Sans le Talmud, répétait-il – et cette réflexion contient un aveu implicite qui mérite d'être retenu – sans le Talmud, il y longtemps que tous les Juifs seraient convertis* (ndla : souligné par nous)³²⁵. » Cependant, c'est la correspondance nouée entre Aimé Pallière et le rabbin Benamozegh qui éclaire les tréfonds du caractère révolutionnaire religieux et politique – les deux sont liés – du judaïsme par rapport à son concurrent le catholicisme. Face à un Aimé Pallière attiré par le judaïsme, le rabbin Élie Benamozegh lui présente le programme suivant, un peu long mais ô combien révélateur, préparant la gouvernance mondiale : « *En ce qui concerne l'avis que chacun doit observer le statu quo, demeurer dans la religion de sa naissance, voici que je dois vous dire : en général, si la chose est possible sans qu'on ait à sacrifier en rien ses propres convictions, il n'y a certainement rien de plus désirable que cette fidélité au culte des pères et pour celui qui est dans cet état de parfaite bonne foi, rien de plus utile et de meilleur (...). Israélite ou chrétien, je plaindrai*

323 Ces sujets sont traités aussi dans nos livres « Chroniques du mondialisme » et la préface du livre de Carroll Quigley « Histoire secrète de l'Oligarchie anglo-américaine » aux Éditions le Retour aux Sources.

324 Aimé Pallière, *Le Sanctuaire inconnu, ma conversion au judaïsme*, Éditions Saint-Rémy, préfacé par Louis-Hubert Rémy, 2014. Ce livre est paru à l'origine en 1926 aux Éditions de Paris, Rieder, avec un avant-propos d'Edmond Fleg. Il a été réédité en 1950 aux Éditions de Minuit préfacé par Roger Rebstock. Cet ouvrage est passionnant car il explique la bascule d'un homme vers le judaïsme selon des préceptes que l'on retrouve dans ceux défendus par Vatican II. Aimé Pallière a été l'avant-garde de l'Église conciliaire avec ses implications politiques.

325 *Ibid.*, p. 59.

de tout mon cœur le chrétien ou Israélite qui abandonnerait la religion que je crois vraie pour en embrasser une qui, à mes yeux, ne l'est point, mais je ne me reconnaitrai pas le droit de lui en faire un crime et en conscience, je ne pourrai pas dire non plus qu'en agissant ainsi, il a erré (...). Tout ce que je vous écris là, je vous le dis au point de vue général et de façon purement théorique. Pratiquement en effet, je me hâte de le déclarer, cela n'a aucune application dans votre cas particulier pour ce qui est du devoir que vous croyez avoir de vous convertir au judaïsme dans le sens que vous entendez. Certes, si vous vous sentez, de façon impérieuse, poussé à le faire, si vous l'exigez absolument, parce que sans cela la paix de votre âme est impossible, alors sans doute, je serai le premier à vous dire, comme d'ailleurs le Talmud nous y oblige à l'égard de quiconque réclame ce droit, car c'est mon droit, d'entrer dans la synagogue : si vous voulez à tout prix qu'il en soit ainsi, si aucun argument dans le sens contraire ne vous arrête, alors soyez le bienvenu au nom de Dieu. Benedictus qui venit in nomine Domini. Mais sachez-le bien, lisez cette parole, méditez-la, relisez-la encore, méditez-la encore, car elle contient pour vous le nœud de toute la question religieuse : pour être dans la vérité, dans la grâce de Dieu, pour appartenir à la vraie religion et, que vous dirai-je de plus ? Pour être notre frère comme vous voulez l'être, vous n'avez nul besoin d'embrasser le judaïsme de la manière que vous croyez, je veux dire de vous soumettre au joug de notre Loi. Nous, Juifs, nous avons nous-mêmes en dépôt la religion destinée au genre humain tout entier, la seule religion à laquelle les Gentils soient assujettis et par laquelle sont sauvés et vraiment dans la grâce de Dieu, comme l'ont été nos Patriarches avant la Loi. Pouvez-vous supposer que la vraie religion, celle que Dieu destine à toute l'humanité, date seulement de Moïse et porte l'empreinte d'un peuple spécial ? Quelle contradiction ! Apprenez que le plan de Dieu est plus vaste. La religion de l'humanité n'est autre que le noachisme, non qu'elle ait été instituée par Noé, mais parce qu'elle remonte à l'alliance faite par Dieu avec l'humanité en la personne de ce juste. Voilà la religion conservée par Israël pour être transmise aux Gentils (ndla : souligné par nous) (...). Je vous invite à tourner vos efforts vers ce qui existait avant que l'idée fût venue à Pierre d'imposer la Loi mosaïque aux Gentils et à Paul d'exempter de la Loi les Juifs eux-mêmes, en quoi ils se trompaient tous deux comme s'ils n'avaient rien connu des données essentielles de leur judaïsme. Il s'agit de revenir à l'antique principe : le mosaïsme pour les Juifs (et pour ceux qui, étrangers à Israël par la naissance et sans y être aucunement tenus, veulent cependant lui appartenir), et la religion des Patriarches pour les Gentils. Et comme cette religion dont nos prophètes ont annoncé le triomphe pour les temps messianiques comme religion de l'humanité convertie au culte du vrai Dieu n'est autre que le noachisme, on peut continuer à l'appeler le christianisme, débarrassé toutefois de la Trinité et de l'Incarnation, croyances qui sont contraires à l'Ancien Testament et peut-être au Nouveau (ndla : souligné par nous). (...) Quant à la personne de Jésus dont vous ne me parlez pas, je vous dirai cependant, parce que cela a son importance et que peut-être la question est très légitimement au fond de votre pensée, que pourvu qu'on ne lui attribue point la divinité, il n'y aurait aucun mal à faire de lui un prophète

(ndla : c'est le cas avec l'islam), *à le considérer comme un homme chargé par Dieu d'une auguste mission religieuse* (ndla : souligné par nous), sans pour cela altérer en rien l'antique parole de Dieu et sans abolir pour les Juifs la Loi mosaïque comme ont prétendu faire ses disciples, dénaturant en cela ses enseignements formels. Voyez plutôt Matthieu V, 17-19. L'avenir du genre humain est dans cette formule. Si vous arrivez à vous en convaincre, vous serez bien plus précieux à Israël que si vous vous soumettiez à la Loi israélite. Vous serez l'instrument de la Providence de Dieu envers l'humanité. (...) *Je ne voudrais point vous parler avec une trop grande hardiesse, mais cependant je ne puis vous taire que ce devoir exclut le sacerdoce catholique* (ndla : souligné par nous) (...). Avant toutes choses, je voudrais que vous vous persuadiez bien que cette religion noachide dont vous me dites entendre parler pour la première fois, et la plupart des gens sont dans ce cas, n'est pas une trouvaille que j'ai personnellement faite, encore moins une invention de ma façon, une sorte d'expédient de polémique plus ou moins heureuse. Non, c'est un fait étudié, discuté à chaque page de notre Talmud et aussi généralement admis par nos Docteurs qu'il est peu connu, disons même méconnu ailleurs (ndla : souligné par nous) (...). Ajoutez à cela que ce fait est le nœud même du sujet qui nous occupe. Seul il peut nous expliquer les incertitudes et les diversités de tendances qui se sont manifestées sur la question de la Loi mosaïque à l'origine du christianisme. Nous voyons là le point central où le déchirement s'est opéré entre le judaïsme et le christianisme et il est allé en s'accroissant de plus en plus. Le judaïsme opère une distinction entre les Juifs et les Gentils. D'après ses enseignements, les premiers se trouvent soumis comme prêtres de l'humanité (ndla : souligné par nous) à la règle hiératique mosaïque ; les seconds, les laïques dans l'humanité ne sont soumis qu'à la seule ancienne et perpétuelle religion universelle au service de laquelle les Juifs et le judaïsme tout entier ont été placés (ndla : souligné par nous). Le christianisme au contraire opéra la plus fâcheuse confusion, soit en imposant la Loi aux Gentils avec Pierre et Jacques et les judaïsants avec eux, soit en abolissant avec Paul cette même Loi pour les Israélites eux-mêmes. Considérez bien tous ces faits en eux-mêmes et dans leurs rapports entre eux et vous verrez que ce noachisme qui vous étonne n'est pas autre chose que le messianisme, cette forme authentique de christianisme dont Israël fut le gardien et l'organe (ndla : souligné par nous). (...) Je vous répète que cela n'exclut pas d'ailleurs la possibilité pour tout noachide, le laïque de l'humanité, qui se sent appelé au sacerdoce humanitaire, autrement dit à la Loi d'Israël, d'user du droit qui lui appartient, sans qu'il en ait jamais le devoir, ne l'oubliez pas, d'embrasser le mosaïsme, qui n'est pas autre chose que ce sacerdoce lui-même (...). Bien loin de le laisser tomber dans le pur rationalisme, notre Tradition fait au prosélyte noachide, appelé plus tard prosélyte de la porte (ndla : souligné par nous), une condition formelle d'accepter cette même religion, non point du tout comme le simple produit de la raison humaine, mais comme un enseignement de la Révélation divine (...). Je ne cesserai de vous répéter que le noachide est bel et bien dans le giron de la seule Église vraiment universelle, fidèle de cette religion comme le Juif en est le prêtre, chargé, ne l'oubliez pas, d'enseigner à l'humanité

la religion de ses laïques, comme il est tenu, en ce qui le concerne personnellement, de pratiquer celle des prêtres. (...) Voilà l'expression exacte de la doctrine du judaïsme³²⁶. » En s'appuyant sur les propos du rabbin Benamozegh, porte-parole de la nouvelle synagogue, la finalité du projet consiste à faire du peuple juif le peuple prêtre, l'intermédiaire unique entre le Dieu monothéiste et le reste de l'humanité non juive encadrée par les lois noachides ; cette dernière étant placée en tant que prosélyte de la porte au seuil d'un Temple restauré et dominé par un Messie universellement reconnu.

I 3 I Messianisme et rédemption de la nouvelle synagogue

Le messianisme énoncé par le rabbin Benamozegh est un point clef qui permet de comprendre l'essence même du judaïsme talmudique et les concepts politiques qui s'en dégagent. Ce principe mystique est clairement établi dans la Kabbale dont l'évolution dans le temps, selon Gershom Scholem, se structure en six périodes :

1. La mystique du 1^{er} millénaire chrétien dite « maîtres du char divin »,
2. Le hassidisme ashkénaze allemand s'étalant de 1150 à 1300 avec des influences concernant le xv^e siècle,
3. L'affirmation de la Kabbale en Espagne vers 1200 jusqu'en 1492,
4. La Kabbale dite tardive de 1500 à 1650,

³²⁶ *Ibid.*, p. 118-132. De tels propos sont clairement confirmés par le rabbin Abraham Cohen : « Rien n'est plus naturel, dans une littérature composée par des Juifs pour des Juifs, que l'exceptionnelle prééminence donnée au peuple d'Israël. En effet, les habitants du monde peuvent être répartis entre Israël et les autres nations prises en bloc. Israël est le peuple élu : dogme capital. C'est évidemment une doctrine biblique, mais les rabbins l'ont amplifié à l'infini. Partout le Talmud insiste expressément sur la parenté étroite et unique qui existe entre Dieu et son peuple. (...) La relation qui unit Israël à Dieu est si intime que la manière dont Israël est traité sur la terre a sa répercussion sur Dieu dans le ciel. » in Abraham Cohen, *Le Talmud*, Éditions Payot, 1991, p. 147-148.

5. La Kabbale et le mouvement sabbatéen (en référence au rabbin Sabbataï Tsevi) de 1665 à 1800 environ et
6. Le hassidisme d'Europe centrale à partir de 1750³²⁷.

Nous traiterons essentiellement de la Kabbale dite tardive et du mouvement sabbatéen. Il faut, cependant, rappeler quelques éléments précédant la période du ^{xvi}^e siècle afin de comprendre les structures nouvelles de la Kabbale à partir des années 1500. Dès la naissance du christianisme, le judaïsme s'est transformé comme nous l'avons montré dans le paragraphe 1 et s'est opposé vigoureusement à son développement. Sans pouvoir nommer toutes les hérésies qui parsèment les premiers siècles de la chrétienté, on peut relever l'existence immédiate de l'opposition aux principes catholiques avec le gnostique Simon le Magicien face à saint Pierre, du prêtre Arius (256-336) niant la Sainte Trinité et la divinité du Christ (principes cités et rejetés par le rabbin Benamozegh), de Julien l'Apostat (331?-363), empereur romain qui prônait le retour au polythéisme et défendait l'idée de la reconstruction du Temple de Jérusalem, mais aussi de la conversion au judaïsme des Khazars. Ce dernier élément est très important dans l'histoire du judaïsme. À l'origine, cette population turque d'Asie centrale et mêlée à des peuplades des steppes occupait, au ^{ix}^e siècle, une grande partie de l'Ukraine orientale débordant vers la mer Caspienne³²⁸. La conversion au judaïsme de ce peuple dans la première moitié du ^{ix}^e siècle, sous le règne du roi Bulan, s'explique en fonction de différents facteurs. Face aux pressions militaires et politiques des chrétiens byzantins et des musulmans, les élites khazars ne souhaitaient pas se convertir à l'une ou l'autre religion, car cela signifiait aussi l'intégration à une sphère politique de l'un des deux camps. L'esprit d'indépendance était de mise. L'historien Kevin Alan Brook rappelle que les persécutions anti-juives de l'Empire byzantin favorisèrent la migration de Juifs vers l'État khazar sans pour autant être en mesure de comptabiliser l'impact démographique. Des liens humains et économiques se sont donc créés d'autant plus facilement que des communautés juives ont existé en Crimée, favorisant l'interface avec Constantinople. Des recherches archéologiques ont prouvé l'existence d'une présence juive en Crimée à Cherson mais aussi du côté de la mer d'Azov et de la péninsule de Kertch jusqu'au ^{vi}^e siècle au moins. Ces territoires furent ensuite intégrés à l'Empire khazar³²⁹. Cependant, une autre raison peut expliquer la conversion au judaïsme des élites khazars et, progressivement, de l'ensemble de ce peuple.

327 *Aux origines religieuses du judaïsme laïque*, op. cit., p. 21-22.

328 Chapitre VII, annexe 1 : carte de l'Empire des Khazars aux ^{ix}^e et ^x^e siècles.

329 Kevin Alan Brook, *The Jews of Khazaria*, Rowman & Littlefield Publishers, 2^e édition, 2006, p. 88-89.



Carte de l'Empire
des Khazars aux
IX^e et X^e siècles

La pratique religieuse de cette population à l'origine reposait sur le chamanisme avec ses trances, les esprits et les forces du ciel (lune, soleil...). Nous avons vu que dans la Kabbale postchrétienne, la magie, la volonté de se mettre en contact avec des esprits, des entités surnaturelles, conduisant dans certains cas à des moments de transe, ne pouvaient pas choquer les Khazars, qui retrouvaient des similitudes avec leurs propres critères mystiques. Kevin Alan Brook rappelle que le chamanisme des Khazars était celui correspondant au tengrisme, le culte des forces de la nature (eau, feu...). Ce dernier reconnaissait aussi des éléments masculins et féminins dans la déité (ou essence divine) concernant la lune perçue comme féminine et le soleil considéré comme masculin³³⁰. L'élément féminin de Dieu dans le christianisme et l'islam n'existe pas. En revanche, nous avons signalé dans la partie consacrée aux dix *Sefirot* que la dixième *Sefira* est considérée comme féminine en tant que complément du masculin de la *Shekhina* (présence de Dieu dans le monde). Cette caractéristique de la Kabbale est due à l'influence considérable du livre mystique et manuel de magie plongeant dans la gnose, le *Sefer Yetsirah*, promouvant des éléments comme l'eau, l'air, le feu. La diffusion de cet ouvrage dans le monde juif a permis de créer, à cette époque, une familiarité d'ordre spirituel avec les Khazars qui, d'une certaine manière, retrouvaient dans ces éléments une forme d'attractivité et de complicité favorable à leur bascule dans le judaïsme talmudique. Par la suite, la conquête progressive de leur territoire par les Russes (prise de leur capitale, Itil, vers 965) puis l'invasion mongole au XIII^e siècle poussèrent les Khazars à fuir vers l'Ouest pour s'établir en Europe centrale. Ils sont en grande partie à l'origine de l'émergence de la communauté juive appelée ashkénaze, comme l'a expliqué Arthur Koestler dans son ouvrage « *La Treizième Tribu* ».

La mystique juive a été évolutive dans le temps. Une césure peut être établie à la date de 1492 correspondant à l'expulsion des Juifs d'Espagne. Cet événement eut une portée considérable sur la Kabbale en lien avec le messianisme et la rédemption. C'est pourquoi, avant de se lancer dans l'étude des événements à partir du XVI^e siècle, il s'avère nécessaire de rappeler dans ses grands traits la plate-forme évolutive kabbalistique d'avant 1492. En retenant les trois périodes de la mystique juive, de la naissance du christianisme jusqu'au XV^e siècle, on peut citer le principe du secret du « Trône de gloire » lié au monde du « Char divin ». Il s'agit pour une élite d'accéder à un haut degré de spiritualité permettant, à partir d'une ascèse solitaire (jeûne et introspection), d'atteindre l'ascension extatique rendant possible la méditation sur le divin. Comme nous l'avons noté, les dix *Sefirot* et les vingt-deux lettres de l'alphabet hébreu de la Torah permettent cette élévation spirituelle. Ces spéculations ésotériques prirent de l'ampleur avec la nouvelle vague incarnée par le hassidisme allemand du Moyen-Âge qui se caractérise

330 *Ibid.*, p. 92. Voir aussi note infrapaginale 314.

en la personne du *hassid*. Celui-ci est une forme juive du moine médiéval. Piété, repentir associé aux œuvres pénitentielles et mystères de la prière³³¹ accompagnent la vie du *hassid*. Enfin, le troisième courant de la mystique kabbaliste apparaît à la fin du XII^e siècle avec la Kabbale espagnole. S'affirmant dans le Sud de la France³³² et en Catalogne, ses adeptes se désignant comme les « maîtres de la Kabbale » ou « maîtres de la Sagesse », elle migre en Espagne vers 1200. Héritière de courants venant d'Orient, du hassidisme allemand, influencée par le *Bahir*, ouvrage de la mystique juive de la fin du XII^e siècle, cette Kabbale à l'origine concernant une élite, sorte d'aristocratie spirituelle, s'imposa de plus en plus dans la foi juive. D'une certaine manière, elle a agi comme un onguent capable d'adoucir une forme de sécheresse philosophique juive concernant la pureté de la foi via des formules et des abstractions. Une telle tendance permit, par la suite, une meilleure diffusion au sein de la population juive d'éléments qui allaient secouer toute son âme. En partant d'un point de vue général, on peut noter que l'idée de messianisme peut être vue au sein de trois « écoles » : un courant conservateur, un courant visant à une restauration et un courant utopique. Le premier a consisté à maintenir et à défendre la forme classique du judaïsme face aux aléas de l'histoire. Comme l'écrit Scholem : « *Il a pris consistance en particulier dans l'univers de la Halakha* (ndla : la Loi juive), *dans la fixation, la préservation constante et le développement de la loi religieuse. La Halakha a déterminé la vie du Juif en exil*³³³. » Le deuxième point concernait une vision idyllique du passé considéré comme un idéal à retrouver consistant au rétablissement de l'aspect originel des choses. Enfin, le courant utopique défendait un idéal tourné vers l'avenir avec, en filigrane, l'idée d'un renouveau. Indirectement, ce dernier point montre que l'esprit du sionisme, prenant son essor au XIX^e siècle et dissimulant un messianisme inavouable, était déjà dans les gènes de cette « école ». Tandis que le courant conservateur cherchait à se maintenir, les deux autres « écoles » étaient appelées, malgré leurs contradictions, à se croiser, à fluctuer et à se mêler : « *Le messianisme est né de la rencontre de ces deux courants*³³⁴ » devant se produire sur la scène de l'histoire et s'accomplir au sein de la communauté juive. L'idée de messianisme

331 Concernant la prière du *hassid*, Scholem note : « *Désormais, elle tend plutôt vers la magie. (...) Il détient la mainmise sur les "noms" secrets, sur les esprits et sur les anges* » in *Les Origines religieuses du judaïsme laïque*, op. cit., p. 37. L'auteur précise que l'activité magique est appelée aussi « Kabbale pratique ».

332 Les hérésies cathares et albigeoises ne sont pas étrangères à la présence de ce Kabbalisme important dans le Sud de la France, en particulier avec la reconnaissance dans ces mouvements du *gilgoul* (transmigration des âmes). Cette caractéristique a été reprise par Isaac Lourià dans un cadre supérieur. Voir le paragraphe 4 « Le renouveau de la Kabbale et ses conséquences ».

333 *Le Messianisme juif*, op. cit., p. 25.

334 *Ibid.*, p. 26.

est inséparable du courant apocalyptique³³⁵ et de la métempsycose (*gilgoul*). « Apocalypse » qui signifie « révélation » est l'expression d'une science cachée concernant la fin des temps qui doit se traduire d'une manière douloureuse avec des espoirs de consolation dans la conscience juive. Le messianisme juif, « dans son origine et dans sa nature », est inséparable de l'idée de cataclysmes historiques (révolutions, catastrophes...) ³³⁶. Cependant, le courant utopique porté sur l'avenir n'était pas l'élément moteur avant 1492. Pour les kabbalistes d'avant l'expulsion d'Espagne, l'idéal reposait sur une vie contemplative en communion avec Dieu qui était compatible avec les conditions de l'exil. Scholem précise : « Les kabbalistes concentrèrent toutes leurs puissances intellectuelles et sensibles, non pas sur la fin messianique du monde, sur l'étape finale du développement de l'univers, mais plutôt sur son commencement. Ou, en d'autres termes, dans leur spéculation, ils considéraient davantage la création que la rédemption. La rédemption devait être achevée, non en s'élançant dans une tentative pour précipiter les crises historiques et les catastrophes, mais plutôt en reprenant le chemin qui conduit aux tout premiers commencements de la création et de la révélation ; au point où le développement du monde (l'histoire de l'univers et de Dieu) commença de se dérouler en un système de lois. Celui qui a connu le chemin par lequel il est arrivé peut espérer éventuellement revenir sur ses pas³³⁷. » Cependant, la frontière n'est pas aussi tranchée entre ces mondes. D'une

335 « Le messianisme est à la fois contenu de foi religieuse et attente vive, intense. Une apocalypse est une vision qui résulte d'une attente messianique intense » in *Ibid.*, p. 27.

336 Nous reprenons le passage déjà cité à la fin du chapitre VI. Il est d'une telle importance qu'il faut le réinsérer dans ce chapitre avec un ajout au début de cette citation : « Quand les Juifs comprirent qu'ils avaient perdu définitivement leur existence nationale après les troubles qui suivirent la destruction du second Temple et la fin de l'ancien monde, ils eurent une conscience vive du caractère cryptique et mystérieux du message messianique. Le messianisme, en effet, a toujours eu pour objet le rétablissement de l'existence nationale, bien qu'il mène également au-delà de celle-ci (ndla : souligné par nous). Le messianisme apocalyptique a concilié de façon presque spontanée les promesses et les traditions antiques avec de nouvelles raisons d'y adhérer, avec de nouvelles interprétations et réinterprétations. Le messianisme prit alors dans la conscience juive un double aspect, qu'il a gardé depuis. Ces deux aspects du messianisme se fondent sur les paroles des prophètes, où on les rencontre de façon plus ou moins explicite : un aspect qui souligne les cataclysmes et les destructions qui doivent accompagner la venue de la rédemption et un aspect d'utopie quant à ce que seront les réalités messianiques. Le messianisme juif est dans son origine et dans sa nature – on ne saurait jamais assez y insister – l'attente de cataclysmes historiques. Il annonce des révolutions, des catastrophes qui doivent se produire lors du passage du temps de l'histoire présente aux temps futurs messianiques (ndla : souligné par nous) (...). Ces cataclysmes et ces visions funestes prennent un tour nouveau et propre dans les visions de la venue du Messie. On les retrouve, en effet, dans l'ère de transformation ou de destruction qui verra naître la rédemption messianique ; c'est pourquoi cette période est regardée dans le judaïsme comme celle des "souffrances de l'enfantement" du Messie (ndla : souligné par nous). » in *Ibid.*, p. 31-32.

337 Les grands courants de la mystique juive, op. cit., p. 358-359.

certaine manière, toutes les tendances de rédemption font partie intégrante de la Kabbale, liées au principe de l'exil des Juifs. C'est le contexte historique du moment, plus ou moins douloureux pour les Juifs, qui faisait que telle tendance prenait le pas sur les autres. La Kabbale d'avant 1492 ne méprisait pas l'idée de rédemption tournée vers l'avenir et, cruelle ironie, certains kabbalistes avaient prédit que l'année 1492 était celle de la... rédemption. En fait, ce fut la tempête pour les Juifs d'Espagne qui furent expulsés de ce pays. Comme l'ajoute Scholem : « *Toutefois, 1492 n'apporta aucune libération d'en haut mais un exil encore plus cruel ici-bas. La conscience que la rédemption signifiait à la fois la libération et la catastrophe pénétra le nouveau mouvement religieux si profondément qu'elle peut être considérée comme l'envers des tendances apocalyptiques qui prédominaient dans la vie juive*³³⁸. » L'expulsion d'Espagne³³⁹ fut un coup de massue terrible que les Juifs n'avaient pas vu venir. En raison de ce bouleversement, bien des esprits furent amenés à se poser des questions sur les raisons de cette souffrance. Ce fait conduisit à un changement profond dans le subconscient des Juifs et de la physionomie de la Kabbale. La réponse à l'expulsion des Juifs d'Espagne fut apportée par un nouveau mouvement religieux engagé à Safed, en Palestine. Elle marqua au fer rouge tout l'avenir du judaïsme talmudique et, par ricochet, l'avenir des Gentils.

| 4 | Le renouveau de la Kabbale et ses conséquences

L'expulsion des Juifs d'Espagne détermina, en effet, des changements profonds dans la composition de la Kabbale en liaison avec le messianisme et la métempsycose ou « migration des âmes » (*gilgoul*)³⁴⁰, ces deux points étant liés. En effet, de nombreux esprits s'interrogèrent sur les causes expliquant le dramatique

338 *Ibid.*, p. 360.

339 C'est le décret de l'Alhambra (1492) qui permit l'expulsion des Juifs.

340 Comme le précise Scholem : « *Les horreurs de l'Exil se ressentirent dans la doctrine kabbalistique de la métempsycose, qui gagna alors une immense popularité, en insistant sur les diverses étapes de l'exil de l'âme* » in *Les grands courants de la mystique juive*, op. cit., p. 366. Dans le cas du *gilgoul* ou migration des âmes, différentes vies successives permettent à l'homme de se purifier et, après avoir atteint la perfection, de se fondre en Dieu. Indirectement, une telle doctrine révèle que le mal absolu n'existe pas, niant ainsi l'existence de l'enfer éternel.

événement qui avait frappé la communauté juive. Pour certains, ce moment annonçait la rédemption avec le commencement des « douleurs de l'enfantement du Messie³⁴¹. » Cependant, comme aucun événement ne se produisait qui aurait pu indiquer une rédemption proche, il s'avéra nécessaire pour les élites religieuses de trouver des explications permettant de saisir le message caché derrière ce drame. Le cœur de cette effervescence mystique se situait en Palestine, à Safed, à partir des années 1530. De nombreux kabbalistes y formaient une équipe réunissant des noms comme : Joseph Caro, Salomon Alqabets, Abraham Galante, David Ibn Zimra, Éliezer Azikri. Mais de tous ces noms, il faut relever un trio de tête : Moïse Cordovero (1522-1570), Isaac Luria Ashkénazi (1534-1572) et son disciple Hayyim Vital (1543-1620). Ce sont les travaux et les concepts élaborés à Safed qui revivifièrent la Kabbale, à l'origine réservée à une élite intellectuelle et spirituelle, chez tous les Juifs vivant en Europe et dans les pays musulmans. Comment peut-on expliquer que la version améliorée de la Kabbale ait pu infuser dans l'ensemble de la conscience juive ? Gershom Scholem apporte la réponse : « *La Kabbale triompha parce qu'elle apportait une réponse valable aux grands problèmes du temps. À une génération pour laquelle les réalités de l'exil et la précarité de cette existence devenaient des plus oppressantes et cruelles, la Kabbale, par la largeur et la profondeur de sa vision, offrait des réponses incomparables. Ces réponses illuminaient le sens de l'exil et de la rédemption et plaçaient la condition historique unique d'Israël dans un cadre plus large, cosmique même, celui de la création*³⁴². » C'est Isaac Luria, Juif ashkénaze appelé le « Lion Sacré », qui posa les nouveaux contours de la Kabbale en faveur d'un messianisme triomphant en liaison avec le gilgoul « (...) qui vint à exprimer d'une manière nouvelle et forte la réalité de l'exil. Sa fonction était, pour ainsi dire, d'élever l'expérience du Juif dans le Galuth (ndla : l'exil), l'exil et la migration du corps jusqu'au plan supérieur d'un symbole de l'exil de l'âme³⁴³. » Ces préceptes furent diffusés par Hayyim Vital et surtout Israël Sarug. Les notions fondamentales de la Kabbale lourianique reposent sur quatre points :

1. la rétraction,
2. la brisure des vases,
3. la restauration et
4. l'élévation des étincelles. La compréhension de ces concepts permet de saisir la mutation du judaïsme et les conséquences qui vont suivre dans son histoire découlant directement des travaux

341 Gershom Scholem, *Sabbataï Tsevi*, Éditions Verdier, 1983, p. 35.

342 *Ibid.*, p. 37.

343 *Les grands courants de la mystique juive*, op. cit., p. 410.

d'Isaac Lourià. Enfin, ces notions nous aideront à comprendre les répercussions dans le domaine spirituel et politique pour les non-Juifs.

Le principe de la rétraction (« *tsimtsum* ») repose sur l'idée suivante : comment peut-il y avoir un monde si Dieu est partout ? Pour Lourià, la création du monde n'a pu se faire qu'en raison d'un retrait de Dieu qui s'est en quelque sorte retiré ou exilé en lui-même. Sans le principe de la contraction, tout redeviendrait divin. Nous avons vu que ce visage de Dieu s'exprime par 10 *Sefirot* (« les lumières divines ») exhalant ses qualités, rendant possible la création. Il en résulte une sorte de mouvement où la rétraction de Dieu (*En-Sof*) en lui-même alterne avec l'émanation de ses qualités, ce qui fait dire à Scholem : « (...) à chaque instant, à chaque degré, la contraction et l'émanation sont également nécessaires. Sans contraction, tout redeviendrait divinité. Sans émanation, rien ne se créerait. Cette doctrine est donc le rejet de l'univocité. Toute chose comprend cette dose de dualité et de duplicité fondamentale, une contraction et une émanation, et de celle-ci résultent une expulsion et une expansion. C'est seulement par la rencontre de ces deux courants inverses que les choses accèdent à l'existence³⁴⁴. » Au moment de la rétraction, l'espace vide qui se crée est appelé *techirou*, conservant malgré tout un résidu de cette lumière divine qui s'est retirée. Ce résidu divin est appelé *rechimu*³⁴⁵. Dans ce principe de balancier (émanation et rétraction), le retour des émanations divines (*Sefirot*) revivifie ce *rechimu*. Ce principe de marée basse et de marée haute permet d'expliquer toute l'œuvre de la création. À partir de ce point, le deuxième élément propre à la pensée louriânique s'impose avec celui de la « brisure des vases » ou « brisure des récipients ». Comme le rappelle Scholem, le mot hébreu pour « récipient » est *keli*. Il signifie instrument ou outil. Pour les kabbalistes, les *Sefirot* ne sont pas des outils ordinaires permettant seulement d'œuvrer en faveur de la création, elles sont partie intégrante du Dieu infini (*En-Sof*) qui les utilise. Elles font « Un avec Lui » et, point capital de la doctrine louriânique : « Les *Sefirot* sont des récipients dans lesquels se répand la substance de l'*En-Sof* et par lesquels il agit. Chaque *Sefira* peut donc être considérée sous le double aspect de substance et de récipient (ndla : souligné par nous) ; son caractère spécifique et particulier sera dû à sa qualité de récipient ; la substance divine, elle, est toujours et invariablement la même et, partant, au-delà de

344 *Le Messianisme juif*, op. cit., p. 93.

345 Gershom Scholem précise que cette idée de résidu, « *reshimu* », est caractérisée par Lourià comme le reste d'huile ou de vin qui reste après avoir vidé une bouteille. Il faut souligner que ce concept développé par Lourià avait été présenté en 125 ap. J-C par le gnostique Basilide, évoquant l'existence d'un parfum délicat d'un onguent après que le vase a été vidé in *Les grands courants de la mystique juive*, op. cit., p. 386. Indirectement, ces faits révèlent une permanence des idéaux de la Kabbale liée à la gnose. Seuls les événements historiques accentuent tel ou tel phénomène.

toute particularisation³⁴⁶. » Or, il se produit un événement, selon les kabbalistes, dont les conséquences sont déterminantes spirituellement et temporellement. En effet, ces récipients, devant recevoir cette lumière divine, ne furent pas en mesure de la recueillir et ils se brisèrent. Le monde ne put se développer selon l'ordre idéal prévu initialement. Scholem précise : « *Quand ces lumières émanèrent par la suite, leur impact se révéla trop fort pour leurs récipients qui ne purent les contenir et éclatèrent. La majeure partie de la lumière libérée remonta à sa source supérieure mais un certain nombre d'étincelles (deux cent soixante-huit selon Luria) demeurèrent collés aux fragments des récipients brisés. Ces fragments, de même que les étincelles de lumière divine qui y adhérèrent "tombèrent" dans l'espace primordial. Ils y donnèrent naissance, à un moment donné, au domaine de la qelipa que la terminologie cabalistique nomme "l'autre côté"*³⁴⁷. » Le résultat est celui d'un paysage représentant la création comme déséquilibrée, imparfaite, cassée et, le terme n'est pas anodin, exilée. Or, ces fragments de la divinité, ces étincelles, qui sont tombés dans les *qelipot* (« coquilles »), c'est-à-dire les forces des ténèbres appelées « les écorces », sont un prolongement de « l'Infini » (*En-Sof*) conduisant à un exil de la *Shekhina* (présence de Dieu dans le monde) au sein même de la souillure. Et c'est là où Luria rapproche l'exil du peuple d'Israël avec celui du divin en partie prisonnier des *qelipot*. Gershom Scholem, s'appuyant en particulier sur les propos du disciple de Luria, Hayyim Vital, ajoute : « *Nous nous trouvons ici en présence d'une notion cosmique de l'exil. Il ne s'agit plus seulement de l'exil du peuple d'Israël, mais d'abord de l'exil de la Présence divine dès l'origine de l'univers. Ce qui advient dans le monde ne peut être que l'expression de cet exil primitif et essentiel. Il est inutile de s'étendre pour faire ressortir combien cette idée est hardie à divers points de vue. L'exil de la Shekhina parmi les coquilles ne constitue pas seulement un fait d'histoire externe ; c'est un fait qui remplit et englobe tout le réel ; toute l'imperfection du monde s'explique par lui* (ndla : souligné par nous). Les choses impures ont triomphé des forces de sainteté, des étincelles de la lumière sainte, et elles les tiennent sous leur coupe. Et ces étincelles de sainteté sont liées par des chaînes de fer au tréfonds des coquilles ; elles aspirent ardemment à remonter à leur source, mais elles ne peuvent y parvenir sans aide. (...) Tout ce qui existe, y compris Dieu si l'on peut dire (...) se trouve en exil. Une racine divine interne est engagée dans la réalité de l'exil, qui est un désordre et une disharmonie réelle dans les mondes. *Telle est la situation de la Création après la brisure des vases* (ndla : souligné par nous)³⁴⁸. »

346 Sabbataï Tsevi, op. cit., p. 48.

347 Ibid., p. 49. En ce qui concerne le terme de « qelipa », Scholem précise « Littéralement : cosse ou coquille. Pour la terminologie cabalistique, le domaine des "coquilles" est celui du mal et des forces démoniaques. » in Ibid., note infrapaginale 35.

348 Le messianisme juif, op. cit., p. 95.

Pour surmonter cette brisure et ses conséquences, la troisième étape est représentée par la « restauration », le *tiqoun*, concernant le divin et l'humain. Elle consiste à réparer un vice primitif, le vice originel. Les fonctions réparatrices permettant l'arrivée du Messie passent par l'action de l'homme. Comme l'écrit un kabbaliste de cette époque, Meir ben Gabbai : « *Ainsi tout doit être réparé, sans quoi la venue du Roi-Messie ne peut se produire* (ndla : souligné par nous)³⁴⁹. » Selon les préceptes lourianiques, cette réparation avait commencé avec Adam et, s'il n'avait pas péché, il aurait achevé la remise en forme de l'ensemble ou, pour reprendre cette expression, permis de séparer « *la farine du son* »³⁵⁰. Sa faiblesse ramena le monde à l'état antérieur et l'aggrava. En effet, l'âme d'Adam enfermait l'ensemble des âmes humaines. Son échec précipita des âmes saintes dans le domaine de la *qelipa*, renforçant ainsi la sphère du mal. Adam ne fut pas l'agent de la rédemption permettant au monde de retrouver son harmonie. Pour renverser la vapeur, il faut, et c'est la quatrième étape (« l'élévation des étincelles »), que les étincelles divines qui sont tombées avec les fragments des récipients brisés ainsi que les âmes saintes ayant chuté dans la *qelipa* puissent s'extraire des forces des ténèbres et cela passe par l'action d'Israël (ndla : souligné par nous). Cela signifie que les éléments spirituels et temporels propre aux « Gentils » dans le monde, qui sont contraires à l'épanouissement des idéaux de la nouvelle synagogue, doivent être écartés, modelés et pour certains supprimés. Cela fait dire à Scholem : « *À un niveau inférieur, l'exil de la communauté terrestre d'Israël dans le monde de l'histoire n'est ainsi qu'un reflet de l'exil de l'Israël céleste, c'est-à-dire la Shekhina. La nature d'Israël symbolise la nature de la création dans sa totalité. C'est le Juif qui a entre ses mains la clé du tiqoun du monde* (ndla : souligné par nous), à savoir la séparation progressive du bien et du mal par le moyen de l'accomplissement des commandements de la Torah. Le tiqoun est donc un acte essentiellement spirituel qui s'inscrit dans la partie interne du cosmos. Mais quand il sera achevé, cette perfection spirituelle cachée se manifestera également à l'extérieur, puisque la réalité extérieure est toujours le symbole de la réalité intérieure (...). Quand la dernière trace de sainteté sera extraite de la *qelipa* de façon à ce qu'aucune étincelle divine n'y subsiste, le monde du tiqoun deviendra manifeste. C'est là ce que signifie la rédemption (ndla : souligné par nous)³⁵¹. » Et il ajoute avec beaucoup de franchise : « *Et s'il est vrai que la rédemption d'Israël, au sens national et politique du terme, est demeurée une perspective réelle, nullement répudiée — on peut dire sans exagération que ces kabbalistes furent des nationalistes, aussi extrémistes que*

349 *Ibid.*, p. 100.

350 *Sabbataï Tsevi*, op. cit., p. 53.

351 *Ibid.*, p. 57. Le rabbin Hayyim Vital a même cette formule très significative : « *La libération des âmes et des étincelles dépend des bonnes actions qu'Israël fait en ce monde (...).* » in *Ibid.*, p. 58. Pour cela, le catholicisme avec ses implications spirituelles et politiques n'a pas sa place.

*possible – cette rédemption nationale d'Israël symbolise ici une réalité plus intérieure. Elle figure la rédemption du monde (ndla : souligné par nous), c'est-à-dire sa condition telle qu'elle dut être quand le Créateur décida de créer un monde parfait. La nouvelle Kabbale a joué un rôle très important. Elle a conféré aux événements de la rédemption un sens religieux en les rattachant à sa conception du monde. Elle a rendu au Juif le sentiment de sa responsabilité et sa dignité. Désormais il pouvait voir dans sa condition, que ce soit celle de l'exil ou celle de l'attente messianique, le symbole d'un profond mystère qui atteint jusqu'à Dieu. Il pouvait rattacher les expériences fondamentales de sa vie à l'ensemble de la réalité cosmique et à ce que celle-ci a pour but d'accomplir. Et il cessa d'y avoir pour lui une contradiction entre les deux aspects de la rédemption, l'aspect national et politique et l'aspect mystique et universel (ndla : souligné par nous), le premier aspect, dans la pensée des kabbalistes, servant seulement d'expression et de symbole au second. Mais l'amertume causée par l'expérience historique de l'exil ne s'atténua pas sous l'effet de cette réinterprétation et l'on peut dire au contraire qu'elle s'en est trouvée amplifiée et aggravée. Seulement, une idée nouvelle s'était fait jour : c'est que l'amertume d'Israël avait mystérieusement sa source dans les nappes profondes de la vie de la création³⁵². » La Kabbale de Louriā et de ses disciples en faveur du *tiqoun* (« réparation ») fit que chaque Juif était interpellé pour agir dans le processus de refonte en faveur de la rédemption pour briser l'exil de la communauté d'Israël et de l'Être divin et, donc, au dépens des nations des Gentils dans leurs structures religieuses et politiques, en particulier concernant le monde catholique. L'apparition sur la scène publique du rabbin Sabbataï Tsevi fut le détonateur qui ébranla toute la structure du monde juif. Il sut profiter des apports de la Kabbale louriānique en particulier concernant le *gilgoul*, ce dernier permettant d'établir une lignée messianique qui ne s'est pas arrêtée à Sabbataï Tsevi.*

15 | Tsevi, le révolutionnaire en faveur de la « rédemption par le péché »

L'affirmation par le rabbin Sabbataï Tsevi (1626-1676) de sa messianité en 1665 à Gaza et la réaction enthousiaste d'une grande partie de la communauté juive de son époque a plusieurs causes. Les écrits louriāniques s'étaient imposés dans les esprits et, d'une certaine manière, une forme de conditionnement prédisposait

³⁵² *Le messianisme juif, op. cit.*, p. 101-102.

les Juifs à réagir à l'idée de réparation et de Messie afin de parfaire la rédemption. Des événements comme les massacres de Juifs en Ukraine en 1648³⁵³ (persécutions de Chmielnitzki) étaient interprétés comme le début des « douleurs de l'enfantement » annonçant l'ère messianique. Les persécutions qui reprirent durant la guerre russo-suédoise de 1655-1656 renforçaient cet état de tension et d'attente d'un monde nouveau sur le point d'arriver. Le terrain était donc bien préparé pour annoncer l'arrivée du Messie. Cependant, à première vue, son profil semblait présenter bien des défaillances. L'état mental de Sabbataï ne se prêtait apparemment pas à faire pencher la balance vers une reconnaissance de sa messianité. En effet, il souffrait d'une psychose dépressive qui se traduisait par des moments d'exaltation puis d'abattement, d'angoisse puis de mélancolie extrême, l'ensemble étant doublé de certains éléments de paranoïa. Tous les témoins le confirment et entre le moment où il se fit connaître, en 1648 à Smyrne, et l'époque où il proclama sa messianité, en 1665, il ne fut jamais pris au sérieux. C'est sous l'influence d'un jeune rabbin, Nathan de Gaza (1644-1680), qu'une véritable métamorphose se produisit. Formé par les écoles talmudiques de Jérusalem et imprégné de mystique kabbalistique, ce dernier était doué d'une imagination très vive qui électrisa littéralement Sabbataï Tsevi au point de le convaincre de sa mission messianique. Nathan de Gaza fut à la fois prophète et théologien du sabbatisme³⁵⁴. Outre sa grande intelligence et une personnalité hors norme, l'idéal religieux de Nathan de Gaza peut être défini soit par une forme de délire intellectuel soit, pour les croyants se référant au catholicisme

353 Comme dans le cas de certains kabbalistes qui avaient prévu la date de 1492 comme l'année de la rédemption, certains avaient retenu l'année 1648 comme étant le début d'une ère nouvelle in *Sabbataï Tsevi*, op. cit., p. 99.

354 Dans la promotion du sabbatisme, il faut ajouter, en plus de Nathan de Gaza, son secrétaire particulier Israël Hazan de Kastoria et Abraham Miguel Cardoso (1627-1706). En plus de ces relais, il faut évoquer une influence protestante grâce aux travaux de Moïse Franco (1865-1907). Travaillant comme professeur en lien avec l'Alliance Israélite Universelle, il a effectué un travail colossal en lisant plus de 10 000 livres, documents et rapports en hébreu, en judéo-espagnol et autres langues publiés dans les bibliothèques de l'Empire ottoman. Son étude portant sur les relations entre les Juifs et les Arabes puis avec les Ottomans est exceptionnelle. On y apprend que le père de Sabbataï Tsevi a joué un rôle dans cette conversion : « Mordékhaï Tsevi, originaire de Morée et père du jeune Sabbataï, qui avait gagné la confiance d'une maison de commerce anglaise, s'était enrichi, à son tour. Le brave homme attribuait sa prospérité au mérite et aux vertus de son fils qui étudiait la Kabbale. Dans les fréquentes visites que Mordékhaï rendait à la famille de son patron, protestant convaincu, il y entendait souvent parler de l'approche du règne de mille ans prophétisé dans l'Apocalypse. De retour chez soi, Mordékhaï reprenait le même sujet de conversation et racontait les illusions des chrétiens au sujet de l'année mille six-cent soixante-sixième (1666), époque présumée pour le rapatriement d'Israël en Terre Sainte. Lorsque Mordékhaï entamait ce sujet, personne n'y était aussi attentif que le jeune Sabbataï. Au bout de quelques temps, le jeune homme finit par croire qu'il était l'homme prédestiné à accomplir ces espérances. Il se dit que personne plus que lui n'était digne de s'investir du rôle de Sauveur, puisque personne n'était aussi initié que lui, Sabbataï, à la Kabbale. » in Moïse Franco, *Essai sur l'histoire des Israélites de l'Empire ottoman depuis les origines jusqu'à nos jours*, El Mundo Djudeo-Espanyol, Paris, 2007, p. 95-96.

traditionnel, par une possession démoniaque. C'est par une lettre rédigée en 1667, publiée par Scholem, que Nathan de Gaza expose son inspiration prophétique reposant sur les écrits de Safed : « J'étudiais la Torah avec pureté jusqu'à l'âge de mes vingt ans, et j'accomplissais le grand tikkun qu'Isaac Luria prescrit à tous ceux qui ont commis de grandes fautes (...). Quand j'eus atteint l'âge de vingt ans, je commençais d'étudier le livre du Zohar et quelques-uns des écrits de Luria. Mais celui qui parvient à se purifier lui-même reçoit l'aide du Ciel ; ainsi Il m'envoya plusieurs de Ses anges et de Ses esprits bénis et ils me révélèrent beaucoup des mystères de la Torah. Dans cette même année, ma force ayant été stimulée par les visions des anges et des âmes bénies, je me soumis à un long jeûne dans la semaine qui suivit la fête de Purim. M'étant alors moi-même consacré à la sainteté et à la pureté et retiré dans une pièce séparée, après avoir accompli ma prière du matin avec beaucoup de larmes, l'esprit vint sur moi, mes cheveux se dressèrent, mes genoux tremblèrent et je vis la Merkaba (ndla : contemplation du trône céleste) ; j'eus des visions de Dieu tout le jour et toute la nuit, et j'étais gratifié d'une véritable prophétie comme aucun autre prophète, quand la voix me parla et commença par ces mots : "Ainsi parle le Seigneur". Et avec une très grande clarté intérieure, mon cœur perçut envers qui était dirigée ma prophétie (c'est-à-dire envers Sabbataï Tsevi) ; jusqu'à ce jour je n'ai jamais encore eu une si grande vision ; mais elle reste cachée en mon cœur jusqu'à ce que le Rédempteur se soit révélé dans Gaza et proclamé le Messie ; alors l'ange me permit de proclamer ce que j'avais vu³⁵⁵. » Nous demandons au lecteur, peu important ses convictions religieuses, de comprendre que cet état d'esprit propre à Nathan de Gaza fut le support pour promouvoir la mission messianique de Sabbataï Tsevi. Nous avons évoqué les « faiblesses » psychologiques de ce dernier. Indirectement, elles lui rendirent service dans sa mission. En effet, les kabbalistes de Safed avaient évoqué l'idée que le Rédempteur présenterait deux signes : « Il sera un homme de souffrances et connaissant la maladie. "Homme de souffrances" signifie qu'il sera toujours en état de souffrance et aussi qu'il souffrira toujours en permanence d'une maladie précise (...) »³⁵⁶. Dans le cas de Sabbataï Tsevi, ce fut particulièrement réussi. Si le sabbatianisme put prospérer et s'enraciner, c'est parce qu'il bénéficia de toute une série de facteurs politiques, religieux et psychologiques qui se conjuguèrent pour permettre une conflagration au sein du monde juif.

Nous avons déjà évoqué la Torah écrite et le Talmud, socles du judaïsme rabbinique en liaison avec les 22 lettres de l'alphabet hébreu et les 10 *Sefirot*. Dans le cadre de l'affirmation de la messianité de Sabbataï Tsevi et du lancement de la rédemption, le problème qui se présentait était celui de l'interprétation de la Torah

355 *Les grands courants de la mystique juive*, op. cit., p. 429-430.

356 *Sabbataï Tsevi*, op. cit. p. 68.

et de son rôle. En effet, il est dit que sa compréhension culminera à l'âge messianique et que certaines de ses dispositions devront cesser. Or Sabbataï Tsevi, se présentant comme le Messie, n'hésita pas à l'enfreindre, invitant ses disciples à le faire d'autant plus aisément que son déséquilibre mental, oscillant entre les humeurs les plus extrêmes, le conduisait à franchir les limites autorisées par la Loi. Ces transgressions qui concernent des préceptes religieux (prières, jeûnes...), la nourriture (manger de la graisse animale) ou encore l'abrogation de tabous sexuels (prohibition de l'inceste, rituels orgiaques) entraînent dans cette mutation. Pour les sabbatéens, la rédemption en cours était celle d'une Torah correspondant à l'Arbre de vie, au paradis avant le péché d'Adam. Ces transgressions étaient clairement affichées par une formule sans ambiguïté. En effet, au moment d'accomplir une *mitzva*³⁵⁷ (prescription ou commandement de la Torah), le Juif pieux doit prononcer une bénédiction : « Sois loué, Éternel, notre Dieu, roi de l'univers qui délivre les captifs. » La nouvelle version messianique présentée par Sabbataï Tsevi est : « Soit loué, Éternel, qui permets ce qui est interdit ». Ceci fait dire à Gershom Scholem : « (...) formulation que les défenseurs de la tradition juive regardèrent à juste titre comme le condensé de cette hérésie révolutionnaire (...). Ce judaïsme nouveau était dans son principe en rupture intérieure avec la tradition juive, même là où il continuait de tirer sa substance de lui, et il confirma cette rupture par des actes symboliques et des rites³⁵⁸. » De tels propos soulignaient une modification profonde de l'ancienne Torah dite de « Beriah » (« création ») au profit d'une Torah supérieure dite « Atzilut » ou messianique qui fit le bonheur de Baruchya Russo³⁵⁹. Un changement aussi profond révèle qu'il ne concernait pas uniquement le peuple d'Israël mais le monde entier dans sa part spirituelle et temporelle, dans le cadre de la rédemption.

357 Jacques Attali est l'auteur d'un rapport à la demande du président Sarkozy, en 2008, pour relancer la croissance économique de la France. Ce rapport fut publié aux Éditions XO sous le titre « 300 décisions pour changer la France ». Or, en feuilletant cet ouvrage, on peut constater qu'il ne contient pas 300 propositions mais 316. Pourquoi 316 ? Pourquoi ne pas avoir choisi un chiffre « rond » comme 350 ou 400 ? Le hasard ? Le souci de trouver le maximum d'idées afin de relever la France quitte à ce que le nombre de propositions ne correspondent pas au titre du livre ? On en est loin. En hébreu comme en arabe, on lit de droite à gauche. En lisant de cette manière 316, cela fait 613. Cela correspond aux 613 prescriptions (*mitzvot* au pluriel) de la Torah. C'est l'humour à la Jacques Attali.

358 *Le Messianisme juif*, op. cit., p. 135-138.

359 Comme l'explique Scholem concernant le radicalisme pris par le sabbatéisme : « Le cas le plus grave en ce domaine fut celui d'un certain Baruchya Russo qui, vers 1700, fut le chef de l'aile radicale des sabbatéens de Salonique » in *Ibid.*, p. 135. Faussement converti à l'Islam avec le pseudonyme d'Osman Baba, il portait aussi le nom espagnol de Señor Santo. Il était considéré par ses disciples comme un nouveau Sabbataï Tsevi et Dieu incarné. Nous demandons au lecteur de bien retenir ce précepte de lignée messianique. Voir la note infrapaginale 371.

Un tel esprit révolutionnaire indiquait une volonté d'atteindre le fond de l'abîme qui, selon sa terminologie mystique, est désignée par l'expression « *les portes de l'impureté* »³⁶⁰.

En raison des troubles et de la surexcitation des Juifs autour de Sabbataï Tsevi, les autorités ottomanes d'Andrinople l'arrêtèrent pour l'amener devant le sultan en septembre 1666. Des délibérations des représentants turcs, il fut laissé comme choix au « Messie » soit d'être torturé à mort soit d'apostasier. La réponse ne se fit pas attendre ; Sabbataï Tsevi apostasia et le sultan, après avoir accepté la demande, lui permit d'adopter un nom – Mehemed Effendi ou Aziz Mehemed Effendi – en lui attribuant la fonction honorifique de « gardien des portes du palais » avec l'octroi d'un émolument de 150 aspres par jour³⁶¹. Cette conversion officielle à l'islam provoqua une claque magistrale sur l'ensemble des communautés juives d'Europe et du monde arabe qui croyaient tant en la rédemption annoncée. L'apostasie anéantissait l'espoir de rédemption. Face à cette crise et au désarroi profond, des réponses furent apportées par les partisans sabbatéens (Nathan de Gaza, Cardoso...) afin d'expliquer un tel comportement. La question qui taraudait les Juifs était : pourquoi Sabbataï Tsevi avait-il abandonné son peuple et sa religion ? Les réponses apportées permettent de mieux comprendre la pensée sabbatéiste et les immenses répercussions qui s'ensuivirent. Les fameuses « étincelles de sainteté » que nous avons déjà évoquées sont tombées dans les forces matérielles du mal, les *qelipot*. Leur non-retour à la surface interdit toute idée de rédemption. Cette entreprise n'a pas pu être menée à son terme dans le passé par les âmes les plus justes. Le seul qui soit capable d'achever cette œuvre est le rédempteur Sabbataï Tsevi qui, en commettant cet « acte étrange » (la conversion apparente à l'islam), accomplit le geste le plus élevé en faveur d'une épuration complète du monde, prélude à l'achèvement de sa mission. Le fait de plonger dans l'impureté (*qelipot*) en se convertissant faussement – de plonger dans la vase en quelque sorte – permettait le sauvetage de ces étincelles de divinité. Une telle doctrine rendait plus acceptable cette apparente bascule qui, en 1683, se traduisit par la conversion fautive de plusieurs centaines de familles juives de Salonique à l'islam, appelées *Dönmeh* ou « apostats ». Ces conversions fictives sont propres à l'esprit du marranisme. En effet, pendant des générations, les Juifs d'Espagne ont conservé leur idéal judaïque sous des apparences catholiques. L'universitaire Cecil Roth a parfaitement décrit le dualisme de ces marranes présentant officiellement

360 *Ibid.*, p. 154.

361 *Sabbataï Tsevi, op. cit.*, p. 658. Concernant cet Empire ottoman avec ses rivalités internes entre partisans et adversaires de Sabbataï Tsevi, il est utile de rappeler, comme le fait l'historien Cecil Roth, que les Juifs du Levant « *contrôlaient tout le commerce de l'Empire turc* » in Cecil Roth, *Dona Gracia Nasi*, Éditions Liana Lévi, 1990, p.165.

une façade catholique mais continuant à pratiquer en secret leurs convictions talmudiques. Ce talent était très ancien. L'auteur rappelle que cette habileté à jongler entre deux religions remontait au temps de l'Espagne wisigothique à l'époque de Sisebut (roi de 612 à 620) qui força de nombreux Juifs à se convertir. Certains s'enfuirent tandis que d'autres acceptèrent en apparence la foi catholique. Ce qui fait dire à Cecil Roth : « (...) l'infidélité notoire de ces convertis et de leurs descendants demeure un des grands problèmes du règne wisigothique jusqu'à l'invasion arabe en 711. Ces derniers trouvent dans le pays de nombreux Juifs, ce qui prouve l'échec total des tentatives de conversion. **La tradition du marranisme dans la péninsule était déjà née** (ndla : souligné par nous)³⁶². » Après l'expulsion des Juifs d'Espagne en 1492, des siècles de pratique religieuse duale ne s'étaient pas perdus. Le fait de revenir dans le cadre du sabbatianisme à présenter une façade religieuse musulmane tout en restant fidèle à des caractéristiques de pratiques juives (sans être rabbiniques) se fit sans trop d'effort. Les réflexes sont vite revenus. En plus de cette « double vie », il ressort du sabbatianisme que le « Roi-Messie » devait apporter une nouvelle Torah avec abrogation des préceptes de la Loi (*mitzvot*) à l'arrivée de l'ère messianique. Les sabbatéens réinterprétèrent des références bibliques comme « *Le dernier Rédempteur sera semblable au premier* ». Comme le souligne Scholem, la nouvelle interprétation sabbatéenne signifiait que « *Le Messie habiterait chez le Turc comme Moïse avait vécu de longues années à la cour du pharaon. Car l'aboutissement de l'exil est que le Messie lui-même devra aller dans l'exil pour expier les péchés d'Israël* » ou encore en réinterprétant et en détournant le Zohar : « *du roi bon en lui-même mais habillés de vêtements souillés*³⁶³. » De telles affirmations conduisirent les partisans de Sabbataï Tsevi, et c'est un tour de force, à admettre que le rédempteur avait de lui-même accepté de se convertir pour libérer et élever les étincelles et les âmes saintes dans une sorte de « Descente aux enfers ». À partir de cette doctrine, trois questions furent soulevées par ces communautés sabbatéennes présentes en Pologne, en Bohême, en Moravie et en Podolie (l'Ouest de l'Ukraine) : 1. Est-ce que les Juifs devaient suivre l'action du Messie Sabbataï Tsevi ? 2. Combien de temps allait durer cette période de transition incarnée par le rédempteur, plongée dans les *qelipot*, le royaume de l'impureté, de « l'autre côté » ? Et 3) À quel statut la Torah pouvait-elle prétendre pendant toute cette période ? Sur ces questions, il se dégagèrent deux groupes : les modérés et les radicaux. Leur comportement psychologique a eu des incidences très lourdes sur l'avenir. Pour les modérés, l'engagement de Sabbataï Tsevi était unique en

362 Cecil Roth, *Histoire des marranes*, Éditions Liana Levi, 1990, p. 16-17. « *La doctrine sabbatéenne du Messie était parfaitement adaptée aux besoins de la mentalité marrane* » in *Le Messianisme juif*, op. cit., p. 159.

363 *Le Messianisme juif*, op. cit., p. 162.

tant que Messie et les Juifs sabbatéens ne pouvaient pas suivre son exemple qui tournait autour du concept de « sainteté étrange ». Comme le précise Scholem : « *Le Messie avait eu pour destinée de scandaliser Israël par ses actes, mais cela devait demeurer sa destinée à lui seul*³⁶⁴. » L'observance de la Torah restait de mise, même si un nouveau monde avait fait son apparition, progressant par étape. Tant que la rédemption ne se manifestait pas publiquement, une période transitoire demeurait, permettant aux préceptes de la Torah de conserver leur validité à l'exception de quelques éléments modifiés et transgressés. La façade du judaïsme rabbinique devait perdurer³⁶⁵ avec la mise en place de changements intérieurs se traduisant par des abandons de prières et de méditations. Un cran décisif fut atteint grâce à l'imprégnation de leurs idées avec les principes de la gnose défendue au II^e siècle ap. J-C, à l'époque des Tannaïm. Ces sabbatéens à l'âme révolutionnaire se rapprochèrent d'un mode de raisonnement qui a laissé des traces. Ces gnostiques du II^e siècle ap. J-C distinguaient un Dieu bon mais caché qui, seul, méritait un culte de la part des élus. En face, ils distinguaient un Démon, créateur de l'univers physique (représentant le monde matériel mauvais) et donc le monde inférieur, considéré comme le Dieu « juste » de l'Ancien Testament. Tout en reconnaissant l'essentiel des Écritures juives de cette époque, ils ne portaient aucune considération à l'égard de ce Dieu « juste » affublé des termes les plus négatifs. Le Dieu caché manifestait sa puissance et contournait ce Démon en envoyant des messagers qui aidaient les hommes à échapper à la cruauté de la Loi. Selon eux, comme messagers, on peut citer Jésus et les adeptes de la gnose. La finalité de la mission était de rejeter au loin le « Dieu des Juifs ». Ceci fait dire à Scholem : « *L'affirmation, commune aux Juifs et aux chrétiens orthodoxes, selon laquelle le Dieu d'Israël, créateur du monde, et le Dieu bon, transcendant, sont un seul et même Dieu, était considérée par eux comme la grande erreur qui s'était interposée dans la voie de la vraie gnose.* » Scholem en vient même à parler d'« *anti-sémitisme métaphysique* »³⁶⁶. Ce type de gnose a continué à s'infiltrer au cours du temps via de multiples canaux, siècle après siècle, et ce rejet des Juifs traditionnels a été incarné par une idéologie, le nazisme, née de courants occultes comme la Société de Thulé. La haine propre au nazisme à l'égard des Juifs orthodoxes aurait largement satisfait les adeptes de cette hérésie sabbatéenne imprégnée de gnose, ennemie acharnée

364 *Ibid.*, p. 175.

365 « *En attendant, jusqu'à l'achèvement intégral de la Restauration et la manifestation totale de la Rédemption, la Loi conserve sa validité sous tous ces aspects. Voilà l'arrière-plan spéculatif par rapport auquel nous devons considérer les débuts du sabbatisme sectaire. Ce mouvement comporte un côté traditionnel et un côté révolutionnaire qui se tiennent encore en équilibre, que l'on peut prévoir tout provisoire.* » In *Aux origines religieuses du judaïsme laïque*, op. cit., p. 144.

366 *Le Messianisme juif*, op. cit., p. 170.

également de la Sainte Trinité et de l'Incarnation chrétienne³⁶⁷. Le nazisme est un avatar du sabbatéisme. Le bouleversement des esprits parmi les sabbatéens modérés monta d'un cran parmi ceux qui estimaient qu'il ne fallait pas laisser le rédempteur converti, Sabbataï Tsevi, combattre isolé dans l'abîme, d'autant plus que l'idée d'incarnation de leur héros sous apparence humaine s'imposait chez certains. Alors qu'une frange de sabbatéens estimait que le Messie pouvait seul s'engager dans la voie de la conversion pour descendre dans les tréfonds du mal, une catégorie antinoméenne³⁶⁸ et nihiliste encore plus dure que les « modérés » se détacha pour plonger goulûment dans le radicalisme le plus complet : « *Un cri se fit bientôt entendre ; trahissons nous-mêmes comme il l'a fait ! Descendons avec lui dans l'abîme avant que ses portes soient closes de nouveau ! Jetons-nous à plein, avec la puissance de la sainteté, dans la gueule de l'impureté, jusqu'à ce qu'elle en craque de l'intérieur ! (...). La violation de la Torah est maintenant son véritable accomplissement*³⁶⁹. » Pour ces radicaux, et aussi étrange que cela puisse paraître pour des esprits équilibrés, la transgression la plus complète (politique, religieuse, morale et sexuelle) était possible dans le cadre de la « rédemption par le péché ». La conversion fautive à l'islam de certains d'entre eux en 1683, et qui intégrèrent pour certains les plus hautes sphères de la société turque dès le XVIII^e siècle, fut la conséquence de cette

367 Les sabbatéens s'opposaient violemment au principe de la Sainte Trinité. En revanche, ils défendaient le concept des « trois nœuds de la foi » ; « *c'est-à-dire des trois manifestations de la divinité dans le monde caché de l'émanation (des dix sephirot) (...)* in *Ibid.*, p. 238. Cette divinité était divisée en trois hypostases (substances fondamentales) : la Cause première ou « Saint des anciens jours », le Dieu d'Israël ou « Saint Roi » et la Shekhina (la présence de Dieu dans le monde).

368 On entend par antinomisme un mouvement d'affranchissement par rapport à la loi, ou, tout au moins, l'attitude de liberté par rapport à la loi qui se rencontre dans certains courants mystiques : les élus seraient au-delà de la loi, "au-delà du bien et du mal" ; tout leur serait permis (...). Dans un sens plus général, on appelle antinomisme toute conception ou doctrine qui diminue ou qui nie l'importance des règles morales pour ceux qui sont parvenus à la perfection (...). » in *Ibid.*, p. 48.

369 *Ibid.*, p. 175-176.

mentalité. Indirectement, une telle tournure d'esprit révèle un désordre profond de l'âme humaine pouvant tout se permettre. Gershom Scholem a apporté les preuves montrant l'insertion à tous les niveaux de ces faux convertis ou « Dönme » dans la société turque. Ainsi, on pouvait relever quatre groupes, qui furent désignés au cours des âges par des noms différents, les plus récents étant : Izmirli, Jakubis, Koniosos ou Karakash et Kapandhis ou Papulars³⁷⁰. Occupant des professions des plus modestes (travailleurs journaliers, porteurs...) aux postes les plus en vue dans la société (médecins, hommes de loi...), ils ont joué un rôle majeur en envoyant les membres de leurs communautés fournir les rangs de l'intelligentsia des Jeunes Turcs, grands admirateurs des principes de la Révolution française. Il est vrai que celle-ci, qui mit à bas un système politique né sur les fonts baptismaux de Reims mettant en valeur la Sainte Trinité et l'Incarnation, ne pouvait que séduire les dirigeants Jeunes Turcs qui restaient fidèles aux principes gnostiques sabbatéens de leurs ancêtres que nous avons développés plus haut. « *Les Dönme ont joué un rôle important dans les débuts du Comité Union et Progrès, organisation du mouvement Jeune Turc qui eut son origine à Salonique. Parmi les participants de ce mouvement, il y eut des libres penseurs notoires, venant surtout de la secte des Jakubis et de celle des Izmirli. Ceux-ci, après l'effondrement de leurs anciennes convictions sectaires, en étaient arrivés à adopter une position négatrice et "éclairée" à l'égard du fait religieux. Mais il y eut aussi de pieux sabbatéens unissant leur patriotisme et leur nationalisme turc à leur messianisme juif utopique* (ndla : souligné par nous). *On a la preuve que David Bey, un des trois ministres du premier gouvernement Jeune Turc et chef important du parti Jeune Turc, était un Dönme et qu'il a joué un rôle important dans la secte de Karakash. Il appartenait à la famille la plus importante de ce groupe, la famille Russo, descendante en ligne directe du Dieu incarné Baruchya Russo³⁷¹, encore appelé Osman Baba³⁷².* » « *L'antisémitisme métaphysique* » propre à l'âme des Jeunes Turcs qui imprégna le régime politique d'Ataturk fit « merveille » (influence qui perdure en Turquie avec des rivalités internes). Au même titre que le Dieu « juste » d'Israël créateur du monde associé au Dieu bon transcendant représentaient un véritable repoussoir pour les sabbatéens gnostiques, le même concept conduisit aux mêmes conséquences dans le comportement de leurs descendants incarnés par les Jeunes Turcs à l'égard des Arméniens et des chrétiens de l'Empire ottoman en général. Si ces derniers furent allègrement massacrés en 1915, c'est parce qu'ils représentaient, en dehors de rivalités économiques, dans l'esprit torturé par des idéaux des plus pervers

370 *Ibid.*, p. 234.

371 Voir la note infrapaginale 359.

372 *Ibid.*, p. 239.

structurant consciemment ou non la psyché des Jeunes Turcs sabbatéens³⁷³, les *qelipot* qui freinaient l'élévation des étincelles de sainteté.

La mort de Sabbataï Tsevi en septembre 1676 puis de son Pygmalion, Nathan de Gaza, en janvier 1680, ne changea pas l'impulsion spirituelle avec ses conséquences politiques lancée par leurs auteurs. Les nouveaux concepts se diffusèrent dans tout le corps du judaïsme, imprégnant à différents degrés tous les membres de la communauté. Ce fut un tournant majeur dans l'histoire du judaïsme rabbinique. La nouvelle donne sabbatéenne établit une lignée messianique qui continua à se propager et à se renforcer via de nouveaux acteurs comme Jacob Frank. Les soubresauts internes du judaïsme talmudique, se traduisant par des violences et des persécutions entre les Juifs orthodoxes et les Sabbatéens, ne tardèrent pas à se répercuter sur le monde politique. La Révolution française de 1789 fut la manifestation la plus éclatante de l'esprit gnostique dont les traces peuvent être relevées dès l'apparition du christianisme en la personne de Simon le Magicien.

| 6 | Jacob Frank, le théoricien de la révolution mondiale

L'autre grand continuateur de la révolution messianique fut Jacob Frank (1726-1791). Son action pesa très lourd et accentua l'évolution amorcée par Sabbataï Tsevi. Cependant, avant d'expliquer l'origine et les conséquences de ce phénomène frankiste, il est utile de rappeler l'importance de quelques strates spiritalo-géologiques décrivant l'évolution d'un phénomène de fond. Nous avons évoqué l'opposition complète entre la doctrine élaborée par la nouvelle synagogue à partir de l'apparition du christianisme. Le judaïsme talmudique recèle en lui-même tous les éléments conduisant aux phénomènes décrits dans les paragraphes précédents. En effet, si on se réfère aux explications données par l'enseignement traditionnel de l'Église,

373 Comme le souligne Gershom Scholem, malgré toutes les variantes psychologiques marquant ces Sabbatéens, il faut retenir que : « (...) dans tous les cas, et malgré les nombreuses nuances psychologiques qu'il faudrait mettre dans les idées de "transgression commise pour elle-même" et de péché sacré, les sabbatéens "radicaux" croyaient tous dans le pouvoir sanctifiant du péché, "pouvoir sanctifiant déposé en eux au milieu même de leur impureté", selon l'interprétation qu'ils aimaient donner de Lévitique, 16, 16. » in *Le messianisme juif*, op. cit., p. 181.

la synagogue veut sa revanche et doit secréter continuellement un corpus idéologique et spirituel avec des implications politiques justifiant son opposition à la Révélation ; d'où l'accumulation continue de textes, de livres en liaison avec des principes ésotériques, mêlant mysticisme, magie, occultisme dans le cadre de la Kabbale. Cette caractéristique d'opposition, consistant à nier et à combattre le principe que le Christ est le Fils de Dieu incarné, a été résumée par l'Église par l'expression la « synagogue aveugle ». On peut constater que cette expression a été matérialisée par les statues représentant une femme (la synagogue) aux yeux voilés sur maints édifices catholiques. C'est le cas, par exemple, du Portail de l'Horloge de la cathédrale de Strasbourg. Cette opposition complète s'est traduite depuis 2 000 ans par l'émergence de courants, appelés par certains hérésies, qui constamment remettaient en cause les dogmes de l'Église (Incarnation, Sainte-Trinité...) touchant ensuite à l'organisation politique des États se référant aux principes catholiques. C'était le cas de la France de Clovis à Louis XVI. Il est impossible d'énumérer toutes ces oppositions que nous avons en partie citées dans ce chapitre VII (Simon le Magicien, arianisme, catharisme...). Nous aurions pu ajouter les Rose-Croix, Thomas More et son *Utopia*, Guillaume Postel ou encore *La Cité du Soleil* de Campanella, exaltant un monde unifié et planifié. Par ailleurs, la Renaissance et la Réforme, influencées par la Kabbale chrétienne créée à l'origine au ^{xv}e siècle par Pic de la Mirandole (syncrétisme des religions) sous la direction en particulier d'un Juif kabbaliste faussement converti au catholicisme, Flavius Mithridate³⁷⁴, ont été les secousses cassant l'unité catholique héritée du Moyen-Âge et rapprochant les États héritiers de ces changements de concepts plus proches de ceux de la synagogue. C'est le cas du rejet de toute transcendance avec l'émergence du pasteur similaire à un rabbin, c'est-à-dire à un fonctionnaire. Tous ces événements ont

374 Flavius Mithridate, vrai marrane, a porté différents noms. Juif sicilien faussement converti au catholicisme, il prit d'abord le nom chrétien de Guglielmo Raimondo Moncada. Son vrai nom était Samuel ben Nissim abu'l Faradj in Chaïm Wirszowski. *Pic de la Mirandole et la Cabale*, suivi de Gershom Scholem, *Considérations sur l'histoire des débuts de la cabale chrétienne*, Éditions de l'Éclat, 2007, p. XVII. Des kabbalistes chrétiens comme Pic de la Mirandole mais aussi Jean Reuchlin ou encore Marcile Ficini ont joué un rôle fondamental dans l'intrusion de la mystique kabbaliste juive dans les structures politiques des États catholiques, favorisant un début de sécularisation (contraire aux principes du baptême de Clovis rappelés par sainte Jeanne d'Arc avec la « Triple donation ») dont le philosophe Machiavel et le juriste Jean Bodin ont été entre autres les promoteurs. La Renaissance et la Réforme favorisant la promotion de l'homme n'ont été possibles qu'en raison de ce travail de fond lié à la gnose. Outre le rôle de Mithridate, soulignons l'action à la même époque d'un autre Juif, Elia del Medigo. Ces derniers ont façonné l'esprit de Pic de la Mirandole, imprégné aussi des écrits d'Abraham Abulafia. La rédaction de l'ouvrage *Neuf cents conclusions* par Pic de la Mirandole, paru en décembre 1486, fut condamné par l'Église car ces écrits mettaient « la magie et la Cabale au-dessus du témoignage des Évangiles » in *Ibid.*, p. 190. Voir note infrapaginale 407.

été autant de canaux qui, associés au développement de la Kabbale en liaison avec la mystique d'Isaac Louria, puis de sa créature en la personne de Sabbataï Tsevi, ont conduit à un monde européen retournant progressivement au déisme, antichambre de l'apostasie. Cette évolution fut renforcée par la création de la franc-maçonnerie en 1717 par deux protestants anglais dont l'un était d'origine huguenote : James Anderson et Jean-Théophile Désaguliers. Le fait que les fondateurs soient protestants n'est pas l'effet du hasard. Le protestantisme rejette, par exemple, la présence réelle au moment du Sacrifice de la messe ou encore le principe de la confession par l'intermédiaire du prêtre, « transparent du Christ ». L'idéologie maçonnique obéit à trois concepts clefs qui peuvent varier dans les nuances, mais qui constituent le socle de toutes les obédiences : 1. le nominalisme : il n'y a pas de vérité immuable, 2. le naturalisme : le refus de toute religion révélée. On peut admettre l'idée d'un Dieu (mais sans références dogmatiques) voire, c'est le cas du Grand Orient de France, le nier. Mais dans les deux cas, le catholicisme et ses dogmes (Incarnation...) sont évidemment rejetés. Et 3. la primauté de l'homme. Que le lecteur retienne ces trois éléments propres à la maçonnerie. C'est le cœur de la « Bête » si l'on peut dire. La création de la franc-maçonnerie n'est que la conséquence d'un long travail de modifications des esprits sur des siècles. Est-il possible d'affirmer que celle-ci est dans le prolongement utile de la synagogue ? Certes, on peut relever de nombreux noms hébraïques qui émaillent la vie et l'ascension des maçons : *Kadosh* (« sacré ou consacré »), *Berith* (« alliance »), *Nekam* (« vengeance ») ou encore *Salomon* (« pacifique »). On peut légitimement se dire que l'usage de l'hébreu n'est pas innocent. Une langue est toujours le reflet d'une manière de penser. Que serait la franc-maçonnerie si la langue d'usage pour la réalisation de tous ces mystères était du finlandais ? On peut se rendre compte aussi de la filiation par d'autres éléments clairement établis. En effet, il fut mis en place, en 1723, les constitutions dites d'Anderson. Cependant, ce dernier va remanier le chapitre 1 dans une deuxième édition parue en 1738. L'expression noachide, citée avec tant de ferveur en raison de la construction théologique et politique qui en résulte entre les Gentils et les Juifs « peuple prêtre » par le rabbin Élie Benamozegh, trouve toute sa place dans cet extrait : « Un maçon s'oblige à

observer la loi morale comme un vrai noachide ; et s'il comprend droitement le métier, jamais ne sera stupide athée ni libertin sans religion, ni n'agira jamais contre sa conscience (...), c'est-à-dire d'être hommes bons et vrais, ou hommes d'honneur et de probité, n'importe les appellations, religions ou croyances qui les distinguent ; car ils s'accordent tous sur les trois grands articles de Noé (...)»³⁷⁵. » Sujet de discussions dans les loges comme c'est le cas de la Grande Loge de France³⁷⁶, il est logique que l'Église ait condamné la maçonnerie dès 1738 en raison de principes radicalement contraires à son enseignement, par la voix du pape Clément XII, en avril 1738, avec la bulle pontificale *In eminenti apostolatus specula* et « valable à perpétuité ». Le rappel de ces différents éléments souligne la tendance prise dans la première moitié du XVIII^e siècle, appelée à être désignée « siècle des Lumières » : le rationalisme sur fond de déisme propre à la gnose, cette recherche de connaissance orgueilleuse de l'homme-Dieu. Ce n'est d'ailleurs pas l'effet du hasard si ce siècle vit émerger le principe de la *Haskalah*, « les Lumières juives » ; c'est-à-dire l'intégration de plus en plus prégnante des Juifs dans la vie des sociétés occidentales. Cette évolution ne fut possible qu'en raison de cette préparation sabbatéiste favorisant une forme de détachement de la pratique religieuse et des normes classiques du judaïsme rabbinique. Le « Juif des Lumières », sous une façade de laïc libéré ouvrant la voie à une apparente assimilation, continuait à conserver des réflexes gnostiques sur fond variable d'utopie messianiste, favorisant par la suite des spiritualités athées d'essence mystique comme le socialisme, le communisme, le libéralisme... Dans le monde germanique, le philosophe juif allemand, Moses Mendelssohn (1729-1786) fut un acteur fondamental dans la promotion de la *Haskalah*. Cette caractéristique ne pouvait que favoriser ce mouvement de laïcisation des sociétés européennes en général, et française en particulier. Dans cette affaire, les philosophes (Voltaire,

375 <http://www.gadlu.info/textes-fondateurs-de-la-franc-maconnerie/constitutions-danderson-1738> Comme le rapporte le gnostique René Guénon : « La déclaration initiale des Constitutions ne fut modifiée qu'en 1815, comme conséquence de l'union des "Anciens" et des "Modernes", et non pas dès 1738 comme certains l'ont cru à tort ; la seconde rédaction d'Anderson, celle de 1738, ajoutait seulement des allusions au "vrai noachite" et aux "trois grands articles de Noé", qu'Oswald Wirth trouve "énigmatiques", et qui le sont en effet en ce sens qu'il y a là un rappel de quelque chose qui peut remonter fort loin ; mais, dans la pensée très peu ésotérique d'Anderson lui-même, les trois articles en question ne pouvaient pas signifier autre chose que "paternité divine, fraternité humaine et immortalité", ce qui n'a certes rien de bien mystérieux... » dans René Guénon, *Études sur la franc-maçonnerie et le compagnonnage*, Éditions Traditionnelles, tome 1, 1971, p. 297. Rappelons aussi que le blason du 21^e degré du rite écossais ancien et accepté (REAA) est constitué des armoiries symboliques de noachite ou chevalier prussien in <http://www.francmaconcollection.fr/3-RITE-ECOSSAIS-ANCIEN-ET-ACCEPTÉ-REAA/reaa21-noachite-ou-chevalier-prussien.php>

376 <http://www.glnf.fr/fr/N%C2%B0-18-CAHIER-franc-macon-1286>

Diderot, d'Alembert, Rousseau...) furent d'admirables idiots utiles ne se rendant pas compte à quel maître ils rendaient service. C'est avec tous ces éléments labourant les sociétés européennes du XVIII^e siècle qu'apparaît le phénomène Jacob Frank. Digne successeur de Sabbataï Tsevi et de Baruchya Russo, il accélère le processus d'intrusion de la gnose kabbalistique dans toute l'Europe.

L'apparition de Jacob Frank, de son vrai nom Jacob ben Judah Leib, sur la scène du judaïsme européen fut un deuxième coup de poignard pour le monde juif rabbinique. Il était de la même veine que son père spirituel Sabbataï Tsevi. D'ailleurs, le judaïsme traditionnel ne s'y trompa pas puisque pendant un certain temps, cette mouvance ne fut pas désignée sous l'appellation « frankiste » mais par la « secte de Sabbataï Tsevi ». Une unité de vue caractérisait ce mouvement avec son « digne » ancêtre : « *Le mouvement frankiste n'est que la continuation et la fin logique du sabbatianisme polonais (...). Et de fait, il n'y a ici aucune rupture ou innovation fondamentale. Le mouvement frankiste ne fit que produire au grand jour les principes subversifs et révolutionnaires latents dans le sabbatianisme, surtout dans son aile extrémiste. Il rallia tous ceux qui inclinaient depuis toujours vers les solutions radicales (...). Ce qu'apporte de nouveau la venue de Frank, c'est un phénomène d'ordre individuel : la personnalité d'un chef* (ndla : souligné par nous). *Le fait qu'un tel chef ait pu être accepté par certains éléments de la communauté est révélateur d'une tendance profonde au sein de celle-ci*³⁷⁷. » Il est vrai que cette caractéristique, appelée à avoir son prolongement au XX^e siècle, était déjà latente en la personne de Sabbataï Tsevi. Elle fut totale en la personne de la branche radicale du sabbatianisme avec Baruchya Russo. La succession messianique passa à Jacob Frank, considéré comme une nouvelle transmigration de l'âme divine de Sabbataï Tsevi et de Baruchya Russo. Né à Korolowka en Podolie (Ukraine occidentale), il venait d'un milieu sabbatéen par son père qui avait dû quitter la région lorsque ses convictions religieuses furent découvertes³⁷⁸. Par la suite, après s'être marié en 1752 – il eut trois enfants : Ève (anciennement Rachel), Joseph et Roch – et tout en s'occupant de négoce, le jeune Jacob Frank parcourut les pays balkaniques où se trouvaient de nombreuses communautés sabbatéennes qui l'entretinrent dans cet idéal mystique. Il put ainsi se former auprès d'un grand prédicateur sabbatéiste, Issachar de Podhajce, qui avait rejoint les *Dönme* à Salonique³⁷⁹. En raison de son origine familiale et de ses contacts, il assimila et développa

377 *Aux origines religieuses du judaïsme laïque, op. cit.*, p. 196.

378 *Ibid.*, p. 199.

379 *Ibid.*, p. 187.



Masque mortuaire du réformateur Martin Luther (1483-1546)

le principe du « saint péché » à un degré supérieur à Sabbataï Tsevi³⁸⁰. La caractéristique première de cet homme, c'est son incroyable perversion d'essence démoniaque. Il n'était pas un fin lettré et connaisseur subtil des écrits religieux. Se vantant de son ignorance, c'était un mélange de brutalité, de cruauté doté d'une puissance d'attraction et de magnétisme sur son entourage. Comme le souligne Scholem : « Sa doctrine ne prêche que la désolation ou même, plus encore, la ruine d'un monde³⁸¹. » Il est vrai qu'il tenait des propos sans ambiguïté : « Nul ne peut gravir une montagne sans s'être trouvé d'abord à ses pieds. Nous devons descendre jusqu'au niveau le plus bas si nous voulons faire l'ascension de l'infini. Tel est le principe mystique de l'Échelle de Jacob, que j'ai vue et qui a la forme d'un V. (...) Je ne suis pas venu dans ce monde pour votre élévation, mais pour vous précipiter au fond de l'abîme. On ne saurait descendre plus bas. (...) Nous devons maintenant nous enfoncer dans l'abîme³⁸². » Après

380 On peut établir une forme de cousinage spirituel entre les mouvements sabbatéo-frankistes et le réformateur Martin Luther (1483-1546). Après avoir renié le catholicisme, Luther dressa une nouvelle doctrine chrétienne rejetant la transcendance du catholicisme. Il mena aussi une vie « libérée » dont les répercussions peuvent être observées sur les traits de son masque mortuaire : chapitre VII, annexe 2 : Portrait du masque mortuaire de Martin Luther (1483-1546). La fameuse formule du réformateur allemand présente une parenté avec les propos de Jacob Frank : « Sois pécheur et pêche fortement, mais confie-toi et réjouis-toi plus fortement dans le Christ (...). Aucun péché ne nous séparera de l'Agneau, même si nous devons tuer et fornicuer des milliers et des milliers de fois chaque jour. » in <http://www.vaticancatholique.com/pdf/martin-luther-bible-chap10.pdf>

381 *Le Messianisme juif*, op. cit., p. 200.

382 *Ibid.*, p. 202.

avoir passé de nombreuses années dans les Balkans sous domination turque, il n'hésita pas à se convertir à l'islam en 1757³⁸³ pour ensuite retourner en Pologne. Son prosélytisme sabbatéen attira les foudres du judaïsme rabbinique qui n'hésita pas à persécuter les frankistes. Cette guerre farouche entre Juifs poussa Jacob Frank, suivi de ses disciples, à se placer sous l'autorité de l'évêque Dembowski et à présenter une sympathie tout en façade en faveur du catholicisme afin de s'attirer les bonnes grâces du clergé. Cette comédie marcha fort bien comme l'écrit Scholem : « *Se déclarant "antitalmudistes", ils cherchèrent protection auprès de l'Église contre leurs persécuteurs, qui, prétendaient-ils, s'étaient irrités contre eux précisément à cause de la sympathie manifestée par les "croyants" à l'égard de certaines doctrines importantes du christianisme. La manœuvre réussit parfaitement et leur permit de trouver refuge auprès des autorités ecclésiastiques, qui virent en eux des candidats potentiels à une conversion massive du judaïsme au christianisme*³⁸⁴. » Le résultat fut de conduire à une confrontation, une « dispute », entre les Juifs rabbiniques et les frankistes sous la pression de l'évêque au cours du mois de juin 1757. Elle tourna au désastre pour les Juifs rabbiniques qui furent dans l'obligation de brûler des exemplaires du Talmud en place publique. L'antisémitisme attribué au clergé catholique était dû en sous-main à l'action des frankistes, Juifs rebelles au Talmud. Le jour même de l'autodafé, l'évêque Dembowski mourut fort opportunément et les Juifs rabbiniques prirent leur revanche en s'acharnant contre les partisans de la secte : guerre à mort entre Juifs officiels et Juifs frankistes. L'affaire ne fut calmée (temporairement) qu'avec l'intervention du roi Auguste III de Pologne (grand-père de Louis XVI) qui promulgua, le 16 juin 1758, un décret accordant sa protection aux frankistes en tant qu'hommes « *qui étaient près de la connaissance [chrétienne] de Dieu*³⁸⁵. » Protégé par ce document royal et pour préparer son baptême et celui de ses disciples à Lvov, Jacob Frank en profita pour réunir ses fidèles à Iwany. Rejetant toute moralité, il entraîna l'ensemble de son

383 *La Kabbale, une introduction, origines, thèmes et biographie, op. cit.*, p. 440.

384 *Ibid.*, p. 441.

385 *Ibid.*, p. 444.



A 410723

FRANK I FRANKIŚCI POLSCY.

1726 — 1816.

MONOGRAFIA HISTORYCZNA

OSNUTA NA ŹRÓDŁACH

ARCHIWALNYCH I RĘKOPIŚMIENNYCH

PRZEZ

Alexandra Kraushara

Kiedy się kopie studnię, to najprzód musi wyjść
woda gliniasta i błotnista, zanim się dojdzie do wody
słodkiej i czystej...

Frank: Księga słów: Prag. lat.

Kraushar

TOM DRUGI.

KRAKÓW.

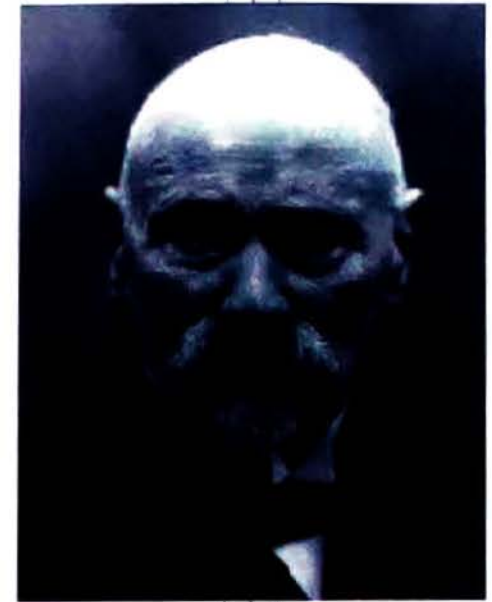
SKŁAD GŁÓWNY U G. GEBETHNERA I SPÓŁKI.
1895.

Couverture du livre
d'Alexandre Kraushar
sur Jacob Frank
(1895, Tome 2)

monde dans des jeux de débauche³⁸⁶ tout en peaufinant sa doctrine en faveur d'un nihilisme religieux, celle-ci devant passer par une conversion apparente, faite de duplicité, au christianisme en devenant un « *silencieux parfait* »³⁸⁷. Les « trois nœuds de la foi » propre à la foi sabbatéenne (la *qelipa*, les étincelles sacrées...) sont rejetés ou, plus exactement, prolongés au profit d'une trinité frankiste : le « Dieu bon », le « grand frère qui se tient devant le Seigneur » et la « Vierge ». Les principes religieux de Jacob Frank furent fixés et, pour l'essentiel, présentés dans le manuscrit du « *Livre des paroles du Seigneur* ». Il est à noter l'importance accordée à la doctrine de la « Vierge » symbolisée par sa fille Eve Frank, liée au principe de la *Shekhinah* (présence de Dieu dans le monde).

386 « Mais loin de reculer, Frank leur imposa son idéal d'avilissement dans toute son horreur. La veille de son départ pour le baptême à Lvov, le 14 juillet 1759, il organisa à Iwany une célébration secrète de rite orgiastique qu'un manuscrit consulté par Kraushar décrit dans tous ses détails. Frank et tous les assistants, "frères et sœurs", se dévêtirent complètement, se mirent à genoux, baisèrent la croix et se livrèrent devant elle à un rite effréné de débauche. » in *Aux origines religieuses du judaïsme laïque*, op. cit., p. 216. Scholem cite Alexandre Kraushar, avocat, journaliste et historien (chapitre VII, annexe 3 : photo d'Alexandre Kraushar, 1843-1931, dont la conversion au catholicisme « causa un choc dans le monde juif » selon l'expression de Scholem in « *Le messianisme juif* » op. cit., p. 199, note infrapaginale 50) qu'il estime pour les extraordinaires informations apportées sur le frankisme. Évoquant son travail en général, il précise : « Les communications et citations détaillées de ce texte extrêmement important se trouvent jusqu'à présent dans l'œuvre en deux volumes d'Alexandre Kraushar, « *Frank i frankiści polscy* », Cracovie, 1895. Les manuscrits utilisés par Kraushar ont disparu au moment de la destruction presque complète des bibliothèques polonaises pendant la Deuxième Guerre mondiale. Les manuscrits presque complets de ces annotations très étendues ont été trouvés récemment dans la bibliothèque de l'université de Cracovie. » in *La Kabbale et sa symbolique*, op. cit., p. 42, note infrapaginale 20. Possédant la version originale de ce livre polonais (tome 2), nous présentons dans le chapitre VII les annexes 4, 5 et 6 qui affichent la couverture du livre d'origine de 1895, les portraits de Jacob Frank et de sa fille, Eve Frank. Précisons que, pour la première fois, une traduction française est disponible aux Éditions Hades sous le titre « Jacob Frank et le mouvement frankiste ».

387 *Le messianisme juif*, op. cit., p. 203. Expression définie comme la « *voie authentique* », in *Ibid.*,



Alexandre Kraushar (1843-1931)



Portrait de Jacob Frank (1726-1791)



Portrait d'Eve Frank (1754-1816)

Scholem précise que cette *Shekhinah* « devient dans la terminologie frankiste la "jeune fille" (*almah*) ou la "vierge" (*betulah*). Il est évident qu'il s'est consciencieusement attaché à conformer ses concepts aussi étroitement que possible au concept chrétien de la Vierge³⁸⁸. » Le système développé par Jacob Frank consiste à aboutir au nihilisme le plus complet, à une abolition de tout en se parant de n'importe quelle religion pour mieux la détruire de l'intérieur. Ce sont des « écorces » à briser. Ce profil est particulièrement bien défini dans une lettre qu'il adresse à un rabbin de Gliniany, Jacob Golinski, acquis temporairement à la cause (il le dénoncera plus tard) : « Notre Seigneur [et] roi Sabbataï Tsevi avait été contraint de passer par la religion d'Ismaël (ndla : l'islam) ; le dieu Baruchya dut y passer à son tour. Et moi, Jacob, parachèvement du tout, élite des patriarches, je suis contraint de passer par la religion nazaréenne. En effet, Jésus de Nazareth fut l'élite de l'écorce qui précède le fruit et il ne lui fut permis de venir dans le monde que pour frayer la route devant le Messie véritable. C'est pourquoi nous devons adhérer en apparence à la religion chrétienne et l'observer aux yeux des chrétiens plus scrupuleusement qu'ils ne l'observent eux-mêmes. C'est seulement pour cette raison qu'il nous est imposé d'observer strictement leurs préceptes, mais il nous est interdit d'épouser une femme chrétienne et même d'une fille publique des leurs il nous est prohibé de jouir. Car si le Seigneur saint Baruchya a dit : "Baruch permet les choses licites", il n'en a pas moins ajouté : "La fille d'un dieu étranger est interdite". Aussi bien ne devons-nous pas nous mêler de quelque façon que ce soit à une autre nation, et même si nous adoptons le christianisme et en observons les préceptes, loin de nous d'éloigner de nos cœurs les trois liens de la foi qui sont un : "Notre Seigneur et Roi (ndla : Sabbataï Tsevi), le Señor Santo (ndla : Baruchya Russo) et le Sage Jacob qui est le parachèvement d'eux tous"³⁸⁹. »

388 *La Kabbale, une introduction, origines, thèmes et biographies*, op. cit., p. 445-446. Ce concept de la « Vierge » frankiste n'est pas innocent. Dans cette volonté de parodier le christianisme, on peut y voir un lien avec la Nativité. Dans le catholicisme, la Sainte Vierge de la famille de David a donné naissance au Christ, Fils de Dieu incarné, tout en conservant miraculeusement sa virginité. Dans le sabbatianisme et le frankisme, le principe de lignée messianique héritée d'Isaac Luria via la migration des âmes (*gilgoul*) confère une idée de transmission. Il est dit qu'à la fin des temps, l'Antéchrist viendra pour imposer son « empire » avant d'être rejeté par l'arrivée du Messie. Dans une apparition reconnue par l'Église, La Salette (1846), la Sainte Vierge annonce différents événements. Elle précise en particulier que l'Antéchrist naîtra de l'union d'un évêque et d'une « religieuse hébraïque ». Une religieuse est, normalement, vierge. N'aurions-nous pas le couronnement suprême des idéaux sulfureux du sabbatianisme et du frankisme qui verraient leur doctrine aboutir dans l'apothéose... temporaire ?

389 *Aux origines religieuses du judaïsme laïque*, op. cit., p. 209-210.

C'est donc avec cet état d'esprit que Jacob Frank et ses adeptes s'engagèrent dans la voie du catholicisme (la voie vers Ésaü, le monde des « Gentils ») en passant par une autre « dispute », face aux Juifs rabbiniques, organisée à Lvov sous l'égide de l'archevêque Lubieniski, puis du prêtre Mikulski, au cours de l'année 1759, qui se termina au dépens de la synagogue, en particulier dû aux accusations de meurtre rituel lancées par les frankistes. Dans la foulée, l'autorisation de baptême fut accordée alors que ces frankistes demandaient des exemptions (ne pas manger du porc, porter des noms chrétiens mais aussi juifs, conserver des textes kabbalistes, se marier entre eux...). Ces éléments révélant le double jeu des frankistes ne troublèrent pas outre mesure le clergé (en dehors de quelques-uns) « *puisque'il ne prêtait aucune attention aux mises en garde des représentants juifs l'informant des secrètes convictions sabbataïstes de ceux qui se proposaient au baptême*³⁹⁰. » Le 17 septembre 1759, Jacob Frank, Juif rebelle au Talmud et converti à l'islam, plongea avec délices et l'audace la plus complète dans le catholicisme en étant baptisé à Lvov. On estime qu'environ cinq cents Juifs le suivirent dans cette voie du baptême. Jacob Frank et son épouse furent une seconde fois baptisés, le 18 novembre 1759, sous le patronage du roi de Pologne Auguste III, ce qui révèle à quel point l'esprit des Lumières, d'essence gnostique, avait obscurci l'âme de ce prince qui contamina la tournure d'esprit de sa descendance via sa fille, Marie-Josèphe de Saxe, mère de Louis XVI, Louis XVIII et Charles X. À partir de cette date, les documents officiels le désignent sous le nom de Joseph Frank. Après cette cérémonie, l'arrivée de Frank à Varsovie se fit dans le tumulte. En raison du comportement de certains frankistes avouant la duplicité de leur chef, Jacob Frank fut arrêté et traduit devant un tribunal ecclésiastique qui l'envoya à la forteresse de Czeszochowa en février 1760. Il y resta dans des conditions d'incarcération tout à fait honorables qui ne l'affaiblirent point dans sa pugnacité à sa libération en 1772 à la suite de la prise de la ville par les Russes conduisant au premier partage de la Pologne. Libre de tout mouvement, il s'installa avec ses fidèles disciples et ses enfants à Brünn (actuellement Brno, en Moravie tchèque) en mars 1773. Chose très intéressante pour cet ex-captif, il était nanti des trois passeports, prussien, autrichien et russe attestant qu'il était originaire de Smyrne et prêt à s'installer à Brünn avec ses fonds propres comme le souligne l'historien Alexandre Kraushar³⁹¹.

390 *La Kabbale, une introduction, origines, thèmes et biographies*, op. cit., p. 450. Ces conversions, via les baptêmes, avec le soutien de parrains et de marraines fortunés permettaient dans le cadre de la société polonaise au XVIII^e siècle (en raison aussi de l'influence lituanienne concernant l'interprétation de l'obtention des titres nobiliaires) d'obtenir parfois des titres de noblesse. De nombreux nobles polonais descendent de frankistes convertis.

391 Alexandre Kraushar, *Frank i frankiści polscy*, Skład Główny U G. Gebethnera i Spółki, Cracovie, 1895, p. 3-5.

17 | Jacob Frank et sa cour, une vie d'influence

Cependant, dès le début, les mensonges qui font partie intégrante de l'âme de Jacob Frank surgissent immédiatement. Ses revenus venaient directement de ses adeptes restés à Varsovie mais aussi de Moraves, lui permettant d'installer et d'entretenir une véritable cour seigneuriale³⁹². Ces ressources, comme nous allons le voir, se sont largement étoffées par la suite. Par son comportement, le dirigeant frankiste rassurait tout le monde. Un rapport du 4 août 1774 du gouverneur de Moravie stipulait que Jacob Frank menait une vie exemplaire, allant à l'église tous les jours, se confessant et communiant³⁹³. Cet homme sut s'immiscer au plus haut niveau à la cour du jeune empereur Joseph II d'Autriche. Imbu des idées des Lumières, ce monarque réforma à tour de bras. Il accorda aussi des facilités à ses sujets désireux de présenter leurs doléances à la cour impériale. Jacob Frank s'y engouffra en emmenant sa fille Ève. Ce fut un total succès qui se manifesta par plusieurs audiences avec Joseph II mais aussi avec sa mère, l'impératrice Marie-Thérèse. Voulant réformer à l'aune de la gnose des Lumières, Joseph II voulait émanciper les Juifs. La volonté de certains membres du clergé de la cour de les convertir au christianisme fut d'une grande utilité pour Jacob Frank qui offrit ses services. Qui plus est, les charmes de sa fille ne laissèrent pas indifférent le jeune empereur. Une douce collaboration s'instaura pour le plus grand profit du père³⁹⁴. Les honneurs accordés par l'empereur et l'afflux de grandes ressources financières faisaient de Jacob Frank un personnage fascinant pour les Viennois amis et ennemis. Il est possible d'affirmer, à partir des travaux de Kraushar, que Jacob Frank bénéficiait de solides appuis. En effet, après qu'il eut demandé à devenir comte autrichien, des recherches furent effectuées par l'appareil administratif impérial afin de connaître ses antécédents. Dans les documents qui s'accumulèrent, il y en eut un qui se détacha des autres : la lettre de dénonciation du rabbin Golinski, dont le nom a été cité précédemment, qui, adepte du frankisme, avait reçu le baptême à Lvov, le 24 septembre 1759³⁹⁵. Cette lettre présentait la liste du passé sulfureux de Jacob Frank : ses origines sabbatéennes, sa conversion à l'islam,

392 *Ibid.*, p. 9.

393 *Ibid.*, p. 14.

394 *Ibid.*, p. 19.

395 *Ibid.*, p. 24.

la réunion d'Iwany, le passage de Sabbataï Tsevi puis de Baruchya Russo à l'ismaélisme ; mais que lui, Jacob, devait passer par Jésus de Nazareth ; sa fausse conversion à Lvov, mille ducats volés et son incarcération à Czystochowa. Ces propos étaient une véritable mise à mort sociale pour Jacob Frank. Mais comme le souligne Kraushar, des appuis sérieux devaient exister à la cour d'Autriche car ces dénonciations n'eurent aucun effet en dehors des revendications financières. Il fut dit au plaignant qu'une attention continuerait à s'exercer sur Frank³⁹⁶. Malgré ces menaces, Jacob Frank continua ses activités « spirituelles » et financières entre Vienne et Brno ; n'hésitant pas, entre autres, à rosser des Juifs fidèles au Talmud qui s'étaient attaqués à lui lors de son passage à Prostějov, véritable nid de Sabbatéens moraves. Lors de cette rencontre sanglante, sa haine à l'égard des fidèles du Talmud s'exprima sans détours : « *Le sang des Juifs doit couler. Tous les Juifs orthodoxes entreront dans la foi, mais avec un grand effroi et une grande honte*³⁹⁷. » Ses diatribes à l'égard des membres de son ancienne communauté étaient des plus violentes. Il n'hésitait pas à dire que « *Les Juifs les plus méchants sont en Pologne* », ajoutant même que leur religion serait détruite afin d'apporter la paix entre les peuples³⁹⁸. Il ressort des activités de Frank qu'il tissa des liens de plus en plus multiples, allant de Varsovie à Hambourg, tout en continuant avec sa fille à entretenir des contacts étroits avec Joseph II. Pour le simple marchand en négoce qui parcourait les Balkans dans sa jeunesse... quelle fulgurante ascension ! Des revenus financiers de première importance lui arrivaient, selon des sources allemandes signalées par Kraushar, sous forme de « *tonneaux remplis d'argent* » venant de différentes régions, mais surtout de Pologne, escortés par les gardes de Jacob Frank jusqu'à la cour de Brno³⁹⁹. Alexandre Kraushar ajoute une information très intéressante. Il a émis l'idée que les liens de Jacob Frank avec l'empereur autrichien, appuyés par les caresses de sa fille Ève, pouvaient cacher des ambitions politiques. En raison d'échanges multiples entre frankistes et envoyés turcs, Jacob Frank espérait une guerre entre l'Autriche et la Turquie permettant, après la victoire sur les Ottomans, d'être désigné comme le remplaçant du sultan⁴⁰⁰. En tant qu'ancien converti à l'islam, Jacob Frank n'aurait pas eu de problème de conscience.

Jacob Frank, au sein de sa cour et d'une milice armée qu'il affectionnait et dirigeait d'une main de fer, menait grand train à Brno sans oublier de nombreux voyages dans la ville thermale de Karlsbad. Les sources

396 *Ibid.*, p. 29-32.

397 *Ibid.*, p. 33.

398 *Ibid.*, p. 78.

399 *Ibid.*, p. 35. Dans le texte en polonais, il est même ajouté l'expression en allemand : « *Fässer voll Geldes* ».

400 *Ibid.*, p. 37.

financières en provenance de Moravie, de Turquie et de Pologne ne suffisaient plus à maintenir le rythme des dépenses. Kraushar précise qu'il n'hésita pas à demander de l'aide aux « *frankistes turcs* » en avril 1785⁴⁰¹. Il tenta, mais en vain, d'obtenir aussi un appui financier de Joseph II. Le vent semblait tourner en sa défaveur et les créanciers exigeaient leur dû. Comme par « magie » et sans pouvoir l'expliquer jusqu'à cette date, Kraushar souligne que soudainement l'argent arriva en masse. Les créanciers trouvèrent dans la demeure de Frank des « *coffres remplis et des meubles chers* »⁴⁰². Ils furent payés rubis sur l'ongle et un certificat, voulu par le chef frankiste auprès des autorités de Brno, fut rédigé prouvant que toutes les dettes avaient été remboursées. Sitôt fait, Jacob Frank partit avec sa cour pour Francfort-sur-le-Main, séjour temporaire qui le conduisit à s'installer quelques kilomètres plus loin à Offenbach, « *passage pour tous les habitants riches de Francfort* »⁴⁰³, grâce à l'entremise du prince Isenburg. C'est une véritable communauté qui s'installa dans cette petite ville allemande en 1788. Près de mille personnes comprenant des Polonais, des Moraves, des Tchèques et des Hongrois gravitaient autour de Jacob Frank dans un palais fastueux dont le saint des saints était la chambre du maître appelée, en toute innocence, « *le Temple* »⁴⁰⁴ (avec un « T » majuscule). Il y menait une vie lascive entouré de femmes comme dans un harem en pratiquant des rites religieux (certains secrets) avec des caractéristiques catholiques. Cette vie était émaillée de propos antisémites : « *Tous les Israélites doivent se baptiser et entrer dans l'Édom* (ndla : le monde chrétien). *Ils seront contraints à cela par une main forte. Des prêtres les baptiseront* (ndla : on sait le mépris que Jacob Frank éprouve pour le catholicisme). *Tous leurs livres et leurs dix commandements seront brûlés par le diable dans les rues de la ville. Même les livres kabbalistes et le Zohar, tout sera brûlé* »⁴⁰⁵. » Arrivé à la fin de sa vie de débauche, de perversion mais aussi d'influence spirituelle et politique via le clergé et la cour d'Autriche, Jacob Frank mourut le 10 décembre 1791. Il avait eu le temps de voir son influence héritée du sabbatianisme exercer ses ravages en Europe. Elle prit la forme d'un volcan avec la Révolution de 1789. Un monde ordonné depuis des siècles selon les principes catholiques, mais de plus en plus dégradé sous l'influence de la Renaissance, de la Réforme et de la maçonnerie ; mais aussi en raison de l'abandon progressif des préceptes du baptême de Clovis par ses défenseurs officiels, prit fin. Cette bascule gigantesque détruisant « l'écorce » incarnée par le Nazaréen ne pouvait que s'accorder aux idéaux d'un Jacob Frank. Pour Scholem, « *La Révolution française a permis aux projets sabbatéens et frankistes de renversement*

401 *Ibid.*, p. 85.

402 *Ibid.*, p. 91.

403 *Ibid.*, p. 97. Apprécions cette formule ironique d'Alexandre Kraushar qui, comme nous allons le voir plus loin, n'est pas innocente.

404 *Ibid.*, p. 107.

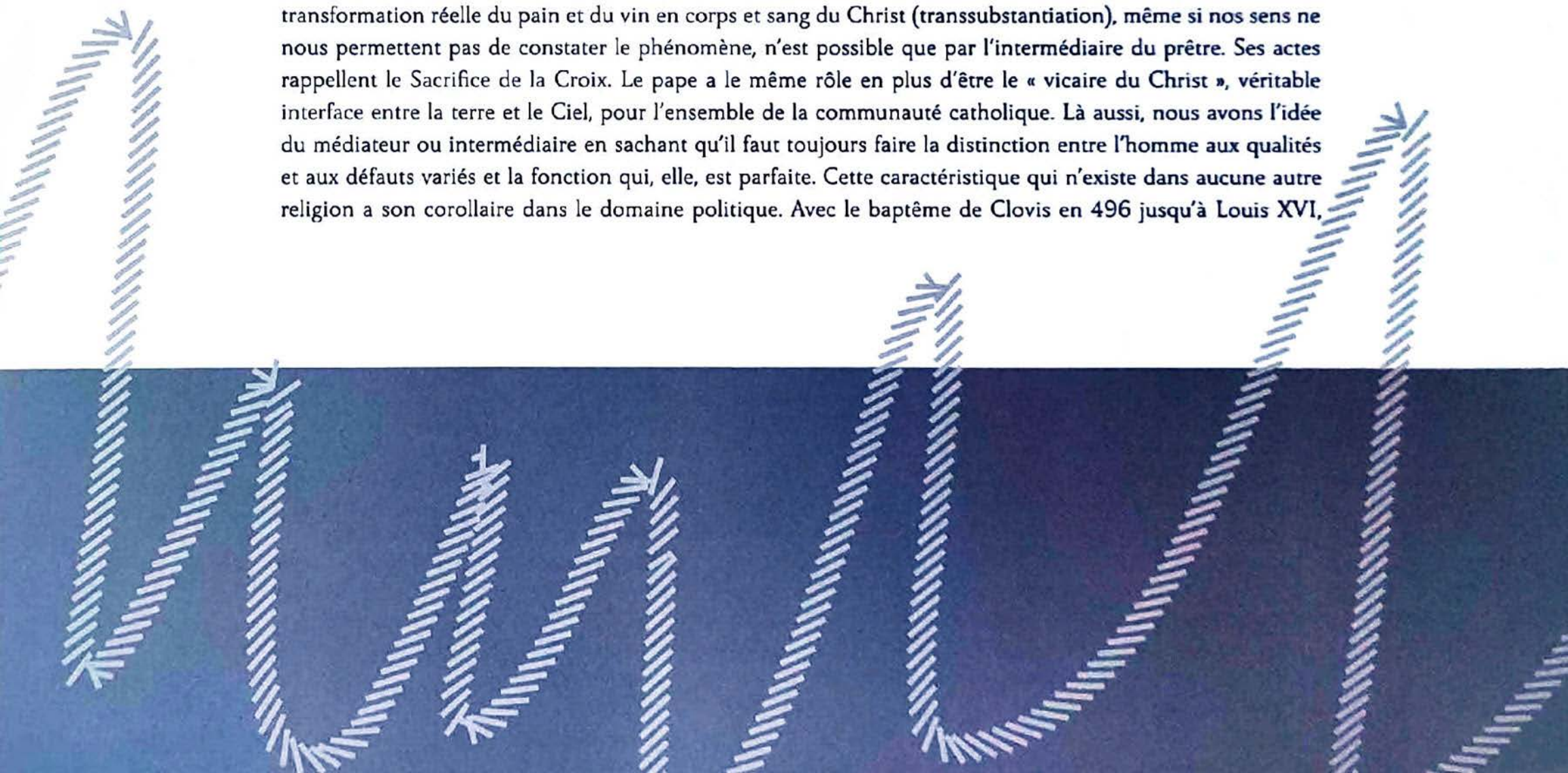
405 *Ibid.*, p. 111.

de l'ancienne morale et de la religion de trouver un champ d'application : on sait en effet que les neveux de Frank, que ce soit en vertu de leur "croyance" ou pour un tout autre motif, ont joué un rôle actif dans divers cercles révolutionnaires de Paris et de Strasbourg. La Révolution leur apportait sans doute la confirmation de leurs opinions nihilistes ; maintenant les piliers du monde semblaient ébranlés et les anciennes coutumes en voie d'être renversées. Les "croyants" attribuèrent à ces événements une double signification. D'une part, en spirituels sectaires et égocentriques, ils y voyaient le signe d'une intervention divine spéciale en leur faveur car, dans le bouleversement général, leur renouveau intérieur et leurs activités clandestines allaient mieux pouvoir passer inaperçus. Cette opinion avait été exprimée par Frank lui-même et elle était habituellement professée par ses disciples de Prague. La Révolution pouvait servir d'écran au monde de l'intériorité. Les "croyants" reconnaissaient d'autre part son efficacité, car elle ébranlait toutes les autorités spirituelles et séculières, et par-dessus tout le pouvoir clérical. (...) Les idées apocalyptiques viennent rencontrer les théories politiques de la Révolution qui, après tout, pouvait conduire également à une "libération politique et spirituelle"⁴⁰⁶. » Cette « libération » apportée par la Révolution, qui détruisait une *quelipa* représentant l'Ancien Régime, ne pouvait que complaire aux principes gnostiques développés par une multitude d'acteurs au cours du XVIII^e siècle. La bataille spirituelle et politique engagée entre la nouvelle synagogue et l'Église depuis le Golgotha prit un tour supérieur, révélant des acteurs affichant clairement le nouveau cap à atteindre.

406 *Le Messianisme juif*, op. cit., p. 211. Précisant les pensées de Jacob Frank, Gershom Scholem ajoute : « Sa conception du sabbatisme revêtit un aspect résolument nihiliste. Sous le "sceau du silence", le vrai croyant, qui possède Dieu dans le secret de son cœur, peut traverser toutes les religions, les rites et les ordres établis sans donner son adhésion à aucun mais, au contraire, en les anéantissant de l'intérieur et en instaurant ainsi la véritable liberté. (...) Il propagea ce culte nihiliste sous l'appellation de "voie vers Ésaü" ou "Édom" (ndla : le monde chrétien), incitant à l'assimilation sans vraiment y croire, et espérant la miraculeuse renaissance d'un judaïsme messianique et nihiliste dans les douleurs de l'enfantement d'un bouleversement universel. Ces conceptions ouvraient la voie à la fusion entre la dernière phase du messianisme et de la mystique sabbatiste d'une part et, de l'autre, le rationalisme contemporain et les tendances laïques et anticléricales. La franc-maçonnerie, le libéralisme, voire le jacobinisme peuvent être considérés comme d'autres façons de tendre au même but » in *La Kabbale, une introduction, origines, thèmes et biographies*, op. cit., p. 432-433. Signalons ce document extraordinaire de Ben Zion Wacholder Ph.D, paru dans la revue spécialisée de l'Union College-Jewish Institute of Religion, Cincinnati Sheldon H. Blank Editor, Matitahu Tsevat, Associate Editor, offprint from Hebrew Union College Annual, Vol. LIII, 1982, p. 265-293. Ben Zion Wacholder, s'appuyant sur quatre feuilles écrites par Jacob Frank et trois de ses disciples, résume la pensée et la finalité du frankisme : « 1) Frank prédit le massacre imminent des Juifs au sein de toutes les grandes et petites nations d'Europe dans le cadre de l'apocalypse. 2) Le salut des Juifs dépend de leur acceptation de la foi d'Édom, c'est-à-dire Rome. 3) Jacob Frank est la réincarnation du patriarche Jacob. 4) Jacob Frank dirigera la rédemption d'Israël en soumettant le monde, y compris l'Église catholique. » in p. 267.

18 | La Révolution de 1789 au seuil du Temple

L'explosion de 1789 est la conséquence d'une multitude d'éléments agissant en faveur d'un changement radical des structures politiques de la France. Une mutation des esprits a aidé à cette bascule instaurant une nouvelle métaphysique. Le lecteur peut avoir ses convictions propres. Cependant, il doit admettre par honnêteté intellectuelle et en établissant des comparaisons entre deux systèmes, que celui qui s'est imposé en 1789 se rapproche plus d'un courant que d'un autre. Dans les paragraphes précédents, nous avons établi les différences clefs entre le catholicisme et le Talmud. Dans le premier cas, la religion trinitaire reposant sur le principe du Christ, Fils de Dieu incarné, a instauré le principe des intermédiaires ou médiateurs. Dans le domaine spirituel, le prêtre est le « corps conducteur » entre le Ciel et les hommes. Sa capacité à pardonner les péchés, qui le rend supérieur aux anges, n'est pas l'effet d'un don particulier. Depuis son ordination, il n'est que l'outil utilisé par le Christ pour libérer le pécheur de ses fautes. Lors du Sacrifice de la messe, la transformation réelle du pain et du vin en corps et sang du Christ (transsubstantiation), même si nos sens ne nous permettent pas de constater le phénomène, n'est possible que par l'intermédiaire du prêtre. Ses actes rappellent le Sacrifice de la Croix. Le pape a le même rôle en plus d'être le « vicaire du Christ », véritable interface entre la terre et le Ciel, pour l'ensemble de la communauté catholique. Là aussi, nous avons l'idée du médiateur ou intermédiaire en sachant qu'il faut toujours faire la distinction entre l'homme aux qualités et aux défauts variés et la fonction qui, elle, est parfaite. Cette caractéristique qui n'existe dans aucune autre religion a son corollaire dans le domaine politique. Avec le baptême de Clovis en 496 jusqu'à Louis XVI,



le roi de France était un médiateur ou intermédiaire entre le Ciel et ses sujets. L'homme était plus ou moins à la hauteur de la tâche, mais la fonction royale, rehaussée par le sacre de Reims, faisait du prince, le « lieutenant du Christ », un être unique. Toujours dans cette idée de médiateur ou d'intermédiaire, le « vicaire du Christ » pour le spirituel (le pape) et le « lieutenant du Christ » pour le temporel (le roi de France) sont les agrafes reliant le Ciel et la terre. Ce modèle a structuré l'Occident, et la France en priorité, pendant des siècles. 1789 est la rupture de ce modèle. Une métaphysique a pris la place d'une autre⁴⁰⁷. Comme nous l'avons déjà précisé, la Renaissance, la Réforme et les préceptes maçonniques sont entrés dans ce jeu d'usure contribuant

407 La nouvelle métaphysique qui s'enracine à partir de 1789 se rapproche des référents concernant le judaïsme talmudique. Elle exclut le catholicisme comme racine de la vie politique française, chose qui avait été instaurée par le baptême de Clovis sous l'égide de l'évêque saint Rémy. Sainte Jeanne d'Arc, s'adressant au dauphin (futur Charles VII), lui a rappelé cet enseignement en soulignant qu'il était « *Lieutenant du Roi des Cieux qui est Roi de France* » dans le cadre de la « Triple donation » du 21 juin 1429, cf. Louis-Hubert et Marie-Christine Rémy, « *La vraie mission de sainte Jeanne d'Arc* », Éditions Les amis du Christ Roi de France, 2012. Il va de soi que de tels propos sont incompatibles avec les principes de 1789 et, en particulier, avec la *Haskalah* (« les Lumières juives ») détruisant le principe de la transcendance catholique. Par conséquent, il est tout à fait logique que les Français de confession israélite soient acquis à 1789, à Napoléon Bonaparte qui a fixé et enraciné ces principes révolutionnaires et, pour la plupart, à celui qui a réinstauré ces éléments en 1944, le général de Gaulle. C'est le cas du journaliste Éric Zemmour qui affiche un patriotisme reposant, non sur les principes spirituels et leurs conséquences politiques (nous le soulignons car c'est souvent oublié) issus du baptême de Clovis, mais sur les idéaux de la République émanant du corpus de la Révolution de 1789 affilié à la « *Haskalah* » en lien avec la gnose. Dans un article du magazine « Le Point » du 1^{er} avril 2010 sous la plume d'Emmanuel Berretta, ce dernier rapporte les propos tenus par Éric Zemmour insistant sur la différence à avoir entre la vie publique et la sphère privée : « *C'est comme moi, je m'appelle Éric, Justin, Léon. Mais, à la synagogue, je m'appelle Moïse.* » in http://www.lepoint.fr/societe/qui-est-vraiment-eric-zemmour-01-04-2010-442102_23.php Une telle tournure d'esprit insistant sur la différence de conviction – dans de nombreux domaines – entre vie publique et vie privée, et qui fait penser au marranisme, est incompatible dans le catholicisme. Éric Zemmour peut défendre, avec raison, la politique de Vichy qui a limité la mise à mort de Juifs par rapport à ceux qui résidaient en Pologne et, ainsi, attirer la sympathie des patriotes français. En revanche, il se gardera bien, en tant que digne fils de la « *Haskalah* » favorisant le syncrétisme entre le christianisme et le judaïsme, de rappeler, de soutenir et d'approuver la signification profonde (spirituelle et politique) du baptême de Clovis dont la reconnaissance est la seule voie possible assurant le redressement de la France. On ne risque pas de voir ce journaliste faire la promotion sincère des paroles de l'évêque saint Rémy et de la « Triple donation » de sainte Jeanne d'Arc. Dans le cas contraire... il se convertirait. N'oublions pas non plus ses propos sur l'islam. Même si cette religion n'appartient pas à la civilisation française et est incompatible avec celle-ci, ses remarques contre les musulmans aident à renforcer les tensions entre les communautés. En bout de course... à qui ces diatribes peuvent-elles donc rendre service ?

à l'effondrement de la monarchie. Les élites politiques et religieuses françaises au moment de la Révolution — nous pouvons citer Mirabeau, le comte de Clermont-Tonnerre, Adrien Duport⁴⁰⁸ et l'abbé Grégoire (entre autres) — ont été imprégnées à des degrés divers par une essence philosophique où se mêlaient gnose et paganisme. Qui plus est, l'emploi large de noms issus du monde antique par les révolutionnaires était révélateur d'une tournure d'esprit détachée des préceptes du baptême de Clovis. Cette caractéristique propre à la haute société française du XVIII^e siècle toucha même la famille royale. Dans un article consacré au roi Louis XVI pour *Boulevard Voltaire*, le 20 janvier 2016, nous écrivions (extrait) : « L'assassinat du roi Louis XVI était une rupture nécessaire afin d'instaurer un contre-modèle au baptême de Clovis. En remplacement du lieutenant du Christ, intermédiaire entre le Ciel et ses sujets, le nouveau système issu de 1789 instaurait un paradigme rompant ce lien au profit d'un nouveau Décalogue — les droits de l'homme, fruit du maçonnerie —, principe inspiré du judaïsme talmudique dans le cadre d'un noachisme ou "catholicisme d'Israël" en formation selon l'expression du rabbin Benamozegh. Cette bascule fondamentale prit du temps. La Renaissance et la Réforme préparèrent les esprits en faveur de la promotion de l'homme appelé à être son propre maître, sa propre loi, son propre juge. Cet esprit naturaliste s'épanouit au siècle des Lumières, contaminant jusqu'au sommet du royaume les élites du pays. Louis XVI n'échappa pas à cette refonte des mentalités. Cet homme intelligent et cultivé, comme l'ont prouvé les travaux de Paul et Pierrette Girault de Courzac, était aussi le fruit de plusieurs générations d'esprits contaminés par un idéal

408 C'est le député Adrien Duport qui contribua à l'obtention de la citoyenneté française pour les Juifs : « Je crois que la liberté des cultes ne permet plus qu'aucune distinction soit mise entre les droits politiques des citoyens à raison de leur croyance. La question de l'existence politique [des Juifs] a été ajournée. Cependant, les Turcs, les musulmans, les hommes de toutes les sectes, sont admis à jouir en France des droits politiques. Je demande que l'ajournement soit révoqué et qu'en conséquence, il soit décrété que les Juifs jouiront en France des droits de citoyen actifs » in http://www.mediterranee-antique.fr/Auteurs/Fichiers/GHI/Graetz/Histoire_Juifs/HJ_514.htm Le 13 novembre 1791, Louis XVI ratifia la loi permettant aux Juifs d'acquiescer la citoyenneté française.

philosophique d'inspiration maçonnique. Comme le rappelle Mgr Delassus dans la "Conjuration anti-chrétienne", l'aumônier du roi Louis XVI, l'abbé Vermondans, était officier du Grand Orient de France⁴⁰⁹. De profondes réformes politiques s'avéraient nécessaires et le monarque en était parfaitement conscient. Cependant, le passé pesait lourd en la personne du père de Louis XVI, lui-même héritier des idéaux de Saint-Simon et de Fénelon. Ce dernier était d'ailleurs le précepteur du duc de Bourgogne, arrière-grand père de Louis XVI. Ces personnages défendaient une monarchie idéalisée mettant à l'honneur une féodalité aristocratique toute puissante encadrant et soumettant le pouvoir royal. Les Parlements, représentant cet idéal dont le pouvoir judiciaire et législatif avait bloqué une grande partie du règne de Louis XV, avaient finalement été cassés et réorganisés par ce roi quatre ans avant sa mort en 1774. Leur rappel par le jeune Louis XVI permit le retour d'une féodalité aristocratique toute puissante et revancharde qui bloqua toute réforme souhaitée par le monarque. Dans sa préface accordée à Herbert van Leisen, "Mirabeau et la révolution royale", Jacques Bainville n'hésite pas à écrire : "(...) On s'explique ainsi ce que la politique de Louis XVI eut de décousu et d'irritant, de déconcertant et de contradictoire. Ce fut aussi puérilement réactionnaire que puérilement progressif"⁴¹⁰. Outre ces principes contraires aux intérêts de la monarchie, Louis XVI était marqué psychologiquement par sa mère, Marie-Josèphe de Saxe. Celle-ci était la fille d'Auguste III de Pologne qui fut le parrain de Jacob Frank, Juif faussement converti au catholicisme, et dont l'idéal à la tête de sa communauté était la "rédemption par le péché" (le frankisme). Cette perversion de l'âme doublée de l'esprit des Lumières propre au XVIII^e siècle contamina toute la cour de Pologne dans laquelle baignait la mère de Louis XVI. Malgré sa droiture d'intention, cette femme transmet à ses enfants une mentalité libérale conduisant à un amoindrissement de

409 Monseigneur Henri Delassus, *La conjuration anti-chrétienne ou le Temple maçonnique voulant s'élever sur les ruines de l'Église catholique*, Kontre Kulture, 2014, p. 96.

410 Herbert van Leisen, *Mirabeau et la révolution royale*, Grasset, préface de Jacques Bainville, 1926, p. 13. La finesse d'analyse de Bainville lui fait dire que les personnes entourant le duc de Bourgogne se caractérisaient par une mentalité qui était celle « d'une sorte de démocratie chrétienne » in *Ibid.*, p. 12.

l'idéal monarchique hérité du baptême de Clovis et rappelé par sainte Jeanne d'Arc lors de la fameuse "Triple donation" (Christ vrai roi de France). Tout ce passif entrainait en opposition avec les grâces accordées lors du sacre à Reims, provoquant une forme de court-circuit dans le psychisme et l'âme de Louis XVI (...). »

Dans ce chapitre VII au paragraphe 2 intitulé, « Le noachisme ou la religion des Gentils dans le cadre du nouvel ordre mondial », nous évoquons le programme de la synagogue mais aussi l'échange épistolaire entre Aimé Pallière et le rabbin Benamozegh qui condensent la place et les rôles de chacun dans un monde unifié. L'objectif rabbinique est de proposer un programme contraire à celui représenté par le catholicisme. Il s'agit de substituer l'intermédiaire catholique avec ses conséquences spirituelles et temporelles au profit d'un autre modèle, le judaïsme talmudique, faisant du peuple juif, peuple prêtre, le seul intermédiaire entre le Dieu unique et le reste de l'humanité non juive encadrée par des lois noachides. Pour comprendre le parallélisme entre ce programme et l'esprit de la Révolution de 1789, il nous suffit de citer quelques extraits d'un livre phare écrit par un révolutionnaire pur jus, Anacharsis Cloots (1755-1794). Il est l'auteur d'un ouvrage qui résume l'esprit de 89 et ses conséquences : « *La République universelle* » écrit en 1792⁴¹¹. Il avait parfaitement compris que la Révolution n'était pas une finalité mais une étape pour atteindre un niveau supérieur. D'ailleurs, le titre de ce livre, « *La République universelle* » est la façon du XVIII^e siècle pour dire « Gouvernance mondiale ». Les extraits présentés reflètent parfaitement dans quels sens métaphysique et politique les événements de 1789 ont placé la France, et par ricochet, le monde : « *Un corps ne se fait pas la guerre à lui-même et le genre humain vivra en paix lorsqu'il ne formera qu'un seul corps, la NATION UNIQUE*⁴¹². (...) Ils (ndla : les hommes) se rangeront sous l'oriflamme du genre humain en s'écriant avec transport : une nation, une assemblée, un prince⁴¹³. (...) Mépris aux raisonneurs pervers ou stupides qui oseraient encore nier la possibilité de l'établissement universel des droits de l'homme⁴¹⁴. (...) Au reste, le peuple fera justice lui-même de l'absurde catholicisme. L'Église romaine est un édifice bâti sur l'infailibilité ; on ne saurait en ôter une seule pierre sans que toute la fabrique ne s'écroule. Déjà la plupart des hommes libres se refusent à courber la tête en vils esclaves dans un confessionnal ; or, sans la confession, point de communion ; il est oiseux d'entendre la messe lorsqu'on renonce à l'absolution du sacerdoce⁴¹⁵. (...) C'est sur les débris de tous les trônes que nous bâtirons l'édifice de la

411 <http://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k64369303>

412 *Ibid.*, p. 7.

413 *Ibid.*, p. 16.

414 *Ibid.*, p. 21.

415 *Ibid.*, p. 30.

*République universelle*⁴¹⁶. (...) Tant que la plupart des Français assisteront aux sorcelleries de la messe, tant qu'ils croiront que trois font un, et que la partie est plus grande que le tout, et qu'un corps existe en plusieurs lieux à la fois, et qu'un homme efface les péchés d'un homme, il sera difficile de les guérir de la duperie du fantôme royal. La royauté est une espèce de prêtrise non moins absurde que tout autre sacerdoce⁴¹⁷. (...) La France libre se lèvera un jour pour jeter un cri éclatant et unanime : point de roi, point de prêtres⁴¹⁸. (...) La France n'ayant plus ni provinces, ni généralités, ni seigneurs, ni vassaux, ni bourgeois, ni paysans, ni villes, ni villages ; la France nivelée en paisibles communes est devenue une cité paternelle. La cité de Philadelphie (ndla : formule ésotérique pour dire gouvernance mondiale) dont l'enceinte embrassera nécessairement tout l'univers, toute la famille anthropique (ndla : qui est en rapport avec l'espèce humaine). L'unité nationale et souveraine sera exprimée par un seul mot : Philadelphie. Toutes les villes et les cours disparaîtront à l'aspect imposant et consolant de Philadelphie. L'Europe, et l'Afrique, et l'Asie, et l'Amérique se donneront la main dans la cité vaste et heureuse de Philadelphie. J'ai démontré géographiquement, politiquement, physiquement, moralement que la commune de Paris sera le point de réunion, le fanal central de la communauté universelle⁴¹⁹. (...) Nous trouverons encore de puissants auxiliaires, de fervents apôtres dans les tribus judaïques, qui regardent la France comme une seconde Palestine. Nos concitoyens circoncis nous bénissent dans toutes les synagogues de la captivité. Le Juif, avili dans le monde, est devenu citoyen français, citoyen du monde par nos décrets philosophiques. Cette fraternisation alarme beaucoup les princes allemands ; d'autant plus que la guerre ne saurait ni commencer ni durer, en Allemagne, sans l'activité, l'intelligence, l'économie et le numéraire des Juifs. Les magasins, les munitions de toute espèce sont fournis par les capitalistes hébreux et tous les agents subalternes de l'approvisionnement militaire sont de la même nation. Il ne faudra que s'entendre avec nos frères les rabbins pour produire des effets étonnants, miraculeux. J'ai reçu à cet égard des réponses infiniment satisfaisantes de mes commettants du Nord. La cause des tyrans est tellement désespérée que les aliments les plus sains se changent pour eux en poison subtil. On accusa les Juifs, dans les siècles des ténèbres, d'empoisonner les sources ou les puits ; et voici que dans notre siècle lumineux, les Juifs, en fournissant des viandes pures, aideront l'humanité à exterminer la tyrannie. Nous détruirons les oppresseurs, en faisant avaler aux hommes le poison de la vérité⁴²⁰. (...) Cette heureuse tendance des hommes de tout climat (...)

416 *Ibid.* p. 41.

417 *Ibid.*, p. 99.

418 *Ibid.*, p. 100.

419 *Ibid.*, p. 162-163. Jacques Attali a une préférence pour Jérusalem.

420 *Ibid.*, p. 186-187.

nous annonce l'approche du nivellement final : la souveraineté universelle, la nation unique, le **PEUPLE HUMAIN**⁴²¹. » En comparant ces propos avec ceux rapportés par le rabbin Élie Benamozegh, représentant de la nouvelle synagogue, peut-on croire que ces considérations tenues par ce révolutionnaire auraient heurté le corpus du judaïsme talmudique ?

19 | Le frankisme dans la Révolution : Junius Frey et Eve Frank

Les événements nihilistes et destructeurs en 1789, conformes aux idéaux sabbatéo-frankistes, représentèrent un laboratoire grandeur nature. D'une certaine manière, les adeptes de ce mouvement et les nombreux affidés pouvaient se lâcher et participer au grand remue-ménage nécessaire à la destruction des *qelipot* ou impuretés représentées par l'Ancien Régime. Gershom Scholem l'a constaté aussi : « *J'ai été frappé par la combinaison particulière de deux éléments qui en déterminent la nature, juste avant et juste après la Révolution française. Il s'agit d'une part d'un penchant pour les doctrines ésotériques et kabbalistiques, d'autre part d'un attrait exercé par l'esprit de la philosophie des Lumières. Le mélange de ces deux tendances confère au mouvement frankiste une étrange et étonnante ambiguïté*⁴²². » En ce domaine, un personnage se détacha du mouvement frankiste pour participer au renforcement de l'idéal révolutionnaire : Moses Dobruška (1753-1794). Pour souligner le caractère multiple de cet homme, nous reprenons les informations émises par Scholem à partir d'une étude fort documentée : « *Moses (Lévi) Dobruška, alias Franz Thomas von Schönfeld, alias*

421 *Ibid.*, p. 189. Le « Grand Architecte de l'Univers » propre à la Révolution de 1789 est l'émanation directe de la gnose kabbaliste juive : le Démiurge. Ce dernier est l'architecte qui façonne le monde, concept à l'opposé de la création *ex nihilo* défendue par le catholicisme trinitaire. Il en va de même avec l'Être suprême cher à Robespierre qui n'est que l'En-Sof (le « Dieu infini ») propre à la Kabbale. Les cinq Républiques dites françaises se nourrissent de ce terreau kabbaliste... sous couvert de laïcité.

422 Gershom Scholem, *Du frankisme au jacobinisme, la vie de Moses Dobruška alias Franz Thomas von Schönfeld alias Junius Frey*, Gallimard / Le Seuil, 1981, p. 9.

*Sigmund Gottlob Junius Frey, est né le 12 juillet 1753 à Brünn (Brno) en Moravie⁴²³. » Il était issu d'une famille travaillant dans l'industrie du tabac qui s'était assuré le monopole de la vente. Celle-ci constituait une des principales ressources de l'Empire d'Autriche. De par le mariage de son père, Salomon Zalman (Lévy) Dobruška (1715-1774), il appartenait à la famille frankiste et, plus exactement, à celle liée à Jacob Frank comme à d'éminentes personnes de cette secte. Comme le rapporte Gershom Scholem : « Par son mariage avec Schöndl Hirschel, il entra dans le cercle de la famille de Jacob Frank, ce que l'historien Fritz Heymann, assassiné par les nazis, a été le premier à démontrer. Heymann s'est fondé sur des pièces d'archives conservées à Rzeszow, Breslau et Prossnitz et a apporté, ainsi, une contribution très importante à l'histoire des frankistes. La mère de Frank, Rachel Hirschel, de Rzeszow, était la sœur de Löbl Hirschel, qui s'installa par la suite à Breslau, où naquit la mère de Moses Dobruška, Schöndl, en 1735. Son père gagna plus tard Prossnitz, principal centre des sabbatiens en Moravie, et c'est là que Salomon Zalman Dobruška l'épousa. Elle était donc la cousine de Jacob Frank (...). Cette femme riche était la protectrice des sabbatiens en Moravie, autour des années soixante du XVIII^e siècle. Elle ouvrit toutes grandes les portes de sa maison pour recevoir Wolf Eibeschütz, le plus jeune fils du fameux rabbin Jonathan Eibeschütz, en tournée en Moravie, où il se faisait passer pour un nouveau prophète sabbatien et réussit ainsi à réunir autour de lui un groupe assez considérable de fidèles, probablement membres de la secte sabbatienne en Moravie⁴²⁴. De tels liens familiaux permettent de mieux comprendre pourquoi Jacob Frank partit s'installer à Brünn (Brno) à son départ de la prison de Czystochowa en 1773. La jeunesse de Junius Frey⁴²⁵ reçut une double éducation mâtinée de judaïsme talmudique pour la façade et, en même temps, un enseignement sabbatéen appelé le « secret de la foi »⁴²⁶. Dans l'Autriche de Joseph II, en faveur de l'émancipation des Juifs voire de leur conversion — nous avons vu que Jacob Frank joua un rôle dans cette politique « éclairée » du monarque —, des passages d'une religion à une autre étaient facilités mais aussi les promotions sociales. En 1775, Junius Frey se convertit au catholicisme au même titre que ses frères et ses sœurs (à des dates différentes). Sur douze enfants des parents Dobruška, seules deux sœurs restèrent juives. Son mariage avec Elke Poppers, deux ans auparavant, est révélateur de l'implantation d'un monde juif sabbatéen faussement converti dans la société autrichienne favorisant le développement des « Lumières », de la *Haskalah* :*

423 *Ibid.*, p. 11.

424 *Ibid.*, p. 12.

425 Nous conservons le dernier nom « chrétien » du personnage afin d'éviter de rappeler constamment que Moses Dobruška et Franz Thomas von Schönfeld sont les appellations pour désigner le même homme aux différents moments de sa vie.

426 *Du frankisme au jacobinisme*, op. cit., p. 13.

« (...) Elke, la fille adoptive d'un riche commerçant, associé lui aussi dans le fermage du tabac, Hayim Poppers, l'un des dirigeants les plus fortunés de la communauté juive de Prague ; il fut le premier Juif à obtenir un titre nobiliaire en Autriche sans s'être converti au christianisme, et fut appelé Joachim Edler von Popper⁴²⁷. » Sa conversion (fausse) au catholicisme fut un moyen de changer de nom en *Schönfeld* qui était aussi le patronyme d'une famille aristocratique de Prague. L'acquisition de ce nom se fit d'autant plus facilement que son frère aîné avait ouvert la voie en se convertissant au christianisme⁴²⁸ et en adoptant ce patronyme. À la différence de ses frères engagés dans l'armée, Junius Frey, qui durant sa vie autrichienne s'appelait Franz Thomas von Schönfeld (sa femme Elke prit le nom de Wilhelmine), se dépensa dans des activités littéraires. Introduit dans la société autrichienne, Junius Frey put à la fois être l'assistant d'un religieux dirigeant la bibliothèque Garelli tout en intégrant des cercles rationalistes acquis à la politique des « Lumières » de Joseph II. C'est l'époque où fleurissaient les loges maçonniques mêlées souvent d'ésotérisme, ce qui n'empêchaient pas certaines de se quereller entre elles. En raison de ses convictions sabbatéennes secrètes, Junius Frey était comme un poisson dans l'eau, d'autant plus que sa parenté était en contact avec le monarque autrichien (Jacob Frank et surtout sa fille Ève). Avant de poursuivre, il faut rappeler qu'il y avait des connexions et des échanges nombreux entre ces élites, non seulement dans l'Autriche de Joseph II, mais aussi avec les personnes présentant le même profil dans tous les pays européens marqués par les « Lumières ». Gershom Scholem cite cet exemple intéressant de Wolf Hönig de Vienne qui adhéra au « Grand Orient » à Paris en 1787. Or le père de ce Wolf Hönig était le plus proche associé de Zalman Dobruška, père de Junius Frey⁴²⁹. De toutes ces organisations maçonn-

427 *Ibid.*, p. 15. Gershom Scholem précise aussi cette tendance des « Lumières juives » dans le cadre de la *Haskalah* et de l'impact dans les sociétés européennes : « Plusieurs familles de Moravie et de Bohême, qui étaient restées au sein du judaïsme et avaient également amélioré leur situation sociale, eurent d'étroites relations avec le mouvement de la *Haskalah* et commencèrent à combiner les idées kabbalistiques, mystiques et révolutionnaires avec les thèses rationalistes des Lumières. (...) L'exemple des familles Hoenig et Dobruška d'Autriche illustre parfaitement l'histoire des familles de la classe mentionnée ci-dessus. Une partie des membres de la famille Hoenig restèrent juifs frankistes même après leur anoblissement et certains se rattachèrent à la haute bourgeoisie et à la haute administration autrichiennes (les familles von Hoenigsberg, von Hoenigstein, von Bienefeld), alors que la famille Dobruška se convertit pratiquement en bloc, et plusieurs de ses membres servirent comme officiers dans l'armée. » in *La Kabbale, une introduction, origines, thèmes et biographies*, op. cit., p. 461. Rappelons aussi l'importance de l'armée pour Jacob Frank.

428 Son frère aîné appuya la « conversion » de Junius alias Franz Thomas en évoquant « la sainte foi chrétienne » de son frère. Gershom Scholem explique la duplicité de cette expression qui trouve son origine dans un texte frankiste appelée « la sainte foi d'Édom » ou « la sainte doctrine d'Édom » in *Du frankisme au jacobinisme*, op. cit., p. 18, note infrapaginale 32.

429 *Ibid.*, p. 28, note infrapaginale 3.

niques, d'une très grande importance, émergèrent : les « Frères asiatiques » (désignés parfois par l'expression « l'Ordre asiatique »). À l'origine, cette organisation s'appuyait sur des « cellules » désignées successivement : « Chevaliers et Frères de la vraie Lumière » puis « Chevaliers et Frères initiés d'Asie » pour prendre ensuite le nom définitif de « Frères de saint Jean l'Évangéliste d'Asie en Europe » ou, plus communément, les « Frères asiatiques ». Junius Frey fut le fondateur en relation avec un noble bavarois, Hans Heinrich von Ecker und Eckhofen (1750-1790) et le frère capucin Bischoff⁴³⁰. Les « Chevaliers de la Vraie Lumière » réorganisés en « Frères asiatiques », durant la période 1781-1783, étaient l'émanation directe de l'esprit juif, kabbalistique et sabbatéo-frankiste. Il est vrai que l'éducation reçue de Junius Frey, à la fois talmudique, kabbalistique et sabbatéenne, favorisait sa mise en forme. Gershom Scholem l'affirme sans ambages : « *La littérature de base de ces sociétés se distinguait par des emprunts très généraux au judaïsme (extraits du Rituel de prières) ; chez les Chevaliers, puis plus encore chez les Frères asiatiques, on trouve des éléments kabbalistiques, non pas pseudo-kabbalistiques comme dans d'autres confréries de ce genre, mais authentiques, des formules tirées du livre du Zohar, des considérations sur les lettres du Tétragramme extraites du livre Pardès-Rimmonim (ndla : « le verger des grenadiers », essai sur la Kabbale), du kabbaliste Moses Cordovero, et même de longues spéculations sur la Création, citées parallèlement aux enseignements des théosophes chrétiens. Il faut donc reconnaître qu'il s'agit là d'une institution unique en son genre dans l'histoire de la maçonnerie mystique, puisqu'elle marie les éléments chrétiens et juifs (avant même que l'affiliation de membres juifs en tant que tels ne soit admise), ces éléments juifs étant d'ailleurs particulièrement marqués*⁴³¹. » Les « Frères asiatiques » avaient leur siège à Vienne puis migrèrent en Allemagne du Nord avant de s'installer au Danemark. Outre le caractère secret, ils furent accusés de pratiquer la magie occulte et la chose fut reprochée à Ecker und Eckhofen « *qui se présenta comme leur porte-parole [les Chevaliers de la Lumière] lors du congrès maçonnique de Wilhelmsbad, en 1782, un grand*

430 *Ibid.*, p. 28-29.

431 *Ibid.*, p. 28. Concernant cette influence juive relatée par Gershom Scholem, nous allons être amené à expliquer, dans les pages suivantes de ce livre, le rôle des Rothschild avec le fondateur de la dynastie Mayer Amschel Rothschild (1743?-1812) en nous référant à la biographie de ce personnage grâce à Fritz Backhaus, directeur du musée du judaïsme de Francfort. Puisant dans une documentation issue du Fonds d'archives Rothschild de Londres par l'entremise de sa directrice Melanie Aspey, l'auteur explique que cette dynastie vit le jour en raison de l'appui d'une autre dynastie de la finance juive : les Oppenheimer. Le banquier Samuel Oppenheimer (1635?-1703) au service des Habsbourg eut un petit-fils, Jacob Wolf Oppenheimer qui embaucha vers 1757 un jeune stagiaire d'environ 13 ans afin de le former aux techniques financières : Mayer Amschel Rothschild in Fritz Backhaus, *Mayer Amschel Rothschild*, Éditions Herder, 2012, p. 37-38.

événement dans l'histoire de la maçonnerie allemande⁴³². » Ce congrès de Wilhelmsbad, qui joua un rôle si important dans la diffusion de principes en faveur de la Révolution française⁴³³, accueillait en particulier un personnage de premier plan, le prince Charles de Hesse (1744-1836) comme l'ont prouvé les travaux de René le Forestier⁴³⁴. Or ce prince, « chef suprême des organisations de la maçonnerie ésotérique en Allemagne »⁴³⁵, fut le successeur de Junius Frey à partir d'août 1786 à la tête des « Frères asiatiques ». Charles de Hesse avait une tournure d'esprit qu'Isaac Louria aurait sûrement appréciée : « Il fut toute sa vie un fervent adhérent de doctrines occultes de toutes sortes ; et forma un "système" de sa propre inspiration, fondé sur une variante de la doctrine kabbalistique de la transmigration des âmes (gilgoul)⁴³⁶. » De nombreux membres de la famille de Hesse étaient plongés à des degrés divers dans l'occultisme. La figure de proue était Charles de Hesse Cassel dont les habitudes occultistes et kabbalistes ont irradié son entourage et sa descendance. Il faut ajouter aussi

432 *Ibid.*, p. 32.

433 Voir le livre très riche en informations de René le Forestier paru à l'origine en 1915, *Les Illuminés de Bavière*, ARCHÈ, Milan, 2001. Il s'appuie sur de nombreuses sources d'archives présentées au début du livre (archives de la maison royale de Bavière, de la police...). Beaucoup d'entre elles ont été détruites par les bombardements de la Seconde Guerre mondiale.

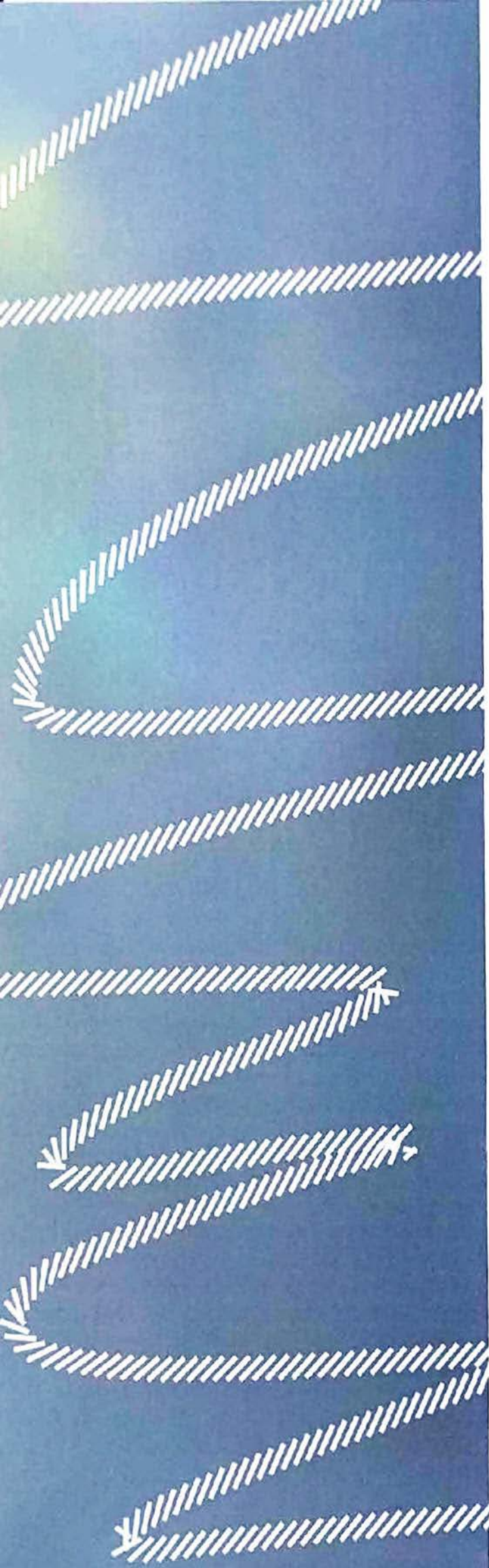
434 *Ibid.*, p. 355. Charles de Hesse fit le discours de clôture du congrès de Wilhelmsbad in *Ibid.*, p. 368, note infrapaginale 1. Il travaillait, entre autres, avec un agent actif des Illuminés de Bavière, le baron Adolphe Knigge (1752-1796) in *Ibid.*, p. 366, lié à son fondateur Adam Weishaupt (1748-1830) in *Ibid.*, p. 512 et p. 636. « Knigge partageait l'enthousiasme de ses amis de Hambourg pour la Révolution française » in *Ibid.*, p. 641. L'ouverture du congrès de Wilhelmsbad se fit par le duc Ferdinand de Brunswick (1721-1792) in *Ibid.*, p. 368. Il était un des plus grands dirigeants de la maçonnerie allemande comme le précise René le Forestier in *Ibid.*, p. 175. Pour compléter le *curriculum vitae*, citons Scholem qui rapporte que ce duc était « un des grands protecteurs de l'ésotérisme maçonnique et membre de l'ordre asiatique. » in *Du frankisme au jacobinisme*, op. cit., p. 56, note infrapaginale 38. Le neveu de ce duc, Charles-Guillaume-Ferdinand de Brunswick (1735-1806), est le fameux auteur du manifeste et le vaincu de Valmy.

435 *Du frankisme au jacobinisme*, op. cit., p. 29.

436 *Ibid.*, p. 29, note infrapaginale 8. Il est précisé : « Le prince Charles de Hesse vécut très vieux (1744-1836). Il fut, pendant un demi-siècle, le personnage du plus haut rang dans les cercles maçonniques mystiques et son statut social élevé (il était le beau-frère du roi du Danemark et le beau-père du roi qui lui succéda) ne lui conférait que plus d'influence. » Gershom Scholem souligne l'influence juive de cet ordre : « (...) le prince était en effet devenu le chef des Asiatiques, sous le nom rabbinique de "Hakham Kolel". » in *Ibid.*, p. 52. Ce type d'influence était courante : « Certains frères de l'Ordre avaient plusieurs noms mystiques, comme il apparaît dans la liste des membres conservée à Copenhague. Ceux qui avaient un rang fixe (et une fonction) dans la hiérarchie de l'Ordre (le petit Sanhédrin) furent autorisés à signer du nom hébreu correspondant à leur rang, comme Hakham Ha-Kollel, Ish Tsadik, Rosh Ha-Medabbrim, Oker Harim (qui sont des titres honorifiques, courants dans la littérature rabbinique). » in *Ibid.*, p. 54, note infrapaginale 35.

d'autres composantes de cette famille en les personnes de Christian de Hesse-Darmstadt (1763-1830) et de son frère Frédéric (1759-1802) qui étaient, eux aussi, membres des « Frères asiatiques »⁴³⁷. Ces caractéristiques ne sont absolument pas anodines. Il faut évoquer un point capital qui est étranger à beaucoup de personnes : le principe de transmission. L'être humain est une entité biologique. Il possède un patrimoine génétique, l'ADN, qu'il transmet à sa descendance. Mais, il n'y a pas que cela. Il existe aussi ce que l'on peut appeler « l'ADN de l'âme ». Au même titre que nous transmettons notre capital génétique à notre descendance, nous transmettons aussi un capital sociologique, moral et psychologique hérité de nos aïeux. Le tour d'esprit de nos ancêtres avec leurs qualités et leurs défauts influent directement sur notre comportement. Si nous sommes les descendants de générations baignant dans des pratiques morales droites correspondant à l'ordre naturel, les probabilités sont fortes que nous poursuivions sur la même lancée. En revanche, si des désordres psychologiques et moraux perturbent l'âme de nos ancêtres, nous héritons aussi de ces troubles. Un cran supérieur est atteint dans le domaine spirituel. Comme nous l'avons montré, la Kabbale concernant la nouvelle synagogue implique la magie, l'occultisme, le spiritisme, le contact avec des entités considérées, selon la terminologie catholique traditionnelle, comme démoniaques. L'homme est aussi un être spirituel. Le fait de s'engager dans ces pratiques imprègne l'âme de telle façon que la personne s'en retrouve contaminée dans sa manière de raisonner et d'agir. Cette dernière peut cohabiter avec des concepts chrétiens dans le cadre d'une éducation dite classique, mais ceux-ci sont altérés, comme troublés, avec des variantes, par ces influences venant des générations précédentes marquées par un « esprit mauvais ». Certes, il est possible de changer de cap à condition d'en prendre conscience en rejetant absolument ces pratiques occultistes. Dans certains cas, l'exorcisme agissant comme un désinfectant peut se révéler nécessaire pour nettoyer l'âme de cet héritage baignant en zones troubles. Or, comme nous l'avons signalé, la famille de Hesse était littéralement plongée dans des pratiques mêlant magie, Kabbale, ésotérisme et maçonnerie. De par ses mariages avec différentes cours royales et impériales, cette famille a produit toute une descendance dont le comportement en politique,

437 *Ibid.*, p. 30, note infrapaginale 13 et p. 51. Les relais familiaux de Charles de Hesse-Cassel étaient encore plus puissants avec son frère Guillaume, prince électeur, qui était à la tête d'une des plus grandes fortunes d'Allemagne au XVIII^e siècle grâce à la location de soldats hessois à l'Angleterre dans sa guerre contre les insurgés américains en 1776. Les deux frères, liés au monde de la finance de la City, étaient les petits-fils du roi d'Angleterre Georges II du côté maternel. Guillaume de Hesse-Cassel, par l'intermédiaire de la banque londonienne Van Notten & Fils, participa financièrement au côté de l'Angleterre dans sa guerre contre la France révolutionnaire avec l'appui de Mayer Amschel Rothschild et de ses fils. Comme le précise Fritz Backhaus : « *Malgré tous les dangers, les Rothschild étaient fidèles au prince électeur. Le risque en valait la peine : ils étaient les banquiers d'une des plus grandes fortunes privées d'Europe.* » in Mayer Amschel Rothschild, *op. cit.*, p. 107.



à des degrés divers, peut s'expliquer en raison de l'adhésion de leurs aïeux à des pratiques occultes. Nous pouvons citer l'exemple du tsar Nicolas II et de son épouse Alix de Hesse-Darmstadt, devenant à son mariage Alexandra Féodorovna. Ce couple pieux n'hésitait pas à se complaire en la compagnie de Raspoutine (1869-1916) dont les pratiques « magiques » sauvèrent plusieurs fois la vie de l'héritier du trône, le tsarévitch hémophile Alexis. Raspoutine, qui avait entre autres fréquenté la secte des khlysts dont la mystique ressemblait étrangement à celle des frankistes (mélange de religiosité consistant à pécher pour se rapprocher de Dieu, de transes et de débauches sexuelles), n'aurait jamais dû côtoyer la famille impériale si celle-ci avait été intrinsèquement chrétienne. Elle aurait su que les réussites de Raspoutine pour sauver le tsarévitch n'étaient pas des miracles mais des prodiges (donc temporaires) d'essence démoniaque. Comment expliquer un tel aveuglement ? Certes, l'amour porté à leur enfant sauvé plusieurs fois par Raspoutine peut expliquer l'attachement porté par le couple impérial à ce moujik. On peut mieux comprendre la tournure d'esprit de Nicolas II en sachant qu'il descendait en ligne directe du chef des « Frères asiatiques », Charles de Hesse-Cassel, par sa mère Dagmar de Danemark. Le père de Nicolas II, Alexandre III, était le fils d'une princesse de Hesse, Marie de Hesse-Darmstadt, dont les membres de la famille sus-mentionnée (les frères Christian et Frédéric de Hesse-Darmstadt) étaient plongés aussi dans les délices de l'occultisme et du kabbalisme. Le comportement occultiste des aïeux s'est transmis et a troublé l'intelligence chrétienne de Nicolas II. Ce phénomène fut accentué par l'épouse du tsar, Alexandra Féodorovna, qui était aussi une princesse de Hesse (Alix de Hesse-Darmstadt). Son grand-père, Charles de Hesse-Darmstadt, était le frère d'Alexandre (1823-1888), qui s'était marié avec Julia Hauke (1825-1895). Dans notre avant-propos consacré au livre de Carroll Quigley, *Histoire secrète de l'oligarchie anglo-américaine*, nous avons apporté les preuves des origines juives de Julia Hauke, fille adoptive de Maurice Hauke (1775-1830), acquis au

frankisme⁴³⁸. Le mariage de ce couple était facilité en raison d'une communion de pensée conjuguant l'occultisme et le kabbalisme propre à la mentalité de la famille de Hesse avec le tour d'esprit judéo-frankiste concernant Julia Hauke qui a passé toute son enfance et sa vie de jeune fille à la cour du tsar Nicolas 1^{er}. Ce phénomène n'est pas du tout l'effet du hasard. Nous aurons l'occasion de prolonger les explications un peu plus loin en évoquant Eve Frank. Signalons que le *Daily Telegraph* du 4 mai 1889, sous le règne de la reine Victoria, reconnaissait les origines juives de Julia Hauke⁴³⁹. L'histoire est souvent entrelacée. En revenant à Junius Frey, nous verrons les connections liant le frankisme aux événements politiques de la Révolution et des guerres de l'Empire avec Napoléon 1^{er}.

Junius Frey fut pris de passion pour les événements de 1789. Il est vrai que l'évolution conduisant à la destruction d'un monde ancien né du baptême de Clovis cadrerait parfaitement avec les idéaux de ce frankiste. Cependant, une autre version s'ajoute au fait qu'il est peut-être venu en France en tant qu'espion au service de l'empereur d'Autriche. Un événement éclaire son comportement. La mort de Jacob Frank, le 10 décembre 1791, conduisit Junius Frey à se rendre en urgence à Offenbach car « *Le bruit courait chez les frankistes qu'à*

438 *Histoire secrète de l'oligarchie anglo-américaine*, op. cit., p. 26-27.

439 Chapitre VII, annexe 7 : Julia Hauke, épouse du prince Alexandre de Battenberg. Cette affirmation du journal anglais ayant pignon sur rue est d'autant plus intéressante que la fille de la reine Victoria, Béatrice du Royaume-Uni, était mariée à Henri de Battenberg (fils de Julia Hauke et du prince Alexandre de Hesse) tandis que sa petite fille, Victoria de Hesse-Darmstadt (fille d'Alice mariée à Louis IV de Hesse) avait épousé un autre fils, Louis de Battenberg. Cette information concernant les origines de Julia Hauke ne gênait pas les relations de son propriétaire avec la cour d'Angleterre. En effet, le Baron Burnham, en fait Edward Lévy-Lawson fils de Joseph Moses Lévy à l'origine de la prise de contrôle de ce journal en 1855, était lié à l'héritier du trône, le futur Édouard VII. D'autres enfants et petits-enfants de ce couple se sont mariés avec d'autres familles comme les Bourbon (Alphonse XIII marié à Victoire-Eugénie de Battenberg). Julia Hauke fille officielle, mais en fait adoptive, de Maurice Hauke (1775-1830) anobli par le tsar Nicolas 1^{er} qui le fit comte en 1829, a donc une descendance multiple. Ce type de mariage permit de transmettre un tour d'esprit mêlant Kabbale, frankisme et christianisme avec d'indéniables répercussions religieuses et politiques. Dans les milieux kabbalistes, ces éléments, véritables quartiers de noblesse, sont parfaitement connus car ils permettent d'empoisonner l'avenir à leur profit... un baptême de sang en quelque sorte. Comme nous l'avons écrit plus haut, sauf prise de conscience conduisant à une conversion complète, ces influences perdurent et influencent le comportement. Dans cette affaire, les Gentils sont à une écrasante majorité inconscients de l'existence de tels phénomènes. Les événements révolutionnaires s'expliquent en partie en raison de ces influences kabbalistes au sein des familles princières. Un Raspoutine était dans la continuité de pensée sabbatéo-frankiste. Il a trouvé une caisse de résonance – une forme d'alchimie coopérative – en les personnes de Nicolas II et de son épouse marqués, inconsciemment, par les égarements kabbalistico-frankistes de leurs ancêtres. Nous retrouvons le même égarement avec Louis XVI (petit-fils d'Auguste III de Pologne, parrain de Jacob Frank) comme nous l'avons montré précédemment. Enfin, concernant les Battenberg, il faut préciser qu'ils adoptèrent un nouveau nom moins germanique, au cours de la Première guerre mondiale, les Mountbatten.

la mort de Frank, Schönfeld [ndla : alias Junius Frey] lui succéderait à la tête de la secte⁴⁴⁰. » Cet événement révèle qu'il avait conservé des liens et une réputation avantageuse auprès du fondateur du frankisme et de ses disciples et donc de ses idées. En tout cas, la disparition de Jacob Frank ne modifia pas ses ambitions. Junius Frey partit pour Strasbourg au mois de mars 1792, accompagné de son frère Emmanuel. Tout en s'imprégnant de l'esprit révolutionnaire portant au pinacle la Rome antique, il conserva une trace de son idéal frankiste selon les travaux de certains chercheurs : « Peu après, il changea de patronyme. Le baron Schönfeld disparut et il se fit appeler Siegmund Gottlob (ou Gottlieb) Frey ; par la suite il ajouta le prénom de Junius, en souvenir du champion romain de la liberté, Junius Brutus. (...) Le nouveau nom de Frey recouvre une double signification : en apparence, il désignerait l'homme libre, l'adepte de la liberté (en allemand, frei signifie libre), mais dans son acception mystique, il serait la traduction du nom de son défunt oncle, Frank (franc). Cette double exégèse ne serait pas incompatible avec le caractère du personnage, mais il nous est impossible d'en apporter la preuve »⁴⁴¹, selon les dires de Gershom Scholem. Ses activités révolutionnaires se multiplièrent en tant que rédacteur de l'organe du parti jacobin strasbourgeois (*Le Courrier*) puis comme président du club des « Amis de la Constitution ». Par la suite, il s'installa à Paris avec son frère en juin 1792 pour participer à l'assaut des Tuileries (le 10 août). Son espoir d'obtenir la nationalité française pour lui et son frère à la suite de cette action fut déçu. Il fit tout pour s'attirer les bonnes grâces des membres de la Convention en les invitant souvent chez lui avec profusion de mets tout en déployant un train de vie luxueux. Il favorisa même le mariage de sa sœur avec le conventionnel François Chabot⁴⁴². Cette collaboration active avec les révolutionnaires français ne permit pas à Junius Frey de poursuivre ses objectifs. Une vie faite de luxe attira des envieux et des ennemis. Des accusations commencèrent à pleuvoir sur lui et son frère au point de les arrêter en les traitant d'agents de l'Angleterre et de la cour de Vienne. Sentant le vent tourner, les frères Frey avaient eu le temps de faire place nette. En effet, au moment de leur arrestation, Scholem ajoute que « De leur correspondance privée depuis leur arrivée à

440 *Du frankisme au jacobinisme*, op. cit., p. 57.

441 *Ibid.*, p. 64-65

442 Afin de prouver son dévouement à la cause, il est l'auteur d'un livre, paru en juin 1793, « *Philosophie sociale dédiée au peuple français par un citoyen de la Section de la République française* », où l'on retrouve l'esprit frankiste dénigrant le Dieu de l'Ancien Testament et son porte-parole Moïse avec des propos dignes de l'esprit kabbalistico-frankiste le plus complet : « Son savoir en matière de chimie et de physique lui aurait permis d'enseigner au peuple les principes magiques des mages égyptiens et de l'immuniser, par la même, contre toute atteinte ultérieure de l'erreur. (...) Or il préféra la voie facile, celle de la perpétuation de l'erreur, "par cet amas informe de vérités et de fables, de lumière et d'obscurité, de superstition, d'entêtement et de fausses notions qui, de nos jours, empoisonnent encore la culture des peuples les plus éclairés". » in *Ibid.*, p. 74.

Paris, nulle trace, à l'exception de quelques brouillons, comme s'ils avaient eu la prévoyance de la mettre en lieu sûr en temps utile. (...) Il est indubitable qu'ils disposèrent du temps nécessaires pour s'y préparer en cachant ou en détruisant d'éventuels documents compromettants⁴⁴³. » La justice expéditive de la Révolution ne le laissa pas, non plus que son frère, moisir longtemps en prison. Sous couvert de corruption générale avec l'ennemi, ils furent condamnés à mort, le 5 avril 1794, et guillotins le jour même en compagnie d'un groupe comprenant entre autres François Chabot et Danton. Il ressort de tout cela une énigme pour Gershom Scholem. D'où venait l'argent permettant à Junius Frey et à son frère de mener grand train ? Selon cet auteur, Junius Frey a emporté son secret dans la tombe. Pourtant, il est possible d'avoir quelques idées sur l'origine des sources financières en lisant le livre d'Alexandre Kraushar.

I 10 | Le frankisme, la mystique, la finance et la politique du temps des guerres napoléoniennes

La mort de Jacob Frank laissa sa fille Ève seule à la tête de cette cour frankiste composée de plusieurs centaines de personnes. Tout cela avait un coût. Précédemment, nous avons vu que du vivant de Jacob Frank, ce dernier avait pu payer largement ses dettes avant de déménager vers Offenbach. Certes, des aides étaient venues de différentes communautés sabbatéo-frankistes de Moravie, de Pologne voire de Turquie. Cependant, on peut légitimement se dire que cela ne devait pas suffire pour régler les factures de tout un groupe vivant dans un palais. Alexandre Kraushar évoque le déplacement, sur plusieurs mois, de toute la « cour » d'Ève Frank à Venise pour y vivre somptueusement⁴⁴⁴. Le retour à Offenbach fut difficile car cette communauté se retrouva complètement fauchée, au point de passer de 800 à près de 400 personnes. Des rentrées d'argent

⁴⁴³ *Ibid.*, p. 85.

⁴⁴⁴ *Frank i frankiści polscy, op. cit.*, p. 177-178.

se faisaient jour mais, en même temps, les dettes croissaient plus vite. À la mort d'Eve Frank en 1816, le passif se montait à plusieurs millions de guldens. Malgré ces dettes, comment expliquer ces rentrées financières importantes du temps de Jacob Frank et plus irrégulières avec sa fille ? Dans les livres écrits par Gershom Scholem que nous avons cités, cet auteur s'est appuyé sur les travaux de Kraushar. Possédant l'original de cet ouvrage, il est étonnant de constater que Scholem se gardait bien de donner les noms relevés par Alexandre Kraushar. En effet, celui-ci n'hésitait pas à écrire que des établissements bancaires de Francfort apportaient une aide financière à la famille Frank. Un nom est cité : Rothschild⁴⁴⁵. Dans cette affaire, les intérêts financiers, politiques et religieux se mêlaient étroitement. Nous pouvons observer l'évolution suivante. En juillet 1800, le général Moreau attaqua les Autrichiens en Allemagne du Sud alors qu'il se dirigeait vers Francfort et les localités avoisinantes. Il disposait en particulier de légionnaires polonais sous les ordres de Kniaziewicz et Drzewiecki. La ville d'Offenbach fut prise mais non rançonnée par la légion polonaise à l'opposé des habituelles coutumes de la guerre (pillages, viols...). Les habitants de cette ville furent reconnaissants à l'égard d'Eve Frank qui, accompagnée de nombreux membres de sa cour polonaise, était allée à la rencontre de cette légion afin de la calmer dans sa propre langue. Dans une lettre rapportée par Kraushar, elle écrit : « En 1800, j'ai sauvé cette ville du saccage de la légion polonaise⁴⁴⁶. » Il faut noter que l'ingénieur d'artillerie le plus réputé au sein de cette légion polonaise œuvrant au service de Napoléon 1^{er} s'appelait Maurice Hauke⁴⁴⁷,

445 *Ibid.*, p. 177 et p. 180.

446 *Ibid.*, p. 177.

447 http://www.napolun.com/mirror/napoleonistyka.atspace.com/polish_army.html Par la suite, il fit partie de l'armée du duché de Varsovie à sa création en 1807. Après 1815, il entra dans l'armée de la « Pologne du Congrès » partie intégrante de l'Empire russe. Ses qualités le firent nommer ministre délégué de la Guerre, en 1826, par le tsar Nicolas 1^{er} (frère cadet d'Alexandre 1^{er}) qui le fit comte en 1829. Lors des mouvements révolutionnaires de 1830, voulant protéger la vie du grand-duc Constantin, gouverneur général de la Pologne (frère du tsar), il perdit la vie. Sa femme mourut peu de temps après laissant plusieurs orphelins. Ces derniers, dont Julia Hauke et son frère Aaron, furent faits pupilles du tsar d'autant plus facilement que les convictions frankistes de la famille Hauke n'étaient pas étrangères à Nicolas 1^{er} qui était parfaitement au courant de l'existence du frankisme via son frère aîné Alexandre 1^{er} et de cercles acquis à la cause au sein de la cour de Russie. Ceci explique qu'il mit sous sa protection les plus jeunes enfants du couple Hauke (Julia et son frère Aaron) qui, eux mêmes, avaient été récupérés par Maurice Hauke après la mort prématurée de leurs parents biologiques, Gershon Yehuda Brady et Feiga Horodenker, décédés tous les deux en 1826 in <https://www.geni.com/people/Gershon-George-Brady-Brody/6000000013175690164> et <https://www.geni.com/people/Alexander-Aharon-Brody-von-Hauke/6000000017963004657>

le père adoptif de Julia Hauke⁴⁴⁸. Par la suite, les années d'occupation des Allemagnes par les troupes napoléoniennes furent une période d'intenses échanges, pour parler, pressions en tout genre entre les différents protagonistes de cette guerre achevée en juin 1815 à Waterloo. Un personnage retient l'attention de Kraushar : c'est le tsar Alexandre 1^{er}. Après une période où celui-ci fut un adepte des idées rationalistes des Lumières, cet homme plongea dans une forme de mysticisme cherchant le syncrétisme entre christianisme et judaïsme. Il se sentait investi d'une mission en tant qu'instrument de la Providence dans sa lutte victorieuse face à Napoléon 1^{er}. Cette conversion se fit sous l'action de la baronne Juliane von Krüdener (1764-1824). Cette femme, après une jeunesse dissolue et appartenant à l'aristocratie allemande des pays baltes, plongea dans le piétisme sous l'influence de Johann Heinrich Jung-Stilling (1740-1817)⁴⁴⁹. Son caractère exalté fit impression et influence largement le tsar, surtout à partir de 1814, dans l'idée de régénérer le christianisme bafoué par la Révolution et les guerres napoléoniennes. Pour Alexandre 1^{er}, il fallait favoriser la renaissance de l'humanité par la foi et, dans cette affaire, les Juifs occupaient son esprit. Après la victoire des coalisés contre Napoléon 1^{er}, lors de « la Bataille des Nations » en octobre 1813, l'existence d'une colonie de « Juifs chrétiens » à Offenbach l'incita à rencontrer Eve Frank. Lors du trajet, il fit halte à Francfort sur-le-Main, comme l'écrit Kraushar, chez Simon Moritz von Bethmann⁴⁵⁰ qui avait hébergé peu de temps auparavant Napoléon 1^{er} sur le chemin du retour après sa défaite à Leipzig⁴⁵¹. Le nom de Bethmann est très intéressant en raison des activités multiples de ce personnage. Il était à la fois banquier (la banque Bethmann), diplomate et philanthrope.

448 Julia Hauke, comme nous l'avons déjà prouvé dans l'avant-propos du livre « Histoire secrète de l'oligarchie anglo-américaine », descendait en droite ligne de la branche hassidique incarnée par le rabbin Nahman de Brazlav, arrière-petit-fils du fondateur Israël Baal Shem in <https://www.geni.com/people/Rabbi-Nachman-Mi-Breslev/297815449410004082>. Le hassidisme est un « sabbatéisme de retenue » refusant de mettre en valeur un homme au dépens des autres dans le cadre du messianisme. Gershom Scholem parle d'une « neutralisation du messianisme » in *Le Messianisme juif*, op. cit., p. 272.

449 Alexandre Kraushar ajoute qu'au sein de la cour impériale russe, cet idéal mystique était propagé par la famille Stourdz et, plus précisément, par Roksandra Stourdz qui avait du crédit auprès du tsar Alexandre 1^{er}. Elle était favorable à l'idée de créer une « Compagnie biblique » en Russie. in *Frank i frankiści polscy*, p. 222.

450 *Ibid.*, Voir chapitre VII, annexe 8 : portrait de Simon Moritz von Bethmann (1768-1826). Sa sœur, Suzanne Élisabeth (1763-1833), épousa Johann Jakob Hollweg (1748-1808). Le couple associa son nom en Bethmann-Hollweg. Dans leur descendance, nous trouvons Theodor von Bethmann-Hollweg qui fut chancelier du Reich de Guillaume II de 1909 à 1917. Voir chapitre I et les annexes 9 et 10.

451 *Ibid.*, p. 223 et Wilfried Forstmann, *Simon Moritz von Bethmann (1768-1826), Bankier, Diplomat und politischer Beobachter*, Studien zur Frankfurter Geschichte, Herausgegeben vom Frankfurter Verein für Geschichte und Landeskunde, Verlag Waldemar Kramer, Heft 6, 1973, p. 219.



Portrait de Simon Moritz von Bethmann (1768-1826)

Une telle rencontre, entre cet homme et le tsar, en 1813, n'est pas du tout fortuite. Outre ses activités dans la banque, il avait noué des liens avec Alexandre 1^{er} dans sa politique contre Napoléon. Les intermédiaires étaient multiples. Dès 1792, Bethmann avait établi des contacts amicaux avec le représentant russe Nikolaï Rumjanzov à Francfort, futur ministre du Commerce et des Finances du tsar. Ses contacts lui permirent d'être, par la suite, représentant en tant que consul pour la Russie dans cette ville à partir de 1802 jusqu'en octobre 1810⁴⁵². Outre les liens financiers et politiques créés par Bethmann en liaison avec les Russes, mais aussi et plus difficilement avec le roi de Prusse Frédéric-Guillaume III⁴⁵³, un tel poste était pour le tsar un point d'appui pour l'espionnage et le recueil de renseignements. La banque Bethmann se développa aussi en liaison, mais aussi en concurrence, avec d'autres banques comme celle des Rothschild⁴⁵⁴ ou celle des Gontard (du nom d'un descendant huguenot)⁴⁵⁵. Or, chose intéressante, Kraushar précise que peu de temps avant l'arrivée du tsar Alexandre 1^{er} à Offenbach, son conseiller à l'ambassade de Paris devenu Secrétaire d'État aux Affaires étrangères, Charles-Robert de Nesselrode (1780-1862) rendit visite, lui aussi, à Eve Frank⁴⁵⁶. Cette information est importante pour deux raisons. Premièrement, cela révèle l'importance de la famille de Jacob Frank dans ses liens avec, d'abord la famille impériale autrichienne, puis ensuite, avec celle du tsar et de son collaborateur. Deuxièmement, on peut deviner des intérêts multiples dans la visite de Nesselrode chez Eve Frank en liaison avec des intérêts financiers. En effet, la mère de Nesselrode était une

452 *Ibid.*, p. 55, p. 59 et p. 200. Concernant Nikolaï Rumjanzov, nous avons conservé l'orthographe tirée de l'ouvrage en allemand.

453 *Ibid.*, p. 187-188.

454 *Ibid.*, p. 214.

455 *Ibid.*, p. 252-254. Wilfried Fortsmann cite deux autres maisons bancaires : Mühlens et Brentano.

456 *Frank i frankiści polscy*, op. cit., p. 223.

demoiselle Gontard⁴⁵⁷ et son père, le banquier Jakob Friedrich Gontard, siégeait à Francfort en lien avec les autres groupes bancaires (Rothschild, Brentano...). Qui plus est, Simon Moritz von Bethmann entretenait des contacts et des échanges épistolaires avec Charles-Robert de Nesselrode⁴⁵⁸. Pour souligner le maillage étroit concernant tous ces personnages, nous rappelons que le banquier personnel du roi de Prusse, Isaac Daniel Itzig, était un membre important et contributeur financier des « Frères asiatiques »⁴⁵⁹. Concernant le train de vie aisé du kabbaliste sabbatéo-frankiste Junius Frey à Strasbourg puis à Paris, on peut deviner qu'il a dû profiter de toutes ces relations financières irriguant la famille Frank. Bien entendu, les preuves formelles n'existent pas, mais c'est sous-jacent. C'est donc avec cet arrière-fond⁴⁶⁰ qu'Alexandre 1^{er} rencontra Eve Frank pour faire connaissance de cette colonie « judéo-chrétienne ». Une autre rencontre eut lieu entre ces deux personnes quelque temps plus tard à Hombourg⁴⁶¹. Comme l'écrit Alexandre Kraushar, de ces échanges, le tsar proclama, le 25 mars 1817, la création d'un Comité protecteur de la colonie judéo-chrétienne (« *Israélien, chrétien* »)⁴⁶² en Russie avec l'octroi de terres agricoles dans la province d'Ekaterinoslav. Cette mystique conjuguant christianisme et judaïsme, qui caractérisait l'esprit du tsar et, à des degrés divers, la famille impériale et la cour de Russie, est confirmée par Alexandre Soljénitsyne : « *En 1817, la Société missionnaire anglaise envoya en Russie l'avocat Louis Weil, militant de l'égalité des droits pour les Juifs, dans le but spécifique de se familiariser avec la situation des Juifs de Russie : il eut un entretien avec Alexandre 1^{er} à qui il remit une note. "Profondément convaincu que les Juifs représentaient une nation souveraine, Weil affirmait que tous les peuples chrétiens, puisqu'ils avaient reçu le salut des Juifs, devaient leur rendre les plus hauts hommages et leur témoigner leur reconnaissance par des bienfaits". En cette dernière période de sa vie, empreinte de dispositions mystiques,*

457 Simon Moritz von Bethmann, *op. cit.*, p. 253, note infrapaginale 18 : « *Nesselrode hat im übrigen wirklich enge Beziehungen zum Hause Gontard, ist doch seine Mutter eine geborene Gontard.* »

458 *Ibid.*, p. 223 et p. 226.

459 *Du frankisme au jacobinisme, op. cit.*, p. 49.

460 Il faut ajouter à cette liste présentant ces hommes d'influence en contact avec Simon Moritz von Bethmann, le nom de Charles-Théodore de Dalberg (1744-1817). Il fut, du temps de l'occupation napoléonienne, grand-duc de Francfort et prince-primat de la Confédération du Rhin (1806-1813) créée par Napoléon 1^{er} après la disparition du Saint-Empire romain germanique. René le Forestier précise que Dalberg était aussi un ancien Illuminé de Bavière in *Les Illuminés de Bavière, op. cit.*, p. 400, note infrapaginale 7. Dalberg, imprégné des idéaux de la *Haskala* et qui avait Mayer Amschel Rothschild comme banquier, l'aïda à contourner le blocus maritime imposé par Napoléon 1^{er} à l'Angleterre in *Mayer Amschel Rothschild, op. cit.*, p. 108.

461 *Frank i frankiści polscy, op. cit.*, p. 223.

462 *Ibid.*, p. 224.

Alexandre devait être sensible à de tels arguments. Lui-même comme son gouvernement redoutaient "de toucher d'une main imprudente aux règles religieuses" des Juifs. Alexandre nourrissait un grand respect pour le peuple vénérable de l'Ancienne Alliance et compatissait à sa situation présente. De là ses recherches utopiques en vue de faire accéder ce peuple au Nouveau Testament. À cet effet fut créé en 1817, avec le concours de l'Empereur, la Société des chrétiens d'Israël, c'est-à-dire des Juifs convertis au christianisme (pas nécessairement à l'orthodoxie), auxquels échurent d'appréciables privilèges : ils avaient le droit, partout en Russie, "de commercer et d'exercer divers métiers sans s'inscrire dans les guildes ou les ateliers", et ils étaient "affranchis, eux et leurs descendants, pour toujours, de tout service civil et militaire". Néanmoins, cette société ne connut aucun afflux de Juifs convertis et cessa bientôt d'exister⁴⁶³. » Ces considérations se traduisirent dans la politique d'Alexandre 1^{er} avec le soutien de Nesselrode par la création de la fameuse « Sainte Alliance », le 26 septembre 1815, dont l'objectif diplomatico-mystique (syncrétisme religieux imprégné de gnose) était de réunir différents pays chrétiens (Russie, Prusse, Autriche et quelque temps plus tard la France) afin d'éviter les guerres et de prévenir les révolutions.

La fin de l'épopée napoléonienne correspond à la fin officielle du frankisme avec la mort d'Eve Frank en septembre 1816. Dans les dernières années du frankisme, le nombre de personnes à fréquenter la cour avait considérablement diminué. Comme pour les sabbatéens, la communauté frankiste perdit en consistance en se noyant dans la foule, soit par des mariages mixtes avec des catholiques soit en conservant une façade du judaïsme classique tout en restant fidèles, à des degrés divers, à la mystique de leur fondateur. Gershom Scholem souligne la diversité et, en même temps, l'impact des descendants dans la société polonaise : « Parmi les trois premières générations d'après l'apostasie de 1759-1760, la plupart ne se mariaient qu'entre eux et préservaient leur judéité par différents moyens. Seuls quelques-uns firent des mariages mixtes avec de vrais catholiques. (...) Les frankistes furent d'ardents patriotes polonais et ils prirent part aux révoltes de 1793, 1830

463 Deux siècles ensemble, op. cit., p. 93 (tome 1).

et 1863. Ils furent, néanmoins, toujours soupçonnés de séparatisme sectaire. À Varsovie, dans les années 1830, la plupart des hommes de loi était des descendants de frankistes, dont beaucoup étaient également hommes d'affaires, écrivains ou musiciens. Ce n'est que vers le milieu du XIX^e siècle que l'on note une recrudescence des mariages mixtes entre ceux-ci et les Polonais, et par la suite la plupart d'entre eux évoluèrent de l'aile libérale de la société polonaise vers l'aile conservatrice et nationaliste (...)»⁴⁶⁴. » Cependant, les caractéristiques démoniaques propres au frankisme n'ont pas fondu comme neige au soleil. Cette marque originelle a taché l'âme de ces familles et leur a donné un tour d'esprit avec toutes sortes de variantes mélangeant allègrement esprit de la Kabbale, le sabbato-frankisme et un christianisme abâtardi. Tous ces éléments ont aidé à la laïcisation des sociétés européennes et à la modification profonde des structures mentales et religieuses des Gentils, en opposition complète aux préceptes défendus par l'Église catholique. Il ne faut jamais oublier que le mal est contaminant. Gershom Scholem rappelle l'importance de cette descendance frankiste dans la société polonaise et dans des secteurs clefs. Le phénomène a touché aussi la Bohême, la Moravie, l'Autriche, l'Allemagne, la France et le monde anglo-saxon. C'est le cas du juge Louis Brandeis, exerçant à la Cour suprême des États-Unis, que nous avons déjà cité dans son rôle entre autres en faveur du sionisme, et dont la tournure d'esprit était marquée par le sabbatéo-frankisme, côté paternel mais aussi maternel, mêlé à des influences chrétiennes. La famille de sa mère, les Dembitz, était frankiste⁴⁶⁵. Comme nous l'avons souligné précédemment, le principe de « l'ADN de l'âme » est un fait fondamental qui oriente un individu, un groupe, une société, un peuple à partir de critères psychologiques, affectifs et philosophiques. Quand Scholem écrit : « *Le lien entre la Kabbale hérétique des frankistes et les nouvelles idées des Lumières est attesté autant par les manuscrits de Prague qui ont été conservés que par les traditions de certaines de ces familles de Bohême et de Moravie (...)* »⁴⁶⁶, ces propos

464 *La Kabbale, une introduction, origines, thèmes et biographies*, op. cit., p. 466. Concernant le cas allemand, sans le nommer, Fritz Backhaus évoque la marque du sabbatéo-frankisme au sein des élites juives de Francfort dans les années 1780 sous l'influence – et ce n'est pas l'effet du hasard – du réformiste Moses Mendelssohn promoteur de la *Haskala*. Un groupe juif sous la direction du rabbin Pinchas Horowitz défendait le judaïsme talmudique tandis qu'un autre groupe, appelé *Neuerer* ou *Neologen* (termes intraduisibles), promouvait des réformes éducatives et religieuses dans l'esprit de la *Haskala*. Mayer Amschel Rothschild se rangeait du côté de ces derniers et travaillait dans ce sens avec le protestant luthérien Simon Moritz von Bethmann dans le domaine de l'éducation. Un collaborateur proche de Mayer Amschel, Siegmund Geisenheimer, opposant énergique au judaïsme traditionnel, est à l'origine de la création, dans les premières années du XIX^e siècle, de deux loges maçonniques accueillant à la fois les Juifs et les chrétiens in *Mayer Amschel Rothschild*, op. cit., p. 122-130.

465 L'universitaire Jeffrey Rosen écrit que la famille de la mère de Louis Brandeis (Frederika Dembitz) avait instauré la tradition d'un arbre de Noël chaque année, in Jeffrey Rosen, *Louis D. Brandeis : American prophet*, Yale University Press, 2016, p. 29.

466 *La Kabbale, une introduction, origines, thèmes et biographies*, op. cit., p. 465-466.

ne sont pas vains. Ces caractéristiques ont modelé le monde occidental, conduisant, en fin de course, à une apostasie complète en 2017. Cette évolution a été renforcée par des faits particuliers. Certains personnages sabbatéo-frankistes ont intégré des sectes occultistes liées à la maçonnerie. Des guerres internes, au sein de la haute maçonnerie comme en dehors de ses loges, ont déchiré ces milieux entre Juifs restés fidèles au judaïsme orthodoxe⁴⁶⁷ et ceux voulant évoluer en opposition au rabbinat. Scholem cite le testament de Gottlieb Wehle, sabbatéen de Prague lié à la famille de Louis Brandeis, qui émigra aux États-Unis en 1849 et rapporte : « [il] regarde le sabbatéisme comme une révolte contre l'orthodoxie sclérosée et l'obscurantisme fanatique des rabbins, et il en est fier⁴⁶⁸. » Nous avons déjà eu l'occasion d'écrire que le nazisme est un avatar du sabbatéisme. Cette tendance fut renforcée par le frankisme. Le nazisme se nourrissait d'occultisme par l'intermédiaire de multiples liens. Ainsi, le *Germanenorden*, fondé en 1912, donna forme à la Société de Thulé créée en 1917-1918 par Rudolf von Sebotendorff (1875-1945 ?)⁴⁶⁹. Des hommes influents, et pour certains éducateurs auprès d'Adolf Hitler comme l'occultiste Dietrich Eckart (1868-1923), en faisaient partie. Ils ont été appelés à être mieux connus par la suite comme Hans Frank, le bourreau de la Pologne, Rudolf Hess, le dauphin de Hitler

467 Ces guerres fratricides sont relevées par Scholem qui rapporte que le grand-père maternel de Louis Brandeis ne fut pas surpris de constater une guerre à mort entre Juifs sabbatéens et Juifs orthodoxes. « (...) "Ils (ndla : les Sabbatéens) étaient toujours bel et bien Juifs" et (...) subissaient de la part des autres Juifs haine, mépris et accusation pour toutes sortes de méfaits et de crimes (...). Ils reconnaissaient en Jésus un grand réformateur de leur nation, mais pas davantage. » in *Le Messianisme juif*, op. cit., p. 254.

468 Ibid., p. 256.

469 Sebotendorff – de son vrai nom Adam Alfred Rudolf Glauer – a passé de nombreuses années en Turquie comme dirigeant du « Croissant rouge turc » dans le cadre de la maîtrise de « l'Ordre du rosaire » en lien avec un marchand juif appelé Termudi, comme le rapporte l'historien René Alleau in *Hitler et les sociétés secrètes*, Tallandier, 2014, p. 174. Il dirigea une revue d'astrologie réputée à son époque intitulée *Astrologische Rundschau* avant la Première Guerre mondiale. Il est l'auteur d'un livre sur Adolf Hitler « *Avant que Hitler ne vint* » (*Bevor Hitler kam*) paru en 1933 qui présente la liste complète des membres de la Société de Thulé (Hans Frank, Rudolf Hess...), consultable dans le livre de René Alleau, p. 303 et suivantes. Voir aussi l'ouvrage de Nicholas Goodrick-Clarke « *The occult roots of nazism* », Tauris Parke Paperbacks, 2012. Sebotendorff a été en contact avec la franc-maçonnerie turque liée au Dönme en liaison avec la Kabbale. Son livre, paru en 1924, intitulé « *Les Exercices secrets du franc-maçon turc* » avec comme sous-titre « *Une représentation du rituel, de l'enseignement et des signes distinctifs du franc-maçon oriental* » (et en page intérieure, « *La clef pour comprendre l'alchimie* ») lui fait dire en introduction : « (...) Je prouverai que la franc-maçonnerie orientale a conservé fidèlement encore aujourd'hui les enseignements anciens de la sagesse que la franc-maçonnerie moderne a oublié. Car cela doit être dit dès le début, la constitution maçonnique de 1717 s'est détournée du vrai chemin in *Geheimes Wissen*, réédition, 2007, p. 6.

et Alfred Rosenberg, le théoricien du parti⁴⁷⁰. On retrouve dans le nazisme avec son Reich de mille ans, cette idée de renouveau et de rédemption en lien avec le profil messianique caractérisant si bien la personnalité d'Adolf Hitler, sorte de « Messie allemand ». La SS (*Schutzstaffel*), sous la direction de Heinrich Himmler, orchestrait cette religion de la gnose célébrée dévotement dans le château de Wewelsburg, le Vatican des cérémonies occultistes nazies. Un autre fait doit être rappelé. Nous avons évoqué le rapport de la Commission Peel de juillet 1937 expliquant le déroulement des négociations aboutissant à la « Déclaration Balfour » et du travail des Juifs sionistes pour ranger les États-Unis du côté des Français et des Anglais en échange d'une reconnaissance d'un foyer juif en Palestine au dépens de l'Allemagne. Or, les sionistes allemands, comme le montre ce document, étaient en rivalité complète avec leurs homologues sionistes français, anglais et américains. La victoire de ces derniers a dû être terriblement amère pour les sionistes allemands qui avaient leur propre projet. Il est possible de penser qu'une vengeance a dû traverser l'esprit de certains sionistes allemands à l'égard de leurs coreligionnaires. En étudiant le nazisme, fruit de l'occultisme et de la gnose dans sa partie germanique, on est frappé par de nombreuses ressemblances avec la mystique sabbatéo-frankiste. Sa volonté de traquer et d'exterminer le maximum de Juifs orthodoxes, le culte du chef (*Führerprinzip*), le rejet de toute morale, l'acharnement à aller jusqu'au bout au mépris le plus complet de la vie humaine sont autant de marques de fabrique propres au nazisme qui sont dans la parfaite continuité d'esprit d'un Jacob Frank. Ce dernier est mort en 1791. Mais certains de ses adeptes ont infiltré des loges de l'État profond et contribué, au fil du temps, à la transmission de cet idéal messianique cher à son fondateur. Dans les élections allemandes du

470 Ian Kershaw, *Hitler, 1889-1945*, Flammarion, 2008, p. 115. Cet auteur ajoute : « Elle [sa fortune, acquise en Turquie selon les travaux de René Alleau, *Ibid.*, p. 174] lui permit aussi de donner au mouvement völkisch de Munich son propre organe de presse, le *Münchener Beobachter* (rebaptisé *Völkischer Beobachter* en août 1919 et finalement racheté par les nazis en décembre 1920). » in *Ibid.*,

30 janvier 1933, ne pourrait-on pas assimiler Adolf Hitler à une sorte de Golem frankiste⁴⁷¹ ? La politique d'anéantissement des Juifs rabbiniques en Europe était aussi une manière macabre, comme nous l'avons déjà écrit dans l'avant-propos d'*Histoire secrète de l'oligarchie anglo-saxonne*, de procéder à un holocauste, au sens de l'Ancien Testament, pareil au sacrifice d'Abraham sur son fils Isaac. Alors que ce dernier fut bloqué par l'intervention d'un ange, l'holocauste de la Seconde Guerre mondiale fut un acte d'offrande, parodie sacrificielle épouvantable, en vue d'accélérer un « bien » avec la disparition de nombreuses *quelipot* représentées par les Juifs orthodoxes. Les propos de Gershom Scholem prennent un sens particulier quand il écrit : « Dans tous les textes, dans toutes ces traditions, l'annonce des cataclysmes, sans lesquelles les Apocalypses ne peuvent se

471 La tradition juive attribue la création du Golem au rabbin Judah Loew (1512?-1609) in *Le Messianisme juif*, op. cit., p. 471. C'est une forme humaine faite d'argile à qui on insuffle une sorte de vie grâce au pouvoir de concentration d'esprit du rabbin. La création du Golem est une manière de pouvoir imiter ou parodier le Créateur. Comme le rapporte Scholem : « Le Golem, cet être créé par l'intelligence et la concentration d'esprit de l'homme, cet être contrôlé par son créateur et qui accomplit les tâches que celui-ci lui impose mais qui, en même temps, peut avoir une dangereuse propension à vouloir échapper à ce contrôle et à devenir une puissance destructrice, n'est pas autre chose qu'une réplique d'Adam, le premier homme. » in *Ibid.*, p. 473. Le principe du transhumanisme consistant à améliorer les capacités physiques et intellectuelles des êtres humains via l'apport de la science et des techniques, en y ajoutant des capacités de prodiges si l'on se réfère à la Kabbale, est une forme actualisée et modernisée du Golem. Le Golem transhumaniste sera réservé à une élite... chose que beaucoup semblent oublier. On peut remarquer une ressemblance frappante entre la statue *Iron man* de Prague sculptée par Ladislav Šaloun – qui a sculpté aussi le rabbin Loew – avec *Dark Vador* (*Star Wars*) dont la mère (Shmi, symbole de pureté) n'a pas connu d'homme (parodie du christianisme). La ville de Prague est la « patrie » du golem (celui-ci étant une parodie de la création) et le principe de filiation est absolument essentiel dans le judaïsme. Il ne peut y avoir de liens ailleurs en raison du respect à apporter pour conserver cet idéal de transmission et *Dark Vador* obéit à ce principe. Dans un article d'« Actualité juive » du 19/12/2015 intitulé « *Dark Vador, le Cohen Gadol de l'Empire ?* », le journaliste Israël Itzhaky écrit que « La saga *Star Wars* s'est inspirée, entre autres, de mythes et légendes du judaïsme. Certains fans auront peut-être vu que l'armure de *Dark Vador* présente des similitudes avec la tenue du Grand Prêtre (Cohen Gadol). Mais ce n'est pas tout. Le Livre de l'Exode (28:1-2) rapporte que c'est Dieu lui-même qui désigna Aaron comme prêtre (Cohen). Et le Lévitique (6:15) précise que son sacerdoce ne se transmettra qu'au sein de sa famille. (...) Par ailleurs, les fans de *Star Wars* qui feront un arrêt sur image sur le costume de *Dark Vador* remarqueront trois rangées de lettres hébraïques sur son armure. Armure qui rappelle via sa forme et ses couleurs le Hoshen (pectoral) du Grand Prêtre. La ligne du milieu est très mystique: le mot Golem écrit à l'envers, cet être humanoïde dépourvu de libre-arbitre comme Vador, et Tzitz (couronne), la plaque en or qui reposait sur le front du Cohen Gadol où était écrit "Consacré à l'Éternel". Prédestiné à se sacrifier pour le bien était-il ? in <http://www.actuj.com/2015-12/culture/2746-dark-vador-le-cohen-gadol-de-l-empire#> L'origine du mot « golem » est dans la Bible au psaume 139:16 indiquant l'existence d'une masse informe. Enfin, précisons que Gershom Scholem demanda et obtint que le premier ordinateur israélien s'appelât ... Golem. Voir chapitre VII, annexe 9 : statue du Golem de Prague. https://merryfrolics.files.wordpress.com/2014/03/img_8593.jpg



Statue du Golem de Prague

concevoir, est décrite en images fulgurantes, qui revêtent toutes sortes de formes : guerres mondiales, révolutions, épidémies, famines, catastrophes économiques, mais aussi apostasies, profanations du nom de Dieu, oubli de la Torah et rejet de tout ordre moral allant jusqu'au renversement des lois de la nature⁴⁷². » Les événements politiques et religieux détruisant de nombreuses *quellipot*, amorcés par la Première Guerre mondiale, se déroulant et prenant de l'ampleur pendant et après 1945 montrent que l'esprit sabbatéo-frankiste continue son œuvre de destruction en vue d'un autre monde. En conservant le raisonnement propre au sabbatéo-frankisme cherchant à anéantir les *quellipot* contraires à son « idéal », ne pourrait-on pas considérer que la création de l'État d'Israël en 1948 est une sorte de « récompense maudite », conséquence directe d'un sacrifice important de Juifs rabbiniques au cours de la Seconde Guerre mondiale ?

I 11 | De 1804 à 1945 : les mutations en cours

Les conquêtes napoléoniennes ont répandu les principes de la Révolution ainsi que celui de l'émancipation des Juifs. Il est vrai que la création du Grand Sanhédrin en décembre 1806, puis sa convocation en mars 1807, posèrent les jalons permettant une reconnaissance du culte israélite sous l'égide d'une organisation consistoriale par le décret de mars 1808. Cette mesure entraîna des répercussions dans toute l'Europe. Comme le rapporte l'historien Heinrich Graetz : « *En fait, la convocation d'une sorte de Parlement juif à Paris produisit dans toute l'Europe une profonde sensation*⁴⁷³. » Cela déclencha un processus de reconnaissance de droits similaires dans de nombreux pays comme, par exemple, avec le roi de Prusse Frédéric-Guillaume III qui, par l'édit du 12 mars 1812, accordait les mêmes avantages aux Juifs par rapport à ses autres sujets. Cependant, il ne faut pas croire que la chose fut toujours facile. Cet historien rappelle, non sans étonnement, que lorsque les troupes de la Révolution envahirent les Pays-Bas en 1795, l'abolition de restrictions à l'encontre des Juifs ne fut pas chose aisée : « *Ce qui paraît plus étrange encore, c'est que les rabbins et les administrateurs des communautés, particulièrement les Parnassim, faisaient également opposition à l'émancipation des*

472 *Ibid.*, op. cit., p. 37. Voir la note infrapaginale 406 avec Ben Zion Wacholder.

473 http://www.mediterranee-antique.fr/Auteurs/Fichiers/GHI/Graetz/Histoire_Juifs/HJ_515.htm

*Juifs*⁴⁷⁴. » Par cette remarque, on peut deviner les oppositions internes entre partisans du judaïsme orthodoxe et Juifs acquis aux Lumières (« *la Haskalah* ») sous influence sabbatéo-frankiste. Le Consistoire israélite de France et, par la suite, la création de l'Alliance Israélite Universelle (l'AIU) en 1860 dirigée par son premier président, Adolphe Crémieux, aidèrent à la diffusion de principes qui, tout en encourageant l'émancipation des Juifs dans le monde, favorisèrent l'idée d'une communauté internationale régie par les droits de l'homme dont on peut établir un parallèle avec les lois noachides. On peut relever les noms de plusieurs Rothschild (Gustave, Robert et Alain de Rothschild) en tant que présidents du Consistoire de Paris ainsi qu'Edmond de Rothschild, dont le rôle fut significatif dans le développement du sionisme⁴⁷⁵. Cette tendance à l'universalisme selon des codes définis a été relevée par le député et ministre des Affaires étrangères de la III^e République, Emile Flourens (1841-1920), dans un ouvrage paru en 1912, « *Le Fiasco maçonnique à l'aurore du XX^e siècle de l'ère chrétienne* », composé en deux parties : 1. « *Les Congrès de la Haye* » et 2. « *Le Parlement mondial* ». Rappelant qu'avec la Réforme et la Révolution française, le pape a perdu son rôle d'arbitre suprême en Europe, il s'agit d'instaurer à la place une autorité mondiale capable de gérer et de prévenir les conflits entre nations dans le cadre d'un Parlement et d'un Tribunal mondial en liaison avec les droits de l'homme. Flourens rappelle les ambitions proclamées et éclairantes d'Adolphe Crémieux : « *Notre alliance commence à peine et déjà son influence salutaire se fait sentir au loin. Elle ne s'adresse pas à notre culte seul, elle s'adresse à tous les cultes : elle veut pénétrer dans toutes les religions, comme elle pénètre dans toutes les contrées. Eh bien ! Messieurs, continuons notre mission glorieuse. Que les hommes éclairés, sans distinction de cultes, s'unissent dans cette Association Israélite Universelle dont le but est si noble, si largement civilisateur... Donner une main amie à tous ces hommes qui, nés dans une autre religion que la nôtre, nous tendent leur main fraternelle, reconnaissant que toutes les religions dont la morale est la base, dont Dieu est le sommet, doivent être amies entre elles ; faire ainsi tomber les barrières qui séparent ce qui doit se réunir un jour, voilà, Messieurs, la belle, la grande mission de notre Alliance Israélite Universelle. J'appelle à notre Association nos frères de tous les cultes, qu'ils viennent à nous, avec quel empressement nous irons à eux... Notre grande mission, c'est de mettre en rapport avec les autorités de tous les pays, ces populations juives si délaissées quand elles ne sont pas traitées en ennemies ; à la première nouvelle d'une attaque contre un culte, d'une violence excitée par la haine religieuse, nous lever comme un seul homme et réclamer l'appui de tous, faire entendre notre voix dans les cabinets des ministres*

474 http://www.mediterranee-antique.fr/Auteurs/Fichiers/GHI/Graetz/Histoire_Juifs/HJ_514.htm

475 <http://www.consistoire.org/127.le-consistoire-de-paris> Sur cette même page, il est précisé que « *Plusieurs notables, dont des membres du Consistoire, fondent l'Alliance Israélite Universelle.* »

et jusqu'aux oreilles des princes, quelle que soit la religion qui est méconnue, persécutée, atteinte⁴⁷⁶. » On peut retrouver des propos affinant ces ambitions dans le cadre d'une gouvernance mondiale en préparation à fort relent mystique dans un article paru en mars 1864 dans les *Archives Israélites* : « Si peu à peu, les vengeances personnelles ont disparu, s'il n'est plus permis de se faire justice à soi-même mais plutôt de s'en remettre à des juges généralement acceptés et désintéressés dans le litige, n'est-il pas naturel, nécessaire et bien autrement important de voir bientôt un autre tribunal, un tribunal suprême⁴⁷⁷, saisi des grands démêlés publics, des plaintes entre Nations et Nations, jugeant en dernier ressort, et dont la parole fasse foi ? Et cette parole, c'est la parole de Dieu, prononcée par ses fils aînés, les Hébreux, et devant laquelle s'inclinent avec respect toutes les puissances, c'est-à-dire l'universalité des hommes, nos frères, nos amis, nos disciples⁴⁷⁸. » Les dirigeants de l'AIU vont donc prospecter auprès des chefs d'États afin de trouver un appui politique à leurs ambitions. Est-ce un hasard si, en 1874, ils captèrent l'intérêt attentif du tsar Alexandre II⁴⁷⁹ lors d'une rencontre à Londres. Sa mort brutale en raison d'un attentat bloqua le projet qui fut relancé par son petit-fils... le tsar Nicolas II. C'est grâce à ce dernier, héritier d'une lignée d'ancêtres occultistes,

476 <http://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k62703n.pdf> p. 10-11.

477 Ce souhait a trouvé un début de concrétisation avec la création, en 1993, du Tribunal pénal international (TPI) afin de pouvoir juger les chefs d'États et leurs affidés. Cette première étape entre dans la volonté d'édification d'un pouvoir mondial. Cependant, on se heurte à un problème vieux comme le monde. Quel contre-pouvoir peut-on mettre en place face à ce TPI et autres instituts planétaires du même style ? Selon la bonne formule antique romaine : « *Quis custodiet ipsos custodes ?* » « Qui gardera les gardiens eux-mêmes ? » Voir John Laughland, *Le Tribunal pénal international*, Éditions François-Xavier de Guibert, 2003.

478 <http://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k62703n.pdf> p. 9-10.

479 Le tsar Alexandre II était marié à Marie de Hesse-Darmstadt (tsarine sous le nom de Marie Alexandrovna) dont le frère Alexandre de Hesse avait épousé Julia Hauke. Cette dernière était la dame d'honneur de... Marie de Hesse-Darmstadt. L'esprit sabbatéo-frankiste lié à l'occultisme était bien présent à la cour de Russie.

qu'une conférence put être tenue, en 1899, à la Haye en liaison avec l'AIU. De nombreux représentants de l'Ancien et du Nouveau monde participèrent à cette réunion stipulant, selon la note russe, que le but poursuivi était la fondation « *d'une société des Nations dans laquelle les intérêts de la paix priment tout*⁴⁸⁰. » Le résultat de tous ces travaux fut brouillon. Une nouvelle Conférence de la paix vit le jour, en juin 1907, à La Haye sous les auspices du président américain Théodore Roosevelt, stimulé en ce sens par une résolution de l'Union interparlementaire⁴⁸¹ de septembre 1904. Le résultat fut, là aussi, décevant car les différentes délégations n'arrivèrent pas à définir les compétences de l'arbitrage obligatoire mondial et de la cour permanente de justice dans le cadre d'un Parlement mondial, terme qui n'est pas évoqué dans les textes mais en filigrane. Malgré les difficultés rencontrées, on peut souligner l'importance accordée à ces tentatives de gouvernance mondiale avant l'heure avec la participation de personnes au profil bien défini. C'est le cas de William Stead, lié au groupe mondialiste de Cecil Rhodes, et d'Alfred Milner (groupe de la *Round Table*), mais aussi en contact avec le milieu théosophe comme Annie Besant (membre de la Société fabienne) ou Hélène Blavatsky. Lors de la Conférence de 1907, Stead fonda exprès un journal, *Courrier de la Conférence de la Paix*, dans lequel il n'hésitait pas écrire que « *Le grand objectif de la Conférence est la création d'un État mondial... La Fédération mondiale est inévitable. (...) nous sommes proches de l'unité politique de notre planète qui est aussi certaine que toute autre loi physique...*⁴⁸². » Parmi les participants poussant en faveur d'une gouvernance mondiale durant cette Conférence de 1907, on pouvait relever les

480 <http://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k62703n.pdf> p. 15.

481 L'Union interparlementaire fut fondée en 1889. C'est une organisation internationale des Parlements à l'échelle mondiale agissant pour le renforcement de la démocratie et la promotion des droits de l'homme en liaison étroite avec l'Organisation des Nations Unies (ONU). Son siège est à Genève in <http://www.ipu.org/french/whatipu.htm>

482 <http://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k62703n.pdf> p. 28.

noms de l'industriel Andrew Carnegie, des représentants sionistes avec à leur tête Max Nordau (cofondateur avec Theodor Herzl de l'Organisation sioniste mondiale) ou encore du mouvement théosophe en la personne d'Élisabeth Vreede⁴⁸³. Projet d'unité mondiale, ambition sioniste, finance et gnose se retrouvaient unis pour communier vers un même but lors de cette Conférence. Cependant, comme pour la précédente réunion, celle-ci ne parvint pas à s'accorder véritablement malgré une façade consensuelle pour sauver les apparences. L'après Première Guerre mondiale permit, cependant, de poser les premières assises d'une gouvernance globale en raison des affres de la guerre. Profitant des souffrances des peuples européens, il fut proposé une solution pour mettre fin à la « der des der » avec la Société des Nations (la SDN). La fameuse formule de Talleyrand, « *Agiter le peuple avant de s'en servir* », se révéla efficace.

Le traité de Versailles et autres traités verrouillèrent les États vaincus dans des sangles et humilièrent ces derniers, et plus particulièrement l'Allemagne⁴⁸⁴, de telle manière que tout fut fait pour préparer la Seconde Guerre mondiale. Jacques Bainville, qui avait magnifiquement annoncé dans son ouvrage prophétique, « *Les Conséquences politiques de la paix* » de 1920, les éléments qui allaient détruire l'Europe dans une guerre nouvelle, n'avait pas saisi, malgré son génie et en raison de son agnosticisme, que l'instauration de la SDN s'intégrait dans une mystique tentant de façonner la gouvernance mondiale. Cette évolution préparée par une cohorte de technocrates anglo-américains (colonel House, Alfred Milner, Lionel Curtis...) en liaison avec Georges Clémenceau a été décrite en particulier par l'universitaire américain Carroll Quigley dans son ouvrage « *Tragedy and Hope* ». Cette mise en forme de toute une structure posant les bases d'une gouvernance mondiale a été utilisée par un des ouvriers du mondialisme, Richard de Coudenhove-Kalergi (1894-1972). Cet aristocrate, métis austro-japonais, créa en 1922 la Paneurope dont l'objectif, comme le rappellent ses

483 <http://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k62703n.pdf> p. 29-31.

484 Même si le traité de Versailles humilia l'Allemagne, il faut reconnaître qu'elle sut en partie amoindrir ses effets par la signature du traité de Rapallo, en avril 1922, en obtenant des avantages économiques et militaires avec la Russie. Les protagonistes allemand et russe, Walter Rathenau et Christian Rakovsky, qui appartenaient tous les deux à des élites juives cultivées, ont su mettre en place un contre-projet qui a sûrement déplu à certains. L'assassinat de Rathenau quelques semaines plus tard fut peut-être la réponse apportée au traité de Rapallo. En tout cas, comme le souligne l'universitaire Pierre Broué, la conclusion de cet accord fit dire à Rakovsky en réponse à des journalistes s'interrogeant sur les répercussions sur le traité de Versailles : « *Le traité de Versailles ? Le traité de Versailles ? Je ne sais rien de ce traité.* » in Pierre Broué, *Rakovsky ou la Révolution dans tous les pays*, Fayard, 1996, p. 193. Lors des purges staliniennes, Rakovsky fut arrêté et fusillé bâillonné, sur ordre de Staline, le 11 septembre 1941 in *Ibid.*, p. 428.

statuts, est de favoriser un patriotisme européen, de « reconnaître l'autodétermination des peuples et le droit des groupes ethniques au développement culturel, économique et politique⁴⁸⁵. » La finalité du projet paneuropéen, subdivisé en sections nationales (Paneurope France, Paneurope Allemagne, Paneurope Italie...), consiste à ce que l'Europe tende à une entité politique y compris dans les domaines de la sécurité et de la défense. La Paneurope respecte et intègre le christianisme et les droits de l'homme ainsi que le judaïsme et l'islam, considérés comme partie intégrante de la civilisation européenne. Ce syncrétisme spirituel et juridique convient tout à fait à l'esprit noachide et à sa maison mère, la synagogue. La Paneurope bénéficia de l'appui financier de Max Warburg dont nous avons vu les liens politiques et financiers en liaison avec ses frères (Paul et Félix), mais aussi d'une cohorte d'industriels comme Robert Bosch⁴⁸⁶. L'influence de cet institut fut renforcée par la présence d'Aristide Briand, président du Conseil du gouvernement français, à la présidence d'honneur de l'Union paneuropéenne. Une telle position explique largement les propos de ce dernier, dans son discours tenu à la SDN en septembre 1929, suggérant d'établir entre les peuples européens « une sorte de lien fédéral »⁴⁸⁷. Fort de tout cet appui, Coudenhove-Kalergi mit sur pied un véritable programme de gouvernance mondiale dans le cadre d'un memorandum envoyé à la SDN en juillet 1925 promouvant l'idée d'une « fédération de fédérations » avec, chose intéressante, l'admission de l'Union Soviétique dans cet organigramme planétaire. La germaniste Anne-Marie Saint-Gille a su présenter la version résumée : « Ce document qui comprend trois parties montre bien que la réforme de la SDN n'est en fait pas l'objectif principal de

485 http://www.paneuropa.org/fr_int/programm.html Nous avons développé ces ambitions dans nos livres : « Minorités et régionalismes » et « La Décomposition des nations européennes ». Dans cette affaire, la section Paneurope Allemagne, par exemple avec Siegbert Alber, a joué un grand rôle dans l'élaboration des textes créant la charte des langues régionales ou minoritaires et la Convention-Cadre pour la protection des minorités. Enfin, Coudenhove-Kalergi a joué un rôle important dans la mise en forme du Conseil de l'Europe fondé en 1949.

486 Anne-Marie Saint-Gille, *La Paneurope*, Presses de l'Université de Paris-Sorbonne, 2003, p. 118-119. C'est Max Warburg qui permit à Coudenhove-Kalergi de rencontrer le chancelier Gustav Stresemann, le 11 juin 1925, qui ne se montra pas hostile à l'idée d'États-Unis d'Europe in *Ibid.*, p. 137.

487 *Ibid.*, p. 177. Le poids de la Paneurope est incontestable. Sur proposition du président Georges Pompidou, ancien membre de la banque Rothschild, Otto de Habsbourg fut choisi comme le successeur de Coudenhove-Kalergi en 1972 in http://www.paneuropa.org/fr_int/geschichte.html Il faut reconnaître une influence réelle de la Paneurope. Dans les années 1960, Georges Pompidou était le trésorier de la Paneurope France et Alain Peyrefitte son secrétaire général in <http://www.paneuropa.org/fr/intro.html> Depuis cette époque, parmi les membres de droit, on peut signaler aussi la présence de Jacques Chirac in <http://www.paneuropa.org/fr/>

Coudenhove. La structure de son texte, où les propositions sus-citées forment un premier mouvement dont le titre "Décentralisation de la SDN" dissimule son caractère liminaire, met en évidence une progression thématique vers l'essentiel du propos. La seconde partie, intitulée "Paneurope", comme si ce terme recouvrait déjà une réalité politique, passe en revue tous les dangers que recèle l'ordre européen de Versailles avant que ne soit énoncé, dans un dernier tiers, un ensemble de solutions que les responsables de la SDN pourraient mettre en œuvre afin de garantir la paix sur la base du programme paneuropéen. On peut ramener ces propositions concrètes à huit points principaux :

1. - Création de sections continentales sur la base de l'article XXI du Pacte de la SDN, en commençant par des sections britannique, européenne et américaine.
2. - Reconnaissance du principe des "continents politiques", cette interprétation nouvelle du programme initial étant destinée à faire admettre les frontières de la future "Paneurope".
3. - Proposition de signature d'un pacte de garantie paneuropéen et d'un pacte américain.
4. - Création d'une commission pour la régionalisation et la réforme de la SDN.
5. - Négociations avec les États-Unis, l'Union panaméricaine et l'URSS en vue de la réforme de la SDN sur la base de la décentralisation, de l'autonomie continentale et du respect de la doctrine Monroe.
6. - Création d'un groupe européen au sein de la SDN et d'une organisation d'États qui prendraient en charge tous les problèmes purement européens.
7. - Élaboration d'un traité collectif paneuropéen ouvert à tous les États d'Europe. Les signataires de cette convention prendraient collectivement le nom d'"États-Unis d'Europe".
8. - Collaboration entre l'Union paneuropéenne et la SDN⁴⁸⁸. »

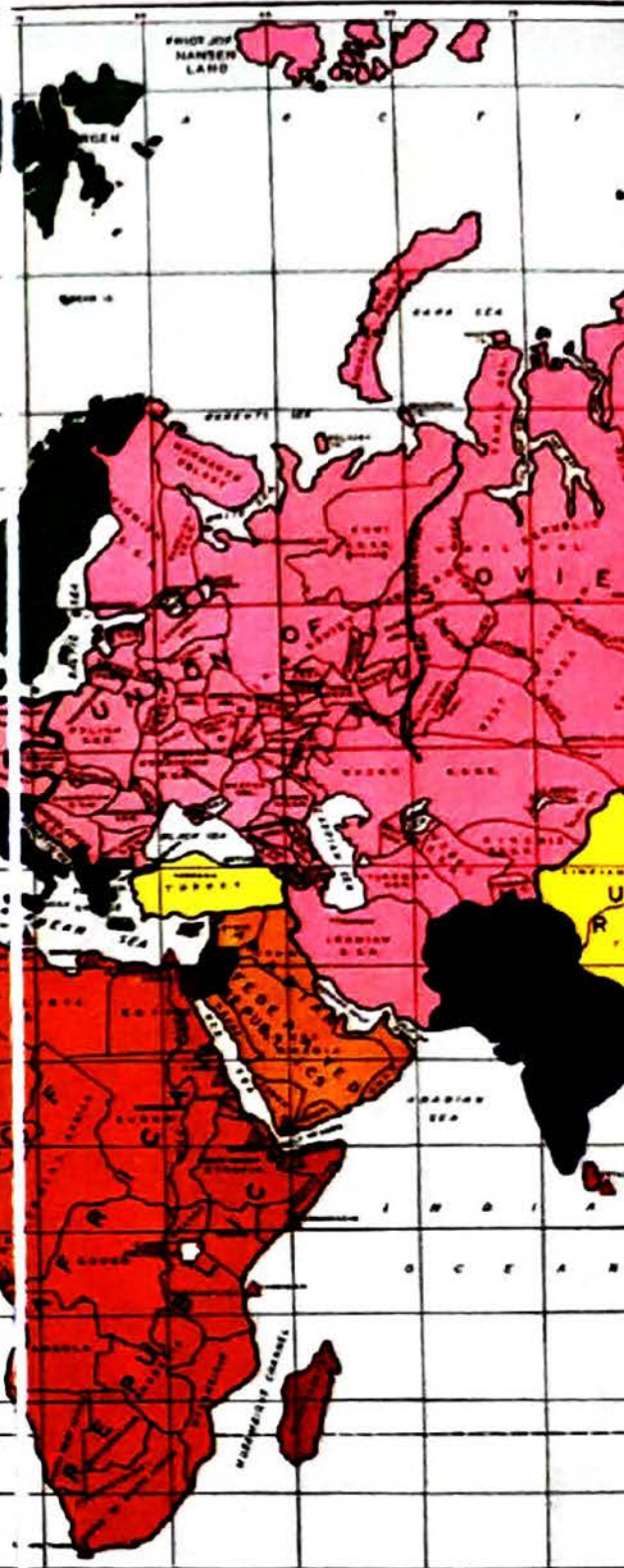
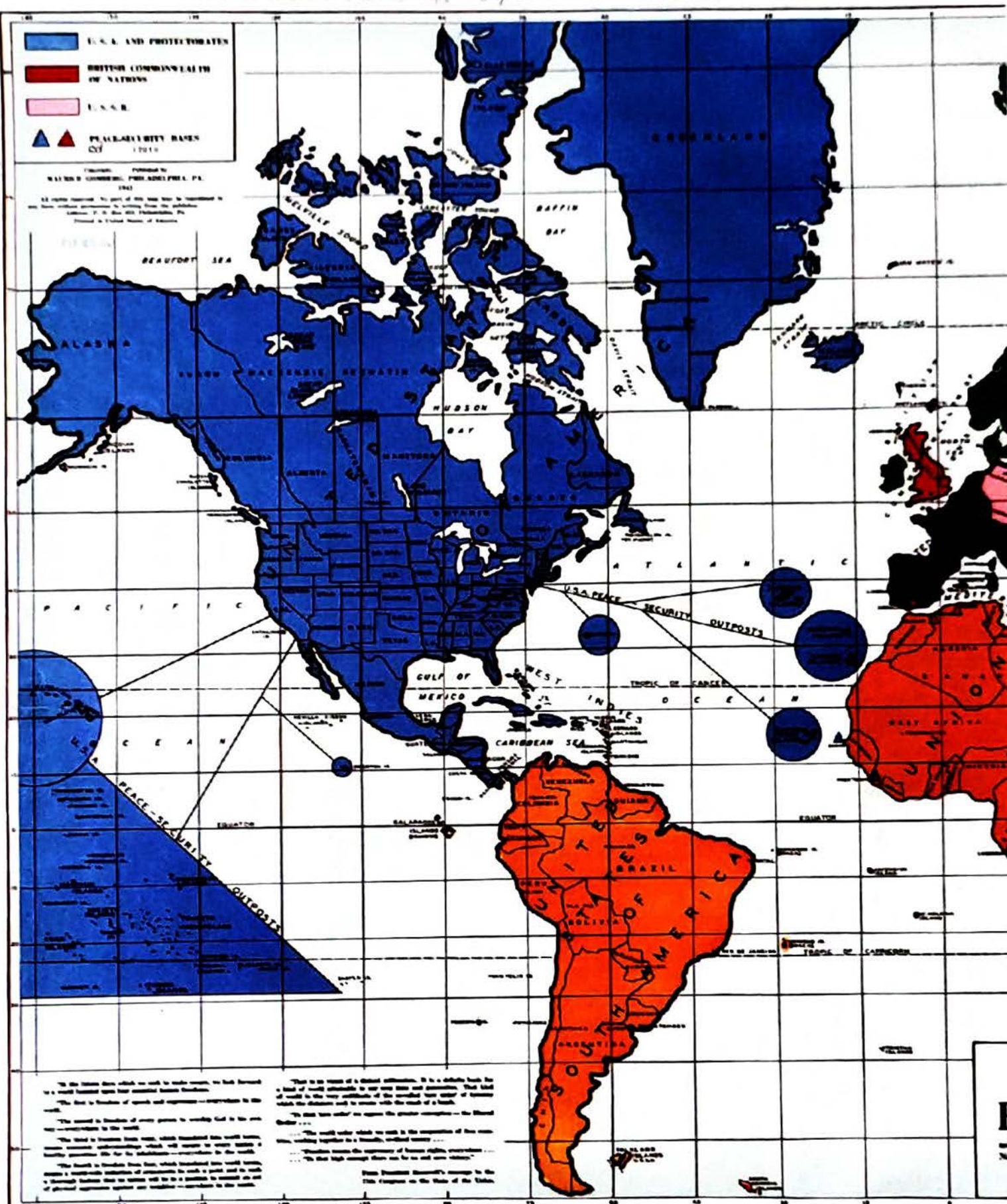
L'admission de l'URSS dans ces négociations est intéressante. En 1925, au moment où paraît ce mémorandum, Staline était en concurrence acharnée avec Trotski Bronstein qui défendait l'idée d'une révolution

488 *Ibid.*, p. 130-131. Dans cette présentation, nous retrouvons, dans la carte de la gouvernance mondiale publiée par la librairie du Congrès des États-Unis, des similitudes. Chapitre VII, annexe 10 : projet de gouvernance mondiale (1942).

mondiale⁴⁸⁹. Staline n'entraîna pas dans ce jeu et réussit, après d'âpres luttes, à expulser Trotski d'Union soviétique. Ce combat interne révélait des rivalités entre des groupes juifs s'opposant sur les principes de la révolution et de son extension ou non. La période des années 1920 en URSS fut celle de la Nouvelle Politique Économique (la NEP) promue par Lénine pour le plus grand bonheur de l'homme d'affaires américain Armand Hammer (1898-1990) qui travailla en étroite collaboration avec le régime soviétique. Cette NEP consistait, à partir de 1921, à introduire une forme de libéralisation de l'économie afin de relancer la production dans un pays accablé par les conséquences de la Première Guerre mondiale, de la révolution bolchevique et de la guerre civile. Elle fut abrogée par Staline en 1930. Il est intéressant de noter des similitudes de comportement parmi les élites juives acquises au bolchevisme⁴⁹⁰ s'étripant entre elles comme l'avaient fait les sabbatéo-frankistes face aux Juifs orthodoxes. Cette caractéristique fut relevée par l'universitaire américain Yuri Slezkine : « *La Révolution juive – ce roman familial brutal – joua un tout aussi grand rôle dans la NEP et dans la Grande Transformation stalinienne que dans le mouvement révolutionnaire d'avant 1917, la prise du pouvoir par les bolcheviks ou la guerre civile. (...) Quand la NEP prit fin et que tous les entrepreneurs privés – et tous les “pères” juifs typiques que l'on comptait dans leurs rangs – commencèrent à être persécutés, volés,*

489 L'universitaire Antony Sutton a parfaitement démontré que les élites anglo-américaines ont soutenu et financé Trotsky lors de son retour en Russie avec l'appui, entre autres, du président américain Woodrow Wilson in Antony Sutton, *Wall Street et la révolution bolchevique*, Éditions le Retour aux sources, 2012, p. 32. Il s'agissait de favoriser le lancement d'un grand incendie dans le cadre d'une Révolution mondiale avec son cortège de sang et de rédemption messianique d'essence sabbatéo-frankiste par l'entremise de Trotsky et de ses affidés. Staline, qui n'était pas messianiste, déjoua ses plans en voulant maintenir les principes de la Révolution à son service seul en Union soviétique. D'une certaine manière face à Trotsky et à ses ambitions de chambardement planétaire au service d'une utopie messianiste, dans le degré du mal, Staline fut le moins pire. La réponse de la City et de Wall Street fut de favoriser l'arrivée au pouvoir d'Adolf Hitler comme l'ont montré les travaux de l'extraordinaire Antony Sutton in *Wall Street et l'ascension de Hitler*, le Retour aux Sources, 2012. Le but ultime était de contrer et d'abattre Staline. La victoire de ce dernier sur le nazisme en 1945 désorganisa les plans des élites occidentales, plus particulièrement la City de Londres. L'enfer est divisé contre lui-même.

490 « *La plupart des membres de la nouvelle élite soviétique n'étaient pas des Juifs, et la plupart des Juifs n'étaient pas membres de la nouvelle élite soviétique. Mais ce qui est indéniable, c'est que le pourcentage de Juifs parmi les membres de l'élite était beaucoup plus élevé que celui de tous les autres groupes ethniques de l'URSS. En termes absolus, les Juifs occupaient le deuxième rang après les Russes, mais si l'on subdivisait l'élite soviétique en sous-groupes d'individus provenant de la même région, partageant un même arrière-plan social et culturel et se reconnaissant mutuellement comme ayant un passé commun et des liens familiaux, alors on pouvait considérer les Juifs comme le groupe le plus important de la nouvelle élite et, en particulier (ou, plutôt, avec un surcroît de visibilité), de sa fraction culturelle, à savoir la cohorte des poètes, des prophètes et des propagandistes.* » in Yuri Slezkine, *Le Siècle juif*, La Découverte, 2009, p. 254.

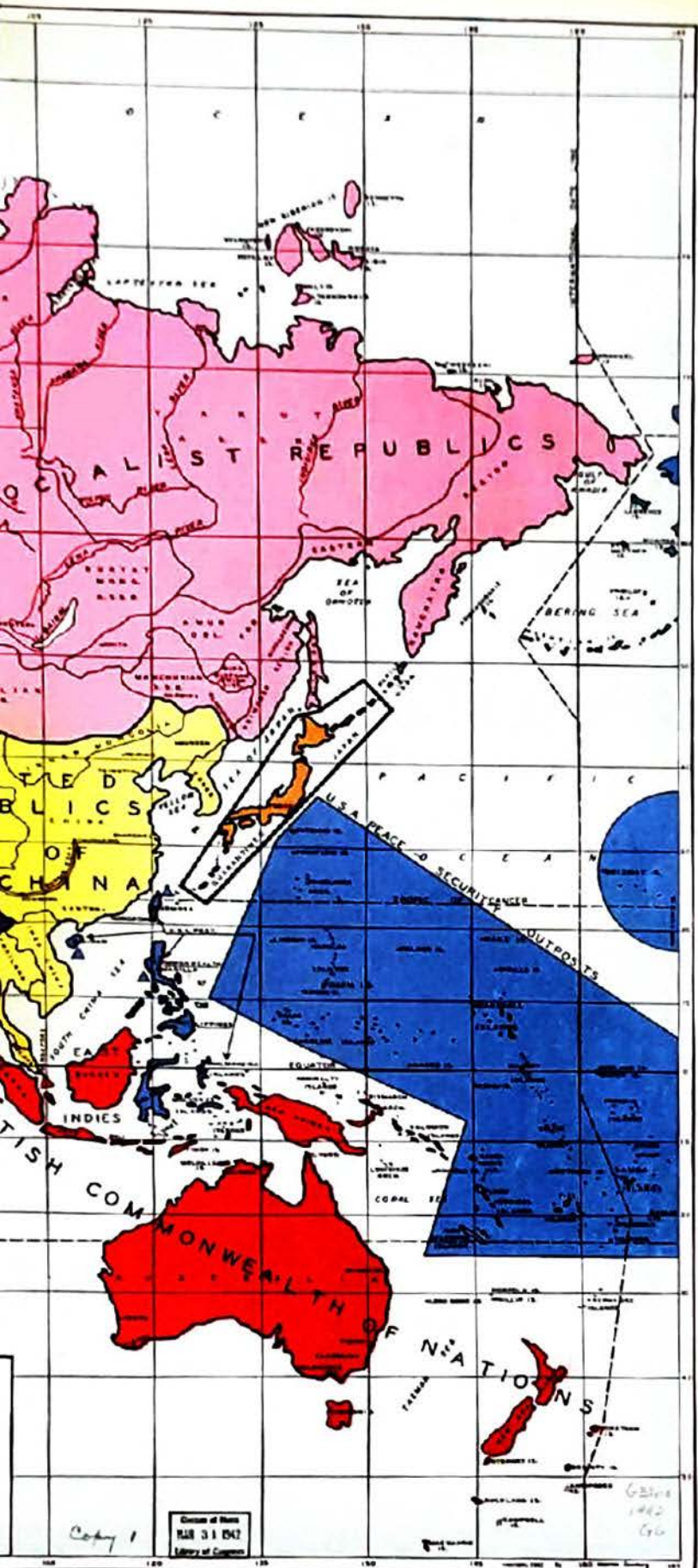


Outline of POST-WAR NEW WORLD

to the U. S. A., with the cooperation of the Governments of Latin America, the British Commonwealth and the Union of Soviet Socialist Republics, various world leadership for the establishment of a New World Moral Order for permanent peace, freedom, justice, security and world reconstruction.

Our Policy shall be this:

- [illegible]



Projet de gouvernance mondiale

27. All resources, industrial and labor capacity of the war-affected areas shall be employed for the post-war restoration and reconstruction needs.
28. To reduce the material power of the aggressive nations, as a potential military advantage, a Population Control Policy shall be elaborated and applied in the war-affected areas.
29. In the New World Order which we seek to establish, besides the essential political freedoms, the following fundamental economic changes are imperative:
- (a) Nationalization of all natural resources and equitable distribution of same to all nations—everywhere in the world;
 - (b) Nationalization of international banking (foreign investments, gold, and foreign exchange) everywhere in the world;
 - (c) Nationalization of all armaments producing establishments by all remaining military powers;
 - (d) Federal control of foreign commerce and shipping;
 - (e) The establishment of a world common monetary system;
 - (f) World-wide limitations of interest rates to a maximum of two percent.
30. To retain the victory and leadership of our united democratic effort—the aim of which is not vengeance or exploitation, but freedom and security to all nations for peaceful progress—the united "Supreme War Command of the United Nations" at the conclusion of the present war shall be reorganized and transformed into a permanent "Supreme Military and Economic Council" collaborating with the World League of Nations in post-war reconstruction and to enforce world peace.
31. The "Supreme Military and Economic Council" shall appoint the Governors to administer the quarantined areas until their eventual peace.
- For this purposeful beginning we must fight until absolute victory.
- WILSON GUNWILL

arrêtés et chassés de leurs foyers, la plupart des fonctionnaires du Guépéou chargés de ces opérations (y compris le chef du "Département des devises" du *Directorat des Affaires économiques du Guépéou*, Mark Issaïevitch Gaï (né Schtokliand)) étaient eux-mêmes juifs. En 1934, quand le Guépéou fut transformé en NKVD, les Juifs "de nationalité" constituaient le groupe le plus important parmi les "cadres dirigeants" de la police secrète soviétique, qui comptaient dans leurs rangs 37 Juifs, 30 Russes, 7 Lettons, 5 Ukrainiens, 4 Polonais, 3 Géorgiens, 3 Biélorusses, 2 Allemands et 5 "autres". On trouvait des responsables juifs à la tête de douze départements et directorats stratégiques du NKVD, dont ceux en charge de la police (la milice paysanne-ouvrière), des camps de travail (le Goulag), du contre-espionnage, de la surveillance et du sabotage économique, et tous sauf deux étaient des immigrants de l'ancienne Zone de Résidence. Le commissaire du peuple aux Affaires intérieures était Genrikh Grigoriévitch (Enoch Gerschenovitch) Yagoda. De toutes les révolutions de Russie, la révolution juive était (aux environs de 1934) une des plus implacables et des plus efficaces⁴⁹¹. »

Le messianisme marxiste mis en œuvre en 1917 était en concurrence, si l'on peut dire, avec son pendant, la mystique développée par un Occident dans le cadre de la SDN et de tout un réseau agissant en faveur d'un monde nouveau. Le fait a été particulièrement développé par un homme déjà cité mêlant christianisme, gnosticisme et influences orientales, Richard de Coudenhove-Kalergi⁴⁹², dans son ouvrage *Praktischer*

491 *Ibid.*, p. 238-239. Cette forte présence juive est confirmée par Gerhard Riegner, Secrétaire général du Congrès juif mondial concernant l'appareil diplomatique de la jeune République soviétique : « À cette époque, la Russie soviétique manquait de diplomates professionnels. Elle recrutait alors ses représentants parmi les Juifs éduqués, possédant les langues étrangères. Presque tout le corps diplomatique soviétique était composé de Juifs avec, à la tête, le ministre des Affaires étrangères, Maxime Litvinov, et des ambassadeurs comme Boris Stein, Yacov Surits, Vladimir Sokoline, Ivan Maïski, Rosenberg. Le seul diplomate soviétique non juif important en ce temps était l'ambassadeur Potemkine. » in *Ne jamais désespérer*, op. cit., p. 318. Comme nous l'avons écrit dans le chapitre VI, il faut rappeler qu'il existe des factions juives en faveur d'un messianisme accéléré et forcé s'opposant à d'autres qui n'en n'ont cure, avec des variables toutefois, dans le monde et au sein même de l'État d'Israël. Précisons aussi que les travaux de l'universitaire Yuri Slezkine ont été confirmés par un article du 21 décembre 2006 intitulé *Stalin's Jews* sur le site ynetnews affilié au journal israélien *Yediot Aharonot*. Le journaliste Sever Plocker n'hésite pas à reconnaître le rôle très important de meurtriers juifs au cours de la Révolution bolchevique, puis lors des famines ukrainiennes et des purges sous Staline en citant les actions sanglantes, entre autres, de Guenrikh Iagoda (1891-1938) et de Lazare Kaganovitch (1893-1991). Cet article présente un sous-titre qui est sans ambiguïté : « We mustn't forget that some of greatest murderers of modern times were jewish. » in <http://www.ynetnews.com/articles/0,7340,L-3342999,00.html>

492 Par son père, Richard de Coudenhove-Kalergi avait une arrière-grand-mère qui s'appelait Maria von Nesselrode in <https://www.genl.com/people/Maria-von-Nesselrode/6000000019875278434>

*Idealismus*⁴⁹³ (littéralement, « Idéalisme pratique »). Ses écrits révèlent un idéal consistant à créer une élite dirigeante prenant peu à peu le pas dans un monde en transition issu de la bascule de la Révolution de 1789 en liaison avec une modification des caractéristiques culturelles et ethniques des peuples européens. D'un point de vue général, Coudenhove expose les différences opposant les groupes humains :

1. L'homme des villes que tout oppose à l'homme des campagnes (religion, politique, psychologie, symbiose ou non avec la nature...), caractéristiques entraînant incompréhension et hostilité de part et d'autre ;
2. le junker (noble de la campagne) se différenciant du lettré mais tous les deux représentant une part de noblesse se partageant, pour le premier, l'esprit du chevalier conservateur, dur et fidèle à ses devoirs et, pour l'autre, une noblesse d'esprit alliant progressisme, scepticisme, rationalisme et mobilité de l'esprit ;
3. la noblesse anglaise incarnée par le *gentleman* définie par le style, la forme et le conservatisme et la noblesse d'esprit français définie par un esprit *bohémien*, c'est-à-dire par un tempérament alliant vitalité, dynamisme, esprit de protestation pouvant aller à la révolution. Comme le souligne Coudenhove, ces traits définis à ces deux groupes n'existent pas dans le cas allemand.

À partir de ces distinctions, il rappelle l'importance du sang, plus exactement, en comparant les groupes consanguins face à ceux issus de croisement. L'aspect consanguin touchant les paysans comme les nobles de la campagne conduit à un profil type réunissant des caractéristiques communes faites d'obstination et sens de la famille. Ce type d'aspect favorise un cadre rigide aboutissant à un horizon de vie et de valeurs étriquées. Tout oppose le consanguin au groupe issu du croisement et résidant en un milieu urbain. Se caractérisant, en général, par un mélange de caractéristiques sociales et d'un divers degré de métissage, il s'ensuit une absence d'inhibitions et de caractère ne lui interdisant pas, en même temps, le goût de la nouveauté. L'auteur en conclut : « *La consanguinité renforce le caractère, affaiblit l'esprit – le croisement affaiblit le caractère, renforce l'esprit. Là où la consanguinité et le croisement se rencontrent sous des auspices favorables, ils créent le plus haut type d'être humain, alliant au caractère le plus fort l'esprit le plus acéré. Là où sous des auspices*

493 https://ia802305.us.archive.org/12/items/R.N.CoudenhoveKalergiIdealismePratique1925FR/CK_IP_fr.pdf Dans sa version originale en allemand : <https://ia802608.us.archive.org/10/items/PraktischerIdealismus1925/PraktischerIdealismus.pdf>

défavorables se rencontrent la consanguinité et le mélange, ils engendrent des types dégénérés au caractère faible, à l'esprit racorni. L'humain du lointain futur sera un métis. Les races et les castes d'aujourd'hui seront victimes du dépassement toujours plus grand de l'espace, du temps et des préjugés. La race du futur, négroïdo-eurasienne, d'apparence semblable à celle de l'Égypte ancienne, remplacera la multiplicité des peuples par une multiplicité de personnalités. En effet, d'après les lois de l'héritage, avec la diversité des ancêtres grandit la diversité des descendants, et avec l'uniformité des ancêtres grandit leur uniformité. Dans les familles consanguines, un enfant ressemble à un autre : car tous représentent le seul type familial commun. Dans les familles métissées, les enfants se différencient davantage les uns des autres : chacun forme une nouvelle variation des éléments divergents des parents et des grands-parents. La consanguinité engendre des types caractéristiques – le croisement engendre des personnalités originales⁴⁹⁴. » Pour comprendre le raisonnement de Coudenhove, marqué par des influences gnostiques, en particulier par son père, et l'impact de cette mentalité dans la mise en place des instances européennes, il faut ajouter à côté du principe de métissage des considérations spirituelles qui permettent de dégager, selon lui, un élément moteur. Deux mondes s'opposent : le paganisme symbolisé par la force et le christianisme marqué par l'amour. À partir de ce socle, trois peuples émergent : 1. les Grecs avec la philosophie, 2. les Romains avec la politique et le droit et 3. les Juifs qui, dans une formule typiquement gnostique, ont permis de préparer le christianisme qui est « un judaïsme régénéré »⁴⁹⁵. Considérant que « Dans la mesure où l'Europe est chrétienne, elle est juive (au sens éthico-spirituel) ; dans la mesure où l'Europe est morale, elle est juive. La quasi-totalité de l'éthique européenne s'enracine dans le judaïsme⁴⁹⁶ », il en conclut que la religion des Hébreux est restée fidèle à l'idée de théocratie au fil des millénaires, ajoutant que « La force de caractère alliée à l'acuité spirituelle prédestine le Juif à devenir, à travers ses exemples les plus éminents, un leader de l'humanité urbaine (...) »⁴⁹⁷. » Dans son esprit et, en filigrane, celui émanant de personnes défendant un idéal gnostique en vue d'un monde à préparer, la période qui suit la Révolution de 1789 est un « pitoyable interlude » – représenté par la démocratie régnant par

494 https://ia802305.us.archive.org/12/items/R.N.CoudenhoveKalergiIdealismePratique1925FR/CK_IP_fr.pdf p. 18.

495 *Ibid.*, p. 22 (« ein regeneriertes Judentum »).

496 *Ibid.*, Selon la tradition catholique, le Christ, Fils de Dieu incarné, accomplit la Loi, chose qui n'a pas été reconnue par les Juifs. Tout l'opposé de ce que dit Coudenhove-Kalergi, héritier de la gnose, celle-ci combattant le christianisme trinitaire depuis 2 000 ans.

497 *Ibid.*, p. 23.

l'argent (façade de la ploutocratie)⁴⁹⁸ — entre l'aristocratie féodale de l'épée et une aristocratie sociale de l'avenir. Cette époque transitoire ne pourra s'achever que par l'instauration d'une aristocratie spirituelle prenant le pouvoir et dont les prémices peuvent être observés, selon Coudenhove, par « *un petit groupe d'aristocrates de l'esprit communistes* »⁴⁹⁹ incarné d'une manière décisive par le bolchevisme russe s'opposant à la ploutocratie occidentale. Pour lui, l'exemple communiste représente une tentative d'élaboration d'un modèle par une élite face au capitalisme en précisant que « *L'état-major de ces deux partis se recrute dans la race des leaders spirituels européens : dans le judaïsme*⁵⁰⁰. » Partant du principe que l'humanité a besoin de guides, de professeurs, Coudenhove conçoit le mariage de deux mondes alliant l'esprit aristocratique politique à celui de la noblesse de sang représentant l'idéal esthétique⁵⁰¹ qu'il expose clairement : « (...) *se distinguent deux races de qualité : la noblesse de sang et le judaïsme. Séparées l'une de l'autre, chacune demeure fixement rivée à sa croyance, en sa plus haute mission, en son meilleur sang, en une différence de rang humaine. Dans ces deux races*

498 *Ibid.*, p. 25. La période des années 1920 correspond à différentes mesures élaborées par les élites financières anglo-américaines, en particulier par l'entremise du groupe J.P Morgan (Plan Dawes et Plan Young), pour permettre à l'Allemagne d'honorer ses dettes. Cependant, sous l'impulsion de Hjalmar Schacht, président de la *Reichsbank* et qui deviendra le ministre de l'Économie d'Adolf Hitler à partir de 1933, il fut créé la Banque des Règlements internationaux (BRI) dont le siège est à Bâle en Suisse. Comme le rapporte Carroll Quigley : « *La puissance du capitalisme financier avait un autre plan, celui de créer rien de moins qu'un système mondial de contrôle financier aux mains du privé, capable de dominer le système politique de chaque pays et l'économie mondiale comme un tout. Le système serait contrôlé de façon féodale par les banques centrales du monde agissant de concert, grâce à des accords secrets obtenus lors de réunions et conférences fréquentes. Le sommet de la pyramide devait être la Banque des Règlements internationaux de Bâle en Suisse, une banque privée possédée et contrôlée par les banques centrales mondiales. Chaque banque centrale, aux mains de gens comme Montagu Norman de la Banque d'Angleterre, de Benjamin Strong de la Réserve fédérale de New York, de Charles Rist de la Banque de France et de Hjalmar Schacht de la Reichsbank allemande, cherchait à dominer son gouvernement par sa capacité à placer des emprunts du Trésor, à manipuler les cours de change, à influencer le niveau d'activité économique du pays et à influencer des hommes politiques coopératifs par des récompenses dans le monde des affaires.* » in *Tragedy and Hope*, op. cit., p. 324. La BRI dispose d'une totale immunité et n'a de compte à rendre à aucun gouvernement, tout en disposant d'une totale immunité juridique et diplomatique. C'est un État dans l'État qui a servi de modèle de référence pour le « Mécanisme Européen de Stabilité » (MES), institution financière internationale, créée en septembre 2012, qui peut lever des fonds à hauteur de 700 milliards d'euros afin d'aider, sous conditions, des États en difficultés, cf. Pierre Hillard, *Chroniques du mondialisme*, p. 60.

499 https://la802305.us.archive.org/12/items/R.N.CoudenhoveKalergilIdealismePratique1925FR/CK_IP_fr.pdf, p. 26.

500 *Ibid.*

501 « *Dès qu'une nouvelle et véritable noblesse se sera constituée, la démocratie disparaîtra d'elle-même.* » in *Ibid.*, p. 29.

avantagées hétérogènes réside le noyau de la noblesse européenne du futur : dans la noblesse de sang féodale, si tant est qu'elle ne se laisse pas corrompre par la cour, dans la noblesse cérébrale juive, si tant est qu'elle ne se laisse pas corrompre par le capital. Comme garantie d'un meilleur avenir, il demeure un reste de noblesse rustique moralement haute, et un petit groupe combattant de l'intelligentsia révolutionnaire. C'est ici que grandit au rang de symbole, la communauté entre Lénine, l'homme de la petite noblesse rurale, et Trotski, le lettré juif : ici se réconcilie l'opposition entre le caractère et l'esprit, le junker et le lettré, les humains rustiques et les humains urbains, les païens et les chrétiens, en une synthèse créatrice de l'aristocratie révolutionnaire⁵⁰². » La finalité du projet Coudenhove conduit inexorablement à la dissolution des peuples européens, des caractères propres à la civilisation du Vieux Continent absorbé par l'Orient ; ce qui fait dire en toute logique à son auteur que « Dans une Europe orientalisée, l'aristocrate du futur ressemblera davantage à un brahmane et à un mandarin qu'à un chevalier⁵⁰³. » La Communauté économique européenne (CEE), créée en 1957, devenue Union européenne (UE) en 1992, n'est que l'outil permettant cette mutation. L'arrivée massive et continue de populations extra-européennes, issues de civilisations orientales et moyen-orientales, et la modification des structures psychologiques des Européens, dont le système immunitaire mental hérité du christianisme trinitaire est battu en brèche, sont autant de caractéristiques permettant d'affirmer que l'idéal de Coudenhove est sur le point de s'imposer au moment où nous écrivons ces lignes.

I 12 | Accélération du processus de décomposition depuis 1945

Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, nous pouvons relever trois domaines traités par les élites oligarchiques dans le but d'accélérer et d'approfondir l'unité européenne en vue d'une gouvernance mondiale :

502 Ibid., p. 37-38.

503 Ibid., p. 45. Coudenhove ajoute : « L'humain noble du futur ne sera ni féodal ni juif, ni bourgeois ni prolétaire : il sera synthétique. Les races et les classes dans le sens d'aujourd'hui, disparaîtront, les personnalités demeureront. » in Ibid., p. 46.

1. la mise en place d'instituts politico/économiques, fer de lance du mondialisme⁵⁰⁴,
2. l'affirmation et la reconnaissance juridique dans les instances européennes et mondiales de la valeur intrinsèque des droits de l'homme, et
3. l'intégration de l'Église dans les instances mondialistes.

Dans la liste nombreuse des hommes agissant au service de l'élaboration d'une gouvernance européenne et mondiale de l'après-guerre et animée par l'esprit de la gnose, nous pouvons citer de nombreux intervenants outre Richard de Coudenhove-Kalergi : Denis de Rougemont, Henri Brugmans, Winston Churchill, Bertrand de Jouvenel, Jean Monnet, Robert Schumann, Altiero Spinelli, Edmond Giscard d'Estaing, Paul Van Zeeland, Alexandre Marc, Paul-Henri Spaak etc. Même s'il ne faut pas négliger l'apport important de ces hommes dans le processus d'élaboration en faveur du mondialisme, il faut cibler la personne appartenant à la caste supérieure de l'aristocratie mondialiste. Dans cette affaire, un homme discret et ô combien efficace se détache. Il s'appelle Joseph Hieronim Retinger (1888-1960). Il existe peu d'études sérieuses concernant cet homme qui a déterminé l'avenir de centaines de millions de personnes. Cependant, l'ouvrage de l'universitaire suisse Nicolas Stenger⁵⁰⁵ tombe à point. Traitant essentiellement de Denis de Rougemont, il apporte des informations éclairantes sur son entourage et, en particulier, sur Retinger. Avant de préciser les mesures instaurées par celui-ci, nous devons rappeler que l'engagement des élites politiques, financières et des services secrets américains fut complet dans la construction de l'unité européenne. Certes, on peut observer des variations dans l'engagement de certains en fonction des intérêts du moment. Cependant, cet appui ne fit jamais défaut. Le premier démarrage eut lieu, le 7 mai 1946, avec le discours de Retinger au *Royal Institute of International Affairs* (appelé plus communément « Chatham House »). Il y présenta tout un programme défendant l'idée d'un « continent libre, économiquement cohérent, unifié politiquement et opposé à l'autoritarisme⁵⁰⁶. » Il obtint l'appui de l'ambassadeur américain à Londres, Averell Harriman, et de nombreux relais aussi divers que John Foster Dulles, ministre des Affaires étrangères (Secrétaire d'État), du général William J. Donovan, patron des services secrets durant la Seconde Guerre mondiale (l'OSS qui devint la CIA en 1947) ou encore des financiers Nelson et David Rockefeller. Le lancement de la « Ligue Européenne de

504 N'oublions pas que les « Accords de Bretton Woods » en 1944 évoquèrent, par la voix de John Maynard Keynes, l'idée d'une monnaie mondiale appelée « Bancor » in <http://archives.lesechos.fr/archives/2011/Enjeux/283-43-ENJ.htm?texte=bretton%20woods> Le projet a seulement été repoussé.

505 Nicolas Stenger, *Denis de Rougemont, les intellectuels et l'Europe au xx^e siècle*, Presses Universitaires de Rennes, 2015.

506 *Ibid.*, p. 108.

Coopération Économique » à l'automne 1946 (nom définitif adopté en 1948) par Retinger associé à Paul Van Zeeland et Edmond Giscard d'Estaing⁵⁰⁷ permit de poser les premiers jalons (intégration monétaire, politique énergétique...) ⁵⁰⁸ qui allaient favoriser la naissance de la Communauté économique européenne (CEE). Ces soubassements furent renforcés, en décembre 1946, par la création de « l'Union des Fédéralistes Européens » (UEF) présidée par Henri Brugmans, dont les statuts voient le jour à Montreux (Suisse) en août 1947. L'UEF est membre du « Mouvement fédéraliste mondial » (*World Federalist Movement, WFM*) créé au même moment⁵⁰⁹. La naissance du « Comité international de Coordination des Mouvements pour l'Unité européenne » (CICMUE) en novembre 1947, rassemblant diverses associations œuvrant en faveur de l'unité européenne (LECE, UEF...), était présidée par Duncan Sandys (gendre de Churchill) flanqué d'un secrétaire général, Joseph Retinger⁵¹⁰. Celui-ci est à l'origine du fameux « Congrès de La Haye » de mai 1948. Présidé par Churchill et secondé par le même Retinger, ce congrès est l'acte de baptême permettant d'officialiser la construction européenne. Le « Mouvement européen » (ancien CICMUE), sous l'égide de Churchill, Sandys et Retinger, participa à la création, en liaison avec les autorités américaines, le 29 mars 1949, du « Comité Américain pour une Europe Unie » (*American Committee on United Europe, ACUE*) dont le président était William Donovan des services secrets américains associé à Allen Dulles (premier président de la CIA et frère de John) et Thomas Braden qui, auparavant, avait travaillé au sein de l'OSS. Comme le précise Nicolas Stenger : « C'était toute l'élite du renseignement qui se retrouvait de fait à la tête de l'ACUE pendant ses premières années d'existence. Officiellement, le comité organisait des campagnes de propagande en faveur de l'idée européenne aux États-Unis ; officieusement, il servait de couverture aux fonds destinés au Mouvement européen. De 1949 à 1960, le Mouvement reçut ainsi plusieurs millions de dollars de la CIA, qui transitèrent par ce canal⁵¹¹. »

507 http://www.lece-france.eu/?page_id=855

508 <http://www.cvce.eu/fr/education/unit-content/-/unit/7b137b71-6010-4621-83b4-b0ca06a6b2cb/b4c2b0d3-470c-426e-9b08-e2e5eef80abd>

509 <http://www.wfm-igp.org/our-movement/history>

510 <http://www.cvce.eu/recherche/unit-content/-/unit/04bfa990-86bc-402f-a633-11f39c9247c4/272166ae-84b2-466b-9cfa-4df511389208> À partir d'octobre 1948, le CICMUE devient le « Mouvement européen ».

511 Denis de Rougemont, *op. cit.*, p. 177. Ce financement a été confirmé par l'universitaire Joshua Paul, chercheur à l'université Georgetown, à partir d'archives de la CIA déclassifiées. Retinger, Schuman et Spaak furent les bénéficiaires de cette manne venue d'outre-Atlantique. Pour l'année 1958, le « Mouvement européen » fut financé par l'ACUE à hauteur de 53,5 %, information publiée le 19 septembre 2000 par Ambrose Evans-Pritchard dans le *Daily Telegraph* sous le titre « *Euro-federalists financed by US spy chiefs* » in <http://www.telegraph.co.uk/news/worldnews/europe/1356047/Euro-federalists-financed-by-US-spy-chiefs.html>

Enfin, l'action de Retinger apporta la touche finale en favorisant la création d'un lieu de rencontre pour les élites : le Bilderberg. Selon cet universitaire, les élites politiques américaines furent interpellées par Retinger, Zeeland et le prince Bernhard (époux de la reine Juliana des Pays-Bas) sans grand succès. Charles D. Jackson, qui était l'assistant spécial du président Eisenhower pour les affaires internationales, transmet les demandes européennes à John Coleman, président du *Committee for a National Trade Policy* (CNTP) : « *C'est au sein de ce groupe de pression, comprenant les principaux dirigeants du monde économique aux États-Unis, des hommes acquis à l'union européenne et à la libéralisation du commerce international – tout comme les fondateurs de la Ligue européenne de coopération économique –, qu'allait s'organiser la réponse américaine. Parmi les membres du CNTP, on peut citer entre autres le pétrolier George C. McGhee, le magnat de la presse George Barry Bingham Sr., le banquier et milliardaire David Rockefeller, ou encore l'industriel Henry J. Heinz II*⁵¹². » La première réunion du Bilderberg⁵¹³ eut lieu à Oosterbek aux Pays-Bas, du 29 au 31 mai 1954, sous le patronage du prince Bernhard et, jamais très loin, de Joseph Hieronim Retinger. Depuis cette date, le gratin mondial politique, économique, financier et journaliste s'y côtoie afin de réfléchir à ce qu'il y a de mieux pour le genre humain.

L'aspect juridique et, plus particulièrement, la partie consacrée aux droits de l'homme est une part importante entrant dans l'architecture de la gouvernance mondiale. Les informations à ce sujet ont été fournies par Gerhard Riegner, secrétaire général du Congrès juif mondial, dans ses mémoires. Nous allons donc présenter les points essentiels du programme. Tout d'abord, il faut remarquer que son livre, « *Ne jamais désespérer* », présente un sous-titre qui résume l'association étroite entre le monde de la synagogue et la promotion de l'homme : « *Soixante années au service du peuple juif et des droits de l'homme* ». Les droits de l'homme, c'est la version noachide pour régir l'humanité, c'est-à-dire les Gentils. Comme le rappelle Riegner : « *Je suis personnellement persuadé que ce n'est pas un hasard si les Juifs sont les champions des droits de l'homme des temps modernes*⁵¹⁴. » Comme nous l'avons déjà signalé dans le chapitre I avec la thèse de Nathan Feinberg, le traité de Versailles fut une étape importante dans la reconnaissance de la protection des minorités. L'affaire menée sous la direction de Léo Motzkin en liaison avec différentes représentations (les B'nai B'rith, le Congrès juif d'Amérique, l'Organisation sioniste...) en lien direct avec Stephen Wise, Julian Mack et Louis Marshall permit

512 *Ibid.*, p. 255.

513 Le site officiel du Bilderberg apporte quelques informations tout en restant discret. Notons que son président Henri de Castries le dirige et qu'il est proche de l'homme politique français François Fillon in <http://bilderbergmeetings.org/steering-committee.html>

514 *Ne jamais désespérer*, op. cit., p. 244.

cette reconnaissance de la protection des minorités à Versailles qui « fut le grand succès de la délégation juive⁵¹⁵. » La fragilité du système reposait sur le fait qu'il n'était pas reconnu et appliqué de la même manière dans le monde entier. Au cours de la Seconde Guerre mondiale, l'Institut des affaires juives avait commencé à élaborer des projets pour l'après-guerre. S'appuyant en particulier sur les affirmations du président Roosevelt de janvier 1941 devant le Congrès américain concernant les « quatre libertés », propos réaffirmés en août de la même année avec Churchill dans le cadre de la « Charte de l'Atlantique », cet institut reprit à son compte ces mesures : 1. la liberté d'opinion, 2. la liberté religieuse, 3. la liberté d'être à l'abri du besoin et 4. la liberté d'être à l'abri de la peur. Comme le précise Riegner : « *L'Institut des affaires juives préparait un programme pour l'après-guerre, dont devait débattre la grande conférence extraordinaire du Congrès juif mondial réunie à Atlantic City en novembre 1944*⁵¹⁶. » C'est un véritable programme qui fut mis sur pied par la délégation juive d'une manière fort méthodique. Comme le souligne le secrétaire du Congrès juif mondial : « *Conformément aux décisions adoptées à Atlantic City, les représentants juifs œuvrèrent à San Francisco pour établir dans le cadre des Nations unies un système de protection des droits de l'homme aussi complet et efficace que possible. Ainsi les organisations juives interviennent-elles pour la modification du premier projet de la Charte des Nations unies, de concert avec les autres organisations humanitaires, notamment américaines. Je puis affirmer que les délégués juifs ont joué un rôle capital dans la formulation de certaines dispositions du projet de la Charte. Les résultats de leurs interventions se retrouvent dans le texte de la Charte de San Francisco. Ne se limitant pas au préambule et à l'article 1 qui mentionnent les droits de l'homme comme l'un des objectifs de la future Organisation des Nations unies, ils ont introduit le principe du respect des droits de l'homme dans quatre ou cinq autres articles. De plus, ils ont réussi à imposer que la seule commission permanente prévue par la Charte soit celle des droits de l'homme*⁵¹⁷. » L'ensemble du travail se fit à partir de trois points : 1. une déclaration universelle définissant les droits fondamentaux, 2. un pacte international ayant un caractère juridique contraignant⁵¹⁸ et 3. un ensemble de mesures pour la mise en œuvre de l'ensemble. Cet engagement se répercuta sur l'élaboration d'articles considérés comme clefs par Gerhard Riegner et ses amis ; en particulier celui traitant de l'éducation (article 26) de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Il est vrai, comme le rapporte son secrétaire, que ce qui

515 *Ibid.*, p. 246.

516 *Ibid.*, p. 263.

517 *Ibid.*, p. 264.

518 Ce caractère contraignant se traduisit par l'élaboration de deux pactes, le premier traitant des droits civils et politiques, le second portant sur les droits économiques, sociaux et culturels. Dans cette affaire, le Congrès juif mondial apporta sa pierre comme le rappelle Gerhard Riegner in *Ibid.*, p. 275 et suivantes.

compte, c'est l'esprit dans lequel l'éducation s'exerce⁵¹⁹. Après adoption de ces textes par la Commission des droits de l'homme, une dernière étape fut franchie avec la reconnaissance définitive de cette Déclaration par l'Assemblée générale des Nations unies, le 10 décembre 1948, au Palais de Chaillot. Là aussi, Gerhard Riegner, en liaison avec d'autres juristes, fut en mesure de peaufiner l'acte final en rédigeant des commentaires adressés aux destinataires en charge du vote sur des articles considérés comme incontournables.

Un autre point doit être abordé, c'est l'aspect religieux. Pour bien comprendre l'engagement du Congrès juif mondial (CJM) et de ses alliés dans la grande bascule opérée par l'Église avec Vatican II, il faut rappeler l'élément essentiel qui oppose la vision politico-spirituelle de la nouvelle synagogue face à sa rivale l'Église. Cette dernière a établi le principe de l'intermédiaire entre le Ciel et la terre : le pape, vicaire du Christ pour le spirituel et le prince pour le temporel, en priorité le roi de France en tant que lieutenant du Christ depuis le baptême de Clovis (première nation occidentale à se convertir). Comme nous l'avons vu avec les propos d'un porte-parole comme le rabbin Élie Benamozegh, la nouvelle synagogue n'admet pas cette reconnaissance du Christ comme Messie incarné et veut en effacer les conséquences religieuses et politiques. Il s'agit de substituer un intermédiaire au profit d'un autre qui est le peuple Juif, peuple prêtre, médiateur unique officiant dans un Temple restauré entre le Dieu monothéiste et l'ensemble de l'humanité non-juive encadrée par les lois noachides ; les Gentils n'étant admis qu'au seuil de ce Temple comme prosélytes de la Porte ou simples fidèles. L'organisation spirituelle et temporelle du monde doit tourner autour de cette nouvelle métaphysique défendue par le judaïsme talmudique depuis 2 000 ans et cette ligne de conduite, en opposition avec la tradition de l'Église, est au cœur des conflits de l'histoire humaine et cela jusqu'à la fin des temps. C'est leur programme qu'on peut accepter ou rejeter, mais c'est ainsi. La Révolution de 1789 fut une première victoire permettant d'effacer l'intermédiaire royal dont la mission religieuse et politique était rappelée à chaque sacre à Reims. Désormais, il faut passer à la deuxième étape qui est la disparition de l'intermédiaire papal et de l'ensemble du clergé ou, au moins, leur désacralisation. N'oublions pas que l'Église est une monarchie. De nombreux éléments au cours du XIX^e siècle et de la première moitié du XX^e siècle ont rongé le corps de l'Église. Vatican II fut l'aboutissement d'un long travail de sape qui s'est traduit par une révolution.

519 Cette affirmation est fort juste. C'est comme la mondialisation qui n'est que l'expression des échanges concernant des biens, des personnes et des informations en fonction des moyens techniques de plus en plus développés et l'esprit du mondialisme qui repose sur une pensée messianique s'appuyant sur des référents religieux et philosophiques. Tout le problème est de savoir qui est à l'origine de ces référents. La connaissance de l'esprit des auteurs permet de connaître les conséquences matérielles et spirituelles.

Le cardinal Suenens (1904-1996) n'hésitait pas à dire que « *Vatican II, c'est 1789 dans l'Église* »⁵²⁰, tandis qu'un de ses confrères, le père Congar, renchérissait en affirmant que : « *L'Église a fait, pacifiquement, sa révolution d'Octobre* » (ndla : référence à la révolution bolchevique de 1917)⁵²¹. » Ils avaient raison tous les deux et applaudissaient le nouveau cours pris par l'Église, plus exactement, l'Église conciliaire. Mais ces esprits empoisonnés ne semblaient pas comprendre que Vatican II était l'estocade dont la finalité, si on reprend les propos du rabbin Benamozegh, consistait à aboutir au « *catholicisme d'Israël* »⁵²² en faisant de l'Église une annexe du Temple. Dans cette affaire, nous pouvons présenter les objectifs clairement affichés par différentes délégations juives qui ont œuvré, en liaison avec les élites catholiques conciliaires, à une mutation profonde.

Après la politique d'extermination des Juifs par les nazis au cours de la Seconde Guerre mondiale et dont nous avons vu les origines et les objectifs, des religieux et des laïcs ont cru trouver une explication en accusant l'Église d'être à l'origine de l'antisémitisme. La figure de proue dans cette affaire fut Jules Isaac (1877-1963) dont la femme et la fille avaient péri en déportation. Cet homme, à l'origine du manuel d'histoire « Mallet-Isaac », rédigea un ouvrage qui parut en 1962 : « *L'enseignement du mépris* » qui faisait suite à une autre parution de 1948, « *Jésus et Israël* ». Son auteur reproche à l'Église d'avoir, dès le début de son histoire, dénigré les Juifs au point de favoriser un état d'esprit nourrissant l'antisémitisme : « *En ruinant le prestige de l'adversaire, en s'appliquant à le discréditer. Ce fut là un des plus constants efforts de l'apologétique chrétienne, déjà perceptible en maints passages de la rédaction évangélique (des quatre Évangiles canoniques) (...). L'enseignement du mépris n'a que trop duré. Il n'a fait que trop de mal. Il n'a plus droit à l'existence. Plaise à Dieu qu'il soit l'objet d'une condamnation solennelle et, non seulement qu'il soit condamné, mais totalement rayé, aboli, proscrit, qu'il disparaisse à tout jamais des livres qui se disent chrétiens, des lèvres qui se disent chrétiennes* »⁵²³. » Sous son influence, de nombreuses personnes laïques et religieuses s'étaient réunies en Suisse,

520 Marie-Paule Caire-Jabinet, *Histoire des religions en France (xv^e - xx^e siècles)*, Armand Colin, 2000, p. 145. Monseigneur Marcel Lefebvre (1905-1991) définissait ces événements avec précision. Il parlait avec justesse d'« *union adultère de l'Église et de la Révolution* » in *Ibid.*

521 Père Congar, *Le Concile au jour le jour*, 2^e session, le Cerf, 1964, p. 115.

522 *Israël et l'humanité*, op. cit., p. 290. Nous invitons le lecteur à rapprocher les propos du rabbin Benamozegh tenus à Aimé Pallière (« Le Sanctuaire Inconnu ») et ceux du révolutionnaire Anacharsis Cloots... c'est le même programme.

523 Jules Isaac, *L'Enseignement du mépris*, Grasset, 1962, p. 24-25. Rappelons que le grand rabbin de Rome, Israël Zolli (1881-1956), s'est converti au catholicisme ainsi que sa femme. L'action du pape Pie XII, qui fit tout ce qui était en son pouvoir pour sauver le maximum de Juifs durant la Seconde Guerre mondiale, a participé à cette conversion. Pour son baptême, Zolli prit le prénom du pape, « Eugenio » (Eugenio Zolli) in <http://www.revue-kephas.org/02/2/Cabaud49-53.html>

à Selisberg, afin d'y rédiger une déclaration (« *Déclaration de Selisberg* » de 1947) en dix points. Consistant à aplanir les relations judéo-chrétiennes, il était rappelé que les premiers chrétiens étaient juifs et qu'il ne fallait pas rabaisser le judaïsme biblique ou postbiblique tout en mettant à l'honneur le christianisme. Ces affirmations oubliaient de préciser que, si les premiers chrétiens étaient ethniquement juifs (sémites), leur tournure d'esprit ne l'était plus. Ils étaient les premiers catholiques acquis au Dieu trinitaire et saint Pierre, le premier pape. Cet esprit d'opposition trouva un écho auprès de Jean XXIII qui reçut Jules Isaac, le 13 juin 1960, président d'honneur de « l'Amitié judéo-chrétienne » de France en compagnie du philosophe Jacques Maritain⁵²⁴. Monseigneur Roncalli, devenu Jean XXIII, leur fit bon accueil en leur promettant de s'engager dans la voie de la réconciliation après avoir reçu un mémorandum de la part de Jules Isaac « *proposant la création d'une commission qui examinerait la situation et ferait des suggestions, notamment dans le domaine de l'enseignement chrétien concernant les Juifs*⁵²⁵. » Dans cette affaire qui se déroule au cours d'une période où se prépare Vatican II, un personnage joua un rôle central : le cardinal Augustin Béra (1881-1968 et auparavant confesseur du pape Pie XII) à la tête du secrétariat pour l'Unité des chrétiens. Dans son livre, Gerhard Riegner le porte en haute estime. Reprenant à son compte la demande de Jules Isaac et avec l'appui de Jean XXIII, ce cardinal s'engagea dans cette mission en s'adressant à Nahum Goldmann, président du Congrès juif mondial (CJM)⁵²⁶. Dans cette affaire, le rabbin Joseph Dov Soloveitchik, enseignant à la *Yeshivah University* de New York, conseilla Goldmann. Il s'ensuivit que les Juifs ne devaient pas participer au Concile, même en tant qu'observateurs. En revanche, la rédaction d'un mémorandum par des organisations juives présentant les doléances de cette communauté fut élaborée en accord avec le cardinal Béra. De nombreuses représentations juives comme le « *B'nai B'rith international* », le « *Board of Deputies of British Jews* » et le « *Conseil représentatif des institutions juives de France* » (le CRIF) sous l'égide de la *World Conference of Jewish Organizations*, à l'origine créée par le CJM, se mirent au travail. Rédigé par Maurice Perlzweig, directeur du Département des Affaires internationales au Congrès juif mondial, ce mémorandum affirmait les droits de la personne humaine, la foi en la tradition juive héritage commun de l'humanité, l'adhésion à la Déclaration universelle des droits de l'homme des Nations unies et la reconnaissance d'« *Un seul Dieu* » (ndla : avec un « U » majuscule

524 http://www.rivtsion.org/f/index.php? sujet_id=2457

525 *Ne jamais désespérer*, op. cit., p. 354.

526 Concernant les relations entre les représentations juives et le monde de l'Église, Gerhard Riegner ajoute cette information intéressante : « *La raison en était que le Congrès juif mondial avait été pendant plusieurs années en relation assez régulière avec les Jésuites.* » in *Ibid.*, p. 356.

dans le document, surtout pas trinitaire)⁵²⁷. Gerhard Riegner précise que, durant le Concile, cette action juive souleva des oppositions de la part de certains membres conservateurs de la Curie romaine mais aussi des pays arabes qui estimaient que cela était favorable à l'État d'Israël. En effet, des oppositions se faisaient jour dans des petits groupes jouant le rôle de grain de sable. L'histoire du Concile Vatican II, avec son programme d'adaptation de l'Église au monde et sa collaboration active avec les délégations juives désireuses de modifier la conception bimillénaire de celle-ci à l'égard du judaïsme talmudique, a été particulièrement bien expliquée dans un dossier de la revue américaine *Look*, du 25 janvier 1966, au titre révélateur : « *Comment les Juifs ont changé la manière de penser catholique* »⁵²⁸. Ce dossier, émanant d'une revue tirant à plus de sept millions d'exemplaires à l'époque et appartenant à la presse officielle américaine acquise à ce type de changement, décrit les relations étroites entre l'Église conciliaire et les représentations juives. Parmi de nombreuses informations, il est possible de savoir que le cardinal Bêa se rendit secrètement à New York pour rencontrer et discuter, le 31 mars 1963, avec les rabbins, en particulier le rabbin Abraham Heschel, dans les locaux de l'*American Jewish Committee* concernant le déicide et l'enseignement de l'Église sur les Juifs. Pour des raisons d'efficacité, l'affaire se fit sans prévenir le Saint Siège et la Ligue arabe. Il est vrai aussi, comme le rapporte ce dossier, que des factions dites conservatrices⁵²⁹ insistaient sur les infiltrations juives — version marrane — concernant le cardinal Bêa, appelé « Behar » par le journal égyptien *Al Gomhuria* et ses collaborateurs proches comme Monseigneur John M. Oesterreicher et le père Augustin Baum. Concernant le cardinal Bêa, il n'est pas possible d'affirmer ou d'infirmer de tels propos. En revanche, les deux collaborateurs de ce cardinal étaient bien d'origine juive comme le reconnaît Gerhard Riegner : « *Mgr John M. Oesterreicher de l'Institute for Judeo-Christian Studies à la Seton Hall University aux États-Unis. C'était un prêtre catholique d'origine juive, né en Tchécoslovaquie. On prétendait que dans sa Slovaquie natale, il avait fait partie de l'organisation de jeunesse juive Hashomer Hatzair, proche de l'extrême gauche. Je ne sais pas comment il a été amené à changer de religion. Pendant des années, il faisait éditer une publication annuelle, The Bridge (Le Pont), sur laquelle*

527 *Ibid.*, p. 357 et p. 360-361. Nous pouvons remarquer les similitudes de ce mémorandum avec les propos du rabbin Benamozegh (noachisme et un seul Dieu surtout pas trinitaire). Le rappel consistant à s'appuyer sur la Déclaration universelle des droits de l'homme est d'autant plus intéressante quand on sait, grâce à Gerhard Riegner, le rôle du CJM dans l'élaboration de nombreux articles.

528 Chapitre VII, annexe 11 : travaux et coopération entre l'Église conciliaire et les autorités rabbiniques pour finaliser Vatican II. Ce document est un compte rendu fort riche des événements du Concile Vatican II achevé en décembre 1965.

529 Le dossier de la revue *Look* cite le livre « *Le Complot contre l'Église* ». Cet ouvrage est disponible aux Éditions Omnia Veritas sous le titre « *2 000 ans de complot contre l'Église* » de Maurice Pinay. Cet ouvrage est riche en informations sourcées.

LOOK

REG. U. S. PAT. OFF.

INCORPORATING COLLIER'S

CONTENTS FOR JANUARY 25, 1966 • VOL. 30, NO. 2

GARDNER COWLES, *Editor-in-Chief*

WILLIAM B. ARTHUR, *Managing Editor*

ALLEN HURLBURT, *Art Director*

ROBERT MESKILL, *Assistant Managing Editor*

PATRICIA CARBINE, *Assistant Managing Editor*

BETTY LEAVITT, *Picture Editor*

PATRICIA COFFIN, *Special Departments Editor*

LEO ROSTEN, *Special Editorial Adviser*

Senior Copy Editor: MARTIN GOLDMAN • Senior Editors: GERALD ASTOR, LAURA BERQUIST, CHANDLER BRUSHARD, SAM GASTAN, ERNEST DUNBAR, HENRY EHRLICH, LEONARD GROSS, JACK HAMILTON, T. GEORGE HARRIS, JOAN HUNTRICKSEN, BEN KOCIVAN, MYRICK LAND, FRANK S. LATHAM, DAVID R. MAXEY, I. H. MEYER, CHESTER MORRISON, J. ROBERT MOSKIN, IRA MOTHNER, JOSEPH RODDY, JACK SHEPHERD, CHRISTOPHER S. WHEN, GERSON ZIMMERMAN • AL ROTHENBERG, *Business Editor* • J. M. FLAGLER, *Humor Editor* • JOSEPH MORSEBAUMER, *Assistant to the Editorial Board* • Assistant Editor: DANIEL CHAPMAN • Special Departments: BETTY KLABNET, *Assistant Editor*; JO ANNEN ALL, *Fashion Editor*; GLORIA PLATT, *Assistant Fashion Editor*; MARILYN KANTOR, *Food Editor*; SALLY McLAURY TERTITTA, *Assistant Food Editor*; JOHN PETER, *Modern Living Editor*; MARY SIMONS, *Assistant Modern Living Editor*; IRIS BAUER, *Menswear Editor*; LOUIS BOTTO, *Copy Writer* • Photographers: ARTHUR ROTHSTEIN, *Technical Director*; FRANK BAUMAN, CHARLOTTE BROOKS, PAUL FUSCO, DOUGLAS GILBERT, JAMES HANSEN, PHILIP HARRINGTON, DOUGLAS JONES, JAMES H. KAHLES, THOMAS R. KOENIGER, BOB LENNER, BOB SANDBERG, EARL THIESEN, STANLEY TRETICK, JOHN VACHON • SKYMOOR SOLOW, *Photo Lab Supervisor*; HOWARD LEVY, *Assistant Photo Lab Supervisor*; JOHN KUSTER, VINCENT NAFRA, MICHAEL PALMER, JAMES J. ROBERTSON, EMIL SMACULA, *Photo Lab Technicians*; BOB DIERKS, *Studio Supervisor* • Art Departments: CHARLES CRANDALL, YERNE NOLL, *Associate Art Directors*; PHILIP EYERS, JOSEPH TARRALLO, *Assistant Art Directors*; WILLIAM TOWNSEND, *Manager*; JACK BOYDSTON, *Assistant Manager*; WILLIAM HOFVACH, *Traffic Manager*; ELINOR BECKWITH, ROBERT CALLEJO, ADOLPH EDLER, AL EWEIS, DONNA KARLYN, E. DENTON MORRIS, PAUL PACK • West Coast: GEORGE D. LEONARD, *Editorial Manager*; STANLEY GORDON, *Los Angeles*; JOHN POPPY, *San Francisco* • Washington: RICHARD WILSON, JACK WILSON • Chicago: JACK STAR • Picture Research: MYRA SCHACHNE • Editorial Research: WILLIAM J. BURKE, *Director*; ELIZABETH HOUSTON, *Assistant Director*; KATHERINE HARTLEY, *Reference Librarian*; HELEN BUCKLEY, ANNE COFFIN, MARGARET ENGLISH, JANE GABELLINI, SHAWN KALKSTEIN, ROSALIND LISTON, WILLIAM J. MCKEAN, JANE PARKER, ELIZABETH REA, EDITH SCHUR, SUZANNE WEISS • Editorial Production Manager: HELEN CHERNE • Editorial Business Manager: DAN P. HOAGLAND.

MARVIN C. WHATMORE, *President*

VERNON C. MYERS, *Publisher*

JOHN F. HARDING, *Secretary*

MERRILL H. CLOUGH, *Treasurer*



THE NATIONAL SCENE

24 Vietnam Widow

35 America's Ten Outstanding Young Men of 1965

80 Oklahoma's Education War, *By Shawn Kalkstein*

THE WORLD

18 How the Jews Changed Catholic Thinking, *By Joseph Roddy*

40 The Defeat of Hitler's Order to Burn Paris

46 The General Who Defied Hitler, *By Henry Ehrlich*

SPORTS

66 Shooting Is the Least Important Part of Basketball,

By John Wooden

ENTERTAINMENT

73 Debbie Watson: She'll Be Dangerous at 20

98 Johnny Carson, the Prince of Chitchat, Is a Loner

HUMOR

77 No Waiting

90 Dog at Cross-Porpoises

96 Look on the Light Side

FASHION

58 Acapulco's Young Fashionables

FOOD

62 Sweets Blend Old and New

MODERN LIVING

54 The New Mexico

DEPARTMENTS

4 Letters to the Editor

AMERICA'S FAMILY MAGAZINE • 30TH YEAR OF PUBLICATION

Cover photograph by Pete Turner

picture credits

2—Bob Lerner. 21—(1) Holt, Rinehart & Winston, Inc.; (2) Bill Longcore. 24-31—Stuart Smith. 35—(1) Earl Theisen; (2) Stanley Tretick; (3) Douglas Gilbert; (4) NASA-UPI. 38—(1, 2, 3) Douglas Gilbert; (4) Paul

Fusco; (5) Daniel Chapman; (6) NASA. 40-45—Pete Turner. 46—(1) U.S. Army; (2) Paris Match-Pictorial Parade. 48-53—Joan Latow. 54-63—Douglas Kirkland. 66—Thomas R. Koeniger. 73-75—Bob Lerner. 80-84—Charlotte Brooks. 90-92—Tom Kaser. 98-102—Stanley Tretick.

Address all Editorial Mail to 488 Madison Ave., New York, N. Y. 10022. Address all Subscription Mail to LOOK Building, Des Moines, Iowa 50304.

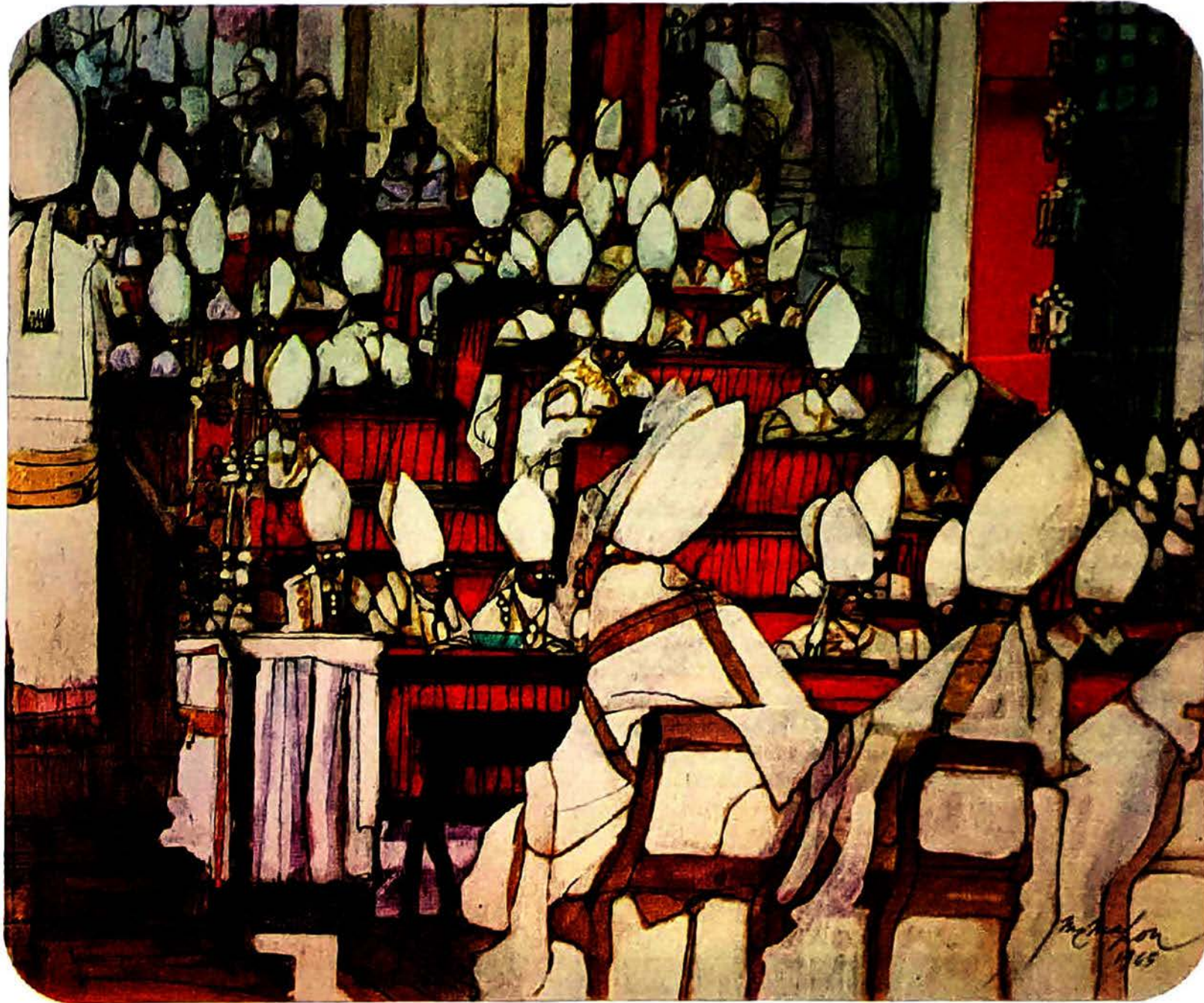
Change of Address: Send both addresses to LOOK, Des Moines, Iowa 50304, 5 weeks before moving day. Subscriptions: one year, U.S. and Possessions \$4.00; Pan-American countries, Canada and Spain \$5.50; Philippines and other foreign countries \$7.50 • Manuscripts or art submitted to LOOK should be accompanied by addressed envelopes and return postage. Publisher assumes no responsibility for return of unsolicited manuscripts or art. Copyright under International Copyright Convention. All rights reserved under Pan-American Convention. Copyright © 1966 by Cowles Communications, Inc. Cover and entire content protected by copyright throughout the world and must not be reproduced in whole or in part without prior written permission.

Title LOOK registered U. S. Patent Office, Brazil, Canada, Denmark, France, Great Britain, Italy, Mexico, Norway, Sweden. LOOK is published every other Tuesday by Cowles Communications, Inc., at 111 Tenth Street, Des Moines, Iowa 50304, U.S.A. Second-class postage paid at Des Moines, Iowa, and at additional mailing offices. This issue published in national and separate editions as filed with the Postmaster at Des Moines, Iowa. Additional pages of separate editions numbered or allowed for as follows: Regions A, B, C, D, E, F, G, H, I, J, K, L, M, N, O, P, Q, R, S, T, V, W, X, Y, Z: M 1-4; Region U: M 1-8. Authorized as second-class mail by the Post Office Department, Ottawa, Canada, and for payment of postage in cash. Printed in U.S.A.

Postmaster: Send Form 3579 to LOOK, Des Moines, Iowa 50304.

Travaux et
coopération entre
l'Eglise conciliaire
et les autorités
rabbiniques pour
finaliser Vatican II

HOW THE JEWS



October 28, 1965, St. Peter's, Rome. The bishops vote the declaration on Jews.

CHANGED CATHOLIC THINKING

BY JOSEPH RODDY LOOK SENIOR EDITOR

FOR THE SIMPLE TENETS of their faith, most Roman Catholics rely on the catechism's hard questions and imprudent answers. Children in Church schools memorize its passages, which they rarely forget the rest of their lives. In the catechism, they learn that Catholic dogma does not change and, far more vividly, that Jews killed Jesus Christ. Because of that Christian concept, for the past 20 centuries anti-Semitism spread as a kind of social disease on the body of mankind. Its incidence rose and fell, but anti-Semites were never quite out of style. The ill-minded who argued all other matters could still join in contempt for Jews. It was a gentlemen's agreement that carried into Auschwitz.

Few Catholics were ever directly taught to hate Jews. Yet Catholic teaching could not get around the New Testament account that Jews provoked the Crucifixion. The gas chambers were only the latest proof that they had not yet been pardoned. The best hope that the Church of Rome will not again seem an accomplice to genocide is the fourth chapter of its *Declaration on the Relation of the Church to Non-Christian Religions*, which Pope Paul VI declared Church law near the end of Vatican Council II. At no place in his address from the Chair of Peter did the Pope talk of Jules Isaac. But perhaps the archbishop of Aix, Charles de Provençères, had made Isaac's role perfectly clear some few years earlier. "It is a sign of the times," the Archbishop said, "that a layman, and a Jewish layman at that, has become the originator of a Council decree."

Jules Isaac was a history scholar, a Legion of Honor member, and the inspector of schools in France. In 1943, he was 66, a despairing man living near Vichy, when the Germans picked up his daughter and wife. From then on, Isaac could think of little but the apathy of the Christian world before the fate of incinerated Jews. His book *Jesus and Israel* was published in 1948, and after reading it, Father Paul Démann in Paris searched schoolbooks and verified Isaac's sad claim that inadvertently, if not by intent, Catholics taught contempt for Jews. Gregory Baum, an Augustinian priest born an Orthodox Jew, called it "a moving account of the love which Jesus had for his people, the Jews, and of the contempt which the Christians, later, harbored for them."

Isaac's book was noticed. In 1949, Pope Pius XII received its author briefly. But 11 years went by before Isaac saw real hope. In Rome, in mid-June, 1960, the French Embassy pressed Isaac on to the Holy See. Isaac wanted to see John XXIII. He was passed from the old Cardinal Eugene Tisserant to the archconservative Cardinal Alfredo Ottaviani. Ottaviani sent him on to the 83-year-old Cardinal Andrea Jullien, who stared without seeing and stayed motionless as stone while Isaac told how Catholic teaching led to anti-Semitism. When he had finished, he waited for a reaction, but Jullien stayed in stone. Isaac, who was hard of hearing, stared intently at the prelate's lips. Time passed, neither spoke. Isaac thought of just leaving, then decided to intrude. "But whom should I see about this terrible thing?" he asked, finally, and after another long pause, the old Cardinal said, "Tisserant." Isaac explained that he had already seen Tisserant. The silence settled in again. The next word was, "Ottaviani." Isaac shook that off too. When it was time for another, the word was, "Bea." With that, Jules Isaac went to Augustin Bea, the one German Jesuit in the College of Cardinals. "In him, I found powerful support," Isaac said.

The next day, the support was even stronger. John XXIII, standing in the doorway of the fourth-floor papal apartment, reached for Jules Isaac's hand, then sat beside him. "I introduced myself as a non-Christian, the promoter of *l'Amitié Judéo-Chrétienne*, and a very deaf old man," Isaac said. John talked for a while of his devotion to the Old Testament, told of his days as a Vatican diplomat in France, then asked where his caller was born. Here, Isaac felt a rambling chat with the Supreme Pontiff coming on and started worrying about how he would ever bring the conversation around to his subject. He told John that his actions had kindled great hopes in the people of the Old Testament, and added: "Is not the Pope himself, in his great kindness, responsible for it if we now expect more?" John laughed, and Isaac had a listener. The non-Christian beside the Pope said the Vatican should study anti-Semitism. John said he had been thinking about that from the beginning of their talk. "I asked if I might take away some sparks of hope," Isaac recalled. John said he had a right to more than hope and then went on about the limits of sovereignty. "I am the head, but I must consult others too. . . . This is not *monarchie absolue*!" To much of the world, it seemed to be monarchy benevolent. Because of John, a lot

was happening fast in Catholicism and Jewry.

A few months before Isaac spelled out his case against the Gentiles, a Vatican Secretariat for Promoting Christian Unity was set up by Pope John under Cardinal Bea. It was to press toward reunion with the churches Rome lost at the Reformation. After Isaac left, John made it clear to the administrators in the Vatican's Curia that a firm condemnation of Catholic anti-Semitism was to come from the Council he had called. To John, the German Cardinal seemed the right legislative whip for the job, even if his Christian Unity Secretariat seemed a vexing address to work from.

By then, there was a fair amount of talk passing between the Vatican Council offices and Jewish groups, and both the American Jewish Committee and the Anti-Defamation League of B'nai B'rith were heard loud and clear in Rome. Rabbi Abraham J. Heschel of New York's Jewish Theological Seminary, who first knew of Bea in Berlin 30 years ago, met with the Cardinal in Rome. Bea had already read the American Jewish Committee's *The Image of the Jews in Catholic Teaching*. It was followed by another AJC paper, the 23-page study, *Anti-Jewish Elements in Catholic Liturgy*. Speaking for the AJC, Heschel said he hoped the Vatican Council would purge Catholic teaching of all suggestions that the Jews were a cursed race. And in doing that, Heschel felt, the Council should in no way exhort Jews to become Christians. About the same time, Israel's Dr. Nahum Goldmann, head of the World Conference of Jewish Organizations, whose members ranged in creed from the most orthodox to liberal, pressed its aspirations on the Pope. B'nai B'rith wanted the Catholics to delete all language from the Church services that could even seem anti-Semitic. Not then, nor in any time to come, would that be a simple thing to do.

The Catholic liturgy, where it was drawn from writings of the early Church Fathers, could easily be edited. But not the Gospels. Even if Matthew, Mark, Luke and John were better at evangelism than history, their writings were divinely inspired, according to Catholic dogma, and about as easy to alter as the center of the sun. That difficulty put both Catholics with the very best intentions and Jews with the deepest understanding of Catholicism in a theological fix. It also brought out the conservative opposition in the Church and, to some extent, Arab anxieties in the Mideast. The conservative charge against the Jews was that they were deicides, guilty of killing God in the human-

continued

"We don't have the American outlook on the importance of getting into print."

divine person of Christ. And to say now that they were not deicides was to say by indirection that Christ was not God, for the fact of the execution on Calvary stood unquestioned in Catholic theology. Yet the execution and the religion of those demanding it were the reasons Jews were "God-killers" and "Christ-killers" in the taunts of anti-Semites. Clearly, then, Catholic Scripture would be at issue if the Council spoke about deicides and Jews. Wise and long-mitred heads around the Curia warned that the bishops in council should not touch this issue with ten-foot staffs. But still there was John XXIII, who said they must.

If the inviolability of Holy Writ was most of the problem in Rome, the rest was the Arab-Israeli war. Ben-Gurion's Israel, in the Arab League's view, like Mao's China in the world out of Taiwan, really does not exist. Or, it only exists as a bone in the throat of Nasser. If the Council were to speak out for the Jews, then the spiritual order would seem political to Arab bishops. Next, there would be envoys passing in the night between the Vatican and Tel Aviv. This was a crisis the Arab League thought it might handle by diplomacy. Unlike Israel, its states already had some ambassadors to the papal court. They would bear the politest of reminders to the Holy See that some 2,756,000 Roman Catholics lived in Arab lands and mention the 420,000 Orthodox Catholics separated from Rome, whom the Papacy hoped to reclaim. Bishops of both cuts of Catholicism could be counted on to convey their interests to the Holy See. It was too soon for the threats. Instead, the Arabs importuned Rome to see that they were neither anti-Semitic nor anti-Jewish. Arabs, too, are Semites, they said, and among them lived thousands of Jewish refugees. Patriotic Arabs were just anti-Zionist because to them, Zionism was a plot to set a Judaic state in the center of Islam.

In Rome, the word from the Mideast and the conservatives was that a Jewish declaration would be inopportune. From the West, where 225,500 more Jews live in New York than in Israel, the word was that dropping the declaration would be a calamity. And into this impasse came the ingenuous bulk of John XXIII—not to settle the dispute but to enlarge it. Quite on his own, the Pope was toying with an idea, which the Roman Curia found grotesque, that non-Catholic faiths should send observers to the Council. The prospect of being invited caused no crisis among Protestants, but it plainly nonplussed the Jews. To attend suggested to some Jews that Christian theology concerned them. But to stay away when invited might suggest that the Jews did not really care whether Catholics came to grips with anti-Semitism.

When it was learned that Bea's declaration, set for voting at the first Council session, carried a clear refutation of the deicide charge, the World Jewish Congress let it be known around Rome that Dr. Haim Y. Vardi, an Israeli, would be an unofficial observer at the Council. The two reports may not have been related, but still they seemed to be. Because of them, other reports—louder ones—were heard. The Arabs complained to the Holy See. The Holy See said no Israeli had been invited. The Israelis denied then that an observer had been named. The Jews in New York thought an American should observe. In Rome, it all ended up with a jiggling of the agenda to make sure that the declaration would not come to the Council floor that session. Still, for the bishops, there was quite a bit of supplementary reading on Jews. Some

agency close enough to the Vatican to have the addresses in Rome of the Council's 2,200 visiting cardinals and bishops, supplied each with a 900-page book, *Il Complotto contro la Chiesa* (*The Plot Against the Church*). In it, among reams of scurrility, was a kind of fetching shred of truth. Its claim that the Church was being infiltrated by Jews would intrigue anti-Semites. For, in fact, ordained Jews around Rome working on the Jewish declaration included Father Baum, as well as Magr. John Oesterreicher, on Bea's staff at the Secretariat. Bea, himself, according to the Cairo daily, *Al Gomhuria*, was a Jew named Behar.

Neither Baum nor Oesterreicher was with Bea in the late afternoon on March 31, 1963, when a limousine was waiting for him outside the Hotel Plaza in New York. The ride ended about six blocks away, outside the offices of the American Jewish Committee. There, a latter-day Sanhedrin was waiting to greet the head of the Secretariat for Christian Unity. The gathering was kept secret from the press. Bea wanted neither the Holy See nor the Arab League to know he was there to take questions the Jews wanted to hear answered. "I am not authorized to speak officially," he told them. "I can, therefore, speak only of what, in my opinion, could be effected, indeed, should be effected, by the Council." Then, he spelled out the problem. "In round terms" he said, "the Jews are accused of being guilty of deicide, and on them is supposed to lie a curse." He countered both charges. Because even in the accounts of the Evangelists, only the leaders of the Jews then in Jerusalem and a very small group of followers shouted for the death sentence on Jesus, all those absent and the generations of Jews unborn were not implicated in deicide in any way, Bea said. As to the curse, it could not condemn the crucifiers anyway, the Cardinal reasoned, because Christ's dying words were a prayer for their pardon.

THE RABBIS in the room wanted to know then if the declaration would specify deicide, the curse and the rejection of the Jewish people by God as errors in Christian teaching. Implicit in their question was the most touchy problem of the New Testament. Bea's answer was oblique. He cautioned his listeners that an unwieldy assemblage of bishops could not possibly get down to details, could only set guidelines, and hope not to make the complex seem simple. "Actually," he went on, "it is wrong to seek the chief cause of anti-Semitism in purely religious sources—in the Gospel accounts, for example. These religious causes, in so far as they are adduced (often they are not), are often merely an excuse and a veil to cover over other more operative reasons for enmity." Cardinal and rabbis joined in a toast with sherry after the talk, and one asked the prelate about Monsignor Oesterreicher, whom many Jews regard as too missionary with them. "You know, Eminence," a Jewish reporter once told Bea, "Jews do not regard Jewish converts as their best friends." Bea answered gravely, "Not our Jews."

Not long after that, the Rolf Hochhuth play *The Deputy* opened, to depict Pius XII as the Vicar of Christ who fell silent while Hitler went to The Final Solution. From the pages of the Jesuit magazine *America*, Oesterreicher talked straight at the AJC and B'nai B'rith. "Jewish human-relations agencies," he wrote, "will have to speak out against *The Deputy* in unmistakable terms. Otherwise,

they will defeat their own purpose." In the *Tables*, of London, Giovanni Battista Montini, the archbishop of Milan, wrote an attack on the play and a defense of the Pope, whose secretary he had been. A few months later, Pope John XXIII was dead, and Montini became Pope Paul VI.

At the second session of the Council, in the fall of 1963, the Jewish declaration came to the bishops as Chapter 4 of the larger declaration *On Ecumenism*. The Chapter 5 behind it was the equally troublesome declaration on religious liberty. Like riders to bills in Congress, each of the disputed chapters was a wayward caboose hooked to the new ecumenical train. Near the end of the session, when *On Ecumenism* came up for a vote, the Council moderators decided the voting should cover only the first three chapters. That switched the cabooses to a siding and averted a lot of clatter in a council trying hard to be ecumenical. Voting on the Jews and religious liberty would follow soon, the bishops were promised. And while waiting around, they could read *The Jews and the Council in the Light of Scripture and Tradition*, which was shorter, but more scurrilous than *Il Complotto*. But the second session ended without the vote on the Jews or religious liberty, and on a distinctly sour note, despite the Pope's announced visit to the Holy Land. That pilgrimage would take up a lot of newsprint, but still leave room for questions about votes that vanished. "Something had happened behind the scenes," the voice of the National Catholic Welfare Conference wrote. "[It is] one of the mysteries of the second session."

Two very concerned Jewish gentlemen who had to reflect hard on such mysteries were 59-year-old Joseph Lichten of B'nai B'rith's Anti-Defamation League in New York, and Zachariah Shuster, 63, of the American Jewish Committee. Lichten, who lost his parents, wife and daughter in Buchenwald, and Shuster, who also lost some of his closest relatives, had been talking with bishops and their staff men in Rome. The two lobbyists were not, however, seeing a lot of one another over *vino rosso* around St. Peter's. The strongest possible Jewish declaration was their common cause, but each wanted his home office to have credit for it. That is, of course, if the declaration was really strong. But until then, each would offer himself to the American hierarchs as the best barometer in Rome of Jewish sentiment back home.

To find out how the Council was going, many U.S. bishops in Rome depended on what they read in the *New York Times*. And so did the AJC and B'nai B'rith. That paper was the place to make points. Lichten thought Shuster was a genius at getting space in it, but less than deeply instructed in theology. Which is just about the way Shuster saw Lichten. Neither had much time for Fritz Becker. Becker was in Rome for the World Jewish Congress, as its spokesman who sought no publicity and got little. The WJC, according to Becker, was interested in the Council, but not in trying to shape it. "We don't have the American outlook," he said, "on the importance of getting into print."

Getting into print was even beginning to look good to the Vatican. Yet an expert at the public-relations craft would say the Holy See showed inexperience in the Holy Land. When Paul prayed with the bearded Orthodox Patriarch Athenagoras in the Jordanian sector, the visit looked very good. Yet when he crossed over to Israel, he had cutting words about the author of *The Deputy* and a conversionist sermon for the Jews. His stay was so



Declaration's prime mover, Jules Isaac, talked of it to Pope John. Isaac died in late 1963.



Scholars with similar headwear are Rabbi Abraham Heschel of Jewish Theological Seminary and Cardinal Augustin Bea of Vatican, meeting at American Jewish Committee offices in New York.

short that he never publicly uttered the name of the young country he was visiting in. Vaticanologists studying his moves thought they saw lessened hope for the declaration on the Jews.

Things looked better at the Waldorf-Astoria in New York. There, at a Beth Israel Hospital anniversary, guests learned that, years earlier, Rabbi Abba Hillel Silver had told Cardinal Francis Spellman of Israel's efforts to get a seat in the United Nations. To help, Spellman said he would call on South American governments and share with them his fond wish that Israel be admitted. About the same time, *il Papa americano* told an AJC meeting it was "absurd to maintain that there is some kind of continuing guilt." In Pittsburgh, Rabbi Marc Tanenbaum of the AJC spoke to the Catholic Press Association about the deicide charge, and the editorial response was abundant. In Rome, six AJC members had an audience with the Pope, and one of them, Mrs. Leonard M. Sperry, had just endowed the Sperry Center for Intergroup Cooperation at Pro Deo University in the Holy City. The Pope told his callers he agreed with all Cardinal Spellman had said about Jewish guilt. Vaticanologists could not help but reverse their reading and see a roscate future for the declaration.

Then came the New York Times. On June 12, 1964, it reported that the denial of deicide had been cut from the latest draft of the declaration. At the Secretariat for Christian Unity, a spokesman said only that the text had been made stronger. But that is not the way most Jews read it, nor a great many Catholics. Before the Council met and while the text was still *sub secreto*, whole sections of it turned up one morning in the New York *Herald Tribune*. No mention of the deicide charge was to be found. Instead, there was a clear call for the ecumenical spirit to extend itself because "the union of the Jewish people with the Church is a part of the Christian hope." Among the few Jews who did not mind reading that were Lichten and Shuster. They could look at it professionally. It read, say, much better over coffee in a morning paper than it would if the Pope were promulgating it as Catholic teaching. On other Jews, its effect was galvanic. Their disappointment set off indignation among some American bishops, and Lichten and Shuster appreciated their concern. Chances that a deicideless declaration, with a built-in conversion clause, would ever get by the American bishops and cardinals at the Council were what a couple of good lobbyists might call slim.

About two weeks before that, Msgr. George Higgins of the National Catholic Welfare Conference in Washington, D.C., helped arrange a papal audience for UN Ambassador Arthur J. Goldberg, who was a Supreme Court Justice at the time. Rabbi Heschel briefed Goldberg before the Justice and the Pope discussed the declaration. Cardinal Richard Cushing, in Boston, wanted to help too. Through his aide in Rome, the Cardinal set up an audience with the Pope for Heschel, whose apprehensions had reason to exceed Cushing's. With the AJC's Shuster beside him, Heschel talked hard about deicide and guilt, and asked the Pontiff to press for a declaration in which Catholics would be forbidden to proselytize Jews. Paul, somewhat affronted, would in no way agree. Shuster, somewhat chagrined, disassociated himself gingerly from Heschel by switching to French, which the Pope speaks but the Rabbi does not. All agree that the audience did not end as cordially as it began. Only Heschel and a few others think it did good. He invited notice in an Israeli paper that the declaration's next text had emerged free of conversionary tone. To the AJC, that interview was one more irritant. The Rabbi's audience with Paul in the Vatican, like Bea's meeting with the AJC in New York, was granted on the condition that it would be kept secret. It was undercover summit conferences of that sort that led conservatives to claim that American Jews were the new powers behind the Church.

But on the floor of the Council, things looked even worse to the conservatives. There, it seemed to them as if Catholic bishops were working for the Jews. At issue was the weakened text. The cardinals from St. Louis and Chicago, Joseph Ritter and the late Albert Meyer, demanded a return to the strong one. Cushing said the deicide denial would have to be put back. Bishop Steven Leven of San Antonio called for clearing the text of conversionary pleas and, unknowingly, uttered a prophetic view about deicide. "We must tear this word out of the Christian vocabulary," he said, "so that it may never again be used against the Jews."

All that talk brought out the Arab bishops. They argued that a declaration favoring Jews would expose Catholics to persecution as long as Arabs fought Israelis. Deicide, inherited guilt and conversionary locutions seemed like so many debating points to most Arabs. They wanted no declaration at all, they kept saying, because it would be put to political use against them. Their allies in this holy war were conservative Italians, Span-

iards and South Americans. They saw the structure of the faith being shaken by theological liberals who thought Church teaching could change. To the conservatives, this was near-heresy, and to the liberals, it was pure faith. Beyond faith, the liberals had the votes, and sent the declaration back to its Secretariat for more strength. While it was out for redrafting again, the conservatives wanted it flattened into one paragraph in the *Constitution of the Church*. But when the declaration reappeared at the third session's end, it was in a wholly new document called *The Declaration on the Relation of the Church to Non-Christian Religions*. In that setting, the bishops approved it with a 1,770 to 185 vote. There was considerable joy among Jews in the United States because their declaration had finally come out.

In fact, it had not. The vote had been an endorsement only for the general substance of the text. But because votes with qualifications were accepted (*placet iuxta modum* is the Latin term for "yes, but with this modification"), the time between the third session and the fourth—just finished—would be spent fitting in the modifying *modi*, or those most of the 31 voting members of the Secretariat thought acceptable. By Council rules, *modi* could qualify or nuance the language, but they could not change the substance of the text. But then, what substance is or is not has always kept philosophers on edge. And theologians have had trouble with it too.

But first there were less recondite troubles to face. In Segni, near Rome, Bishop Luigi Carli wrote in the February, 1965, issue of his diocesan magazine that the Jews of Christ's time and their descendants down to the present were collectively guilty of Christ's death. A few weeks later, on Passion Sunday, at an outdoor Mass in Rome, Pope Paul talked of the Crucifixion and the Jews' heavy part in it. Rome's chief rabbi, Elio Toaff, said in saddened reply that in "even the most qualified Catholic personalities, the imminence of Easter causes prejudices to reemerge."

On April 25, 1965, the New York Times correspondent in Rome, Robert C. Doty, upset just about everybody. The Jewish declaration was in trouble was the gist of his story reporting that the Pope had turned it over to four consultants to clear it of its contradictions to Scripture and make it less objectionable to Arabs. It was about as refuted as a Times story ever gets. When Cardinal Bea arrived in New York three days later, he had his priest-secretary deny Doty's story by saying that his Secretariat for Christian Unity still had full control of the Jewish declaration. Then came an apologia for Paul's sermon. "Keep in mind that the Pope was speaking to ordinary and simple faithful people—not before a learned body," the priest said. As to the anti-Semitic Bishop of Segni, the Cardinal's man said that Carli's views were definitely not those of the Secretariat. Morris B. Abram of the AJC was at the airport to greet Bea and found his secretary's views on that reassuring.

In Rome a few days later, some fraction of the Secretariat met to vote on the bishops' suggested *modi*. Among them were a few borne down from the fourth floor of the Vatican over the signature of the Bishop of Rome. It is not known for certain whether that special bishop urged that the "guilty of deicide" denial be cut. But the alternate possibility that the phrase would have been cut, if he had wanted it kept, is not pondered on much any more. Accounts of the Secretariat's struggles

continued

"But massacre?" one lobbyist in Rome asked. "Do you deplore massacre?"

over decide agree that it was a very close vote after a long day's debate. After decide went out, there remained the Bishop of Rome's suggestion that the clause beginning "deplores, indeed condemns, hatred and persecution of Jews" might read better with "indeed condemns" left out. That would leave hatred and persecution of Jews still "deplored." The suggestion stirred no debate and was quickly accepted by vote. It was late, and nobody cared to fuss any more about little things.

That meeting was from May 9 to 15, and during that week, the New York Times had a story every other day from the Vatican. On May 8, the Secretariat denied again that outsiders were taking a hand in the Jewish declaration. On the 11th, President Charles Helou of Lebanon, an Arab Maronite Catholic, had an audience with the Pope. On the 12th, the Vatican Press Office announced that the Jewish declaration remained unchanged. If that was to reassure Jews, it came across as a Press Office protesting too much. On the 15th, the Secretariat closed its meeting, and the bishops went their separate ways, some sad, some satisfied, all with lips sealed. A few may have wondered if something out of order had happened and if, despite Council rules, a Council document had been substantially changed between sessions.

The Times persisted in making trouble. On June 20, under Doty's by-line, was the report that the declaration was "under study" and might be dropped altogether. On June 22, Doty filed a story amounting to a self-directed punch in the nose. Commenting to Doty on his own earlier report, a source close to Bea said it was "so deprived of any basis that it doesn't even deserve a denial." For those who have raised refutations to a fine art, that was a denial to be proud of, because it was precisely true while completely misleading. Doty had written that the declaration was under study when, in fact, the study was finished, the damage was done, and there existed what many regard as a substantially new declaration on the Jews.

In Geneva, Dr. Willem Visser 'tHooft, head of the World Council of Churches, told two American priests that, if the reports were true, the ecumenical movement would be slowed. His sentiments were not kept secret from the U.S. hierarchy. Nor was the AJC saddened into inactivity. Rabbi Tanenbaum plied Monsignor Higgins with press clippings from appalled Jewish editors. Higgins conveyed his fears to Cardinal Cushing, and the Boston prelate made polite inquiry to the Bishop of Rome. In Germany, a group for Jewish-Christian amity sent a letter to the bishops claiming, "There is now prevailing a crisis of confidence vis-à-vis the Catholic Church." At the Times, there had never been a crisis of confidence vis-à-vis its reporting from Rome, but if there had been one, it would have passed on September 10. In his story under the headline VATICAN DRAFT EXONERATING JEWS REVISED TO OMIT WORD "DECIDE," Doty allowed no Times reader to think he had pried into Vatican secrets. He was pleased to credit as his source "an authorized leak by the Vatican."

Similar stories in the Times foretold Council failings before they happened. Most of these were substantiated in magazine pieces and books published later, though some had traces of special pleading. The American Jewish Committee's intellectual monthly, *Commentary*, had offered a most bleak report on the Council and the Jews by the pseudonymous F. E. Cartus. In a footnote, the author referred the reader to a confirming account

in *The Pilgrim*, a 281-page book by the pseudonymous Michael Serafian. Later, in *Harper's* magazine, Cartus, even more dour, added to the doubts on the Jewish text. To buttress his case, he recast *Pilgrim* passages and cited Council accounts in *Time*, whose Rome correspondent had surfaced for by-line status as author of a notably good book on the Council. At the time, both *Time* and the New York Times were glad to have an inside tipster. Just for the journalistic fun of it, the inside man's revelations were signed "Pushkin," when slipped under some correspondents' doors.

But readers were served no rewritten Pushkin on the Council's last sessions. The cassock had come off the double agent who could never turn down work. Pushkin, it turned out, was Michael Serafian in book length, F. E. Cartus for the magazines, and a translator in the Secretariat for Christian Unity, while keeping up a warm friendship with the AJC. At the time, Pushkin-Serafian-Cartus was living in the Biblical Institute, where he had been known well since his ordination in 1954, though he will be known here as Timothy Fitzharris-O'Boyle, S.J. For the journalists, the young priest's inside tips and tactical leaks checked out so well that he could not resist gilding them every now and then with a flourish of creative writing. And an imprecision or two could even be charged off to exhaustion in his case. He was known to be working on a book at a young married couple's flat. The book finally got finished, but so did half of the friendship. Father Fitzharris-O'Boyle knew it was time for a forced march before his religious superior could inquire too closely into the reasons for that crisis in camaraderie. He left Rome then, sure that he could be of no more use locally.

A PART FROM HIS taste for pseudonyms, fair ladies, reports on the nonexistent and perhaps a real jester's genius for footnotes, Fitzharris-O'Boyle was good at his job in the Secretariat, valuable to the AJC and is still thought of by many around Rome as a kind of genuine savior in the diaspora. Without him, the Jewish declaration might well have gone under early, for it was Fitzharris-O'Boyle who best helped the press harass the Romans wanting to scuttle it. The man has a lot of priests' prayers.

Other years, Fitzharris-O'Boyle was around Rome when the declaration needed help. At Vatican II's fourth and last session, there was no help in sight. And things were happening very fast. The text came out weakened, as the Times said it would. Then, the Pope took off for the UN, where his *jamais plus la guerre* speech was a triumph. After that, he greeted the president of the AJC in an East Side church. That looked good for the cause. Then, at the Yankee Stadium Mass, the Pope's lector intoned a text beginning "for fear of the Jews." And on TV that sounded quite astonishing. Everywhere, there were speeches on the rises and falls of the Jewish declaration, many of them preparing for a final letdown. Lichten's executive vice-president, Rabbi Jay Kaufman, had told audiences of his own puzzlement "as the fate of the section on Jews is shuttled between momentary declaration and certain confutation, like a sparrow caught in a clerical badminton game." Shuster could hear about the same from the AJC. He could also hear the opposition. Not content with a weakened declaration, it again wanted the total victory of no declaration at all. For that, the

Arabs' last words were "respectfully submitted" in a 28-page memorandum calling on the bishops to save the faith from "communism and atheism and the Jewish-Communist alliance."

In Rome, the bishops' vote was set for October 14, and to Lichten and Shuster, the prospects of anything better looked almost hopeless. Priests had slipped each a copy of the Secretariat's secret replies to the modifications the bishops wanted. The *modi* made disconsolate reading. In the old text, the Jewish origin of Catholicism was noted in a paragraph beginning, "In truth, with a grateful heart, the Church of Christ acknowledges. . . ." In the *modi* sent to the Secretariat, two bishops (but which two?) suggested that "with a grateful heart" be deleted. It could, they feared, be understood to mean that Catholics were required to give thanks to the Jews of today. "The suggestion is accepted," the Secretariat decided. The replies went that way for most of 16 pages. Through all of them, few reasons were advanced for taking the warmth out of the old text and making the new one more legal than humane.

When Shuster and Lichten had finished reading, there were telephone calls to be made to the AJC and B'nai B'rith in New York. But these were not much help at either end. It was Higgins who first tried convincing two disheartened lobbyists to settle for what they would get. Yet for a day or two, Bishop Leven of San Antonio gave them hope. He thought the new statement was so weakened that the American bishops should vote *en bloc* against it. If followed, the tactic would have added a few hundred negative votes to the Arab-conservative side and marked the Council as so split that the Pope might not promulgate anything. The protest-vote tactic was soon abandoned. Lichten's remorse lasted longer. He sent telegrams to about 25 bishops he thought could still help retrieve the strong text. But again, it was Higgins who quietly told him to give up. "Look, Joe," the priest with the labor-lawyer manner told Lichten, "I understand your disappointment. I'm disappointed too." Then, he went off to console Shuster.

In his own room, where Higgins thinks he had Lichten and Shuster together for their first joint appearance in Rome, the priest could sound as if he were putting it straight to company men looking for a square shake from the union. "If you two give New York the impression you can get a better text, you are crazy," he told them. "Lay all your cards on the table. It's just insane to think by some pressures here or newspaper articles back in New York, you can work a miracle in the Council. You are not going to work it, and they will think you fell down on the job."

Lichten remembers more. "Higgins said, 'Think how much harm can be done, Joe, if we allow these changes to erect barriers in the path we have taken for such a long time. And this may happen if your people, and mine, don't respond to the positive aspects.' That was the psychological turning point for me," Lichten said. Shuster was still unreconciled, and he can remember the day well. "I had to break my head and heart," he said, "to think what should be done. I went through a crisis, but I was convinced by Higgins. The loss of decide, frankly, I did not consider a catastrophe. But 'deplore' for 'condemn' is another thing. When I step on your toes, you deplore what I do. But massacre? Do you deplore massacre?"

A differing view was taken by Abbé René Laurentin, a Council staff man who wrote to all

the bishops with a last-minute appeal to conscience. Of itself, the loss of the deicide denial would not have mattered to Laurentin either, if there would never be anti-Semitism in the world again. But since history invites pessimism in this, Laurentin asked the bishops to suppose that genocide might recur. "Then, the Council and the Church will be accused," he contended, "of having left dormant the emotional root of anti-Semitism which is the theme of deicide." Bishop Leven had wanted the word deicide torn out of the Christian vocabulary when he argued a year earlier for the stronger text. Now, the Secretariat had even torn it out of the declaration, and proscribed it from the Christian vocabulary so abruptly that even the proscription itself was suppressed. "With difficulty, one escapes the impression," Laurentin wrote, "that these arguments owe something to artifice."

Before the vote in St. Peter's, Cardinal Bea spoke to the assembled bishops. He said his Secretariat had received their *modi* "with grateful heart"—and the words just happened to be the very first ones deleted by his Secretariat's vote from the new version. A year earlier, Bea had argued for getting the deicide denial into the text, and now he was defending its removal. He spoke without zeal, as if he, too, knew he was asking the bishops for less than Jules Isaac and John XXIII might have wanted. Exactly 250 bishops voted against the declaration, while 1,763 supported it. Through much of the U.S. and Europe, the press minutes later made the complex simple with headlines reading VATICAN PARDONS JEWS, JEWS NOT GUILTY OF JEWS EXONERATED IN ROME.

Glowing statements came from spokesmen of the AJC and B'nai B'rith, but each had a note of disappointment that the strong declaration had been diluted. Bea's friend Heschel was the harshest and called the Council's failure to deal with deicide "an act of paying homage to Satan." Later on, when calm, he was just saddened. "My old friend, the Jesuit priest Gus Weigel, spent one of the last nights of his life in this room," Heschel said. "I asked him whether he thought it would really be *ad maiorem Dei gloriam* if there were no more synagogues, no more Seder dinners and no more prayers said in Hebrew?" The question was rhetorical, and Weigel has since gone to his grave. Other comments ranged from the elated to the satiric. Dr. William Wexler of the World Conference of Jewish Organizations tried for precision. "The true significance of the Ecumenical Council's statement will be determined by the practical effects it has on those to whom it is addressed," he said. Harry Golden of the *Carolina Israelite* called for a Jewish Ecumenical Council in Jerusalem to issue a Jewish declaration on the Christians.

With his needling retort, the columnist was reflecting a view popular in the U.S. that some kind of forgiveness had been granted the Jews. The notion was both started and sustained by the press, but there was no basis for it in the declaration. What led quite understandably to it, however, was the open wrangling around the Council that had made the Jews seem on trial for four years. If the accused did not quite feel cleared when the verdict was in, it was because the jury was out far too long.

It was out for reasons politicians understand but few thought relevant to religion. The present head of the Holy See, like the top man in the White House, believed deeply in pressing for a consensus when any touchy issue was put to a Council vote.

Strong declaration which was revised into final weaker version at night

This document, in its rejection of the justice of whatever kind and whom ever inflicted upon men, remains mindful of that common patrimony and so deplores, indeed condemns, hatred and persecution of Jews, whether they arose in former or in our own days.

May all, then, see to it that in catechetical work or in preaching they do not teach anything that could give rise to hatred or contempt of Jews in the hearts of Christians. May they never present the Jewish people as one rejected, cursed, or guilty of deicide. All that happened to Christ in His passion can in no way be attributed to the whole people then alive, much less to the people of today.

Bishops approved strong text on November 20, 1964. Paul VI promulgated revised version on October 28, 1965.

By the principle of collegiality, in which all bishops help govern the whole Church, any real issue divided the college of bishops into progressives and conservatives. Reconciling them was the Pope's job. For this rub in the collegial process, the papal remedy, whether persuaded or imposed, played some hob with the law of contradiction. When one faction said Scripture alone was the source of Church teaching, the other held for the two sources of Scripture and Tradition. To bridge that break, the declaration was rewritten with Pauline touches to reaffirm the two-source teaching while allowing that the other merited study. When opponents of religious liberty said it would fly against the teaching that Catholicism is the One True Church, a similar solution trickled down from the Vatican's fourth floor. Religious liberty now starts with the One True Church teaching, which, according to some satisfied conservatives, contradicts the text that follows.

The Jewish issue was an even more troublesome one for a consensus-maker. Those who saw a dichotomy in the declaration could find it in the New Testament, too, where all are agreed it will stay. But to what extent was that issue complicated by the politics of the Arabs? In Israel, there is the feeling since the vote, and in Mideast journals there is considerable evidence for it, that the masses of Arab Christians were more indifferent to the dispute than the Scriptural conservatives would like known. By the Newtonian laws of political motion, pressure begets counterpressure more often than lobbyists like to admit. And one of the hypotheses that B'nai B'rith and the AJC must ponder is that much Arab resistance and some theological intransigence were creatures of Jewish lobbying. There was anxiety all along about that, and Nahum Goldmann cautioned Jews early to "not raise the issue with too much intensity." Some did not. After the vote, when Fritz Becker, the WJC's silent man, admitted he once called on Bea at home, he said the declaration was not mentioned. "We just talked, the Cardinal and I," Becker said, "about the advantages of not talking."

There are Catholics close to what went on in Rome who think that Jewish energy did harm. Higgins, the social-action priest from Washington, D.C., is not one of them. If it had not been for the lobbying, he felt, the declaration would have been tabled. But in his usual gruff way, Cardinal Cush-

ing said that the only people who could beat the Jewish declaration were the Jewish lobbyists. Father Tom Stransky, the tough young Paulist who rides a Lambretta to work at the Secretariat, thought that once the press got on to the Council there was no way to stop such pressure groups. If the Council could have deliberated in secret with no strainings from the outside, he thinks the declaration would have been stronger.

As it stands, Stransky fears that some Catholics may gleefully pass it off as if it were written to and for Jews. "This, you have got to remember, is addressed to Catholics. This is Catholic Church business. I don't mind telling you I'd be insulted, too, if I were a Jew and I thought this document was speaking to Jews." For the Catholics, he thinks it is now written for its best effect.

It was Stransky's superior in the Secretariat, Cardinal Bea, who came around most to the claims of the conservatives. Bea apparently realized fairly late that there were some Catholics, more pious than instructed, whose contempt for Jews was inseparable from their love for Christ. To be told by the Council that Jews were not Christ-killers would be too abrupt a turnabout for their faith. These were Catholicism's simple dogmatics. But there were many bishops at the Council who, if far less simple, were no less dogmatic. They felt Jewish pressure in Rome and resented it. They thought Bea's enemies were proved right when Council secrets turned up in American papers. "He wants to turn the Church over to the Jews," the hate-mongers said of the old Cardinal, and some dogmatics in the Council thought the charge about right. "Don't say the Jews had any part in this," one priest said, "or the whole fight with the dogmatics will start over." Another, Father Felix Morlion at the Pro Deo University, who heads the study group working closely with the AJC, thought the promulgated text the best. "The one before had more regard for the sensitiveness of the Jewish people, but it did not produce the necessary clearness in the minds of Christians," he said. "In this sense, it was less effective even to the very cause of the Jewish people."

Morlion knew just what the Jews did to get the declaration and why the Catholics had settled for its compromise. "We could have beaten the dogmatics," he insisted. They could, indeed, but the cost would have been a split in the Church.

END

nous émettions beaucoup de réserves. Nous avons toujours l'impression que la tendance à la conversion n'en était pas absente. Pendant le Concile, Mgr Oesterreicher était le conseiller du cardinal König de Vienne. Le deuxième membre de la Commission était également d'origine juive : Grégory Baum, un augustin, pour qui j'ai toujours eu une très grande estime. (...) Baum était de douze ans plus jeune que moi. Il est entré à l'école quand je l'ai quittée (ndla : même école et mêmes professeurs à Berlin). Il venait d'une famille juive complètement assimilée (ndla : conséquence de la Haskalah). Ses parents étaient divorcés et, dans sa famille, la religion ne jouait plus aucun rôle⁵³⁰. » Après moult rebondissements, les deux parties s'entendirent pour la rédaction d'un texte « *Nostra aetate* » (« De notre temps ») voté les 14 et 15 octobre 1965. Confondant et mélangeant volontairement le judaïsme talmudique de la nouvelle synagogue construit en opposition au christianisme avec le judaïsme mosaïque authentique avant l'arrivée du Messie, les points essentiels de ce texte reconnaissent que l'on ne peut oublier la révélation de l'Ancien Testament par les Juifs ; l'Alliance « *se nourrit de la racine de l'olivier franc sur lequel sont greffés les rameaux de l'olivier sauvage que sont les Gentils* » ; les Juifs et les Gentils sont réconciliés par le sacrifice de la croix ; les apôtres sont nés du peuple juif ; « *Du fait d'un si grand patrimoine spirituel, commun aux chrétiens et aux Juifs, le Concile veut encourager et recommander entre eux la reconnaissance et l'estime mutuelle, qui naîtront surtout d'études bibliques et théologiques, ainsi que des dialogues fraternels* »⁵³¹ ; les Juifs de notre temps ne sont pas responsables de la Passion du Christ. Cette déclaration fut unanimement saluée par le CJM et ses alliés, texte considéré comme un départ dans les relations judéo-chrétiennes. Nous reproduisons le passage entier et révélateur exprimant le bonheur de Gerhard Riegner : « *Il n'y a pas de doute que la grande personnalité qui a élaboré et imposé ce texte, et qui s'est battue pour cette nouvelle théologie sur les Juifs et le judaïsme, était le cardinal Augustin Béra. Il a été soutenu dans son action par le pape Jean XXIII⁵³² et par son successeur, le pape Paul VI, qui a su mener la barque à bon port. Il est tout à fait remarquable que les deux textes les plus novateurs du concile Vatican II, celui sur les Juifs et celui*

530 *Ne jamais désespérer*, op. cit., p. 363-364.

531 *Ibid.*, p. 386.

532 Jean XXIII est l'auteur d'une encyclique, « *Pacem in terris* » en 1963. Il y est affirmé que la science et la technique rapprochent les hommes, renforçant leur collaboration. Ce document exalte l'unité de la famille humaine, la paix et la sécurité dans le monde en vue d'un bien commun, encourage « *la constitution d'une autorité publique de compétence universelle* » possédant des moyens efficaces, se fondant sur l'ONU, approuvant la Déclaration universelle des droits de l'homme tout en soulevant quelques objections sur certains points, pour ajouter que cette Déclaration est « *un pas vers l'établissement d'une organisation juridico-politique de la communauté mondiale* » in http://w2.vatican.va/content/john-xxiii/fr/encyclicals/documents/hf_j-xxiii_enc_11041963_pacem.html (voir les paragraphes de 130 à 145).

sur la liberté religieuse, étaient tous les deux l'œuvre du cardinal Bêa. Ce fut l'une de ses grandes contributions au Concile. Il a déployé un effort considérable pour assurer l'adoption par le Concile de la Déclaration sur la liberté religieuse. Bêa avait compris que sans un texte sur la liberté religieuse, aucun progrès vers l'union avec les autres églises et communautés chrétiennes ne pouvaient aboutir. À ce problème il vouait le meilleur de ses forces. Il était soutenu dans cette tâche par plusieurs grandes figures du Concile, comme l'évêque de Bruges, Xavier Joseph de Smedt, le père John Courtney Murray, s.j., et le cardinal Cushing de Boston, qui a notamment affirmé : "Sans la déclaration sur la liberté religieuse, le mouvement œcuménique se serait écroulé". On peut donc voir à quel point ces textes se complètent mutuellement. Le cardinal Bêa fut ainsi le grand protagoniste dans le domaine de l'œcuménisme. C'est par son travail et celui de son secrétariat que le texte du décret sur l'œcuménisme a été élaboré et mené à bon port à travers les écueils du Concile. C'est grâce à sa haute stature que l'Église catholique a fait sienne la cause de l'œcuménisme et a accompli des pas décisifs. **De plus, le cardinal Bêa a souligné avec raison que, de tous les textes adoptés par le deuxième concile du Vatican, celui sur les Juifs est le seul qui ne contient aucune référence aux enseignements traditionnels de l'Église, qu'ils soient patristiques, conciliaires ou pontificaux. Cela démontre à l'évidence le caractère révolutionnaire de cet acte** (ndla : souligné par nous). (...) De même, la Déclaration sur la liberté religieuse, à laquelle nous nous sommes référés à plusieurs reprises, va dans la même direction lorsqu'elle reconnaît aux autres religions, y compris le judaïsme, leur droit de rechercher sans contraintes les voies du salut et la vérité de Dieu ainsi que le libre exercice de leur religion⁵³³. »

Dans cette révolution, il faut compléter par un autre élément qui fut la modification du rite de consécration des évêques, le *Pontificalis romani*, du 18 juin 1968. On peut déjà s'étonner de la volonté de modifier un rite qui fonctionnait sans problème depuis des siècles. Une « sainte paresse » aurait dû saisir les dirigeants de l'Église. Pourquoi s'infliger un tel surcroît de

533 *Ne jamais désespérer*, op. cit., p. 388-389.

travail ? Le fait que Vatican II détruise la Tradition de l'Église en affirmant des principes comme la liberté religieuse, saluée par la partie adverse comme Gerhard Riegner, ou encore en collaborant avec les représentants du Talmud, indique que leurs concepteurs ont dû continuer sur leur lancée. Sachant que les prélats qui ont modifié le rite de consécration sont aussi ceux qui ont rompu avec l'enseignement bimillénaire de l'Église, on peut légitimement mettre en doute la validité de ce nouveau rite. Les trois conditions nécessaires à la validité du sacrement de consécration, c'est-à-dire la matière, la forme et l'intention exprimées par un consécrateur lui-même valide, ont été rappelées par le pape Léon XIII dans l'encyclique *Apostolicae Curae*, en 1896⁵³⁴, afin d'invalidiser le rite des anglicans. Or la nouvelle version soutenue par Paul VI avec le soutien de l'évêque Annibal Bugnini est une copie du rite des anglicans expressément condamné par Léon XIII (« *absolument vaines et entièrement nulles* »). Le lecteur doit bien comprendre, peu importe ses convictions religieuses, que si le nouveau rite de consécration est invalide, depuis 1968, tous les prêtres ordonnés ne sont que des laïcs qui montant dans la hiérarchie de l'Église (évêques ne pouvant plus ordonner correctement, cardinaux et, en bout de course, pape) n'ont plus rien de religieux. Ainsi, si l'on se tient à cette logique, le cardinal Bergoglio, élu pape en mars 2013⁵³⁵, à l'origine ordonné prêtre selon le nouveau rite à la fin de l'année 1968, n'est qu'un simple laïc. Or, si l'on se réfère aux principes défendus par la maison rivale, la synagogue nouvelle, la disparition du caractère sacré du pape permet de faire disparaître la dernière *quelipa*, mais la *quelipa* suprême, le sacerdoce institué par le Christ. « L'élévation des étincelles »

534 Le rite de consécration fut confirmé par la décision infaillible du pape Pie XII, *Sacramentum ordinis*, en novembre 1947.

535 Lors de l'élection du cardinal Bergoglio comme « pape », le 13 mars 2013, il reçut les félicitations des B'nai B'rith. Est-ce vraiment étonnant ? : <http://www.bnaibrith.org/press-releases/bnai-brith-international-welcomes-new-pope-francis-i> L'infiltration maçonnique dans l'Église conciliaire est profonde. Mino Pecorelli (1928-1979), avocat et journaliste d'enquête italien, fonda l'agence de presse « Osservatore Politico ». Il révéla de nombreux scandales. Il publia aussi la liste de plusieurs prélats franc-maçons au Vatican (dates d'adhésion et matricules), le 12 septembre 1978, dans un article intitulé « La grande loge vaticane ». On y trouve, entre autres, l'évêque Bugnini (23/4/1963 – Matricule 1365/75) ou encore le cardinal Suenens (15/6/1967 – Matricule 21/64). Indirectement, le fait d'appartenir à la maçonnerie, comme c'est le cas de l'évêque Bugnini, invalide le nouveau rite d'ordination. Précisons que Mino Pecorelli fut assassiné le 20 mars 1979 à Rome. Il avait sûrement déplu. L'original en italien de la liste Pecorelli a été publié in Ernest Larisse, *Un grand adversaire de la maçonnerie, Don Luigi Villa*, Éditions Saint Rémi, 2012, p. 66-67. En 1956, Don Luigi Villa (prêtre italien, 1918-2012) fut chargé par Padre Pio (1887-1968, prêtre stigmatisé) de lutter contre la maçonnerie ecclésiastique. Padre Pio n'hésita pas à dire à Don Villa, en 1963, que : « *L'Église est déjà envahie par la maçonnerie* », pour ajouter que « *La maçonnerie est déjà arrivée aux pantoufles du pape* » in, *Ibid.*, p. 6.

chère à la Kabbale lourianique serait donc complète, permettant l'arrivée du Messie selon les référents du judaïsme marqués par le sabbatéo-frankisme. Doit-on voir une relation de cause à effet en rappelant que toutes les communautés juives du monde, le 23 septembre 2012, ont récité une courte prière pour l'arrivée de leur Messie ?⁵³⁶ En allant jusqu'au bout de cette logique, nous aurions la victoire complète du Talmud qui, après avoir vu la disparation de l'intermédiaire royal en la personne du lieutenant du Christ incarné par le roi de France, le 17 juin 1789 (Tiers-État se déclare Assemblée constituante, rupture avec le baptême de Clovis) et sa disparition physique, le 21 janvier 1793, verrait l'autre intermédiaire, le vicaire du Christ, vidé de toute sacralité. Si l'on s'en tient à la logique sabbatéo-frankiste voulant détruire les *quelipot* empêchant l'arrivée de leur Messie, nous aurions la confirmation des propos de ce kabbaliste déjà cité, Meir ben Gabbai : « *Ainsi tout doit être réparé, sans quoi la venue du Roi-Messie ne peut se produire*⁵³⁷. » Face à de tels bouleversements apportés par le nouveau rite de 1968 et en connaissant les ambitions de la partie adverse, même pour les plus tièdes, on peut légitimement se poser la question de la validité du nouveau rite de consécration. Pris dans son ensemble, Vatican II est un changement radical par rapport à l'enseignement traditionnel de l'Église. Dans un ouvrage paru en 1982, le théologien Joseph Ratzinger, qui allait devenir cardinal en 1985 puis pape en 2005, faisait un bilan des suites du concile. Il en ressortait essentiellement l'idée de rupture avec le passé de l'Église, l'illogisme entre ce qui a été affirmé avant Vatican II et ce qui est proposé après. Enfin, tout en soulignant l'importance de la bascule représentée par 1789 : « *De tous les textes du II^e Concile du Vatican, la constitution pastorale "sur l'Église dans le monde de ce temps" (Gaudium et Spes) a été incontestablement le plus difficile et aussi, à côté de la constitution sur la liturgie et du décret sur l'œcuménisme, le plus riche en conséquences. Par sa forme et la direction de ses déclarations, il s'écarte dans une large mesure de la ligne de l'histoire des conciles et permet, par le fait même, plus que tous les autres textes, de percevoir la physionomie spéciale du dernier Concile. C'est pourquoi il a été considéré de plus en plus après le Concile comme le véritable testament de celui-ci (...). Si l'on cherche un diagnostic global du texte, on pourrait dire qu'il est (en liaison avec les textes sur la liberté religieuse et sur les religions du monde) une révision du Syllabus de Pie IX, une sorte de*

536 <https://www.youtube.com/watch?v=W1N7Ur7Asj0> Une telle prière signifie que les instances rabbiniques estiment que l'organisation du monde d'un point de vue spirituel et temporel est suffisamment avancée, selon leurs vues, pour accueillir leur Messie.

537 Voir note infrapaginale 349. Dans cette affaire de validité du rite de consécration, le dernier mot reviendra à l'Église qui, après avoir rompu avec Vatican II et retrouvé le chemin de la Tradition, donnera un avis définitif sur la question.

*contre-Syllabus*⁵³⁸. (...) C'est pourquoi, d'abord en Europe centrale, l'attachement unilatéral, conditionné par la situation, aux positions prises par l'Église à l'initiative de Pie IX et de Pie X contre la nouvelle période de l'histoire ouverte par la Révolution française, avait été dans une large mesure corrigé *via facti* ; mais une détermination fondamentale nouvelle des rapports avec le monde tel qu'il se présentait depuis 1789 manquait encore. En réalité, dans les pays à forte majorité catholique, régnait encore largement l'optique d'avant la révolution (...). Contentons-nous ici de constater que le texte joue le rôle d'un contre-Syllabus dans la mesure où il représente une tentative pour une réconciliation officielle de l'Église avec le monde tel qu'il était devenu depuis 1789 (ndla : souligné par nous). Ce qui a dévasté l'Église durant la dernière décennie [1972-1982] n'était pas le Concile, mais le refus de sa réception (...). Le devoir est donc : non pas la suppression du Concile, mais la découverte du Concile réel et l'approfondissement de sa véritable volonté, eu égard à ce qui a été vécu depuis lors. Cela implique qu'il ne peut pas y avoir retour au Syllabus, lequel pouvait bien être un premier jalon dans la confrontation avec le libéralisme et le Marxisme naissant, mais ne peut en être le dernier mot⁵³⁹. » L'esprit de ces propos datant de 1982 a perduré puisque Benoît XVI, lors de son premier message de Noël en 2005, n'a pas hésité à affirmer : « Homme moderne, adulte pourtant parfois faible dans sa pensée et dans sa volonté, laisse-toi prendre par la main par l'Enfant de Bethléem ; ne craint pas, aie confiance en Lui ! La force vivifiante de sa lumière t'encourage à t'engager dans l'édification d'un nouvel ordre mondial (ndla : souligné par nous), fondé sur de justes relations éthiques et économiques. Que son amour guide les peuples et éclaire leur conscience commune d'être une "famille" appelée à construire des relations de confiance et de soutien mutuel. L'humanité unie pourra affronter les problèmes nombreux et préoccupants du moment présent : de la menace terroriste aux conditions d'humiliante pauvreté dans laquelle vivent des millions d'être humains, de la prolifération des armes aux pandémies et à la

538 Le Syllabus de Pie IX, paru en 1864, est un recueil renfermant les principales erreurs condamnées par les papes et rassemblées en 10 sections. Sans toutes les citer, nous pouvons relever : panthéisme, naturalisme, rationalisme, socialisme, communisme, sociétés secrètes... Rappelons cette phrase de ce pape prononcée en 1861 qui devrait faire réfléchir certains : « La modernité ou la nouveauté ne sont pas des critères de vérité » (*Jamdudum cernimus*, allocution qui condamne le libéralisme). L'illogisme (ou l'idéologie) du théologien Joseph Ratzinger est de prôner un contre-Syllabus avec *Gaudium et Spes* (Vatican II) qui sert les intérêts de la synagogue en faveur du « catholicisme d'Israël », selon l'expression du rabbin Élie Benamozegh. Comment Ratzinger a pu approuver ce texte fondateur de Vatican II qui s'oppose au Syllabus de Pie IX lequel s'appuyait sur les travaux de ses prédécesseurs ? De deux choses l'une ; soit les artisans du Concile lancé par Jean XXIII ont raison et alors les écrits des papes sur des siècles condensés dans le Syllabus de Pie IX ont induit en erreur des générations de croyants ; soit Pie IX a raison, dans ce cas, Vatican II est une tromperie.

539 Cardinal Joseph Ratzinger, *Les Principes de la théologie catholique*, Téqui, 2015, p. 423-437.

dégradation de l'environnement qui menace l'avenir de la planète⁵⁴⁰. Complétons cette déclaration avec sa volonté d'établir « une véritable autorité politique mondiale telle qu'elle a été déjà esquissée par mon prédécesseur, le bienheureux Jean XXIII » en liaison avec l'ONU, temple du maçonnerie, dans son encyclique « *Caritas in Veritate* » parue en juin 2009⁵⁴¹. » Le rabbin Élie Benamozegh aurait été satisfait de la situation même si cet état des choses n'aura qu'un temps.

| 13 | Conclusion : tentatives d'achèvement de la tour de Babel

Lorsque Halford Mckinder présenta les fondamentaux de la thalassocratie anglo-saxonne, en janvier 1904 à la *Royal Geographic Society*, face aux puissances terrestres de son temps (l'Allemagne de Guillaume II et la Russie de Nicolas II), il expliquait que l'objectif suprême de cette politique était d'empêcher l'unité du bloc eurasiatique. Les richesses en tout genre de l'Eurasie faisaient frémir Londres et Washington qui ne voulaient en aucun cas qu'une puissance ou un accord entre puissances puissent s'établir pour gérer à l'amiable cette vaste entité géographique. Nous avons vu la politique du II^e Reich avec le chemin de fer de Bagdad qui, si elle était allée jusqu'au bout, aurait permis le contrôle, la production et l'acheminement du pétrole au profit de Berlin, sans oublier les connexions géographiques et stratégiques avec l'ensemble de l'Eurasie. Cela aurait ruiné l'Empire britannique. Comme nous l'avons déjà écrit dans le chapitre VI, les événements au Proche-Orient, depuis l'invasion américaine en Irak (2003), montrent que les différentes puissances maritimes et

540 http://w2.vatican.va/content/benedict-xvi/fr/messages/urbi/documents/hf_ben-xvi_mes_20051225_urbi.html (voir le paragraphe 4).

541 http://w2.vatican.va/content/benedict-xvi/fr/encyclicals/documents/hf_ben-xvi_enc_20090629_caritas-in-veritate.html (voir le paragraphe 67). En plus de « *Pacem in terris* » de Jean XXIII, nous pouvons relever cette même tendance à l'unité du monde en liaison avec les instances maçonniques comme l'ONU dans « *Populorum progressio* » de Paul VI de mars 1967 qui, dans un chapitre intitulé « *Vers une autorité mondiale efficace* », écrit : « Cette collaboration internationale à vocation mondiale requiert des institutions qui la préparent, la coordonnent et la régissent, jusqu'à constituer un ordre universellement reconnu (...). » in http://w2.vatican.va/content/paul-vi/fr/encyclicals/documents/hf_p-vi_enc_26031967_populorum.html (voir le paragraphe 78).

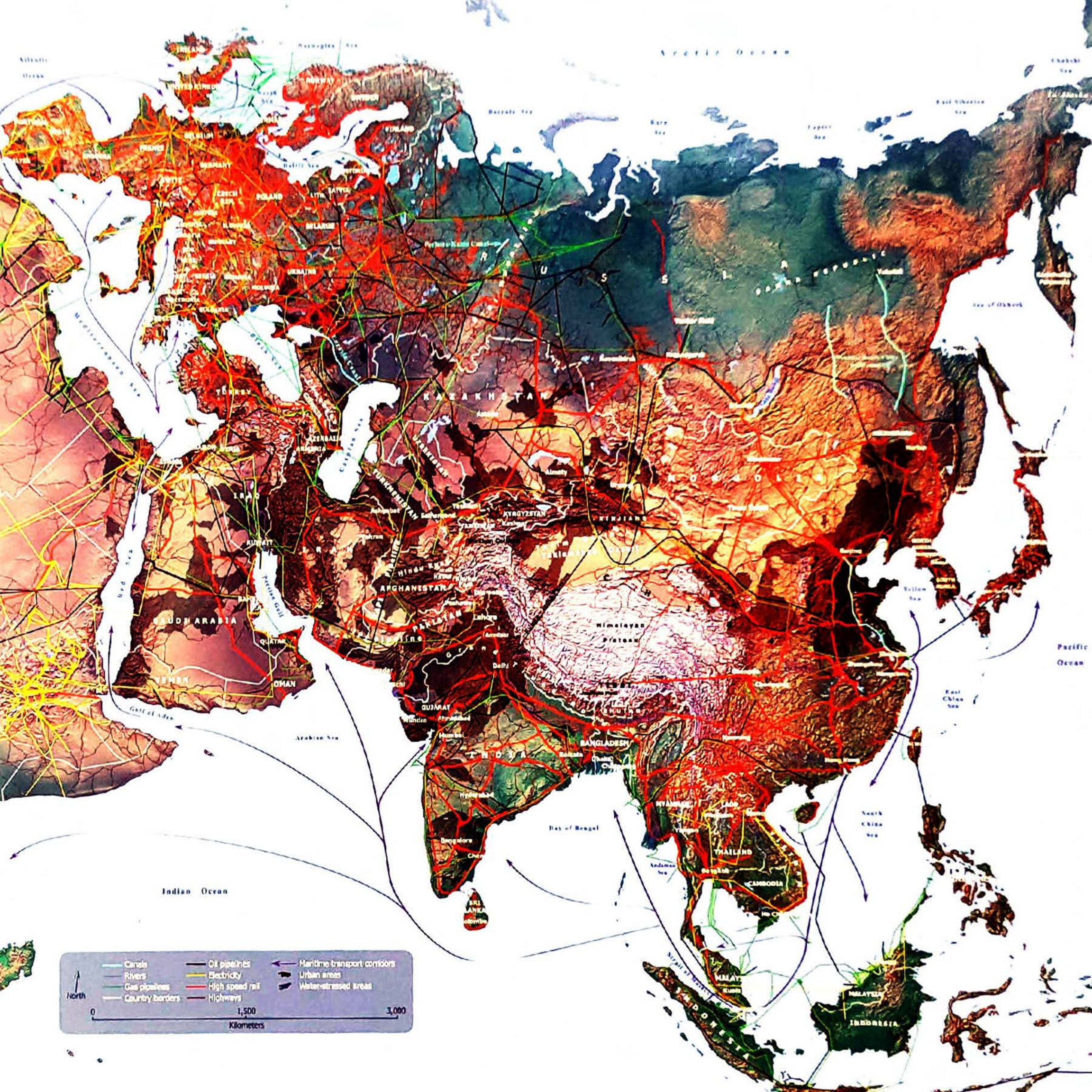
continentales engagées en particulier dans l'affaire syrienne passent par les mêmes chemins que ceux d'avant 1914. Les volontés de créer des blocs continentaux se heurtent aux intérêts de différents groupes oligarchiques où chacun tente de préserver ses intérêts. Au moment de la chute du mur de Berlin, les États-Unis étaient la seule et unique puissance. Un monde unipolaire sous l'égide américaine semblait se profiler. Les administrations Bush, Clinton et Obama ont tenté d'imposer une *Pax Americana* que la Russie et la Chine ont refusé de subir. L'émergence et la consolidation d'une union eurasiennne est un cauchemar pour les élites anglo-saxonnes qui volent l'Eurasie être interconnectée par de multiples voies de communication et d'échange de toute sorte. La situation en 2016 le prouve largement⁵⁴² et nous demandons au lecteur de comparer cette carte avec celle d'André Chéradame de 1903⁵⁴³ décrivant les oppositions dans cette zone géographique entre puissances navales et terrestres. Ce sont les mêmes rivalités avec une technicité plus développée (situation avec l'administration Obama, la Russie de Poutine et la Chine de Xi Jinping en 2016). La fameuse « route de la Soie » est un concept ancien qui a commencé au II^e siècle avant Jésus-Christ avec la présence de marchands chinois à Samarcande en Ouzbékistan. La route de Samarcande était souvent le terme usité pour désigner ces déplacements. L'expression « route de la Soie » est apparue bien plus tard, comme le rappelle Valérie Hansen, professeur à l'université de Yale. En effet, c'est un géographe allemand, Ferdinand von Richthofen⁵⁴⁴, qui le premier utilisa la formule « route de la Soie » (*Seidenstraße*), en 1877⁵⁴⁵. Au début du XXI^e siècle, cette appellation polarise toutes les luttes entre Russes et Chinois, d'un côté, et les États-Unis et leurs vassaux de l'Union européenne de l'autre ; la position parfois louvoyante de l'Allemagne, première puissance économique en Europe, étant décisive dans cette affaire. Les guerres engagées par le monde anglo-saxon en liaison avec leur allié israélien au Proche-Orient en 1991, en 2003 suivies de la politique de déstabilisation de pays comme la Syrie ont pour objectif de priver la Russie et la Chine d'un ensemble de territoires allant de la Turquie aux côtes du Yémen, ces pays représentant la porte d'entrée vers l'Asie centrale qui est le cœur des échanges de la

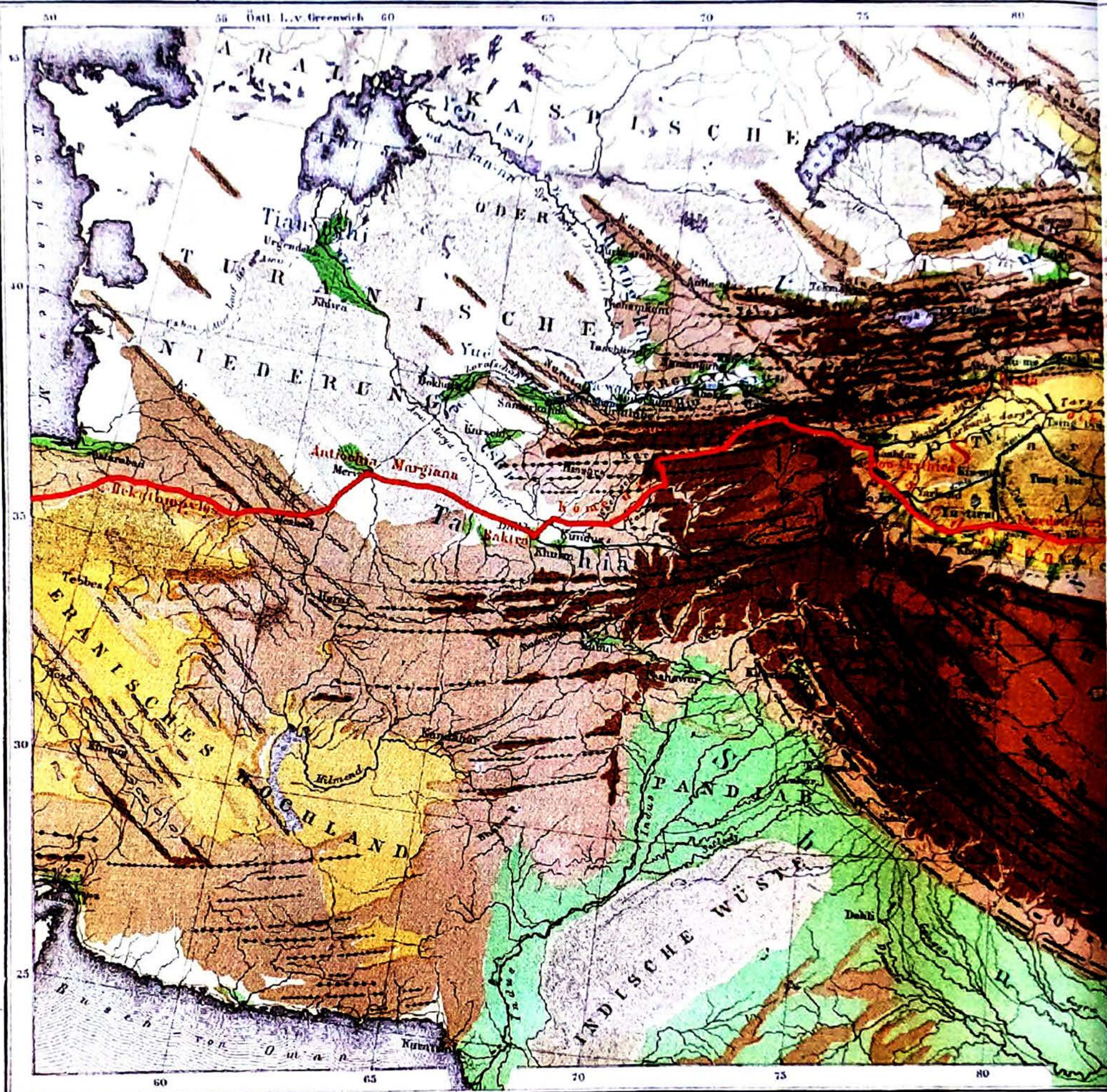
542 Chapitre VII, annexe 12 : les diverses routes de la Soie (voies ferrées, autoroutes, corridors énergétiques... situation en 2016) dont l'entité géographique réunit la plupart des pays membres de l'Organisation de Coopération de Shanghai (OCS).

543 Chapitre VI, annexe 4 : carte du réseau ferroviaire russe en concurrence avec le chemin de fer de Bagdad (situation en 1903).

544 Le neveu de Ferdinand von Richthofen (1833-1905), Manfred von Richthofen (1892-1918), fut le fameux « Baron rouge », l'as de la guerre aérienne durant la Première Guerre mondiale.

545 Valérie Hansen, *Silk Road*, Oxford University Press, 2012, p. 6. Voir chapitre VII, annexe 13 : la première publication d'une carte avec l'expression « la route de la Soie » (1877).





S. 500.

Gebirgsland

Gebirge über 3000 Meter

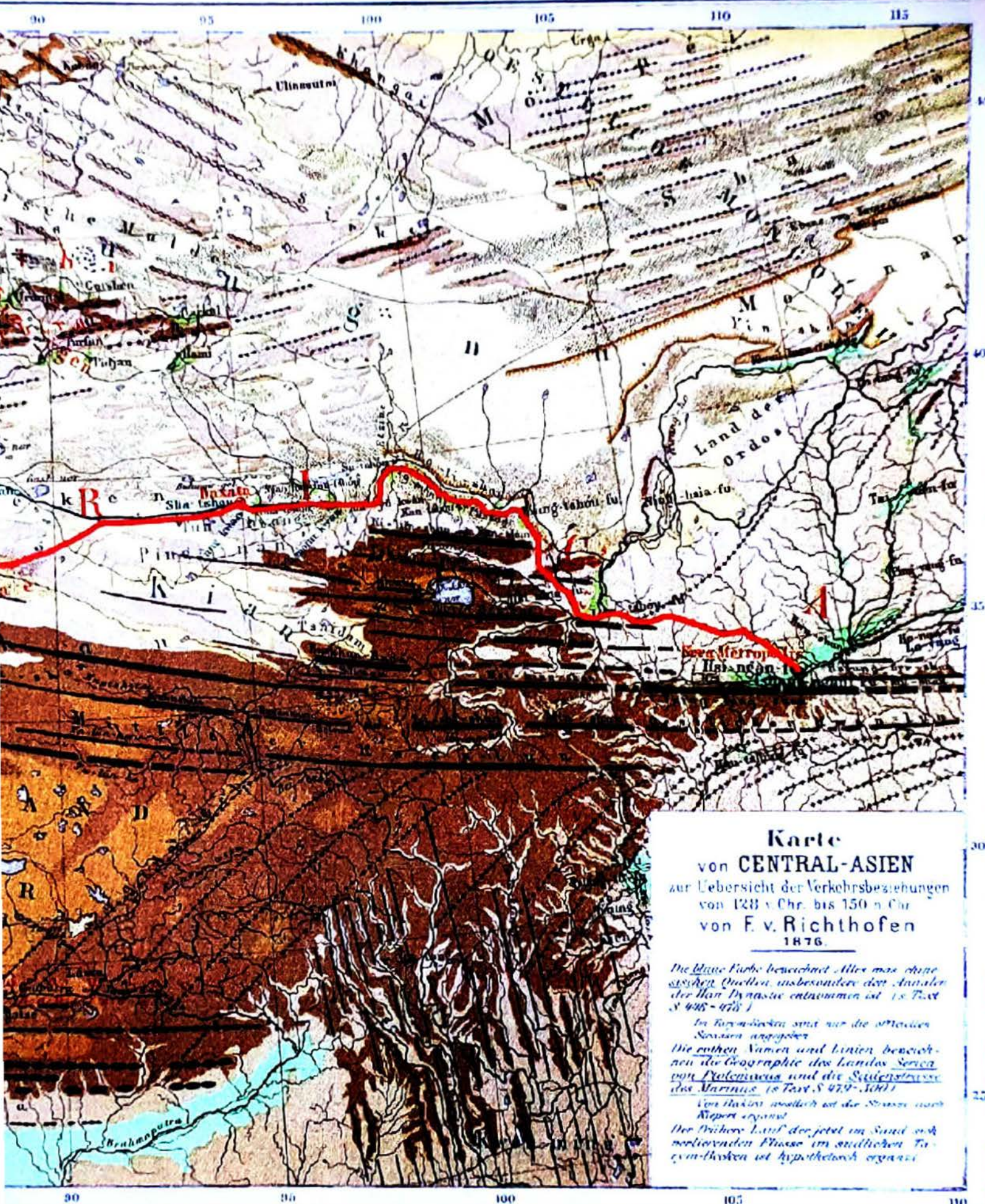
Steppe
Niederste Stufe

Steppe
Mittlere Stufe

Kwen-lun System

Himalaya System

Kien-shau System



La première publication
d'une carte avec l'expression
« la route de la Soie » (1877)

route de la Soie⁵⁴⁶. Si les deux grandes puissances sino-russe arrivent à empêcher une mainmise anglo-saxonne sur cette zone, en particulier en réussissant à faire basculer la Turquie complètement dans leur camp (Organisation de Coopération de Shanghai, OCS), l'union eurasienne formerait une citadelle inexpugnable. Les cauchemars du géopolitologue Halford Mckinder trouveraient leur concrétisation. Cependant, il est possible qu'un accord puisse être conclu entre les différents antagonistes. Nous devons rappeler que le principe du mondialisme consistant à régenter la planète se heurte à deux concepts déjà évoqués dans le chapitre VI : le mondialisme d'une large frange anglo-saxonne et le mondialisme planétarien. Dans le premier cas, la gouvernance mondiale doit reposer sur une colonne vertébrale représentée par les intérêts anglo-saxons au dépens du bien-être des autres puissances. Dans le deuxième cas, il s'agit d'assurer une répartition à peu près équitable des intérêts des différentes oligarchies, caractéristique que l'on peut retrouver dans certains milieux anglo-saxons (en rivalité avec d'autres membres de leur groupe) et chez Vladimir Poutine. De 1990 à 2016, les différentes administrations américaines ont poursuivi une politique d'extension unilatérale de leurs intérêts propres dans le monde. Lors d'un discours très important à Valdaï, le 24 octobre 2014, Poutine a exposé l'architecture mondiale politique et économique qu'il souhaite développer dans un cadre onusien rénové en liaison avec les droits de l'homme. Rappelant que la politique unilatérale américaine ne peut aboutir⁵⁴⁷, il affirme : « *Quelle pourrait être la base juridique, politique et économique pour un nouvel*

546 La route de la Soie est désignée aussi par l'expression *One Belt One Road* (OBOR, « une ceinture, une route »). Les deux composantes terrestres et maritimes, poursuivant la construction de voies de communication en tout genre avec les répercussions économiques de resserrement des liens qui s'ensuivent entre la Chine et les pays de l'Eurasie, sont la *Silk Road Economic Belt* et la *Maritime Silk Road*, annoncées en septembre 2013. À cela, il faut ajouter la Banque asiatique d'investissement (*Asian Infrastructure Investment Bank*, AIIB) dont l'initiative revient à Xi Jinping, en octobre 2013, lors de son voyage en Asie du Sud-Est. L'objectif déclaré est de favoriser l'interconnexion économique entre pays adhérant à l'AIIB in <http://euweb.aiib.org/html/aboutus/introduction/history/?show=0>

547 Lors d'un discours tenu le 10 février 2007 à Munich devant des responsables politiques et militaires européens et américains, Poutine avait tenu des propos très clairs concernant l'unilatéralisme : « *Qu'est-ce qu'un monde unipolaire ? Malgré toutes les tentatives d'embellir ce terme, il ne signifie en pratique qu'une seule chose : c'est un seul centre de pouvoir, un seul centre de force et un seul centre de décision. C'est le monde d'un unique maître, d'un unique souverain. En fin de compte, cela est fatal à tous ceux qui se trouvent au sein de ce système aussi bien qu'au souverain lui-même qui se détruira de l'intérieur. (...) Je suis certain que la Charte des Nations unies est l'unique mécanisme d'adoption de décisions sur l'emploi de la force en tant que dernier recours (...).* » in <https://www.youtube.com/watch?v=b1TizUpYMW0>

*ordre mondial*⁵⁴⁸ qui permettrait la stabilité et la sécurité, tout en encourageant une saine concurrence, et en ne permettant pas la formation de nouveaux monopoles qui entravent le développement ? (ndla : souligné par nous). (...) J'ajouterai que les relations internationales doivent être basées sur le droit international, qui lui-même doit reposer sur des principes moraux tels que la justice, l'égalité et la vérité. **Peut-être le plus important est-il le respect de ses partenaires et de leurs intérêts. C'est une formule évidente, mais le fait de la respecter, tout simplement, pourrait changer radicalement la situation mondiale** (ndla : souligné par nous). Je suis certain qu'avec une volonté réelle, nous pouvons restaurer l'efficacité du système international et des institutions régionales. Nous n'avons même pas besoin de reconstruire quelque chose de nouveau, à partir de zéro ; ce n'est pas une "terre vierge" d'autant moins que les institutions créées après la Seconde Guerre mondiale sont relativement universelles et peuvent être dotées d'un contenu moderne et adéquat pour gérer la situation actuelle. Cela est vrai quant à l'amélioration du travail de l'ONU, dont le rôle central est irremplaçable, ainsi que celui de l'OSCE qui, durant quarante ans, a démontré qu'elle était un mécanisme nécessaire pour assurer la sécurité et la coopération dans la région euro-atlantique (ndla : souligné par nous). Je dois dire que même aujourd'hui, en essayant de résoudre la crise dans le Sud-Est de l'Ukraine, l'OSCE joue un rôle très positif. À la lumière des changements fondamentaux dans l'environnement international, l'augmentation des désordres incontrôlables et des diverses menaces, nous avons besoin d'un nouveau consensus mondial des forces responsables. Il ne s'agit pas de conclure certaines transactions locales ou un partage des zones d'influence dans l'esprit de la diplomatie classique ni d'assurer la domination globale et complète de quiconque. Je pense que nous avons besoin d'une nouvelle version de l'interdépendance (ndla : souligné par

548 Cette expression de « nouvel ordre mondial » utilisée par Vladimir Poutine, défendant le projet d'unions régionales économiques traitées à égalité sous les auspices d'une ONU rénovée (mondialisme planétaire ou multipolaire), est régulièrement mise à l'honneur. À l'origine, ce concept fut écrit, la première fois en 1914, par Herbert George Wells dans son livre *La Destruction libératrice*, Éditions Grama. Cet ouvrage évoque une gouvernance mondiale qui se forme après une guerre avec la création de « 10 circonscriptions », selon l'expression de l'auteur, c'est-à-dire des unions régionales : « Ce fut dans une ambiance légèrement incrédule que démarra la réunion qui devait instaurer le nouvel ordre mondial », p. 137. Wells fit paraître aussi un livre, en 1940, dont le titre est tout simplement *The new World Order* (Éditions Filiquarium Publishing). Citons le rapport de l'Assemblée générale des Nations unies, du 16 septembre 2016, qui, dans le paragraphe consacré à la « Promotion d'une croissance économique soutenue et d'un développement durable... » évoque au point 15 « le rôle des Nations unies dans la promotion d'un nouvel ordre mondial humain », p. 2.

nous)⁵⁴⁹. Nous ne devrions pas avoir peur de cela. Au contraire, c'est un bon instrument pour harmoniser les positions. Ceci est particulièrement pertinent étant donné le renforcement et la croissance de certaines régions de la planète, processus qui nécessite objectivement l'institutionnalisation de ces nouveaux pôles, par la création de puissantes organisations régionales⁵⁵⁰ et l'élaboration de règles pour leur interaction. La coopération entre ces centres contribuerait sérieusement à la stabilité de la sécurité, de la politique et de l'économie mondiales (ndla : souligné par nous). Mais afin d'établir un tel dialogue, nous devons partir du postulat selon lequel tous les centres régionaux et projets d'intégration qui se forment autour d'eux doivent avoir les mêmes droits au développement afin qu'ils puissent se compléter mutuellement et que personne ne puisse artificiellement les forcer à entrer en conflit ou en opposition. De telles actions destructrices briseraient les liens entre les États et les États eux-mêmes seraient soumis à des difficultés extrêmes, voire à une destruction totale. (...) Je suis certain que le travail des associations intégrées, la coopération des structures régionales, doivent être construits sur une base transparente et claire ; le processus de formation de l'Union économique eurasiennne est un bon exemple d'une telle transparence. Les États qui font partie de ce projet ont informé leurs partenaires de leurs plans à l'avance, en précisant les paramètres de notre association et les principes de son travail, qui correspondent pleinement aux règles de l'Organisation mondiale du Commerce⁵⁵¹. J'ajouterai que nous aurions également accueilli favorablement l'initiative d'un dialogue concret entre l'Eurasie et l'Union européenne. D'ailleurs, ils nous ont presque catégoriquement refusé cela, et il est également difficile d'en comprendre les raisons. Qu'est-ce qu'il y a de si effrayant à cela ? Et bien sûr, avec un tel travail conjoint, on pourrait penser que nous devons nous engager dans un dialogue (j'ai évoqué cela à de nombreuses reprises et j'ai entendu l'accord de plusieurs de nos partenaires

549 Pour les différents exemples d'interdépendance (pétrole, gaz, intensité des liens économiques), voir chapitre VII, annexes 14, 15 et 16.

550 Pour les différentes unions régionales en formation avec leurs voies de communication et leurs corridors énergétiques, outre celle concernant l'Amérique du Nord (chapitre V, annexe : 11), nous pouvons relever dans le chapitre VII, les annexes 17, 18, 19, 20 et 21.

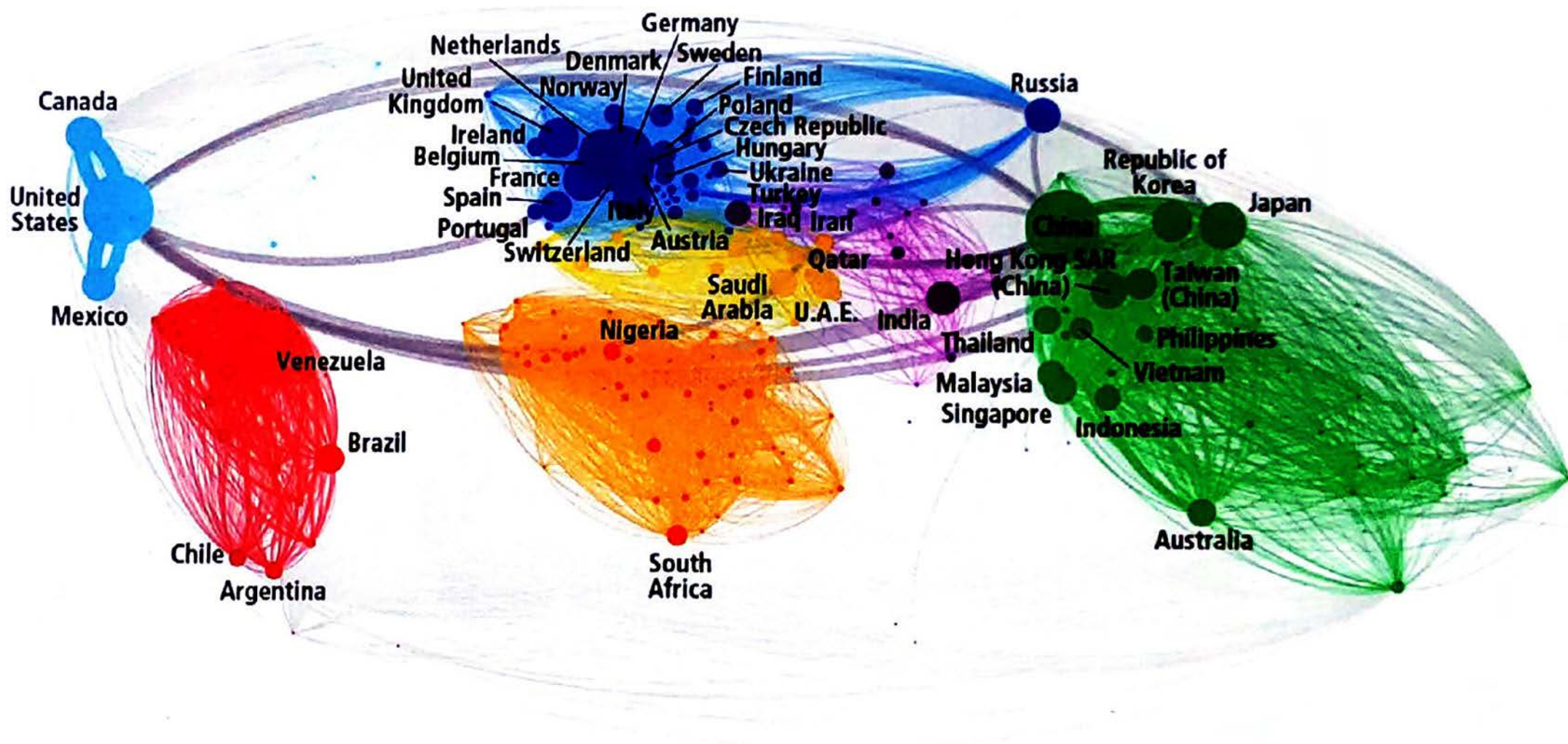
551 Les discussions pour intégrer la Russie dans l'Organisation mondiale du Commerce (OMC), comme le rappelle Poutine dans son discours, ont demandé 19 ans. Les règles de l'OMC sont mises à mal par les sanctions pratiquées par les pays de l'Union européenne et les États-Unis d'Obama (politique unilatéraliste) à l'égard de la Russie.

DOES RUSSIA HAVE EUROPE OVER A BARREL?



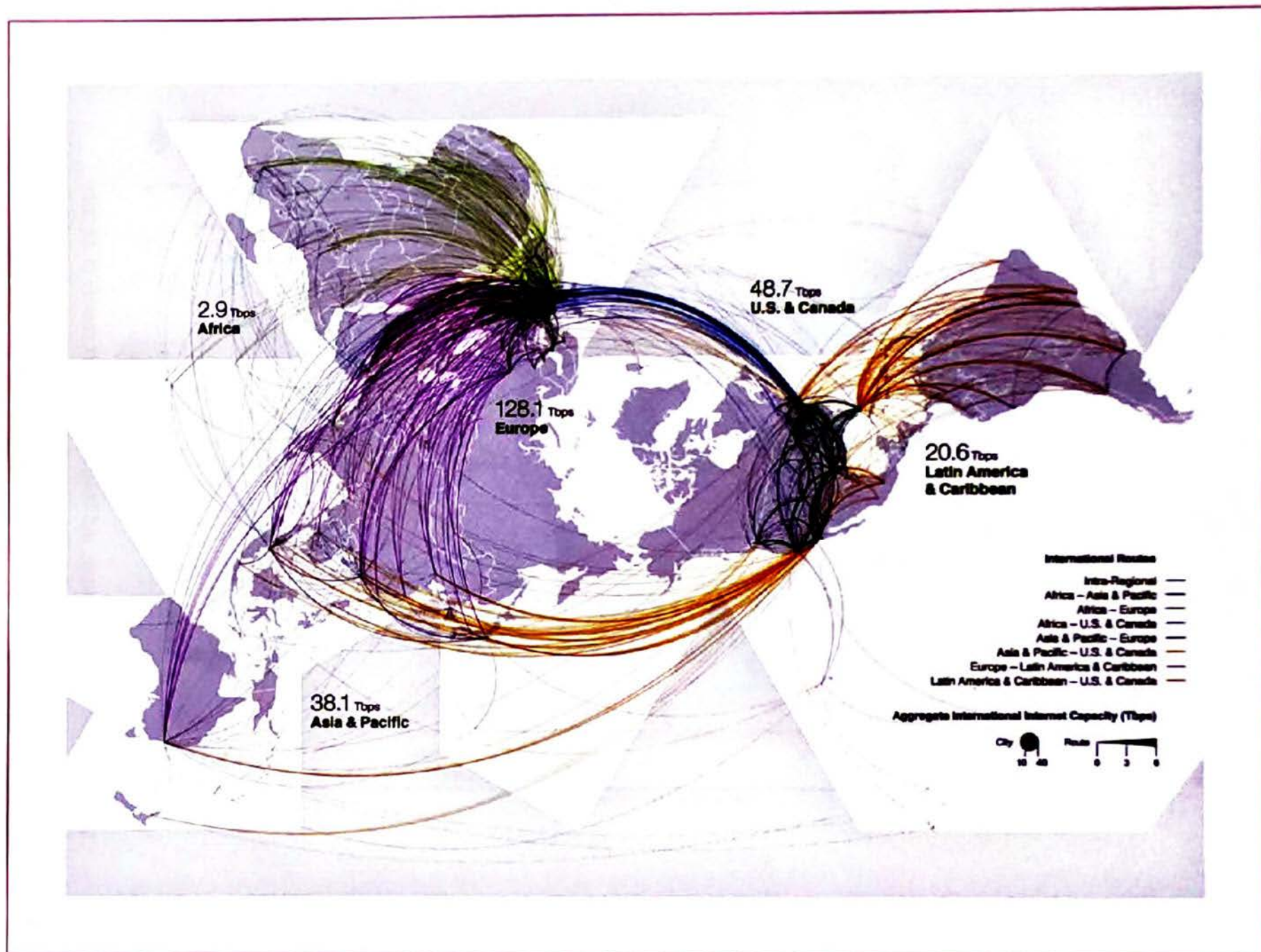
New oil and gas pipelines from the Caucasus , Central Asia, and the Mideast reduce Europe's energy dependence on Russia, while new Russian pipelines avoiding Ukraine diminish its role as a transit state.

GLOBAL TRADE LINKAGES REVEAL RISING CONNECTIVITY



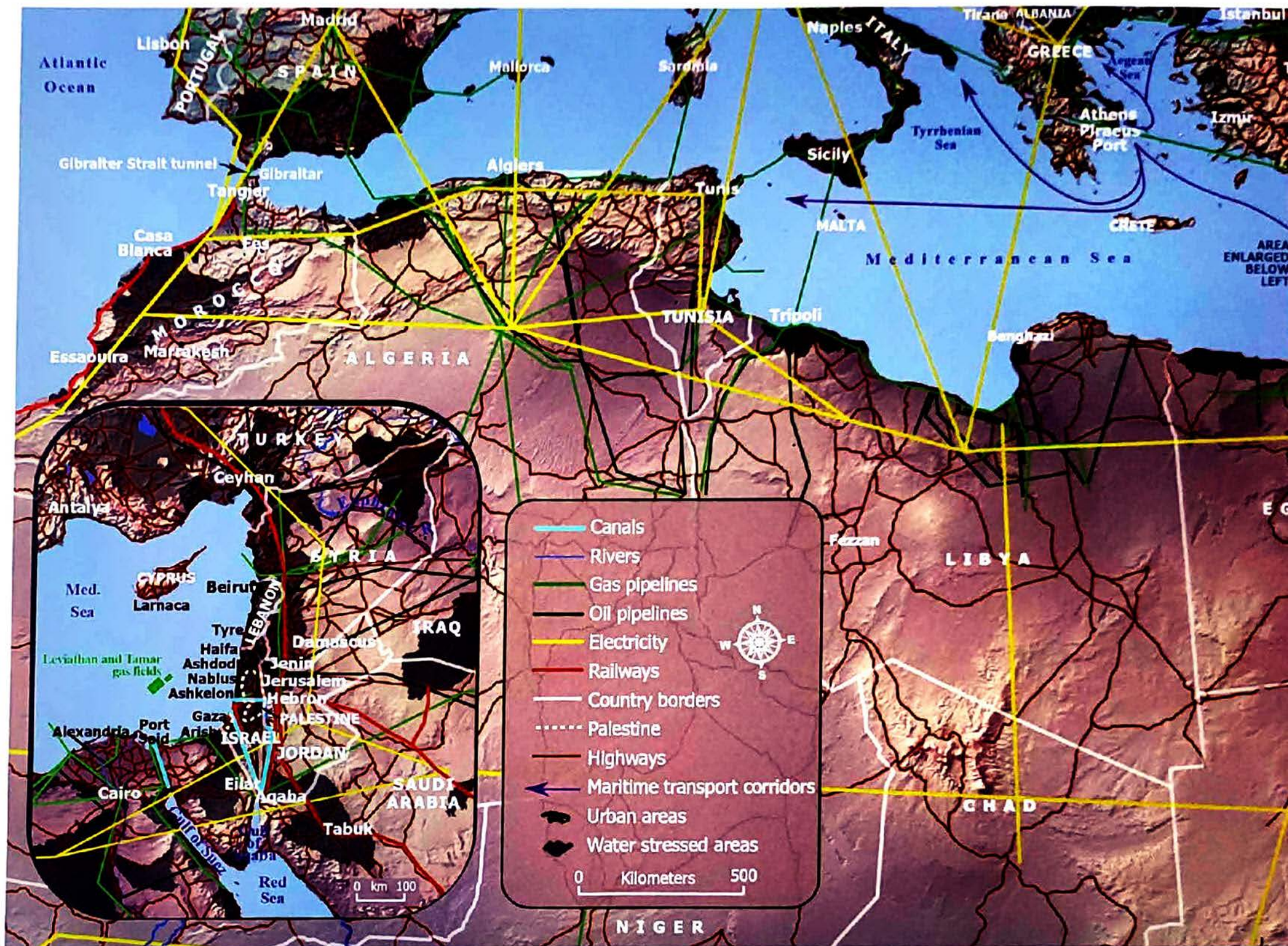
The DHL Global Connectedness Index (2014) captures how Europe remains the world's most connected region but also the increasing centrality of East Asia in supply chains and trade networks. Flows of goods, capital, people, and information are broadening to include the most remote geographies and populations.

GLOBAL DATA FLOWS EXPANDING AND ACCELERATING

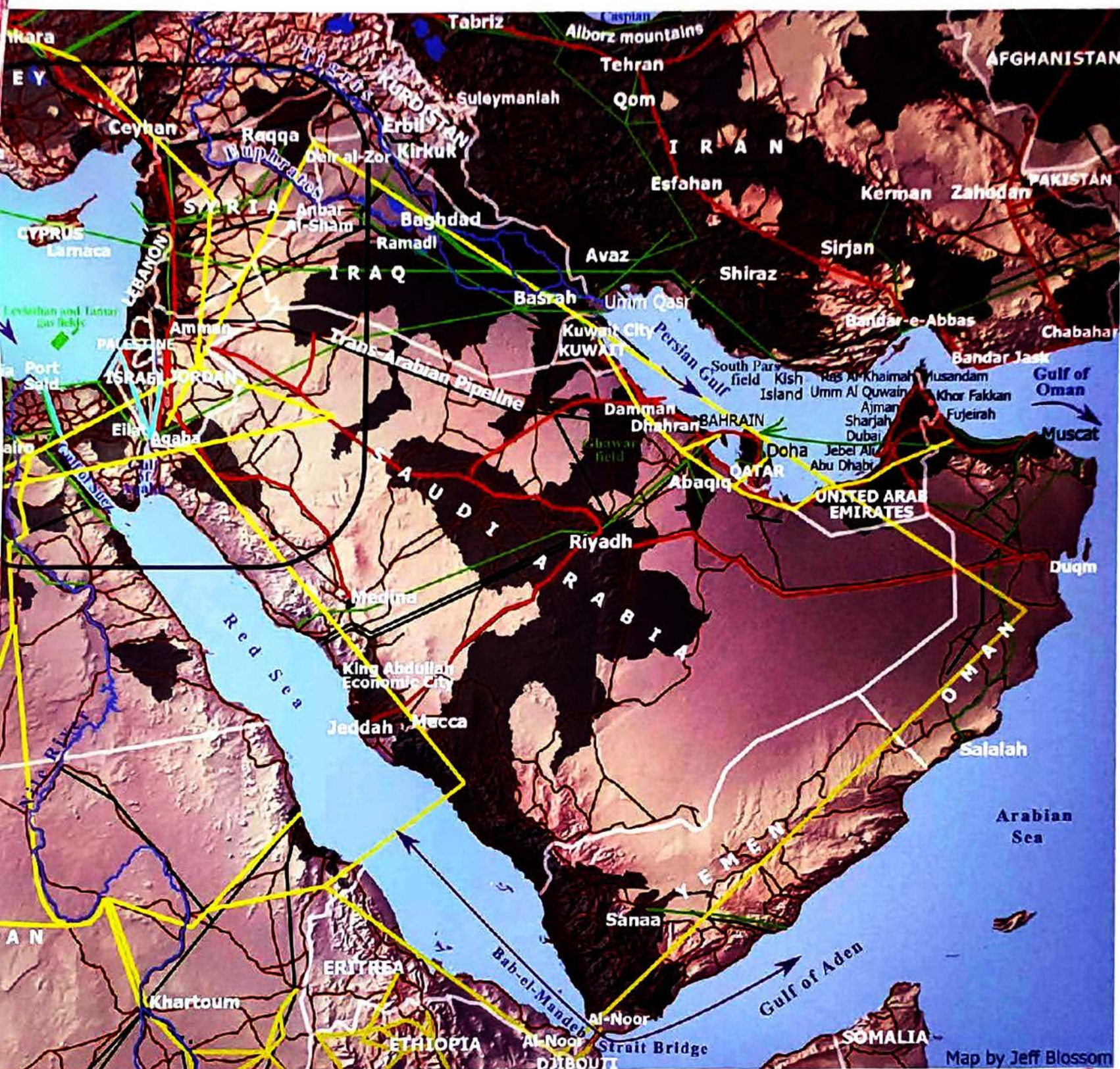


Interregional data transfer routes are growing among cities on all continents. Terabytes per second (Tbps) capacity is a proxy for the volume of data transferred across borders within each region. Europe ranks far ahead of rest the world.

PAX ARABIA



With many states already collapsed, the Arab world is ripe for reorganization. New energy and water infrastructures could promote resource-sharing between resource-rich and resource-poor societies, while improved transportation corridors could transform Arab civilization into a collection of urban oases better connected to Europe, Africa, and Central Asia. Connectivity is also transforming Arab relations with Israel, Turkey, and Iran.



Voies de communications
et corridors énergétiques
en Afrique du Nord et
Proche-Orient
(situation en 2016)

2016

PAX AFRICANA



Africa is still more a collection of subregions than a united continent, but new transcontinental highways and railways, hydroelectric dams and electricity grids, and oil and gas pipelines are transforming its arbitrary postcolonial map into one where African societies are better connected to one another.

Voies de communications et corridors énergétiques en Afrique (situation en 2016)

PAX ASEANA



Southeast Asia leads the way among postcolonial regions in evolving toward functional integration through transportation and energy infrastructures, trade agreements, and supply chain complementarities.

2016

Voies de
communications et
corridors énergétiques
en Asie du Sud-Est
(situation en 2016)

THE SOUTH AMERICAN UNION

South American is almost fully urbanized, with most people living along the Atlantic and Pacific Ocean coasts. New energy and transportation linkages are enabling the continent in trade more efficiently across both oceans, especially with Asia.



Voies de communications et corridors énergétiques en Amérique du Sud (situation en 2016)

Legend:

- Arctic Circle - 66.6° north latitude
- Minimum sea ice extent in 2014
- Projected sea ice extent in 2030
- Maritime transport corridors
- Rivers
- Gas pipelines
- Oil pipelines
- Electricity
- Railways
- Country borders
- Highways
- High probability of oil and gas resources
- Territorial claims
- Russia
- Canada
- Denmark
- USA
- Disputed
- Unclaimed

Voies de communications et corridors énergétiques en Arctique (situation en 2016)

occidentaux, du moins en Europe) sur la nécessité de créer un espace commun⁵⁵² pour la coopération économique et humanitaire s'étendant depuis l'Atlantique jusqu'à l'océan Pacifique⁵⁵³ (ndla : souligné par nous). »

Les discours tenus par Poutine à Valdaï en 2015⁵⁵⁴ et 2016 ont consisté à rappeler son désaccord sur la politique unilatéraliste américaine jusqu'à Obama. Nous avons des rivalités internes entre les factions oligarchiques au sein de chaque pays cherchant à imposer leurs vues et c'est un fait capital que le lecteur ne doit

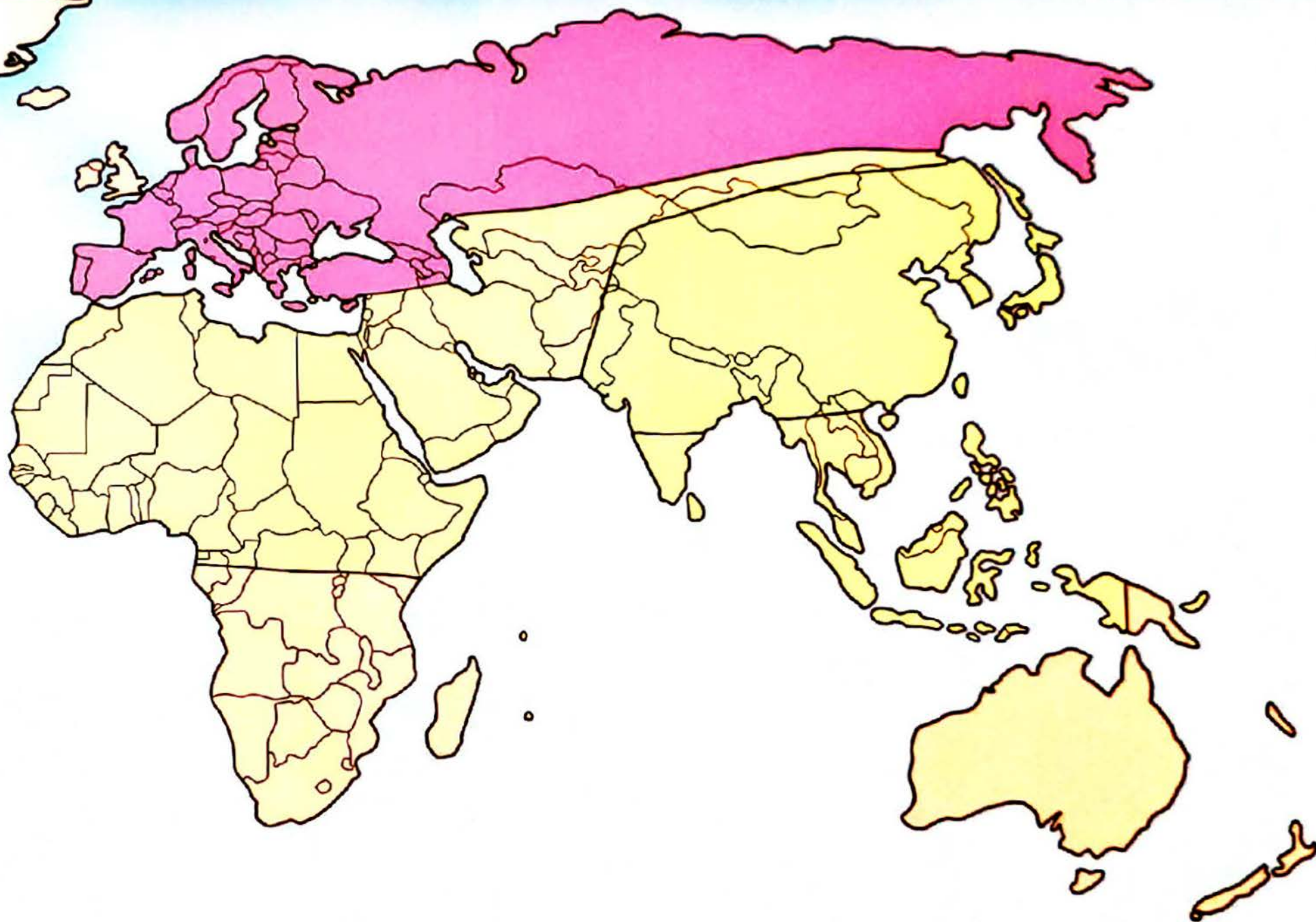
552 L'espace commun souhaité par Vladimir Poutine réunissant l'Union européenne et l'Union eurasiatique correspond exactement au schéma du livre de George Orwell, 1984, avec Eurasia allant de l'Atlantique au Pacifique. L'organisation de ce monde dictatorial est constituée de trois blocs : Oceania, Eurasia et Eastasia tandis qu'une zone s'étendant d'une bonne partie de l'Afrique du Nord jusqu'à l'Asie centrale et de l'Asie du Sud-Est constitue un territoire faisant l'objet de rivalités entre les trois blocs. Chapitre VII, annexe 22 : l'organisation du monde selon George Orwell dans 1984 (ouvrage écrit en 1948).

553 <https://www.youtube.com/watch?v=3MU4xd67E08>

554 Dans son discours de Valdaï tenu en octobre 2015 concernant l'affaire syrienne, Poutine invite ses opposants (en priorité américains) à trouver une solution d'intérêts partagés (caractéristique du mondialisme planétaire) : « La Syrie, malgré tout le caractère dramatique de la situation actuelle, peut devenir un modèle de partenariat au nom d'intérêts communs, pour la solution de problèmes qui touchent le monde entier et pour élaborer un système efficace de gestion des risques. L'accord russo-américain sur la garantie de sécurité des vols militaires des deux pays au-dessus de la Syrie a constitué une étape de taille. Nous allons aussi très bientôt commencer à échanger des informations avec nos collègues occidentaux sur les positions et les déplacements des terroristes. L'important est de se considérer les uns les autres comme des alliés dans un combat commun, de se comporter de façon honnête et franche. C'est la seule façon de garantir la victoire sur les terroristes. » in <http://www.lecourrierderussie.com/politique/2015/10/vladimir-poutine-valdaï-bagar-frapper-premier/>



Les origines et les différentes composantes de la gouvernance mondiale



L'organisation du monde selon George Orwell dans 1984 (ouvrage écrit en 1948)

jamais oublier. La faction représentée par Poutine (vision planétaire avec unions régionales dans un cadre onusien modernisé) s'oppose aux ambitions d'une frange mondialiste anglo-saxonne (Bush, Clinton, Obama) acquise à un monde unipolaire sous son égide. Deux événements majeurs ont bouleversé la donne en 2016 : le Brexit et les élections américaines avec l'arrivée au pouvoir de Donald Trump. La victoire des partisans du Brexit⁵⁵⁵ entraînant le divorce du Royaume-Uni de l'Union européenne, le 23 juin 2016, a représenté un choc pour beaucoup et, en particulier, pour une faction des élites oligarchiques oubliant le rôle majeur de la City de Londres. Celle-ci, qui a une vision planétaire des choses, a préféré se désengager des instances européistes afin de se repositionner par rapport au bloc eurasiatique qui représente la locomotive économique du monde⁵⁵⁶ en liaison avec d'autres unions régionales en formation (en lien aussi avec les BRICS et le Commonwealth)⁵⁵⁷. L'unilatéralisme d'une faction oligarchique américaine semble, pour le moment, terminé⁵⁵⁸. Il faut voir la City de Londres, en liaison avec la Banque des Règlements Internationaux (BRI) et le Fond Monétaire International (FMI), comme une araignée gérant l'ensemble depuis le milieu de sa toile. Un tel changement souligne que les États-Unis avec un endettement fédéral avoisinant les 20 000 milliards de dollars, plus exactement la Fed et son dollar, sont lâchés au profit des Droits de Tirage spéciaux (les DTS avec aussi une Fed instrumentalisée pour « flinguer » l'économie américaine) qui ne sont qu'une étape vers l'établissement d'une unité monétaire

555 Chapitre VII, annexe 23 : carte et résultats électoraux du Brexit (23 juin 2016). Dans cette affaire, l'Écosse a voté majoritairement (62 %) contre le départ du Royaume-Uni de l'Union européenne (l'UE). Ce pays doit, désormais, procéder à un réglage (maître-mot) dans tous les domaines (politique, financier...) dans ses rapports avec une Union européenne en proie à des difficultés multiples.

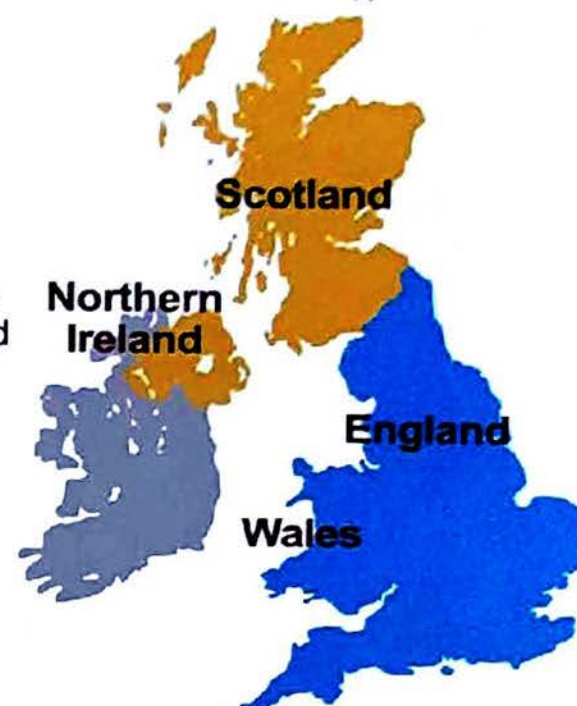
556 N'oublions pas, cependant, la dette chinoise énorme (249 % du PIB national à la fin de l'année 2015 in <http://www.lesechos.fr/monde/chine/0211306664248-nouveau-signal-dalarme-sur-la-dette-de-la-chine-2028483.php>) et sa démographie catastrophique de l'enfant unique mâle. Ce pays paiera cher cette politique avec le vieillissement de sa population créant une pyramide des âges étroite à la base majoritairement composés d'enfants mâles uniques, égoïstes et jouisseurs (aggravée par le manque de jeunes femmes) contrebalancée au sommet par une importante population âgée et dépendante de soins en tout genre. La jeunesse chinoise droguée au matérialisme est-elle prête à se sacrifier pour les vieilles générations ? Enfin, rappelons que la dette des ménages chinois explose, représentant plus de 40 % du PIB contre 28 % en 2011 in <http://www.businessbourse.com/2016/11/29/chine-la-dette-des-menages-senvole-avec-la-bulle-immobiliere/>

557 BRICS, acronyme anglais, réunissant plusieurs pays : Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud.

558 Cependant, on ne doit pas oublier que des factions oligarchiques peuvent causer des dégâts (assassinat d'une ou plusieurs personnalités importantes, attentats sous faux drapeau...). Ce sont autant d'éléments pouvant déstabiliser et réorienter les projets concernant la finalisation de la gouvernance mondiale.

Results of the British Referendum

The United Kingdom has voted to leave the European Union. Scotland and Northern Ireland voted to remain, but Britain and Wales elected to leave. Its departure may encourage other countries to reconsider their membership in the bloc.



English voters are dragging Northern Ireland out of the EU.

**SINN FEIN NATIONAL CHAIRMAN
DECLAN KEARNEY**

Scotland has delivered a strong, unequivocal vote to remain in the EU, and I welcome that endorsement of our European status.

**SCOTTISH FIRST MINISTER
NICOLA STURGEON**

Carte et résultats
électorales du Brexit
(23 juin 2016)

2016

mondiale⁵⁵⁹. L'arrivée de la monnaie chinoise, le 1^{er} octobre 2016, dans un panier de devises au côté du dollar, du yen, de l'euro et de la livre sterling constitue une étape capitale permettant de poser les jalons en faveur d'une monnaie mondiale adossée à l'or, comme l'estiment certains spécialistes⁵⁶⁰. La finalité du projet consiste à aboutir à un processus de centralisation mondiale où des organismes financiers rénovés avec les mêmes noms ou modifiés (Fond Monétaire International, Banque des Règlements internationaux...) constitueront l'ossature d'une organisation planétaire d'essence totalitaire. L'administration Trump semblerait appartenir à la frange mondialiste anglo-saxonne acquise à la vision planétarienne – nous écrivons prudemment « semblerait » en raison des retournements de situation toujours possibles (attentats, meurtres, double jeu, pressions en tout genre... etc., tout doit être envisagé) – prête à coopérer avec le mondialisme planétarien défendu par Poutine. Nous assisterions à un accord consistant en une entente dans le respect des intérêts de chacun qui « *pourrait changer radicalement la situation mondiale* » (ndla : souligné par nous) comme l'affirmait Poutine dans son discours de Valdai en 2014, ce dernier travaillant en liaison avec les siloviki (élites issues de l'armée, des services secrets...). Est-ce que la chose se fera ? Nous aurions tendance à croire que, même si cette voie est suivie, elle conduira tôt ou tard à un échec car le mondialisme, qu'il soit d'essence unilatéraliste ou planétarienne, repose sur un principe luciférien de déification de l'homme et de refus de toute transcendance catholique religieuse et politique. Nous le rappelons une nouvelle fois, le mondialisme est constitué de factions oligarchiques dans chaque pays (américaines, russes, turques, israéliennes...) qui s'étripent entre elles dans l'organisation finale et la hiérarchie des membres de cette gouvernance mondiale (dans le cas américain, par exemple, des factions entre la CIA et le FBI). Le mondialisme, qui est un messianisme, c'est l'enfer contre lui-même. En attendant, les projets prennent des contours qui permettent de se faire une idée du prototype mondialiste proposé. Dans cette affaire, la revue *The Economist* a le mérite d'annoncer à l'avance les événements appelés à régenter l'humanité.

559 Lancés en 1969 par le FMI, les DTS sont un instrument monétaire international appelé à servir de tremplin vers l'instauration d'une monnaie planétaire. À cette situation, il faut ajouter les bons du Trésor américain qui sont de plus en plus délaissés. En novembre 2013, la Chine possédait 1316,7 milliards de dollars de bons du trésor et la Russie 139,9 milliards de dollars, cf. Pierre Hillard, annexe 3, *Chroniques du mondialisme*. En septembre 2016, la Chine détenait 1 157 milliards de dollars de bons du trésor et la Russie 76,5 milliards de dollars. Voir chapitre VII, annexe 24 : tableau des bons du Trésor américain détenus par les différents pays dans le monde (septembre 2016).

560 La *Shanghai Gold Exchange*, opérant dans le domaine de la gestion des métaux précieux, (or, argent...), depuis octobre 2002, joue un rôle important dans cette affaire <http://www.en.sge.com.cn/about-us/sge-overview/sge-intro/> Il ne faut pas oublier que la Chine et la Russie engrangent de grandes réserves d'or. La possession de ce métal précieux, valeur ultime, est plus importante qu'une monnaie mondiale.

MAJOR FOREIGN HOLDERS OF TREASURY SECURITIES (in billions of dollars)
HOLDINGS 1/ AT END OF PERIOD

COUNTRY	2016	2016	2016	2016	2016	2016	2016	2016	2016	2015	2015	2015	2015
China, Mainland	1157.0	1185.1	1218.8	1240.8	1244.0	1242.8	1244.6	1252.3	1238.0	1246.1	1264.5	1254.8	1258.0
Japan	1136.4	1144.0	1154.6	1147.7	1133.2	1142.8	1137.1	1133.2	1123.6	1122.4	1144.9	1149.2	1177.1
Ireland	270.9	266.4	269.2	270.3	259.3	257.4	263.6	255.2	252.1	264.4	246.0	232.4	222.0
Cayman Islands	262.1	264.2	264.3	269.4	260.3	259.2	266.2	255.4	250.9	249.8	236.2	226.0	224.3
Brazil	258.1	256.1	254.1	251.6	249.5	249.1	246.4	247.3	255.7	254.8	255.0	255.0	251.6
Switzerland	240.7	237.9	240.8	237.4	228.7	229.6	230.0	236.2	237.6	231.7	227.1	225.6	227.6
Luxembourg	227.0	219.8	223.5	224.6	221.8	221.4	221.2	208.7	200.3	199.6	193.0	188.2	191.0
United Kingdom	217.5	204.8	209.9	231.3	217.0	216.3	226.4	225.1	211.7	207.1	204.5	200.6	203.9
Hong Kong	189.8	191.5	189.6	184.7	191.9	194.5	199.7	201.7	201.6	200.2	196.6	197.0	198.6
Taiwan	189.3	190.0	192.1	187.9	181.5	185.2	182.3	182.7	183.3	178.7	177.5	178.1	178.1
Belgium	142.7	157.0	154.4	156.3	151.7	153.6	153.8	143.0	137.5	121.7	143.6	138.3	135.8
India	122.7	122.9	123.7	117.2	118.0	121.6	118.9	118.8	119.8	116.8	115.4	116.6	113.5
Germany	102.9	103.7	96.8	99.3	97.1	96.8	90.1	80.5	80.3	74.6	83.9	81.6	83.4
Singapore	101.3	105.8	103.4	107.7	109.2	109.3	112.7	111.5	113.9	110.3	108.3	111.6	122.9
Saudi Arabia	89.4	93.0	96.5	98.3	103.7	113.0	116.8	119.9	123.7	118.9	114.7	113.0	112.3
Korea	88.5	90.2	85.9	82.1	80.5	83.0	84.1	78.2	74.2	74.6	72.6	69.1	69.4
Canada	84.9	81.9	81.3	85.3	76.6	81.9	81.5	69.4	70.7	72.4	68.3	66.8	69.2
Russia	76.5	87.5	88.2	90.9	88.2	82.5	86.0	87.6	96.9	92.1	88.0	82.0	89.1
France	71.1	69.7	63.0	53.0	59.3	56.4	68.8	78.5	58.4	61.6	58.9	51.6	51.7
Bermuda	64.3	66.8	66.3	69.1	65.2	62.3	62.9	60.8	58.8	59.8	57.9	56.4	56.5
United Arab Emirates	63.8	64.1	66.0	66.2	61.8	60.1	62.5	64.8	66.7	69.5	68.2	71.5	70.9
Turkey	61.5	56.5	59.7	58.6	50.7	54.7	52.9	53.4	59.8	64.6	67.1	61.9	68.9
Norway	56.8	53.7	52.9	58.7	61.9	66.2	72.3	69.8	68.1	69.1	69.7	70.1	69.8
Netherlands	52.2	50.7	49.7	51.2	47.6	48.1	49.3	50.7	50.7	49.1	45.2	44.6	39.8
Thailand	49.9	50.7	48.8	48.0	47.7	45.6	43.1	43.0	39.7	39.1	36.3	34.5	31.9
Mexico	47.7	46.1	48.3	51.4	59.8	65.9	71.6	72.2	69.9	72.2	68.0	72.5	78.7
Italy	42.0	40.6	41.3	39.0	42.3	39.2	37.5	36.8	36.3	34.6	34.1	34.6	33.9
Spain	39.5	39.0	39.1	39.6	37.6	37.0	38.1	38.2	37.1	36.2	35.2	33.8	34.5
Philippines	39.0	40.1	41.7	42.4	40.9	41.1	41.3	41.4	42.6	43.0	42.8	41.7	41.9
Sweden	38.3	40.0	40.0	40.4	40.5	41.1	40.9	41.0	40.8	39.4	39.6	40.2	40.2
Australia	34.5	32.0	30.7	31.3	30.8	28.9	33.9	33.1	32.1	30.6	30.2	27.6	31.3
Poland	33.5	33.8	33.9	34.2	33.9	33.8	33.7	33.5	33.2	30.2	29.8	30.2	28.4
Chile	30.8	31.8	33.8	33.4	31.0	30.7	31.7	30.7	28.5	27.3	27.9	27.7	27.8
Kuwait	30.6	31.3	31.7	30.6	30.9	30.9	31.2	30.4	30.7	31.4	31.4	30.2	30.7
All Other	441.6	447.7	453.1	450.1	453.2	455.2	452.7	451.6	459.9	452.5	442.8	432.0	441.1
Grand Total	6154.7	6196.4	6247.3	6280.0	6207.5	6237.2	6285.9	6236.7	6185.1	6146.3	6125.2	6047.2	6105.9
Of which: For Official	3901.7	3948.8	4010.5	4037.2	4024.5	4046.2	4071.4	4082.0	4094.2	4093.8	4116.6	4099.2	4147.5
Treasury Bills	292.1	272.8	276.6	272.5	281.6	284.9	303.0	319.0	329.6	336.7	326.4	307.3	328.0
T-Bonds & Notes	3609.6	3676.0	3734.0	3764.7	3742.9	3761.3	3768.4	3763.0	3764.6	3757.1	3790.2	3791.9	3819.4

Department of the Treasury/Federal Reserve Board
November 16, 2016

1/ The data in this table are collected primarily from U.S.-based custodians and broker-dealers. Since U.S. securities held in overseas custody accounts may not be attributed to the actual owners, the data may not provide a precise accounting of individual country ownership of Treasury securities (see TIC FAQ #7 at: <http://www.treasury.gov/resource-center/data-chart-center/tic/Pages/ticfaq1.aspx>).

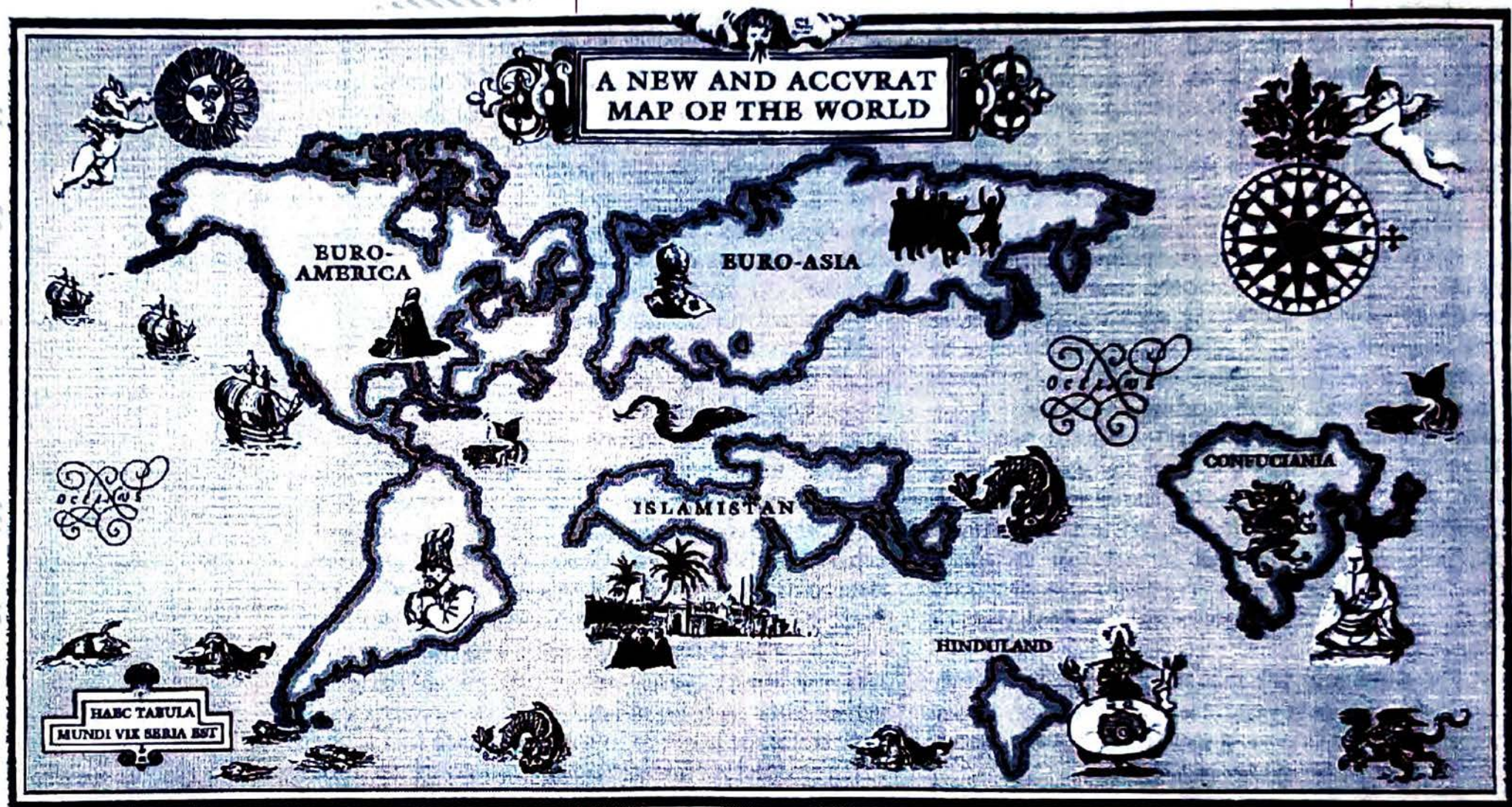
Estimated foreign holdings of U.S. Treasury marketable and non-marketable bills, bonds, and notes reported under the Treasury International Capital (TIC) reporting system are based on monthly data on holdings of Treasury bonds and notes as reported on TIC Form SLT, Aggregate Holdings of Long-Term Securities by U.S. and Foreign Residents and on TIC Form BL2, Report of Customers' U.S. Dollar Liabilities to Foreign Residents.

C'est le cas du numéro de cette revue (septembre 1990) présentant des blocs continentaux constituant la gouvernance mondiale (mondialisme planétaire)⁵⁶¹. Certes, il ne faut pas prendre à la lettre le modèle affiché car bien des modifications peuvent se produire, contraires à la carte proposée. Il n'en constitue pas moins une présentation intéressante car on peut constater un bloc réunissant l'Amérique du Nord et une partie de l'Europe⁵⁶². Toutefois, on peut remarquer que la Roumanie, la Bulgarie, la Serbie, l'Albanie et la Grèce sont rattachées au monde russe (Euro-Asie) tandis que la Turquie fait partie de « l'Islamistan » réunissant les pays du Proche-Orient et d'Afrique du Nord. Est-ce que ce prototype prendra un début de forme ? Personne ne le sait. On peut, toutefois, rappeler que les instances onusiennes collant au mondialisme planétaire allant dans le sens de Poutine promeuvent l'idée d'un Parlement mondial. Le fer de lance de ce projet se poursuit sous la direction de l'Allemand Andreas Bummel, auteur d'un ouvrage bilingue (anglais/allemand) sur la nécessité de développer un Parlement mondial⁵⁶³. C'est dans le cadre d'un institut siégeant à Berlin, le KDUN (*Komitee*

561 Chapitre VII, annexe 25 : projet de gouvernance mondiale selon « The Economist » (1990).

562 Est-ce que la faction oligarchique soutenant Donald Trump va encourager la mise en forme d'un marché transatlantique ? L'Accord économique et commercial global (dans sa version anglaise, le CETA : *Comprehensive Economic and Trade Agreement*) signé entre le Premier ministre canadien, Justin Trudeau et le président du Conseil européen, Donald Tusk, le 30 octobre 2016, se doit d'être paraphé intégralement par tous les États membres de l'UE, certaines régions, le Parlement européen et le Parlement canadien pour entrer en application. La chose n'est pas acquise d'avance. Est-ce que les États-Unis et leurs homologues européens accepteront de parachever un grand marché transatlantique avec le partenariat de commerce et d'investissement (le TTIP) ? Nous ne le savons pas, d'autant moins que les propositions de Poutine d'accueillir l'Europe dans l'espace eurasiatique peuvent s'avérer tentantes pour certaines factions oligarchiques, en particulier la faction oligarchique allemande regardant vers la Russie et la Chine. L'idée d'associer l'Union européenne et le monde russe avait été déjà lancée par Mikhaïl Gorbatchev, dès 1985, avec le concept de « Maison commune » européenne in http://www.cvce.eu/obj/mikhail_gorbachev_pladoyer_pour_une_maison_commune-fr-93dc078a-78d8-4fed-aab7-1aeb3b1ce696.html. À la fin de ce document, il est précisé que cette expression fut prononcée par Gorbatchev pour la première fois en décembre 1984 (avant son arrivée au pouvoir), à la Chambre des Communes britannique. S'agissant de l'OTAN, cet outil militaire risque aussi de connaître une mutation (et tôt ou tard disparaître). Le mondialisme est une pâte propre au modelage de toute sorte et dans les rapports entre membres des différentes oligarchies tout est affaire de tentatives de réglage et d'entente concernant le partage des intérêts économiques et financiers... et c'est là où le bât blesse.

563 Andreas Bummel, *Internationale Demokratie entwickeln, Developing International Democracy*, Horizonte Verlag, 2005. Cet ouvrage bilingue présente une liste des résolutions et des documents en tout genre adoptés par l'ONU et le Parlement européen en faveur d'un Parlement mondial. Signalons aussi la création d'un Parlement juif européen à Bruxelles (120 députés), le 16 février 2012, par deux oligarques juifs ukrainiens, Igor Kolomoïski et Vadim Rabinovich in <http://www.cclj.be/actu/politique-societe/parlement-juif-europeen>



Projet de gouvernance mondiale selon « The Economist » (1990)

1990

für eine demokratische UNO, Comité pour une ONU démocratique)⁵⁶⁴, qu'un ensemble de mesures est élaboré pour espérer la mise en forme d'un Parlement mondial en concomitance avec le lancement d'une campagne onusienne agissant dans ce sens : l'UNPA (*Campaign for a United Nations Parliamentary Assembly*)⁵⁶⁵. Il est possible de se faire une idée de ce projet s'appuyant sur la création d'unions régionales régies par les droits de l'homme dans un cadre planétarien en étudiant le prototype de « Cités et Gouvernements locaux unis » (CGLU)⁵⁶⁶. Cet institut créé en 2004 est chargé de gérer la démocratie locale à l'échelle mondiale. Son organisation s'appuie sur sept unions ou, plus exactement, sections régionales :

1. Afrique,
2. Asie/Pacifique,
3. Eurasie,
4. Amérique latine,
5. Moyen-Orient et Asie d'Ouest,
6. Amérique du Nord et
7. Europe⁵⁶⁷.

C'est dans ce cadre mondialiste planétarien constitué d'unions régionales⁵⁶⁸, traitées avec les mêmes droits dans le domaine de la démocratie locale, que Poutine souhaiterait établir son nouvel ordre mondial énoncé en 2014 à Valdai. Si cette option est choisie, elle ne sera qu'une étape car la finalité dans la philosophie mondialiste/gnostique sera de fusionner ces unions régionales en une « seule région monde » constituée

⁵⁶⁴ <http://www.kdun.org/de/>

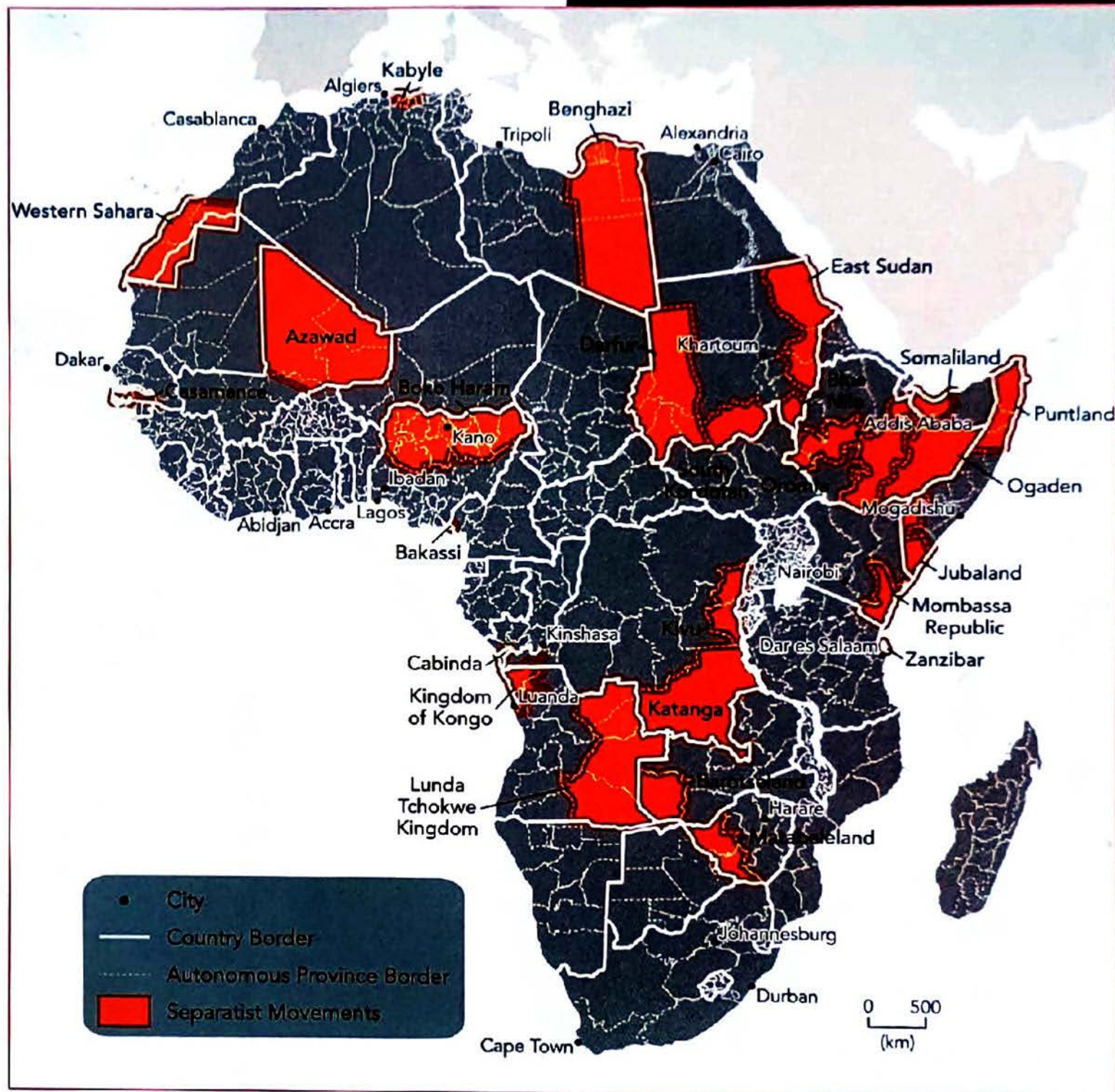
⁵⁶⁵ <http://en.unpacampaign.org/>

⁵⁶⁶ <https://www.uclg.org/fr/home> Il faut rappeler que CGLU est le fruit d'une fusion entre différents instituts chargés de gérer à l'échelle mondiale les villes et les communautés urbaines dans chaque continent. Le premier institut mondialiste s'occupant de ce secteur s'appelait « Union internationale des Autorités locales » (IULA pour le sigle en anglais). Sa création remonte à 1913. Très peu de personnes avaient compris à cette époque la mission et la philosophie animant cet organisme de gestion planétaire.

⁵⁶⁷ <https://www.uclg.org/fr/organisation/structure/sections>

⁵⁶⁸ Le principe des unions régionales doit acquérir une autorité politique grandissante vidant progressivement les États de leur souveraineté. Fragmentations politiques et ethniques sont les outils permettant ces dislocations (Europe, Amérique du Nord...). L'Afrique est touchée aussi par ce phénomène. Voir chapitre VII, annexe 26 : carte des mouvements sécessionnistes en Afrique (situation en 2016).

AFRICA'S REMAINING FAULTS LINES



Africa's map still features many separatist movements that could lead to the creation of new states, as well as a large number of effectively autonomous provinces within African countries.

Carte des mouvements
sécessionnistes en Afrique
(situation en 2016)

9102

d'une humanité déracinée et bigarrée au service d'une élite prédatrice. Le processus est en cours avec l'encouragement donné à l'immigration dans le but de favoriser des populations nomades ayant perdu tout enracinement. Plus précisément, dans le cas des États du Vieux Continent, il s'agit de détruire des structures civilisationnelles séculaires au profit de populations extra-européennes n'ayant rien à voir avec les identités européennes. Anacharsis Cloots avec sa « République universelle » annonçant en 1792 une humanité sans frontières et un Richard de Coudenhove-Kalergi avec son « *Praktischer Idealismus* » en 1925 nous avaient averti du programme. Peu de personnes ont véritablement compris l'origine et les conséquences de cet esprit gnostique ennemi acharné de la Tradition. Concernant la France, le processus est bien engagé. L'idéologie du système qui déstructure le cerveau grâce à une éducation dite « nationale » laisse échapper, parfois, des réalités scientifiques que l'on ne peut nier. L'Association Française pour le Dépistage et la Prévention des Handicaps de l'Enfant (l'AFDPHE) coordonne le dépistage néonatal concernant cinq maladies :

1. la phénylcétonurie,
2. l'hypothyroïdie congénitale,
3. l'hyperplasie congénitale des surrénales,
4. la drépanocytose, et
5. la mucoviscidose⁵⁶⁹.

Le test néonatal concernant la drépanocytose stipule : « *Le dépistage de la drépanocytose est mis en place dans le cadre d'un programme national. Il est fait chez tous les nouveau-nés dans les DOM : depuis 1989 aux Antilles, un peu plus tard en Guyane, puis à l'île de La Réunion et à Mayotte. En métropole où il a été introduit progressivement de 1995 à 2000 à l'ensemble du territoire, ce dépistage ne concerne que les enfants à risque en raison de l'origine de leurs parents. Cette maladie touche essentiellement les enfants originaires des Antilles, d'Afrique noire mais aussi d'Afrique du Nord*⁵⁷⁰. » Cette maladie est définie de la manière suivante : « *La drépanocytose est une maladie génétique du sang liée à une anomalie de l'hémoglobine*⁵⁷¹. » Comme le précise le tableau concernant ce type de dépistage pour l'année 2015, on constate que 38,85 % des naissances en France

569 <http://www.afdphe.org/node/68>

570 <http://www.afdphe.org/node/2279>

571 *Ibid.*,

métropolitaine ont connu ce test. Cela signifie que 38,85 % des naissances en France pour l'année 2015 étaient originaires de ces contrées susmentionnées. Le pourcentage le plus bas concerne la Bretagne avec 8,13 % ; le plus haut en Île-de-France se monte à 73,4 %. En ce qui concerne les DOM/TOM, le chiffre pour Mayotte est de 100 % tandis que les territoires français du Pacifique (Nouvelle-Calédonie, Polynésie et Wallis et Futuna) affichent un chiffre révélant très peu de naissances issues de populations maghrébines et noires, soit 0,28 %⁵⁷². La civilisation d'un pays perdure quand, à chaque génération, on transmet les valeurs propres au génie national. Dans le cas de la France issue du mariage du catholicisme et de l'apport gréco-romain, ces chiffres indiquent la fin d'un monde, phénomène semblable pour tous les pays européens.

Dans notre livre *Chroniques du mondialisme*, nous avons eu l'occasion d'énumérer toute une série de paramètres indiquant l'endettement colossal étouffant les États sans oublier les produits dérivés⁵⁷³. Les bulles en tout genre s'accumulent. Compte tenu de la situation financière sans issue dans laquelle se trouve le monde, ce n'est pas la peine d'aligner des données chiffrées évoquant des mille milliards de dollars ou d'euros à chaque fois. Retenons qu'en excluant le secteur financier, selon un rapport récent du FMI, la dette publique et privée mondiale a atteint 152 000 milliards de dollars à la fin de 2015, soit plus de deux fois supérieur à la richesse économique produite sur le globe⁵⁷⁴. Ce n'est pas rattrapable. Ce maelström financier, sans oublier les nombreux conflits et tensions visibles ou sous-jacents dans le monde (Proche-Orient avec la Syrie, la Libye, l'Iran... Ukraine, mer de Chine...), pourrait être le parfait détonateur permettant le dynamitage de l'économie mondiale dans le but de procéder à la mise en place d'une monnaie planétaire (avec, en bout de course, une monnaie dématérialisée pour mieux contrôler l'humanité) dans une situation de chaos où la population serait complètement affolée et malléable.

572 Chapitre VII, annexe 27 : Tableau présentant le pourcentage du test concernant le dépistage de la drépanocytose en France, dans les régions et dans les DOM/TOM (situation en 2015). L'ONU est dans la continuité de pensée de ses grands ancêtres mondialistes. Signalons le rapport de 2015 de cet institut appelant au remplacement des peuples ayant une démographie faible (essentiellement les pays blancs) en favorisant une immigration massive en provenance d'ensembles géographiques pauvres. Le titre du document résume la philosophie du projet : « *Nouveau rapport sur les migrations de remplacement publié par la Division de la population des Nations Unies* » in <http://www.un.org/esa/population/publications/migration/pressfr.htm>

573 cf. *Chroniques du mondialisme*, « L'Économie mondiale au bord du gouffre. »

574 <http://www.latribune.fr/economie/international/l-endettement-mondial-atteint-un-niveau-record-selon-le-fmi-605207.html>

TABLEAU VI.1 → DÉPISTAGE DE LA DRÉPANOCYTOSE EN 2015

	Nombre de NN testés toutes maladies	Nombre de NN testés Drépanocytose	% de la population Ciblée	Malades ^(a)	Fréquence	
				SDM	sur tous NN testés	sur NN testés Drépano
Alsace	24 929	8 939	35,86%	7	1/3 561	1/1 277
dont Est Mosellan-Lorraine	3 336	1 273	38,16%	0	1/-	1/-
Aquitaine	33 893	6 090	17,97%	10	1/3 389	1/609
Auvergne	12 648	2 373	18,76%	1	1/12 648	1/2 373
Bourgogne	16 334	3 265	19,99%	7	1/2 333	1/466
Bretagne	34 068	2 769	8,13%	3	1/11 356	1/923
Centre	26 880	6 469	24,07%	17	1/1 581	1/381
Champagne-Ardenne	14 696	2 886	19,64%	7	1/2 099	1/412
Franche-Comté	12 865	3 040	23,63%	1	1/12 865	1/3 040
Ile de France	181 953	133 549	73,40%	238	1/765	1/561
Languedoc-Roussillon	29 538	12 379	41,91%	2	1/14 769	1/6 190
Limousin	7 137	1 881	26,36%	1	1/7 137	1/1 881
Lorraine (sauf Est Mosellan)	20 730	5 090	24,55%	5	1/4 146	1/1 018
Midi-Pyrénées	31 484	10 448	33,19%	11	1/2 862	1/950
Nord-Pas de Calais	53 519	10 986	20,53%	3	1/17 840	1/3 662
Normandie	36 333	6 306	17,36%	12	1/3 028	1/526
PACA + Corse	63 775	33 410	52,39%	7	1/9 111	1/4 773
dont Corse	2 839	1 016	35,79%	0	1/-	1/-
Pays de Loire						
Angers	27 303	4 253	15,58%	6	1/ 4 551	1/709
Nantes	31 095	4 483	14,42%	7	1/ 4 442	1/640
dont Poitou Charentes	16 124	2 381	14,77%	7	1/2 303	1/340
Picardie	21 144	5 627	26,61%	9	1/2 349	1/625
Rhône-Alpes	81 517	31 708	38,90%	33	1/2 470	1/961
Sous Total	761 841	295 951	38,85%	387	1/1 969	1/765
Guadeloupe ⁽¹⁾	5 399	5 805	108%	22	1/245	1/264
Guyane	6 795	6 795	100%	28	1/243	1/243
Martinique ⁽¹⁾	4 009	3 969	99%	15	1/267	1/265
Mayotte	8 734	8 734	100%	7	1/1 248	1/1 248
Réunion	14 073	14 073	100%	6	1/2 346	1/2 346
St Pierre et Miquelon	70	10	14%	0	1/-	1/-
Polynésie, Nouvelle Calédonie, Wallis et Futuna	8 157	23	0,28%	1	1/8 157	1/23
Sous Total	47 237	39 409	83,43%	79	1/598	1/499
TOTAL	809 078	335 360	41,45%	466	1/1 736	1/720

(1) En Martinique et en Guadeloupe, le dépistage de la drépanocytose est réalisé sur place et les autres dépistages sont réalisés par la région Ile de France.

(2) Les malades comptabilisés ne tiennent compte que des syndromes drépanocytaires majeurs (SDM) : SS ; Spthal ; SC ; SD Punjab ; SO arab ; AS Antilles ; AS Oman ; SE ; S Lepore ; EP Thal

Tableau présentant le pourcentage du test concernant le dépistage de la drépanocytose en France,
dans les régions et dans les DOM/TOM (situation en 2015)

LISTE DES YOUNG LEADERS DE 1981 À 2018

À noter que certaines années, il n'y a pas de promotions de *Young Leaders*

• 2018 American Young Leaders :

Lorrie Fair Allen, Program Director, Charlize Theron Africa Outreach Project
Joy Bonaguro, Chief Data Officer, City and County of San Francisco
Katherine Brown, President and CEO, Global Ties U.S.
Megan Carroll, Team Leader, Peacekeeping and Evaluation Section, United Nations
Kyle Dropp, Co-Founder and Chief Research Officer, Morning Consult
Nicole Isaac, Director of U.S. Public Policy and Government Affairs, LinkedIn
Andrew Klaber, Partner, Paulson & Company
Roland du Luart, Managing Partner, Head of U.S., LFPI
Mitali Nagrecha, Director, National Criminal Justice Debt Initiative, Harvard Law School Criminal Justice Policy Program
Simon Tafoya, Senior Director of Policy and Federal Relations, Office of Colorado Governor John Hickenlooper
Karin Tanabe, Novelist, Simon & Schuster

• 2018 French Young Leaders :

Jérôme Batout, Business leader and intellectual
Elsy Boglioli, Executive Vice President, Chief Operating Officer, Collectis
Maël de Calan, Departmental councillor, Finistère
Anne-Laure de Chamard, President & CEO, Bureau Veritas Construction
Alfred Galichon, Director, New York University, Paris
David Gidon, Officer, French Navy
Victor Lugger, Co-Founder, Big Mamma Group
Emmanuel Miquel, Economic Advisor (in charge of Enterprise, Attractiveness and Exports), French Republic
Amélie de Montchalin, Member of Parliament for the Essonne, Majority Whip at the Finance Committee
Juliette Schrameck, Directrice générale, Mk2 Films
Christine de Wendel, Chief Operating Officer, ManoMano

• 2017 :

Penny Abeywardena, Nicolas Bernadi, James G. Brooks, Frank Demaille, Jason El Koubi, Kathryn Finney, Maya Kalieva
Henry, Olivier Kamanda, Anne-Claire Legendre, Michael Morales, Adrien Treuille, Stéphanie de Bouard-Rivoal, Sophie
de Closets, Aurélien Hamelle, Gaspard Koenig, Jérémie Lefevre, Camille Levy, Guillaume Liegey, Thomas Pesquet,
Philippine de T'Serclaes, David Vaillant, Alice Zagury

• 2016 :

Cara LaPointe, Jocelyn Moore, Brian Moran, Andrew Buher, Thomas d'Halluin, Meryl Job, Elizabeth LaPuma, Jesus Salazar, Siddhartha Shukla, Alexander Slater, Marc Sorel, Maura Corby Sullivan, Melinda Wang, Charles-Etienne Bost, Olivier Brossolet, Florence Cane, Adrien de Chaisemartin, Erwan Dupuy, Raphael Gaillard, Nicolas Hazard, Claire Leost, Fanny Letier, Nicolas Meary, Aurélie Mei-Hoa Beaumel, Eric Schaefer, Mohammed Adnène Trojette.

• 2015 :

Alvaro Bedoya, Marcia Chatelain, Denis de Graeve, Harun Dogo, Richard Fontaine, James L. Galloway, Olivia Ha, Jim Löfgren, Phuong Ly, Michelle Miller, Charlotte Morgan, Anne Neuberger, Douglas Snyder, Bina Venkataraman, Nicole Wilett-Jensen, Thomas Wyler, Najoua Arduini El Atfani, Antonin Baudry, Fabrice Domange, Benjamin Frémaux, Hélène Huby, Clothilde L'Angevin, Frédéric Mazzella, Anaïs Orsi, Marc Ramanantsoa, Xavier Rival, Ludovic Subran, Elise Vincent, Julien Vulpré.

• 2014 :

Rafael Alfonzo, Elizabeth Askren, Julien Aubert, Major Jordan Becker, Cindy Carcamo, Jérôme Chapuis, Benoît Claveranne, Jean de Monicault, Nicolas Escoulan, Caroline Flaissier, Emma Fuerst Frelinghusen, Matthew Galluzzo, Franck Gervais, Pierre-Antoine Gourraud, Renaud Guidée, Fatima Hadj, Stephenie Gosnell Handler, Lane Harwell, Cyril Kammoun, Emi Kolawole, Gwenhaél Le Boulay, Vincent Menuet, Julia Minkowski, Alexis Morel, Guy Mounier, Commander Philippe Naudet, Anna Neistat, Elena Pak, Estelle Pietrzyk, Robin Pringle, Terry Redmile, Nicholas Reed, Abdel Malek Riad, Lubomira Rochet, Silvano Sansoni, Vanessa Scherrer, Leslie Serrero, Matthew Spence, Dana Stroul, Travis Sullivan, Myrto Tripathi, Joseph Truesdale IV, Alexandre Zapolsky.

• 2013 :

Rafael Alfonzo, Julien Aubert, Kamil Beffa, Alexandre Benais, Cindy Carcamo, Jérôme Chapuis, Benoît Claveranne, Matthias Fekl, Caroline Flaissier, Renaud Guidée, Scott Handler, Lane Harwell, Scott Holcomb, Devin B. Holmes, Béchir Jarraya, Bobby Kasthuri, Emi Kolawale, Pauline Lavagne d'Ortigue, Helen Lee Bouygues, Colin McCormick, Vincent Menuet, China Moses, Jamil Musa, Philippe Naudet, Augustin Paluel-Marmont, Estelle Pietrzyk, Robin Pringle, Terry Redmile, Nicholas Reed, Silvano Sansoni, Vanessa Scherrer, Leslie Serrero, Joanne Smith, Matthew Spence, Travis Sullivan, Myrto Tripathi, Cédric Villani, Nabil Wakim, Shamus Weiland.

• 2012 :

Peter Attia, David Barroux, Alexandre Benais, Yohann Bénard, Marguerite Bérard-Andrieu, Kevin Bertram, Helen Lee Bouygues, Alexander Campbell, Anne Carpenter, Jeff Chu, Jamie Lynn De Coster, Matthieu Courtecuisse, Pauline Lavagne d'Ortigue, Cécile Falcon, Julia Fromholz, Matthew Galluzzo, Jared Genser, Yann Le Goff, Stephenie Gosnell Handler, Vivien de Gunzburg, Marcia Hatch, Scott Holcomb, Devin B. Holmes, Stéphane Israël, Béchir Jarraya, Leonard Kosinski, Nick Lane, Joshua Lozman, Emmanuel Macron, Kalyanee Mam, Colin McCormick, Anahad O'Connor, Augustin Paluel-Marmont, Fleur Pellerin, Edouard Philippe, Christine Poyer-Rufenacht, Valérie Rouxel-Laxton, Joanne Smith, Cédric Villani, Nabil Wakim, Shamus Weiland, Estelle Youssouffa.

• 2011 :

Frédéric Barbry, David Barroux, Kirsten Bartok, Yohann Bénard, Thomas Bollyky, Laphonza Butler, Jeff Chu, Béatrice De Clermont-Tonnerre, Dalton Conley, Walt Cooper, Cécile Falcon, Emmanuel Farhi, Nathaniel Fick, David Fontaine, Julia Fromholz, John P. Gallagher, Jared Genser, Stéphane Israël, Jane Kang, Bobby Kasthuri, Leonard Kosinski, Nick Lane, Valérie Laxton, Yann Le Goff, Emmanuel Lenain, Nicolas Macquin, Kalyanee Mam, Elizabeth Méndez Berry, Anjan Mukherjee, Meghan O'Sullivan, Edouard Philippe, Christine Poyer-Rufenacht, Byron Rader, Bradley S. Schneider, Isabelle Simon, Laurent Vigier, Estelle Youssouffa, Johanna Zetterberg.

• 2010 :

Frédéric Barbry, Kirsten Bartok, Julie Battilana, Kamil Beffa, Kevin Bertram, Emmanuel de Boisset, Thomas Bollyky, Jeannette Bougrab, Paula Broadwell, Sewell Chan, Béatrice De Clermont-Tonnerre, Walt Cooper, Magda Danysz, Xenia Dormandy, Emmanuel Farhi, Nathaniel Fick, David Fontaine, Claude Grunitzky, Christopher Howard, Jane Kang, Roy Katzovicz, Emmanuel Lenain, Jérôme Leprince-Ringuet, Nicolas Macquin, Vincent Mahé, Elizabeth Méndez Berry, Anjan Mukherjee, Adeel Qalbani, Byron Rader, Douglas Raymond, François-Xavier Rouxel, Bradley S. Schneider, Jamal Simmons, Isabelle Simon, Cynthia Smith, Catherine Sueur, Matthew Turner, Sébastien Veil, Florence Verzelen, Laurent Vigier, Johanna Zetterberg.

• 2009 :

Julie Battilana, Antoine Bello, Greg Behrman, Katrin Bennhold, Emmanuel de Boisset, Jonah Bokaer, Reuben Brigety, Paula Broadwell, Julien Cantegreil, Magda Danysz, Sewell Chan, Dalton Conley, Xenia Dormandy, John Gallagher, Thierry Gausseron, Claude Grunitzky, Auren Hoffman, Roy Katzovicz, Pierre Kosciusko-Morizet, Fatine Layt, Thomas H. Lee, Jérôme Leprince-Ringuet, Vincent Mahé, Jennifer G. Newstead, Rémi El-Ouazzane, Amelie Oudéa-Castéra, Adeel Qalbani, Douglas Raymond, François-Xavier Rouxel, Jamal Simmons, Cynthia Smith, David Spector, Catherine Sueur, Matthew Turner, Sébastien Veil, Marco Vincenzino, Boris L. Zaïtra.

• 2008 :

Lynda Asmani, Laurence Bagot, Greg Behrman, Katrin Bennhold, Jonah Bokaer, Julien Cantegreil, Beatrice Cossa-Dumurgier, Yseulys Costes, Michael W. Coulter, William J. Danaher, Pierre de Briançon, Christine Deschemin, Karen Finney, Thierry Gausseron, Katie Hong, Christopher Howard, Hakim El Karoui, Jee Kim, Pierre Kosciusko-Morizet, Fatine Layt, Thomas H. Lee, Abigail T. Linnington, Jennifer G. Newstead, Meghan L. O'Sullivan, Amelie Oudea-Castera, Hamid Senni, David Spector, Astro Teller, Justin Vaïsse, Marco Vincenzino, Richard A. Wayner, Boris L. Zaïtra

• 2007 :

Liz Alderman, Lynda Asmani, Laurence Bagot, Najat Belkacem, Gina Bianchini, Stephane Biehler, Pierre de Briançon, Roland de la Brosse, Béatrice Cossa-Dumurgier, Yseulys Costes, Michael W. Coulter, Catherine Dale, William J. Danaher, Hakim El Karoui, Olivier Ferrand, Eric Garcetti, Jan Crawford Greenburg, Art A. Hall, Shayla Harris, Adam Kaplin, Serena Koenig, Frederic Lemoine, Abigail T. Linnington, Camille Morineau, Mary Elise Sarotte, Hamid Senni, Astro Teller, Justin Vaïsse, Richard A. Wayner.

• 2006 :

Liz Alderman, Philippe Askenazy, Karol Beffa, Najat Belkacem, Gina Blanchini, Roland de la Brosse, Anne-Laure de Coincy, Louis Dreyfus, Jean-Louis Escary, Jan Crawford Greenburg, Art Hall, Raymond Jefferson, Adam Kaplin, Yves de Kerdrel, Serena Koenig, Nathalie Kosciusko-Morizet, Marie Lajus, Frédéric Lemoine, David Mercer, Camille Morineau, Bruno Paccagnini, Celina Realuyo, Maximilien Rouer, Mary Elise Sarotte, James Thomas, Laurent Wauquiez, Lee Wolosky, Phoebe Yang.

• 2005 :

C. Spencer Abbot, Philippe Askenazy, Karol Beffa, Isabelle Bordry, Amy Butte, Anne-Laure de Coincy, Catherine Dale, Louis Dreyfus, François Dufour, Laura Efros, Jean-Louis Escary, Olivier Ferrand, Eric Garcetti, Sara Horowitz, Bobby Jindal, Yves de Kerdrel, Nathalie Kosciusko-Morizet, Fred Krawchuk, Philippe Le Corre, Emmanuelle Mignon, Richard O'Donnell, Matthieu Pigasse, Dina Powell, Romesh Ratnesar, Maximilien Rouer, Calvin Sims, Ian Thomas, James Thomas, Arnaud Ventura, Phoebe Yang.

• 2004 :

Spencer Abbot, Pierre Albouy, Isabelle Bordry, Jérôme Chartier, Yves Censi, Vincent Chapel, Charlotte Dennerly, François Dufour, Laura Efros, Bruno Erhard-Steiner, Bobby Jindal, Alexander Jutkowitz, Fred Krawchuk, Philippe Le Corre, Philippa Malmgren, Laurent Ménière, David Mercer, Jamie Metzl, Kimberly Morin, Laurance N'Kaoua, Richard O'Donnell, Bruno Paccagnini, Romesh Ratnesar, Floriane de Saint Pierre, James H. Simmons, Calvin Sims, Ian Thomas, Nicolas Tissot, Arnaud Ventura.

• 2003 :

Pierre Albouy, Pascal Ausseur, Bertrand Badré, Karan Bhatia, Pierre-Antoine Braud, Yves Censi, Vincent Chapel, Jérôme Chartier, Annick Cojean, Matthieu Croissandeau, Charlotte Dennerly, Jennifer Koch Easterly, Margaret Ebrahim, Bruno Erhard-Steiner, Charles Ferguson, Sara Horowitz, Alexandre de Juniac, Alexander Jutkowitz, Mark Medish, Laurent Ménière, Kimberly Morin, Laurance N'Kaoua, Jamin Raskin, Kevin Ryan, Shan Sa, Floriane de Saint Pierre, Katherine Scully, James H. Simmons, Nicolas Tissot, Katharine Weymouth

• 2002 :

Jean-Luc Allavena, Pascal Ausseur, Bertrand Badré, Manuel Carcassonne, Matthieu Croissandeau, Suzanne Delbanco, Deborah L. Devedjian, Michael R. Enright, Daniel Feldman, Geneviève Féron, Charles Ferguson, Stéphane Fouks, Melinda Yee Franklin, Tyrone Freeman, Laura Hankins, Jean-Marc Jancovici, Alexandre de Juniac, Marc Lacey, Philippa Malmgren, Mark Medish, Laurent Ménière, Jamie Metzl, Mark Montigny, Nicolas Moreau, Peter F. Najera, Valérie Péresse, Jamin Raskin, Shan Sa, Jonathan H. Spalter

• 2001 :

Jean-Luc Allavena, John Bonifaz, Stéphane Boujnah, Ian Brzezinski, Manuel Carcassonne, Annick Cojean, Suzanne Delbanco, Deborah L. Devedjian, Loraine Donnedieu, de Vabres-Trainié, Nicolas Dupont-Aignan, Michael R. Enright,

Les origines et les différentes composantes de la gouvernance mondiale

Daniel Feldman, Geneviève Féron, Tyrone Freeman, Stéphane Fouks, Laura Hankins, Marc Lacey, Sophie L'Hélias-Delattre, Philippe Manière, Mark Montigny, Nicolas Moreau, Cécile Moulard, Peter F. Najera, Jamin Raskin, Kori N. Schake, Valérie Terranova, Wayne Tuan, William F. Wechsler

• 2000 :

Agnès Audier, Patricia Barbizet, Antony Blinken, John Bonifaz, Stéphane Boujnah, Emmanuel Chain, Annick Cojean, Amy B. Dean, Lorraine Donnedieu de Vabres-Trainié, Amaury Eloy, Charles Ferguson, Melinda Yee Franklin, Nicolas Gaume, Maria G. Gotsch, Charlotte Hallengren, David Kessler, Scott Klug, Marwan Lahoud, David H. McCormick, Arnaud Montebourg, Aquilino Morelle, Cécile Moulard, John A. Nagl, Pascal Riché, Christopher M. Schroeder, Valérie Terranova, John A. Thain, John K. Tien, Stéphane Treppoz, Robert Zoellick.

• 1999 :

Joshua B. Bolten, Frédérique Bredin, Emmanuel Chain, Steve Coll, Christophe Cros, Dayna L. Cunningham, Charles Ferguson, Michel Garcin, Nicolas Gaume, Maria G. Gotsch, Charlotte Hallengren, Jean-Noël Jeanneney, Thomas Kamm, Sylvie Kauffmann, David Kessler, Scott Klug, Sophie L'Hélias-Delattre, Marwan Lahoud, David H. McCormick, John A. Nagl, Pascal Riché, Juan Sepúlveda, Joshua L. Steiner, Bertrand de Talhouët, John A. Thain, John K. Tien, Stéphane Treppoz, Robert C. Treuhold, Jean-Noël Tronc.

• 1998 :

Patricia Barbizet, Nicolas Bazire, Antony Blinken, Henri de Castries, Laurent Cohen-Tanugi, Michel Combes, Dayna L. Cunningham, Sylvain Hefes, Kenneth I. Juster, Thomas Kamm, Sylvie Kauffmann, Athelia Knight, Bruno Le Roux, Roderick K. von Lipsey, Aquilino Morelle, Michael Oreskes, Robert M. Rubin, Christopher M. Schroeder, Juan Sepúlveda, Jonathan H. Spalter, Joshua L. Steiner, Marisol Touraine, Robert C. Treuhold, Jean-Noël Tronc, Robert Zoellick.

• 1996 :

Maryse Aulagnon, Patricia Barbizet, Evan Bayh, Adam Bellow, Thomas W. Bruce, Hedwige Chevrillon, Laurent Cohen-Tanugi, Charles Ferguson, Herbert Getz, Sylvain Hefes, François Hollande, Gwen Ifill, Kenneth I. Juster, Anne Lauvergeon, Roderick K. von Lipsey, Pierre Mariani, Wayne Meisel, Pierre Moscovici, Dominique Nora, Olivier Nora, Clare O'Brien, Denis Olivennes, Priscilla Panton, Timothy K. Smith, Agnès Touraine, Fidel Vargas, François Villeroy de Galhau, Kent Wong.

• 1995 :

Evan Bayh, Adam Bellow, Isabelle Bordry, Henri de Castries, Nicolas Dufourcq, Eric Fassin, Julia K. Frazier, Robert L. Gordon III, Ilene S. Gordon, Sylvain Hefes, Erik Izraelewicz, Laurent Joffrin, Charles Lewis, Philippe Manière, Pierre Mariani, Véronique Morali, Olivier Nora, Clare O'Brien, Diana Propper de Callejon, Steven Rattner, Jonathan H. Spalter, Cynthia Tucker, François Villeroy de Galhau, Philippe Wahl, Isabel Wilkerson, Michael Woo, Robert Zoellick.

• 1994 :

Maryse Aulagnon, Patricia Barbizet, Evan Bayh, Michel Bon, Isabelle Bordry, Frédérique Bredin, Henri de Castries, William Doyle, Nicolas Dufourcq, Eric Fassin, Jean-Louis Gergorin, Peter C. Goldmark, Jr., Robert L. Gordon III, Randall Guynn, Genevieve Hardigg, John N. Irwin, III, Erik Izraelewicz, François Jaclot, Kenneth I. Juster, Laurent Joffrin, Thomas A. Kalil, Richard L. Kauffman, Scott Klug, Philippe Langenieux-Villard, Charles Lewis, Philippe Manière, Sophie-Caroline de Margerie, Dominique Nora, Diana Propper de Callejon, Eric Raoult, James M. Shannon, Lisa Simpson, Anthony A. Smith, Jonathan H. Spalter, Cynthia Tucker, Philippe Wahl, Steven Weisman, J. Robinson West, Isabel Wilkerson, Michael Woo, Robert Zoellick.

• 1989 :

Philippe Auberger, Mario L. Baeza, Vaughn R. Blake, Linda Chavez, T. Allan Comp, William R. St. John Conroy, Olivier Danos, Mary Wadsworth Darby, David Elias, Michel Garcin, Catherine Hodeir, Mary Jo Jacobi-Jephson, Bruno Lafont, James M. Landers, Christopher Laszlo, Jean-Louis Levet, Gilles de Margerie, Ludovic de Montille, Dorothée Pineau, Timothy Regan, Alain Richard, Pierre Richard, Joe Ritchie.

• 1984 :

Kenneth Adelman, Michel Bon, Pastora San Juan Cafferty, Jérôme Clément, Hillary Rodham Clinton, William Jefferson Clinton, Jean-Marie Colombani, Sylvie Dreyfus, Bernard Faivre d'Arcier, Craig L. Fuller, Michel Garcin, Peter C. Goldmark, Jr., Bernard Guetta, Jean-Claude Guillebaud, Bernard M. Gwertzman, François Henrot, Frank C. Herringer, Arthur H. House, Michael Huffington, Philippe Jurgensen, Alain Minc, Hélène Ploix, Franklin D. Raines, Alain Richard, Pierre Richard, James M. Shannon, Anthony A. Smith, Guy Sorman, Steven Weisman, J. Robinson West.

• 1983 :

Carol Bellamy, Linda L. Cathcart, Wesley K. Clark, Jérôme Clément, Hillary Rodham Clinton, Jean-Marie Colombani, John Darnton, Bernard Faivre d'Arcier, Richard W. Fischer, Craig L. Fuller, Michel Garcin, François Henrot, Arthur H. House, Michael Huffington, Jean-Noël Jeanneney, Francis Lorentz, Alain Minc, Christine Ockrent, Hélène Ploix, Franklin D. Raines, Guy Sorman, Jacques Toubon, J. Robinson West

• 1982 :

Michel Bon, Jérôme Clément, Peggy C. Davis, Sylvie Dreyfus, Richard W. Fisher, Michel Garcin, Peter C. Goldmark, Jr., Jean-Claude Guillebaud, Frank C. Herringer, Alain Juppé, François Léotard, Alain Mérieux, Gregory J. Newell, Alain Richard, James M. Shannon, Anthony A. Smith, Guy Sorman, J. Robinson West.

• 1981 :

Kenneth Adelman, Carol Bellamy, Michel Bon, William Bradley, Pastora San Juan Cafferty, Sylvie Dreyfus, Peter C. Goldmark, Jr., Bernard Guetta, Jean-Claude Guillebaud, François Henrot, Frank C. Herringer, Alain Juppé, Philippe Jurgensen, François Léotard, Yves Lichtenberger, James Mazzi, Alain Minc, Steven A. Minter, Toby Moffett, Christine Morin-Postel, Charles Morris, Stephen A. Oxman, Thierry Pfister, Alain Richard, Pierre Richard, James M. Shannon, Anthony A. Smith, Steven Weisman, J. Robinson West.

La revue financière « The Economist », dans un numéro paru en janvier 1988, annonçait une unité monétaire appelée « Phoenix » pour 2018⁵⁷⁵. Même si un décalage dans le temps est toujours possible, la création d'un panier de devises s'appuyant sur les DTS, depuis octobre 2016, rend possible cette immense bascule aux dépens du dollar sans oublier les répercussions concernant les pétrodollars. L'administration Trump⁵⁷⁶ devrait alors faire le sale boulot dans le cadre d'une *Perestroïka* version américaine (à condition de tenir le choc face aux oppositions internes), c'est-à-dire procéder à de sérieuses corrections amoindrissant, puis faisant disparaître le dollar (dédollarisation favorisée, entre autres, par la Russie et la Chine) comme monnaie de référence⁵⁷⁷.

575 Chapitre VII, annexe 29 : couverture de la revue *The Economist* du 9 janvier 1988 (Volume 306) : "Get Ready For A World Currency by 2018?" (*Prêt pour la monnaie mondiale en 2018 ?*). Tandis que des billets de dollar, de mark et de yen brûlent, cet oiseau porte autour de son cou une pièce d'or frappée du chiffre 2018. https://bonnesnouvellesinfo.files.wordpress.com/2015/06/theeconomist-phoenix_get_ready_for_world_currency_by_2018.jpg?w=640

576 On peut voir plusieurs anciens membres de Goldman Sachs composer l'administration Trump : Steven Mnuchin, Stephen Bannon et Gary Cohn. Peut-être que cette administration suivra les conseils de Zbigniew Brzezinski concernant la gestion des affaires du monde. Dans un article paru dans *The American Interest* d'avril 2016, « Vers une réorientation globale », celui-ci constate que les États-Unis ne sont plus en mesure d'imposer leur volonté d'une manière unilatérale. Il préconise, entre autres, de profiter du chaos au Proche-Orient en maintenant une présence militaire américaine dans cette région tout en nouant et en variant, à différents degrés, des coalitions avec la Russie ou la Chine... méthode proche de 1984 d'Orwell. Dans cette politique de promotion du nouvel ordre mondial, signalons l'existence de la Fondation franco-américaine disposant de deux sièges (Paris et New-York). Initiée à l'origine en 1976 par les présidents Ford et Giscard d'Estaing et bénéficiant d'appuis financiers conséquents (*Bank of America*, Air France KLM, ...), cette Fondation recrute, après sélection, des personnalités françaises et américaines appelées à occuper des postes élevés dans tous les domaines (politique, journalisme, économie,...). Les élus animés d'un tour d'esprit conforme au système font avancer la machine mondialiste aux postes qu'ils occupent in <https://frenchamerican.org/young-leaders/earlier-classes> (liste des promotions des Young Leaders 1981-2017) et <https://frenchamerican.org/young-leaders/this-year-young-leaders/> (pour la promotion de l'année 2018). Nous avons traité de l'histoire de la Fondation franco-américaine dans notre livre « La marche irrésistible du nouvel ordre mondial » aux Éditions François-Xavier de Guibert. Chapitre VII, annexe 28, liste des Young Leaders de 1981 à 2018.

577 Dans une crise économique violente, de nombreux troubles (guerre civile) sont à prévoir aux États-Unis (sans oublier l'Europe) et les mesures dictatoriales accumulées par les administrations américaines précédentes risquent de ne pas rester lettre morte (loi martiale...). Il n'est pas interdit d'imaginer la mise en place aux États-Unis de deux dollars (ou portant un autre nom), l'un pour les affaires domestiques, l'autre pour les échanges internationaux. Ce phénomène pourrait s'appliquer aussi dans les États de l'Union européenne retrouvant leurs monnaies nationales mais conservant l'euro, monnaie commune – c'est une hypothèse car l'euro est bien fragile comme l'UE elle-même – pour les échanges internationaux. Outre de faire croire aux peuples que les valeurs nationales seraient de retour, cette méthode permettrait d'instaurer un cadre supranational monétaire verrouillant comme une vaste prison une multitude de monnaies locales.

The Economist

9-15 January 1988 UK£1.30 USA\$3.00 FRF1.90 FF18 DM6.00 Lmk5.00 FLk1.90
Sfr1.17 - Dkr2 - Nkr20 - Skr21 - ASch42 - SFs3.00 - Pcs300 - Drac60 - Pw11 - Esc375 - Pes12

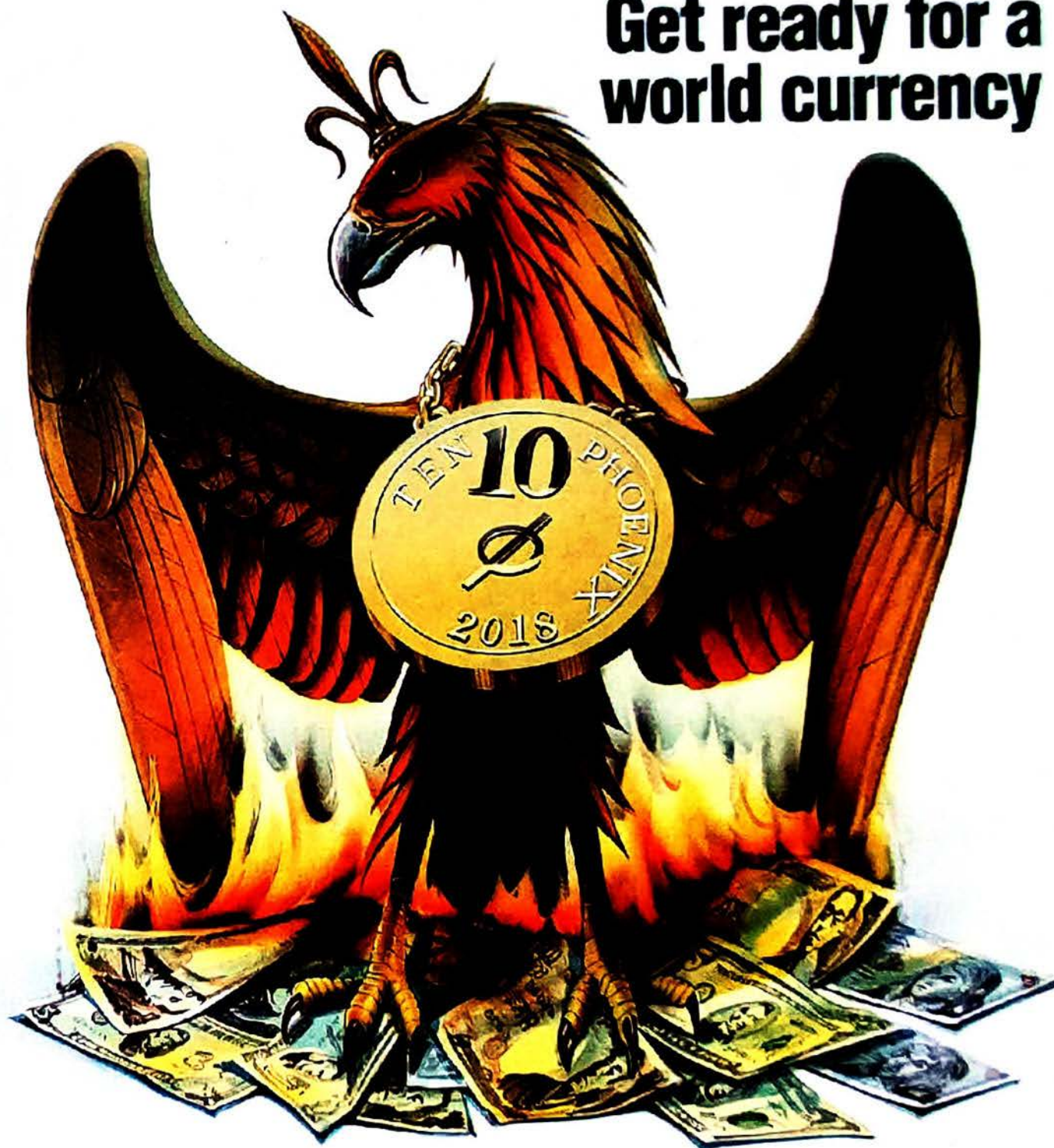
CAN BRITAIN KEEP BOOMING? page 10

TAKESHITA COMES TO TOWN pages 17-20

INVESTMENT BANKS PULL BACK page 12

PERESTROIKA'S FIRST TEST page 35

Get ready for a world currency



Couverture de la revue
The Economist du 9 janvier
1988 (Volume 306) : "Get Ready
For A World Currency by 2018?"
(Prêt pour la monnaie mondiale
en 2018 ?). Tandis que des billets
de dollar, de mark et de yen
brûlent, cet oiseau porte autour
de son cou une pièce d'or
frappée du chiffre 2018.

Peu importe la vitesse et le degré d'exécution dans ces mesures, la monnaie américaine devra battre en retraite un jour ou l'autre. Un rapport du FMI du 13 avril 2010 sous l'égide de son président Dominique Strauss-Kahn, *Reserve Accumulation and International Monetary Stability*, annonçait la nécessité de passer des DTS à une monnaie mondiale appelée « Bancor »⁵⁷⁸. Remettant en cause le dollar, Strauss-Kahn a peut-être payé cette annonce de mise à l'encan de la monnaie américaine en mai 2011 dans l'affaire Nafissatou Diallo (Sofitel de New York). Les luttes entre factions oligarchiques sont terribles au sein de l'État profond en lien avec le complexe militaro-industriel. Tout est mis en place politiquement, économiquement et spirituellement – ces éléments sont liés entre eux – pour aboutir à un idéal ancien de monde unifié, asservi et apostat. Cependant, quand il s'agit d'achever la construction de la tour de Babel projetant une ombre simiesque, les choses se compliquent et les élites perdent la tête. Cela signifie aussi que les temps sont mûrs pour le renouveau.

578 <http://www.imf.org/external/np/pp/eng/2010/041310.pdf> p. 26-27.

Sources

CHAPITRE 1 : L'Europe ethnique selon l'Allemagne et l'Union européenne

- Annexes 1, 2 - p. 15, 16 : Die Deutschen in Ostmittel- und Südosteuropa, Verlag Südostdeutsches Kulturwerk, Tome 2, 1996
- Annexe 3 - p. 18-19 : Die Deutschen in Ostmittel- und Südosteuropa, Verlag Südostdeutsches Kulturwerk, Tome 1, 1995
- Annexe 4 - p. 20 : Informationen zur politischen Bildung 225, Franzis-Druck GmbH, Munich, 1989
- Annexe 5 - p. 21 : Volk auf dem Weg, Deutsche in Russland und der GUS, Landsmannschaft der Deutschen aus Russland, Stuttgart, 1997
- Annexes 6, 7 et 8 - p. 22, 24, 25 : André Chéradame, L'Europe et la question d'Autriche, Paris, Éditions Plon, 1901
- Annexes 9, 10 - p. 27, 28 : Raymond Poidevin, L'Allemagne impériale et républicaine 1900-1933, Éditions Richelieu, 1972
- Annexe 11 - p. 31 : Saint-Loup, Les SS de la Toison d'or, Paris, Presse de la Cité, 1975
- Annexe 12 - p. 32 : Vereinigte Landsmannschaften und Landesverbände, Bund der Vertriebenen, Bonn
- Annexe 13 - p. 33 : Kirche und Heimat, Die katholische Vertriebenen- und Aussiedlerseelsorge in Deutschland, Sekretariat der Deutschen Bischofskonferenz, Bonn, janvier 1999
- Annexe 14 - p. 35 : Léopold Kohr, The breakdown of nations, Dartington Hall, Green Books, 2012
- Annexe 15 - p. 36 : Déclaration sur la fondation et sur les buts de l'Institut international pour les droits des groupes ethniques et pour le régionalisme, Munich, Éditions INTEREG, 1993
- Annexe 16 - p. 37, 38, 39 : Ministère de l'Intérieur de la République fédérale d'Allemagne (janvier 1993)
- Annexes 17, 18 - p. 40, 41 : Deutscher Bundestag, 12. Wahlperiode, Drucksache 12/7877, 14 juin 1994
- Annexe 19 - p. 42, 43 : Parlement européen (1997)
- Annexe 20 - p. 44, 45, 46, 47 : Vets/Alliance Libre Européenne (2004)

CHAPITRE 2 : Union européenne et régionalisation

- Annexe 1 - p. 51 : Léopold Kohr, The breakdown of nations, Dartington Hall, Green Books, 2012
- Annexe 2 - p. 52 : Herald Tribune (16 septembre 1974)
- Annexe 3 - p. 54 : Alfred H. Heineken, The United States of Europe (an Eurotopia?), Amsterdam, Hallwag, 1992
- Annexe 4 - p. 56, 57 : Assemblée des régions d'Europe (ARE), 1999
- Annexe 5 - p. 58, 59 : Assemblée des régions d'Europe (ARE), 2002
- Annexe 6 - p. 60 : Ministère de l'Intérieur
- Annexe 7 - p. 63 : <http://regions-france.org/observatoire-politiques-regionales/>

CHAPITRE 3 : Les fonds structurels de l'Union européenne (financement des régions)

- Annexe 1 - p. 67 : L'Europe en mouvement, au service des régions, Communautés européennes, 2001
- Annexe 2 - p. 68, 69 : Une introduction à la politique de cohésion de l'UE 2014-2020, Commission européenne, juin 2014

CHAPITRE 4 : Coopération transfrontalière, eurorégions et origine du concept dans l'Union européenne

- Annexe 1 - p. 74 : Collectif (Auteurs), Décentraliser en France : idéologies, histoire et prospective, Éditions François-Xavier de Guibert, Paris, 2003
- Annexe 2 - p. 77 : Marlis G. Steinert, L'Allemagne nationale-socialiste 1933-1945, Paris, Éditions Richelieu, 1972, p. 316
- Annexes 3, 4 - p. 79, 80 : Association des régions frontalières européennes, 25 ans de travail en commun, Gronau, 1996.
- Annexes 5, 6 - p. 82, 83, 84, 85 : Association des régions frontalières européennes, 30 ans de travail en commun, Gronau, septembre 2001.
- Annexe 7 - p. 86 : Adriatic-Ionian Euroregion http://www.tankonyvtar.hu/hu/tartalom/tamop412A/2011_0025_geo_6/ch14s02.html
- Annexe 8 - p. 88 : Arge Alp
- Annexe 9 - p. 89 : Alps-Adriatic-Alliance
- Annexe 10 - p. 90 : Carpathian Foundation
- Annexe 11 - p. 91 : Raumentwicklung und Raumordnung in Deutschland, Bundesamt für Bauwesen und Raumordnung, Bonn, mars 2001, p. 59.
- Annexe 12 - p. 92 : Les politiques structurelles et les territoires de l'Europe, Coopération sans frontières, Commission européenne, 2002, p. 10.
- Annexe 13 - p. 93 : <https://confins.revues.org/7910>
- Annexe 14 - p. 94 : <http://medalp.eu/fr/?p=43>

CHAPITRE 5 : Refontes politiques, financières et territoriales des États-Unis du XIII^e aux XXI^e siècles

- Annexe 1 - p. 96 : <http://www.archives.gov/research/guide-fed-records/groups/187.html> et http://www.libertygunrights.com/presbroproj/P3-S07_RMN.pdf
- Annexe 2 - p. 101 : New York Times Magazine by Delbert Clark, 21 avril 1935
- Annexe 3 - p. 103 : Leopold Kohr, The breakdown of nations, Green Books, Dartington Hall, 2012
- Annexe 4 - p. 104 : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=106739> et http://www.libertygunrights.com/presbroproj/P3-S07_RMN.pdf
- Annexe 5 - p. 107 : https://gis.fema.gov/maps/FEMA_Presidential_Disaster_Declarations_1964_2013.pdf
- Annexe 6 - p. 108 : <https://www.epa.gov/aboutepa#pane-4>
- Annexe 7 - p. 111 : <http://blogs.reuters.com/jamesrgaines/2014/09/19/one-in-four-americans-want-their-state-to-secede-from-the-u-s-but-why/>
- Annexe 8 - p. 113 : Nasco : North American Strategy for Competitiveness
- Annexe 9 - p. 114 : <http://www.canamex.org/canamex-highway-map/>
- Annexes 10, 11, 12 - p. 116, 117, 118 : Parag Khanna, Connectography, Penguin Random House, 2016

CHAPITRE 6 : les mondes musulman et juif, composition et décomposition

- Annexes 1, 2, 4 - p. 124, 125, 133 : André Chéradame, La Macédoine et le chemin de fer de Bagdad, Plon, Paris, 1903
- Annexe 3 - p. 131 : André Chéradame, L'Europe et la question d'Autriche, Plon, Paris, 1901.
- Annexe 5 - p. 146 : Israel Shahak, The Zionist plan for the Middle East, Association of arab-american university graduates, INC, Belmont, Massachusetts, 1982
- Annexe 6 - p. 149 : James Barr, A line in the sand, Simon & Schuster, 2011
- Annexe 7 - p. 160 : Time Magazine, 15 janvier 1979
- Annexe 8 - p. 164, 165 : Ralph Peters, Armed Forces Journal, juin 2006
- Annexe 9 - p. 167 : New-York Times, 28 septembre 2013
- Annexe 10 - p. 168 : <http://www.desertec.org/>
- Annexe 11 - p. 173 : New York Times, 27 février 2006 et Der Spiegel, mars 2006

CHAPITRE 7 : les origines et les différentes composantes de la gouvernance mondiale

- Annexe 1 - p. 193 : Kevin Alan Brook, The Jews of Khazaria, Rowman & Littlefield Publishers, 2004
- Annexe 2 - p. 216 : Halle an der Saale, Marktkirche Unser Lieben Frauen, Martin Luthers Totenmaske
- Annexe 3 - p. 219 : https://pl.wikipedia.org/wiki/Aleksander_Kraushar#/media/File:Aleksander_Kraushar.PNG
- Annexes 4, 5, 6 - p. 218, 219 : Alexandre Kraushar, Frank i frankiści polscy, Skład Główny U G. Gebethnera i Spółki, Cracovie, 1895
- Annexe 7 - p. 240 : Daily Telegraph, 4 mai 1889
- Annexe 8 - p. 245 : Wilfried Fortsmann, Studien zur Frankfurter Geschichte, Verlag Waldemar Kramer, Frankfurt am Main, 1973
- Annexe 9 - p. 253 : https://merryfrolics.files.wordpress.com/2014/03/img_8593.jpg
- Annexe 10 - p. 262, 263 : <https://www.loc.gov/item/gm70005331/>
- Annexe 11 - p. 277, 278, 279, 280, 281, 283 : La revue Look, 25 janvier 1966
- Annexe 12 - p. 291 : <http://www.paragkhanna.com/home/2016/7/9/the-full-urasian-silk-road-l-map>
- Annexe 13 - p. 292, 293 : Valérie Hansen, The silk road, Oxford University Press, 2012
- Annexes 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21 - p. 297, 298, 299, 300, 301, 302, 303, 304, 305 : Parag Khanna, Connectography, Penguin Random House, 2016
- Annexe 22 - p. 307 : [https://fr.wikipedia.org/wiki/Eurasia_\(1984\)#/media/File:1984_fictious_world_map.png](https://fr.wikipedia.org/wiki/Eurasia_(1984)#/media/File:1984_fictious_world_map.png)
- Annexe 23 - p. 309 : <https://www.stratfor.com/analysis/what-expect-after-brexit>
- Annexe 24 - p. 311 : <http://ticdata.treasury.gov/Publish/mfh.txt>
- Annexe 25 - p. 313 : The Economist, 1-7 septembre 1990
- Annexe 26 - p. 315 : Parag Khanna, Connectography, Penguin Random House, 2016
- Annexe 27 - p. 318 : http://www.afdphe.org/sites/default/files/bilan_afdphe_2015.pdf
- Annexe 28 - p. 319, 320, 321, 322, 323 et 324 : <https://frenchamerican.org/youngleadersclasses>, <https://frenchamerican.org/2015-young-leaders> et <https://frenchamerican.org/young-leaders/this-year-young-leaders/>
- Annexe 29 - p. 326 : couverture de la revue The Economist du 9 janvier 1988 (Volume 306) : "Get Ready For A World Currency by 2018?" (Prêt pour la monnaie mondiale en 2018 ?) https://bonnesnouvellesinfo.files.wordpress.com/2015/06/theeconomist-phenix_get_ready_for_world_currency_by_2018.jpg?w=640 & archives de la bibliothèque nationale de France